

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES CRÉOLES DE COULEUR DE LA NOUVELLE-ORLÉANS ET LEURS
RELATIONS AVEC LES AFFRANCHIS (1860-1896)

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN HISTOIRE (Ph.D.)

PAR
ROSE-MARIE GUZZO

OCTOBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à exprimer toute ma gratitude à ma directrice de thèse, Isabelle Lehuu, professeure au département d'histoire à l'UQAM, pour son soutien indéfectible, pour ses encouragements et pour sa patience. En plus de bien connaître son champ d'études, Isabelle Lehuu est une directrice rigoureuse, attentionnée et stimulante. Je lui suis très reconnaissante d'avoir cru en moi et en mes capacités de réaliser un projet d'envergure comme la thèse. Mes remerciements vont également à mon co-directeur, Gilles Vandal, professeur au département de sciences politiques à l'Université Sherbrooke, pour ses conseils judicieux et pour ses disponibilités lorsqu'il fallait planifier des rencontres à Montréal. Merci à tous les deux de m'avoir guidée tout au long de ce parcours et de m'avoir fait confiance en acceptant de me diriger. J'ai beaucoup apprécié le temps que vous m'avez consacré et l'intérêt que vous avez porté pour cette thèse.

Je remercie du plus profond de mon cœur mes parents qui n'ont jamais cessé de m'encourager et de me pousser à finir. J'ai eu beaucoup de chance de les avoir à mes côtés tout au long de cette aventure. Je ne suis pas prête d'oublier ce qu'ils ont fait pour moi et je leur serai à jamais reconnaissante. Un gros merci à ma sœur Patricia et à mon beau-frère Dominic pour leur relecture attentive et leurs critiques constructives. Merci à mon oncle Antonio Guzzo qui, à sa façon, m'a apporté une aide précieuse et inestimable. Je remercie également mon mari Raffaele sans qui ce projet n'aurait jamais abouti. Je le remercie de sa patience, de son amour et de son soutien. La dernière personne, et non la moindre, que je tiens à remercier est mon fils Julien à qui je dédie cette thèse. Je le remercie parce que sa simple présence me comble de bonheur au quotidien. Son beau sourire fut ma source de motivation et ma raison de poursuivre le travail jusqu'au bout.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES CARTES	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	11
CHAPITRE 1 HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODOLOGIE	11
1.1 État de la recherche sur les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans depuis les années 1950.....	12
1.1.1 Approche politique	12
1.1.2 Approche socio-économique	23
1.1.3 Approche culturelle	33
1.2 Démarche méthodologique.....	43
1.2.1 Analyse journalistique	43
1.2.2 Analyse sociale et judiciaire	46
1.2.3 Nomenclature	50
PARTIE I CONTEXTE HISTORIQUE.....	57
CHAPITRE 2 GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ TRIPARTITE EN LOUISIANE ET CONSTITUTION D'UNE IDENTITÉ DISTINCTE: LES <i>GENS DE COULEUR LIBRES</i> ..	58
2.1 Naissance des gens de couleur libres au XVIII ^e siècle: de la période française à la période espagnole.....	60
2.1.1 La Louisiane française.....	60
2.1.2 La Louisiane espagnole	67
2.2 La Louisiane américaine, 1803-1860: consolidation de l'identité ethnique des gens de couleur libres, de la période dite «territoriale» à la période <i>antebellum</i>	76
2.2.1 Les gens de couleur libres et le système judiciaire louisianais.....	76

2.2.2 Les réfugiés de Saint-Domingue.....	80
2.2.3 Le «plaçage» au XIXe siècle	85
2.2.4 Prospérité (1810-1850) et répression (1850-1860)	94
CHAPITRE 3 ÉMERGENCE DU JOURNAL <i>L'UNION</i> ET DU LEADERSHIP DE COULEUR	103
3.1 Arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans et changement d'allégeance des gens de couleur.....	105
3.2 Autorisation des hommes de couleur à s'enrôler comme soldats de l'Union.....	113
3.3 Instauration du système de travail contractuel de Butler dans les paroisses rurales du sud de la Louisiane.....	116
3.4 Proclamation préliminaire d'émancipation de Lincoln	122
PARTIE II ANALYSE DU DISCOURS JOURNALISTIQUE DES HOMMES DE COULEUR	127
CHAPITRE 4 VERS UNE RHÉTORIQUE REVENDICATRICE ET UNIFICATRICE, <i>L'UNION: MÉMORIAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET PROGRESSISTE</i> , 1862-1864.....	128
4.1 Les protagonistes de <i>L'Union</i> : influences idéologiques et début d'une tradition contestataire chez les Créoles de couleur	131
4.2 <i>L'Union</i> comme outil de propagande unioniste et abolitionniste: appel aux armes des hommes de couleur	146
4.3 Proclamation d'émancipation et transition des revendications sociales (travail libre) aux revendications politiques (droits civiques)	161
4.4 «Que Blancs et Noirs suivent la noble trace du brave André Cailloux»: la campagne de Port Hudson et la naissance d'un héros	172
4.5 La lutte pour l'égalité politique s'intensifie: de Shepley à Lincoln	177
CHAPITRE 5 RADICALISATION DU LEADERSHIP DE COULEUR, <i>LA TRIBUNE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS: JOURNAL POLITIQUE, PROGRESSISTE ET COMMERCIAL</i> , 1864-1870	193
5.1 Les protagonistes de <i>La Tribune</i> : de Paul Trévigne à Jean-Charles Houzeau.....	197

5.2	<i>La Tribune</i> et l'unité politique: du « <i>Smith Bill</i> » à la création de la Ligue nationale de l'égalité des droits en Louisiane	212
5.3	Solidarité <i>raciale</i> et identification à une <i>race</i> commune: Houzeau et le <i>nationalisme noir</i>	223
5.4	Les hommes de couleur comme leaders naturels de la <i>race</i> noire: <i>La Tribune</i> et l'élévation des affranchis	227
5.5	L'ascension et le déclin de <i>La Tribune</i>	238
5.5.1	De la <i>Friends of Universal Suffrage</i> au Parti républicain de la Louisiane	238
5.5.2	L'émeute de 1866 et l'apogée de <i>La Tribune</i>	246
5.5.3	Offensive des <i>carpetbaggers</i> et perte d'influence de <i>La Tribune</i>	249
5.5.4	Les leaders de couleur «trop français» vs les affranchis «très-partisans du Nord»	260
PARTIE III ANALYSE SOCIALE ET JUDICIAIRE		275
CHAPITRE 6 DIVISIONS SOCIALES ET STRATÉGIES DE RÉSISTANCE À L'ASSIMILATION AUX AFFRANCHIS, 1860-1880		276
6.1	Transformation du contexte social, 1860-1880	278
6.1.1	Américanisation de la Nouvelle-Orléans	278
6.1.2	«Noircissement» de la Nouvelle-Orléans	291
6.2	Stratégies de résistance	297
6.2.1	Changement de dénomination: de «gens de couleur libres» à «Créoles de couleur»	297
6.2.2	Endogamie conjugale des Créoles de couleur	310
6.2.3	Distribution ethnique de la Nouvelle-Orléans et identification géographique: <i>Uptown</i> vs <i>Downtown</i>	332
CHAPITRE 7 SÉPARÉS ET NON-ÉGAUX: LE PROCÈS D'HOMÈRE PLESSY ET L'IDENTITÉ DES CRÉOLES DE COULEUR, 1890-1896		355
7.1	Les <i>passés blancs</i> et la blancheur d'Homère Plessy	356

7.2	Du journalisme aux poursuites judiciaires	361
7.3	Un Créole de couleur en Cour suprême des États-Unis	366
	CONCLUSION	374
	BIBLIOGRAPHIE	378

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Population de la Nouvelle-Orléans, classée par race, statut et sexe, 1771-1805 ...	68
Tableau 2 Population de la Nouvelle-Orléans, classée par race et par statut, 1805-1860	82
Tableau 3 Population de la Nouvelle-Orléans, 1860-1880	292
Tableau 4 Population de la Nouvelle-Orléans, Blancs, personnes de couleur (mulâtres), Noirs, 1860 et 1880.....	295
Tableau 5 Données totales des mariages qui impliquaient un(e) mulâtre, arrondissements 1 à 7, Nouvelle-Orléans, 1880	314
Tableau 6 Données totales des mariages qui impliquaient un(e) mulâtre réparties géographiquement selon l'ethnicité, arrondissements 1 à 3 vs arrondissements 4 à 7, Nouvelle-Orléans, 1880	326
Tableau 7 Population de la Nouvelle-Orléans pour les 7 premiers arrondissements, Blancs, Noirs et mulâtres, 1880	335

LISTE DES CARTES

Carte 1 Arrondissements de la Nouvelle-Orléans, 1880.....	324
Carte 2 Voisinages de la Nouvelle-Orléans pour les 7 premiers arrondissements, 1880	340
Carte 3 Concentrations géographiques des Créoles de couleur, Nouvelle-Orléans, 1880.....	342
Carte 4 Vieux Carré et Faubourg Trémé, Nouvelle-Orléans, 1880	343

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse aux Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans et montre que leur relation avec les affranchis entre 1860 et 1896 était ambiguë, marquée à la fois par la solidarité et par la division. Précisément parce que le rapport entre les deux groupes pouvait prendre plusieurs formes, nous avons mis le mot «relation» au pluriel dans le titre.

Pendant longtemps, les historiens ont eu tendance à appréhender la relation entre les deux groupes d'un point de vue dichotomique. D'après leurs analyses, les Créoles de couleur étaient soit solidaires et unis aux Noirs, soit condescendants et distants, selon qu'ils s'identifiaient ou non à eux. Comme l'explique Shirley Thompson, pratiquement tous ont abordé cette relation en fonction d'un jugement sur l'identification raciale des Créoles de couleur et malgré les nuances apportées récemment par certains, le débat historiographique reste polarisé à bien des égards pour la simple raison que le sentiment d'appartenance identitaire des Créoles de couleur échappe à leur analyse. Afin de combler cette lacune historiographique, nous proposons une approche plus flexible des relations raciales, que nous abordons en nous détachant du paradigme binaire prédominant et en concevant davantage les Créoles de couleur comme un groupe ethnique à part entière. Notre thèse a donc été conçue dans le but de nuancer la vision dichotomique perpétuée par les historiens et de mettre en évidence la complexité de la relation entre les deux groupes, surtout au moment où les esclaves faisaient la transition vers la liberté.

La base de notre argumentation repose sur la prémisse que les Créoles de couleur étaient conscients d'appartenir à un groupe distinct et supérieur aux Noirs, à qui ils ne se sont jamais identifiés, mais cela ne les a pas empêchés de nouer un lien de solidarité avec eux durant la guerre de Sécession afin de réaliser leurs aspirations politiques et humanitaires. Pour la première fois, à partir des années 1860, il y eut un rapprochement entre les deux collectivités puisque les Créoles de couleur ont saisi l'occasion provoquée par la guerre pour entamer un mouvement de revendications progressistes qui incluait la majorité noire, mais cette nouvelle solidarité ne doit pas être interprétée comme étant un signe qu'ils s'identifiaient désormais aux affranchis. Malgré un rapprochement devenu nécessaire durant et après la guerre de Sécession, les Créoles de couleur voulaient continuer à se dissocier des Noirs parce qu'ils avaient intériorisé les préjugés raciaux de leur époque, mais aussi parce que, conscients de leurs différences identitaires, ils voulaient survivre comme groupe ethnique à part entière dans une société qui s'américanisait rapidement à partir de la seconde moitié du XIXe siècle. Entre 1860 et 1896, ils ont lutté pour la justice sociale et pour la mise en application des idéaux révolutionnaires auxquels ils adhéraient totalement, mais ils ont lutté aussi pour ne pas devenir un «peuple oublié» dans une masse noire anglophone. Leur combat était double: répandre les principes universels et protéger un patrimoine identitaire de plus en plus fragile. Bien que cette thèse porte sur la relation entre les deux groupes, elle permet de tirer des conclusions intéressantes sur l'identité des Créoles de couleur. D'un point de vue méthodologique, nous avons opté pour une démarche à la fois qualitative et quantitative qui repose sur un corpus de sources variées, allant du journalisme, au recensement, aux poursuites judiciaires, en passant par les récits de contemporains.

Mots-clés: Louisiane, Nouvelle-Orléans, Créoles de couleur, guerre de Sécession, Reconstruction.

INTRODUCTION

La Marseillaise Noire: chant de paix

Fils d'Africains! Tristes victimes,
Qu'un joug absurde abrutissait.
De monstres oubliant les crimes,
Pensons à Jésus qui disait: (bis)
«Peuples, plus de sang, plus de guerre
«Qui font rougir l'humanité,
«Moi je suis la Fraternité,
«Embrassez-vous, vous êtes frères.»
Debout! L'heure est venue, à chaque travailleur
Le pain (bis) qu'il a gagné, qu'importe sa couleur
[...]
Allons! Malgré votre race,
Hommes de couleur, unissez-vous;
Car le soleil luit pour tous.
Que chaque peuple heureux, prospère,
Au fronton de l'humanité,
Grave ces mots: en toi j'espère,
Tu règneras, Égalité.

Camille Naudin, *La Tribune* (1867)

Les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, connus également sous l'appellation gens de couleur libres, demeurent à ce jour énigmatiques à bien des égards¹. Figures emblématiques de l'exotisme louisianais, ils se distinguaient des affranchis par leur francophonie et leur mixité raciale. Bien que les historiens aient reconnu leur identité particulière et qu'ils aient démontré de manière récurrente que leur expérience de la guerre civile et de l'après-guerre était différente de celle de la majorité noire, il reste encore beaucoup à faire pour comprendre la complexité du rapport qui existait entre les deux groupes précisément au moment où les esclaves faisaient la transition vers la liberté. Ce

¹ Les expressions «Créoles de couleur» et «gens de couleur libres» sont employées ici comme des synonymes. Précisons toutefois que «gens de couleur libres» était surtout utilisé avant la guerre de Sécession et qu'après l'abolition de l'esclavage, les «gens de couleur libres» sont devenus les «Créoles de couleur». Malgré ce changement d'appellation entre les sources d'avant et d'après-guerre, les historiens utilisent souvent «Créoles de couleur» pour les deux périodes, tout comme ils ont tendance à utiliser (improprement à notre avis) les expressions «Noirs libres» et «Afro-Créoles». Des précisions sur la nomenclature seront apportées un peu plus loin. Pour l'instant, retenons simplement que par soucis de cohérence, lorsque nous faisons référence à l'avant-guerre, nous utiliserons «gens de couleur libres» et lorsque nous faisons référence à l'après-guerre, nous utiliserons «Créoles de couleur». L'expression écourtée «gens de couleur» est aussi utilisée mais, plus intemporelle que les deux autres, nous l'emploierons autant pour l'avant que pour l'après-guerre.

premier constat général d'une lacune historiographique nous a permis d'élaborer la présente recherche dont le but est d'examiner la relation qu'entretenait l'ancienne population de couleur libre avec les nouveaux affranchis de 1860 à 1896 à la Nouvelle-Orléans. À partir d'une approche à la fois sociale, judiciaire et politique, il s'agira essentiellement de voir si cette relation était marquée par la solidarité ou par la division. Le périmètre urbain proposé ici offre un cadre d'analyse intéressant pour l'étude des rapports entre gens de couleur et Noirs puisque très tôt il s'est développé en Louisiane un système de classification raciale tripartite complexe qui se distinguait du système de classification raciale binaire prédominant dans les autres États sudistes. Cette structure à trois paliers existait à la Nouvelle-Orléans bien avant que la Louisiane ne soit acquise par les États-Unis en 1803². Dès le XVIII^e siècle, trois groupes distincts se côtoyaient quotidiennement dans cette ville: les Blancs, les esclaves noirs et les gens de couleur libres. Ces derniers occupaient une position intermédiaire entre les Blancs et les Noirs et l'existence même d'un ordre social à trois niveaux, dans lequel la mixité raciale comptait, leur a permis de se définir comme un groupe à part, voire supérieur à la majorité noire. Cette place privilégiée dans la société esclavagiste était légalement reconnue en Louisiane et elle leur a donné les moyens de prospérer en plus de se forger une identité distincte. La structure raciale tripartite particulière à la Nouvelle-Orléans a subsisté jusqu'à l'éclatement des hostilités en 1861. Après quoi, elle s'est écroulée et avec son écroulement, les gens de couleur libres ont perdu les repères qui les définissaient et qui leur ont longtemps permis de se dissocier des esclaves. Or, malgré l'effondrement du système à trois niveaux, ils ont voulu préserver leur individualité et continuer à se distinguer des Noirs en adoptant un comportement social distant à l'égard des affranchis et en empruntant des stratégies de survie identitaire dont le but était de réaffirmer leurs différences et leurs critères de démarcation.

Après la guerre, les gens de couleur se sont accrochés à tout ce qui leur restait comme traits distinctifs, parmi lesquels, leur spécificité ethnique et culturelle. Chez les non-

² Sur la Louisiane coloniale, voir Gwendolyn Midlo Hall, *Africans in Colonial Louisiana: The Development of Afro-Creole Culture in the 18th Century*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992; Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places: Free Black Society in Colonial New Orleans, 1769-1803*, deuxième édition, Durham, Duke University Press, 2002, c1997; Thomas Ingersoll, *Mammon and Manon in Early New Orleans: The First Slave Society in the Deep South, 1718-1819*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1999; Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2009.

Blancs de la Nouvelle-Orléans, il existait d'importantes différences reliées à la religion, la langue et la couleur de la peau. Alors que les Créoles de couleur étaient pour la plupart catholiques, de langue française et de sang-mêlé, les affranchis étaient surtout protestants, de langue anglaise et de race noire. Les uns étaient de culture franco-créole, les autres, de culture anglo-américaine³. À partir de la Reconstruction, ces différences ont pris une valeur particulièrement significative pour les gens de couleur puisqu'elles leur donnaient la possibilité de continuer à se définir comme un groupe distinct de la masse d'affranchis dans une société où le système légal ne servait plus de frontière intra-raciale. Après la suppression du système tripartite louisianais et son remplacement par une structure sociale de type binaire à l'image des autres États américains, une structure qui ne tenait plus compte de la mixité raciale des individus, mulâtres et Noirs formaient un bloc monolithique aux yeux des Blancs et pour se prémunir contre toute confusion possible avec les anciens esclaves, les gens de couleur ont dû miser sur leurs différences; ils ont dû insister sur leur bagage ethnique et culturel différent afin d'échapper aux préjugés de race. L'insistance des Créoles de couleur sur leurs spécificités par rapport aux Noirs montre qu'ils avaient intériorisé les préjugés raciaux véhiculés par la majorité blanche en même temps qu'ils essayaient d'y échapper. Ce fut précisément ce groupe de francophones d'origine mixte et désireux de maintenir une distance sociale avec les Noirs qui a inauguré dès 1862 en Louisiane la plus longue lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques de la Reconstruction et ce fut ce même groupe qui a pris les devants pour faire valoir les idéaux universels issus de la Révolution française: liberté, égalité, fraternité.

En plus d'être un lieu de prédilection pour comprendre la complexité des relations intra-raciales chez les non-Blancs, la Nouvelle-Orléans représente un cadre de recherche intéressant pour nous en raison du fait que la Reconstruction a commencé tôt dans cette ville

³ À la veille de la guerre civile, beaucoup d'esclaves louisianais étaient également catholiques et francophones. Précisons toutefois que l'écart ethnique et culturel entre les deux groupes a commencé à se creuser au cours du XIXe siècle, alors qu'un grand nombre d'esclaves «américains» sont arrivés en Louisiane avec leurs maîtres en provenance d'États sudistes plus anciens ou encore par l'entremise de la traite intérieure. Entre 1820 et 1830, seulement, des milliers d'esclaves dits américains ont été importés en Louisiane. Selon Joseph Logsdon, juste avant l'éclatement des hostilités, à la Nouvelle-Orléans, 70 pour cent des esclaves étaient de culture anglophone. Joseph Logsdon, «Americans and Creoles in New Orleans: The Origins of Black Citizenship in the United States», *American Studies*, vol. 34, no 2, 1989, p. 189; Paul Lachance, «The Foreign French», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, p. 117-119.

sudiste, soit un an après l'éclatement des hostilités. Dès le printemps de 1862, la Confédération perd un morceau territorial important lorsque la Nouvelle-Orléans tombe entre les mains de l'armée fédérale. Pendant que le conflit continuait de faire des ravages en d'autres coins du pays, à partir de 1862 la Nouvelle-Orléans et les autres territoires occupés du sud de la Louisiane ont servi de laboratoire pour tester les politiques de redressement économique d'après-guerre du président Lincoln qui voulait faire de cet État un modèle de réintégration à l'Union. L'occupation précoce de la ville, et la Reconstruction qu'elle a tôt fait d'engendrer, ont entraîné l'émergence d'un leadership de couleur qui a saisi une occasion favorable pour s'illustrer et pour lutter en faveur de l'universalité des droits civiques et politiques. Étant donné la capture rapide de la Nouvelle-Orléans et l'existence d'une population de couleur libre instruite et politisée qui a su profiter de la présence nordiste pour revendiquer ses pleins droits de citoyenneté, la lutte pour redresser les torts de tous ceux qui étaient lésés s'est vite engagée dans cette ville louisianaise et elle s'est poursuivie avec vigueur jusqu'à l'adoption d'une constitution d'État totalement libérale en 1868⁴. Véritable berceau du mouvement des droits civiques au XIXe siècle, la Nouvelle-Orléans est intéressante aussi parce que ce sont les Créoles de couleur de cette ville qui, en 1892, alors placés devant une situation de recul définitif des acquis de la Reconstruction, ont initié l'un des procès les plus importants de l'histoire des États-Unis, le procès d'Homère Plessy, lequel représentait leur tentative ultime de revendiquer la justice comme principe universel. Trente ans après le début de la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques en Louisiane, les hommes de couleur se battaient à nouveau, sauf que cette fois, ce fut pour faire respecter les gains constitutionnels obtenus par leurs prédécesseurs durant la Reconstruction. La poursuite intentée par Plessy et ses supporters n'a pas eu les résultats escomptés en 1896, mais elle marque le début du processus de judiciarisation de la lutte contre l'oppression blanche, notamment contre les lois ségrégationnistes, qui se poursuivra tout au long du XXe siècle.

⁴ En dépit de l'occupation nordiste et du fait que la Reconstruction ait commencé tôt à la Nouvelle-Orléans, les esclaves orléanais et tous ceux qui vivaient dans les États ou régions du Sud sous contrôle fédéral ne furent pas affranchis par le gouvernement de l'Union avant 1865. Même la Proclamation d'émancipation de 1863 (qui s'appliquait aux États en rébellion) ne les a pas officiellement émancipés avant la fin de la guerre. Sur le travail des Noirs non-affranchis dans les zones occupées de la Louisiane, voir Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1976.

À partir de ces quelques constatations, nous avançons l'hypothèse suivante: le rapport que les Créoles de couleur entretenaient avec les Noirs durant et après la Reconstruction était marqué par l'ambiguïté. Leur quête d'affirmation identitaire d'après-guerre passait par une distanciation avec les affranchis, soit, mais leur désir de distanciation n'empêcha pas une certaine coopération dans un but commun d'avancement racial. Notre but est de relever cette ambivalence et de montrer qu'il y avait un fossé entre la défense d'un idéal progressiste et la réalité quotidienne. Les gens de couleur pouvaient s'engager à promouvoir les principes universels de justice et d'égalité sans pour autant s'identifier aux affranchis ni désirer développer de liens sociaux avec eux ou encore considérer que ces derniers leur étaient égaux; ils pouvaient prôner l'unité avec la majorité noire dans la lutte pour l'obtention et le respect des droits civiques et en même temps vouloir garder une distance sociale avec elle et éviter de lui être confondu. Alors que certains historiens adhèrent soit à la thèse de l'esprit élitiste et réactionnaire des gens de couleur, soit à la thèse de leur esprit unificateur et révolutionnaire, à notre avis, la relation que les gens de couleur entretenaient avec les affranchis était beaucoup trop complexe pour être saisie selon une opposition stricte. Leur rapport aux affranchis n'était ni strictement marqué par la solidarité, ni strictement marqué par la division, il était marqué par une ambiguïté qui peut se résumer par la formule suivante: unité dans la lutte pour la justice versus division sociale. Or, même l'unité dans la lutte ne doit pas être exagérée car les leaders de couleur qui la menaient, aussi progressistes et égalitaristes fussent-ils dans leurs principes, n'ont jamais minimisé les différences entre les deux groupes, allant jusqu'à les encourager pour en tirer des bénéfices, parfois au détriment des Noirs. Il y avait, en fait, un continuum entre le discours progressiste et le comportement social des Créoles de couleur. Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre, le dénominateur commun était leur tendance à afficher une certaine condescendance à l'égard des affranchis. Tous au sein de cette communauté, les leaders contestataires autant que l'ensemble de la population, avaient intériorisé les préjugés raciaux de leur époque et tous avaient la conviction d'appartenir à une collectivité différente, voire supérieure à la majorité noire. Ni la suppression du système tripartite louisianais, ni l'engagement politico-social des hommes de couleur n'a changé quoi que ce soit à cet égard.

Dans le chapitre 1, nous présenterons d'abord les études qui ont abordé le sujet afin de situer la présente thèse dans le débat historiographique, lequel s'est longtemps résumé à

une vision dichotomique de la relation entre gens de couleur et Noirs. Nous exposerons ensuite de manière détaillée nos objectifs, notre méthodologie et nos sources. Le reste de la thèse sera divisée en trois grandes parties composées de deux chapitres chacune. La première de ces parties servira essentiellement de mise en contexte. La genèse de la société tripartite en Louisiane sera le sujet du chapitre 2 pour comprendre les circonstances entourant l'émergence de la collectivité qui nous intéresse ici, à savoir les gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans. Nous verrons, entre autres, qu'ils sont nés durant la période coloniale française, mais qu'ils se sont véritablement consolidés comme groupe ethnique distinct au cours du XIXe siècle américain. Le chapitre 3, quant à lui, aura pour but de retracer les différentes étapes qui ont donné naissance en 1862 au mouvement de revendications progressistes des leaders de couleur.

Les quatre chapitres suivants développent l'argumentation en deux parties: une partie politique et une partie socio-judiciaire. Dans la deuxième partie, nous verrons que, modeste au départ, la lutte des hommes de couleur a évolué vers la radicalisation. Pour la première fois, à partir de 1862, ces derniers prennent ouvertement parti contre le pouvoir abusif de l'oligarchie sudiste et leur nouvel engagement les amena à développer un lien de solidarité avec les esclaves, qui se consolida en fonction du durcissement des revendications. Deux organes de presse ont joué un rôle fondamental dans leur démarche: *L'Union* (1862-1864) et *La Tribune* (1864-1870). Le premier journal fera l'objet du chapitre 4 et le second, celui du chapitre 5. Avec *L'Union*, qui inaugure le mouvement de protestation des leaders de couleur, nous assistons à un début de rapprochement entre les deux collectivités. Ce rapprochement initial avait toutefois ses limites puisqu'il passait uniquement par la cause abolitionniste, les esclaves ayant été exclus des demandes les plus radicales du journal, à savoir le suffrage universel, qu'il revendiquait pour les hommes de couleur exclusivement. Certes, les rédacteurs de *L'Union* défendaient la liberté comme principe universel, mais ils excluaient les Noirs de leur lutte pour l'égalité politique.

Si, avec *L'Union*, le leadership de couleur avait fait preuve de modération dans son soutien aux esclaves, avec *La Tribune*, la défense des Noirs était beaucoup plus poussée puisque ceux-ci étaient désormais inclus dans le combat pour l'obtention des droits civiques et politiques. Le lien de solidarité entre gens de couleur et Noirs se renforça et il passait, non plus par le soutien d'une cause distincte pour les deux groupes, mais bien par le soutien d'une

seule et même cause: l'accès universel à la franchise électorale. Avec *La Tribune*, il est réellement question d'un discours unificateur chez les leaders créoles qui finissent par comprendre que sans une alliance politique avec la majorité noire, ils étaient absolument incapables de mener jusqu'au bout la lutte qu'ils avaient entamée en 1862. Mais qu'il s'agisse de *L'Union* ou de *La Tribune*, nous verrons qu'en aucun temps l'appel à l'unité lancé par les leaders de couleur durant la Reconstruction n'a ébranlé leur sentiment d'appartenir à un groupe distinct et supérieur aux affranchis. Le message véhiculé dans la rhétorique des deux journaux était en soi empreint d'ambiguïté à l'égard des Noirs puisqu'il appelait à la solidarité en même temps qu'il insistait sur les divisions. L'apport du volet politique est précisément de nuancer l'analyse du discours journalistique des hommes de couleur, un discours progressiste qui avait pour but de répandre les idéaux révolutionnaires, mais qui visait également à accroître leur influence politique durant la Reconstruction et qui soulignait constamment les différences avec les affranchis.

Dans le chapitre 6, qui entame la troisième partie, nous examinerons plus concrètement comment s'exprimait le désir des Créoles de couleur de rester distincts. Malgré un discours journalistique qui finit par préconiser l'unité politique, aussi ambigu fut-il, ces derniers voulaient maintenir une distance sociale avec les Noirs en misant sur leur identité particulière. À l'aide du recensement fédéral de 1880, notamment, nous verrons quelles étaient les stratégies adoptées par les gens de couleur pour résister à l'assimilation aux affranchis. Dix ans après *La Tribune*, ce premier recensement détaillé, qui fournit de l'information approfondie sur les mariages et les lieux de résidence des individus énumérés, permettra de montrer que les Créoles de couleur voulaient continuer à se dissocier des Noirs après la guerre en adoptant un comportement matrimonial et résidentiel fermé à l'égard des affranchis. Les stratégies de résistance à l'assimilation aux Noirs reflétaient la condescendance des Créoles de couleur, soit, mais elles reflétaient aussi leur prise de conscience identitaire et leur désir de survivre comme groupe ethnique à part entière. Dans ce chapitre, nous insisterons sur le fait que la survie identitaire des Créoles de couleur passait par une résistance à l'assimilation aux affranchis et que celle-ci passait par une résistance à l'américanisation de la Louisiane qui allait en s'accéléralant à partir de 1862 et qui mettait fin aux spécificités louisianaises en amenant une polarisation des relations raciales et une

anglicisation de la culture francophone⁵. Afin de survivre comme minorité distincte et éviter d'être noyés dans la masse noire anglophone, les gens de couleur devaient insister sur les différences entre les deux groupes et adopter des stratégies de survie identitaire qui avaient pour but de limiter leur sociabilité aux membres de la collectivité et de protéger un patrimoine ethnique et culturel en perdition dans le contexte d'américanisation d'après-guerre. Cette résistance à l'assimilation aux Noirs leur a permis de ralentir le processus d'américanisation en Louisiane et de préserver ainsi la particularité culturelle de l'État au moins jusqu'au début du XXe siècle. L'intérêt du volet social n'est pas tant de faire la démonstration que les gens de couleur voulaient se dissocier des affranchis ou qu'ils étaient condescendants à leur égard, d'autres historiens l'ont fait; l'intérêt est plutôt de montrer comment s'exprimait concrètement le désir des Créoles de couleur de rester distincts et d'en faire l'analyse à partir d'un recensement fédéral.

Sans vouloir revenir aux thèses qui dépeignaient les Créoles de couleur comme des opportunistes qui s'étaient alliés politiquement aux affranchis uniquement pour satisfaire leurs ambitions, nous croyons qu'au-delà d'un engagement sincère pour la cause de la justice et de la liberté, ils étaient incapables de concevoir leur relation avec les Noirs de manière égalitaire et que l'un des buts escomptés par l'unité politique entre les deux groupes était d'accroître leur influence durant la Reconstruction et de s'approprier un certain pouvoir⁶. Malgré un rapprochement politique nécessaire à un avancement commun, les Créoles de couleur refusaient de s'assimiler aux affranchis et ce refus était perceptible autant dans le discours unificateur de leurs leaders progressistes que dans leur comportement social. Les vers du poète de couleur Camille Naudin, cité en exergue, illustrent bien l'ambiguïté de la relation entre Créoles de couleur et Noirs: d'une part, ils mettent en évidence l'appel à la solidarité pour défendre les idéaux révolutionnaires du XVIIIe siècle et, d'autre part, ils soulignent les différences ethniques et culturelles entre les deux groupes. L'appartenance à la

⁵ Shirley Elizabeth Thompson, *The Passing of a People: Creoles of Color in Mid-Nineteenth Century New Orleans*, thèse de doctorat (histoire), Harvard University, 2001, p. xv.

⁶ Sur les thèses qui présentent les gens de couleur comme des opportunistes, voir Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 38, no 2, 1955. Voir aussi David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, vol. 11, 1978 et «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert MacDonald *et al.*, New Orleans, Tulane State Museum, 1979.

culture française a inspiré les hommes de couleur à s'unir aux Noirs pour défendre les droits des opprimés, mais celle-ci fut aussi responsable des divisions profondes qui existaient entre les deux groupes et qui ont fini par avoir raison de la confiance et de la crédibilité des premiers auprès des seconds à un moment crucial de la Reconstruction, soit en 1868, alors que le suffrage universel masculin devînt un principe constitutionnel en Louisiane. Incapables de faire appel aux affranchis comme électeurs, les hommes de couleur se sont graduellement effacés de la scène politique louisianaise et jusqu'à la fin de la Reconstruction, leur rôle d'agitateurs fut plutôt discret. Il faudra attendre l'instauration de la première vraie loi ségrégationniste de l'État en 1890 pour voir un leadership de couleur se remettre à l'œuvre avec l'Affaire Plessy, qui fera l'objet du septième et dernier chapitre de la thèse.

Il nous semblait tout à fait pertinent de prolonger la recherche jusqu'à la fin du XIXe siècle car l'ambiguïté de la relation entre les deux groupes atteignit véritablement son apogée entre 1890 et 1896, soit durant la période qui correspondait au procès d'Homère Plessy. À partir du journal *The Crusader* (1889-1896) et de la défense d'Albion Tourgée, l'un des avocats de Plessy, nous verrons que ce procès contre la ségrégation représentait la tentative ultime des Créoles de couleur de revendiquer l'égalité comme principe universel en même temps qu'il représentait leur tentative ultime de se dissocier des Noirs. L'Affaire Plessy sert d'épilogue à la quête de justice des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, mais elle sert aussi d'épilogue à leur quête identitaire d'après-guerre. Au-delà de la lutte contre la ségrégation, il y avait dans la poursuite judiciaire intentée par Plessy la question de l'identité des Créoles de couleur puisqu'en la contestant, lui et ses complices contestaient aussi la polarisation raciale qu'elle impliquait. Pour eux, le fond du problème avec la ségrégation était qu'elle sanctionnait la règle de l'unique goutte de sang et qu'elle désavouait, par conséquent, leur mixité raciale. Il est important d'insister là-dessus, d'autant plus que peu d'historiens ont interprété ce procès phare à partir de l'identité des Créoles de couleur, c'est-à-dire comme étant un effort de leur part de ré-institutionnaliser leur statut distinct. C. Vann Woodward a avancé une idée semblable dans un article publié en 1964 où il explique que le but du procès n'était pas de défendre les Noirs contre la discrimination raciale, mais de prémunir les personnes «presque blanches» contre les désavantages de la noirceur. Cette interprétation a d'ailleurs été remise en question par Mark Elliott qui souligne, dans sa biographie d'Albion

Tourgée, la prédominance de l'agenda des droits civiques du célèbre avocat⁷. Le but de la poursuite était, certes, d'obtenir un jugement contre la ségrégation applicable à tous les Noirs et non seulement aux Créoles de couleur. Mais devant l'agitation grandissante de l'hégémonie blanche, advenant la défaite, ces derniers ont voulu se protéger en misant sur leur spécificité identitaire. Sur une période de trente-six ans (1860-1896), nous analyserons donc un moment historique important qui marque la fin d'une époque en Louisiane et le début difficile d'une solidarité mitigée, voire sapée par un processus de distanciation sociale qui connaîtra son point culminant avec la poursuite d'Homère Plessy.

⁷ C. Vann Woodward, «Plessy v. Ferguson: The Birth of Jim Crow», *American Heritage*, vol. 15, no 3, 1964 et *American Counterpoint: Slavery and Racism in the North-South Dialogue*, Boston, Little, Brown and Company, 1971, p. 224; Mark Elliott, «Race, Color Blindness and the Democratic Public: Albion W. Tourgée's Radical Principles in Plessy v. Ferguson», *The Journal of Southern History*, vol. 67, no 2, 2001, p. 315, 321 et *Color-blind Justice: Albion Tourgée and the Quest for Racial Equality from the Civil War to Plessy v. Ferguson*, New York, Oxford University Press, 2006, p. 282.

CHAPITRE 1 HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODOLOGIE

My mother says I am Creole. My teacher said I am Negro. Some Europeans say I am Colored and others call me "nigger". Who am I? Am I white or Black? I cannot say because I am both, if I am Creole.

Aline St. Julien, 1977¹

Depuis les années 1950, les historiens manifestent un intérêt grandissant pour les études sur les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans durant et après la guerre de Sécession et leurs travaux nous ont tous permis d'en apprendre davantage sur cette collectivité particulière. En soixante ans de recherche, la question qui a suscité le plus de controverse chez les historiens - et précisément celle qui nous intéresse ici - consiste à savoir s'il y avait unité ou division entre gens de couleur et Noirs. À cette question, ils ont pour la plupart répondu selon une opposition stricte, contribuant ainsi à polariser le débat sur le sujet. Souvent trop dichotomique, l'image qu'ils ont véhiculée de la relation entre les deux groupes n'a pas suffisamment tenu compte de la complexité du rapport que les gens de couleur avaient aux Noirs et, par extension, de la complexité du rapport qu'ils avaient à leur propre négritude, aussi pâle fut-elle. Dans la première partie de ce chapitre, nous relaterons l'état de la recherche qui a été faite sur les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans et sur leur relation avec les affranchis durant et après la guerre de Sécession à partir d'une perspective politique, socio-économique et culturelle. Les études que nous recenserons pour les deux premières perspectives ont marqué l'historiographie entre 1950 et 1999. La perspective culturelle, pour sa part, s'est développée surtout au cours de la dernière décennie et elle souligne davantage la complexité de la relation entre les deux groupes ainsi que la complexité de l'identité particulière des Créoles de couleur.

En ce qui concerne la deuxième partie du chapitre, elle est entièrement consacrée à définir la méthodologie de notre recherche qui se résume à une démarche à la fois qualitative

¹ Aline St. Julien, *Colored Creole: Color Conflict and Confusion in New Orleans*, New Orleans, Ahidiana-Habari, 1977, p. 2.

et quantitative. Dans un premier temps, nous présenterons la méthodologie du volet journalistique et, dans un deuxième temps, celle du volet socio-judiciaire. La démarche que nous proposons repose essentiellement sur l'analyse du discours véhiculé dans les journaux créoles *L'Union* et *La Tribune*, sur l'analyse du recensement nominatif de 1880 et sur celle du texte de plaidoirie d'Albion Tourgée pour la défense d'Homère Plessy. Mais elle repose aussi sur l'analyse de sources complémentaires telles que des récits de voyageurs, des mémoires, des nouvelles, des romans, des poèmes et de la correspondance. Dans un troisième temps, nous apporterons des précisions sur la nomenclature utilisée pour qualifier la collectivité qui nous intéresse ici, les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, une nomenclature si empreinte de confusion qu'il vaut la peine de prendre un moment pour bien la définir, au nom de la clarté et de la rigueur intellectuelle.

1.1 État de la recherche sur les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans depuis les années 1950

1.1.1 Approche politique

L'un des premiers historiens à avoir écrit sur le sujet et à avoir laissé sa marque dans l'historiographie est Donald Everett qui, dès 1955, insiste sur les divisions dans un article intitulé «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865»². Everett démontre que l'ancienne population de couleur libre était un groupe de francophones élitistes qui a toujours voulu se dissocier des Noirs et que si, durant la guerre, ses leaders ont fini par accepter de s'unir politiquement aux affranchis, ce fut uniquement pour satisfaire leurs ambitions, à savoir dominer les Blancs durant la Reconstruction. Cet historien a marqué l'historiographie parce qu'il a poussé à l'extrême la thèse des divisions entre les deux groupes et qu'il a contribué à propager une image très péjorative, voire caricaturale des hommes de couleur qu'il dépeint comme des êtres opportunistes, réactionnaires et hostiles à la majorité noire dont l'avancement ne les préoccupait guère. Il lègue à l'historiographie un portrait peu flatteur des Créoles de couleur qui, dans la lutte pour

² Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, 1955, vol. 38, no 2. Cet article est tiré de sa thèse de doctorat (histoire), *Free People of Color in New Orleans, 1803-1865*, Tulane University, 1952.

l'obtention des droits civiques et politiques, ne pensaient qu'à satisfaire leurs intérêts et non ceux des affranchis.

Everett met bien en évidence le rôle que les hommes de couleur ont joué dans le combat pour l'égalité politique et leur implication dans ce combat montre qu'ils ont joué un rôle déterminant dans les gains de la Reconstruction. Mais en aucun temps l'auteur interprète-t-il la contribution politique des hommes de couleur comme un bienfait pour l'ensemble de la population noire: selon lui, elle ne faisait que refléter leurs visées ambitieuses en Louisiane. Lorsque nous prenons en considération les témoignages sur lesquels Everett base son analyse, il n'est guère étonnant de le voir tant insister sur le caractère hostile des gens de couleur à l'égard des Noirs. Il s'appuie notamment sur les mémoires du Nordiste *carpetbagger*, Henry Clay Warmoth, qui fut gouverneur de la Louisiane de 1868 à 1872 et qui concevait lui-même les leaders de couleur comme un groupe élitiste dont le but politique durant la Reconstruction était «d'africaniser» la Louisiane. Il fonde également son interprétation des gens de couleur sur des textes écrits par l'officier militaire B. Rush Plumly, un abolitionniste du Nord posté à la Nouvelle-Orléans durant la guerre pour procéder à la formation de brigades noires et pour administrer l'enseignement des affranchis. Dans des lettres qu'il avait signées et qui furent publiées dans les journaux de la période, Plumly accusait les gens de couleur d'être des aristocrates insensibles au sort des Noirs, qui n'avaient jamais oublié qu'eux-mêmes étaient des anciens propriétaires d'esclaves et qui, au début des hostilités en 1861, avaient soutenu mieux que quiconque la cause de la Confédération³. En se basant ainsi sur des témoignages d'individus critiques et durs à l'égard des gens de couleur, il n'est pas surprenant qu'un portrait aussi négatif soit dépeint du groupe étudié. De toute évidence, Everett a pris au pied de la lettre les points de vue sévères de ces deux Nordistes sur les Créoles de couleur.

Pour Everett, la tendance élitiste des gens de couleur était perceptible dans la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques qu'ils ont initiée et qui, à ses débuts, visait exclusivement les membres du groupe. Or, sans que l'auteur le mentionne explicitement, nous comprenons que, selon lui, les accusations d'élitisme comme celles de Plumly, souvent rapportées dans les journaux, ont provoqué une volonté de changement chez les leaders

³ Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 53-55.

créoles qui finissent par inclure les Noirs dans leurs demandes d'égalité politique. Plus la guerre avançait, plus la lutte pour le droit de vote se radicalisait, plus les revendications politiques des hommes de couleur étaient inclusives. Si ces derniers ont fini par inclure les anciens esclaves dans leur mouvement pour l'obtention des droits civiques et politiques, ce fut pour faire taire, certes, les accusations d'élitisme qui pesaient contre eux, mais ce fut aussi parce qu'ils avaient compris que les Noirs, possédant le pouvoir du nombre, détenaient de ce fait le pouvoir de les soutenir politiquement⁴. Les leaders de couleur ont admis les affranchis dans leur mouvement pour l'égalité politique à dessein, pour avoir le soutien d'une majorité qui représentait un bassin électoral intéressant et non par désir de solidarité «raciale» ou par dévouement sincère pour la cause de la justice et de la liberté. Étant donné que le leadership «noir» de la période était assumé presque exclusivement par les hommes de couleur, ceux-ci avaient besoin d'un électorat fidèle et fiable pour accéder à des postes politiques importants, qui pouvaient leur permettre d'arriver à leur véritable fin: prendre le contrôle du gouvernement et de la population locale blanche⁵. La coopération politique entre les deux groupes était nécessaire dans la mesure où elle permettait aux gens de couleur de parvenir à leur but ultime, soit dominer la Reconstruction en Louisiane.

Les revendications politiques des hommes de couleur se sont donc radicalisées avec le temps car, selon Everett, ils avaient l'intention de contrôler le gouvernement louisianais grâce à un électorat noir. Ses conclusions ne sont pas sans faire penser à celles de l'historien William Dunning pour qui la Reconstruction représentait une période de corruption extrême, dominée par des affranchis ignorants et leurs alliés républicains du Nord. D'après cet historien, qui a fait école au début du XXe siècle, la Reconstruction était une «époque tragique» où régnaient des anciens esclaves hostiles et avides de vengeance⁶. Everett adhère sur certains points aux idées mises de l'avant par l'école de Dunning mais, sans l'établir clairement, il rejette pour la Louisiane l'idée selon laquelle le leadership «noir» était contrôlé par une majorité d'affranchis incompetents et dénués d'instruction. Au contraire, explique-t-

⁴ Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 55, 63-64.

⁵ *Ibid*, p. 59, 64.

⁶ William A. Dunning, *Reconstruction, Political and Economic, 1865-1877*, New York, Harper Brothers, 1907; Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865-1868*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1988, p. 11.

il, celui-ci était monopolisé par une élite éclairée constituée essentiellement d'hommes de couleur instruits, privilégiés et libres avant la guerre⁷.

Les idées défendues par Everett sont reprises en partie par l'historien David Rankin. Bien que Rankin n'adhère pas à la thèse d'une alliance politique avec les Noirs pour dominer la Reconstruction en Louisiane, ses conclusions renforcent l'image élitiste des leaders de couleur. Dans la lutte pour l'égalité civique, il démontre que cette élite exclusive s'est alliée politiquement aux affranchis uniquement après avoir compris qu'une telle alliance était primordiale, non pas pour prendre le contrôle de l'État, mais pour lui permettre de mieux résister à la domination blanche⁸. Dans ses articles intitulés «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans» (1978) et «The Politics of Caste» (1979), Rankin insiste sur les divisions entre les deux groupes et sur le pragmatisme des hommes de couleur: ces derniers se sont unis aux Noirs par nécessité, mais ils voulaient rester distincts⁹. En plus de soutenir la thèse de l'élitisme des leaders de couleur, l'auteur souligne les différences qui existaient entre eux et les affranchis. Issus de la communauté créole de la Nouvelle-Orléans, ils étaient pour la plupart instruits, aisés, libres avant la guerre, francophones, catholiques et de sang-mêlé. Les hommes de couleur qui se sont illustrés politiquement durant la guerre et la Reconstruction étaient donc fort différents de ceux qu'ils cherchaient à diriger et ils tenaient, selon l'auteur, à ce que ces différences soient connues¹⁰.

À l'instar d'Everett, Rankin interprète l'exclusion initiale des affranchis de la lutte pour l'obtention des droits civiques et politique comme étant une manifestation de l'élitisme des hommes de couleur et il interprète l'inclusion subséquente des premiers comme étant une

⁷ Charles Vincent est probablement le meilleur exemple d'historien qui, à partir du cas de la Louisiane, a relégué au royaume des mythes les croyances péjoratives propagées par l'école de Dunning sur les leaders noirs durant la Reconstruction. Voir Charles Vincent, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1976.

⁸ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1997, p. 5-6.

⁹ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, vol. 11, 1978; «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert MacDonald et al., New Orleans, Tulane State Museum, 1979. Ces articles sont tirés de sa thèse de doctorat (histoire), *The Forgotten People: Free People of Color in New Orleans, 1850-1870*, John Hopkins University, 1976.

¹⁰ David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 110-111, 114-116, 121-123, 125, 131.

manifestation du comportement opportuniste des seconds. Certes, avant la fin de la guerre, les leaders de couleur ont inclus les affranchis dans leurs demandes d'égalité politiques mais, pour Rankin autant que pour Everett, cette inclusion des anciens esclaves était basée davantage sur un calcul stratégique que sur un désir sincère d'universaliser les idéaux égalitaires. D'ailleurs, l'alliance politique que les hommes de couleur ont forgée avec les Noirs ne fut que de courte durée puisqu'aux élections de 1868, leur tendance élitiste les amena à soutenir un ticket formé d'anciens propriétaires d'esclaves au poste de gouverneur d'État en Louisiane¹¹.

En plus de la sphère politique, Rankin démontre que le désir de dissociation des gens de couleur était manifeste dans leurs relations sociales (limitées) avec les affranchis. L'auteur généralise l'élitisme des leaders de couleur à l'ensemble de la population dont ils étaient issus et, cet élitisme, il l'illustre bien en rapportant des passages évocateurs de journaux et de récits qui le mettaient en évidence. Mais, en ce qui concerne ses moyens d'expression, il ne s'y est pas beaucoup attardé ou du moins il ne s'y est attardé que sommairement. À la lumière de ses articles, qui incluent un volet social, la tendance élitiste des gens de couleur semblait s'exprimer de manière plus concrète dans deux domaines en particulier, qu'il aborde succinctement, mais qu'il aborde tout de même: l'enseignement et le commerce. La détermination de certaines personnes de couleur à refuser tout rapprochement possible avec les Noirs se voyait notamment dans le choix qu'elles faisaient d'envoyer leurs enfants dans des écoles différentes de celles fréquentées par les affranchis ainsi que dans la réticence de certains commerçants à servir une clientèle anciennement esclave¹². Ces exemples donnés par Rankin sont pertinents et intéressants, soit, mais qu'en était-il des autres lieux de sociabilité fréquentés par les gens de couleur dont les églises, les associations et le travail? Qu'en était-il de leurs lieux de résidence et du choix de leurs partenaires sexuels? Les gens de couleur

¹¹ David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 138; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana*, p. 6. L'historien Ted Tunnell arrive sensiblement aux mêmes conclusions que Rankin en ce qui concerne le leadership de couleur durant la Reconstruction et sa tendance élitiste à l'égard des affranchis. Voir Ted Tunnell, «The Black Elite», dans *Crucible of Reconstruction: War, Radicalism and Race in Louisiana, 1862-1877*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992 et «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, vol. 19, no 1, 1980.

¹² David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 392, 410.

habitaient-ils les mêmes quartiers que les affranchis? Se mariaient-ils entre eux? En ce qui concerne l'habitation, Rankin mentionne vaguement qu'en 1860 la majorité des gens de couleur (83 pour cent) vivaient dans la section dite «européenne» de la ville, tandis que la majorité des esclaves vivaient dans la section dite «américaine»¹³. Mais qu'en était-il après la guerre? La population de couleur cherchait-elle à se séparer en continuant à se loger dans des endroits physiquement séparés et éloignés des affranchis? Formait-elle des communautés à part? La présente thèse a précisément pour but de répondre à ces questions. Outre le domaine scolaire et commercial, sur lesquels Rankin insiste à juste titre, nous verrons ici que leur volonté de se séparer socialement des Noirs se manifestait aussi dans leurs comportements matrimoniaux et résidentiels.

Ce qu'il faut retenir des études d'Everett et de Rankin est que les gens de couleur ont joué un rôle politique important durant et après la guerre de Sécession et qu'ils se sont unifiés aux affranchis uniquement après avoir compris qu'une alliance avec la majorité noire leur serait avantageuse. Il faut retenir également que, selon eux, l'unité politique qui s'est forgée entre les deux groupes était fondée sur une dialectique dominant/dominé qui plaçait les affranchis sous tutelle, sous l'autorité bienveillante des hommes de couleur qui croyaient que leur scolarité et condition antérieure leur donnaient le droit de s'approprier de manière quasi exclusive le leadership «noir» de la période. Le rapport de force qui a longtemps défini la nature des relations inter-raciales est ainsi projeté sur les non-Blancs, c'est-à-dire que ces derniers étaient dominés par une poignée d'individus privilégiés qui voulait à la fois se dissocier de la masse nouvellement émancipée et lui imposer son leadership, pour ne pas dire sa domination. En réaction aux historiens qui ont décrit les leaders de couleur comme un groupe de francophones élitistes et opportunistes, Caryn Cossé Bell les décrit plutôt comme un groupe de radicaux égalitaristes et révolutionnaires. Elle minimise les divisions entre gens de couleur et Noirs et insiste sur le rôle unificateur des leaders de couleur: loin d'être des aristocrates insensibles au sort des affranchis, ils étaient des républicains dans l'âme et leur âme républicaine remonte suffisamment loin dans le temps pour parler de tradition républicaine. Dans son ouvrage intitulé *Revolution, Romanticism and Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana* (1997), cette historienne s'intéresse au bagage idéologique radical des

¹³ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 383.

gens de couleur de la Nouvelle-Orléans et démontre que leur radicalisme s'inscrit dans une tradition contestataire dont l'origine remonte au passé colonial de la Louisiane pour atteindre son point culminant durant la Reconstruction¹⁴. Plus qu'un conflit sur l'avenir de l'Union, la guerre de Sécession était pour eux une révolution qui devait inévitablement aboutir à la réalisation des idéaux universels de justice, de liberté et d'égalité.

Bell examine le contexte dans lequel le radicalisme des hommes de couleur est né et celui dans lequel il a culminé. En ce qui concerne sa genèse, elle remonte au XVIII^e siècle et se situe dans les idéaux révolutionnaires américains, français et haïtiens ainsi que dans les valeurs morales de la religion catholique issue de l'influence coloniale latine; en ce qui concerne son apogée, il se situe au XIX^e siècle et fut atteint lors de la convention constitutionnelle de 1867-68 à laquelle les hommes de couleur ont participé et qui a produit l'une des constitutions les plus libérales du Sud. Si l'ouvrage se concentre essentiellement sur les gens de couleur de la Nouvelle-Orléans au XIX^e siècle, Bell va au-delà de cette ville et de cette période afin de souligner l'importance de l'influence extérieure en Louisiane et de mettre en évidence la longévité des idéaux radicaux chez ses habitants de couleur. Elle se penche sur l'héritage intellectuel de l'une des communautés de «Noirs libres» les plus «politisées et articulées» du Sud et conclut que cette communauté a tôt fait de développer une philosophie politique révolutionnaire, qui est née durant la période coloniale, qui s'est consolidée durant la période *antebellum* et qui a produit le programme politique le plus progressiste de la Reconstruction¹⁵.

Les gens de couleur libres se sont vite appropriés les valeurs républicaines pour revendiquer leurs droits et protéger la position intermédiaire ambiguë qu'ils occupaient dans le système tripartite de l'État. La défense de leur position intermédiaire était devenue nécessaire surtout après l'acquisition de la Louisiane par les États-Unis puisque ce pays affichait un sentiment peu favorable au système de relations raciales flexibles qui prédominait dans les colonies françaises et espagnoles. Lorsque la Louisiane fut acquise par les Américains en 1803, le premier geste que les hommes de couleur ont posé pour assurer

¹⁴ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1997.

¹⁵ *Ibid*, p. 2-4.

leur protection fut de signer une pétition dans laquelle ils demandaient au nouveau gouvernement que soient respectés les droits de citoyenneté que leur accordait, selon eux, le traité de cession¹⁶. Bell perçoit cette requête comme étant l'une des manifestations les plus importantes de leur héritage républicain, lequel persista tout au long du XIXe siècle grâce à l'existence, en Louisiane, de trois mouvements porteurs d'idéaux révolutionnaires auxquels les gens de couleur adhéraient: le romantisme, la franc-maçonnerie et le spiritualisme. L'auteur ajoute également que les idéaux républicains sur lesquels les gens de couleur s'appuyaient pour défendre leur position privilégiée dans la société tripartite de l'État et la société tripartite elle-même ont persisté après 1803 grâce à l'immigration en 1809 d'une vague de réfugiés antillais qui avaient fui la révolution de Saint-Domingue et grâce aux échos que firent en Amérique les soulèvements révolutionnaires européens de 1848. Tous ces facteurs combinés ont assuré la survivance du groupe et celle d'une tradition républicaine qui s'est achevée en 1896 avec l'affaire Plessy, après avoir atteint son paroxysme avec la rédaction de la constitution de 1868 durant la Reconstruction.

Grâce à son analyse de sources francophones inédites et jusque-là ignorées par les historiens américains, Bell est en mesure de contester l'image péjorative qui a longtemps été dépeinte des Créoles de couleur et de leur relation avec les affranchis. D'après elle, les historiens qui ont décrit les leaders de couleur comme un groupe élitiste n'ont pas consulté les documents francophones qui montrent le contraire et n'ont pu saisir, par conséquent, l'existence d'une tradition contestataire chez ces derniers¹⁷. Aussi intéressante que puisse être son approche, nous avons toutefois quelques réserves. Premièrement, Bell explique que l'un des facteurs qui a contribué à maintenir la tradition contestataire chez les gens de couleur au XIXe siècle fut l'arrivée des réfugiés de Saint-Domingue en 1809. Pourtant, les réfugiés de couleur qui se sont exilés à la Nouvelle-Orléans s'étaient rangés du côté des Français blancs et non du côté des insurgés noirs et s'ils ont quitté l'île durant la révolution, ce fut par peur de représailles parce qu'ils ont voulu mater la révolte des esclaves et rétablir l'autorité de la métropole dans la colonie. Les Antillais qui ont immigré à la Nouvelle-Orléans étaient donc

¹⁶ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 30-31.

¹⁷ *Ibid*, p. 6.

des réactionnaires et non des révolutionnaires. Or, comment expliquer que des exilés réactionnaires aient pu alimenter une tradition révolutionnaire? Par ailleurs, n'y a-t-il pas contradiction entre l'existence d'une tradition contestataire chez les gens de couleur et leur désir de maintenir une société tripartite qui leur assurait un statut privilégié aux dépens des esclaves? Deuxièmement, Bell insiste sur le fait que les gens de couleur étaient solidaires aux esclaves/affranchis et qu'ils protestaient en leur nom. Cette historienne a pour but de retracer près de 200 ans de tradition révolutionnaire en Louisiane et de montrer que la population de couleur libre était composée essentiellement de républicains égalitaristes et inclusifs. Mais, en insistant sur la nature unificatrice des gens de couleur, elle gomme certaines différences fondamentales à l'intérieur de la communauté non-blanche orléanaise et n'arrive pas à concevoir que durant la période de Reconstruction des leaders progressistes aient pu vouloir se dissocier de ceux qu'ils cherchaient à diriger ou qu'ils ne se soient pas identifiés à eux¹⁸. Son désir de vouloir réhabiliter l'image des gens de couleur a eu pour effet qu'elle exagère, à son tour, l'unité entre les deux groupes.

La troisième réserve de l'ouvrage est d'ordre terminologique et concerne l'utilisation des expressions «afro-créole» et «créole noir», que l'auteur utilise en abondance. Certes, lorsque Bell emploie ces expressions, nous comprenons qu'elle fait référence aux Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire au groupe de francophones catholiques de sang-mêlé et libres avant la guerre. Par contre, il n'est pas tout à fait approprié de les qualifier de «noirs» puisqu'eux-mêmes ne se considéraient pas comme tels¹⁹. Ils se considéraient comme des personnes de «couleur». Le mot «couleur» à la Nouvelle-Orléans au XIXe siècle n'était pas un *synonyme* mais un *euphémisme* de «noir». Il est donc plus juste, à notre avis, d'utiliser les vocables «créoles de couleur» ou «gens de couleur» pour les désigner plutôt que «afro-créoles» ou «créoles noirs» car ils prennent davantage en considération la complexité de l'identité des gens de couleur et de leur relation avec les affranchis. Ne pas tenir compte de cette nuance linguistique revient à sous-estimer les différences qui existaient entre les deux collectivités et à sous-estimer le sentiment qu'avaient les premiers d'appartenir à un groupe

¹⁸ Pour les deux premiers bémols, nous nous sommes inspirés des commentaires de Paul Lachance dans *The Journal of Southern Studies*, vol. 65, no 3, 1999, p. 627 et de Jennifer Spear dans *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 28, no 4, 1998, p. 680.

¹⁹ Commentaire de Gary Mills dans *American Historical Review*, vol. 104, no 4, 1999, p. 1303.

distinct des seconds, un sentiment qui peut être attribuable à une prise de conscience identitaire et non forcément à une attitude élitiste. Son souci de vouloir montrer la persistance des idéaux républicains au sein de la population de couleur a fait en sorte que Bell ne contraste pas assez les différences qui séparaient les gens de couleur de la majorité noire et ce manque de contraste se voit notamment dans les termes plus englobants qu'elle utilise pour les désigner tout au long de son ouvrage.

Les historiens qui, comme Bell, minimisent les divisions entre les deux groupes ont effectivement tendance à utiliser des termes plus englobants pour qualifier les gens de couleur. Pensons, par exemple, à Joseph Logsdon qui insiste lui aussi sur l'unité intra-raciale et sur le radicalisme des leaders de couleur qu'il dépeint comme les champions de la cause des affranchis. Dans un article intitulé «Americans and Creoles in New Orleans» (1989), cet historien démontre que des différences ethniques et culturelles fondamentales existaient au sein de la «communauté noire» orléanaise, mais qu'elles n'ont pas empêché les «Américains noirs» de s'allier aux «Créoles noirs» durant la Reconstruction et de soutenir le programme politique radical des hommes de *La Tribune*²⁰. Ce qui saisit le lecteur après avoir lu son texte est qu'en aucun temps l'auteur n'emploie le mot «couleur» pour désigner les leaders du journal créole ni pour désigner la population dont ils étaient issus. Logsdon et Bell, qui ont d'ailleurs travaillé ensemble à la rédaction d'un article publié en 1992, reconnaissent tous les deux la spécificité ethnique et culturelle des gens de couleur, mais ils minimisent l'importance de leur phénotype comme critère de définition identitaire²¹. Cette reconnaissance de la spécificité ethnique des gens de couleur est évidente dans l'utilisation qu'ils font du mot «créole» pour les désigner, un mot qui renvoie automatiquement à leur héritage révolutionnaire français et haïtien et qui exprime bien le radicalisme sur lequel les auteurs insistent. Mais, comme en témoigne l'utilisation systématique qu'ils font du mot «noir» plutôt que «couleur» pour désigner les membres de cette même collectivité, Logsdon et Bell réduisent l'importance de leur mixité raciale et de sa signification identitaire au profit

²⁰ Joseph Logsdon, «Americans and Creoles in New Orleans: The Origins of Black Citizenship in the United States», *American Studies*, vol. 34, no 2, 1989.

²¹ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992.

d'une identification raciale noire. Pratiquement tous les historiens recensés ici utilisent à un moment ou un autre dans leurs textes le mot «noir» pour nommer les gens de couleur, mais aucun ne le fait aussi systématiquement que Logsdon et Bell puisqu'aucun n'insiste autant qu'eux sur l'unité entre les deux groupes. Intentionnel à notre avis, ce choix terminologique s'inscrit dans la logique de leur argumentation qui dépeint les Créoles de couleur comme des révolutionnaires dont la mission était de défendre les droits des affranchis. Leur désir de laisser une image plus positive du groupe étudié fait en sorte qu'ils exagèrent la solidarité raciale noire ainsi que le radicalisme des hommes de couleur et cette exagération est perceptible dans les termes utilisés pour les définir.

En somme, à partir de l'approche politique, deux tendances historiographiques peuvent être dégagées. D'une part, les gens de couleur sont perçus comme une élite exclusive qui s'est unie politiquement aux affranchis durant la guerre et la Reconstruction par simple opportunisme. D'autre part, ils sont perçus comme des républicains radicaux entièrement dévoués à la cause des affranchis, qu'ils ont inclus dans leur lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques car tributaires d'une tradition révolutionnaire de longue date. Everett et Rankin soulignent les différences et les divisions entre les deux groupes afin de montrer que les leaders de couleur étaient élitistes et insistent sur le fait que, en plus de ne s'être aucunement identifiés aux Noirs, ils s'étaient servis d'eux pour satisfaire leurs intérêts. Désireux de réhabiliter l'image des gens de couleur, Logsdon et Bell minimisent les différences et les divisions entre les deux groupes afin de montrer que les leaders créoles étaient de véritables révolutionnaires et insistent sur le fait que, en plus de s'être totalement identifiés aux Noirs, ils avaient à cœur la défense de leurs intérêts. Le débat historiographique est ainsi polarisé. D'un côté, nous avons une image négative des gens de couleur, de l'autre côté, nous en avons une image positive et chacune d'elle est basée sur une interprétation qui exagère soit leur tendance élitiste, soit leur tendance unificatrice. Mais, qu'il s'agisse des historiens qui ont cherché à défendre la première thèse ou qu'il s'agisse de ceux qui ont cherché à défendre la deuxième, ils démontrent tous à leur façon que la Nouvelle-Orléans était le berceau de la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques au XIX^e siècle, laquelle s'est engagée rapidement durant la guerre de Sécession dans cette ville sudiste grâce à l'existence d'une population de couleur libre à l'avant-garde de la majorité noire, qui a saisi

les opportunités de la période pour dénoncer l'injustice et revendiquer une justice plus équitable.

1.1.2 Approche socio-économique

Après avoir vu comment les historiens percevaient la relation que les Créoles de couleur entretenaient avec les affranchis à partir d'une perspective politique, voyons maintenant comment ils la percevaient à partir d'une perspective socio-économique en commençant par John Blassingame. Dans son ouvrage intitulé *Black New Orleans, 1860-1880* (1973), Blassingame reconstitue la vie sociale et économique de la population non-blanche orléanaise durant la guerre et la Reconstruction pour montrer essentiellement deux choses: d'une part, malgré des circonstances défavorables dues à un long passé esclavagiste, les anciens esclaves ont réussi à obtenir des gains impressionnants durant la Reconstruction; d'autre part, malgré les divisions qui existaient entre gens de couleur et Noirs, les deux groupes ont travaillé ensemble au cours de cette période afin d'assurer l'élévation des affranchis²². Le rôle des Créoles de couleur est fondamental dans l'argumentation de Blassingame puisqu'il explique en grande partie pourquoi les affranchis se sont ajustés à la liberté avec autant de succès en si peu de temps à la Nouvelle-Orléans. Certes, grâce à leur volonté et soif de liberté, en l'espace d'une seule génération, ceux-ci ont réussi à vaincre certains des effets les plus préjudiciables de l'esclavage, dont la pauvreté et l'ignorance chroniques ainsi que «l'immoralité sexuelle» et l'instabilité familiale. Mais l'auteur précise que cette réussite était également attribuable au fait qu'il existait à la Nouvelle-Orléans une population de couleur libre instruite et industrielle qui les a aidés à effectuer le passage vers la liberté. L'existence à la Nouvelle-Orléans d'une telle population, qui a aidé les affranchis à s'ajuster à leur nouvelle condition et dont Blassingame reconnaît la spécificité, lui donne raison d'affirmer dans sa préface que la communauté non-blanche orléanaise avait un caractère particulier, qu'elle était «à bien des égards» une communauté «*sui generis*»²³. Même si Blassingame a parfois tendance à confondre gens de couleur et Noirs dans un

²² John Blassingame, *Black New Orleans, 1860-1880*, Chicago, University of Chicago Press, 1973.

²³ *Ibid*, p. xvi.

ensemble vaste qu'il nomme «Black New Orleans», il n'en demeure pas moins que dans cet ensemble, il les reconnaît aussi comme deux collectivités distinctes.

Blassingame fait presque totalement abstraction des aspirations politiques du peuple noir de la Nouvelle-Orléans, sauf pour expliquer brièvement qu'il a fait le moins de progrès dans ce domaine et qu'entre 1860 et 1880, il n'a jamais obtenu plus qu'un «semblant de pouvoir»²⁴. Chez Blassingame, l'accent est mis surtout sur les aspects de la vie tels que l'instruction, la famille et le travail, des aspects qui, selon lui, préoccupaient davantage les Noirs que la sphère politique. Lorsqu'il affirme que la politique n'intéressait pas beaucoup la «communauté noire» orléanaise, il saisit cette communauté comme un tout indissociable sans préciser à quel groupe il fait allusion exactement. Son affirmation est vague et s'avère juste seulement en partie: elle est exacte en ce qui concerne les anciens esclaves puisque leurs préoccupations immédiates tournaient effectivement autour de l'économie et de la famille; elle est inexacte, par contre, en ce qui concerne les gens de couleur puisque pour eux la participation à la vie politique était un enjeu fondamental pour lequel ils se sont battus vigoureusement durant la Reconstruction. Il écarte la dimension politique de son étude en se basant sur un raisonnement sophistique et cela fait en sorte qu'il occulte l'un des éléments les plus importants de la vie des gens de couleur de la Nouvelle-Orléans au cours des années 1860. Son choix d'écarter la sphère politique est tout à fait légitime, mais il est fondé sur un argument tronqué qui a pour effet de passer outre le rôle fondamental joué par les hommes de couleur durant la Reconstruction et de minimiser des gains substantiels pour la population non-blanche, par la population non-blanche, dont l'obtention en 1868 du droit de vote. L'auteur passe donc sous silence le rôle politique joué par les gens de couleur et réduit l'importance d'un gain fondamental de citoyen en se basant sur une affirmation qui n'est pas tout à fait juste, à savoir que la vie politique ne constituait pas une «préoccupation immédiate» pour les «Noirs» durant la Reconstruction.

Blassingame reconnaît l'existence de deux collectivités distinctes chez les non-Blancs de la Nouvelle-Orléans, mais il ne fait pas toujours les distinctions appropriées, comme en témoigne l'argument qu'il avance pour justifier sa décision d'exclure la dimension politique de son analyse. Même si la tendance à homogénéiser la population non-blanche

²⁴ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 213.

orléanaise revient sporadiquement dans le texte, il n'en demeure pas moins qu'il reconnaît le caractère bi-ethnique de cette population ainsi que ses différences phénotypiques²⁵. L'auteur identifie les deux collectivités et lorsqu'il les distingue, il dépeint les gens de couleur comme une sorte de «noblesse oblige» responsable de protéger les affranchis²⁶. Dans l'ouvrage, les Créoles de couleur sont effectivement présentés comme une élite paternaliste qui se considérait supérieure aux Noirs de qui elle voulait se distancier, mais avec qui elle avait collaboré à des fins d'édification raciale durant la Reconstruction. Malgré les différences qui existaient entre les deux groupes (culture, couleur, niveau d'instruction et statut antérieur) ils ont travaillé ensemble afin d'atteindre un objectif commun: l'élévation sociale, économique et morale des anciens esclaves. Les gens de couleur, qu'il nomme souvent «mulâtres», se sont joints aux affranchis dans la lutte pour éradiquer certains problèmes hérités de l'esclavage, mais cette collaboration était paternaliste et basée en grande partie sur des considérations pragmatiques, les premiers ayant compris durant la Reconstruction que leur sort était intimement relié à celui des seconds²⁷. Bref, lorsque Blassingame relève les distinctions entre les deux groupes, il insiste sur le fait que ni les différences ethniques, ni les différences phénotypiques, ni le sentiment de supériorité des gens de couleur ne les ont empêchés de s'unir aux affranchis pour contrer une oppression commune, l'hégémonie blanche, que certains Créoles de couleur ont eux-mêmes contribué à alimenter, fait-il remarquer par ailleurs, en intériorisant ses préceptes²⁸.

Blassingame reconstitue l'histoire des Noirs et des gens de couleur à partir d'un point de vue socio-économique et démontre qu'après l'abolition de l'esclavage, les premiers ont réussi à améliorer leur condition en grande partie grâce à l'assistance des seconds. Il met en évidence les succès que les Noirs ont réalisés dans un certain nombre de domaines et souligne le rôle que l'ancienne population de couleur libre a joué dans leur réalisation entre 1860 et 1880. Étant donné qu'il insiste sur le fait que les affranchis de la Nouvelle-Orléans ont obtenu des gains importants dans des circonstances défavorables, reliées à l'hostilité blanche

²⁵ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 21.

²⁶ *Ibid*, p. 56.

²⁷ *Ibid*, p. 153, 154-156.

²⁸ *Ibid*, p. 21.

et à l'héritage d'un passé esclavagiste, Blassingame affiche un point de vue plutôt optimiste de la Reconstruction. Il est possible pour lui de présenter une image somme toute assez positive de la période car il aborde souvent un thème en misant sur la réussite des Noirs malgré l'adversité. Il souligne les changements et les améliorations apportés par la guerre pour les affranchis grâce aux gens de couleur sans trop insister sur la perte de statut de ces derniers. Contrairement à Blassingame, l'historien Loren Schweninger dresse un portrait socio-économique beaucoup moins reluisant de la Reconstruction puisqu'il a précisément pour but de mettre en évidence la perte de statut des gens de couleur durant cette période et de la contraster avec leur essor remarquable durant la période *antebellum*. Dans un article intitulé «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana» (1989), il démontre qu'après une ascension économique fulgurante avant la guerre, les gens de couleur ont connu une période de régression sans précédent après la guerre²⁹. Schweninger décrit les changements socio-économiques qui ont eu lieu au sein de la population de couleur libre entre la période *antebellum* et *postbellum* et cherche à comprendre comment cette population a pu passer aussi radicalement de la prospérité au déclin.

Durant la période *antebellum*, les gens de couleur libres bénéficiaient de certains privilèges dont ils se sont pleinement prévalus pour améliorer leur niveau de vie. À la Nouvelle-Orléans, comme dans les paroisses rurales de l'État, ils occupaient une multitude de fonctions qui nécessitaient des qualifications particulières et qui reflétaient leur réussite sociale et professionnelle. Selon Schweninger, les gens de couleur libres de la Louisiane étaient de loin le groupe d'origine africaine le plus industriel et le plus prospère aux États-Unis³⁰. Cet état de prospérité exceptionnel ne s'est toutefois pas perpétué au-delà de la guerre civile. En l'espace de quelques années, même les plus riches d'entre eux ont pour la plupart tout perdu. Une analyse des difficultés économiques rencontrées par les gens de couleur durant la période *postbellum* est très révélatrice quant au statut privilégié dont ils bénéficiaient durant la période *antebellum*. En faisant cette comparaison dans le temps, l'auteur veut mettre en évidence la position intermédiaire avantageuse dont jouissaient les

²⁹ Loren Schweninger, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, vol. 30, no 3, 1989.

³⁰ *Ibid*, p. 347-350.

gens de couleur avant l'éclatement des hostilités, laquelle ressort particulièrement bien lorsque comparée à la déchéance de la Reconstruction³¹.

En ce qui concerne la relation avec les Noirs, Schweninger insiste surtout sur les divisions et sur l'élitisme des Créoles de couleur, un groupe qu'il décrit comme étant socialement, économiquement et culturellement différent de la majorité noire. Avant la guerre, l'esclavage était une institution assez répandue chez les gens de couleur. Certains d'entre eux étaient de bons maîtres qui émancipaient leurs esclaves loyaux ou qui leur accordaient des privilèges spéciaux. Pour la plupart, cependant, ils étaient des propriétaires d'esclaves plutôt durs qui traitaient leurs serviteurs comme de la simple marchandise dont ils disposaient selon leurs besoins³². Ces propriétaires d'esclaves se sont enrichis grâce à l'esclavage, mais aussi, selon Schweninger, grâce à leur tendance à l'isolement et au repli sur soi. Ils ont réussi à atteindre un haut niveau de prospérité économique en maintenant leur richesse et biens de propriété à l'intérieur de la collectivité et en créant de petites communautés closes et hermétiques: ils habitaient à proximité les uns des autres, fréquentaient les mêmes lieux de sociabilité et se mariaient entre eux. En formant ces petits réseaux sociaux et familiaux, ils cherchaient à se distancier le plus possible des esclaves, mais aussi à se séparer des Blancs³³.

Il y avait chez les gens de couleur une volonté de s'isoler dont le but était de protéger patrimoine familial et statut distinct. Sur ce point, Schweninger est assez clair en ce qui concerne l'avant-guerre. Mais qu'en est-il après la guerre? Leur désir de dissociation s'est-il maintenu? Il aurait été instructif que l'auteur élabore là-dessus pour la période de Reconstruction afin de voir s'il y avait coupure ou continuité entre l'avant et l'après-guerre. Sans être très explicite sur le rapport que les gens de couleur entretenaient avec Noirs après la guerre de Sécession, il relève toutefois des points intéressants à partir desquels nous pouvons tirer des conclusions. Entre autres, Schweninger explique que la guerre a causé plus que le déclin économique chez les gens de couleur: elle leur a fait perdre leur rang unique, leur

³¹ Loren Schweninger, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, p. 358.

³² *Ibid*, p. 348-349.

³³ *Ibid*, p. 352.

prestige social, leur estime de soi, leur individualité, bref, elle a fait d'eux une masse anonyme parmi les nouveaux affranchis auxquels ils étaient désormais confondus. Ils avaient beau vouloir maintenir une séparation, celle-ci était devenue de plus en plus difficile. Nostalgiques d'une époque où ils avaient du prestige et une identité propre, les Créoles de couleur ont eu de la difficulté à s'ajuster aux changements qui se sont produits après l'émancipation. Démunis face à leur perte de statut et à leur assimilation aux Noirs, plusieurs d'entre eux ont négligé leurs obligations professionnelles et laissé leurs fortunes se désintégrer. Sans que l'auteur le dise explicitement, nous pouvons conclure que, selon lui, il y avait chez les gens de couleur après la guerre au moins une volonté de retrouver leur position sociale et économique d'autrefois et que l'idée d'être désormais assimilés aux affranchis était si humiliante pour eux qu'elle pouvait en mener certains à la dépression, voire au suicide³⁴. Les Créoles de couleur ont perdu leur statut privilégié, soit, mais ils ont gardé leur désir de rester distincts. À la lumière de son article, ce qu'il faut retenir de la relation entre les deux groupes est que Schweninger dépeint les gens de couleur comme un groupe d'anciens propriétaires d'esclaves francophones forgés par l'isolement qui ont soutenu la Confédération en 1861 par désir de protéger les intérêts du Sud et qui se sont enrichis sur le dos des esclaves qu'ils considéraient, au même titre que les Blancs, comme de la simple marchandise. De cette *marchandise*, ils voulaient se démarquer et leur volonté de démarcation a persisté au-delà des hostilités.

Contrairement à ce que peut laisser entendre une historiographie qui s'est attardée presque exclusivement aux gens de couleur de la Nouvelle-Orléans, l'histoire du groupe dépassait les limites frontalières de cette ville. En témoigne l'étude de Schweninger, dans laquelle il est question des paroisses rurales de la Louisiane, en plus de la Nouvelle-Orléans, mais aussi celle de Carl Brasseaux et *al.* intitulée *Creoles of Color in the Bayou Country* (1994)³⁵. Alors que les gens de couleur de la Nouvelle-Orléans ont suscité beaucoup d'intérêt chez les chercheurs, ceux qui vivaient ailleurs dans l'État sont pratiquement demeurés dans l'ombre, tel est le cas des Créoles de couleur en provenance de la région des bayous du sud-

³⁴ Loren Schweninger, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, p. 357-358, 360.

³⁵ Carl Brasseaux et *al.*, *Creoles of Color in the Bayou Country*, Jackson, University Press of Mississippi, 1994.

ouest de la Louisiane. Brasseaux et ses collaborateurs se sont précisément intéressés à ce groupe jusque-là écarté des débats historiographiques. Après avoir examiné la genèse coloniale de la communauté étudiée, ils se sont penchés sur son ascension d'avant-guerre, sur son déclin d'après-guerre et, à travers cette évolution, sur son désir inlassable de se dissocier des Noirs. Dans cet ouvrage, dont les conclusions sont similaires à celles de Schweninger, les auteurs nous font découvrir un peuple très impliqué dans les activités économiques de la région, un peuple dynamique en perpétuelle quête identitaire qui a toujours lutté pour avoir sa place au soleil et surtout pour être accepté par les Blancs.

Bénéficiant d'un statut social privilégié et de droits importants durant la période *antebellum*, les gens de couleur libres du sud-ouest de la Louisiane étaient considérés et se considéraient eux-mêmes supérieurs aux esclaves. La structure raciale tripartite a fait d'eux un peuple à part, qui ne s'identifiait pas aux Noirs, mais qui, à défaut d'être admis parmi les Blancs, s'efforçait d'être aussi blanc que possible. Les efforts vers «l'amalgame» avec ces derniers ont amené les gens de couleur à devenir majoritairement catholiques et francophones et à adhérer au même système de valeurs sociales et économiques qu'eux, lequel reposait en grande partie sur l'importance d'acquérir des biens fonciers et immobiliers ainsi que des esclaves. Comme pour les Créoles blancs, la notion de propriété leur était chère et au cours de la période *antebellum* ils ont réussi à atteindre un état de prospérité remarquable. Riches et prospères, les gens de couleur libres des bayous ont joué un rôle significatif dans les affaires économiques de la région. D'ailleurs, ils étaient très agressifs dans leur utilisation du système légal pour se prémunir contre tout ce qui pouvait porter préjudice à leurs droits de propriété³⁶. En plus du statut social, des privilèges légaux, de la culture, de la richesse et de l'indépendance économique, le phénotype était un autre facteur qui leur permettait, selon Brasseaux et ses collaborateurs, de se distinguer des Noirs et de se rapprocher des Blancs. Comme Schweninger, ces historiens insistent sur le fait que pour préserver le rang social et l'intégrité raciale du groupe, les alliances maritales étaient surtout de type endogame³⁷. Les gens de couleur libres du sud-ouest de la Louisiane aspiraient donc à être acceptés par la société dominante blanche, à laquelle ils s'identifiaient, et à se distancier le plus possible des

³⁶ Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. ix-x, 71.

³⁷ *Ibid*, p. 70-71.

esclaves. Afin d'accroître l'écart avec la race «dégradée» et de le rétrécir avec la race «supérieure», ils agissaient souvent par mimétisme, c'est-à-dire qu'ils cherchaient à reproduire la culture et le mode de vie des Blancs.

L'identité particulière que les gens de couleur de la région des bayous se sont forgée dans le système tripartite de l'État fut toutefois mise en cause après la guerre de Sécession, alors qu'ils ont vu leur statut intermédiaire disparaître et leur niveau de fortune chuter. Avec ce déclin, l'écart entre gens de couleur et Noirs s'est rétréci et la crainte des premiers d'être assimilés aux seconds s'est réalisée. Mais le refus des Blancs de continuer à reconnaître les gens de couleur comme un groupe distinct de la majorité noire après la guerre, ne les a pas empêchés, eux, de continuer à vouloir s'en dissocier et leur désir de dissociation se manifestait de diverses façons, pour lesquelles Brasseaux et *al.* sont un peu plus explicites que le précédent historien en ce qui concerne la Reconstruction: nombre élevé de mariages entre cousins à l'intérieur de la communauté, découragement des relations sociales avec les affranchis et inscriptions accrues de leurs enfants dans des académies privées afin d'éviter les écoles publiques fréquentées par les anciens esclaves³⁸. Ainsi, les collaborateurs de l'ouvrage insistent sur les divisions entre les deux groupes, décrivant eux aussi les Créoles de couleur comme des anciens propriétaires d'esclaves élitistes qui aspiraient à se rapprocher des Blancs en les imitant le plus possible et à se distancier des Noirs en misant sur des différences qu'eux-mêmes alimentaient, que ce soit avant ou après la guerre de Sécession. À partir des études de Schweninger et de Brasseaux, nous pouvons conclure qu'à la Nouvelle-Orléans, comme dans les paroisses rurales de la Louisiane, la Reconstruction était marquée par le déclin socio-économique des gens de couleur et par leur amalgame avec les affranchis, un amalgame qu'ils cherchaient partout à éviter et auquel ils ont résisté en s'isolant autant que possible, mais qui était devenu de plus en plus inévitable avec la disparition du système tripartite et le refus des Blancs de les considérer comme un groupe distinct des nouveaux émancipés³⁹.

³⁸ Carl Brasseaux et *al.*, *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 80-81, 97, 113.

³⁹ À propos des Créoles de couleur qui vivaient à l'extérieur de la Nouvelle-Orléans, voir aussi l'ouvrage socio-économique de Gary Mills, *The Forgotten People: Cane River's Creoles of Color*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1977. Les Créoles de couleur étudiés par Mills provenaient de la paroisse des Natchitoches, située dans le nord-ouest de la Louisiane, et ses conclusions sont similaires à celles de Brasseaux et de Schweninger, c'est-à-dire qu'après avoir connu un état de prospérité impressionnant avant la guerre, les gens de couleur de Cane River, Natchitoches, ont connu une période de déclin sans précédent durant la Reconstruction,

Avant de terminer cette partie, précisons que *Creoles of Color in the Bayou Country* accorde une place respectable aux femmes. Aucune étude recensée jusqu'à présent ne leur alloue autant d'importance. Dans cet ouvrage, Brasseaux et ses collaborateurs rappellent, à juste titre, qu'elles ont joué un rôle clef chez les Créoles de couleur de la région des bayous, exerçant les droits de propriétés mis à leur disposition par le système juridique louisianais et prêtes à poursuivre en justice le moindre mépris que ces droits étaient menacés⁴⁰. Certes, les auteurs s'intéressent à la présence des femmes de couleur dans la sphère publique et au rôle qu'elles ont joué dans leur communauté avant la guerre de Sécession. Mais, encore une fois, qu'en était-il après la guerre? Sur ce, le lecteur reste sur sa faim. En ce qui concerne la Louisiane rurale et la Nouvelle-Orléans d'après-guerre, il n'y a pratiquement aucune étude qui porte sur le sujet. Pour d'autres États du Sud et même du Nord, plusieurs ouvrages sur les femmes noires durant la guerre et la Reconstruction ont été produits, il suffit de penser aux travaux de Leslie Schwalm pour la Caroline du Sud, à l'ouvrage de Noralee Frankel pour le Mississippi et à celui de Jane Dabel pour New York⁴¹. Mais pour la Louisiane, il y a un vide historiographique que les historiens se doivent de combler en réalisant des études qui portent soit sur les femmes de couleur, soit sur les femmes noires ou encore sur la relation que ces deux groupes de femmes entretenaient après l'abolition de l'esclavage. Il serait intéressant, en effet, dans une étude ultérieure, d'examiner la relation entre femmes de couleur et femmes noires durant et après la guerre de Sécession afin de voir si cette relation reflétait le comportement général des deux collectivités ou s'il y avait des différences du côté féminin. Particulièrement fascinant serait-il de pouvoir constater si l'interprétation historiographique prédominante, selon laquelle les gens de couleur avaient tendance à vouloir se séparer des affranchis, s'appliquait aux femmes ou s'il existait entre elles une certaine sororité, une

en plus d'avoir été assimilés à la masse d'affranchis dont ils cherchaient à se distinguer.

⁴⁰ Commentaire de Kimberly Hanger dans *The Journal of American History*, vol. 82, no 3, 1995, p. 1203.

⁴¹ Leslie Schwalm, *A Hard Fight for We: Women's Transition from Slavery to Freedom in South Carolina*, Urbana, University of Illinois Press, 1997; Noralee Frankel, *Freedom's Women: Black Women and Families in Civil War Era Mississippi*, Indianapolis, Indiana University Press, 1999; Jane E. Dabel, *A Respectable Woman: The Public Roles of African American Women in 19th-century New York*, New York, New York University Press, 2008.

solidarité féminine qui transcendait culture, gradation de la peau et condition sociale antérieure.

À la lumière des études socio-économiques répertoriées, la première conclusion que nous pouvons dégager est que la population de couleur de la Louisiane ne se bornait pas qu'aux limites de la Nouvelle-Orléans. Bien que l'historiographie se soit penchée surtout sur les Créoles de couleur en provenance de cette ville, ceux-ci se retrouvaient également dans les paroisses rurales de l'État, et même plus spécifiquement encore, parmi les Acadiens qui étaient (et qui sont toujours) étroitement associés à la région des bayous étudiée par Brasseaux et ses collaborateurs. Peu importe l'approche privilégiée, la plupart des études qui portent sur les Créoles de couleur se limitent à la Nouvelle-Orléans, ce qui n'est pas tout à fait un hasard puisque, effectivement, la majorité d'entre eux y était concentrée. Certains historiens, surtout ceux, semble-t-il, qui ont opté pour une démarche socio-économique, ont quand même élargi leurs horizons en proposant un contexte géographique qui va au-delà de ce centre urbain. L'élargissement du cadre spatial permet de généraliser les conclusions de l'élitisme des gens de couleur tirées par Blassingame pour le cas de la Nouvelle-Orléans ainsi que celles tirées par Rankin, dont les travaux, rappelons-le, comportaient aussi un volet social. Qu'ils fussent en provenance de la Nouvelle-Orléans ou des paroisses rurales de la Louisiane, l'approche socio-économique permet de montrer que, dans l'ensemble, les gens de couleur avaient tendance à s'isoler et à vouloir éviter de se mêler à la majorité noire. La validité de la thèse selon laquelle la population de couleur cherchait à se distancier des affranchis a donc été testée à partir d'un cadre géographique et méthodologique plus large et cela nous permet d'affirmer qu'elle transcende les limites reliées à l'espace et à l'approche historiographique.

La deuxième conclusion que nous pouvons dégager porte sur l'évolution de la situation sociale et économique des gens de couleur. Encore une fois, l'élargissement du cadre spatial proposé par Schweninger et Brasseaux donne la possibilité de généraliser des conclusions que Rankin a tirées spécifiquement pour la Nouvelle-Orléans et d'établir que, à la ville comme à la campagne, la période *antebellum* était marquée par la prospérité des gens de couleur, tandis que la période *postbellum* était marquée par leur déclin. Ces historiens dressent un portrait socio-économique plutôt pessimiste de la Reconstruction puisqu'ils mettent en contraste l'ascension fulgurante qu'ont connue les gens de couleur avant la guerre

avec leur déclin précipité d'après-guerre. Le seul qui, à partir d'une perspective socio-économique, envisage la Reconstruction avec un tant soit peu d'optimisme est Blassingame puisqu'il met souvent en évidence les gains que les affranchis ont réalisés (grâce à leurs homologues de couleur) durant la Reconstruction en les opposant aux conditions déplorables dans lesquelles ils vivaient durant la période esclavagiste. Dans son ouvrage, cet historien insiste sur les gains socio-économiques des affranchis et ne tient pas compte de la perte de statut des gens de couleur, d'où sa vision plus optimiste de la période.

La troisième et dernière conclusion que nous pouvons dégager est que, d'un point de vue socio-économique, il semble y avoir un consensus chez les historiens en ce qui concerne l'image des Créoles de couleur qui sont dépeints, de manière générale, comme un groupe de francophones élitistes désireux de se dissocier des affranchis et ce, autant à la Nouvelle-Orléans que dans les paroisses rurales de la Louisiane. Certes, chez Blassingame il est question d'un rapprochement, d'une collaboration avec les Noirs qui avait pour but de les aider à faire la transition vers la liberté, mais cette collaboration, il la décrit comme étant paternaliste et non égalitaire. Les études socio-économiques inventoriées ici dressent un portrait somme toute assez péjoratif des Créoles de couleur et de leur rapport aux affranchis. Si nous les combinons aux études retenues pour l'approche politique, nous en avons soit une image positive, soit une image négative, selon qu'ils s'identifiaient ou non aux Noirs. En offrant une image aussi polarisée des Créoles de couleur, les historiens ont sous-estimé le fait que leur volonté de se distinguer des affranchis puisse avoir été attribuable à un désir de préserver une identité distincte et non uniquement à une attitude élitiste ou condescendante. Bref, ils ont polarisé le débat à partir d'un jugement autour de l'identification raciale des gens de couleur et ce faisant, ils ont réduit l'importance de leur identité et de sa signification pour eux⁴². Voilà la conclusion générale que nous pouvons tirer du débat historiographique jusqu'aux années 1990. Voyons maintenant ce qui en est de l'historiographie plus récente.

1.1.3 Approche culturelle

À partir des années 2000, il semble y avoir un essoufflement dans la publication d'ouvrages qui portent sur les Créoles de couleur de la Louisiane durant et après la guerre de

⁴² Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 24.

Sécession. Nous en avons quand même retenu deux, dont le premier est celui de Nathalie Dessens et il s'intitule *From Saint-Domingue to New Orleans* (2007)⁴³. Dessens aborde un sujet qui, malgré son importance en Louisiane, a rarement fait l'objet d'une étude approfondie: l'immigration de Saint-Domingue du début du XIXe siècle. Dans son ouvrage, elle s'intéresse à l'héritage des quelques 15 000 réfugiés antillais qui sont arrivés à la Nouvelle-Orléans entre 1790 et 1810, parmi lesquels se trouvaient des Blancs, des gens de couleur libres et leurs esclaves. Ces exilés ont trouvé refuge à la Nouvelle-Orléans après avoir fui la révolution de Saint-Domingue qui commença en 1791 et qui s'acheva avec la création de la république d'Haïti en 1804. Survenu dans les vingt ans entourant l'acquisition de la Louisiane par les États-Unis, le flux migratoire en provenance des Antilles fut crucial pour la Nouvelle-Orléans puisqu'en plus d'avoir fait doubler la population de la ville, les réfugiés ont contribué à ralentir le processus d'américanisation qui découlait naturellement du transfert territorial de la colonie aux Américains. Grâce à l'arrivée massive d'immigrants francophones, la Louisiane a bénéficié d'un renfort culturel non négligeable qui, après 1803, lui a permis de résister à l'assimilation anglo-américaine et à l'imposition des valeurs raciales rigides qui prédominaient dans le reste du pays. Dessens examine à la fois les conséquences sociales, économiques et politiques du mouvement migratoire antillais. Mais à la lumière de son ouvrage, il est clair que la conséquence la plus importante de ce phénomène en Louisiane fut d'avoir revigoré sa culture et ses institutions galloises précisément à une époque où celles-ci étaient menacées de disparaître sous le poids de l'influence anglo-saxonne.

Provenant eux-mêmes d'une colonie française, les réfugiés ont assuré le maintien de la spécificité louisianaise. Bien qu'ils n'aient pas révolutionné leur société d'accueil, ils en ont à tout le moins renforcé certaines particularités, dont le système de classification raciale à trois niveaux et la population de couleur libre qui le caractérisait, population à laquelle Dessens accorde une place importante (sinon exclusive) dans son ouvrage. Les exilés ont assuré le maintien de la société tripartite en Louisiane en augmentant le nombre de ses gens de couleur et en consolidant leur identité de groupe. Ce fut d'ailleurs grâce à ce renforcement démographique et identitaire que les gens de couleur libres orléanais ont pu devenir suffisamment forts pour prospérer et pour se développer économiquement durant la période

⁴³ Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans: Migration and Influences*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2007.

antebellum. Si avant la guerre ils ont réussi à atteindre un haut niveau de richesse et d'influence et si au milieu du XIX^e siècle ils sont devenus le groupe d'origine africaine le plus prospère au pays, ce fut en grande partie, selon Dessens, grâce à l'immigration haïtienne⁴⁴. Sans la nouvelle énergie apportée par l'augmentation numérique des immigrants de couleur et sans la cohésion interne du groupe qu'ils ont contribué à fortifier chez leurs homologues orléanais, l'imposition des valeurs raciales anglo-américaines aurait prévalu beaucoup plus rapidement à la Nouvelle-Orléans. Les gens de couleur libres de cette ville seraient vite devenus une minorité insignifiante et n'auraient jamais pu s'imposer économiquement, pas plus qu'ils n'auraient pu résister à l'ordre racial rigide que les nouveaux propriétaires américains essayaient d'instaurer en Louisiane après 1803⁴⁵.

En consolidant la société tripartite et la population de couleur libre louisianaise, les exilés ont aussi contribué à accroître la distance entre celle-ci et les esclaves. Une autre conséquence importante de l'immigration antillaise en Louisiane fut précisément d'avoir creusé l'écart déjà existant entre les deux groupes. Il faut dire que les gens de couleur haïtiens étaient plus riches, plus instruits, plus métissés, plus attachés à l'institution esclavagiste, plus conscients des différences qui les séparaient des esclaves et plus engagés dans la défense de leur statut particulier que les gens de couleur louisianais. Ces particularités, ils les ont emmenées avec eux dans leur société d'accueil et, de ce fait, ils ont contribué à renforcer l'esclavage et à isoler davantage les gens de couleur libres des esclaves en Louisiane. Les circonstances mêmes de leur départ forcé de Saint-Domingue ont alimenté les divisions: ils furent effectivement contraints de quitter la colonie, chassés par les esclaves insurgés, parce qu'ils avaient voulu mater la révolte noire afin de rétablir l'esclavage dans l'île⁴⁶. Pro-esclavagistes, leur bataille à eux était centrée sur la défense de leurs propres intérêts, plutôt que ceux des Noirs, et ce militantisme exclusif, ils l'ont importé en Louisiane, contribuant, encore une fois, à accroître l'antagonisme avec les esclaves. Certes, selon Dessens, les réfugiés de couleur ont assuré l'implantation des idées révolutionnaires françaises chez leurs homologues louisianais mais, telles qu'ils les ont intériorisées, ces idées ne faisaient pas la

⁴⁴ Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans*, p. 96-97.

⁴⁵ *Ibid*, p. 98.

⁴⁶ *Ibid*, p. 93-95.

promotion de la cause abolitionniste: à Saint-Domingue, comme en Louisiane, elles faisaient la promotion de leurs droits uniquement et non celle des droits des esclaves⁴⁷. Les principes républicains qu'ils défendaient dans leur société d'origine et qu'ils ont importés dans leur société d'accueil avaient pour but d'améliorer leur sort à l'intérieur du système esclavagiste et non de le renverser. Bref, qu'il s'agisse de leur tendance pro-esclavagiste, de leur interprétation exclusive des idéaux révolutionnaires français ou de leur contribution au renforcement de la cohésion de groupe des gens de couleur orléanais, l'auteur démontre que les réfugiés de Saint-Domingue ont accru les différences et les divisions entre Créoles de couleur et Noirs en Louisiane.

Comme Schweninger, Dessens est assez claire en ce qui concerne la relation entre les deux groupes pour la période de l'avant-guerre, mais il en est autrement pour la période de l'après-guerre. À propos de celle-ci, elle explique que l'influence militante des réfugiés de couleur s'est faite sentir en Louisiane jusqu'à la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques de la Reconstruction et même jusqu'à l'Affaire Plessy, leurs principaux protagonistes ayant été d'origine haïtienne. Elle va au-delà de la guerre civile afin de montrer que les conséquences de la migration étaient palpables plus de cinquante ans après l'événement et que son héritage vivait toujours à la Nouvelle-Orléans à travers les descendants des exilés. Bien qu'elle se rende chronologiquement jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle et qu'elle examine les luttes menées par les hommes de couleur dans les années 1860 et 1890, Dessens reste vague pour cette période en ce qui concerne la relation entre gens de couleur et Noirs, de telle sorte qu'il est difficile de tirer des conclusions sur le sujet pour l'après-guerre civile. Par contre, à partir de ses arguments plus étoffés pour la période *antebellum*, nous pouvons établir qu'elle insiste sur les divisions. Malgré celles-ci, l'image qu'elle renvoie des gens de couleur n'est pas nécessairement négative puisqu'à la lumière de son étude, ils ne semblaient pas avoir voulu se dissocier des Noirs par simple condescendance, mais bien par sentiment d'appartenance identitaire. Dessens ne dépeint pas les gens de couleur libres comme des propriétaires d'esclaves élitistes: elle les dépeint plutôt comme un groupe qui, grâce aux exilés haïtiens, a pris conscience de son identité distincte et de l'importance de la protéger en défendant sa position intermédiaire avantageuse. Cette

⁴⁷ Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans*, p. 123-124.

protection passait forcément par une séparation avec les esclaves. Dessens ne juge pas les Créoles de couleur en fonction du fait qu'ils ne s'identifiaient pas aux Noirs. Si les premiers ne s'identifiaient pas aux seconds, ce n'était pas tant parce qu'ils avaient du mépris pour eux que parce qu'ils avaient développé une cohésion de groupe qui impliquait un certain isolement et même si elle n'est pas très explicite pour l'après-guerre, il semble y avoir continuité en ce sens. Telle est à tout le moins la conclusion que nous pouvons avancer de son interprétation des écrits d'un descendant de couleur haïtien influent, l'incontournable Rodolphe-Lucien Desdunes qui, au tournant du XXe siècle, insiste sur la «vitalité» culturelle de son peuple et sur son «caractère exceptionnel». Se référant à l'une de ses publications, elle dit: «The book, when read with the knowledge of the Saint-Domingue origins of many of the characters involved, is an excellent proof of their vitality»⁴⁸.

Le dernier ouvrage que nous avons retenu pour cette étude historiographique est celui de Shirley Thompson et il s'intitule *Exiles at Home* (2009)⁴⁹. Essentiellement, l'ouvrage de Thompson porte sur les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans de la deuxième moitié du XIXe siècle et sur leur dur combat pour devenir citoyens américains à part entière dans une société désormais polarisée où la mixité raciale ne leur garantissait plus de privilèges spéciaux. Pour «devenir Américain dans la Nouvelle-Orléans créole» américanisée de la deuxième moitié du XIXe siècle, où les relations raciales étaient de plus en plus définies selon une logique dialectique binaire, les gens de couleur ont dû faire preuve de flexibilité identitaire et choisir, à des moments stratégiques, de s'approprier soit l'identité blanche, soit l'identité noire. Ils pouvaient effectivement choisir l'identité blanche et ce faisant, satisfaire à un besoin de libération individuelle, comme l'ont fait au cours des années 1850 Anastasie Desarzent et George Pandelly⁵⁰, deux exemples de «passés blancs» ayant poursuivi en justice les individus qui les ont accusés d'être des gens de couleur à une époque où toute personne d'ascendance africaine devait se soumettre à des lois restrictives et humiliantes; mais ils

⁴⁸ Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans*, p. 126-127.

⁴⁹ Shirley Elizabeth Thompson, *Exiles at Home: The Struggle to Become American in Creole New Orleans*, Cambridge, Harvard University Press, 2009. Cet ouvrage a été écrit à partir de sa thèse de doctorat (histoire), *The Passing of a People: Creoles of Color in Mid-Nineteenth Century New Orleans*, Harvard University, 2001.

⁵⁰ Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 24-110.

pouvaient aussi choisir l'identité noire et ce faisant, satisfaire à un besoin de libération collective, comme l'ont fait certains hommes de couleur durant la guerre et la Reconstruction en devenant les leaders politiques du peuple noir et en articulant un discours qui faisait la promotion des droits civiques de tous ceux qui avaient une origine africaine⁵¹. Dans leur lutte pour la citoyenneté et l'inclusion sociale, les gens de couleur ont dû s'ajuster au phénomène de l'américanisation de la Nouvelle-Orléans et user, à cette fin, de divers stratagèmes dont la pratique du *racial passing* qui consistait à adopter l'une ou l'autre des identités raciales, selon les circonstances. En choisissant de devenir Blancs ou de devenir Noirs, l'auteure démontre que les Créoles de couleur se conformaient au système de relations raciales binaire américain et qu'ils se résignaient à l'américanisation plutôt que d'y résister. En fait, elle démontre qu'à partir des années 1850 eux-mêmes s'américanisaient.

S'appuyant sur la thèse de la «double conscience» identitaire formulée en 1903 par l'intellectuel noir W.E.B. Dubois, Thompson décrit les gens de couleur de la Nouvelle-Orléans comme un peuple en *passing*, qui vivait continuellement entre deux mondes et qui, dans son combat pour devenir Américain, franchissait la frontière des couleurs au gré des circonstances et des avantages qu'il pouvait en tirer⁵². La thèse de Dubois lui sert en quelque sorte de paradigme qu'elle applique au cas des Créoles de couleur afin de mettre en évidence l'ambivalence de leur identité raciale. De plus en plus marginalisés à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, ces derniers naviguaient en permanence entre la blancheur et la noirceur. Ni Blancs ni Noirs, mais les deux à la fois, les Créoles de couleur étaient autant victimes de l'américanisation que manipulateurs du système de relations raciales binaire qui en découlait et dans leur lutte pour devenir Américains, ils ont préféré se retrancher derrière ce système afin d'en tirer le plus de profit possible plutôt que de s'y opposer. L'ambivalence identitaire des Créoles de couleur, sur laquelle Thompson insiste, a atteint son point culminant avec le procès d'Homère Plessy qui, dans le but de contester la ségrégation, s'est fait passer à la fois pour un Blanc et pour un Noir.

⁵¹ Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 210-260.

⁵² *Ibid*, p. 15. Pour la thèse duboisienne, voir W.E.B. Dubois, *Les âmes du peuple noir*, trad. de l'anglais par Magali Bessone, Paris, Éditions La Découverte, 2007.

Grâce aux Créoles de couleur, Thompson démontre que l'appartenance identitaire n'est pas un concept figé et immuable, mais bien une construction sociale complexe qui évolue selon les époques et selon les individus. Très nuancée, elle saisit la complexité et l'ambivalence de l'identité des gens de couleur grâce à son utilisation habile de la thèse duboisienne tout comme elle saisit, par extension, la complexité et l'ambivalence de leur relation avec les Noirs, laquelle était marquée à la fois par la solidarité, lorsque les premiers s'identifiaient aux seconds, et par la division, lorsqu'ils s'identifiaient aux Blancs. Aussi fine que puisse être son analyse et aussi originale que puisse être son approche, le problème avec Thompson est qu'elle semble avoir de la difficulté à concevoir les gens de couleur comme un groupe ethnique à part entière. À partir des années 1850, elle les perçoit comme un groupe qui était toujours en transit entre les deux extrêmes identitaires et qui vivait littéralement sur la ligne de partage des couleurs. En les dépeignant comme des gens en *passing*, elle les dépeint aussi comme des gens qui n'avaient pas d'identité propre ou du moins qui l'avaient perdue. Dans son étude, le mot *passing* peut être utilisé pour signifier leur mouvance identitaire, soit, mais il peut être utilisé aussi pour signifier leur mort sociale et culturelle car, pour Thompson, les Créoles de couleur ont pratiquement cessé d'exister comme groupe intermédiaire distinct à partir du moment où la Nouvelle-Orléans est devenue une ville américanisée, donc à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. En les décrivant comme un groupe en mouvance entre la race blanche et la race noire, elle sous-estime non seulement leur sentiment d'appartenance identitaire, mais aussi leur volonté de survivre comme collectivité distincte. Thompson ne juge pas les gens de couleur selon qu'ils s'identifiaient ou non aux Noirs et si son analyse fait bien ressortir leur ambivalence identitaire, elle ne fait pas ressortir suffisamment leur identité particulière. L'américanisation de la Louisiane ne les a pas annihilés et la cohésion interne du groupe n'a pas disparu avec la mise en place du système de relations raciale binaire. Au contraire, nous verrons qu'à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle cette cohésion était plus forte que jamais. Dessens l'a d'ailleurs démontré en insistant sur leur résistance à l'américanisation et sur la consolidation de leur identité distincte après 1810⁵³.

⁵³ Dans sa thèse de doctorat (2004) qui porte sur les Créoles de couleur de la paroisse des Natchitoches, Susan Dollar souligne, elle aussi, l'identité distincte des Créoles de couleur et reproche à Thompson de ne pas l'avoir suffisamment fait dans sa propre thèse, *The Passing of a People*. Ce que Dollar reproche à Thompson et à d'autres historiens est de ne pas avoir assez insisté sur les différences culturelles chez les non-Blancs, trop souvent

À la lumière des ouvrages de Dessens et de Thompson, l'image que nous avons des Créoles de couleur n'est ni négative ni positive puisqu'elle n'est basée ni sur une interprétation qui exagère leur tendance élitiste, ni sur une interprétation qui exagère leur tendance unificatrice. Ces historiennes offrent une image plus nuancée des gens de couleur et de leur relation avec les Noirs car elles ne portent pas de jugement en fonction de leur identification raciale, c'est-à-dire qu'elles ne les jugent pas favorablement ou défavorablement en fonction du fait qu'ils embrassaient leur négritude, faisant d'eux des personnes solidaires et donc «bonnes», ou qu'ils la rejetaient, faisant d'eux des personnes élitistes et donc «mauvaises»⁵⁴. Dessens et Thompson ont contribué à dépoliariser le débat historiographique sur le sujet parce qu'elles ont gardé toutes les deux une certaine neutralité en ce qui concerne leur interprétation du rapport que les gens de couleur avaient aux Noirs. Précisons toutefois que même si Thompson est plus nuancée sur le sujet que plusieurs de ses prédécesseurs, son analyse des Créoles de couleur reste dichotomique à bien des égards compte tenu du fait que, pour elle, à partir des années 1850 ces derniers étaient toujours à cheval entre l'identité blanche et l'identité noire. Si elle dépoliarise le débat en accentuant la fluidité identitaire des gens de couleur, il n'en demeure pas moins qu'elle continue à les définir comme un groupe qui s'identifiait ou qui ne s'identifiait pas aux Noirs et en cela, le principe fondamental sur lequel repose le jugement dichotomique de la relation entre les deux groupes demeure. Quant à Dessens, qui insiste davantage sur la cohésion interne du groupe, elle n'est malheureusement pas aussi explicite à ce propos pour la période *postbellum* que pour la période *antebellum*.

Nous pouvons conclure ce survol de l'historiographie en affirmant qu'à ce jour, aucun historien n'a publié d'études qui portent spécifiquement sur la relation entre Créoles de couleur et Noirs. Certes, celle-ci a été examinée à travers des sujets plus larges et tous les historiens qui ont travaillé sur les gens de couleur en ont tenu compte d'une manière ou d'une

analysés comme un groupe monolithique. Partant de ce constat, elle a voulu corriger la vision dite *Jim Crow* des relations raciales qui se reflétait dans l'historiographie. Malheureusement, Dollar n'a pas publié d'études sur le sujet. Susan E. Dollar, *Black, White or Indifferent: Race, Identity and Americanisation in Creole Louisiana*, thèse de doctorat (histoire), University of Arkansas, 2004, p. 5-7, 63-64.

⁵⁴ Pour cet argument sur le jugement des historiens, il est important de préciser que nous nous sommes inspirés d'une idée que Thompson avance dans l'introduction de sa thèse. Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 24.

autre, que ce soit avant ou après la guerre de Sécession. Mais, sans jamais avoir été totalement ignorée, elle n'a pas encore fait l'objet d'une analyse détaillée. De plus, au terme de cette recension, nous avons l'impression que les historiens américains sont prisonniers d'une vision dichotomique des relations entre les races et qu'ils ont de la difficulté à se positionner autrement qu'à partir du modèle de classification raciale binaire prédominant⁵⁵. Sauf Dessens, pratiquement tous ont appréhendé la relation entre les deux collectivités en fonction de l'identification raciale des Créoles de couleur. À notre connaissance, il n'existe pas de publication qui traite de cette relation dans une perspective autre que bipartite et, malgré les nuances apportées récemment par certains historiens, ils n'arrivent pas tout à fait à dépolariser le débat historiographique pour la simple raison que le sentiment d'appartenance identitaire des Créoles de couleur échappe à leur analyse. Il reste donc encore du travail à faire pour nuancer la discussion sur le sujet et pour bien comprendre la complexité de la relation entre les deux groupes, surtout au moment où les esclaves faisaient la transition vers la liberté.

Dans cette thèse, nous avons l'intention de dépolariser le débat sur les relations raciales, mais nous ne le ferons pas en nous abstenant totalement de poser un jugement sur les Créoles de couleur. Quoique notre but ne soit pas de laisser une image positive ou négative de ces derniers ni de les juger favorablement ou défavorablement en fonction de leur identification raciale, nous croyons que, ayant intériorisé à la fois les préjugés raciaux de leur époque et les principes révolutionnaires du XVIII^e siècle, ils arboraient à l'égard des Noirs une attitude qui était à la fois condescendante et solidaire, distante et unie. À partir des années 1860, il y eut un rapprochement entre les deux collectivités puisque les Créoles de couleur luttaient pour faire appliquer les idéaux républicains de manière universelle, mais cette nouvelle solidarité ne doit pas être interprétée comme étant un signe qu'ils s'identifiaient aux affranchis ou qu'ils ont «choisi de devenir Noirs», pour employer les mots de Thompson⁵⁶: malgré un rapprochement devenu nécessaire durant et après la Reconstruction, les Créoles de couleur voulaient continuer à se dissocier des Noirs. Les

⁵⁵ Susan Dollar, *Black, White or Indifferent*, p. 5-7.

⁵⁶ Traduction du titre qu'elle a donné au chapitre 5 de son ouvrage *Exiles at Home*, chapitre qui porte sur la période de guerre et de Reconstruction: «Choosing to Become Black».

premiers voulaient continuer de se dissocier des seconds parce qu'ils avaient intériorisé, certes, les préjugés raciaux de leur époque, mais aussi parce que, conscients de leurs différences identitaires, ils voulaient survivre comme groupe ethnique à part entière dans une société qui s'américanisait rapidement à partir de la seconde moitié du XIXe siècle. Au cours de cette période, ils ont lutté pour leur propre citoyenneté et, éventuellement, celle des affranchis, tout comme ils ont lutté pour garder leur individualité et pour ne pas devenir un «peuple oublié» après la disparition de la société tripartite en Louisiane.

Ainsi, nous consacrerons la présente thèse à la relation entre les deux groupes durant et après la guerre de Sécession et nous l'envisagerons en prenant en considération l'identité distincte des Créoles de couleur. Nous dépolariserons le débat historiographique en concevant davantage ces derniers comme un groupe ethnique à part entière et en assouplissant les adéquations binaires reliées à leur identification raciale, c'est-à-dire en nuancant les interprétations qui envisagent la relation entre les deux collectivités strictement en fonction du fait que les gens de couleur étaient solidaires ou non aux Noirs selon qu'ils s'identifiaient ou non à eux. Bien que, comme Rankin, notre argument de base repose sur la prémisse que les Créoles de couleur ne s'identifiaient pas aux Noirs parce que condescendants à leur égard, nous nuancions ce jugement en arguant que si les premiers ne s'identifiaient pas aux seconds, ce n'était pas seulement par condescendance ou élitisme, mais aussi parce qu'ils avaient leur propre identité et que de ne pas s'être identifiés aux Noirs ne les a pas empêchés de nouer un lien de solidarité avec eux afin de réaliser leurs aspirations politiques et humanitaires. Ni totalement solidaires, ni totalement élitistes, mais les deux à la fois, les Créoles de couleur avaient à l'égard des affranchis un rapport que nous qualifions d'ambivalent. Il s'agira donc de montrer que la période qui nous intéresse ici, soit 1860-1896, était marquée par un début de solidarité entre les deux groupes, mais que celle-ci était mitigée par un processus de distanciation sociale attribuable autant à l'élitisme des gens de couleur qu'à leur désir de survivre comme collectivité distincte. Cette thèse comportera un volet journalistique et un volet socio-judiciaire et la relation entre les deux groupes y sera appréhendée essentiellement à partir de l'expérience des Créoles de couleur. Afin d'analyser ces deux volets, nous avons opté pour un corpus de sources assez variées sur fond d'histoire qualitative et quantitative, que nous présentons dans la partie suivante.

1.2 Démarche méthodologique

1.2.1 Analyse journalistique

Le premier volet de notre argumentation est appréhendé à partir d'un dépouillement méticuleux de deux journaux créoles publiés entre 1862 et 1870 et qui font chacun l'objet d'un chapitre: *L'Union: mémorial politique, littéraire et progressiste* (1862-1864) et son successeur *La Tribune: journal politique, progressiste et commercial* (1864-1870). Pour ce volet, nous avons lu systématiquement le contenu quasi-intégral des deux journaux mais, précisons-le, une attention particulière fut accordée aux éditoriaux, la raison étant qu'ils sont plus révélateurs que n'importe quel autre article pour comprendre les intérêts, les préoccupations et les objectifs de leurs rédacteurs, en l'occurrence les hommes de couleur de la Nouvelle-Orléans. Bien que les éditoriaux aient été privilégiés, notre démarche ne reflète pas uniquement le point de vue éditorial de ces deux publications, elle reflète l'ensemble de l'œuvre journalistique des Créoles de couleur diffusée au cours des années 1860. Soulignons aussi que *L'Union* et *La Tribune* étaient des journaux bilingues et que ce fut avec une attention égale que nous avons dépouillé les versions anglophones et francophones. Même les poèmes et les feuilletons qui parsemaient leurs pages, surtout dans la version francophone, ont été lus minutieusement puisque, malgré le fait qu'il s'agisse d'écrits littéraires, ils étaient très éloquents quant à la pensée et à l'engagement politico-social des hommes de couleur⁵⁷. Seuls les articles qui portaient sur des sujets moins pertinents pour notre recherche ont fait l'objet d'une lecture plus fragmentaire, tel fut le cas notamment des nouvelles internationales. Nous avons parcouru de façon tout aussi sélective les annonces publicitaires qui étaient souvent les mêmes d'un numéro à l'autre. Sans avoir complètement occulté les textes regroupés sous ces deux rubriques, nous les avons simplement examinés d'une manière plus aléatoire que le reste du contenu.

Après avoir dépouillé les deux journaux, nous avons répertorié les textes à saveur idéologique ou philosophique en plus des textes qui rapportaient les actions politiques

⁵⁷ Les poèmes retrouvés dans *L'Union* et *La Tribune* sont tous regroupés sous forme d'anthologie par James Cowan qui analyse le rôle des hommes de couleur durant la guerre et la Reconstruction à travers leur poésie, une poésie devenue contestataire à partir des années 1860. Voir James L. Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, Lyon, Éditions du Cosmogone, 2001.

concrètes que les leaders de couleur menaient sur le terrain sous forme de manifestations, de rassemblements, de rencontres, de pétitions, etc. Reposant sur une démarche qualitative, le premier volet argumentatif de notre thèse est donc analysé essentiellement à partir du discours journalistique véhiculé par les Créoles de couleur, mais cette analyse de discours est complétée par une analyse de sources individuelles telles que des récits et de la correspondance. Particulièrement intéressants pour nous furent les écrits personnels du révolutionnaire belge Jean-Charles Houzeau qui vécut à la Nouvelle-Orléans au cours des tumultueuses années 1860 et qui fut collaborateur de *L'Union* avant de devenir le rédacteur en chef de *La Tribune*⁵⁸. Notre étude du discours journalistique des hommes de couleur, nous la faisons à la lumière de ses mémoires et de sa correspondance et nos conclusions sur leur relation avec les Noirs sont tributaires, à bien des égards, de son point de vue personnel sur ses collègues de couleur. Cela dit, nous gardons quand même un œil critique sur ses écrits et sur ses opinions.

À partir d'une analyse basée sur des sources textuelles, ce que nous voulons démontrer dans le premier volet est qu'une alliance politique s'est forgée durant la guerre de Sécession entre Créoles de couleur et Noirs, mais que celle-ci s'est développée de manière progressive et qu'elle n'a jamais mis en question les différences, voire la supériorité des premiers à l'égard des seconds. Nous voulons également démontrer que l'unité politique entre les deux groupes avait pour but ultime de permettre aux hommes de couleur d'accroître leur influence en Louisiane durant la Reconstruction. Le mot «progressiste» qui revient dans les sous-titres des deux journaux est très révélateur quant à leur message contestataire, mais ce message à la fois contestataire et unificateur était teinté par le ton souvent très condescendant des articles et par les objectifs plus stratégiques que visaient les leaders de couleur. Lorsqu'en dépouillant *L'Union* et *La Tribune* nous faisons l'effort d'aller au-delà du percutant message démocratique et rassembleur, nous ne pouvons faire autrement que de reconnaître que l'ambiguïté de la relation entre gens de couleur et Noirs était manifeste à même la rhétorique progressiste de ces deux grands journaux créoles.

⁵⁸ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, sous la direction de David Rankin, trad. du français par Gérard Denault, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1984; Jean-Charles Houzeau, *Lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, sous la direction de Hossam Elkhadem, Annette Félix et Liliane Wellens-De Donder, Bruxelles, Centre national d'histoire des sciences, 1994.

Dans la lutte qu'ils ont inaugurée en 1862, les hommes de couleur avaient réellement à cœur d'universaliser les idéaux égalitaires issus de la Révolution française. Mais dans cette lutte, il y avait aussi un côté opportuniste, une prise de conscience du rôle politique qu'ils pouvaient jouer durant la Reconstruction et qui ne pouvait être accru, se sont-ils rendus compte en 1864, que si les affranchis obtenaient le droit de vote. Au-delà de leur engagement pour la cause de la justice, dont nous ne mettons pas en question la sincérité, il y avait chez les hommes de couleur une recherche de pouvoir. Derrière un discours solidaire et progressiste se cachait un désir de s'imposer politiquement à une époque où il leur était permis d'envisager une telle possibilité. Comme l'explique, dans un autre contexte, le philosophe français Michel Foucault, qui fait un lien entre discours et pouvoir: «le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer»⁵⁹. Dans le premier volet, il faut retenir l'idée qu'une alliance politique s'est effectivement forgée entre Créoles de couleur et Noirs grâce au travail journalistique des leaders de couleur. Mais celle-ci s'est forgée graduellement et l'un de ses objectifs était, outre l'idéal de justice, d'accroître le rôle politique des hommes de couleur. De plus, elle était basée sur un rapport de force, c'est-à-dire sur un discours paternaliste qui mettait en évidence la supériorité des Créoles de couleur. Bien que la condescendance de ces derniers et leur volonté de souligner les différences entre les deux groupes se soient amoindries entre *L'Union* et *La Tribune*, elles n'ont jamais complètement disparu. L'élitisme et le désir de rester distincts retrouvés dans leur discours journalistique ne faisaient que refléter une attitude générale à l'égard des Noirs et bien enracinée dans la mentalité des Créoles de couleur.

Soulignons qu'au moins deux autres thèses se sont intéressées au discours journalistique véhiculé par les hommes de couleur au cours des années 1860, mais celles-ci furent produites par des étudiants en communication et non en histoire. En ce qui concerne la première, rédigée par Laura Rouzan, elle analyse la rhétorique des deux journaux à partir de leurs éditoriaux; en ce qui concerne la deuxième, rédigée par Charles Isidore Nero, elle se concentre sur *La Tribune*⁶⁰. Par ailleurs, dans un mémoire de maîtrise en histoire, Finnian

⁵⁹ Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris Gallimard, 1971, p. 12.

⁶⁰ Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, thèse de doctorat (communication), Florida State University, 1989; Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood":

Patrick Leavens s'intéresse autant à *L'Union* qu'à *La Tribune* mais, fait remarquer Rouzan, ses conclusions ne sont basées que sur le un huitième des éditoriaux⁶¹. Il est donc pertinent d'offrir une analyse historique qui repose sur le contenu quasi-intégral des deux journaux et de le faire dans le but bien précis de comprendre le rapport que les Créoles de couleur avaient aux Noirs à partir de la représentation qu'ils s'en faisaient dans leur rhétorique journalistique. Aussi, à la différence de ces deux thèses et de ce mémoire, nous sortons du discours journalistique de *L'Union* et de *La Tribune*, ce qui nous permet de présenter une image plus globale de la communauté dont les rédacteurs étaient issus.

1.2.2 Analyse sociale et judiciaire

Pour ce qui est du deuxième volet de l'argumentation, il est composé d'un chapitre social et d'un chapitre judiciaire. Prenons d'abord le chapitre social qui est appréhendé essentiellement à partir d'un dépouillement méticuleux du recensement nominatif de 1880⁶². Pourquoi le recensement de 1880 en particulier? Parce qu'il est le premier à donner de l'information détaillée sur les familles et sur les lieux de résidence des individus dénombrés et cette information s'avère très utile pour nous car elle permet d'analyser le processus de distanciation sociale des Créoles de couleur, la catégorie «mulâtre» du recensement. Grâce à un seul et même document, nous avons pu reconstituer leur comportement matrimonial et résidentiel. Il fut possible de reconstituer ces deux types de comportements sociaux uniquement à partir du recensement nominatif de 1880 car il précise pour la première fois la relation de toutes les personnes énumérées au chef de famille ainsi que leur adresse et quartier de résidence. Malgré l'information détaillée qu'il fournit à cet effet, aucun historien ne l'a utilisé jusqu'à présent pour comprendre les *patterns* matrimoniaux et résidentiels des gens de couleur après la guerre de Sécession et c'est là que se trouve sans doute la plus grande contribution de notre recherche.

Free Black Leadership and the Rhetoric of the New Orleans Tribune, thèse de doctorat (communication), Indiana University, 1991.

⁶¹ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, mémoire de maîtrise (histoire), Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, 1966; Laura Rouzan, *op. cit.*, p. 24.

⁶² Recensement nominatif fédéral, paroisse d'Orléans, Louisiane, 1880 (microfilm), Record Group 29.

Le recensement est une source qui a beaucoup été utilisée en histoire sociale pour analyser les professions et la situation économique d'une collectivité donnée, mais elle a été peu utilisée pour en analyser les *patterns* matrimoniaux et résidentiels et jamais à cette fin pour les Créoles de couleur et la Nouvelle-Orléans. Voilà pourquoi l'originalité de notre démarche consiste à dépouiller une source dont les historiens se sont beaucoup servis et à l'examiner sous un angle différent: à l'aide du recensement de 1880, scruté en détail pour les sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans (sur 17), nous avons retenu tous les mariages qui impliquaient des «mulâtres» (au total 2483) et après avoir reconstitué tous les voisinages de cette section de la ville (au total 55), nous en avons fait une distribution raciale (Blancs, Noirs, mulâtres) dans le but de montrer que les Créoles de couleur se mariaient entre eux et qu'ils formaient des quartiers à part, séparés des affranchis. Deux précisions doivent être apportées ici. D'une part, étant donné qu'il n'y a pas de catégorie «Créoles de couleur» dans le recensement, nous avons dû les identifier de manière indirecte, c'est-à-dire en passant par la catégorie «mulâtre» qui, elle, existait⁶³. D'autre part, pour reconstituer les arrondissements et les voisinages de la Nouvelle-Orléans, nous avons dû recourir à des cartes géographiques du XIXe siècle. L'atlas de Elisha Robinson et le guide touristique de George Washington Cable, qui contient une carte détaillée de la ville et un répertoire des rues, nous ont été particulièrement utiles⁶⁴. À partir de cette méthode, il s'agit pour nous de comprendre, par le jeu des alliances et le partage de l'espace public, la sociabilité du groupe, une sociabilité que permet d'analyser le recensement de 1880 et qui avait comme objectif ultime de protéger le patrimoine ethnique et culturel d'un peuple distinct dont la survie identitaire était plus que jamais en proie à l'incertitude après la guerre de Sécession. Une fois les hostilités terminées, ce peuple distinct fut placé effectivement dans une position de très grande vulnérabilité, alors qu'il perdit sa reconnaissance légale avec l'abolition de l'esclavage et que la Nouvelle-Orléans s'américanisait rapidement.

⁶³ Comme nous le verrons plus loin, la catégorie «mulâtre» du recensement n'était pas exclusive aux Créoles de couleur. Elle incluait aussi des affranchis, des anglophones et des immigrants. Afin de contourner cet obstacle (pour l'analyse des mariages et des lieux de résidence) nous avons séparé les «mulâtres» en fonction de leur nom et de leur ethnicité. Reconnaisant qu'il y a une corrélation entre ces deux variables, les Créoles de couleur ont été isolés selon la consonance francophone et/ou hispanophone de leur nom. Leur provenance fut également prise en considération.

⁶⁴ Elisha Robinson et R. H. Pidgeon, *Atlas of the City of New Orleans, Louisiana*, New York, E. Robinson, 1883; George Washington Cable, *Historical Sketch Book and Guide to New Orleans and Environs, with Map*, New York, Will Coleman, 1885.

Dans notre portrait social, nous insisterons sur le phénomène de l'américanisation de la ville puisque nous établissons un lien entre la résistance des Créoles de couleur à l'assimilation aux affranchis et leur résistance à l'assimilation anglo-américaine. L'américanisation de la Nouvelle-Orléans s'avérait désastreuse pour les Créoles de couleur car elle mettait fin à la spécificité louisianaise en amenant une polarisation des relations raciales et une anglicisation de la culture francophone, deux changements qui les rapprochaient des anciens esclaves. Avec l'abolition de l'esclavage qui avait supprimé la distinction légale dont ils jouissaient, il était devenu difficile pour eux de continuer à se distinguer des Noirs après la guerre de Sécession. L'américanisation de la Nouvelle-Orléans fut un processus qui s'est manifesté dès l'achat de la Louisiane par les États-Unis en 1803, mais elle a véritablement atteint son point culminant entre 1860 et 1880. Dans une ville qui s'américanisait rapidement, les Créoles de couleur ont résisté à l'assimilation aux affranchis en adoptant à leur égard un comportement résidentiel fermé, dont le but était de se distancier physiquement d'eux, et un comportement matrimonial endogame, dont le but était de protéger et de transmettre des acquis culturels menacés. En limitant ainsi leur sociabilité, ces deux types de comportement devaient assurer la pérennité des Créoles de couleur et leur éviter d'être absorbés par la majorité noire anglophone. Avec la disparition de la société tripartite en Louisiane, il a fallu que les gens de couleur prennent eux-mêmes les moyens de s'affirmer comme collectivité distincte des affranchis et cette affirmation identitaire passait par la consolidation de leurs spécificités ethniques et culturelles.

Le chapitre social repose donc sur une démarche quantitative qui consiste à dépouiller un recensement fédéral, mais elle est complétée par une analyse de sources textuelles telles que des récits de voyageurs, des récits littéraires, des essais et des témoignages personnels. L'analyse de ces sources textuelles est fondamentale pour notre étude puisqu'elle a permis de dégager une troisième stratégie de résistance à l'assimilation aux affranchis: le changement de dénomination. De gens de couleur libres, avant la guerre, ces derniers sont devenus les Créoles de couleur, après la guerre, «créole» impliquant leur appartenance à la culture francophone et «couleur» impliquant leur mixité raciale. Le but de ce changement terminologique était de mettre en évidence, par leur appellation même, les deux éléments qui les difféenciaient de la majorité noire et qui étaient menacés par l'américanisation de la ville. Qu'il s'agisse de l'endogamie matrimoniale, de la séparation

géographique ou du changement de dénomination, nous interprétons tous ces comportements sociaux comme des stratégies de résistance à l'amalgame aux affranchis. Celles-ci reflétaient, certes, une certaine forme de condescendance à l'égard des Noirs, mais elles reflétaient aussi, redisons-le, un désir de préserver leur individualité et de survivre comme groupe ethnique à part entière dans une société de plus en plus américanisée. Au fond, le portrait social que nous proposons est fait à partir d'une approche à la fois quantitative et qualitative et à partir de cette démarche mixte, nous verrons comment s'exprimait plus concrètement le désir de rester distincts des Créoles de couleur.

Passons maintenant à la démarche méthodologique utilisée pour appréhender le dernier chapitre de la thèse, consacré à l'Affaire Plessy. Pour l'essentiel, ce petit chapitre fut élaboré à l'aide d'une analyse de la défense du plaignant, Homère Plessy, qui reposait sur les épaules d'une équipe solide composée de quatre avocats dont le grand défenseur du principe de l'égalité devant la loi, Albion Tourgée. Étant donné que le procès s'est déroulé devant plusieurs paliers judiciaires, il est important de noter que la défense sur laquelle nous nous basons est celle qui a été préparée spécifiquement pour le plus haut tribunal au pays puisqu'elle aborde la problématique de l'identité des personnes de sang-mêlé et que, de ce fait, elle nous semblait la plus pertinente pour notre recherche. Il faut dire que l'intention de Plessy et de ses complices était, dès le départ, de se rendre en Cour suprême des États-Unis afin de susciter un débat national autour des deux grandes questions suivantes: dans l'application des lois ségrégationnistes, qui étaient basées sur une acceptation dichotomique de la race, comment traiter les personnes d'origine mixte ou d'apparence raciale trompeuse comme Plessy? Et d'abord, qui avait la légitimité de déterminer l'appartenance raciale des individus en l'absence d'une définition statutaire de la race? Afin de pouvoir délibérer sur ces questions fondamentales en Cour suprême des États-Unis et de provoquer une discussion sur l'identité raciale dans l'application des lois ségrégationnistes, les avocats de Plessy ont produit deux rapports: le premier fut rédigé par Albion Tourgée et James Walker; le second, par Samuel Phillips et F. D. McKenney. Pour les fins de notre étude, le mémoire de Tourgée/Walker fut particulièrement utile⁶⁵. Nous nous sommes servis également d'un autre

⁶⁵ Albion Tourgée, «Brief for Homer A. Plessy by Albion W. Tourgée, *File Copies of Briefs* 1895, VIII (October term, 1895)», dans *The Thin Disguise: Turning Point in Negro History, Plessy v. Ferguson, a Documentary Presentation (1864-1896)*, sous la dir. de Otto Olsen, New York, Humanities Press, 1967, p. 80-103.

journal dirigé par les hommes de couleur au cours des années 1890, le *Crusader* (1889-1896), un incontournable de la période, qui fut créé pour contester la ségrégation en Louisiane. Spécifions toutefois que ce journal n'a pas fait l'objet d'une analyse aussi poussée que *L'Union* et *La Tribune*, agissant plus comme source complémentaire que principale.

À partir d'une analyse de sources judiciaires et journalistiques, il faut retenir du dernier chapitre que le procès de Plessy était autant une tentative de réadmettre la société tripartite en voie de disparition depuis l'abolition de l'esclavage que de lutter pour la justice universelle et que la décision défavorable rendue en 1896 par la Cour suprême marque véritablement la fin de la spécificité louisianaise. Au-delà de la ségrégation, il y avait pour les Créoles de couleur qui ont intenté le procès la question de leur identité raciale. Aucune des études recensées dans notre bilan historiographique (et qui se prolongent jusqu'à la fin du XIXe siècle) n'abordent l'Affaire Plessy sous l'angle de l'identité des Créoles de couleur. Pourtant, à notre avis, elle représente le point culminant de leur quête identitaire d'après-guerre. Derrière leur lutte pour la justice, se cachait un désir de revenir à une société où leur mixité raciale était reconnue et où elle avait une valeur. Au fond, le but non avoué du procès et de ses instigateurs, tel que nous l'interprétons, était d'en arriver à une définition statutaire de la race qui fut suffisamment flexible pour les exempter des lois ségrégationnistes qui se mettaient en place au tournant du siècle. Ironiquement, l'Affaire Plessy, organisée dans le but de ré-instituer le statut intermédiaire des gens de couleur, a eu l'effet contraire, c'est-à-dire qu'elle a parachevé la disparition de la société tripartite en Louisiane. La méthodologie de cette thèse repose donc sur l'analyse du discours véhiculé dans les journaux *L'Union*, *La Tribune* et le *Crusader* ainsi que sur l'analyse du recensement de 1880 et sur celle de la défense d'Homère Plessy. Mais elle repose aussi sur le dépouillement de sources cartographiques et sur des témoignages de contemporains qui couvrent, et qui vont au-delà, de la période étudiée. À la fois qualitative et quantitative, la méthodologie que nous proposons est à l'image du corpus de sources utilisées.

1.2.3 Nomenclature

Même si nous y reviendrons ultérieurement, il est important qu'ici, à l'intérieur du chapitre consacré à la méthodologie, nous fassions une mise au point terminologique, c'est-à-dire une mise au point sur les mots employés pour qualifier la collectivité qui fait l'objet de

notre recherche: les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, connus également sous le nom de gens de couleur libres. Étant donné qu'il y a beaucoup de confusion autour des termes utilisés pour les désigner, les dernières pages de ce chapitre serviront à apporter des précisions sur la nomenclature et à justifier, par le fait même, notre propre choix quant aux expressions que nous avons privilégiées dans la présente thèse, à savoir «gens de couleur libres», «Créoles de couleur» et «gens de couleur» plutôt que «Noirs libres», «Créoles noirs» et «Afro-Créoles».

Entreprendre l'étude d'une collectivité suscite souvent des problèmes théoriques ou d'ordre terminologique, mais lorsqu'il s'agit du cas spécifique des Créoles de couleur, ces problèmes sont certainement à leur comble. La plus grande difficulté se trouve dans la définition complexe des mots «créole» et «couleur» qui composent les expressions «gens de couleur libres» et «Créoles de couleur». En ce qui concerne d'abord le mot «couleur», la difficulté est reliée au fait que dans la Louisiane du XIX^e siècle, ce mot n'était pas un synonyme, mais un euphémisme de «noir», qui impliquait à la fois liberté et mixité raciale⁶⁶. Même si dans le contexte d'américanisation d'après-guerre, le métissage des «gens de couleur» ne leur garantissait plus de privilèges spéciaux et qu'aux yeux des Blancs ils étaient de plus en plus considérés comme des «Noirs», ils continuaient, eux, à se définir par leur phénotype mixte et à utiliser le vocable «couleur» pour se nommer en y ajoutant le préfixe «Créole». De telle sorte que, malgré la désuétude dans laquelle tomba l'expression «gens de couleur libres» après la guerre, elle fut remplacée par l'expression «Créoles de couleur» qui mettait en évidence, à elle seule, les deux éléments qui distinguaient ces derniers des nouveaux affranchis. Que ce soit avant ou après la guerre de Sécession, la spécificité louisianaise fait en sorte que, juste d'un point de vue phénotypique, il est erroné d'utiliser les mots «noir» ou «afro» pour les désigner, leur euphémisme «couleur» étant préférable et plus approprié. Dans un ouvrage publié en 1895, l'écrivaine orléanaise Grace King confirme la signification particulière du mot «couleur» pour la Louisiane esclavagiste: «During the ancien régime in Louisiana, the pure-blooded African was never called coloured, but always

⁶⁶ Judith Kelleher Schafer, *Slavery, the Civil Law, and the Supreme Court of Louisiana*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1994, p. 20-21.

negro. The gens de couleur, coloured people, were a class apart, separated from and superior to the negroes, ennobled, were it by only one drop of white blood in their veins»⁶⁷.

En ce qui concerne le mot «créole», la difficulté est double: premièrement, ce mot polysémique change de sens selon l'appartenance raciale des individus qui le définissent; deuxièmement, son sens évolue dans le temps. Si nous posons la question «qu'est-ce qu'un Créole?», il n'y a pas une, mais plusieurs réponses possibles et toutes les réponses varient en fonction des répondants et de l'époque où la question est posée. Les différentes acceptations du terme ne manquent pas de prêter à confusion et Aline St. Julien, une Créole de couleur de la Nouvelle-Orléans, a bien raison d'être confuse à propos de son identité. Comme l'indique le sous-titre de sa brochure, *Color Conflict and Confusion in New Orleans* ainsi que son commentaire cité en exergue, l'imbroglio autour de l'identité créole est surtout relié à la race de ceux qui s'en réclament. Ce ne sont pas vraiment les particularités ethniques et culturelles qui posent des problèmes dans la définition du terme, mais plutôt les particularités raciales. Cette confusion associée à la race des Créoles est le résultat d'un débat qui a eu lieu presque cent ans avant la complainte de St. Julien, à une époque où l'obsession de la couleur a atteint son paroxysme à la Nouvelle-Orléans, et elle s'explique par le fait que des individus qui ont écrit sur le sujet ont défini le mot en fonction de leur bagage racial. Selon l'historien créole blanc de la Louisiane, Charles Gayarré, dans un discours prononcé en 1885 à l'Université Tulane, la créolité était le domaine exclusif de la race caucasienne; tandis que, selon le militant de couleur Rodolphe-Lucien Desdunes, dans un ouvrage intitulé *Nos hommes et notre histoire* publié en 1911, les métis francophones comme lui pouvaient se réclamer de l'identité créole⁶⁸. Les deux hommes semblent s'entendre en ce qui concerne les origines européennes du peuple créole, mais leurs opinions divergent en ce qui concerne les antécédents raciaux. Quoique parfois équivoque quant à la couleur de son peuple, comme peut en témoigner l'inclusion de certains Noirs comme André Cailloux et Mme Bernard Couvent dans son énumération des plus illustres Créoles de couleur, Desdunes soutient pour

⁶⁷ Grace King, *New Orleans: The Place and the People*, New York, Negro University Press, 1968, c1895, p. 335. Voir aussi Alice Dunbar-Nelson, «People of Color in Louisiana», *Journal of Negro History*, vol. 1, no 3, 1916, p. 361.

⁶⁸ Charles Gayarré, *The Creoles of History and the Creoles of Romance: A Lecture Delivered in the Hall of the Tulane University, New Orleans*, New Orleans, C. H. Hopkins, 1885; Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, Montréal, Arbour & Dupont, 1911.

l'essentiel la thèse de leur mixité raciale: d'après lui, ces derniers correspondaient en gros aux gens de couleur libres avant la guerre de Sécession et ils avaient des origines à la fois africaines et européennes⁶⁹.

En plus des individus et de leur baguage racial, les enjeux des différentes époques ont aussi influencé la définition de l'identité créole. Afin de saisir le terme dans toute sa complexité et de comprendre pourquoi il y a autour de lui autant d'ambiguïté et de confusion, il faut tenir compte des contextes historiques dans lesquels il a évolué. Le sens du mot a toujours évolué sans causer de problème quant à l'identité créole des personnes de couleur. Mais au cours des années 1880, alors que la Louisiane était plongée dans une controverse raciale sans précédent, les Créoles blancs cherchaient à s'approprier le titre en affirmant la pureté raciale blanche du peuple créole. Selon Joseph Tregle, la confusion raciale à propos du mot «créole» est attribuable en grande partie aux définitions strictement blanches de la créolité qui sont apparues en Louisiane après la guerre de Sécession et dont Gayarré lui-même est largement responsable⁷⁰. À partir de la Reconstruction, certains Créoles blancs comme lui, qui craignaient que l'identité ethnique qu'ils partageaient avec les gens de couleur ne fasse monter la suspicion quant à leur pureté raciale, ont cherché à imposer une définition toute blanche du peuple créole. Ce faisant, ils ont dépossédé les gens de couleur de leur créolité en plus d'avoir créé une véritable mythologie créole, projetant les préjugés raciaux de leur époque sur le passé louisianais et suggérant que seuls les Blancs ont toujours eu leur place au sein de la population créole. D'ailleurs, dans son fameux discours de 1885, Gayarré a refait l'histoire de la Louisiane à la lumière du mythe qu'il a contribué à créer: celui des Créoles blancs au passé héroïque et aristocratique⁷¹. À une époque où ces derniers étaient accusés de partager une origine raciale mixte avec les gens de couleur et où le moindre soupçon de sang noir pouvait soumettre le plus illustre des individus à la ségrégation qui se mettait en place à partir des années 1880, certains d'entre eux ont remodelé l'identité créole afin d'en faire une catégorie sociale exclusivement blanche et cette redéfinition de fin

⁶⁹ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 10.

⁷⁰ Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, p. 180-183.

⁷¹ Charles Gayarré, *The Creoles of History and the Creoles of Romance*, p. 3.

de siècle a contribué à la confusion (raciale) autour du mot «créole». D'autant plus qu'au même moment, des hommes de couleur comme Desdunes ont continué à s'identifier comme tel, insistant plus que jamais sur leur créolité pour se distinguer des affranchis de langue et de culture anglo-américaines. L'identité créole a donc été manipulée pour répondre aux besoins qui correspondaient à des contextes historiques spécifiques. L'exemple des Créoles de la Nouvelle-Orléans montre que l'identité ethnique est un phénomène en mouvance, une construction sociale complexe qui peut être façonnée en fonction des individus et des enjeux d'une époque.

Pour les fins de notre recherche, nous adhérons aux thèses plus inclusives de l'identité créole telles que proposées par Desdunes: les Créoles de la Nouvelle-Orléans sont présentés ici comme un peuple blanc ou mixte, de culture et d'ascendance française et/ou hispanique, mais jamais purement noir. Il y avait des Créoles blancs et des Créoles de couleur, mais non des Créoles noirs. Puisque nous acceptons l'idée que «Créole» impliquait une origine européenne et que nous acceptons aussi l'idée que «couleur» impliquait la mixité raciale, en aucun temps dans cette thèse utilisons-nous les qualificatifs «Afro-Américains», «Afro-Créoles», «Créoles noirs» ou «Noirs» pour désigner les Créoles de couleur. Il faut dire qu'eux-mêmes ne se considéraient pas comme Noirs, ni comme Afro-Américains. Pour désigner la population qui nous intéresse ici, c'est-à-dire les francophones d'origine mixte de la Nouvelle-Orléans, libres avant la guerre de Sécession, nous utilisons systématiquement les vocables «gens de couleur libres» et «Créoles de couleur» car ces termes reflètent davantage la complexité de leur identité. L'expression «gens de couleur libres» est employée surtout pour la période de l'avant-guerre, tandis que l'expression «Créoles de couleur» est employée surtout pour la période de l'après-guerre. Quant à l'expression écourtée «gens de couleur», plus atemporelle à notre avis que les deux autres, nous l'employons autant pour l'avant que pour l'après-guerre. Des mots spécifiques quant à leur degré de sang noir comme «octavons» et «quarterons» sont aussi utilisés à l'occasion ainsi que des mots au sens plus large comme «métis», «sang-mêlé» et «mulâtres». Soulignons que «mulâtre» au XIXe siècle était un terme générique employé pour signifier une personne d'origine mixte indistinctement de la nuance raciale, comme en témoigne notamment son usage dans le recensement de 1880. En ce qui concerne, pour sa part, la population noire de langue et de culture anglo-américaines, nous employons les termes «noirs», «esclaves» et «affranchis» pour la désigner et lorsque nous

faisons simultanément référence aux Noirs et aux gens de couleur, nous employons l'expression «population non-blanche» ou tout simplement les «non-Blancs».

Les quelques pages consacrées à la nomenclature ont permis d'apporter des précisions terminologiques essentielles à une bonne compréhension du sujet et de justifier nos choix quant aux mots retenus dans cette thèse pour désigner les Créoles de couleur, que ce soit avant ou après la guerre de Sécession. Mais les nuances que nous avons relevées sur les termes «créole» et «couleur» ne sont pas importantes à mentionner uniquement pour alimenter un débat de sémantique. Au-delà des considérations purement linguistiques, elles doivent être soulignées car la complexité de la nomenclature associée à ce groupe particulier reflète la complexité de son histoire, de son identité et de sa relation avec les Noirs. Nous avons été très prudents dans notre choix lexical car d'une certaine façon nous voulions que les mots à eux seuls soient évocateurs des objectifs de cette thèse, c'est-à-dire qu'ils puissent mettre en évidence l'ambiguïté du rapport que les Créoles de couleur avaient aux affranchis ainsi que leur désir - le désir ultime de tout peuple minoritaire - de survivre et de préserver leur individualité.

*

*

*

Dans ce travail de recherche, nous percevons les Créoles de couleur comme un groupe social qui a développé une identité ethnique. L'ethnicité est un outil, une catégorie d'analyse que nous utilisons sans nécessairement conceptualiser sur le sujet. Nous n'avons pas cherché à inscrire notre démarche dans un cadre théorique précis, mais en réfléchissant sur les Créoles de couleur nous avons constaté qu'ils partageaient des traits identitaires communs et différents des affranchis. Bien que nous ne proposons pas de schéma conceptuel proprement dit, notre réflexion sur l'identité ethnique des Créoles de couleur s'inscrit dans le sillage des travaux de James Dormon. Cet historien s'est penché sur le concept de l'ethnicité et il applique son propre modèle théorique à la collectivité dont nous faisons l'analyse ici. Dès le début du XIXe siècle, explique-t-il, les gens de couleur libres se percevaient – et ils étaient perçus par les Blancs – comme un groupe ethnique à part entière, distinct et supérieur à la majorité noire. Leur distinction reposait sur des considérations ethniques, c'est-à-dire sur des considérations que Dormon associe à la culture et à la génétique, dont la langue française, la religion catholique et la mixité raciale. Mais elle reposait aussi, selon lui, sur des

considérations de classe, c'est-à-dire sur des considérations reliées à une liberté transmise plutôt qu'acquise, à une situation socio-économique favorable et à un niveau d'instruction élevé. En plus de ces traits caractéristiques communs, ils avaient développé un sentiment d'appartenance identitaire. Bref, les Créoles de couleur bénéficiaient d'un statut intermédiaire privilégié dans la société tripartite de l'État et ils se définissaient par leur exceptionnalisme, lequel fut remis en question après l'abolition de l'esclavage, mais auquel ils ont longtemps continué à s'accrocher⁷². Comme Dormon, nous croyons que la société tripartite a permis aux gens de couleur de jouir d'un statut privilégié et de se percevoir comme un groupe distinct de la majorité noire. Or, si pour lui leur genèse ethnique remonte à la fin du XVIII^e siècle et que dès le début du siècle suivant ils formaient un groupe ethnique «bien défini», doté d'une conscience identitaire; nous adhérons plutôt à l'idée qu'ils sont devenus un groupe ethnique à part entière au cours de la période *antebellum*, alors que les différences phénotypiques et culturelles avec les esclaves s'étaient accentuées et que leur position sociale et économique s'était solidifiée.

Ainsi, en retraçant le parcours des Créoles de couleur avant, pendant et après la guerre de Sécession, nous verrons comment ils représentaient une communauté distincte avant la guerre et comment ils se sont ajustés aux changements introduits après la guerre pour préserver leur identité particulière. Arrivée à maturité durant la première moitié du XIX^e siècle, cette identité fut menacée au cours des années *postbellum* avec l'accélération du processus d'américanisation de la Louisiane qui les assimilait de plus en plus aux affranchis. Mais face au risque d'une invisibilité croissante, les Créoles de couleur ont choisi de résister en optant tantôt pour des alliances idéologiques et politiques avec les Noirs, tantôt pour un repli sur eux-mêmes, en se mariant entre eux et en préservant des enclaves résidentielles, ou encore en réaffirmant leur identité distincte dans la presse et devant les tribunaux.

⁷² James H. Dormon, «Louisiana's "Creoles of Color": Ethnicity, Marginality, and Identity», *Social Science History*, vol. 73, no 3, 1992, p. 615-616, 618-619; James H. Dormon, «Ethnic Groups and "Ethnicity": Some Theoretical Considerations», *The Journal of Ethnic Studies*, vol. 7, no 4, p. 33.

PARTIE I
CONTEXTE HISTORIQUE

CHAPITRE 2

GENÈSE DE LA SOCIÉTÉ TRIPARTITE EN LOUISIANE ET CONSTITUTION D'UNE IDENTITÉ DISTINCTE: LES *GENS DE COULEUR LIBRES*

In the eyes of the Louisiana law, there is [...] all the difference between a free man of color and a slave, that there is between a white man and a slave.

Cour suprême de la Louisiane, *State v. Harrison*, 1856¹

Dans ce chapitre, nous présenterons la genèse de la société tripartite en Louisiane et les circonstances dans lesquelles les gens de couleur libres ont émergé. Le but est de montrer que ceux-ci sont nés au XVIIIe siècle, durant la période coloniale française, dans un contexte où les relations raciales étaient marquées par la flexibilité, mais que leur identité et prise de conscience d'appartenir à une collectivité distincte se sont consolidées au cours du XIXe siècle. Curieusement, à partir de 1803, dans un contexte américain hostile aux relations raciales flexibles, la société tripartite, plutôt que de disparaître au profit d'un système de relations raciales binaires, s'est renforcée et avec elle, s'est renforcée aussi la population de couleur libre. Il faudra une guerre civile pour que la triple stratification sociale disparaisse en Louisiane, le transfert aux États-Unis en 1803 ne lui ayant pas été fatal, au contraire. Plusieurs facteurs ont contribué à pousser son développement au XIXe siècle et chacun d'eux fera l'objet d'une sous-section du chapitre. Mais avant de les aborder, nous examinerons le contexte d'émergence de la société tripartite en Louisiane sous les règnes coloniaux français et espagnol. Dans ce premier point, nous insisterons notamment sur le déséquilibre des sexes chronique dans la colonie et sur le fait que ce fut vers la fin du XVIIIe siècle que les gens de couleur libres ont atteint un seuil démographique suffisamment important pour commencer à prendre conscience de leur identité de groupe. Ce processus de prise de conscience

¹ Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro: Cases from the Courts of Georgia, Florida, Alabama, Mississippi, and Louisiana*, vol. 3, New York, Octagon Books Inc., 1968, p. 649.

identitaire, qui a commencé mais qui ne s'est pas achevé sous la période espagnole, se poursuivra tout au long du XIX^e siècle².

Nous analyserons ensuite les éléments conjoncturels et institutionnels qui ont fait en sorte que, malgré la méfiance des Américains à l'égard de la société tripartite, l'identité et la position intermédiaire privilégiée des gens de couleur libres se sont maintenues, voire fortifiées, après 1803. Leur statut particulier fut assuré au XIX^e siècle grâce aux quatre facteurs suivants: une série de décisions favorables rendues par la Cour suprême de la Louisiane entre 1810 et 1860, l'arrivée des réfugiés de Saint-Domingue qui, en 1809, sont venus gonfler les rangs de la population mulâtre francophone de la Nouvelle-Orléans et la pratique du «plaçage» qui a contribué au blanchiment du groupe et à consolider son niveau de richesse et d'influence. Il fut aussi assuré grâce aux besoins économiques de la Nouvelle-Orléans pour leurs compétences et qualifications professionnelles au moment où celle-ci devenait la ville portuaire la plus importante du Sud. Entre 1810 et 1850, les gens de couleur libres ont connu une période de prospérité remarquable et malgré la répression des dix dernières années de la période *antebellum*, ils ont continué à se développer jusqu'à la guerre de Sécession. Nous traçons donc, dans ce chapitre, le parcours qu'ils ont effectué depuis leur naissance durant la période coloniale française jusqu'à la consolidation de leur statut intermédiaire durant la période *antebellum*. Nous revenons en arrière dans le temps afin d'examiner l'évolution de leur identité distincte et de déterminer à quand remonte exactement leur prise de conscience ethnique. Ce retour en arrière dans le temps est important pour le reste de la thèse puisqu'il permet de mesurer l'étendue des changements apportés par les événements des années 1860. Étant donné que nous insistons sur le fait que le sentiment d'appartenance identitaire des Créoles de couleur a joué un rôle fondamental dans leur désir de se dissocier des affranchis, il nous semblait tout à fait pertinent de retracer l'évolution de cette identité en remontant à sa genèse. Au terme de ce chapitre, il faut retenir que la société tripartite a été établie et maintenue en Louisiane parce que les Blancs avaient avantage à encourager le développement d'une tierce catégorie sociale dans laquelle des individus mixtes pouvaient prospérer à l'intérieur du système esclavagiste et que ce type de société a eu pour effet de créer un écart considérable entre gens de couleur et Noirs parce qu'il a donné la

² Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places: Free Black Society in Colonial New Orleans, 1769-1803*, deuxième édition, Durham, Duke University Press, 2002, p. 1-2.

possibilité aux premiers de se forger une identité distincte des seconds. Mais il faut aussi retenir l'idée que les gens de couleur libres eux-mêmes ont saisi la chance qui leur était offerte pour se développer, pour prospérer et pour se distinguer de la majorité noire en esclavage.

2.1 Naissance des gens de couleur libres au XVIIIe siècle: de la période française à la période espagnole

2.1.1 La Louisiane française

Plusieurs règnes se sont succédés en Louisiane entre le XVIIIe et le XIXe siècle. De 1699 à 1769, elle a d'abord appartenu à la France. Dès les débuts de la période coloniale française, il y eut des rapprochements sexuels entre colons européens et esclaves africains. Ces relations inter-raciales avaient ceci de particulier: dans la majorité des cas, l'homme était blanc, tandis que la femme était à la fois noire et esclave de son amant blanc. Les enfants issus de ces relations étaient esclaves puisqu'ils héritaient du statut de leur mère, mais il arrivait couramment que le père blanc émancipe ses descendants de sang-mêlé ainsi que sa maîtresse noire. Ces rapprochements initiaux et fréquents entre les races sont précisément à l'origine de la création d'une troisième catégorie d'individus mixtes qui bénéficiaient souvent d'un affranchissement et qui seront rapidement connus sous l'appellation gens de couleur libres³.

La fréquence des relations sexuelles entre les races était telle en Louisiane qu'elle a tôt fait d'inquiéter le roi de France. Pour remédier à cette pratique jugée corruptrice, quelques années après la fondation de la Nouvelle-Orléans en 1718, Louis XV a fait adapter pour la Louisiane les lois qui régissaient depuis 1685 la condition des esclaves dans les îles françaises en interdisant pour la première fois le mariage et le concubinage inter-racial⁴. Le Code noir louisianais avait pour but d'empêcher le mélange racial et d'éviter que la population mulâtre libre ne devienne trop abondante, comme ce fut le cas à Saint-Domingue

³ Virginia Dominguez, *White by Definition: Social Classification in Creole Louisiana*, New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press, 1986, p. 23; Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue: A Comparative Portrait of Two Three-Caste Slave Societies», *Journal of Social History*, vol. 3, no 4, 1970, p. 408-409.

⁴ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 44.

où les relations entre Blancs et Noirs n'étaient pas illégales et où le nombre de gens de couleur libres était devenu très élevé au XVIII^e siècle en raison des nombreux cas de manumissions d'enfants mixtes⁵. En vertu du Code noir révisé pour le contexte louisianais et promulgué par les autorités françaises en 1724, l'amour entre Blancs et Noirs était formellement interdit, de même qu'il était défendu aux «Noirs affranchis ou nés libres de vivre en concubinage avec des esclaves» (Code noir, article 6)⁶. Malgré les lois prohibitives et les restrictions d'un système légal qui préconisait l'endogamie raciale, non seulement un groupe intermédiaire de sang-mêlé s'est-il constitué en Louisiane, mais ce groupe avait aussi une reconnaissance légale qui, dès la période coloniale française, conférait à ses membres un statut de quasi-citoyenneté. Le système légal français interdisait les relations entre les races et pourtant, il reconnaissait l'existence du groupe intermédiaire issu bien souvent de ces relations illégales, en plus de lui octroyer d'importants droits de citoyens. Très tôt la Louisiane, et plus spécifiquement la Nouvelle-Orléans, est devenue le théâtre d'un métissage considérable mais tabou et très tôt une corrélation entre couleur et statut pouvait y être établie.

En plus de l'article 6 qui reconnaissait l'existence d'une troisième catégorie d'individus située entre les Blancs et les esclaves, celle-ci était reconnue aussi par l'article 54 du Code noir selon lequel les affranchis bénéficiaient des mêmes droits et privilèges que les personnes nées libres. Les «Noirs affranchis ou nés libres» jouissaient, certes, d'une reconnaissance légale et d'une place intermédiaire avantageuse en Louisiane, mais le Code noir français s'assurait qu'ils ne soient jamais totalement libres ou qu'ils ne se considèrent jamais égaux aux Blancs. L'article 34 dudit Code noir spécifiait qu'ils pouvaient être réduits à la condition d'esclaves si incapables de payer les amendes sévères qui leur étaient infligées pour avoir abrité des esclaves fugitifs, tandis que l'article 53 obligeait les affranchis à afficher

⁵ Thomas Ingersoll, «Free Blacks in a Slave Society: New Orleans, 1718-1812», *William and Mary Quarterly*, vol. 48, no 2, 1991, p. 176; Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue: A Comparative Portrait of Two Three-Caste Slave Societies», *Journal of Social History*, p. 412.

⁶ Une copie des 54 articles du Code noir français est disponible dans l'ouvrage de Charles Gayarré, *History of Louisiana: The American Domination*, New York, W.J. Widdleton, 1866, p. 531-540; Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society: Evidence from Wills in Antebellum New Orleans», *Social Science History*, vol. 18, no 2, 1994, p. 213.

le plus grand respect envers leurs anciens maîtres et leur famille⁷. Si le système légal français accordait aux «Noirs affranchis ou nés libres» des droits de quasi-citoyens, il ne mettait jamais en question la suprématie blanche. Différents des esclaves noirs et des maîtres blancs, ni esclaves ni tout à fait libres, ils allaient devenir les gens de couleur libres et exister comme groupe intermédiaire mixte et indépendant. Dès les premières décennies de la colonisation française, une distinction tripartite légale a donc émergé en Louisiane et l'existence même d'un groupe intermédiaire libre d'origine africaine était souvent le résultat de l'émancipation des enfants issus des rapports sexuels entre colons blancs et esclaves noires, rapports qui sont devenus illégaux à partir de 1724, mais que le Code noir n'a jamais réussi à stopper. Il y avait une discordance entre la loi et le comportement social des colons et si la population mixte a continué à exister après 1724, ce fut parce que les mesures prohibitives n'ont pas été respectées pas plus qu'elles n'ont réellement été renforcées⁸. Le mélange racial s'est maintenu en Louisiane en dépit de son interdiction ainsi que la pratique d'émanciper les enfants nés de ces unions.

Une raison pragmatique explique en grande partie pourquoi les relations inter-raciales ont subsisté en Louisiane malgré les mesures légales qui les bannissaient: la rareté des femmes blanches. L'amour entre hommes blancs et femmes noires s'est développé dès les premières décennies de la colonisation française à cause d'une pénurie de femmes blanches qui incitait les colons à vivre en concubinage avec des maîtresses noires. Le paysage démographique de la Louisiane, et surtout de la Nouvelle-Orléans, a grandement favorisé les rapprochements sexuels inter-raciaux. L'un des premiers recensements à avoir été effectué dans la colonie met en évidence le manque de femmes blanches et montre que le rapport de masculinité chez les Blancs n'était guère propice aux relations endogames. En 1721, il y avait à la Nouvelle-Orléans et ses environs une population blanche composée de 293 hommes, 140 femmes, 96 enfants et 155 serviteurs français, tandis qu'il y avait une population esclave composée de 51 Indiens et de 514 Noirs⁹. Ce dénombrement permet de constater que le

⁷ Thomas Ingersoll, «Free Blacks in a Slave Society», *William and Mary Quarterly*, p. 177.

⁸ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 213-214; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 23-24.

⁹ Ces chiffres sont disponibles dans l'article de Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 409 et dans celui de Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, vol. 7, no 1, 1966, p. 24. Voir aussi le tableau nominatif du recensement dans Jay

déséquilibre des sexes chez les Blancs était considérable, tout comme il permet de constater que le nombre d'esclaves noirs était presque aussi élevé que le nombre de Blancs. Malheureusement, le recensement de 1721 ne spécifie pas le nombre de femmes et d'hommes noirs en esclavage, pas plus qu'il ne rapporte le nombre de personnes de couleur libres. Effectué à peine quelques années après la fondation de la Nouvelle-Orléans, ce recensement est vague et sommaire, mais il a quand même le mérite de révéler que très tôt dans l'histoire de la ville le déséquilibre des sexes chez les Blancs a favorisé les unions inter-raciales. Il faudra attendre la période espagnole après 1769 pour avoir accès à des recensements plus détaillés, lesquels permettront de montrer non seulement que le déséquilibre des sexes a persisté au sein de la population blanche, mais aussi qu'il était inversement proportionnel à celui des esclaves et des personnes de couleur libres. Cette information statistique plus étoffée nous donnera la possibilité de mieux établir qu'il y avait un lien entre le déséquilibre des sexes, les relations inter-raciales et l'existence d'un groupe intermédiaire de sang-mêlé, un groupe qui, par ailleurs, sera recensé pour la première fois dans la colonie en 1732.

Comme l'explique l'historienne Jennifer Spear, jusqu'en 1732 il n'y avait pas de catégorie spécifique dans le recensement pour classer les personnes de couleur libres, mais cette année-là est apparue pour la première fois la catégorie «mulâtre»¹⁰. En 1732, seulement six «mulâtres» étaient énumérés à la Nouvelle-Orléans. Pour cinq d'entre eux, le nom et le statut social n'avaient pas été précisés, mais comme ces personnes sans identité vivaient au sein de familles dont les chefs étaient d'origine européenne, Spear conclut qu'il s'agissait probablement d'esclaves. En ce qui concerne le sixième individu énuméré, celui-ci était un homme prénommé Xavier et il portait l'étiquette «mulâtre libre»¹¹. Le lien entre couleur et statut ne pouvait encore être établi à la Nouvelle-Orléans une dizaine d'années après sa fondation, du moins pas à partir du recensement de 1732, mais plus la population métisse augmentait plus il était clair que le mélange racial constituait une cause importante de manumission. En 1771, soit deux ans après que la Louisiane devienne formellement

K. Ditchy, «Early Census Tables of Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 13, 1930, p. 214-220.

¹⁰ Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2009, p. 94; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 45; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 24; Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, p. 33.

¹¹ Jennifer Spear, *op. cit.*, p. 94-95.

espagnole, la population de couleur libre monta à 97 individus dont 68 étaient étiquetés «mulâtres» et en 1778 il y avait à la Nouvelle-Orléans 353 personnes de couleur libres dont 248 étaient classées comme tels, c'est-à-dire comme «mulâtres». Dans les deux cas, les chiffres révèlent que 70 pour cent de la population de couleur libre était «mulâtre», tandis que pour la population esclave, les taux oscillaient autour de 20 pour cent¹². Ces données statistiques prouvent que la population de couleur libre a tôt fait d'être associée à la mixité raciale et plus le temps passait plus le lien entre couleur et statut s'accroissait. Tous les mulâtres n'étaient pas forcément libres, mais à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle la corrélation entre liberté et mixité raciale devenait de plus en plus évidente. En 1850, 81 pour cent des 9 905 personnes de couleur libres étaient «mulâtres» à la Nouvelle-Orléans¹³. Dans une société où les relations inter-raciales étaient interdites à partir de 1724, les chiffres mettent en évidence la fréquence des unions entre les races et montrent à quel point la loi était difficile à faire appliquer. Si, avec cet interdit du Code noir, les Français ont réussi à instaurer une tradition légale qui allait durer jusqu'à une époque relativement récente en Louisiane (sauf brève interruption durant la Reconstruction), dans les faits ils sont loin d'avoir réussi à supprimer le phénomène du mélange racial¹⁴. En témoigne la présence soutenue d'une population de race mixte, qu'elle ait été libre ou esclave.

Les «filles à la cassette» expédiées à la Nouvelle-Orléans entre 1728 et 1751 représentent, avec le Code noir de 1724, la tentative que fit le roi de France pour remédier au manque de femmes blanches et empêcher le mélange des races. Envoyées en Louisiane afin de se marier avec des colons blancs, les «filles» étaient minutieusement choisies en fonction de leurs compétences ménagères et de leurs qualités morales. Ces jeunes femmes à marier

¹² Les chiffres de 1771 proviennent de Kimberly Hanger, «The Fortunes of Women in America: Spanish New Orleans's Free Women of African Descent and their Relations with Slave Women», dans *Discovering the Women in Slavery: Emancipating Perspectives on the American Past*, sous la direction de Patricia Morton, Athens, University of Georgia Press, 1996, p. 157 et de Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 91-92; les chiffres de 1778 proviennent, pour leur part, de Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 24 et de David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 381.

¹³ David Rankin, *loc. cit.*, p. 381; Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 206.

¹⁴ Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, p. 33; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 44.

portaient le nom de «filles à la cassette» car elles se voyaient octroyer par la couronne française le trousseau qui allait leur permettre de fonder un foyer convenable en Amérique¹⁵. Malgré les femmes vertueuses envoyées par le roi dans la colonie, elles n'ont jamais été assez nombreuses pour satisfaire les besoins des hommes blancs qui continuaient à prendre des maîtresses parmi leurs esclaves et qui, en émancipant leurs enfants de race mixte, continuaient à faire croître la population mulâtre libre. Cette pratique est à l'origine des gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans et toutes les familles créoles de couleur orléanaises en furent issues¹⁶. Si les relations entre colons blancs et femmes noires en esclavage sont effectivement à l'origine des gens de couleur libres, ce fut le système du «plaçage» qui a contribué au blanchiment du groupe et qui a consolidé son identité ethnique et phénotypique.

Le «plaçage» était une sorte d'arrangement formel, parfois même contractuel, entre un homme blanc et une femme de couleur libre. La femme qui prenait part à cette pratique et qui se «plaçait» sous la protection d'un homme blanc était connue sous le nom de «placée». Malgré le fait que ces unions ne pouvaient être légalisées par une reconnaissance de l'État, dans leur communauté, les «placées» étaient considérées comme les épouses légitimes de leur «protecteur» blanc¹⁷. Aucun historien n'est très explicite quant aux origines du «plaçage» en Louisiane. Nous savons toutefois que cette pratique était issue des relations entre colons blancs et esclaves noires et elle semble avoir connu son apogée entre la fin du XVIIIe siècle et la première moitié du XIXe siècle. Nées durant la période coloniale française, les relations inter-raciales se sont maintenues en Louisiane au cours de la période subséquente, mais elles se sont transformées avec la population de couleur libre qui augmentait. Sous les administrations espagnoles et américaines, il y avait toujours des relations entre hommes blancs et esclaves noires à la Nouvelle-Orléans, mais avec la population de couleur libre qui se développait, se développèrent aussi les relations entre hommes blancs et femmes de

¹⁵ George Washington Cable, «Louisiana, New Orleans», dans *Report on the Social Statistics of Cities: Part II, The Southern and the Western States*, sous la dir. de George E. Waring, New York, Arno Press and the New York Times, 1970, c1887, p. 217, 219; James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 14, 16; Monique Guillory, *Some Enchanted Evening on the Auction Block: The Cultural Legacy of the New Orleans Quadroon Balls*, thèse de doctorat (littérature comparée), New York University, 1999, p. 110-111.

¹⁶ James Cowan (dir.), *op. cit.*, p. 16.

¹⁷ Mary Gehman, *The Free People of Color of New Orleans: An Introduction*, New Orleans, Margaret Media, 1994, p. 37.

couleur libres. Même si de plus en plus les historiennes et les historiens font preuve de circonspection lorsqu'ils abordent la question du «plaçage» et qu'ils rejettent certaines généralisations simplistes au sujet des personnes qui y prenaient part, la cohabitation inter-raciale qu'elle impliquait et son importance à la Nouvelle-Orléans ne sont pas contestées¹⁸. Précisément en raison des remises en questions récentes au sujet du «plaçage», nous utilisons le mot en le mettant entre guillemets.

Ainsi, la population de couleur libre de la Nouvelle-Orléans doit son existence à deux pratiques qui se sont mises en place dès le début de la colonisation française: les manumissions et les relations raciales exogames. Si nous pouvons attribuer l'existence des personnes de couleur libres à ces deux phénomènes inter-reliés, il est plus difficile de déterminer avec exactitude combien d'entre elles vivaient à la Nouvelle-Orléans durant la période française puisque les recenseurs manquaient souvent de rigueur dans leur utilisation des étiquettes raciales. Une chose est sûre cependant, de limité qu'était leur nombre lorsque la France quitta la colonie, il augmenta considérablement au cours de la période suivante grâce, entre autres, aux politiques d'émancipation plus souples instaurées par les autorités hispaniques. Lorsque l'Espagne prit officiellement le contrôle de la colonie en 1769, les recenseurs ont commencé à distinguer de manière plus systématique les personnes d'origine africaine, libres et/ou asservies. Il fallut attendre la deuxième moitié du XVIII^e siècle pour que les listes nominatives des recensements fassent les distinctions appropriées entre gens de couleur libres et esclaves, c'est-à-dire entre les *pardos* (Noirs pâles) et les *morenos* (Noirs foncés)¹⁹. Sous l'administration française, la place des gens de couleur libres n'était pas encore bien définie dans la colonie, pas plus que les étiquettes utilisées pour les identifier. Reconnus par le Code noir de 1724, les «Noirs affranchis ou nés libres» occupaient une position à part dans la hiérarchie socio-raciale de la ville, mais ce segment de la population était encore rudimentaire durant la période coloniale française et rudimentaires étaient aussi

¹⁸ Voir les travaux de Kenneth Aslakson, «The Quadroon-Plaçage Myth of Antebellum New Orleans: Anglo-American (Mis)interpretation of a French-Caribbean Phenomenon», *Journal of Social History*, vol. 45, no 3, 2012 et de Emily Clark, *The Strange History of the American Quadroon: Free Women of Color in the Revolutionary Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013.

¹⁹ Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 6-7, 99; Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 12.

les termes utilisés, notamment par les recenseurs, pour les définir²⁰. La société tripartite louisianaise est née avec l'arrivée des colons français au début du XVIII^e siècle, soit, mais elle se développa réellement au cours de la période subséquente. Les Espagnols vont renforcer le système à trois niveaux que le Code noir français avait introduit en consolidant la position distincte des gens de couleur libres et en codifiant la société en trois catégories bien définies: les Blancs, les gens de couleur libres et les esclaves²¹.

2.1.2 La Louisiane espagnole

Ce fut en 1763 que la France céda le territoire louisianais aux Espagnols. Par contre, ceux-ci n'en prirent officiellement les commandes qu'à partir de 1769. Après avoir appartenu à la France pendant plus d'un demi-siècle, la Louisiane a appartenu à l'Espagne de 1769 à 1803. Sous ce règne, la société tripartite s'est consolidée à la Nouvelle-Orléans et la population de couleur libre a augmenté considérablement en raison des manumissions initiées par les maîtres blancs qui continuaient à libérer leurs compagnes noires ainsi que leurs enfants de race mixte, mais aussi en raison des pratiques d'émancipation plus flexibles mises de l'avant par les autorités espagnoles, parmi lesquelles la *coartacion*. Cette pratique d'émancipation permettait aux esclaves d'accéder à la liberté sans avoir à compter uniquement sur la générosité des Blancs. Moyennant une somme d'argent pour laquelle ils s'étaient préalablement entendus avec leur maître ou, le cas échéant, arbitrée par une cour de justice, ils avaient la possibilité de se libérer en achetant leur liberté. Si les maîtres refusaient d'émanciper ainsi leurs esclaves, ceux-ci pouvaient avoir recours aux tribunaux²². Les esclaves continuaient donc à obtenir leur liberté grâce aux manumissions reliées à la volonté des maîtres, qui étaient souvent la conséquence d'une relation entre un homme blanc et une femme esclave, mais la *coartacion* a également contribué à faire croître de manière

²⁰ Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 78.

²¹ *Ibid.*, p. 101.

²² Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 410; Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 25; Kimberly Hanger, «The Fortunes of Women in America», dans *Discovering the Women in Slavery*, p. 157; Virginia Gould, «Urban Slavery-Urban Freedom: The Manumission of Jacqueline Lemelle», dans *More than Chattel: Black Women and Slavery in the Americas*, sous la dir. de David Barry Gaspar et Darlene Clark Hine, Indianapolis, Indiana University Press, 1996, p. 305.

significative la population de couleur libre sous le règne espagnol²³. Comme l'indique le tableau 1, entre 1771 et 1805, la population de couleur libre à la Nouvelle-Orléans passa de 97 à 1 566. Alors que la population blanche doubla et que la population esclave tripla (ou presque), la population de couleur, quant à elle, augmenta en se multipliant par seize²⁴. Celle-ci augmenta non seulement en chiffres absolus, mais aussi en proportion: par rapport à la population non-blanche, elle passa de 7,3 pour cent à 33,5 pour cent et par rapport à la population totale, elle passa de 3,1 pour cent à 19,0 pour cent. En plus des manumissions réalisées grâce à l'initiative des esclaves et/ou des maîtres blancs, l'immigration et l'accroissement naturel ont contribué également à faire augmenter la population de couleur libre durant la période espagnole.

Tableau 1²⁵
Population de la Nouvelle-Orléans, classée par race, statut et sexe, 1771-1805

Année	Hommes blancs	Femmes blanches	Total	Hommes couleur libres	Femmes couleur libres	Total	Hommes esclaves	Femmes esclaves	Total
1771	--	--	1803	--	--	97	--	--	1227
1777	1104	632	1736	101	214	315	518	633	1151
1788	1310	1060	2370	233	587	820	956	1175	2131
1791	1474	912	2386	324	538	862	871	918	1789
1805	1901	1650	3551	624	942	1566	1338	1767	3105

²³ Durant la période française, moins de 150 esclaves ont été émancipés, tandis que durant la période espagnole, ce nombre augmenta à presque 2000, tout type de manumission confondu. Au total, entre 1771 et 1803, plus de la moitié des 1921 manumissions étaient reliées à la *coartacion*, mais Hanger précise que plus la période espagnole avançait, plus le nombre de manumissions initiées par les esclaves eux-mêmes augmentait. Voir Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 27; Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 7, 112; Kenneth Aslakson, *Making Race: The Role of Free Blacks in the Development of New Orleans' Three-Caste Society, 1791-1812*, thèse de doctorat (histoire), University of Texas, 2007, p. 94.

²⁴ Kimberly Hanger, «The Fortunes of Women in America», dans *Discovering the Women in Slavery*, p. 156.

²⁵ Traduction du tableau produit par Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 22.

En instaurant des mesures comme la *coartacion*, l'Espagne avait supprimé pratiquement tous les obstacles aux manumissions et encourageait, par conséquent, l'accroissement de la population de couleur libre. Elle cherchait toutefois à limiter le mélange des races en interdisant, de manière plus précise que les Français, les relations inter-raciales qui en étaient responsables, autant celles qui impliquaient les Blancs et les Noirs que celles qui impliquaient les Blancs et les personnes de couleur libres. Si l'Espagne était plus souple dans ses politiques de manumissions que la France, elle était plus rigide, en revanche, en ce qui concerne ses politiques de contrôle du mélange des races. En d'autres termes, les Espagnols ont maintenu les restrictions sur les relations inter-raciales qu'avaient imposées les Français, mais ils sont allés un peu plus loin que leurs prédécesseurs. Pour remédier aux unions entre les races, le Code noir promulgué par les autorités hispaniques en 1777 a incorporé l'article 6 du Code noir français en y ajoutant une nuance: l'interdiction du concubinage et des mariages inter-raciaux s'appliquait aussi bien aux Blancs et aux mulâtres qu'aux Blancs et aux Noirs²⁶. Le Code noir français n'interdisait pas le mariage et le concubinage entre Blancs et personnes de couleur libres ni le mariage entre personnes de couleur libres et esclaves. La raison était probablement attribuable au fait qu'en 1724, lorsque le Code fut mis en place, la population de couleur libre encore naissante n'était pas assez nombreuse dans la colonie pour que son comportement sexuel représente un enjeu. La situation changea toutefois au cours de la période espagnole et en 1777 des précisions sur l'interdit des relations inter-raciales furent apportées. Selon le Code noir espagnol, les mariages entre Blancs et mulâtres étaient prohibés ainsi que le concubinage entre hommes blancs et femmes esclaves et celui entre hommes blancs et femmes de couleur libres. Étaient interdits également les mariages entre personnes de couleur libres et esclaves (Code noir, articles 6, 9, 11)²⁷. Sous la période hispanique, toute forme de relation exogame entre Blancs, gens de couleur libres et esclaves était interdite, qu'il s'agisse du mariage ou du concubinage.

Une autre mesure légale a été imposée par l'administration espagnole contre le croisement des races et, plus spécifiquement, contre les unions entre hommes blancs et femmes de couleur libres: la loi dite du tignon. Émise en 1786 par le gouverneur Don Esteban

²⁶ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 213.

²⁷ *Ibid.*, p. 213.

Miro dans son *Bando de buen gobierno*, cette mesure légale visait à mettre un frein à la fréquence des relations inter-raciales et à décourager notamment la pratique du «plaçage» en exigeant que les femmes de couleur libres renoncent à leur mode de vie qualifié de libertin et qu'elles travaillent pour subvenir dignement à leurs besoins plutôt que de compter sur le concubinage et les plaisirs sexuels. Si elles ne se pliaient pas à cette exigence, elles risquaient d'être expulsées de la colonie. Pour limiter les unions entre hommes blancs et femmes de couleur libres, il fallait non seulement, selon Miro, remédier à la mauvaise conduite de ces dernières, mais encore fallait-il atténuer leur charme afin qu'elles soient moins susceptibles de plaire aux hommes blancs. La loi du tignon interdisait à ces femmes, reconnues pour leur grande beauté, de porter des bijoux, exigeait qu'elles se vêtissent simplement et qu'elles recouvrent leurs cheveux d'un turban²⁸. Par cette loi, le gouverneur cherchait aussi à apaiser la colère des femmes blanches apparemment jalouses de la beauté des mulâtresses et, de manière symbolique, il voulait forcer les femmes de couleur libres à rétablir leur lien avec l'esclavage en arborant le foulard, accessoire porté par les esclaves pour signifier leur statut inférieur. Cette loi ignorait la condition sociale, économique et légale des femmes visées et elle désavouait complètement leur appartenance à la communauté blanche. Les femmes de couleur libres, qui devenaient trop pâles aux yeux des autorités espagnoles, devaient être rapprochées de leurs origines africaines et donc serviles²⁹. Bref, la loi du tignon témoigne de la prépondérance du concubinage entre hommes blancs et femmes de couleur libres vers la fin du XVIIIe siècle et de l'inquiétude du gouverneur espagnol devant l'ampleur de ce phénomène qu'il voulait contrer, entre autres, en avilissant la beauté féminine métissée. Or, ni les lois restrictives, ni le port du tignon n'ont empêché la perpétuation des relations inter-raciales, lesquelles se sont maintenues à la Nouvelle-Orléans au-delà du XVIIIe siècle. L'une des principales raisons étant, encore une fois, d'ordre démographique, à savoir la rareté des femmes blanches et le surplus des femmes non-blanches.

²⁸ Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, p. 34; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 24.

²⁹ Joan Martin, «Plaçage and the Louisiana Gens de Couleur Libre: How Race and Sex Defined the Lifestyles of Free Women of Color», dans *Creole: The History and Legacy of Louisiana's Free People of Color*, sous la dir. de Sybil Kein, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000, p. 62.

Plus détaillés pour la période espagnole, les recensements de la Nouvelle-Orléans mettent en évidence la situation démographique favorable aux relations inter-raciales. Comme le montre le tableau 1, durant toute cette période, les effectifs d'hommes blancs dépassaient systématiquement ceux des femmes blanches, tandis que les femmes noires et de couleur libres étaient toujours plus nombreuses que leurs homologues masculins. Le déséquilibre des sexes inversement proportionnel à la Nouvelle-Orléans a joué un rôle fondamental dans le métissage de la population et il explique en grande partie son comportement exogame. Les hommes blancs, en surnombre relativement aux femmes blanches, se seraient tournés vers les femmes noires et de couleur libres numériquement disponibles. Avec un rapport de masculinité en moyenne de 154 pour la période espagnole chez les Blancs et de 73 chez les non-Blancs, le métissage à la Nouvelle-Orléans était pratiquement inévitable, malgré les lois prohibitives. Parmi les non-Blancs, notons que le déséquilibre des sexes était plus important chez les gens de couleur libres que chez les esclaves: le rapport de masculinité était en moyenne de 53 chez les premiers et de 84 chez les seconds. Ces rapports de masculinité montrent que les femmes esclaves obtenaient leur liberté plus souvent que les esclaves de sexe masculin. Deux fois plus nombreuses que les hommes de leur groupe, les femmes de couleur libres avaient peu de chances de se trouver un partenaire avec qui elles pouvaient légalement se marier. À défaut de partenaires à marier, elles se mettaient en ménage avec un homme blanc. Les effectifs féminins chez les esclaves étaient supérieurs aux effectifs masculins parce que la nature de l'esclavage urbain favorisait l'emploi de domestiques et de nourrices, fonctions comblées surtout par des femmes noires; tandis que l'excédent de femmes chez les gens de couleur libres reflétait le nombre de manumissions plus élevées d'esclaves féminins, qui étaient souvent la conséquence d'une relation de concubinage entre une esclave et son maître³⁰. La situation démographique à la Nouvelle-Orléans sous le règne espagnol était donc favorable à un comportement exogame, en particulier entre femmes de couleur libres et hommes blancs.

³⁰ Sur les 1921 esclaves qui ont été émancipés entre 1771 et 1803, 1168 étaient des femmes (60,8 pour cent), 645 étaient des hommes (33,5 pour cent) et dans le cas de 108 manumissions, le sexe était inconnu (5,6 pour cent). Sur les 1168 manumissions, 484 femmes ont obtenu la liberté gracieusement de leurs maîtres et 684 l'ont achetée; tandis que pour les hommes, sur les 645 manumissions, 257 ont obtenu la liberté grâce à leurs maîtres et 388 l'ont achetée. Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 94.

Qu'il s'agisse des relations entre un maître blanc et une esclave noire ou des relations entre un homme blanc et une femme de couleur libre, les lois prohibitives n'ont pas empêché les rapports sexuels inter-raciaux de se maintenir durant toute la période espagnole et de contribuer dans une large mesure à faire augmenter la population de couleur libre entre 1771 et 1805. Si le système légal espagnol visait à empêcher les unions exogames favorables à l'accroissement d'une population intermédiaire de sang-mêlé, le même système légal encourageait le développement d'une tierce catégorie sociale en élaborant des politiques de manumission plus flexibles. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les autorités hispaniques, sans encourager les relations exogames, encourageaient par la *coartacion* l'expansion d'une population de couleur libre. D'une part, les politiques plus souples d'émancipation implantées par l'Espagne avaient pour but d'assurer un certain contrôle dans la colonie en incitant les esclaves à être de bons travailleurs productifs qui pouvaient aspirer à la liberté par des moyens légaux plutôt que subversifs. D'autre part, si elle favorisait l'accroissement d'une population de couleur libre en Louisiane, ce fut pour remplir des fonctions économiques spécifiques. En effet, cette population intermédiaire devait servir à compenser le manque de main-d'œuvre chronique dans certains secteurs d'activités professionnelles, à occuper des emplois essentiels au développement de la colonie, mais que les Blancs refusaient d'exercer, ou qu'ils ne voulaient pas laisser entre les mains de leurs esclaves, et à stimuler l'activité portuaire en vendant et en achetant les biens et les services offerts à la Nouvelle-Orléans³¹. En plus de jouer un rôle économique important durant toute la période hispanique, les hommes de couleur libres étaient utilisés dans l'armée pour défendre la colonie, maintenir les infrastructures et capturer les esclaves fugitifs³². Les Espagnols encourageaient l'essor d'une tierce catégorie sociale afin de stimuler l'économie et assurer la défense de la Louisiane, soit, mais il ne fallait pas qu'elle développe d'affinités avec les esclaves. Les autorités devaient faire en sorte que les gens de couleur libres s'identifient aux Blancs, sans être leurs égaux, et qu'ils aient intérêt à vouloir préserver le système esclavagiste en leur donnant les moyens de prospérer à l'intérieur de ce système. Les gens de couleur libres, de leur côté, ont saisi la

³¹ Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 24-26; Kimberly Hanger, «The Fortunes of Women in America», dans *Discovering the Women in Slavery*, p. 155-156; Thomas Ingersoll, «Free Blacks in a Slave Society», *William and Mary Quarterly*, p. 182.

³² Kimberly Hanger, «The Fortunes of Women in America», dans *op. cit.*, p. 155-156.

chance qui leur était offerte pour s'enrichir et pour se développer dans leur position intermédiaire de quasi-citoyenneté. Ils ont profité de la flexibilité du système pour s'instruire, se lancer en affaires et accumuler des biens³³. En 1795, l'Espagne a même renforcé le statut privilégié des gens de couleur libres en instaurant une loi qui avait pour but d'assurer leur sécurité et de protéger leurs droits de propriété au même titre que les Blancs: «Free people of color, enjoying by law the same advantages with the other members of the nation with which they are incorporated, may not be molested in the possession of their property, injured, or illtreated under penalties provided by laws for the safety and security of the property of white persons»³⁴.

Il faut dire qu'à partir de 1788, la population non-blanche à la Nouvelle-Orléans dépassa pour la première fois la population blanche. Face à cette réalité, l'Espagne devait éviter plus que jamais un rapprochement entre esclaves et gens de couleur libres. De 42,3 pour cent à 45,8 pour cent entre 1771 et 1777, la population non-blanche augmenta à 55,5 pour cent en 1788 pour atteindre une proportion de presque 57 pour cent en 1805. L'administration espagnole avait donc intérêt à transformer deux «alliés potentiels en antagonistes»³⁵, surtout après 1788. Étant donné que cette tendance démographique se poursuivit après l'achat de la Louisiane par les États-Unis en 1803 et qu'en 1810 la population non-blanche atteignit son plus haut niveau avec une proportion de 63,3 pour cent, les Américains furent contraints de suivre l'exemple des Espagnols. Comme nous le verrons dans la prochaine partie, la nouvelle administration avait avantage, elle aussi, à faire en sorte que les gens de couleur libres servent de tampons entre les Blancs et les esclaves et qu'ils s'identifient aux premiers plutôt qu'aux seconds. Malgré leur méfiance à l'égard du système tripartite, les autorités américaines ont permis aux gens de couleur libres de continuer à se développer tout au long du XIXe siècle. Sans jamais remettre en question la suprématie blanche, les Espagnols, comme leurs successeurs américains, reconnaissaient les gens de couleur libres et leur donnaient les moyens de prospérer. En retour, explique Rankin, les gens

³³ Monique Guillory, *Some Enchanted Evening on the Auction Block*, p. 125-126.

³⁴ Cité dans Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, p. 49.

³⁵ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 430.

de couleur libres ont montré à maintes reprises leur allégeance au système esclavagiste en aidant les Blancs à mater les révoltes fomentées par les esclaves et à capturer les fugitifs³⁶. Ils ont assuré leur position intermédiaire privilégiée en se montrant loyaux à un système qui leur donnait des avantages. Les opportunités qui leur étaient offertes et qu'ils ont saisies afin d'améliorer leur sort ont eu pour effet que les gens de couleur libres se forgent une identité particulière et différente de celle des esclaves et, surtout, qu'ils n'établissent pas d'alliances avec ces derniers pour renverser le système esclavagiste.

La question que nous pouvons poser à ce stade-ci de notre analyse est la suivante: si la genèse des gens de couleur libres remonte à la période coloniale française, à quand remonte, au juste, la genèse du processus de leur prise de conscience identitaire? Pour qu'un sentiment d'appartenance identitaire à un groupe existe, il faut d'abord que le groupe lui-même existe et pour que le groupe existe, il faut qu'il y ait un minimum de personnes pour le constituer. Selon l'historienne Kimberly Hanger, la prise de conscience identitaire des gens de couleur libres est née durant la période coloniale espagnole parce que, effectivement, ces derniers ont atteint au tournant du XIXe siècle un seuil démographique suffisamment important pour qu'un tel phénomène puisse se produire: représentant moins de 5 pour cent de la population totale de la Nouvelle-Orléans en 1771, ils représentaient presque 20 pour cent de cette population en 1805. Une fois que les gens de couleur libres sont devenus assez nombreux pour constituer une entité sociale à part entière, avec des attributs qui leur étaient propres, ils pouvaient alors commencer à développer une conscience de groupe, laquelle était de plus en plus fondée sur la mixité raciale et sur la notion de liberté transmise de génération en génération. Mais, comme le précise Kenneth Aslakson, ce développement avait des limites durant la période espagnole puisque que la *coartacion* faisait en sorte qu'une proportion encore importante de gens de couleur libres était composée d'anciens esclaves. Dans un système où les politiques de manumission se caractérisaient par la flexibilité et où les cloisons entre gens de couleur et esclaves étaient encore poreuses, l'identité des premiers ne pouvait jamais être totalement indépendante de celle des seconds³⁷. Aslakson apporte une

³⁶ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 59.

³⁷ Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 17-18; Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 119.

précision essentielle à l'argument de Hanger, mais celle-ci reconnaît tout de même que le développement identitaire des gens de couleur libres fut un long processus qui a commencé durant la période espagnole et qui s'est poursuivi après 1803³⁸.

En effet, explique Jennifer Spear, qui vient à la fois confirmer et pousser les propos des deux précédents historiens, lorsque les Américains ont acquis la Louisiane en 1803, ils ont abrogé la *coartacion* et cette abrogation a eu pour effet de consolider l'identité des gens de couleur libres au XIXe siècle puisqu'elle leur a permis de se distinguer davantage des esclaves. Leur croissance démographique fut réduite après l'achat de la Louisiane, en raison du nombre de manumissions qui a baissé considérablement, mais leur écart avec les esclaves s'est amplifié. Durant la période *antebellum*, la majorité des gens de couleur libres étaient plus qu'une génération éloignée de l'esclavage³⁹. Si l'abolition de la *coartacion* a privé les esclaves d'un moyen important d'acquérir leur liberté, elle a donné la possibilité aux gens de couleur libres de se démarquer d'eux et de mieux faire ressortir leur identité distincte⁴⁰. De fluide qu'elle était sous le régime espagnol, la cloison entre les deux groupes s'est donc solidifiée au cours du XIXe siècle américain et avec elle s'est solidifiée aussi la conscience identitaire des gens de couleur libres. Telle est la conclusion que nous pouvons tirer des arguments avancés par Hanger, Aslakson et Spear.

Nés durant la période française, les gens de couleur libres ont commencé à se consolider comme groupe distinct au cours de la période espagnole, alors qu'ils sont devenus suffisamment nombreux et organisés pour prendre conscience de leur spécificité à l'intérieur de la structure raciale tripartite. Leur prise de conscience identitaire fut un processus long et complexe qui a commencé durant la période hispanique et qui s'est poursuivi tout au long du XIXe siècle, pour atteindre un point culminant durant la période *antebellum*⁴¹. Malgré la méfiance des Américains, la société tripartite ne s'est pas effacée au profit d'un ordre social de type binaire après 1803. La population de couleur libre a continué à se développer et sa position intermédiaire favorable fut maintenue, voire renforcée. Lorsque les États-Unis ont

³⁸ Kimberly Hanger, *Bounded Lives, Bounded Places*, p. 1-2.

³⁹ Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 7.

⁴⁰ Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 29.

⁴¹ Kimberly Hanger, *op. cit.*, p. 1-2.

fait l'acquisition de la Louisiane, ils avaient beaucoup d'appréhensions face à ces nombreux mulâtres libres, dotés de droits importants. Leurs craintes étaient d'ailleurs palpables à travers les lois restrictives qu'ils n'ont pas tardé à mettre en place. Mais, à l'instar des Espagnols, les autorités américaines ont vite compris qu'il était plus avantageux pour elles de s'en faire des alliés en continuant à leur donner la possibilité de prospérer plutôt que de les persécuter et de les inciter ainsi à se lier aux esclaves pour renverser le système esclavagiste.

2.2 La Louisiane américaine, 1803-1860: consolidation de l'identité ethnique des gens de couleur libres, de la période dite «territoriale» à la période *antebellum*

2.2.1 Les gens de couleur libres et le système judiciaire louisianais

Rétrocédée à la France en 1800, la Louisiane demeura sous administration espagnole jusqu'en novembre 1803. Or, lorsque Napoléon reprit officiellement le contrôle de la colonie, il l'avait déjà vendue aux États-Unis, qui l'ont acquise en décembre de la même année⁴². Précisons que la Louisiane d'alors comprenait un immense territoire qui s'étendait - d'est en ouest - du Mississippi aux Rocheuses et - du nord au sud - de la frontière canadienne au Golfe du Mexique. La partie de cette vaste contrée située complètement au sud, c'est-à-dire dans le Golfe du Mexique, et que les Américains avaient nommé le Territoire d'Orléans, devint l'État de la Louisiane en 1812. Avant même que la Louisiane ne devienne un État américain, les droits des gens de couleur libres furent considérablement réduits par une série de restrictions qui leur avaient été imposées entre 1803 et 1810. En 1806, par exemple, la première législature du Territoire d'Orléans a décrété qu'il était interdit aux gens de couleur libres de se considérer égaux ou supérieurs aux Blancs, tout comme il leur était interdit de les insulter et/ou de les frapper. Sous l'administration américaine, des mesures beaucoup plus sévères étaient imposées aux esclaves qui désiraient acheter leur liberté et aux maîtres qui désiraient les émanciper: l'année 1807 marque la fin de la *coartacion*⁴³. Pour la première fois,

⁴² George Washington Cable, «Louisiana, New Orleans», dans *Report on the Social Statistics of Cities: Part II, The Southern and the Western States*, p. 221, 237; Thomas Ingersoll, «Free Blacks in a Slave Society», *William and Mary Quarterly*, p. 192.

⁴³ Voir le Code noir qui a été élaboré par la législature en 1806 (sect. 40) dans *Acts Passed at the First Session of the First Legislature of the Territory of Orleans*, p. 189, 191. Voir aussi l'acte «Pour établir les conditions et les formes des affranchissements d'esclaves» élaboré par la même instance en 1807 et qui complète le Code noir dans *Acts Passed at the Second Session of the First Legislature of the Territory of Orleans*, p. 83-89.

Documents disponibles en ligne à l'adresse suivante:

en 1808, une loi obligeait les gens de couleur libres à s'identifier comme tels sur tous les documents légaux et le droit de vote qu'ils avaient demandé au nouveau gouvernement par pétition en 1804 leur fut dénié, ainsi que le droit d'occuper des postes politiques⁴⁴. Avec les Américains, les gens de couleur libres furent aussi exclus de l'armée. En 1811, les autorités ont toutefois fait appel à eux pour les aider à mater une révolte d'esclaves (il s'avère qu'elle fut la plus grande révolte d'esclaves à avoir éclaté aux États-Unis) et en 1814-15, le général et futur président Andrew Jackson a eu recours à leurs services lors de la Bataille de la Nouvelle-Orléans pour défendre la Louisiane contre l'envahisseur britannique⁴⁵. Le rôle qu'ils ont joué dans la défense de cette ville lors de la guerre de 1812 va d'ailleurs leur servir de précédent pour réclamer le droit de s'enrôler dans l'armée de l'Union durant la guerre de Sécession et pour revendiquer leurs droits civiques durant la Reconstruction⁴⁶.

Malgré les mesures restrictives mises en place par les États-Unis dès leur acquisition de la Louisiane, et qui seront suivies par d'autres plus sévères dans les années 1850, les gens de couleur libres ont continué à progresser autant en nombre qu'en richesse et leur statut particulier s'est maintenu jusqu'à l'éclatement de la guerre civile. Il en fut ainsi car les Américains ont convenu que la présence d'une tierce catégorie sociale entre les Blancs et les esclaves était nécessaire pour préserver le système esclavagiste, pour protéger l'État contre ses ennemis à la fois intérieurs et extérieurs et pour stimuler l'activité économique de la Nouvelle-Orléans⁴⁷. Les mêmes raisons qui ont permis aux gens de couleur libres de se développer durant la période espagnole, leur ont permis de continuer à le faire durant la période américaine. À ces raisons, il faut en ajouter une autre: au cours du XIX^e siècle esclavagiste, les gens de couleur libres avaient un allié de taille, la Cour suprême de la Louisiane qui, sans jamais remettre en question la suprématie blanche, a constamment

<http://books.google.ca/books?id=r5A0AQAAAJ&printsec=frontcover&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=true>.

⁴⁴ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 422-423; Judith K. Schaffer, *Slavery, the Civil Law, and the Supreme Court of Louisiana*, p. 6.

⁴⁵ Thomas Ingersoll, «Free Blacks in a Slave Society», *William and Mary Quarterly*, p. 198.

⁴⁶ Donald Everett, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, p. 27-28.

⁴⁷ Laura Foner, *loc. cit.*, p. 423.

protégé leur position intermédiaire avantageuse. Elle l'a fait en formalisant la corrélation entre statut et couleur et en accordant aux mulâtres la présomption de liberté. Comme en témoignent les quelques grandes décisions que ses juges ont rendues entre 1810 et 1860, la mixité raciale des gens de couleur était à elle seule une preuve suffisante de liberté en Louisiane.

En 1810, lors du procès *Adelle v. Beauregard*, la Cour suprême du Territoire d'Orléans a déclaré que les «personnes de couleur» étaient présumées libres, tandis que les Noirs étaient présumés esclaves. La présomption de liberté s'appliquait aux sang-mêlé et advenant le cas où un Noir était libre, le fardeau de la preuve reposait sur ses épaules. À partir de 1810, il fut donc décidé par la Cour suprême du Territoire d'Orléans qu'en Louisiane, l'apparence physique déterminerait la place des individus dans la société, c'est-à-dire que «le brun serait la couleur de la liberté et le noir la couleur de l'esclavage»⁴⁸. En 1845, le procès *Sally Miller v. Belmonti* valida la décision de 1810: «Ever since the case of *Adelle v. Beauregard*, it has been the settled doctrine here, that persons of color are presumed to be free ... except as to Africans in the slave-holding States, the presumption is in favor of freedom, and the burden of proof is on him who claims the colored person as a slave»⁴⁹. Lors d'un autre procès connu sous le nom de *l'État v. Powell*, la plus haute instance judiciaire de la Louisiane confirma en 1851 que la présomption d'esclavage s'appliquait uniquement aux Noirs foncés⁵⁰. Quelques années avant la guerre de Sécession, soit en 1856, une autre grande décision rendue par la Cour suprême de l'État réaffirma la position intermédiaire privilégiée des gens de couleur libres. Sans parler d'égalité entre ces derniers et les Blancs, à l'issue du procès *l'État v. Harrison*, elle reconnaissait clairement que les gens de couleur libres étaient supérieurs aux Noirs:

⁴⁸ Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro*, p. 447. La citation est de Christian Alcindor, *Les gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans, 1803-1865: leur rang social dans la société esclavagiste*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1995, p. 28.

⁴⁹ Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *op. cit.*, p. 571. Pour plus d'informations sur les deux procès, et surtout sur le premier, voir le chapitre 2 de Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 56-89.

⁵⁰ Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *op. cit.*, p. 616.

In the eye of the Louisiana law, there is (with the exception of political rights, of certain social privileges, and of the obligation of jury and militia service) all the difference between a free man of color and a slave, that there is between a white man and a slave. The free man of color is capable of contracting [...] can acquire by inheritance and transmit property by will. He is a competent witness in all civil suits [...] he is tried with the same formalities, and by the same tribunal, as the white man⁵¹.

N'ayant pas été fixée de manière formelle lorsque les États-Unis ont annexé la Louisiane, la question du statut des gens de couleur libres fut réglée par les tribunaux avec la décision phare de 1810 et ce, jusqu'à la guerre de Sécession.

De toute évidence, explique Judith Schaffer, l'américanisation de la Louisiane n'était pas un fait accompli à la fin de la période *antebellum*. Contrairement aux autres États du Sud où mulâtres et Noirs étaient inclus dans la même catégorie sociale, en Louisiane, un demi-siècle après l'acquisition de la colonie par les États-Unis, l'américanisation n'était pas réalisée dans sa totalité puisque le système tripartite ne fut pas remplacé par le système binaire. Il faudra attendre la guerre de Sécession pour que le processus d'assimilation à la culture et aux valeurs raciales anglo-saxonnes dominantes soit vraiment palpable en Louisiane. En associant noirceur à esclavage et mixité raciale à liberté, les décisions judiciaires résumées au paragraphe précédent reflétaient la spécificité de la Nouvelle-Orléans où, en 1860, plus de 80 pour cent des mulâtres étaient des gens de couleur libres et 90 pour cent des Noirs étaient des esclaves⁵². En 1810, la Cour suprême de la Louisiane a non seulement sanctionné la corrélation entre couleur et statut, mais elle a aussi établi que le mot «couleur» de l'expression «gens de couleur libres» était un euphémisme de noir qui impliquait à la fois mixité raciale et liberté. Malgré la préférence des Américains pour un système de relations raciales de type binaire, les décisions rendues par les juges de la Louisiane entre 1810 et 1860 montrent que la position intermédiaire des gens de couleur libres s'est consolidée, voire institutionnalisée, tout au long du XIXe siècle. La Cour suprême

⁵¹ Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro*, p. 393, 649-650.

⁵² Judith K. Schaffer, *Slavery, the Civil Law, and the Supreme Court of Louisiana*, p. 20-21; James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 20.

a confirmé à plusieurs reprises leur statut avantageux et elle leur a permis ainsi de continuer à se développer.

La décision de 1810 a créé un précédent avantageux pour les gens de couleur puisqu'elle leur a permis de maintenir leur position intermédiaire jusqu'à la guerre de Sécession. Il faut dire qu'entre 1805 et 1830, la proportion des non-Blancs à la Nouvelle-Orléans était systématiquement supérieure à celle des Blancs et qu'au moment où la Cour suprême a inauguré sa série de décisions, soit en 1810, les premiers représentaient plus de 60 pour cent de la population totale de ville, tandis que les seconds en représentaient moins de 40 pour cent (tableau 2). Influencée par les valeurs raciales prédominantes en Louisiane, la décision de 1810 fut aussi influencée par le contexte démographique où elle fut prise. Dans un tel contexte, il fallait éviter toute alliance possible entre gens de couleur et Noirs et pour ce faire, le maintien de la société tripartite était la meilleure option qui s'offrait aux autorités américaines. La nouvelle administration n'avait aucun intérêt à imposer en Louisiane le système de relations raciales binaires existant dans les autres États sudistes. Lorsque le Territoire d'Orléans devint un État américain en 1812, le statut des gens de couleur libres avait donc été reconnu de manière officielle. Les Américains avaient choisi d'en faire de bons citoyens loyaux au système esclavagiste plutôt que de les laisser développer une complicité avec les esclaves. Mais pourquoi, en 1810, la population non-blanche était-elle aussi élevée à la Nouvelle-Orléans? La réponse à cette question se trouve dans l'arrivée des milliers de réfugiés antillais qui se sont exilés dans cette ville en 1809 et qui ont contribué à faire augmenter de manière considérable, entre autres, la population de couleur libre orléanaise.

2.2.2 Les réfugiés de Saint-Domingue

En plus de la décision rendue par la Cour suprême en 1810, les gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans se sont maintenus comme groupe intermédiaire distinct parce que, quelques années après que les Américains aient fait l'acquisition de la Louisiane, ce groupe, déjà important en nombre, fut renforcé grâce à un phénomène d'envergure qui s'est produit au début du XIX^e siècle: l'arrivée des réfugiés de Saint-Domingue. Il faut savoir que la Nouvelle-Orléans de cette époque-là était une destination prisée par les persécutés, et surtout par les persécutés francophones. D'ailleurs, dans une nouvelle intitulée «Café des exilés», le romancier George Washington Cable immortalise cette image de la ville qu'il dépeint comme

un véritable «refuge à proscrits». Parmi ceux qui ont cherché asile à la Nouvelle-Orléans, nous retrouvons, outre les réfugiés antillais de 1809, des Français nobles chassés par les troubles de la Révolution en 1789 ainsi que des napoléoniens déchus et évincés après la bataille de Waterloo en 1815. Aussi, le sud-ouest de la Louisiane fut la dernière retraite des Acadiens expulsés de leur patrie en 1755 par les Anglais pour avoir refusé de se battre contre la France à la veille de la guerre de Sept ans⁵³. De tous ces déportés qui ont grossi les rangs de la francophonie louisianaise, les exilés de Saint-Domingue sont les plus importants pour les fins de notre étude puisque ceux-ci, en plus d'avoir renforcé la culture et la langue françaises en Louisiane, ont spécifiquement accru les effectifs de sa population de couleur libre. Les Antillais ont contribué à retarder le processus d'américanisation de l'État en assurant la survie du fait français en Louisiane, mais aussi celle de sa structure raciale tripartite peu de temps après la cession du territoire aux États-Unis.

L'immigration haïtienne fut le résultat d'une guerre qui a commencé par une révolte d'esclaves en 1791 à Saint-Domingue et qui a abouti à la fondation de la République indépendante d'Haïti en 1804. Durant ces années troubles, des milliers de planteurs français furent massacrés par les esclaves insurgés. Les gens de couleur libres de Saint-Domingue qui, comme leurs homologues louisianais, se sont identifiés aux Blancs plus qu'aux esclaves noirs, ont connu le même sort tragique. Pour échapper au carnage, tous ceux qui représentaient les forces réactionnaires ont dû envisager l'expatriation, y compris les gens de couleur libres. Les exilés de Saint-Domingue ont d'abord trouvé refuge à Cuba, mais lorsqu'en 1809 Napoléon envahit l'Espagne, les autorités hispano-cubaines les ont forcés à quitter l'île. Suite à cette persécution, une dizaine de milliers d'entre eux se sont dirigés vers la Nouvelle-Orléans, faisant ainsi augmenter de manière considérable la population de la ville, notamment la population de couleur libre. Comme l'indique le tableau 2, entre 1805 et 1810 la population orléanaise totale a pratiquement doublé: d'environ 8 000 habitants, elle s'éleva à plus de 17 000. Ce mouvement migratoire a ajouté un peu plus de 3 000 personnes à chacun des trois groupes sociaux qui composaient la population de la ville⁵⁴. Parmi les 10 000

⁵³ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 20-22; John Smith-Thibodeaux, *Les francophones de Louisiane*, Paris, Éditions Entente, 1977, p. 22-23; Nathalie Dessens, *From Saint-Domingue to New Orleans*, p. 49; George Washington Cable, «Café des exilés», dans *Old Creole Days*, New York, Charles Scribner's Sons, 1893.

⁵⁴ Nathalie Dessens, *op. cit.*, p. 92.

réfugiés qui sont arrivés à la Nouvelle-Orléans via Cuba en 1809, il y avait, également distribués, des Blancs, des gens de couleur libres et leurs esclaves⁵⁵. Alors qu'en 1805, les gens de couleur libres représentaient 19 pour cent de la population orléanaise totale, en 1810, ils la représentaient à 29 pour cent. En chiffres absolus, ceux-ci ont triplé, passant de 1 500 à 5 000, tandis que les populations blanche et esclave ont presque doublé. Les gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans au XIXe siècle étaient donc composés des natifs de Saint-Domingue et des natifs de la Louisiane. Ces derniers ont facilement incorporé les premiers dans leurs rangs, leur permettant ainsi de gonfler considérablement leurs effectifs⁵⁶.

Tableau 2⁵⁷
Population de la Nouvelle-Orléans, classée par race et par statut, 1805-1860

Années	Blancs (%)	Gens couleur libres (%)	Esclaves (%)	Totaux
1805	3 551 (43,2)	1 566 (19)	3 105 (37,8)	8 222
1810	6 331 (36,7)	4 950 (28,7)	5 961 (34,6)	17 242
1820	13 584 (49,9)	6 237 (23)	7 355 (27,1)	27 176
1830	20 047 (43,5)	11 562 (25,1)	14 476 (31,4)	46 085
1840	50 697 (60,4)	15 072 (18)	18 208 (21,6)	83 977
1850	89 452 (76,9)	9 905 (8,5)	17 011 (14,6)	116 368
1860	144 601 (85)	10 939 (6,4)	14 484 (8,5)	170 024

⁵⁵ Précisons que selon Rebecca Scott, le statut des 3000 réfugiés classés «esclaves» était ambigu et plus complexe que les historiens ne l'ont admis jusqu'à présent car l'esclavage avait été officiellement aboli à Saint-Domingue en 1794. S'inscrivant en faux contre le consensus historiographique qui semble régner à cet effet, elle explique que leur statut doit être considéré avec précaution et qu'il faut aller plus loin que les classifications des listes nominatives produites par les autorités locales, sur place au moment du débarquement. Rebecca Scott, «Paper Thin: Freedom and Re-enslavement in the Diaspora of the Haitian Revolution», *Law and History Review*, vol. 29, no 4, 2011.

⁵⁶ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 22.

⁵⁷ Ces données proviennent d'un tableau tiré de l'article de Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 206.

L'accroissement démographique des gens de couleur libres en 1809 est survenu à un moment crucial en Louisiane, soit lorsque la société tripartite était menacée de disparaître avec l'acquisition de la colonie par les États-Unis. Alors que ce transfert aurait pu entraîner l'émergence d'un ordre social binaire, l'augmentation des gens de couleur libres avait offert aux Louisianais une première occasion de résister à l'imposition des valeurs raciales anglo-saxonnes. En grossissant les rangs de la population de couleur libre de la Nouvelle-Orléans, les immigrants de Saint-Domingue lui ont donné le poids démographique nécessaire pour survivre comme groupe distinct de la majorité noire⁵⁸. Cet apport numérique, combiné au précédent judiciaire de 1810, ont assuré la pérennité des gens de couleur libres en Louisiane et ils ont contribué à creuser l'écart déjà existant entre ces derniers et les esclaves. Comme l'explique Dessens, il faut dire que les gens de couleur de Saint-Domingue qui se sont amalgamés à ceux de la Nouvelle-Orléans étaient plus riches, plus métissés et plus attachés à l'institution esclavagiste. D'ailleurs, ils ont quitté leur terre natale parce qu'ils s'étaient rangés du côté des réactionnaires blancs et qu'ils avaient voulu mater la révolte des esclaves afin de préserver l'esclavage et l'autorité de la métropole dans l'île⁵⁹. Les gens de couleur antillais qui se sont fusionnés aux gens de couleur orléanais n'étaient pas solidaires des esclaves mais plutôt hostiles à eux. En 1811, ils ont eu la chance de prouver leur loyauté envers le système esclavagiste louisianais en se portant volontaires pour aider les Blancs à réprimer une révolte d'esclaves qui commença dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Au moment où les esclaves s'apprêtaient à marcher sur la Nouvelle-Orléans, ils furent arrêtés par des hommes de couleur libres à la fois natifs de la Louisiane et de Saint-Domingue.

Évidemment, les esclaves de Saint-Domingue qui sont arrivés à la Nouvelle-Orléans étaient des francophones et des catholiques, comme leurs homologues de couleur libres. Ce n'est pas d'un point de vue culturel que le mouvement migratoire antillais a contribué à accroître la distance entre gens de couleur et Noirs. Le fossé culturel entre les deux groupes s'est plutôt accentué à partir de 1820, alors que des milliers d'esclaves «américains» arrivaient à chaque année en Louisiane soit avec leurs maîtres, soit par l'entremise de la traite intérieure qui avait remplacé la traite africaine au XIXe siècle. L'afflux d'esclaves en

⁵⁸ Nathalie Dessens, *From St-Domingue to New Orleans*, p. 93.

⁵⁹ *Ibid*, p. 94-95.

provenance des États sudistes plus anciens du littoral était tel, qu'il a eu pour effet de faire baisser considérablement la proportion des esclaves francophones louisianais quelques années après l'immigration de Saint-Domingue, surtout entre 1820 et 1830. Le poids démographique des esclaves antillais ne fut pas assez important pour permettre aux esclaves francophones de se renouveler en Louisiane devant l'arrivée massive des esclaves anglophones. En revanche, l'apport numérique de Saint-Domingue a permis aux gens de couleur libres de survivre et de devenir une communauté plus forte et plus prospère⁶⁰.

Grâce à l'immigration de 1809, les gens de couleur libres sont devenus suffisamment nombreux à la Nouvelle-Orléans pour être capables de se maintenir par accroissement naturel⁶¹. D'ailleurs, jusqu'en 1840, ils ont continué à croître en chiffres absolus, même si en proportion ils ont commencé à dégringoler en raison d'un autre mouvement migratoire d'envergure: l'immigration irlandaise qui a fait augmenter considérablement le nombre de Blancs à la Nouvelle-Orléans. Pour la première fois depuis 1777, la population blanche orléanaise dépassait la population non-blanche. Bien qu'en 1840, la population de couleur libre et esclave combinée était inférieure à la population blanche, il est intéressant de constater que la proportion des gens de couleur libres est restée imposante à la Nouvelle-Orléans lorsque nous la comparons à d'autres villes sudistes, dont Charleston et Richmond. Ce qui distinguait la Louisiane des autres États sudistes était son pourcentage élevé de «Noirs libres». Alors qu'en Caroline du Sud et en Virginie, ils représentaient respectivement 1 pour cent et 4 pour cent de la population en 1840, en Louisiane, les gens de couleur libres représentaient 7 pour cent de la population totale de l'État. Dans la ville de Charleston, où l'ensemble des Noirs dépassait les Blancs de 10 pour cent (56 pour cent contre 45 pour cent), la proportion de Noirs libres était de seulement 5 pour cent. En ce qui concerne Richmond, ces derniers constituaient moins de 10 pour cent de sa population totale. Par contre, à la Nouvelle-Orléans, les gens de couleur libres représentaient près de 20 pour cent des effectifs

⁶⁰ Guy Clermont, «Les réfugiés de Saint-Domingue à la Nouvelle-Orléans: 1791-1820», dans *Mémoires francophones: la Louisiane*, sous la dir. de Guy Clermont et al., Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2006, p. 78-80; Paul Lachance, «The Foreign French», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 117-119.

⁶¹ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 423.

de la ville⁶². Non seulement cette population était-elle plus importante numériquement à la Nouvelle-Orléans, mais elle était également la plus riche et la plus dynamique du Sud. Si l'immigration de Saint-Domingue a contribué au développement et à la pérennité des gens de couleur libres au XIXe siècle, le système du «plaçage», qui s'est maintenue après 1803, joua un rôle tout aussi prépondérant.

2.2.3 Le «plaçage» au XIXe siècle

La position sociale particulière des gens de couleur libres fut assurée au XIXe siècle grâce aux décisions de la Cour suprême qui l'ont renforcée légalement et aux immigrants de Saint-Domingue qui l'ont renforcée numériquement. Elle fut assurée aussi grâce à la pratique du «plaçage» qui, en plus d'avoir consolidé l'identité ethnique et phénotypique du groupe, a consolidé sa situation économique. En majorité issus de la communauté franco-créole louisianaise, les hommes blancs qui prenaient part à cette pratique et qui se mettaient en ménage avec des femmes d'origine métisse étaient souvent des personnes d'influence assez bien nanties qui voyaient aux besoins de leurs enfants illégitimes. Instruits et dotés d'un certain niveau de richesse, ces enfants privilégiés au teint de plus en plus pâle étaient à leur tour en mesure de s'imposer et de maintenir leur statut intermédiaire avantageux⁶³. Il est important de noter qu'après 1803, les mariages entre les races étaient toujours interdits en Louisiane mais, contrairement aux lois espagnoles, le Code civil américain n'interdisait pas de manière explicite le concubinage inter-racial. Le Code civil de 1808 reconnaissait l'existence de trois catégories sociales en Louisiane - les Blancs, les gens de couleur libres, les esclaves - et il exigeait que les membres de chacune de ces catégories se marient entre eux. L'article 8, plus précisément, stipulait que les mariages entre personnes libres et esclaves étaient interdits ainsi que les mariages entre personnes de couleur libres et Blancs. Le Code civil instauré par les autorités américaines en Louisiane au début du XIXe siècle préconisait donc le mariage endogame, mais n'interdisait pas de manière claire et précise la cohabitation

⁶² Ces chiffres sont tirés de l'article de George Blackburn et Sherman Ricards, «The Mother-Headed Family among Free Negroes in Charleston, South Carolina, 1850-1860», *Phylon*, vol. XLII, no 1, printemps 1981, p. 15.

⁶³ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 60.

entre les races⁶⁴. Si les relations entre un homme blanc et une femme de couleur libre n'avaient pas de reconnaissance légale, elles étaient souvent sanctionnées, en contrepartie, par le clergé catholique, et devenaient ainsi des «mariages de conscience»⁶⁵.

Le «plaçage» fut non seulement maintenu au XIX^e siècle, mais il fut aussi renforcé par une autre pratique propre à la Nouvelle-Orléans: les bals de quarteronnes. Lors de ces soirées dansantes, conçues comme lieu de rencontre inter-raciale, les hommes blancs se cherchaient une compagne parmi les plus belles métisses de la ville. Celles qui fréquentaient les bals ne possédaient guère plus que 1/4 ou 1/8 de sang noir et elles étaient reconnues pour leur grande beauté. L'assistance à ces événements était limitée aux femmes de couleur libres et aux hommes blancs d'une certaine influence. Les hommes de couleur libres n'y étaient pas admis, sauf à titre de travailleurs, pas plus que les femmes blanches. Le premier bal de quarteronnes daterait de 1805, alors que le propriétaire d'un établissement de danse nommé Auguste Tessier organisa des réceptions deux fois par semaine pour le plaisir exclusif des hommes blancs et des femmes de couleur libres. L'idée fut couronnée d'un tel succès que ces soirées dansantes sont rapidement devenues l'une des activités les plus recherchées de la ville⁶⁶. Propices au «plaçage», les bals de quarteronnes donnaient aux jeunes femmes qui y prenaient part l'occasion de mettre en valeur leur très grande beauté et de rencontrer des prétendants intéressants avec qui elles pouvaient espérer se mettre en ménage et fonder une famille. Lorsque le charme de l'une d'entre elles lui eut gagné l'attention d'un admirateur blanc, pour lequel la mère devait donner son approbation, un arrangement pécuniaire était conclu entre les deux parties et un contrat était même parfois signé, qui stipulait la manière dont l'homme allait subvenir aux besoins de sa concubine et à ceux de leurs futurs enfants. Une fois qu'elle emménagea dans la maison fournie par son «protecteur» blanc, rue des Remparts, la femme de couleur devenait officiellement une «placée», c'est-à-dire une femme

⁶⁴ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 213; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 25; Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 217. Voir article 8 du Code civil louisianais de 1808 (livre I, titre IV, chapitre II), disponible en ligne à l'adresse suivante: <<http://www.law.lsu.edu/index.cfm?geaux=digestof1808.home&v=en&t=006&u=006#006>>.

⁶⁵ Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 201.

⁶⁶ Du moins la première annonce à faire la promotion d'un tel événement est apparue en novembre 1805 dans le journal *L'Abeille* de la Nouvelle-Orléans. James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 18-19; Monique Guillory, *Some Enchanted Evening on the Auction Block*, p. ix, 3-4, 27, 37.

entretenu. L'union se dissolvait lorsque l'homme se mariait légalement avec une femme de sa race⁶⁷.

Se résumant à une relation éphémère et superficielle entre un homme blanc et sa concubine de couleur entretenue, initiée lors d'un bal, cette description du «plaçage» fut longtemps admise par les historiens. Depuis quelques années, toutefois, certains d'entre eux la remettent en question, rejetant l'image stéréotypée et souvent trop monolithique qu'elle renvoyait des unions inter-raciales et qui était véhiculée notamment dans les récits de voyageurs, les principaux commentateurs du phénomène. En démystifiant le «plaçage», ils ont dépouillé les unions entre hommes blancs et femmes de couleur libres de leur caractère folklorique et ce faisant, ils ont pu en offrir un portrait plus juste et plus réaliste. Certes, ce genre de relation a existé à la Nouvelle-Orléans et il semble y avoir été mieux toléré que dans le reste du pays. Par contre, il était moins romancé et moins spectaculaire que ne le laisse entendre les descriptions du «plaçage» faites par des visiteurs étrangers dont les récits ont beaucoup insisté sur l'exotisme louisianais et dont l'historiographie récente remet en question la crédibilité⁶⁸. En contestant la crédibilité des récits de voyageurs, elle conteste les conclusions tirées par de nombreux historiens qui ont écrit sur le sujet et qui se sont basés sur ce type de sources, souvent appréhendé avec peu de recul⁶⁹. Comme n'importe quel autre document d'époque, il faut utiliser ces témoignages en sachant qu'ils comportent des limites. Cependant, avec les réserves appropriées et nécessaires à une meilleure appréciation de leur

⁶⁷ Monique Guillory, *Some Enchanted Evening on the Auction Block*, p. ix, 10, 74; James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 18; Mary Gehman, *The Free People of Color of New Orleans*, p. 37; Lyle Saxon, *Fabulous New Orleans*, New York, The Century Co., 1928, p. 180-181. De passage en Louisiane dans les années 1850, Frederick Law Olmsted donne une description assez détaillée du «plaçage» et des bals de quarteronnes, *A Journey in the Seaboard Slave States, with Remarks on their Economy*, New York, Dix & Edwards, 1856, p. 594-598. Voir aussi Harriet Martineau, *Society in America*, New York, Garden City, 1962, c1837, p. 16.

⁶⁸ Kenneth Aslakson, «The Quadroon-Plaçage Myth of Antebellum New Orleans: Anglo-American (Mis)interpretations of a French-Caribbean Phenomenon», *Journal of Social History*, p. 709-710; Emily Clark, *The Strange History of the American Quadroon: Free Women of Color in the Revolutionary Atlantic World*, p. 148-149.

⁶⁹ Les renseignements dont dispose l'historien sur le «plaçage» et les bals de quarteronnes proviennent principalement des récits de voyageurs qui semblent être les seuls contemporains à avoir écrit sur le sujet. Produits par des étrangers peu familiers avec le contexte louisianais et souvent biaisés par des préjugés à l'égard des «quarteronnes», ces documents doivent être utilisés avec prudence. Les personnes qui fréquentaient les dancings et qui pratiquaient le «plaçage», à savoir les Créoles blancs et les femmes de couleur libres, n'ont laissé aucune trace de leur expérience. Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 146-147.

contenu, les récits de voyageurs peuvent être intéressants pour les historiens, même pour un sujet comme le «plaçage», et nous en avons fait usage ailleurs dans cette thèse afin de confirmer des propos ou de compléter l'information puisée dans d'autres sources.

Les unions entre un homme blanc et sa conjointe de couleur n'avaient rien à voir avec l'exploitation sexuelle des femmes esclaves sur les plantations et elles ne se résumaient pas à une simple affaire de luxure ou de prostitution. Pour l'essentiel, il s'agissait de relations stables et de longue durée qui ressemblaient beaucoup au mariage⁷⁰. Un lien d'affection mutuelle unissait généralement les couples et le «protecteur» blanc voyait au bien-être de sa famille de couleur, en plus de doter ses enfants mixtes d'une instruction solide et de leur léguer à sa mort une partie ou la totalité de son patrimoine. Des querelles judiciaires pouvaient d'ailleurs éclater entre familles blanches et de couleur autour de l'héritage que l'homme laissait à sa «placée» et à leurs enfants, surtout lorsque les biens transmis par voie de succession étaient substantiels⁷¹. Ajoutons que cette forme de cohabitation plus répandue et plus acceptée à la Nouvelle-Orléans n'impliquait pas que les gens de couleur ne se mariaient pas ou que le mariage n'avait aucune importance pour eux. Si le «plaçage» a perduré au XIX^e siècle, ce fut en grande partie parce que la situation démographique de la ville était toujours favorable aux unions exogames.

Le déséquilibre des sexes inversement proportionnel entre gens de couleur libres et Blancs s'est effectivement maintenu à la Nouvelle-Orléans jusqu'à la guerre de Sécession. Comme le bassin de partenaires sexuels légitimes était limité pour les femmes de couleur libres, elles se tournaient vers des hommes qui continuaient à être plus accessibles, soit les hommes blancs, qui, pour leur part, étaient toujours confrontés à un manque de femmes blanches. Contrairement à ce que pouvaient insinuer les voyageurs de passages à la Nouvelle-Orléans au XIX^e siècle, empreints de préjugés surtout à l'endroit des femmes de couleur, le

⁷⁰ Kenneth Aslakson, «The Quadroon-Plaçage Myth of Antebellum New Orleans: Anglo-American (Mis)interpretations of a French-Caribbean Phenomenon», *Journal of Social History*, p. 710, 718-719.

⁷¹ Pour des exemples de procès qui impliquaient une relation de «plaçage» et qui opposaient une famille de couleur à une famille blanche, voir le procès *Macarty et al. v. Mandeville* (1848) et celui de *Badillo et al. v. Francisco Tio* (1851). Helen Tunnicliff Catterall (dir.), *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro*, p. 589, 611-613. Shirley Thompson analyse ces deux grands procès qui ont eu lieu au milieu du XIX^e siècle et qui concernaient l'héritage de la très influente famille créole blanche Macarty. *Exiles at Home*, p. 190-209. Voir aussi Jennifer Spear, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, p. 178-179 et Emily Clark, *The Strange History of the American Quadroon*, p. 111-117.

«plaçage» était moins dû aux mœurs sexuelles dépravées de celles-ci, à leur dégoût pour les hommes plus foncés ou à leur indifférence face à l'institution du mariage qu'à un contexte démographique qui les plaçait souvent devant une absence d'alternatives. À défaut de pouvoir se marier légalement, elles formaient des unions libres - mais stables - avec des hommes blancs.

À cause de sa mauvaise réputation et de l'impression négative qu'il laissait sur les observateurs de l'époque, nombreux étaient les gens de couleur libres qui abhorraient le «plaçage». En effet, celui-ci portait atteinte à leur dignité de groupe puisque les «placées» étaient considérées comme des femmes au comportement libertin et qu'il ramenait continuellement à cette triste réalité que toute personne de couleur libre était le fruit d'une relation illégitime, le mariage entre les races étant interdit. Des histoires scabreuses circulaient au sujet des femmes qui se livraient à cette pratique et les mères qui «plaçaient» leurs filles dès l'âge de la puberté passaient pour des entremetteuses cupides. De plus, les bals de quarteronnes étaient faussement réputés pour être des lieux de débauche et de perversion propices aux «orgies inter-raciales»⁷². En raison donc de l'image peu élogieuse qu'il renvoyait des gens de couleur libres dans leur ensemble, certains d'entre eux ont dénoncé le «plaçage». Parmi ceux-ci se trouvait le poète de couleur Armand Lanusse, instigateur d'une anthologie de vers publiée en 1845 et intitulée *Les Cenelles*. Lanusse détestait le «plaçage» car selon lui cette pratique avilissait la femme qui y prenait part et la réduisait en objet sexuel⁷³. Dans un court poème intitulé «Épigramme», il s'en prend spécifiquement à la mère de la future «concubine» qu'il décrit comme une «bigote» incapable de «renoncer à Satan» et qui, de ce fait, porte l'odieux du «plaçage» de sa fille: «Vous ne voulez donc pas renoncer à Satan/Disait un bon pasteur à certaine bigote/Qui d'assez gros péchés, à chaque nouvel an/Venait lui présenter l'interminable note/Je veux y renoncer, dit-elle, pour jamais/Mais avant que la grâce en mon âme scintille/Pour m'ôter tout motif de pécher désormais/Que ne puis-je, pasteur - Quoi donc? - Placer ma fille?»⁷⁴. N'en déplaise aux hommes de couleur

⁷² James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire: et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 18; Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 154-155.

⁷³ Michel Fabre, «Une émulation sans envie: la presse et la littérature des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans au dix-neuvième siècle», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, sous la dir. de Wolfgang Binder, New York, Peter Lang, 1998, p. 188-193.

comme Lanusse, le «plaçage» a persisté au XIXe siècle et ce système leur a permis de renforcer leur position sociale privilégiée et d'accentuer leur écart avec la majorité noire. Il l'a fait essentiellement en consolidant leur situation économique et leur identité distincte.

Le «plaçage» a assuré une certaine indépendance aux femmes de couleur libres qui, avec leurs enfants, se voyaient octroyer des biens de propriété parfois considérables par leur «protecteur» blanc dont des terres, des maisons et des esclaves. Grâce à ces donations, les gens de couleur libres ont fini par avoir un certain standing. Durant la période *antebellum*, ils ont réussi à atteindre un niveau assez remarquable de richesse, de raffinement, d'instruction, d'influence et de culture. Si la majorité de cette population ne comptait pas parmi l'élite très riche de la ville, pour la plupart, les gens de couleur libres étaient des travailleurs qualifiés qui appartenaient à la classe moyenne⁷⁵. En plus d'avoir consolidé leur patrimoine économique, le «plaçage» leur a donné la possibilité de consolider leur patrimoine ethnique et phénotypique. Par cette pratique, les femmes de couleur ont permis à leurs enfants d'ajouter à leur distinction légale une réelle distinction identitaire à la fois culturelle et biologique. Comme le «plaçage» était un phénomène répandu surtout chez les francophones de la Nouvelle-Orléans et qu'il mettait souvent en ménage une femme de couleur et un Créole blanc, il a eu pour effet de blanchir la peau des gens de couleur libres et de renforcer leur identité franco-créole. Par conséquent, il leur a permis de se distancier encore davantage de la population esclave noire qui, pour sa part, devenait au XIXe siècle de plus en plus anglophone de langue et de culture en raison du fait que, depuis 1803, des esclaves provenant d'États anglo-américains comme la Virginie et la Caroline du Sud arrivaient continuellement en Louisiane⁷⁶. Aux différences phénotypiques déjà existantes au XVIIIe siècle se sont greffées des différences ethniques et culturelles au XIXe siècle. En même temps que l'identité anglo-américaine se consolidait chez les esclaves louisianais, se consolidait

⁷⁴ Poème cité dans Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, p. 193. Lanusse condamne également le «plaçage» dans une nouvelle intitulée «Un mariage de conscience», *L'album littéraire: journal des jeunes gens, amateurs de littérature*, no 15, août 1843. Voir l'analyse de Emily Clark, *The Strange History of the American Quadroon: Free Women of Color in the Revolutionary Atlantic World*, p. 154-157.

⁷⁵ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 407.

⁷⁶ Joseph Logsdon, «Americans and Creoles in New Orleans», *American Studies*, p. 189.

également l'identité franco-créole des gens de couleur libres pour laquelle le «plaçage» avait joué un rôle fondamental.

Les unions mixtes issues de cette pratique ont persisté en Louisiane jusqu'à la guerre de Sécession, mais elles se mirent à décliner sensiblement au cours de la période *antebellum*. À partir d'une analyse de sources testamentaires, l'historien Paul Lachance montre effectivement qu'avec les temps, il y eut un déclin des relations entre hommes blancs et femmes de couleur libres⁷⁷. Selon lui, trois raisons expliquent ce déclin au cours du XIXe siècle: modification de la structure démographique orléanaise, influence des valeurs raciales anglo-américaines et maturation identitaire des gens de couleur libres. Durant la période *antebellum*, il y eut un renversement des tendances démographiques favorables au «plaçage» à la Nouvelle-Orléans. Deux facteurs propices aux relations inter-raciales, qui étaient présents entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle, tendaient à disparaître à partir des années 1820: équilibre de la composition raciale de la ville et déséquilibre des sexes. Entre 1810 et 1860, la population de la Nouvelle-Orléans est passée de 17 000 à 170 000 habitants et au cours de cette période, elle a perdu sa composition raciale relativement équilibrée. La proportion de Blancs a augmenté de 37 à 85 pour cent, tandis que la proportion de gens de couleur libres a baissé de 29 à 6 pour cent et celle des esclaves, de 35 à 9 pour cent (tableau 2). Pour les hommes blancs, le nombre potentiel de partenaires sexuels chez les gens de couleur libres a donc baissé considérablement à la veille de la guerre civile⁷⁸. Le déséquilibre des sexes inversement proportionnel entre Blancs et gens de couleur libres était un autre facteur favorable aux unions inter-raciales. Même si cette disparité s'est maintenue à la Nouvelle-Orléans jusqu'à la guerre civile, durant la période *antebellum* elle s'est atténuée, rendant moins inévitable les relations entre hommes blancs et femmes de couleur libres. Étant donné que le nombre de femmes blanches et d'hommes de couleur s'est accru au cours du XIXe siècle, cela a permis aux hommes blancs et aux femmes de couleur de trouver plus facilement des partenaires issus de leurs catégories raciales respectives⁷⁹. À partir des

⁷⁷ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society: Evidence from Wills in Antebellum New Orleans», *Social Science History*, vol. 18, no 2, été 1994. Kenneth Aslakson abonde dans le même sens. Selon lui, l'apogée de ces relations se situe entre 1780 et 1820, «The Quadroon-Plaçage Myth of Antebellum New Orleans: Anglo-American (Mis)interpretations of a French-Caribbean Phenomenon», *Journal of Social History*, p. 716.

⁷⁸ Paul Lachance, *loc. cit.*, p. 225-227.

⁷⁹ *Ibid*, p. 227-228.

données puisées dans les recensements numériques de la Nouvelle-Orléans, nous avons calculé les rapports de masculinité de ces deux groupes pour la période comprise entre 1820 et 1860. Chez les gens de couleur libres, le rapport de masculinité passa de 66 à 72, tandis que chez les Blancs, il passa de 154 à 109⁸⁰. À la veille de la guerre civile, les rapports de masculinité étaient plus équilibrés (surtout au sein de la population blanche) et, par conséquent, moins favorables au «plaçage».

Lachance explique aussi la régression des relations entre gens de couleur et Blancs au cours de la période *antebellum* par le fait que depuis l'achat de la Louisiane en 1803, le peuple gallique subissait de plus en plus l'influence des valeurs raciales anglo-américaines. Durant la Reconstruction, les allégations de métissage ont provoqué une réaction défensive chez les Créoles blancs qui se sont appropriés le nom et l'identité créole. Excluant de la créolité tous ceux qui avaient la moindre goutte de sang noir dans les veines, cette appropriation de la culture créole témoigne du racisme grandissant au sein de la population louisianaise blanche après la guerre de Sécession. Le déclin du «plaçage» durant la période *antebellum* montre toutefois que la transformation des valeurs raciales en Louisiane a commencé un peu avant la guerre, alors qu'elles se fusionnaient graduellement aux valeurs raciales - plus rigides - des Anglo-Américains. À la structure démographique et à l'attitude changeante des Créoles blancs face au mélange des races, il faut ajouter que la population de couleur libre a joué également un rôle fondamental dans le déclin des relations inter-raciales. À partir de 1803, celle-ci prend de plus en plus conscience non seulement de son identité distincte de la majorité noire, mais aussi de son enclavement à l'intérieur de la communauté franco-créole louisianaise et cette prise de conscience identitaire a eu des conséquences sur son comportement matrimonial. Si le «plaçage» a décliné avec le temps, ce fut en partie parce que les gens de couleur libres ont développé une identité ethnique qu'ils désiraient protéger et transmettre aux générations futures⁸¹.

Le processus de prise de conscience identitaire des gens de couleur libres, qui a commencé durant la période espagnole, s'est poursuivi tout au long du XIXe siècle pour

⁸⁰ Ces données ont été calculées à partir des recensements numériques disponibles en ligne à l'adresse suivante: <<http://mapserver.lib.virginia.edu/>>.

⁸¹ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 233-235.

atteindre un point culminant au cours de la période *antebellum*. Certes, le «plaçage» a contribué à consolider leur identité ethnique et phénotypique, mais une fois que celle-ci est arrivée à maturité, soit durant la période *antebellum*, ils ont commencé à adopter un comportement matrimonial plus endogame afin de pouvoir la pérenniser. Ils ont développé un sentiment d'appartenance identitaire au cours de cette période et leur comportement plus endogame en témoigne. Il faut dire que les hommes de couleur libres ont amélioré leur situation économique au milieu du XIX^e siècle, ce qui en faisait des partenaires plus intéressant pour les femmes de leur groupe. Dès qu'ils sont devenus de meilleurs partis du point de vue de leur position sociale, les femmes de couleur ont commencé à considérer davantage l'option d'un mariage légal avec eux⁸². Il faut dire aussi qu'à force de métissage, les hommes de couleur libres ont atteint un niveau de blancheur que certaines femmes trouvaient sans doute plus acceptable pour leurs descendants. Comme nous le verrons plus loin, cette tendance à l'endogamie, qui s'est accrue durant la période *antebellum*, se poursuivra de plus belle après la guerre de Sécession.

Au cours du XIX^e siècle, les gens de couleur libres prennent véritablement conscience de leur identité distincte, qui est arrivée à maturité durant la période *antebellum* et qui reposait sur les éléments suivants: culture créole, mixité raciale et mentalité de classe moyenne. À partir de cet éveil grandissant, il devint important pour eux de préserver leur spécificité identitaire et pour ce faire, ils misaient de plus en plus sur des alliances de type endogame. Le groupe intermédiaire de sang-mêlé existait à la Nouvelle-Orléans parce qu'il y eut au départ un comportement exogame dans la ville. Mais une fois qu'il prit conscience de sa propre identité - issue de ce comportement exogame - il commença à se replier sur lui-même afin de pouvoir transmettre un patrimoine culturel et phénotypique différent ainsi que de maintenir un patrimoine économique assez important à l'intérieur de la communauté. La tendance de plus en plus endogame des gens de couleur libres reflétait aussi le désir croissant des femmes de se marier et d'avoir des enfants légitimes. La société tripartite en Louisiane s'est réellement parachevée au cours de la période *antebellum* avec la maturation ethnique des gens de couleur libres et leur comportement plus endogame. Reconnue en 1808 par le Code civil américain qui interdisait les mariages entre Blancs, personnes de couleur libres et

⁸² Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 234-236.

esclaves, la société tripartite s'est fortifiée tout au long du XIXe siècle grâce à plusieurs facteurs qui ont fait plus que consolider la position sociale et le statut intermédiaire des gens de couleur libres: combinés, ils ont tous contribué à renforcer leur identité ethnique. Aux trois grands facteurs que nous avons mentionnés jusqu'ici pour expliquer la perpétuation de la société tripartite après 1803, il faut en ajouter un quatrième: les besoins économiques de la Nouvelle-Orléans au XIXe siècle pour le savoir-faire et les qualifications professionnelles des gens de couleur libres.

2.2.4 Prospérité (1810-1850) et répression (1850-1860)

Entre 1810 et 1850, les gens de couleur libres ont connu une période de prospérité remarquable. Le contexte législatif et judiciaire favorable, combiné au boom économique que la Nouvelle-Orléans a connu entre 1815 et 1830 leur ont permis d'améliorer une situation économique déjà prodigieuse⁸³. Au moment où la Nouvelle-Orléans devenait la ville portuaire la plus importante du Sud, elle avait besoin des services d'un groupe d'individus issus de la classe moyenne capables de pratiquer des métiers spécialisés, de travailler dans la vente au détail et d'exercer des transactions commerciales. Instruits et qualifiés, les gens de couleur libres ont comblé ces besoins professionnels et ont contribué ainsi au développement économique de la ville⁸⁴. La société tripartite s'est maintenue jusqu'en 1860 en Louisiane parce que les autorités américaines avaient besoin du savoir-faire des gens de couleur libres pour assurer la croissance de la Nouvelle-Orléans et stimuler l'activité portuaire. Sans jamais remettre en question la suprématie blanche, elles leur ont donné les moyens de prospérer. Elles leur ont permis de contribuer au développement économique de la Nouvelle-Orléans et celui-ci leur a permis de continuer à s'enrichir et à consolider leur position sociale tout au long du XIXe siècle.

Une minorité très riche constituée de philanthropes, mécènes, architectes, musiciens, ingénieurs, médecins, commerçants et courtiers existait parmi eux, mais ils participèrent à l'essor économique de la ville en monopolisant des emplois un peu plus modestes comme

⁸³ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 207.

⁸⁴ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 424.

ceux de mécaniciens, menuisiers, tailleurs, barbiers, maçons, tonneliers, épiciers, fabricants de chaussures et de cigares⁸⁵. En plus d'avoir eu la possibilité d'occuper une multitude de fonctions, de se lancer en affaires et de s'enrichir, les gens de couleur libres pouvaient se marier légalement, s'instruire, poursuivre en justice et témoigner en cour contre les Blancs. Ils prenaient part également aux activités artistiques de la ville à titre de poètes et d'écrivains et avaient le droit d'accumuler des biens mobiliers et immobiliers, incluant des esclaves. Les gens de couleur libres investissaient beaucoup dans la propriété humaine. En 1830, l'esclavage était une institution assez répandue parmi eux: en Louisiane, 965 personnes de couleur libres possédaient 4 206 esclaves. La plupart d'entre eux se trouvaient à la Nouvelle-Orléans où 753 personnes de couleur libres possédaient 2 351 travailleurs serviles. Près d'une famille de couleur sur trois en Louisiane avait des esclaves, ces chiffres étaient les plus élevés du Sud⁸⁶. Jusqu'à la guerre de Sécession, et surtout entre 1810 et 1850, les gens de couleur libres jouissaient donc d'importants avantages dans la société tripartite de l'État. Ils bénéficiaient d'une base économique solide et d'une vie professionnelle stable.

L'arrivée massive d'immigrants irlandais aurait pu ébranler la stabilité professionnelle dont jouissait la population de couleur libre à la Nouvelle-Orléans, mais il n'en fut pas ainsi. Les nouveaux arrivants ne représentaient pas pour elle une menace professionnelle puisqu'ils étaient, en majorité, des ouvriers non qualifiés. Le rapport entre le nombre de travailleurs qualifiés et le nombre de travailleurs non qualifiés était beaucoup plus élevé chez les gens de couleur libres que chez les immigrants irlandais. À titre d'exemple, parmi les 1 792 hommes de couleur libres répertoriés dans le recensement fédéral de 1850, seulement 10 pour cent (179) n'avaient pas de compétence spécifique⁸⁷. Si les Irlandais n'étaient pas des adversaires redoutables pour les gens de couleur libres sur le plan économique, ce potentiel de travailleurs bon marché fut plus en mesure de remplacer les

⁸⁵ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 32.

⁸⁶ Loren Schweninger, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, p. 247-248, 348-349; John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 11.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 10; Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, p. 6; Mary Gehman, «Visible Means of Support: Business, Professions and Trades of Free People of Color», dans *Creole: The History and Legacy of Louisiana's Free People of Color*, sous la dir. de Sybil Kein, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000, p. 209.

esclaves et d'occuper des fonctions qui ne nécessitaient pas de qualifications, comme celles de domestiques. À partir de 1850, il était devenu plus rare effectivement de voir des esclaves monopoliser ce genre d'occupation à la Nouvelle-Orléans. Charles Lyell, un voyageur anglais qui visita la ville en 1849, constata au moment de son séjour que presque tous les serviteurs, concierges et cochers étaient blancs, tandis que dix ans auparavant les esclaves surtout remplissaient ces fonctions. Quelques années plus tard, Frederick Law Olmsted, un architecte-paysagiste du Nord de passage à la Nouvelle-Orléans en 1856, fit sensiblement les mêmes observations⁸⁸. Ces changements socio-démographiques perçus par des étrangers sont survenus à la Nouvelle-Orléans dans la seconde moitié du XIXe siècle et ils coïncidaient avec l'afflux d'immigrants en provenance d'Irlande. L'arrivée des Irlandais à la Nouvelle-Orléans n'a donc pas compromis le développement économique des gens de couleur libres qui occupaient des fonctions inaccessibles à des travailleurs sans qualifications professionnelles.

La position économique privilégiée et, à toutes fins pratiques, inébranlable des gens de couleur libres durant la période *antebellum*, leur a permis d'ériger des institutions stables qui devaient servir à combler les besoins de leur communauté. Parmi les plus importantes se trouvaient les institutions scolaires. Les gens de couleur libres représentaient le groupe d'ascendance africaine le plus scolarisé aux pays. L'instruction était primordiale pour eux. En plus d'avoir été essentielle à leur développement économique, elle constituait un élément fondamental pour assurer la préservation du français et la transmission de la culture créole. Bannis dès le début du XVIIIe siècle du système d'enseignement privé des Blancs et à partir des années 1840 du système d'enseignement public de l'État, qu'ils continuaient à financer par leurs impôts, ils ont créé leur propre réseau parallèle d'établissements scolaires. L'un des plus importants était sans doute l'Institut catholique des Orphelins indigents qui ouvra ses portes en 1848 et qui a vu le jour grâce aux volontés testamentaires d'une femme de couleur riche, connue sous le nom de Madame Bernard Couvent. À l'Institut, les élèves bénéficiaient d'une excellente formation à des coûts raisonnables et les orphelins y étaient instruits gratuitement. Avant cette école, il existait des académies privées pour les jeunes, mais leur accès était souvent limité aux plus fortunés et aux plus pâles d'entre eux. À la veille de la guerre civile, une vingtaine d'écoles privées desservaient les gens de couleur libres à la

⁸⁸ Ces exemples sont tirés du texte de John Kendall, «New Orleans' Peculiar Institution», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 23, no 3, 1940, p. 869-870.

Nouvelle-Orléans. Certains parents très riches préféraient embaucher des enseignants pour apprendre à leurs enfants la musique, la littérature, l'histoire et la grammaire française à la maison, tandis que d'autres préféraient les envoyer étudier en France⁸⁹. Bref, qu'il s'agisse du domaine scolaire ou professionnel, les gens de couleur libres jouissaient de privilèges importants dont ils se sont pleinement servis pour prospérer. Précisons toutefois qu'ils étaient exclus de certaines professions libérales, dont celle d'avocat, et que malgré leur niveau d'instruction et de richesse, ils n'ont jamais obtenu de droits politiques.

Même si les gens de couleur libres disposaient de droits et de privilèges complètement déniés aux esclaves, ils étaient toujours vulnérables dans une société où les Blancs exerçaient leur hégémonie et à partir du milieu du XIXe siècle, leur condition commença à se détériorer. Ils ont continué à prospérer économiquement, soit, mais durant les années 1850, le climat social est devenu beaucoup plus répressif. Entre 1810 et 1850, très peu de restrictions légales ont été mises en place contre les gens de couleur libres par la législature louisianaise. Cela dit, il faut mentionner que l'expansion du mouvement abolitionniste au cours des années 1830 dans le Nord a eu pour effet de créer une certaine paranoïa dans l'ensemble du Sud à laquelle la Louisiane n'a pas échappé. Une loi fut donc mise en place en 1830 qui prévoyait des sanctions sévères pouvant aller jusqu'à la peine de mort pour la publication d'un texte séditieux. Si cette loi ne ciblait pas uniquement les gens de couleur libres, à partir des années 1840, et surtout des années 1850, ils étaient visés directement par l'hostilité blanche. Au cours de cette période, plusieurs lois restrictives furent mises en place afin de contrôler à la fois les gens de couleur libres et les esclaves. Par exemple, en 1841, une ordonnance municipale prohibait l'hébergement, le divertissement et l'emploi de toute personne de couleur libre née à l'extérieur de la Louisiane. L'année suivante, une loi décrétée par la législature d'État interdisait l'immigration de nouvelles personnes de couleur libres et celles qui réussissaient à franchir la frontière louisianaise, si détectées, étaient arrêtées puis déportées. Les noms des gens de couleur libres originaires de la Louisiane furent même répertoriés afin que soit facilité le repérage de ceux qui avaient le droit d'y demeurer. En 1852, tout nouvel affranchi devait quitter la Louisiane et en 1857, le

⁸⁹ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 36; James Haskins, *The Creoles of Color of New Orleans*, New York, Thomas Y. Crowell Company, 1975, p. 44; Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 139-143.

droit d'affranchir lui-même fut abrogé. En 1855, les gens de couleur libres ne pouvaient plus se déplacer dans les rues de la Nouvelle-Orléans sans permission spéciale et à partir de 1859, il leur était devenu impossible d'obtenir la licence nécessaire pour tenir un débit de boisson ou un lieu de divertissement. De plus, la même année, les législateurs sont allés jusqu'à adopter une loi qui encourageait les gens de couleur libres à se choisir un maître et se faire esclaves pour le reste de leur vie. Aux restrictions légales, s'ajoutait l'animosité reliée à un racisme de plus en plus virulent à l'approche de la guerre civile⁹⁰.

Ce climat malsain a laissé des traces sur la population de couleur libre qui se mit à décliner considérablement au milieu du XIX^e siècle. Privée de renforts démographiques extérieurs, son accroissement naturel à lui seul était insuffisant pour rattraper la population blanche accrue par l'arrivée des immigrants irlandais: représentant 29 pour cent de la population totale de la ville en 1810, la proportion des gens de couleur libres baissa à 6 pour cent en 1860 (tableau 2). Leurs effectifs ont décliné parce que, outre les interdits sur l'immigration, beaucoup d'entre eux ont fini par quitter la Louisiane, ne pouvant plus continuer à vivre dans un environnement de plus en plus défavorable. Après avoir connu une augmentation continue entre 1810 et 1840, passant d'environ 5 000 à 15 000 individus, leur nombre baissa à environ 10 000 à partir de 1850 (tableau 2). Malgré le fait qu'ils étaient reconnus comme étant distincts de la majorité noire et qu'ils bénéficiaient d'une position sociale privilégiée, ils ont souffert de l'ambiance anti-noire qui régnait dans les années 1850. À ce moment-là, les Américains étaient bien implantés en Louisiane et leur vision dichotomique des relations entre les races, plus rigide que celle des Français et des Espagnols, se reflétait davantage sur la population blanche de l'État. Dans un tel contexte, il était devenu plus avantageux pour les gens de couleur libres de quitter la Louisiane et plusieurs d'entre eux l'ont effectivement quittée. Plutôt que de rester passifs devant l'usurpation graduelle de leurs droits et au lieu de continuer à subir l'humiliation reliée aux préjugés raciaux, qui s'amplifiaient, ils ont préféré émigrer afin de s'établir dans une localité plus clémentine. Certains ont décidé de se refaire une vie dans le Nord et dans l'Ouest du pays,

⁹⁰ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 28, 30; Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 147-150; Charles Barthelemy Roussève, *The Negro in Louisiana: Aspects of his History and his Literature*, New Orleans, Xavier University Press, 1937, p. 48, 175-178. Dans son Appendice, ce dernier donne des exemples de textes de lois qui limitaient les droits des gens de couleur libres.

tandis que d'autres se sont expatriés en France, dans les Antilles et au Mexique⁹¹. En 1855, Lucien Mansion de la Nouvelle-Orléans «a donné une partie de sa fortune pour faciliter l'éloignement de ses compatriotes» vers le Mexique et Haïti, deux pays où les gens de couleur libres pouvaient jouir pleinement de leurs droits et liberté⁹².

Certes, beaucoup d'entre eux ont quitté la Louisiane entre 1850 et 1860. Mais parmi ceux qui sont restés, le nombre de personnes prospères dans l'État n'a décliné que légèrement, passant de 504 à 472, et la valeur de leurs biens fonciers a augmenté de 3 992 500\$ à 4 867 000\$. Ainsi, à la veille de la guerre civile, le groupe restreint de gens de couleur libres a fait des gains économiques importants. L'hostilité de la période ne les a pas empêchés de continuer à être florissants⁹³. Dans ce climat hostile, la Cour suprême de la Louisiane a même réaffirmé le statut particulier des gens de couleur libres en 1856. Malgré l'adversité et les restrictions légales des dernières années de la période *antebellum*, non seulement ont-ils réussi à conserver leur position intermédiaire avantageuse et à garder un haut niveau de rendement économique, mais ils ont également réussi à préserver le français et la culture créole. De plus en plus isolés et déterminés à ne pas se laisser assimiler aux Noirs, ils se sont repliés autour de leur langue et de leur culture dont la diffusion était assurée par la voie de l'enseignement et de la littérature. Ce fut comme si plus le climat contraignant menaçait leur identité, plus ils prenaient les moyens de la renforcer. L'unité plus grande de la période *antebellum* les a rendus plus forts économiquement et culturellement. Ce désir de préserver leur identité distincte et de montrer qu'ils étaient différents de la majorité noire semble avoir provoqué une sorte d'impulsion créatrice qui a donné naissance en 1843 à une revue de littérature intitulée *L'Album littéraire* (à laquelle des Blancs ont aussi participé) et deux ans plus tard, en 1845, au recueil de poèmes *Les Cenelles*⁹⁴.

⁹¹ James Haskins, *The Creoles of Color of New Orleans*, 44-46; James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 32; Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 225-226; Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 150-152.

⁹² *Ibid.*, p. 88-89.

⁹³ Loren Schweninger, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, p. 350-352.

⁹⁴ James Haskins, *op. cit.*, p. 46-47; Charles Barthelemy Roussève, *The Negro in Louisiana*, p. 48.

Il faut dire qu'avec l'arrivée des immigrants irlandais entre 1830 et 1840, l'anglicisation de la ville allait en s'accéléralant. Les Irlandais n'étaient pas menaçants économiquement pour les gens de couleur libres mais, culturellement, ils l'étaient davantage. Renforcés grâce à l'arrivée des réfugiés de Saint-Domingue au début du XIXe siècle, ils furent fragilisés par l'arrivée massive d'immigrants blancs anglophones en provenance d'Irlande au milieu de ce même siècle. À la veille de la guerre civile, les gens de couleur libres étaient donc restreints en nombre et marginalisés dans un État hostile de plus en plus blancs et de plus en plus anglo-saxon. Or, malgré le contexte difficile, la société tripartite est demeurée jusqu'en 1861, la Cour suprême a réaffirmé leur statut intermédiaire privilégié, la plupart de leurs droits civiques ont été conservés et leur situation économique continuait à être prospère. Ce statut privilégié dont ils jouissaient et qui s'est maintenu dans l'adversité leur semblait probablement plus menacé par la guerre et la victoire du Nord que par l'hostilité du contexte d'avant-guerre. Par conséquent, lorsque l'occasion s'est présentée en 1861, les gens de couleur libres ont donné leur allégeance à la cause sudiste. Initialement, ils ont offert leurs services militaires à la Confédération et à cette offre de services, les autorités sudistes ont répondu en autorisant la formation d'un régiment composé d'hommes de couleur libres nommé les *Native Guards* pour la défense de la Nouvelle-Orléans. En quelques mois, ce régiment a pris de l'expansion, même qu'au début de l'année 1862 une proportion plus grande d'hommes de couleur libres que de Blancs s'était engagée pour la cause de la Confédération. Comme l'explique Ted Tunnell, la Louisiane avait réussi à mobiliser 35 000 soldats blancs sur une population de 357 229, tandis que chez les gens de couleur libres 3 000 miliciens avaient été recrutés sur une population de 18 647; ce qui signifie que 10 pour cent de la population blanche s'était enrôlée en 1862, tandis que la proportion était de 16 pour cent chez les gens de couleur libres⁹⁵. Ces derniers ont donc défendu avec véhémence la cause des esclavagistes blancs.

Plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi les gens de couleur libres ont d'abord soutenu la Confédération. Certains l'ont fait par peur de représailles, d'autres l'ont fait par désir de protéger la Nouvelle-Orléans contre l'envahisseur du Nord. D'autres, enfin, se sont

⁹⁵ Si les Sudistes ont accepté l'aide militaire des hommes de couleur, elle est restée strictement protocolaire. Ces derniers n'ont pris part à aucun combat tant qu'ils étaient du côté des Confédérés. Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen», *Southern Studies*, p. 8.

alliés aux Confédérés parce qu'ils avaient, comme les Blancs, des intérêts économiques à voir se perpétuer l'institution esclavagiste. Toutes ces raisons sont bonnes et justifient leur adhésion à la cause sudiste. Mais par-dessus tout, nous croyons que les gens de couleur libres ont soutenu les efforts des sécessionnistes blancs parce qu'ils avaient avantage à voir se maintenir un ordre social qui reconnaissait leur mixité raciale et qui leur permettait de jouir d'un statut privilégié. S'ils se sont joints initialement aux Sudistes, ce fut pour préserver un type de société qui, au fond, leur permettait de se définir comme un groupe à part et supérieur à la majorité noire. Nous croyons aussi que les gens de couleur libres ont appuyé les forces confédérées parce qu'ils craignaient, comme certains Créoles blancs, dont le romancier Alfred Mercier, qu'une victoire du Nord n'aboutisse à «l'imposition définitive de la culture yankee à l'ensemble» du peuple gallique qui était en voie de disparition graduelle depuis 1803 et, surtout, depuis le milieu du XIX^e siècle⁹⁶. Afin de préserver leur culture et leur statut privilégié, des atouts qui les dissociaient des esclaves et qui étaient menacés plus que jamais par une victoire du Nord, ils ont fait cause commune avec les Confédérés.

Mais voilà qu'en mai 1862, la Nouvelle-Orléans tomba entre les mains de l'Union. Après cette acquisition majeure pour les Nordistes, les gens de couleur libres changèrent d'allégeance et se rangèrent du côté de l'armée fédérale. Suite à leur mobilisation initiale pour soutenir la Confédération, ils finirent non seulement par devenir d'ardents unionistes, mais ils se mirent également à préconiser l'abolition de l'esclavage et à défendre les droits des esclaves. La cause de cette volte-face n'est pas tout à fait claire, mais une chose est sûre, dès l'occupation nordiste de la ville, l'élévation des esclaves est devenue une priorité pour les gens de couleur libres. Nous pouvons voir là un peu d'opportunisme de leur part combiné à un éveil sincère de conscience libérale. Durant toute la période esclavagiste et jusqu'au début de la guerre civile, les gens de couleur libres avaient adopté une attitude distante à l'égard des esclaves. Mais suite à la conquête et à l'occupation nordiste de la Nouvelle-Orléans, ils se sont immédiatement rangés du côté de l'Union et malgré le fait qu'ils continuèrent à vouloir se dissocier de la majorité noire, ils finirent par en devenir les leaders politiques.

⁹⁶ Alfred Mercier, «Introduction», dans *L'habitation Saint-Ybars, ou, maîtres et esclaves en Louisiane: récit social*, sous la dir. de Réginald Hamel, Montréal, Guérin littérature, 1989, p. 15-16.

*

*

*

En favorisant le développement d'un ordre socio-racial flexible qui donnait aux gens de couleur libres les moyens de prospérer et en évitant les dangers d'une répression excessive à leur égard, les autorités blanches (françaises, espagnoles et américaines) ont réussi à garder l'allégeance de ce groupe intermédiaire au système esclavagiste jusqu'en 1861. Née durant la période coloniale et maintenue, voire consolidée après 1803, la société tripartite, explique Laura Foner, a fait des gens de couleur libres et des esclaves, deux collectivités potentiellement alliées, des adversaires en accordant des privilèges spéciaux aux premiers⁹⁷. Cette stratégie a fonctionné puisqu'en guise de reconnaissance pour leur traitement privilégié, les gens de couleur libres se sont montrés fidèles au système esclavagiste, un système qu'ils ont encouragé en possédant eux-mêmes des esclaves, en aidant les Blancs à réprimer les révoltes fomentées par les esclaves et en soutenant la Confédération en 1861. Leur revirement de 1862 et leur défense de la cause abolitionniste marque certainement une coupure importante avec le passé. Mais, comme nous le verrons dans les prochains chapitres, entre l'avant et l'après-guerre, les éléments de continuité dans leur relation avec la majorité noire sont plus importants que les éléments de changements. La société tripartite a eu pour effet que les gens de couleur libres développent une identité distincte des esclaves, de qui ils voulaient se dissocier et avec qui la relation n'a jamais été marquée par la solidarité. Même si, pour la première fois en 1862, ils défendent les droits des esclaves, leur rapport à eux ne changea pas, c'est-à-dire qu'ils continuèrent à se considérer comme étant à la fois différents et supérieurs aux affranchis. En encourageant l'essor d'une société à trois niveaux dans laquelle un groupe d'origine mixte a eu la chance de s'enrichir et de se développer, les Blancs ont réussi à créer un antagonisme profond entre gens de couleur et Noirs, qui subsista au-delà de l'abolition de l'esclavage. À la veille de la guerre civile, les gens de couleur libres formaient donc une entité sociale et ethnique à part entière, totalement séparée des esclaves par leur culture, statut, niveau d'instruction et situation économique et malgré le rapprochement qui s'est effectué entre les deux groupes au cours des années 1860, les premiers ne se sont jamais identifiés aux seconds.

⁹⁷ Laura Foner, «Free People of Color in Louisiana and St. Domingue», *Journal of Social History*, p. 430.

CHAPITRE 3

ÉMERGENCE DU JOURNAL *L'UNION* ET DU LEADERSHIP DE COULEUR

Et maintenant que la ville appartient aux
Fédéraux, comment, avec une apparence de
raison, peut-on faire un crime, peut-on même
blâmer ceux de nos frères qui ont cru devoir
répondre à l'appel du général Butler, quand ce
représentant du gouvernement des Etats-Unis
vient de concéder généreusement aux personnes
de couleur des droits dont elles n'avaient joui
auparavant, et qu'il reçoit dans son armée ceux
d'entre nous qui se sont faits soldats, sur le pied
de la plus parfaite égalité?

Armand Lanusse, *L'Union* (1862)

La conquête de la Nouvelle-Orléans le 26 avril 1862 et son occupation subséquente par l'armée fédérale à partir du 1er mai de la même année, représentent un véritable tournant en ce qui concerne la relation entre gens de couleur et Noirs. Non seulement la présence nordiste s'est-elle accompagnée d'un changement d'allégeance chez les gens de couleur libres qui, de pro-Confédération, sont devenus pro-Union; mais elle a aussi permis aux plus politisés et aux plus progressistes d'entre eux d'occuper des postes de leadership et de commencer à dénoncer ouvertement les institutions anti-démocratiques du Sud. L'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans a eu pour effet de déclencher chez les gens de couleur une prise de conscience sociale qui les a amenés à condamner l'esclavage et à revendiquer leurs pleins droits de citoyenneté. Jamais auparavant la population de couleur libre n'a critiqué avec autant de virulence l'oppression exercée par les Blancs et jamais auparavant son engagement politico-social ne fut aussi direct et franc. Il a fallu attendre les événements des années soixante pour que les gens de couleur développent un lien de solidarité avec les esclaves et cette nouvelle solidarité passait par le discours engagé que leurs leaders politiques ont commencé à articuler via la presse dès qu'ils en ont eu l'occasion. Le rapprochement qui s'est effectué entre les deux collectivités durant la guerre de Sécession passait effectivement par un discours revendicateur, c'est-à-dire un discours qui misait sur l'unification autour de la cause des droits de l'homme et qui était attribuable à l'existence, en Louisiane, d'une élite intellectuelle instruite et éclairée qui a saisi les opportunités de la période pour s'illustrer

comme leader politique et pour inaugurer le mouvement de revendications progressistes de la Reconstruction. Ce mouvement était totalement à l'image des attentes, des préoccupations et des ambitions politiques de ses instigateurs.

L'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans a donné suffisamment de liberté aux gens de couleur pour leur permettre de protester et de donner libre cours à leur mécontentement. Ce fut comme si l'occupation étrangère de la ville leur a fait prendre conscience de l'injustice de leur situation et de celle des esclaves. Il faut dire que, un an après l'éclatement des hostilités, les autorités sudistes n'avaient toujours pas accordé aux soldats de couleur le droit de prendre les armes et de participer à des combats, les empêchant ainsi de prouver qu'ils pouvaient se battre. Face à une telle déception, ils ont changé d'allégeance dès que l'occasion s'est présentée et ont commencé à attaquer vigoureusement les institutions sudistes. La présence de l'armée fédérale s'est implicitement accompagnée d'un droit à la liberté d'expression qui les a amenés à verbaliser leur colère et à formuler leurs aspirations autour d'un discours dont le but était de dénoncer le pouvoir abusif des esclavagistes blancs¹. Ils ont profité d'un contexte favorable pour revendiquer leurs droits de citoyenneté et pour condamner l'injustice dont la majorité noire était victime dans le Sud esclavagiste. Deux organes de presse ont joué un rôle fondamental dans cet effort entre 1862 et 1870: *L'Union: mémorial politique, littéraire et progressiste* (publiée du 27 septembre 1862 au 19 juillet 1864) et son successeur, *La Tribune: journal politique, progressiste et commercial* (publiée du 21 juillet 1864 au 28 février 1869 et quelques numéros en 1870). Le titre du premier journal, *L'Union*, est très évocateur quant aux intentions de ses rédacteurs: d'une part, il fait allusion au soutien à la cause unioniste, seule vraie force pouvant amener le Sud obscurantiste vers la lumière du progrès et de la civilisation; d'autre part, il fait allusion à l'importance de s'unifier autour des principes universels de justice et de liberté. En ce qui concerne l'adjectif «progressiste», qui apparaît dans les titres complets des deux journaux, il ne laisse planer aucun doute quant à leur message contestataire².

¹ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 38.

² James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 80-82.

Mais avant de passer à l'analyse de ces deux organes de presse, nous examinerons d'abord le contexte d'émergence du premier journal, soit *L'Union*, qui a inauguré le mouvement de revendications progressistes des leaders de couleur et qui a posé les jalons de leur nouvelle solidarité avec les esclaves. Il est important de présenter le contexte dans lequel *L'Union* est née puisqu'il met en évidence le pragmatisme de la démarche de ses rédacteurs et il permet de préparer le terrain pour l'analyse que nous proposons ensuite de leur discours journalistique. Divisé en quatre parties, ce chapitre a pour but de montrer que les leaders de couleur ont commencé à publier un journal à la fois unioniste et abolitionniste à un moment où il était devenu avantageux pour eux de le faire puisque la défense de ces deux causes - inter-reliées au moment où *L'Union* a fait son apparition sur la scène journalistique orléanaise - devait leur permettre d'obtenir du gouvernement fédéral ce qu'ils désiraient par-dessus tout: la pleine citoyenneté. Après avoir expliqué pourquoi les gens de couleur libres ont initialement soutenu la Confédération pour ensuite se ranger derrière la bannière étoilée, nous présenterons les facteurs qui les ont incités à publier un journal comme *L'Union*: autorisation des hommes de couleur à s'enrôler dans l'armée fédérale, instauration du système de travail contractuel du général Benjamin Butler et Proclamation préliminaire d'émancipation du président Abraham Lincoln. Ce qu'il faut retenir de ce chapitre est que *L'Union* a vu le jour après que les autorités nordistes aient fait preuve d'ouverture à l'égard des gens de couleur et des esclaves et qu'à cette ouverture, les premiers ont réagi favorablement en lançant un organe de presse qui devait servir à créer un consensus au sein de leur population autour des causes unionistes et abolitionnistes, deux causes devenues indissociables en septembre 1862 et dont l'adhésion était essentielle à l'obtention du droit de vote des hommes de couleur.

3.1 Arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans et changement d'allégeance des gens de couleur

Le 1^{er} mai 1862, suite à la victoire de l'amiral David Farragut, les troupes du général Benjamin Butler sont débarquées à la Nouvelle-Orléans³. La conquête, puis l'occupation

³ Le 1^{er} mai 1862, le général Butler émet une proclamation dans laquelle il déclare que la Nouvelle-Orléans était placée sous la loi martiale et il invitait tous les Néo-Orléanais à prêter serment d'allégeance au gouvernement des États-Unis. Benjamin F. Butler, *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 1, April 1860-June 1862, Norwood, Massachusetts, Plimpton Press, 1917, p. 433-436; Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler: Butler's Book*, Boston, A. M. Thayer, 1892, p. 379-382; Kate Stone, *Brokenburn: The Journal of Kate*

militaire de la ville seulement un an après l'éclatement des hostilités, marquent le début de la Reconstruction à la Nouvelle-Orléans qui va durer jusqu'en 1877. La guerre ne faisait que commencer et le plus grand port du Sud tombait aux mains de l'armée fédérale⁴. Cet important centre d'approvisionnement n'était pas la seule perte subie par le Sud immédiatement après la conquête de la ville. Très vite, la Confédération perdit aussi la loyauté des hommes de couleur et celle du corps militaire qu'ils avaient formé en 1861 pour combattre l'ennemi du Nord, les *Native Guards*: initialement partisans de la Confédération, ils sont devenus en 1862 partisans de l'Union. À partir de ce changement d'allégeance, les gens de couleur libres ont commencé à tisser des liens de plus en plus serrés avec les esclaves et l'unité grandissante entre les deux groupes se voyait notamment dans l'œuvre journalistique produite par les Créoles de couleur au cours des années soixante. Il a fallu attendre la guerre civile pour que ces derniers dénoncent ouvertement les institutions du Sud et pour que se développe un lien de solidarité entre eux et leurs homologues noirs. Tout commença donc avec l'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans à qui les hommes de couleur allaient désormais adresser leurs doléances.

Plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi les hommes de couleur ont changé d'allégeance à partir de l'occupation militaire de la ville au printemps de 1862. Pour certains historiens, dont Caryn Cossé Bell, la volte-face des hommes de couleur s'explique par le fait que ces derniers n'ont jamais été réellement partisans de la Confédération⁵. Selon cette historienne, ils n'ont pas soutenu initialement la cause sudiste par convictions sincères, mais plutôt par peur de représailles et par désir de défendre la Louisiane, leur patrie, contre les envahisseurs du Nord, comme ils l'avaient fait en 1814-15 contre l'Angleterre sous le commandement du général Andrew Jackson. L'attachement des gens de couleur à la Louisiane ne doit pas être pris pour un attachement à la Confédération. Leur soutien initial au Sud et aux esclavagistes blancs était fragile et dès que l'occasion s'est présentée, ils ont

Stone, 1861-1868, sous la direction de John Anderson, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1972, p. 105 (note 28).

⁴ Justin A. Nystrom, *New Orleans after the Civil War: Race, Politics and a New Birth of Freedom*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2010, p. 26.

⁵ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 232.

changé de loyauté. Au fond, selon Bell, la volte-face des hommes de couleur n'avait rien de bien étonnant: elle ne faisait que refléter leurs convictions réelles et leur amour non seulement pour la Louisiane (plutôt que pour la Confédération), mais aussi pour les valeurs républicaines sur lesquelles l'Union américaine s'était érigée. Dans son interprétation du changement d'allégeance de 1862, Bell s'oppose à des historiens comme Donald Everett qui ont décrit les gens de couleur libres comme des êtres égoïstes et opportunistes, prêts à soutenir n'importe quelle cause en échange d'une reconnaissance politique⁶. Espérant pouvoir troquer leurs services militaires contre la reconnaissance de leurs droits civiques, Everett explique que les hommes de couleur ont d'abord offert leur soutien à la Confédération et, espérant exactement la même chose lorsque la ville fut conquise par l'armée fédérale en 1862, ils ont offert leurs services au général Butler. Selon Everett, le changement de loyauté des gens de couleur n'était qu'une manifestation de leurs tendances opportunistes. Profiteurs, ils sont devenus unionistes pour la simple raison qu'à partir de mai 1862, seule cette cause pouvait leur permettre de matérialiser leur ardent désir d'être reconnus comme force politique et d'atteindre ainsi le but ultime qu'ils s'étaient fixé: contrôler la Reconstruction et la population blanche de l'État. La volte-face des hommes de couleur a donc fait l'objet de plusieurs interprétations historiographiques et celles-ci varient selon l'image que les historiens se font des gens de couleur.

Entre ces deux extrêmes, il y a un monde de possibilités et l'interprétation que nous proposons ici du revirement des gens de couleur libres se situe à mi-chemin entre Bell et Everett. En examinant ce que disent les hommes de couleur dans *L'Union*, nous pouvons constater qu'ils ont souvent été amenés à s'expliquer auprès des autorités fédérales quant à leur soutien initial à la Confédération. Beaucoup d'articles visaient à justifier le changement d'allégeance de 1862 et les raisons évoquées par les rédacteurs du journal viennent pratiquement toutes corroborer la thèse de la contrainte et celle du désir de protéger la Louisiane contre une armée envahissante. Évidemment, dans un organe de presse unioniste dont le but ultime était d'obtenir, grâce au gouvernement fédéral, le droit de vote pour les hommes de couleur, la loyauté changeante de ces derniers ne pouvait être justifiée par une

⁶ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 5, 231-232; Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 44, 64; Donald Everett, *Free People of Color in New Orleans, 1803-1865*, p. 366-367.

explication qui mettait en question leur attachement à l'Union ou qui laissait sous-entendre qu'ils avaient fait preuve d'opportunisme, même si opportunisme il y eut jusqu'à un certain point. Plutôt que de parler strictement d'opportunisme, comme l'a fait Everett, nous voyons dans le changement d'allégeance des gens de couleur libres un certain pragmatisme. À partir de la présence nordiste, ils semblent effectivement s'être rendu compte que la disparition du préjudice de race, dont eux aussi étaient victimes, passait par l'abolition de l'esclavage et que celle-ci passait par le soutien à la cause unioniste. Même un homme de couleur aussi méfiant à l'égard des Nordistes que le poète et directeur de l'Institut catholique des Orphelins indigents, Armand Lanusse, a fini par se ranger derrière la bannière étoilée parce qu'il a compris que seule la cause de l'Union représentait la vraie voie vers la justice et la liberté pour tous ceux qui avaient du sang noir dans les veines.

Ayant d'abord offert ses services à la Confédération afin de défendre la Louisiane contre les envahisseurs du Nord, cet ancien soldat des *Native Guards* était si peu enthousiaste lorsque les Nordistes ont conquis la Nouvelle-Orléans, qu'en guise de protestation, il a refusé de faire flotter le drapeau américain sur le toit de son école, tel qu'ordonné par le général Butler dans sa proclamation du 1^{er} mai 1862⁷. Mais, comme beaucoup de ses compatriotes, Lanusse a fini par se ranger du côté de l'Union puisqu'il était devenu «ridicule» selon lui de continuer à défendre une cause qui, au fond, était nuisible aux gens de couleur. Il regrettait que son changement d'allégeance l'obligeât à se battre contre des anciens amis, mais il ne pouvait plus prêter son concours à un gouvernement qui favorisait la perpétuation du préjugé racial. Lanusse se définissait d'abord comme un Louisianais et un Créole avant de se définir comme un Américain ou un Sudiste et il aurait soutenu n'importe quelle cause pourvu que les intérêts de sa patrie et de son peuple soient protégés⁸. Voici comment il a expliqué le revirement des hommes de couleur dans une lettre qu'il adressa au rédacteur en chef de *L'Union* en octobre 1862:

⁷ Benjamin F. Butler, *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 1, April 1860-June 1862, p. 434.

⁸ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 28.

Pourquoi voudrait-on que nous nous fissions le Don Quichotte d'une cause dont les tendances sont hostiles à notre population, malgré la voix du sang qui crie contre une pareille énormité? Bien que nous soyons déterminés [...] dans des circonstances difficiles, à ne jamais prendre les armes contre un parti que nous voulions servir par attachement à la terre natale et par réminiscence du passé [...] et dans lequel nous revoyons tant de jeunes amis [...] avec lesquels il faudrait s'entr'égorgner dans les lieux mêmes peut-être où s'ébattaient nos fraîches et belles années; bien que cette détermination, disons-nous, ait pris racine au plus profond de notre cœur, chacun comprendra sans peine que nous serions par trop ridicules, si, oubliant ce que nous sommes, et maintenant que se manifeste le bon vouloir du gouvernement fédéral en faveur de notre classe, nous allions donner notre adhésion ou prêter notre concours, quelque faible qu'il soit, au maintien d'un préjugé qui, Dieu en soi loué, disparaît chaque jour et rapidement de tous les pays civilisés de la terre⁹.

Sans le dire explicitement, nous comprenons que Lanusse a changé de loyauté pour des raisons pragmatiques plus que par convictions sincères. Pour cet ancien soldat des *Native Guards*, il s'agissait d'un mariage de raison et non d'un mariage d'amour. Même si sans grand enthousiasme, Lanusse a donné son soutien au gouvernement fédéral parce qu'il jugea que l'option unioniste était devenue la seule alternative valable pour lui et les siens. Il faut dire que certains événements l'ont aidé dans son cheminement. Quelque temps avant la publication de sa lettre, Butler s'était montré sympathique à l'égard des hommes de couleur. Comme nous le verrons au point suivant, après des mois d'insistance auprès du général, ils reçurent l'autorisation de s'enrôler dans l'armée des États-Unis en août 1862. Avec cette nouvelle opportunité offerte aux hommes de couleur, il était devenu plus absurde que jamais, selon Lanusse, de ne pas se ranger du côté de l'Union. Les hommes de couleur se devaient désormais de prêter main forte au gouvernement qui leur donnait la possibilité de faire leurs preuves et de se montrer dignes d'obtenir les mêmes droits de citoyens que les Blancs.

Rappelons qu'en dépit de leur statut privilégié dans la société tripartite de l'État, qu'ils ont voulu protéger en soutenant d'abord la Confédération, les gens de couleur libres n'étaient pas considérés comme des citoyens à part entière: ils n'ont jamais eu accès à la franchise électorale et un an après le début de la guerre, les dirigeants du Sud n'avaient toujours pas accordé aux hommes des *Native Guards* l'autorisation de participer à des

⁹ *L'Union*, «Explication: à M. le Rédacteur-en-chef du journal *L'Union*», le 8 octobre 1862; Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 28-30.

combats, les empêchant ainsi de prouver qu'ils étaient braves et de consolider leur statut en méritant le droit de vote. En 1861, ils ont effectivement saisi l'occasion provoquée par la guerre pour offrir leurs services militaires aux États confédérés pensant pouvoir parachever leur citoyenneté à l'intérieur du système tripartite, mais ceux-ci ne leur donnèrent jamais la chance de s'en montrer dignes. Cette impasse doit être prise en considération pour comprendre les raisons qui ont incité les hommes de couleur à changer de loyauté après l'arrivée des troupes unionistes à la Nouvelle-Orléans: ils ont fait volte-face parce que la présence nordiste leur a donné un nouvel espoir d'accéder à un statut de citoyen à part entière. Les soldats des *Natives Guards* n'ont d'ailleurs pas tardé à demander au général Butler de bien vouloir les accueillir dans son armée¹⁰. Sans aller jusqu'à dire que les gens de couleur libres ont changé d'allégeance uniquement par opportunisme ou parce qu'ils voyaient en ce changement une occasion de contrôler la Louisiane et la population blanche de l'État, nous croyons à tout le moins qu'ils ont voulu tirer profit du nouveau contexte provoqué par l'arrivée des Nordistes pour améliorer leur sort et jouer un rôle politique important durant la Reconstruction, rôle que la Confédération ne leur avait pas donné la chance de jouer un an après l'éclatement des hostilités¹¹.

À partir de Lanusse, nous comprenons que des raisons pragmatiques ont influencé la loyauté des gens de couleur libres, plus qu'un attachement profond pour l'Union ou la Confédération. Lanusse et ses compatriotes se définissaient d'abord et avant tout comme des Louisianais et des Créoles et ils ne se montraient intéressés que par la cause qui leur était la plus favorable. Le poète lui-même avait affirmé dans une autre de ses nombreuses collaborations au journal qu'il n'avait d'attachement pour aucun gouvernement en particulier, sauf celui qui faisait preuve de «sympathie» à l'égard des siens¹². Comme en témoignent les lettres de Lanusse ainsi que d'autres articles de *L'Union*, la première allégeance des gens de couleur allait à leur peuple, les Créoles, et à leur patrie, la Louisiane, qu'ils ont voulu protéger en 1861 en se portant volontaires pour la Confédération. Cet État était pour eux un bastion important de la francophonie en Amérique du Nord et ils avaient davantage le

¹⁰ Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 32.

¹¹ Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen», *Southern Studies*, p. 9.

¹² *L'Union*, «Communiqué: M. le Rédacteur», le 19 juillet 1864.

sentiment d'appartenir à la diaspora française que d'appartenir à l'Union ou à la Confédération¹³. Afin de comprendre pourquoi ils ont d'abord soutenu les Sudistes blancs, il faut prendre en considération le fait que la Confédération était un système politique suffisamment décentralisé pour leur permettre de survivre culturellement, tandis que le système fédéral plus centralisateur de l'Union rendait leur survie culturelle difficile devant l'élément anglo-saxon. Précisons aussi que les Yankees étaient perçus comme des envahisseurs qui cherchaient à assimiler toute variété ethnique à la culture anglophone¹⁴. Ces Français d'Amérique, ces Créoles de couleur, auraient soutenu la Confédération en 1861 par crainte qu'une victoire du Nord n'aboutisse à l'américanisation de la Louisiane et à la disparition de leur spécificité culturelle. Étant donné que le Yankee anglo-saxon représentait l'américanisation et qu'il était perçu comme une menace pour le fait français en Amérique, les gens de couleur libres se seraient d'abord ralliés à la cause sudiste. Bref, nous croyons que ces derniers ont soutenu la Confédération au début de la guerre par souci de préserver la structure socio-raciale tripartite louisianaise, espérant consolider leur statut à l'intérieur de ce système, ainsi que par souci de préserver la culture francophone. Ils auraient d'abord soutenu la Confédération afin d'échapper à l'américanisation et de protéger la spécificité louisianaise, avantageuse pour eux puisqu'elle leur permettait de se distinguer des esclaves.

Cette image envahissante des Nordistes est bien décrite par le médecin-romancier Alfred Mercier, un Créole blanc qui avait appuyé la Confédération durant la guerre civile par peur de l'assimilation aux Yankees anglo-saxons. Mercier craignait qu'une victoire du Nord ne débouche sur l'absorption définitive de la culture franco-créole par la culture anglo-américaine dominante. Désespéré d'éviter une telle éventualité, le médecin alla jusqu'à tenter de convaincre l'opinion française de la nécessité de soutenir la cause sudiste. En 1862, il publia un pamphlet intitulé *Du panlatinisme* qui visait à montrer que la France avait tout avantage à se rallier à la Confédération, de même qu'au Mexique et autres peuples latins d'Amérique, afin de contrer la menace anglo-saxonne que représentaient l'Angleterre et le nord des États-Unis. Malgré ses efforts pour créer une alliance «panlatiniste» comme

¹³ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 241.

¹⁴ Alfred Mercier, «Introduction», dans *L'habitation Saint-Ybars: ou maîtres et esclaves en Louisiane*, p. 15-16. Patrick Griolet, *Cadjins et Créoles en Louisiane: histoire et survivance d'une francophonie*, Paris, Payot, 1986, p. 84.

contrepoids à l'agression «anglosaxoniste», les autorités françaises n'appuyèrent pas le médecin dans sa démarche¹⁵. Convaincus que le maintien du fait français en Amérique passait par la Confédération, des Créoles blancs comme Mercier ainsi que des Créoles de couleur comme Lanusse auraient donc soutenu la cause sudiste durant la guerre de Sécession. D'autant plus que pour ces derniers, la préservation de la spécificité louisianaise leur permettait de se distinguer de la majorité noire de langue et de culture anglo-saxonnes. Or, suite à la conquête et à l'occupation de la Nouvelle-Orléans par les Nordistes en mai 1862, les gens de couleur libres se sont rendus compte que le soutien à l'Union s'avérait plus avantageux pour eux, surtout après que le gouvernement fédéral fit preuve d'ouverture à leur égard en accordant aux hommes des *Native Guards* le droit de s'enrôler dans l'armée de l'Union. Après mai, et plus particulièrement août 1862, il devint important face à l'ouverture de Butler de se ranger du côté unioniste. Louisianais et Créoles d'abord et avant tout, ce n'était pas par amour sincère ou par patriotisme pour l'Union qu'ils se sont rangés derrière la bannière étoilée, mais bien parce qu'il était devenu avantageux pour eux de le faire. Comme nous le verrons un peu plus loin, la démonstration de cette allégeance pour la Louisiane plutôt que pour les États-Unis atteindra son point culminant avec le Mouvement d'Unification en 1873¹⁶.

Nous ne saurons jamais de manière définitive pourquoi les hommes de couleur ont soutenu la Confédération en 1861, pas plus que nous ne saurons réellement pourquoi ils ont changé de loyauté en 1862¹⁷. Mais à la lumière de ce que nous avons mentionné jusqu'à maintenant, il est tout à fait plausible de croire qu'ils ont d'abord collaboré à la cause sudiste pour protéger leur statut privilégié et leur culture distincte, statut et culture qu'ils espéraient consolider en offrant leurs services militaires aux esclavagistes blancs. Les gens de couleur libres ont appuyé la Confédération par désir de préserver des acquis qu'une victoire de

¹⁵ Alfred Mercier, *Du Panlatinisme: nécessité d'une alliance entre la France et la Confédération du Sud*, Paris, Librairie centrale, 1862; Alfred Mercier, «Introduction», dans *L'habitation Saint-Ybars: ou maîtres et esclaves en Louisiane*, p. 15-16; Salwa Nacouzi, «Les Créoles louisianais défendent la cause du Sud à Paris (1861-1865): latinisme contre anglosaxonisme», *Transatlantica: revue d'études américaines*, vol. 1, 2002 [en ligne], mis en ligne le 23 mars 2006: <<http://www.transatlantica.org/document451.html#tocfrom3>>, consulté le 28 septembre 2012, p. 12-15.

¹⁶ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 241.

¹⁷ Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 21.

l'Union risquait d'annihiler et des circonstances reliées à la conjoncture de guerre ont fait en sorte qu'ils changèrent d'allégeance un an après l'éclatement des hostilités. Louisianais et Créoles dans l'âme, ils n'adhéraient qu'aux causes qui défendaient le mieux leurs intérêts de groupe. Au fond, qu'il s'agisse de l'Union ou de la Confédération, nous pouvons dire que leur soutien à ces deux causes était basé sur des considérations pragmatiques plus que sur des considérations patriotiques puisque leur allégeance première allait à la Louisiane, leur vraie patrie. Le pragmatisme de Lanusse, tel qu'interprété ici, nous a donc permis de nuancer les propos diamétralement opposés de Bell et de Everett sur le sujet.

3.2 Autorisation des hommes de couleur à s'enrôler comme soldats de l'Union

Un élément fondamental doit être pris en considération non seulement pour expliquer le changement de loyauté des gens de couleur libres, mais aussi pour comprendre le contexte d'émergence de *L'Union*, dont le titre à lui seul ne laisse planer aucun doute quant à leur nouvelle allégeance: ce journal fut créé un mois après que les hommes de couleur aient reçu l'autorisation de s'engager dans l'armée fédérale. Après des semaines d'insistance auprès de Butler, le 22 août 1862 ces derniers obtiennent la permission de s'enrôler comme soldats de l'Union¹⁸. À la fois inspirés et stimulés par ce nouveau droit concédé par le général, le 27 septembre 1862 ils ont commencé à produire un journal pro-unioniste qui avait pour but d'encourager leurs compatriotes à s'enrôler dans l'armée fédérale, la participation militaire étant la clé de voûte dans leur combat pour l'obtention des droits civiques et politiques. Les hommes de couleur ont vite fait le lien entre participation militaire et obtention du droit de vote. Ce fut dans cette optique qu'ils avaient d'abord offert leurs services à la Confédération. Si le désir de faire leurs preuves ne s'est pas matérialisé avec le gouvernement sudiste, voilà qu'une nouvelle occasion se présenta à eux en août 1862, cette fois, avec le gouvernement de l'Union.

Le droit de s'enrôler comme soldats de l'Union fut déterminant dans l'émergence du journal et de son engagement pour la défense des causes unionistes et abolitionnistes. Les

¹⁸ Benjamin F. Butler, *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 2, June 1862-February 1863, Norwood Massachusetts, Plimpton Press, 1917, p. 209-211; Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 493.

leaders de couleur se sont empressés de produire un organe de presse dont le but était d'en faire la promotion afin d'inciter les hommes de leur communauté à se battre pour elles. Ces derniers ont d'ailleurs répondu avec engouement à «l'opportunité de s'enrôler»¹⁹. En trois mois, trois régiments furent formés: le premier fut créé le 27 septembre 1862, le second fut créé le 12 octobre 1862 et le troisième, le 24 novembre 1862²⁰. Il est intéressant de constater que *L'Union* a commencé à être publiée la journée même où le premier régiment des *Native Guards* fut incorporé à l'armée fédérale. En son honneur, l'officier de couleur Henry Rey avait composé un poème intitulé «L'ignorance», que *L'Union* fit paraître dans son numéro inaugural:

C'est le mal de l'Humanité./C'est le ver rongeur qui l'épuise,/Ce qui de tous temps la maîtrise,/Et muselle la Liberté./C'est par ses lois que Galilée,/En instruisant, est accusé;/Que la science est ravalée/Et l'absurde divinisé./C'est par arrêt de l'ignorance/Que Jésus, l'apôtre divin,/Subit une ignoble sentence,/En voulant le progrès humain;/Que Jeanne d'Arc, Socrate et d'autres,/Christophe Colomb, Swedenberg,/De la vérité les apôtres,/Sont ou raillés ou mis à mort!/Oui, dans le monde politique,/Social ou religieux,/Comme dans le monde artistique,/L'ignorance trône en tous lieux./C'est l'éteignoir de la science,/La cause de tous nos revers;/C'est l'enfer vrai de l'existence,/Le seul Satan de l'univers/Mais ce siècle de lumière/À sa barre veut juger tout;/Et notre raison, libre et fière,/Pénètre maintenant partout./De ses assises solennelles/Sort l'arrêt de la vérité:/Liberté, paix universelles,/Bonheur humain, fraternité!/Qu'importe si le canon gronde,/Si partout s'entr'ouvre un tombeau:/C'est le départ d'un mauvais monde,/L'aurore d'un autre plus beau!²¹

L'engagement social est évident dans ce poème d'Henry Rey qui, en affirmant que l'ignorance portait atteinte à la liberté et au progrès, s'attaquait implicitement au système esclavagiste. Sans jamais utiliser les mots «esclave» ou «esclavage», nous comprenons dès les premiers vers qu'il dénonçait ce système comme étant l'une des conséquences les plus néfastes de l'ignorance, grande responsable de tous les maux dont souffrait l'humanité. Aussi, les derniers vers du poème dépeignent la guerre comme un mal nécessaire pour

¹⁹ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 35.

²⁰ Roland C. McConnell, «Louisiana's Black Military History, 1729-1865», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert MacDonald et al., New Orleans, Tulane State Museum, 1979, p. 47-48; Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 32.

²¹ *L'Union*, «L'ignorance», le 27 septembre 1862; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 233-234. Ce poème était signé simplement par le prénom de l'auteur, soit Henry, et c'est Bell qui précise son identité.

enrayer ce fléau qui «muselle la Liberté»²². Pas étonnant qu'un poème composé par un officier militaire reconnaisse la nécessité de la guerre ainsi que la nécessité de mourir pour une juste cause, surtout lorsque cet officier collaborait à un journal qui visait à inciter les hommes de couleur à s'enrôler.

L'acceptation des hommes de couleur dans l'armée fédérale peu de temps avant sa parution permet de corroborer l'idée que, malgré le début de solidarité avec les esclaves, *L'Union* restait pour l'essentiel le journal des gens de couleur, conçu surtout pour représenter leurs intérêts. Saisissant l'ouverture de Butler à leur égard, près d'un mois après qu'ils furent autorisés à porter l'uniforme bleu, les leaders de couleur commencèrent à publier un journal qui visait à mobiliser l'ensemble de leur communauté autour du thème de l'Union et de l'abolition afin de recruter des volontaires pour servir dans l'armée fédérale. Étant donné que l'enrôlement constituait un premier pas important pour l'obtention des droits civiques, ils ont créé un organe de propagande persuasif dont l'un des buts principaux était de convaincre les hommes de couleur de s'engager comme soldats de l'Union. Pour les inciter à l'enrôlement, *L'Union* publiait souvent des articles qui appelaient aux armes et qui couvraient d'éloges les soldats des *Native Guards*, présentés comme de véritables héros et champions de la liberté. Mais pour convaincre les hommes de couleur à joindre les rangs de l'armée fédérale, le journal misait aussi sur des articles qui abordaient de manière touchante et engageante les thèmes de l'abolitionnisme et de l'unionisme: il fallait inciter les hommes à se battre et pour les inciter à se battre, voire à risquer leur vie pour l'Union et l'abolition, il fallait mettre en évidence la légitimité de ces deux causes et la rhétorique du journal ne laissait planer aucun doute quant à cette légitimité.

Étant donné que Butler fut le grand responsable du droit à l'enrôlement des hommes de couleur dans l'armée fédérale, *L'Union* lui vouait une admiration sans borne. Méprisé et qualifié de «brute» par les Sudistes blancs parce qu'il gouvernait la Nouvelle-Orléans avec une main de fer, le général était très estimé par les rédacteurs du journal qui ne tarissaient pas d'éloges à son égard²³. Ces derniers lui consacrèrent d'ailleurs plusieurs articles apologiques

²² Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 233.

²³ Le surnom du général était *Beast Butler*. John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, New York, Books for Libraries Press, 1971, p. 35-36.

et lorsqu'ils apprirent que le général allait quitter la ville le 14 décembre 1862, ils ont exprimé leur grande déception²⁴. Or, si Butler avait donné aux hommes de couleur l'autorisation de s'enrôler comme soldats de l'Union, il ne l'avait pas fait pour des raisons de justice ou pour satisfaire leur désir d'avancement. Il leur avait concédé ce droit afin de compenser les rangs décimés de l'armée fédérale, d'autant plus que les hommes de couleur, contrairement aux soldats nordistes, étaient immunisés contre la fièvre jaune qui sévissait périodiquement à la Nouvelle-Orléans²⁵. Remplissant d'abord des fonctions subalternes qui visaient à libérer les militaires blancs des travaux éreintants et inintéressants, les soldats de couleur auront la chance de faire leurs preuves sur les champs de bataille en mai 1863 lors de la Bataille de Port Hudson. Forts de cette expérience qui leur vaudra beaucoup d'éloges, les hommes de couleur en profiteront pour insister encore davantage sur leurs droits politiques et des mesures concrètes, rapportées dans le journal, seront prises pour y accéder.

3.3 Instauration du système de travail contractuel de Butler dans les paroisses rurales du sud de la Louisiane

La perte de la Nouvelle-Orléans fut énorme pour les Sudistes blancs, mais pour les esclaves, elle marque le début de leur libération²⁶. Lorsque les leaders de couleur ont lancé *L'Union*, l'esclavage était déjà en perte de vitesse en Louisiane et ce sont les esclaves eux-mêmes qui, les premiers, avaient mis en danger la pérennité du système. Par des gestes réfractaires concrets, comme celui de prendre la fuite, ils ont commencé à miner la structure socio-économique louisianaise très tôt après le déclenchement des hostilités. Profitant du relâchement autoritaire provoqué par la guerre pour matérialiser leur désir de liberté, ils ont contribué à leur propre émancipation avant même que *L'Union* ne fasse son apparition sur la scène journalistique orléanaise ou que Lincoln ne fasse de l'abolition un enjeu officiel de la

²⁴ *L'Union*, «Le rappel du général Butler», le 10 décembre 1862.

²⁵ Il est clair que le but de Butler était surtout de pallier le manque de soldats blancs dont il se plaignait constamment dans sa correspondance. Il est clair aussi qu'au moment où le général concéda ce droit aux hommes de couleur, il craignait une attaque des Sudistes à la Nouvelle-Orléans. Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 32; Benjamin F. Butler, *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 2, June 1862-February 1863, p. 54, 186, 192; Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 491.

²⁶ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866: Anatomy of a Tragedy*, Lafayette, University of Southwestern Louisiana, 1983, p. 3.

guerre civile. L'évasion a toujours été un moyen de résistance utilisé par les esclaves pour exprimer leur mécontentement à l'égard du système esclavagiste. Mais durant la guerre, et surtout après l'arrivée des «libérateurs» du Nord en mai 1862, cet acte de résistance a véritablement atteint son paroxysme. À partir du moment où les esclaves avaient une destination certaine, en l'occurrence la Nouvelle-Orléans occupée par l'armée fédérale, ils se sont mis à fuir comme ils n'avaient jamais fui auparavant pour aller rejoindre ceux qu'ils croyaient être venus les libérer²⁷. Avec l'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans, le phénomène des fuites prit une ampleur sans précédent et très vite après son occupation, la ville se retrouva dans une situation de surpeuplement qui obligea les autorités fédérales à trouver des solutions dont la mise en application allait mener graduellement à l'émancipation des esclaves en Louisiane.

Or, lorsque Butler débarqua à la Nouvelle-Orléans au printemps de 1862 à titre de commandant de la division est du Golfe, il n'avait guère l'intention d'y affranchir les esclaves²⁸. Sa priorité était plutôt de pacifier la population locale blanche et de rétablir l'ordre dans la région. À cette fin, il voulait préserver l'esclavage en Louisiane et il s'était engagé à faire respecter les droits de propriété des maîtres-esclavagistes, au nom de la Constitution des États-Unis²⁹. Lorsqu'il arriva en Louisiane, les intentions du général étaient tout à fait conformes à celles de Lincoln. Désireux d'assurer constance et continuité dans l'application des politiques fédérales, Butler devait se montrer très prudent au sujet de l'esclavage car en mai 1862 le président refusait d'interférer avec l'institution sudiste. Deux raisons incitaient Lincoln à ne pas vouloir toucher à l'esclavage: d'une part, il craignait de froisser les quatre

²⁷ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 25. Pour une étude sur l'agency des esclaves durant la guerre et la Reconstruction, voir John Rodrigue, «Black Agency after Slavery», dans *Reconstructions: New Perspectives on the Postbellum United States*, sous la dir. de Thomas J. Brown, New York, Oxford University Press, 2001, 40-65.

²⁸ La Nouvelle-Orléans fut sous le contrôle du général Benjamin Butler du 1er mai au 14 décembre 1862. Après quoi, il fut remplacé par le général Nathaniel Banks, son successeur à titre de commandant général du département du Golfe, qui entra en poste le 17 décembre 1862. John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, p. 33; J. C. Randall et David Donald, *The Civil War and Reconstruction*, deuxième édition, Boston, Little, Brown and Company, 1969, p. 515.

²⁹ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 25; Benjamin F. Butler, *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 1, April 1860-June 1862, p. 433-436; Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 379-382.

États esclavagistes restés fidèles à l'Union, à savoir le Maryland, le Delaware, le Kentucky et le Missouri; d'autre part, ayant déjà en vue la reconstruction du pays, il craignait de s'aliéner la sympathie de la population loyale blanche de la Louisiane, l'État qui devait servir de laboratoire pour tester ses politiques de redressement économique d'après-guerre³⁰. Des circonstances reliées à la conjoncture de guerre obligèrent toutefois les autorités fédérales à se détacher de leurs intentions initiales et les gestes qu'elles furent amenées à poser allaient conduire à l'effondrement du système esclavagiste. En Louisiane, la responsabilité ultime de ce glissement dans les objectifs de guerre revenait aux esclaves eux-mêmes qui, en quittant massivement les plantations du sud de l'État pour aller se réfugier à la Nouvelle-Orléans, avaient créé un contexte favorable à leur émancipation.

Aussitôt installés à la Nouvelle-Orléans, les dirigeants du Nord furent confrontés à une difficulté majeure que l'arrivée massive des esclaves fugitifs a eu pour résultat d'aggraver: celle de nourrir les résidents de la ville nouvellement conquise³¹. En effet, immédiatement après son arrivée, Butler dut faire face à un grave problème de pénurie alimentaire et même s'il ne le dit pas explicitement dans ses écrits personnels, ce problème fut intensifié par deux phénomènes indissociables: l'accroissement subit de la population orléanaise et la déstabilisation du système de plantations, un système essentiel à l'approvisionnement de la ville, mais que les esclaves avaient perturbé en fuyant par milliers pour aller rejoindre leurs «libérateurs» du Nord à la Nouvelle-Orléans³². Si l'occupation de la ville entraîna un sérieux problème de surpeuplement à la Nouvelle-Orléans, elle causa, en revanche, un sérieux problème de désertion dans les paroisses avoisinantes de la Basse-Louisiane, d'où les esclaves fugitifs provenaient pour la plupart. Cette région se trouvait désormais aux prises avec un manque de travailleurs qui mettait en danger les riches plantations de l'État. L'exode des nombreux ouvriers agricoles représentait un défi de taille pour le général Butler: en plus de devoir s'assurer que le calme soit maintenu dans les rues densément peuplées de la ville, il devait s'assurer que l'insuffisance de nourriture ne

³⁰ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 3, 25, 30.

³¹ Dès le début de son règne à la Nouvelle-Orléans, Butler était préoccupé par la famine qui sévissait dans la ville. Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 387-388, 392-394.

³² Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 248.

dégénère pas en famine. George Stanton Denison, un Nordiste posté à la Nouvelle-Orléans durant la guerre et un informateur de premier plan pour Washington, décrit bien cette situation de disette alimentaire dans une lettre datée du 6 juillet 1862 adressée à son frère Jimmy:

There is a great deal of suffering here on account of want of food. There was a scarcity of food three or four weeks ago, which is becoming greater every day. Thousands of people in this city today are hungry & cannot obtain sufficient food. Well dressed men & women apply to the soldiers for bread for themselves & children. Yesterday a man of respectable appearance asked me for work. I was about to send him away (for ten times as many apply as can be employed) when he burst into tears, saying his children had had nothing to eat for nearly two days. I think he went home last night more satisfied³³.

Denison ne fait pas nécessairement de lien entre l'exode rural des travailleurs noirs et la rareté de nourriture, pas plus que ne le fait Butler. Mais à partir de leurs propos, il est clair que le manque de vivres à la Nouvelle-Orléans s'aggravait de jour en jour. Dans un contexte de pénurie aussi alarmant où l'armée fédérale n'arrivait même pas à subvenir aux besoins des gens dits «respectables», il ne faut pas s'étonner que le surcroît de population engendré par l'arrivée massive d'esclaves fugitifs représentât une source de préoccupation majeure pour Butler. Mais le général n'était pas au bout de ses peines puisqu'aux problèmes d'approvisionnement urbain s'ajoutaient les problèmes d'épidémies. Dans une ville sujette aux maladies endémiques, comme la fièvre jaune, le soudain accroissement démographique n'était guère très rassurant. D'autant plus que cet accroissement, qui commença au printemps de 1862, se poursuivit de plus belle en été, période de propagation importante³⁴. Confronté à une limite quant à sa capacité de protéger et de nourrir adéquatement la population orléanaise, Butler dut trouver une solution au problème de surpeuplement et celle-ci l'obligea, malgré lui, à se pencher sur l'épineuse question noire. Afin de libérer la ville de son excédent d'habitants, à partir de l'automne 1862, il décida de retourner les fugitifs aux

³³ George Stanton Denison, «Some Letters of George Stanton Denison, 1854-1866: Observations of a Yankee on Conditions in Louisiana and Texas», *Louisiana Historical Quarterly*, sous la direction de James Padgett, vol. 23, no 4, October 1940, p. 1186.

³⁴ Le problème de nourrir la population fut aggravé, précise Butler, par la difficulté de garder la ville en santé. Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 394-396.

plantations³⁵. Mais, craignant de susciter le mécontentement chez les esclaves, voire la révolte, Butler ne pouvait effectuer de retour aux plantations sans apporter d'abord certaines modifications au système d'exploitation agricole louisianais. Pour s'assurer que la réintégration au monde rural s'effectue dans l'ordre autant que possible, il libéra *de facto* les fugitifs et fit d'eux des travailleurs contractuels rémunérés. Autrement dit, dans son désir de maintenir l'ordre, de secourir la misère et de pallier les problèmes de santé publique, l'une des solutions envisagée par le général fut de désengorger la ville en réintégrant les fugitifs aux plantations. Ces plantations que les esclaves devaient réintégrer étaient situées dans le sud-est de la Louisiane, portion de l'État qui n'a pas tardé à être conquise par l'armée fédérale après la Nouvelle-Orléans. Outre la Nouvelle-Orléans, les Nordistes occupaient les paroisses avoisinantes et très tôt après la conquête de la ville, le cœur du royaume de la canne à sucre était entre les mains de l'Union. À la fin de 1863, tout le sud-est de la Louisiane faisait partie intégrante du département du Golfe³⁶.

En plus d'avoir voulu réapprovisionner la ville et l'alléger de son surcroît de population, Butler décida de renvoyer les fugitifs aux plantations parce qu'il voulait tirer profit d'une main d'œuvre disponible pour sauver l'économie de la région qui se portait plutôt mal suite à l'exode des milliers de travailleurs noirs vers la Nouvelle-Orléans. Certes, le rétablissement économique de la Louisiane passait par le retour des fugitifs aux plantations. Mais après avoir vécu un certain temps en milieu urbain, loin de la dureté du travail agricole, il était clair que les esclaves n'auraient jamais accepté de réintégrer le monde rural sans qu'une amélioration ne soit d'abord apportée au système de plantations louisianais. Pas question pour eux de retourner au travail routinier et éreintant des plantations, à moins d'être payés pour le faire et traités avec plus de dignité³⁷. Dans ses objectifs économiques

³⁵ Précisons tout de même que pour prévenir la contagion de la fièvre jaune durant la saison estivale, Butler s'est livré à une véritable campagne de nettoyage de la ville. Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 403-406; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 221.

³⁶ Charles Roland, «Difficulties of Civil War Sugar Planting in Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. XXXVIII, 1955, p. 41; Joe Gray Taylor, *Louisiana Reconstructed, 1863-1877*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1974, p. 4-5. À la fin de 1863, l'armée unioniste occupait les paroisses suivantes: Ascension, Assomption, Bâton-Rouge, Iberville, Jefferson, Lafourche, Orléans, Plaquemines, Saint-Bernard, Saint-Charles, Saint-James, Saint-Jean-le-Baptiste, Sainte-Marie, et Terrebonne. Toutes ces paroisses sont situées au sud-est de la Louisiane.

³⁷ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 44.

pour la Louisiane, le général Butler devait prendre en considération les nouvelles aspirations des esclaves qui étaient mieux placés que jamais auparavant pour exiger un minimum de justice et de respect. Ainsi fut conçu le système de travail contractuel rémunéré de Butler, dont le but était de retourner les fugitifs aux plantations sans les asservir à nouveau, mais sans les déclarer officiellement libres. Le général ne pouvait libérer les esclaves puisque ses objectifs de guerre pour la Louisiane nécessitaient aussi la collaboration des planteurs loyaux qui n'auraient jamais accepté l'abolition pure et dure de l'esclavage. Non seulement avait-il besoin des planteurs pour rétablir l'économie et restaurer le système de plantations, mais il avait aussi besoin d'eux pour consolider la cause de l'Union en Louisiane. Si Butler avait décidé de libérer les esclaves, ces mêmes planteurs ne lui auraient jamais prêté leur concours³⁸. De toute manière, Lincoln ne lui laissait pas cette marge de manœuvre.

Après plusieurs mois de confusion (de mai à octobre 1862), Butler réussit à rétablir un certain ordre dans sa région d'occupation, un ordre qui passait par la réhabilitation de l'économie de plantations qui, à son tour, passait par la collaboration des esclaves et celle des planteurs loyaux³⁹. Malgré ses intentions initiales, les politiques instaurées par le général Butler allaient modifier le statut des esclaves en Louisiane et ce sont les esclaves eux-mêmes qui, en saisissant rapidement les opportunités de la période, l'avaient obligé à amorcer le mouvement d'émancipation, faisant de cet État l'un des premiers où s'est effectué le passage du travail servile au travail contractuel rémunéré. La nouvelle forme de travail établie par Butler dans le sud-est de l'État fut décrite par les historiens comme un modèle de Reconstruction qui, en Louisiane, commença un an après l'éclatement des hostilités. Pendant que la guerre continuait à faire des ravages ailleurs dans le Sud, à partir de l'automne 1862, planteurs et esclaves louisianais commençaient déjà à s'adapter au nouveau système de travail contractuel⁴⁰. La Louisiane était le territoire qui devait servir à tester les politiques de reconstruction du président Lincoln et celles-ci nécessitaient le redressement économique de l'État ainsi que la restauration du système de plantations. Au moment où *L'Union* apparut à

³⁸ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 44.

³⁹ *Ibid*, p. 45.

⁴⁰ *Ibid*, p. 1.

la Nouvelle-Orléans, le processus d'émancipation s'était donc déjà mis en branle grâce aux esclaves eux-mêmes.

3.4 Proclamation préliminaire d'émancipation de Lincoln

Butler commença à implanter son système de travail en octobre 1862, soit peu de temps après que Lincoln ait annoncé son plan d'émancipation le 22 septembre de la même année. Si des circonstances locales avaient poussé le général à repenser la relation maître/esclave et à concevoir un nouveau système de travail pour la Louisiane, le décret présidentiel lui donna la légitimité nécessaire pour agir. Tributaire des décisions qui se prenaient à Washington, Butler instaura ses nouvelles normes de travail après que Lincoln se soit prononcé sur le statut des esclaves et qu'il fasse de l'esclavage un enjeu officiel de la guerre civile. En septembre 1862, le président annonça que si au 1er janvier 1863 les sécessionnistes n'avaient pas mis un terme à leur rébellion, le gouvernement fédéral allait agir directement contre l'esclavage en l'abolissant dans les États (ou fractions d'États) contrôlés par la Confédération. Il profita du demi-succès remporté par l'armée fédérale quelques jours auparavant à Antietam pour déclarer publiquement son intention de libérer les esclaves des États rebelles⁴¹. Lincoln n'annonçait pas qu'il avait l'intention de libérer tous les esclaves, mais sa proclamation contenait les premières dispositions légales permettant d'émanciper au moins une partie de la population servile, soit celle qui vivait en territoire confédéré.

Malgré ses limites, l'annonce de septembre 1862 représentait une étape importante dans le processus d'émancipation des esclaves puisque pour la première fois depuis le début des hostilités, Lincoln avait agi directement contre l'esclavage. Pour la première fois, il était question d'abolitionnisme, un abolitionnisme limité, certes, mais un abolitionnisme tout de même. Le président allait plus loin que l'anti-esclavagisme de son parti. L'ironie derrière l'approche de Lincoln était que pour sauver l'esclavage, il fallait rester fidèle à l'Union. Cette ironie fut d'ailleurs constatée par le *London Spectator* en octobre 1862: le principe fondamental derrière la Proclamation d'émancipation n'était pas «qu'un individu ne pouvait appartenir à un autre individu, mais qu'un individu ne pouvait appartenir à un autre individu

⁴¹ La Bataille d'Antietam eut lieu le 17 septembre 1862 à Antietam dans l'État du Maryland.

à moins d'être loyal au gouvernement des États-Unis»⁴². Il faut comprendre que la proclamation de Lincoln avait pour but de donner un coup dur à la Confédération en incitant les Sudistes rebelles à se ranger du côté de l'Union, seul moyen d'assurer la survie du système esclavagiste. Dans les faits, la proclamation présidentielle n'émancipa aucun esclave puisqu'elle s'appliquait aux États (ou portions d'États) où Lincoln n'avait pas la légitimité nécessaire pour légiférer sur l'esclavage et elle excluait les États (ou portions d'États) où il avait la légitimité de le faire. Mais le décret du président revêtait une importance symbolique: à partir de son annonce, en septembre 1862, l'émancipation devint un enjeu officiel de la guerre civile et désormais une victoire de l'Union signifiait une victoire pour la cause abolitionniste⁴³. Union et abolition étaient devenues indissociables.

Si la proclamation préliminaire de Lincoln n'émancipait dans les faits aucun esclave, elle montrait que l'attitude du président changeait face à l'esclavage et ce changement permit à Butler d'implanter son système de travail en Louisiane. Pour préserver le pays, qui était son but ultime, Lincoln dut faire preuve d'une grande prudence en annonçant ses plans d'émancipation. S'il avait fait de l'abolition pure et dure son cheval de bataille, il aurait risqué de perdre la loyauté des quatre États esclavagistes restés fidèles à l'Union, tout comme il aurait risqué de perdre la sympathie des planteurs loyaux de la Louisiane qui devait servir de modèle pour la reconstruction du pays telle qu'il la concevait. Non seulement le président avait-il besoin de l'appui des planteurs louisianais pour tester ses politiques de redressement économique d'après-guerre, mais encore avait-il besoin d'eux pour renforcer la cause de l'Union en Louisiane. Le système de travail conçu par Butler était donc à l'image des objectifs de guerre du président: ceux-ci nécessitaient la reprise économique de la région, qui nécessitait la restauration du système de plantations qui, à son tour, nécessitait la collaboration des planteurs loyaux et des esclaves. Officiellement, la proclamation n'émancipait aucun esclave dans les territoires occupés du sud-est de la Louisiane, y compris

⁴² Cité dans Roger Ransom, *Conflict and Compromise: The Political Economy of Slavery, Emancipation, and the American Civil War*, New York, Cambridge University Press, 1993, p. 207 et dans J. G. Randall et David Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 381. Notre traduction.

⁴³ Peter Kolchin, *American Slavery, 1619-1877*, New York, Hill and Wang, 1993, p. 207; James McPherson, *Marching Toward Freedom: Blacks in the Civil War, 1861-1865*, New York, Facts on File, 1991, p. 20-22.

la Nouvelle-Orléans⁴⁴. Dans les faits, cependant, même si les travailleurs noirs y étaient toujours officiellement esclaves, leur statut avait évolué grâce au système de travail contractuel de Butler. Bref, selon la Proclamation d'émancipation, les travailleurs noirs de Butler étaient toujours esclaves en théorie, mais en pratique, ils étaient quasi-libres: de travailleurs serviles ils étaient devenus, dès l'automne 1862, des travailleurs contractuels rémunérés.

Malgré les limites de la proclamation présidentielle, à partir de son annonce, l'abolition de l'esclavage devint un enjeu officiel de la guerre civile. L'annonce d'émancipation de Lincoln, combinée aux actions menées sur le terrain par Butler et les esclaves, ont eu pour effet qu'en automne 1862 la cause abolitionniste se porte somme toute assez bien en Louisiane et c'est à ce moment-là que les leaders de couleur ont lancé *L'Union*. Nous pouvons dire que dans leur lutte pour la liberté, ces derniers ont emboîté le pas à la fois au gouvernement fédéral et aux esclaves. Le leadership de couleur n'a peut-être pas amorcé comme tel le processus d'émancipation en Louisiane, mais il a vite fait sienne la cause abolitionniste en publiant un journal qui avait pour but de défendre la liberté comme principe universel. Si, effectivement, les leaders de *L'Union* n'ont pas entrepris la lutte pour la libération des esclaves, ils l'ont à tout le moins radicalisée et en ont propagé l'idée: d'une part, en faisant de l'abolition pure et dure leur cheval de bataille, ils sont allés plus loin que les demi-mesures proposées par Lincoln et Butler; d'autre part, grâce à leur journal, ils pouvaient verbaliser le mouvement que les esclaves avaient entamé par leurs actes réfractaires et répandre ainsi le message abolitionniste. Avec *L'Union*, les leaders de couleur voulaient donner une voix aux esclaves et s'illustrer comme les représentants naturels de la communauté noire. Mais ils voulaient aussi saisir l'occasion reliée à un contexte favorable à l'abolition de l'esclavage pour créer un journal qui devait servir à mobiliser l'ensemble de la population de couleur autour du thème de l'abolitionnisme. Il fallait persuader l'ensemble des compatriotes de la nécessité de se solidariser aux esclaves en soutenant l'Union et l'abolition puisque le soutien de ces deux causes devenues indissociables durant la guerre représentait un premier pas important vers la pleine citoyenneté des hommes de couleur.

⁴⁴ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 6.

Certes, le contexte était favorable pour publier un journal progressiste et promouvoir la cause abolitionniste. Mais au-delà du désir de défendre la liberté, les leaders créoles ont saisi l'ouverture de Lincoln et de Butler face aux esclaves pour promouvoir leur propres intérêts et se donner plus de visibilité, d'autant plus qu'au moment où ils ont lancé *L'Union*, la ville était submergée de fugitifs et plus que jamais, ils craignaient d'être absorbés par la majorité noire. L'abolition de l'esclavage n'était pas le seul cheval de bataille du journal: en même temps que ses rédacteurs voulaient donner une voix aux esclaves en défendant leur libération, ils voulaient donner une voix aux gens de couleur libres en faisant la promotion de leurs droits de citoyenneté. Afin de promouvoir efficacement les droits des gens de couleur, il fallait miser sur leurs différences avec les esclaves. Celles-ci étaient importantes pour leur survie en tant que collectivité distincte, mais également parce que si le gouvernement fédéral semblait plus ouvert face aux Noirs, s'il semblait enclin à libérer les esclaves advenant une victoire du Nord, il n'était certainement pas prêt à accorder le droit de vote à des anciens esclaves. Bref, les leaders de couleur avaient avantage à créer un journal qui, en plus de défendre et de pousser la cause abolitionniste, visait à perpétuer les différences entre les deux groupes car la perpétuation de ces différences était leur seule chance de matérialiser leur ardent désir de devenir électeurs et donc citoyens à part entière. Avec *L'Union*, il y eut un début de solidarité entre gens de couleur et esclaves, mais ce journal restait pour l'essentiel celui d'une classe intermédiaire privilégiée qui sentait son statut et ses privilèges s'estomper.

*

*

*

En plus de leur catégorie sociale qui, durant la guerre, tendait à disparaître, le surcroît d'esclaves à la Nouvelle-Orléans à partir de l'occupation nordiste a eu pour effet d'affaiblir le poids démographique des gens de couleur. Se dissocier de la majorité noire devenait donc de plus en plus difficile. Pour éviter de sombrer dans l'oubli et d'être engloutis dans une mer d'affranchis, les hommes de couleur ont créé un journal qui visait, certes, à représenter les intérêts des esclaves, mais qui visait surtout à représenter les intérêts des gens de couleur. Dans un contexte où l'esclavage était en voie d'extinction et où le statut de la population de couleur était plus précaire que jamais, ils ont conçu un journal dont le but consistait à assurer leurs distinctions et, par conséquent, leur survie en tant que collectivité distincte. Il faut dire aussi que les Nordistes, peu familiers avec la structure socio-raciale louisianaise, avaient

souvent du mal à distinguer les gens de couleur des esclaves, ce qui pouvait placer les premiers dans une position de vulnérabilité et affaiblir leur rapport de force avec les preneurs de décisions. Ainsi, le contexte d'émergence de *L'Union* était favorable à la création d'un journal progressiste qui avait pour but de condamner l'esclavage et de revendiquer la liberté comme principe universel, mais il était également favorable à la création d'un journal qui devait servir à faire valoir les droits des gens de couleur, à promouvoir la spécificité du groupe et à les inciter à prendre les armes pour la cause unioniste et abolitionniste, deux causes à bien des égards subordonnées à leurs intérêts de classe. Autrement dit, les circonstances qui ont mené à la naissance de *L'Union* mettent en évidence le pragmatisme dans la démarche de ses rédacteurs qui ont profité de la conjoncture de guerre pour créer un journal aux visées humanitaires, mais qui devait aussi servir à défendre leurs intérêts et à assurer leur avancement. La Nouvelle-Orléans était la première ville de la Confédération à subir l'humiliation de la conquête et à faire face aux rudes épreuves de la Reconstruction. Mais avec l'occupation militaire est venue l'occasion pour les hommes de couleur de s'imposer comme leaders politiques et d'entamer la première et la plus longue lutte pour la justice de la période⁴⁵. Malgré leur nombre restreint, les gens de couleur libres sont devenus des figures historiques importantes dans la Louisiane des années soixante et leurs journaux, d'abord *L'Union*, ensuite *La Tribune*, incarnaient la voix du mouvement de revendications progressistes auquel ils ont donné naissance en 1862⁴⁶.

⁴⁵ David Rankin, «The Origins of Black Leadership in New Orleans during Reconstruction», *Journal of Southern History*, p. 418.

⁴⁶ Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 3-7.

PARTIE II
ANALYSE DU DISCOURS JOURNALISTIQUE DES
HOMMES DE COULEUR

CHAPITRE 4
VERS UNE RHÉTORIQUE REVENDICATRICE ET UNIFICATRICE, *L'UNION*:
MÉMORIAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET PROGRESSISTE, 1862-1864

Union sainte! Une nouvelle aurore
De l'avenir va féconder tes champs!
La liberté que l'univers adore
Grandit notre âme et réveille nos chants.
Aux aquilons le ciel vous abandonne,
Honteux soutien d'un système insensé;
Contre vos lois l'univers entier tonne.
La foudre a lui..... Votre temps est passé!

Poème anonyme, *L'Union* (1863)

Pour la première fois, à partir de l'automne 1862, les gens de couleur libres prennent ouvertement parti contre l'oligarchie sudiste et leur nouvel engagement les amena à développer un lien de solidarité avec les esclaves. Mais cet engagement et cette solidarité ne se sont pas exprimés de manière radicale. Timides au départ, les revendications des leaders de couleur se sont intensifiées avec le temps: plus la guerre avançait, plus leurs demandes étaient poussées, plus leur proximité avec les esclaves était grande. Il y eut un glissement vers la radicalisation entre 1862 et 1864 et ce glissement correspondait aux dates de publication de *L'Union* et de *La Tribune*. Avec *L'Union*, le rapprochement entre les deux collectivités passait strictement par la cause abolitionniste, les esclaves ayant été exclus de ses revendications les plus radicales, à savoir le droit de vote, qu'elle réclamait uniquement pour les hommes de couleur. Les rédacteurs du journal défendaient la liberté comme principe universel, mais ils excluaient les esclaves de leurs demandes d'égalité politique. Si *L'Union* soutenait des causes distinctes pour les deux groupes, avec *La Tribune*, la cause des hommes de couleur était devenue indissociable de celle des esclaves, inclus désormais dans la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques¹.

Mais avant que *La Tribune* ne devienne un organe de presse plus radical et plus inclusif, le mouvement vers l'unification des deux collectivités s'était déjà mis en branle avec *L'Union*, dont les revendications (quoique limitées en ce qui concerne les droits de

¹ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 92.

citoyenneté des Noirs) avaient ouvert la voie au radicalisme de son successeur. Certes, les changements réclamés par le *Mémorial politique* étaient plus modérés que ceux réclamés par le *Journal politique*. Mais le premier a quand même inauguré une nouvelle période d'engagement politico-social chez les gens de couleur et sur son initiative s'est amorcé le mouvement de solidarité entre eux et leurs homologues noirs puisque l'un de ses objectifs fondamentaux consistait à dénoncer le système esclavagiste. Dans le présent chapitre, qui porte spécifiquement sur *L'Union*, le but est de montrer qu'avec ce journal il y eut un début de solidarité entre gens de couleur et esclaves et que celle-ci passait par un discours engagé qui dénonçait l'esclavage. Mais là s'arrêtait le lien de proximité. *L'Union* était d'abord et avant tout l'organe des gens de couleur et il devait servir d'abord et avant tout à défendre leurs intérêts de classe. Son but ultime était de faire des gens de couleur libres des électeurs et de les distinguer de la majorité noire. En dépit de sa croisade morale contre l'esclavage, le journal avait surtout à cœur de représenter les intérêts des gens de couleur et de s'assurer que, dans un contexte d'occupation étrangère, ils ne soient pas confondus aux Noirs: la nouvelle solidarité avec les esclaves n'impliquait pas que les premiers s'identifiaient désormais aux seconds. Bref, nous verrons que les hommes de couleur ont saisi la chance offerte par un contexte favorable afin de revendiquer une justice plus équitable pour eux-mêmes et pour les esclaves, mais que derrière leur discours progressiste, se cachait un désir d'accroître leur influence en Louisiane et de jouer un rôle politique important durant la Reconstruction.

Pour faire cette démonstration, nous avons divisé le chapitre en cinq parties. Dans un premier temps, nous présenterons le journal et ses influences idéologiques. Dans un deuxième temps, nous décortiquerons le discours proprement dit de *L'Union* pour les mois de septembre à décembre 1862 et, dans un troisième temps, pour les mois de janvier à mai 1863, soit jusqu'à la Bataille de Port Hudson où les soldats des *Native Guards* se sont démarqués par leur bravoure et où un héros de couleur est né: André Cailloux. La campagne de Port Hudson et la mort héroïque du capitaine Cailloux, qui feront l'objet de la quatrième partie, encourageront les hommes de couleur à intensifier leur lutte pour l'obtention du droit de vote. Cette lutte plus poussée était évidente à travers les gestes concrets qu'ils ont posés sur le terrain et qui étaient rapportés en détail dans *L'Union* au cours de sa dernière année d'existence. L'intensification de la lutte pour l'égalité politique des hommes de couleur sera le sujet de la cinquième partie du chapitre. Après l'entrée en vigueur de la Proclamation

d'émancipation, la mise en place du système de travail contractuel dans le sud-est de la Louisiane et les succès militaires remportés par l'Union durant l'été de 1863, il était devenu indéniable que les esclaves allaient obtenir la liberté advenant la victoire (de plus en plus éminente) du Nord et devant une telle éventualité, les hommes de couleur ne voulaient pas être laissés en plan. À partir de juillet 1863, la lutte pour l'obtention du droit de vote s'amplifia donc et elle éclipsa pratiquement tous les autres sujets. Si les premiers numéros de *L'Union* consacrèrent beaucoup d'espace à l'abolition de l'esclavage, les derniers se concentrèrent surtout sur le droit de vote des hommes de couleur. Les thèmes développés dans les articles étaient dictés par les contingences de la guerre et ce sont les contingences de la guerre qui feront en sorte que les idées radicales l'emporteront avec *La Tribune*.

Comme le révèle l'annonce du plan, ce chapitre est divisé de manière chronologique, c'est-à-dire que nous racontons les événements de la période en même temps que nous présentons un organe de presse et que nous analysons son contenu. Nous avons opté de suivre l'ordre chronologique du journal et des événements qui y étaient rapportés car cette approche permet de voir comment le discours des hommes de couleur a évolué dans le temps et comment la conjoncture de guerre a influencé leurs positions politiques et sociales. *L'Union* défendait avec acharnement l'abolition de l'esclavage, soit, surtout durant sa première année d'existence. Mais le dévouement des hommes de couleur pour la cause des esclaves était motivé aussi par des ambitions politiques. Sans nier la sincérité de leur démarche, nous interprétons *L'Union* comme étant un organe de propagande qui avait pour but ultime de doter les hommes de couleur du droit de vote et, par conséquent, d'un certain pouvoir politique. Notre objectif est de décoder, de déconstruire le discours progressiste des rédacteurs du journal afin d'en faire ressortir les limites et de comprendre ce qui se cachait derrière. Dans la lutte que les hommes de couleur ont inaugurée à la Nouvelle-Orléans en 1862, il y avait un éveil sincère de conscience sociale, mais le rapprochement qu'elle impliquait avec les Noirs, leur a aussi fait prendre conscience du rôle politique qu'ils pouvaient jouer durant la Reconstruction. Progressistes, ils ont articulé leur colère autour d'un discours contestataire, mais celui-ci était stimulé dans une large mesure par leurs aspirations et intérêts de groupe.

4.1 Les protagonistes de *L'Union*: influences idéologiques et début d'une tradition contestataire chez les Créoles de couleur

En plus d'offrir leur aide militaire, l'un des premiers gestes que les hommes de couleur ont posés après l'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans fut de se doter d'un organe de presse qui devait leur servir de tribune pour s'exprimer². *L'Union* était cet organe de presse³. Les deux sujets de prédilection du journal reflétaient l'idéal démocratique auquel ses rédacteurs aspiraient: abolition de l'esclavage et droit de vote pour les hommes de couleur. Dans *L'Union*, ces derniers ont pu défendre leurs idées du 27 septembre 1862 au 19 juillet 1864. Publiée deux fois par semaine à ses débuts, puis trois fois par semaine à partir du 23 décembre 1862 à raison de 5¢ la copie, *L'Union* était un journal unilingue francophone, écrit par des Créoles de couleur pour des Créoles de couleur. L'emploi du français comme moyen d'expression était très significatif et il ne reflétait pas simplement l'aisance de ses collaborateurs à écrire dans leur langue maternelle: marqueur identitaire, le français représentait chez les non-Blancs de la Nouvelle-Orléans la langue de l'élite, celle des gens de couleur, tandis que l'anglais représentait la langue des esclaves⁴.

Paraissant uniquement en français, *L'Union* s'adressait à un lectorat limité et laissait de côté la majorité noire anglophone qui, de toute façon, à cette époque-là, ne lisait pas beaucoup. Mais, étant donné les limites reliées à l'utilisation exclusive du français, voilà qu'à partir du 9 juillet 1863 le journal devint bilingue, question de le rendre plus accessible et d'en

² Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 90.

³ Selon Edward Larocque Tinker, deux seules publications avaient été produites jusque-là par des hommes de couleur (auxquelles nous avons fait référence au chapitre 3): la première fut la revue mensuelle puis bi-mensuelle *L'Album littéraire: journal des jeunes gens, amateurs de littérature*, dirigée par un Français blanc du nom de J. L. Marciacq (1843); la seconde fut l'anthologie de poèmes *Les Cenelles*, dirigée par Armand Lanusse (1845). Précisons aussi qu'entre 1840 et 1850, il y avait à la Nouvelle-Orléans 33 journaux publiés en français. Edward Larocque Tinker, *Creole City: Its Past and its People*, New York, Longmans, Green and Co, 1953, p. 169; Edward Larocque Tinker, *Bibliography of the French Newspapers and Periodicals of Louisiana*, Worcester, Massachusetts, American Antiquarian Society, 1933, p. 20-21; Edward Larocque Tinker, *Les écrits de langue française en Louisiane au XIXe siècle: essais biographiques et bibliographiques*, Genève, Slatkine Reprints, 1975, c1932, p. 297-298; Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, p. 187-193; Salwa Nacouzi, «Les Créoles louisianais défendent la cause du Sud à Paris (1861-1865): latinisme contre anglosaxonisme», *Transatlantica: revue d'études américaines* [en ligne]: <<http://transatlantica.revues.org/451>>, p. 2.

⁴ Thomas J. Davis, «Louisiana», dans *The Black Press in the South, 1865-1979*, sous la dir. de Henry Lewis Suggs, Wesport, Greenwood Press, 1983, p. 152.

faire un outil de propagande plus efficace. L'usage de l'anglais était important pour répandre les idées progressistes de *L'Union* à un auditoire plus large. D'autant plus qu'à ce moment-là, ses rédacteurs avaient avantage à se faire comprendre par les représentants locaux du gouvernement fédéral s'ils voulaient sensibiliser les preneurs de décisions à leur cause. Malgré cet effort de bilinguisme, la version anglophone du journal, titrée *The Union*, n'a jamais été aussi étoffée que la version francophone. Les deux journaux contenaient des nouvelles de la guerre, des nouvelles de l'Europe et de la publicité, mais l'édition francophone, en plus de couvrir une matière plus abondante, incluait souvent de la littérature (poèmes et feuillets) et elle comptait plus d'annonces publicitaires que la version anglophone. Peut-être pouvons-nous voir là une préférence des marchands de la ville à promouvoir leurs biens et services en français afin d'attirer une clientèle franco-créole plutôt qu'une clientèle anglophone. Mais si nous prenons en considération le fait que le lectorat était surtout francophone, cette pratique commerciale n'a rien d'étonnant: il était tout simplement plus rentable de payer pour un espace publicitaire dans la section la plus lue et la plus répandue du journal. Notons également que les deux versions de *L'Union* avaient chacune son propre style littéraire: alors que la version francophone contenait beaucoup d'images, de figures de style et de fioritures, son équivalent anglophone était beaucoup plus direct et simple⁵.

Située en plein cœur du quartier créole, au coin des rues Chartres et St-Louis jusqu'en 1863 puis au 21 rue Conti jusqu'à sa fermeture en 1864, *L'Union* reposait sur une équipe solide composée d'hommes instruits et engagés qui, malgré les menaces de mort proférées par des Sudistes enragés, continuaient à se battre pour la cause de la liberté. Mais la véritable force du journal était son propriétaire, le docteur Louis-Charles Roudanez, et son rédacteur en chef, Paul Trévigne, deux hommes de couleur cultivés qui parlaient aussi bien le français que l'anglais et qui appartenaient à des familles créoles bien en vue de la Louisiane⁶. Roudanez et Trévigne étaient conscients d'appartenir à un groupe privilégié et distinct et dans *L'Union*, ils cherchaient à en promouvoir les intérêts. Mais ils se sentaient aussi investis

⁵ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 90-91; Thomas J. Davis, «Louisiana», dans *The Black Press in the South, 1865-1979*, p. 155.

⁶ Charles Isidore Nero, *op. cit.*, p. 91.

d'une mission humanitaire à l'égard des esclaves et ce sens de la mission les amena à condamner l'esclavage et à défendre les droits de ceux-là même auxquels ils refusaient de s'identifier. Le contexte mouvementé des années 1860 était favorable à ce début d'engagement social chez Créoles de couleur qui pouvaient désormais exprimer leur insatisfaction grandissante face à leur propre situation et celle des esclaves.

Au nombre de ceux qui, durant la guerre, ont pris un virage plus engagé se trouvait d'abord le Dr Louis-Charles Roudanez, co-propriétaire et l'un des maîtres à penser de *L'Union*. Cet homme de couleur a profité du nouveau contexte provoqué par la guerre pour s'impliquer socialement et pour mettre à contribution ses aspirations humanitaires: quelques mois après l'arrivée des soldats nordistes à la Nouvelle-Orléans il fonda, avec son frère Jean-Baptiste, *L'Union*. Comme beaucoup de personnes de couleur, Louis-Charles Roudanez a fait ses études à l'extérieur des États-Unis. En 1844, à 21 ans, il a quitté son pays natal pour la France où il a entrepris des études en médecine à l'Université de Paris. Suite à l'obtention de son diplôme en 1853, Roudanez retourna en Amérique, mais avant de regagner la Louisiane, il s'établit temporairement au New Hampshire. Après un séjour de quatre ans dans cet État, il reçut du Collège Dartmouth un second doctorat en médecine⁷. Le jeune docteur repartit ensuite pour la Louisiane et se fixa définitivement à la Nouvelle-Orléans afin d'y exercer sa profession. En dépit d'une pratique médicale prospère, Roudanez finit par se lasser de son travail. N'étant plus satisfait de pratiquer la médecine, ce philanthrope dans l'âme désirait par-dessus tout s'impliquer socialement et venir en aide aux laissés-pour-compte du système démocratique américain. Son passage à Paris durant la Révolution de 1848 a eu sur lui une grande influence qui explique en bonne partie son engagement humanitaire lorsqu'il revint en Louisiane en 1857. De retour chez lui, Roudanez voulut propager les idéaux égalitaires dont il avait été imprégné lors de son séjour dans la capitale française et la présence nordiste à la Nouvelle-Orléans lui en donna l'occasion. L'occupation de la ville par l'armée fédérale en 1862 lui procura la liberté de presse nécessaire afin d'entamer son combat pour la justice.

⁷ Difficile de comprendre exactement pourquoi Roudanez s'est doté d'un second doctorat en médecine. Peut-être, comme l'explique Finnian Patrick Leavens, voulait-il approfondir sa formation de médecin afin de se donner une plus grande crédibilité et compenser ainsi pour les obstacles reliés à sa couleur. S'il est difficile de comprendre les raisons qui ont poussé Roudanez à se doter de deux doctorats en médecine, une chose est sûre, ce double diplôme ne lui a pas nui, à en juger par sa pratique médicale lucrative, dont il faisait la publicité dans *L'Union*. Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 14-15.

Tout en continuant à pratiquer la médecine, il pouvait désormais donner libre cours à ses élans philanthropiques et vouer son existence à défendre la noble cause des droits de l'homme⁸.

Dans sa lutte pour la libération des esclaves et pour l'obtention des droits civiques et politiques des hommes de couleur, Roudanez fit équipe avec Paul Trévigne, l'éditorialiste et l'autre maître à penser de *L'Union*. Comme le propriétaire du journal, Trévigne était un homme de couleur francophone natif de la Louisiane, issu d'une famille créole bien considérée et doté d'une excellente instruction. Fils d'un vétéran de la Bataille de la Nouvelle-Orléans, Trévigne enseignait les langues à l'Institut catholique des Orphelins indigents et il est souvent décrit par les historiens comme un homme aux moyens financiers modestes. En témoigne la valeur totale de ses biens de propriété qui ont été évalués à 500\$ en 1861⁹. Cet enseignant n'était peut-être pas aussi riche que Roudanez, mais il était aussi intelligent et engagé que le médecin et sa fonction de leader durant la Reconstruction lui a permis de se démarquer. Après tout, à titre d'éditorialiste, ce sont ses opinions politiques qui ont défini l'orientation générale de *L'Union* et ce sont ses idées qui ont donné le ton au mouvement de revendications progressistes des années 1860¹⁰.

La ligne directrice du journal reflétait les convictions de son rédacteur en chef, Paul Trévigne, qui était influencé par les idéaux de la Révolution américaine. Trévigne faisait constamment des rapprochements idéologiques entre la guerre d'Indépendance et la guerre de Sécession et comme la première, la seconde devait servir la cause de la liberté. Dans l'éditorial du numéro inaugural de *L'Union*, intitulé «Au public», ce rapprochement idéologique est évident:

⁸ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, vol. 21, no 2, 1980, p. 160-161; Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 14-16; Charles Isidore Nero, «To Develop our Manhood», p. 91-92.

⁹ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 71 (note 6); Charles Isidore Nero, *op. cit.*, p. 93-94; Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, p. 196.

¹⁰ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 90-92.

Sans crainte et sans trouble, nous inaugurons aujourd'hui une ère nouvelle dans les destinées du Sud. Nous prenons pour base de notre plate-forme la déclaration d'Indépendance des Etats-Unis [...] et si jamais nous naufrageons, c'est que la liberté doit mourir et que l'erreur doit triompher; c'est que la providence a mis au cœur de l'humanité des aspirations qui ne doivent point se réaliser; c'est que la liberté et le bonheur, qui doivent être le produit de la marche du temps et du progrès, sont des chimères [...] Vous tous qui aspirez à établir en tous lieux le système républicain sans tache, la démocratie sans entraves, accourez à nous, contribuez comme nous de votre grain de sable à la construction du Temple de la Liberté!¹¹

Dès la parution de son premier article, Trévigne annonce clairement que la plate-forme du journal reposait sur la Déclaration d'Indépendance des États-Unis et que sa mission consistait à lutter afin d'établir un «système républicain sans tache» où le droit inaliénable à la vie, à la liberté et au bonheur serait accessible à tous les hommes, peu importe la couleur de la peau¹². Or, pour parvenir à cette fin ultime et réaliser de manière universelle les idéaux démocratiques issus du XVIII^e siècle (américain), il fallait débarrasser le pays d'un obstacle majeur: l'institution esclavagiste. L'abolition de l'esclavage était l'une des principales causes défendues par *L'Union* et le premier numéro, qui décrivait la mission du journal, consacra plus d'espace à cette question qu'à n'importe quelle autre¹³.

De tous les articles portant sur le sujet, celui intitulé «L'esclavage» est sans doute le plus intéressant et le plus représentatif en ce qui concerne les objectifs spécifiquement abolitionnistes du journal. Après avoir fait un petit historique de l'esclavage et expliqué à quelle vitesse il s'était implanté dans le Sud, cet article fait ressortir deux idées importantes qui reviennent de manière récurrente dans les numéros subséquents: d'une part, il mentionne qu'en privant le peuple noir de sa liberté l'esclavage l'avait aussi privé de son humanité; d'autre part, il mentionne que «ce maudit démon» représentait une contradiction flagrante avec les principes républicains du pays:

¹¹ *L'Union*, «Au public», le 27 septembre 1862.

¹² *Ibid.*

¹³ Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 71.

Dès l'époque où fut faite la Constitution des États-Unis, on put reconnaître qu'il y avait antagonisme formel entre l'institution de l'esclavage domestique et la nature et les principes républicains d'un gouvernement libéral, devant offrir à tous de larges garanties de liberté: et des mesures furent prises pour empêcher qu'il ne fut importé d'Afrique de nouveaux esclaves, à dater de l'année 1808. Mais ce que les hommes sages d'alors n'avaient pas prévu et qui pourtant s'est accompli, c'est-à-dire cet énorme accroissement du nombre des esclaves et l'extension de l'esclavage dans de vastes contrées où il n'existait pas précédemment, nous met aujourd'hui, nous, leurs descendants, qui sommes aussi imbus qu'eux du principe républicain, en face du grand problème du jour: "Le pouvoir esclavagiste gouvernera-t-il ce pays, ou ce pays deviendra-t-il libre?" [...] l'erreur, en combattant les amis du progrès, a de toute nécessité engagé a lutte contre le pays, l'Union, le peuple américain, - contre tout homme, toute femme ou tout enfant qui sait remercier la Providence de la faveur qu'elle lui a faite en lui accordant le titre de citoyen américain [...]¹⁴.

Se portant à la défense des Pères fondateurs, décrits comme des hommes sages et vertueux, l'article précise que l'esclavage s'est perpétué aux États-Unis malgré leurs intentions. Au lieu de perdre de la vitesse suite à la cessation de la traite africaine en 1808, ce système a connu une croissance fulgurante que les Pères de la nation n'avaient ni prévue ni désirée. Thomas Jefferson faisait l'objet d'une admiration particulière, comme le montre l'extrait suivant: «Les droits de l'homme, dont il a parlé dans la Déclaration de l'Indépendance, devaient, dans sa pensée, s'étendre à tous les hommes; et personne jusqu'à présent n'a jamais osé prétendre que le droit qu'aurait un homme d'acheter et de vendre un autre homme a jamais été compris dans aucune déclaration des droits faite par Jefferson ou d'autres hommes éminents de quelque nation civilisée, dans notre siècle»¹⁵. Au fond, ce n'était pas la faute de cet illustre personnage si ses propos avaient été mal interprétés et si les esclavagistes, par cupidité, se sont opposés au progrès. Mais le progrès ne pouvait être interrompu indéfiniment et les leaders du journal percevaient la guerre civile comme un mal nécessaire qui devait mener à une société plus juste et plus égalitaire: de ses cendres jaillirait la liberté pour tous les hommes et la «destinée de l'Amérique» pourrait enfin s'accomplir, comme l'avaient voulu les Pères fondateurs. À partir de l'article «L'esclavage», nous pouvons aussi constater que les rédacteurs du journal étaient très patriotiques et qu'ils étaient

¹⁴ *L'Union*, «L'esclavage», le 27 septembre 1862; Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 71.

¹⁵ *L'Union*, «L'esclavage», le 27 septembre 1862.

au diapason avec le président Lincoln en ce qui concerne les enjeux du conflit. La référence à son fameux discours, «A House Divided», est assez éloquente à cet égard. Après tout, s'ils voulaient obtenir la pleine citoyenneté américaine, ils avaient intérêt à défendre l'Union et à adhérer aux idées de son président. Le patriotisme (parfois excessif) était en effet un thème important dans le journal.

Après la parution du premier numéro, *L'Union* poursuit son attaque virulente contre l'esclavage en précisant toujours que ce système aberrant ne pouvait durer éternellement. «Que les amis du progrès se rassurent», déclarait l'éditorialiste du journal dans un article intitulé «L'erreur n'a qu'un temps», puisqu'au bout d'une longue et douloureuse marche «à travers les siècles de l'histoire», la liberté triompherait de l'esclavage. Trévigne semblait croire en l'existence d'une réalité objective qui transcendait la volonté des hommes et qui, malgré eux, les dirigeaient tout droit vers le progrès. Selon cette réalité (ou «lois de la nature», pour reprendre les mots de l'auteur), l'humanité était faite pour être libre et heureuse. Par conséquent, la marche du temps devait nécessairement aboutir à un monde meilleur dans lequel l'esclavage serait à jamais aboli. Malgré les nombreux obstacles rencontrés au cours de son histoire, la liberté finirait par prévaloir contre toute forme de pouvoir tyrannique:

Il est temps que nous cessions de fermer les yeux sur ce spectacle sublime, de l'opération fixe et immuable de ces lois, qui ont toujours révélé au philosophe cette grande vérité, que l'homme est fait pour être libre et heureux, et que les chaînes avec lesquelles il naît dans la nuit des temps, tombent au fur et à mesure que la lumière se fait à travers les ténèbres de son histoire [...] Que les amis du progrès se rassurent! L'erreur ne peut pas toujours durer, car elle est mortelle. La liberté, fille de la vérité, est immortelle comme sa mère: c'est un de ces principes constitutifs des éléments organiques des mondes, qu'aucun pouvoir ne peut détruire. La mission de la civilisation est de faire disparaître de la terre les ténèbres de l'erreur, par la lumière de la vérité qui accompagne ses pas¹⁶.

Il est intéressant de noter ici le vocabulaire explosif utilisé par Trévigne pour faire passer son message contestataire. Le style métaphorique de ce dernier ne prêtait à aucune équivoque: l'esclavage était associé aux ténèbres, à la noirceur, à la mort, à l'ignorance et à l'erreur; tandis que la liberté était associée à la lumière, à la vérité, à la connaissance, à la civilisation

¹⁶ *L'Union*, «L'erreur n'a qu'un temps», le 8 octobre 1862; Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 71.

et au progrès. La guerre civile, telle qu'il la percevait et qu'il voulait qu'elle soit perçue, se résumait à une lutte du bien contre le mal; Dieu contre le Diable; la liberté contre l'esclavage. Tout au long du journal, son langage clivé et ses formules percutantes devaient servir à persuader et ce, sans ambiguïté, du bien-fondé de la cause abolitionniste. Sa stratégie langagière consistait à placer le lecteur devant deux choix simples et diamétralement opposés: soutenir l'esclavage et la Confédération et ce faisant, soutenir le mal; soutenir la liberté et l'Union et ce faisant, soutenir le bien. Dans son désir d'unifier la population de couleur autour du thème de l'abolitionnisme, cette stratégie s'avérait efficace puisqu'entre les deux extrêmes proposées par Trévigne, le choix allait de soi: toute personne le moindrement sensée prendrait position pour le bien et non le mal, pour Dieu et non le Diable, pour la liberté et non l'esclavage¹⁷. À en juger par son style d'écriture, Trévigne avait bien maîtrisé l'art de la rhétorique, c'est-à-dire l'art de convaincre et de persuader en empruntant un langage flamboyant, ponctué de métaphores choquantes qui visaient à faire réagir. Dans les éditoriaux de *L'Union*, il y avait un véritable appel à la sensibilité des lecteurs: Trévigne devait toucher pour convaincre et pour convaincre, il devait renforcer ses propos en employant des figures de style percutantes.

Par son langage métaphorique particulier, l'éditorialiste voulait saisir les lecteurs afin de mieux les convaincre de la légitimité de la cause qu'il défendait. Ce fut également dans le but de les interpeller et de les sensibiliser davantage que Trévigne faisait des allusions constantes à l'Amérique des Pères fondateurs. Au fond, il voulait persuader son lectorat du bien-fondé de la cause abolitionniste en montrant que l'Amérique dont rêvait les leaders de couleur était la même que celle dont rêvaient les fondateurs de la nation et que la lutte pour la liberté qu'ils menaient à travers les pages de *L'Union* ne visait qu'à remplir les promesses non tenues de la période révolutionnaire. Toujours dans le but de se faire le plus convaincant possible, Trévigne ne se contenta pas de faire un lien entre la guerre d'Indépendance et la guerre de Sécession. Il faisait aussi un lien entre la crise des années 1860 et la Révolution française de 1789. En plus de baser sa plate-forme revendicative sur les idéaux de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis, il la basait sur les idéaux de la Révolution française. L'éditorial intitulé «La liberté», publié le 18 octobre 1862, est très éloquent à cet

¹⁷ À Propos du style littéraire de Paul Trévigne, voir Charles Isidore Nero, *"To Develop our Manhood"*, p. 145-154.

effet. Rempli de fioritures et écrit dans un style imagé qui, comme les autres textes de Trévigne, ne devait prêter à aucune équivoque, l'article établit un parallèle évident entre la prise de la Nouvelle-Orléans et la prise de la Bastille:

Frères! L'heure sonne pour nous; un nouveau soleil, semblable à celui de 1789, doit bientôt se montrer à notre horizon: que le cri qui électrisa la France, à la prise de la Bastille, retentisse aujourd'hui à nos oreilles [...] Cessons, oui, cessons de prêcher l'esclavage, car qui aime l'esclavage aime la licence, l'anarchie, fléau qui conduit à l'avitissement des peuples; car qui n'aime la liberté pour tous les hommes, aime le sang, aime le mal, l'oppression, et l'oppression, c'est l'esclavage; la liberté veut le bien; le bien, c'est la haine du sang, c'est la raison, et la raison, c'est Dieu [...] Compatriotes! L'époque où nous vivons nous exhorte hautement à réunir tous nos efforts pour la cause de la liberté, de l'union, de la justice [...] Compatriotes! Que cette ère nouvelle nous fortifie, et soit pour nous un rempart contre lequel doivent se briser les flèches de toutes persécutions; et par un doux accord de notre lyre fraternelle, faisons retentir l'air de ces cris joyeux: vive la liberté! Vive l'union! Vive la justice pour tous les hommes!¹⁸

Si l'influence de la pensée révolutionnaire américaine s'exprimait clairement à travers les pages de *L'Union*, les leaders du journal importèrent également les idées européennes. Ce faisant, ils situèrent leur combat contre l'esclavage dans un contexte plus large. De toute évidence, les collaborateurs de *L'Union* étaient allés étudier en France ou du moins ils avaient lu les grands classiques français des XVIII^e et XIX^e siècles¹⁹. Le mouvement des Lumières semble avoir apporté une contribution idéologique particulièrement importante au journal. En témoignent les nombreux textes qui avaient pour but de montrer que seule la connaissance rationnelle pouvait mener le Sud obscurantiste vers la lumière du progrès et de la civilisation. Précisément pour sortir le Sud de son obscurantisme, fallait-il le doter d'un organe de presse progressiste comme *L'Union*, c'est-à-dire un organe de diffusion capable d'éclairer la population et de la sensibiliser à l'importance de réaliser de manière universelle les idéaux nés des mouvements philosophiques et révolutionnaires du XVIII^e siècle. Le rapprochement idéologique avec l'Amérique des Pères fondateurs était établi depuis la toute première parution du journal. En ce qui concerne le rapprochement avec la France révolutionnaire, il fut annoncé presque un mois plus tard. L'article «La liberté»

¹⁸ *L'Union*, «La liberté», le 18 octobre 1862.

¹⁹ Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, p. 196.

illustre bien la grande admiration que Trévigne et ses collègues avaient pour la France, pays présentée comme un véritable modèle pour l'Amérique des années soixante: «Nations des Amériques! Quelque soient vos systèmes de gouvernement, au nom du christianisme, calquez vos principes fondamentaux sur ceux de la France, et, comme elle, vous arriverez à l'apogée de la civilisation!»²⁰. Non seulement les États-Unis devaient-ils s'inspirer de la Révolution française de 1789, mais encore devaient-ils suivre l'exemple de cette «glorieuse France» qui en 1848 ne se contenta pas d'émanciper les esclaves de ses possessions antillaises, elle leur accorda aussi le droit de participer à la vie politique.

L'extension de la franchise électorale en 1848 avait permis aux Antillais noirs et mulâtres de s'emparer du pouvoir politique de la Guadeloupe et de la Martinique. À partir de cette date, grâce à l'obtention du suffrage universel masculin, ces derniers pouvaient représenter leur terre natale à la Chambre des députés française²¹. Les rédacteurs de *L'Union* n'allaient pas jusqu'à demander le suffrage pour tous les Noirs aux États-Unis, mais à l'instar de France et de ses colonies antillaises, il fallait au moins abolir l'esclavage et donner le droit de vote, sinon aux esclaves nouvellement émancipés, au moins aux hommes de couleur libres, instruits et dotés d'un certain niveau de richesse. Bref, qu'il s'agisse de la France ou des États-Unis, les fondements démocratiques de ces deux républiques étaient évoqués régulièrement par les leaders du journal pour condamner l'esclavage et toutes les formes d'oppression qui en découlaient.

L'éditorial «La liberté» est aussi intéressant parce qu'il fait bien ressortir le rôle unificateur du journal. Cet article, ainsi que tant d'autres, exhortait les gens de couleur à s'unir autour du thème de l'abolitionnisme et il les incitait à défendre la liberté comme principe universel. Trévigne conviait tous ceux de ses «compatriotes» qui prônaient encore l'esclavage à donner l'exemple en suivant «la voie qui conduit à la liberté»²². En plus de convier les siens à s'unir autour de l'abolitionnisme, il les incitait à s'unir autour de l'Union, la libération des esclaves passant par la victoire du Nord. Dès les premiers numéros, la

²⁰ *L'Union*, «La liberté», le 18 octobre 1862.

²¹ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 222.

²² *L'Union*, «La liberté», le 18 octobre 1862.

mission du journal était donc claire: propager les idées libérales issues des mouvements philosophique et révolutionnaire du XVIII^e siècle et développer un lien de solidarité entre tous ceux qui avaient du sang noir dans les veines en générant, chez les gens de couleur, un sentiment favorable autour des causes abolitionniste et unioniste. Les appels à l'unité autour de ces deux causes, devenues quasi-indissociables à partir de 1862, étaient fréquents à travers les pages du journal tout comme ils étaient percutants.

Même les poèmes qui agrémentaient les colonnes de *L'Union* avaient pris un virage plus engagé et le début de rapprochement avec les esclaves y était tout aussi perceptible que dans les articles. Si, avant la guerre, dans un recueil de poésie comme *Les Cenelles* les gens de couleur libres évitaient de prendre ouvertement position contre les institutions sudistes, à partir des années 1860, leur poésie exprimait le mécontentement et s'attaquait de front à tout ce qui pouvait constituer une entrave à la justice et à la liberté. Le poème intitulé «La guerre et l'avenir», publié en novembre 1862, illustre bien le nouvel engagement social des poètes de couleur. Sous forme de dialogue entre un Américain et un étranger, ce poème signé L. de P. dénonce l'esclavage et l'avilissement dans lequel il maintenait les esclaves, en plus de faire état d'un sentiment très patriotique à l'égard de l'Union:

Ah! Vous voulez parler de la race africaine/Qui gémit sous le poids de sa cruelle chaîne/Et que les châtiments, le fouet des commandeurs/Contraignent sans relâche aux plus rudes labeurs;/De ces êtres privés de tous les droits de l'homme/Qui, placés au niveau de nos bêtes de somme,/Ne boivent qu'à la coupe amère des douleurs;/Qui, labourant les champs qu'arrosent leurs sueurs/Ne peuvent cependant rien posséder au monde,/Pas même un coin du sol que leur travail féconde [...] La grande nation doit être encore unie/Et, lorsque de ces plis nous aurons effacé/La tache qui blessait les yeux dans son passé,/Notre noble bannière exempte de souillure/Flottera dans les airs, et glorieuse et pure²³.

Aucune œuvre poétique de la plume d'un homme de couleur n'avait encore attaqué l'esclavage avec autant de virulence. Jamais par le passé un poète de couleur n'avait pris aussi explicitement le parti des esclaves et jamais les injustices subies par ces derniers n'ont été dénoncées avec autant d'éclat. Par des pièces comme celles que nous venons de citer, les poètes de couleur proclamaient ouvertement leur engagement contre l'esclavage. Mais cet engagement se faisait souvent sous le couvert de l'anonymat ou de la confidentialité. En

²³ *L'Union*, «La guerre et l'avenir: dialogue entre un Américain et un étranger», le 5 novembre 1862.

effet, la plupart des poèmes publiés dans *L'Union* n'avaient pas de signatures ou n'avaient que des signatures incomplètes. Sur un total de sept poèmes, trois étaient anonymes, trois étaient signés par des initiales et l'un d'entre eux dévoilait seulement le prénom de son auteur²⁴. Il faut dire que les fréquentes menaces de mort proférées à l'endroit des rédacteurs de *L'Union* avaient de quoi décourager le dévoilement de leur identité. Malgré l'occupation nordiste, il était encore dangereux de tenir des propos anti-Sud à la Nouvelle-Orléans et les risques de représailles contre les écrits séditieux y étaient encore élevés. En publiant leurs poèmes dans l'anonymat, les poètes pouvaient donner libre cours à leur mécontentement sans s'exposer au danger. Malgré les risques encourus, la poésie des Créoles de couleur s'est politisée à partir de 1862 et dès lors, elle était mise au service d'une cause: l'universalité des droits de l'homme.

Il faut tout de même préciser qu'avant la guerre civile, des œuvres littéraires engagées étaient produites par les hommes de couleur libres. Parmi celles-ci, «La campagne de 1814-15» de Hippolyte Casta. Écrite autour de 1840, mais publiée en 1911 par Rodolphe-Lucien Desdunes dans *Nos hommes et notre histoire*, cette œuvre littéraire raconte l'histoire d'un soldat de couleur qui a participé à la Bataille de la Nouvelle-Orléans. Pour protéger les frontières de la ville contre les envahisseurs anglais, le général Andrew Jackson a fait appel aux services militaires des hommes de couleur en leur faisant miroiter l'espoir qu'à l'issue du conflit, ils obtiendraient leurs pleins droits de citoyenneté. Comme beaucoup de ses compatriotes, le héros et narrateur du poème s'était enrôlé dans l'armée, croyant aux promesses qui lui avaient été faites. Son enthousiasme fut toutefois éphémère et sa naïveté lui a valu bien des déceptions puisqu'à la fin des hostilités, les promesses de citoyenneté du général n'avaient pas été tenues et le poète exprime son indignation face à une telle trahison. Malgré sa contribution à la victoire américaine, malgré les éloges que lui a valu son courage sur les champs de bataille, l'homme de couleur n'était toujours qu'un «objet de mépris» devant se contenter d'un statut de demi-citoyen: «Après avoir remporté la victoire,/Dans ce

²⁴ Voici ces poèmes de *L'Union* en ordre chronologique: «L'ignorance», le 27 septembre 1862 signé Henry; «La guerre et l'avenir», le 5 novembre 1862 signé L. de P.; «Les tyrans au tribunal de l'histoire», le 20 décembre 1862 sans signature; «Étrange coïncidence», le 19 mai 1863 sans signature; «Le capitaine André Cailloux et ses compagnons d'armes», le 4 juillet 1863 signé E. H.; «Votre temps est passé», le 19 septembre 1863 sans signature; «Hommage au sexe», le 22 et 26 septembre et le 1er octobre 1863 signé L. M.. Le seul poème en langue anglaise que nous avons trouvé dans ce journal est «Ode to Freedom and Liberty», publié le 1er août 1863 et signé Aleph.

terrible et glorieux combat,/Vous m'avez tous, dans vos coupes fait boire,/En m'appelant un valeureux soldat./Moi, sans regret, avec un cœur sincère,/Hélas! J'ai bu, vous croyant mes amis,/Ne pensant pas, dans ma joie éphémère,/Que je n'étais qu'un objet de mépris». Ce poème est intéressant parce qu'il dénonce de manière explicite les injustices subies par les hommes de couleur. Jusque-là, aucun poème n'avait dénoncé aussi directement le rapport entre gens de couleur et Blancs et c'est probablement pourquoi il ne fut pas publié avant 1911²⁵. Or, si ce poème des années *antebellum* s'en prend aux injustices dont les gens de couleur libres étaient victimes, il n'aborde ni l'esclavage, ni la condition des esclaves.

Seul le dramaturge Victor Séjour semble s'être préoccupé de ce sujet avant la guerre de Sécession. L'une des rares œuvres écrites par un homme de couleur à avoir dénoncé l'institution esclavagiste durant la période *antebellum* est sans doute «Le mulâtre», œuvre littéraire en prose parue en 1837. Mais la nouvelle de Séjour ne fut pas publiée en Louisiane: elle fut publiée à Paris où le dramaturge s'était expatrié et où il connut un succès fulgurant²⁶. En ce qui concerne *Les Cenelles*, même si en surface les poèmes contenus dans ce recueil publié en 1845 semblaient inoffensifs, ils portaient en eux l'expression d'un engagement dissimulé. Par des formulations souvent très subtiles, les poètes faisaient allusion aux relations raciales difficiles. Le seul poème qui dénonçait explicitement une pratique sudiste, le «plaçage», était «Épigramme» d'Armand Lanusse. Ce poème est un autre exemple d'œuvre littéraire engagée d'avant-guerre qui dénonçait le racisme en Louisiane et la situation sociale des gens de couleur libres. Mais la critique des rapports raciaux que présente Lanusse n'était pas aussi franche que celle de Casta. En fait, sa critique du racisme était indirecte et passait par une critique du «plaçage». En s'attaquant explicitement à une pratique sudiste qui, selon lui, avilissait les femmes de couleur le poète s'attaquait implicitement au préjugé racial qui en était la cause. Comme le reste de l'anthologie, le poème de Lanusse dénonçait à mots couverts les effets pervers du racisme sur les gens de couleur libres, mais il ne s'en prenait pas à l'esclavage²⁷. Pour que l'abolition de l'esclavage devienne un sujet de

²⁵ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 5-12; James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 60-62.

²⁶ Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, p. 190, 195; Rodolphe-Lucien Desdunes, *op. cit.*, p. 38-39.

²⁷ James Cowan, *op. cit.*, p. 70, 76-78; Michel Fabre, «Une émulation sans envie», dans *op. cit.*, p. 193.

prédilection chez écrivains de couleur, il faut vraiment attendre la guerre de Sécession. Tout comme il faut attendre la guerre pour que leur militantisme soit franc et pour qu'ils publient leurs textes dénonciateurs en Louisiane. À partir de 1862, nous assistons donc à un début de tradition ouvertement contestataire chez les Créoles de couleur et cette tradition se reflétait dans leurs œuvres littéraires, du moins celles qui étaient publiées à travers les pages de *L'Union* et plus tard de *La Tribune*. La poésie des gens de couleur avait une nouvelle vocation. Le poète s'était fait chantre de la liberté et en tant que tel, il s'était donné pour mission de vouer ses vers à la défense des opprimés. Pour lutter contre l'injustice, la poésie était devenue un moyen d'expression efficace²⁸.

Si jusqu'à la guerre de Sécession les gens de couleur libres ont évité de produire des écrits séditeux, au cours des années soixante ils sont devenus beaucoup plus contestataires et pour la première fois, leur sentiment de désillusion s'exprimait avec éclat. Il faut dire que la loi de 1830 qui prévoyait des sanctions sévères pouvant aller jusqu'à la peine de mort pour la publication d'un ouvrage susceptible de d'inspirer le mécontentement, avait de quoi décourager toute forme d'écriture subversive. Que ce soit pour échapper aux peines sévères ou pour protéger des intérêts sociaux et économiques, les écrits que les gens de couleur produisaient avant la guerre étaient, de manière générale, peu agitateurs et contrastaient avec le message contestataire qu'ils véhiculaient dans leurs organes de presse un an après l'éclatement des hostilités. Or, cette volonté de changement des gens de couleur, qui impliquait un rapprochement avec les esclaves, semblait surtout être l'affaire d'une élite intellectuelle éclairée. Dans son combat pour la justice, le leadership de couleur avait compris la nécessité de faire cause commune avec les esclaves et il invitait tous les siens à en faire autant. Alors que les nombreuses invitations à la mobilisation autour des thèmes de l'Union et de l'abolition témoignent d'une volonté d'unité chez les leaders de couleur, elles laissent percevoir, en contrepartie, l'importance des divisions entre l'ensemble de leurs compatriotes et les Noirs. À travers les pages de *L'Union*, organe qui incarnaient la voix de ce leadership de 1862 à 1864, les appels à l'unité étaient d'une telle fréquence et d'une telle vigueur qu'ils peuvent être interprétés comme étant une manifestation de l'ampleur du fossé qui séparait les deux groupes et peuvent signifier qu'au fond, hormis une poignée d'intellectuels qui s'était

²⁸ James Cowan (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes français des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, p. 100.

donné pour mission de parler au nom des opprimés, la majorité des gens de couleur ne voulait rien savoir des Noirs. Les nombreux messages de mobilisation lancés par Trévigne et Roudanez via la presse montrent qu'il y avait un écart significatif entre la rhétorique unificatrice préconisée par quelques individus et les aspirations de la population à qui elle s'adressait. Bref, comme l'explique Rankin, les appels à l'unité autour des causes unionistes et abolitionnistes, «fréquents et virulents», laissent sous-entendre que l'ensemble des gens de couleur n'était pas tout à fait au diapason avec les hommes de *L'Union* et ils montrent à quel point la distance entre les deux groupes était grande²⁹.

Les nombreux et puissants appels à l'unité autour des causes unionistes et abolitionnistes peuvent effectivement être interprétés comme étant un indicateur des divisions profondes qui existaient chez les non-Blancs et dont les leaders de couleur avaient pleinement conscience. Ils en avaient tellement conscience qu'ils se sont dotés d'un organe de presse comme *L'Union* pour les atténuer puisque l'obtention du droit de vote des hommes de couleur, qui était leur but ultime, passait par un rapprochement avec les Noirs. Par-dessus tout, les appels à l'unité lancés par les rédacteurs du journal devaient servir à créer un consensus autour de l'importance de libérer les esclaves et de préserver l'Union afin d'inciter les hommes de couleur à se battre pour ces deux causes et obtenir ainsi la légitimité nécessaire qui leur permettrait de réclamer la pleine citoyenneté américaine. Usant d'une stratégie langagière particulièrement persuasive, Trévigne avait pour mission de convaincre un lectorat encore pro-esclavagiste et plutôt tiède à l'égard des Nordistes du bien-fondé des causes unioniste et abolitionniste. Même les poètes s'étaient mis de la partie. Sans nier la sincérité des leaders de couleur dans leur démarche progressiste, nous croyons que l'un des objectifs fondamentaux de *L'Union* au moment de sa création était de persuader la population de couleur de prendre les armes et de se battre pour des causes auxquelles elle ne s'identifiait pas encore tout à fait. Si les appels à l'unité en disent beaucoup sur les divisions entre gens de couleur et Noirs, ils en disent autant sur les intentions ultimes des rédacteurs de *L'Union*. Mais, indépendamment des objectifs qui motivaient leur discours, avec ce journal, ils mettent à contribution leurs aspirations humanitaires et il y avait chez eux un désir réel de matérialiser les idéaux révolutionnaires qu'ils défendaient avec acharnement.

²⁹ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 393.

4.2 *L'Union* comme outil de propagande unioniste et abolitionniste: appel aux armes des hommes de couleur

Si *L'Union* fut créée en grande partie pour inciter les hommes de couleur à s'enrôler dans l'armée fédérale, les rédacteurs du journal devaient les encourager à se battre aux côtés de l'Union en générant un sentiment favorable autour des causes unioniste et abolitionniste. Afin d'obtenir la pleine citoyenneté américaine, il fallait s'en montrer à la fois digne et loyal et quoi de plus digne et loyal que de se battre pour sauver son pays. Même si le journal était écrit en français et qu'il s'adressait d'abord et avant tout aux gens de couleur, il ne fait aucun doute qu'il s'adressait aussi (au moins de manière indirecte) aux dirigeants fédéraux qui avaient le pouvoir de leurs accorder (ou non) leurs droits civiques et de leur faire jouer (ou non) un rôle militaire important. Pour convaincre les autorités nordistes de donner aux hommes de couleur le droit de vote ainsi que la chance de se battre aux côtés des soldats de l'Union, les rédacteurs du journal insistaient sur leur loyauté historique, quoique temporairement éprouvée, envers le drapeau américain, tout comme ils insistaient sur leurs accomplissements et aptitudes intellectuelles.

Dans le but de mettre en évidence le patriotisme des hommes de couleur, beaucoup d'articles soulignaient leur contribution militaire. Entre autres, le journal revenait souvent sur la bataille de 1814-15 pour montrer que ceux-ci ont joué un rôle fondamental dans le parachèvement de l'indépendance des États-Unis. Dès le 1^{er} octobre 1862, l'éditorialiste rappelle aux autorités unionistes tout ce que les gens de couleur ont fait pour le pays depuis sa création afin de montrer qu'ils méritaient leur statut de citoyens. Au fond, les droits civiques qu'ils réclamaient leur étaient dus depuis longtemps pour tous les services rendus à la nation américaine, allant de leur contribution militaire à leurs réalisations économiques et même culturelles. Dans son éditorial, Trévigne ne va pas jusqu'à réclamer l'égalité sociale puisque, selon les leaders de couleur, les préjugés raciaux étaient trop bien enracinés aux États-Unis (autant au Nord qu'au Sud) et ils élevaient «une barrière infranchissable entre les deux races». Mais il réclamait au moins l'égalité devant la loi. L'article encense la population de couleur pour montrer que son industrie et son intelligence «d'élite» la démarquait des esclaves et que grâce à ses accomplissements, elle méritait cette égalité tant désirée dont elle se servirait à bon escient. Après avoir fait référence à la Bataille de la Nouvelle-Orléans pour

légitimer les demandes politiques des hommes de couleur, dans l'extrait suivant l'éditorialiste insiste sur leurs réalisations économiques et culturelles malgré l'adversité:

Placée dans l'humble sphère où [la population de couleur] a vécu jusqu'ici, n'est-il pas étonnant qu'elle ait pu, rien que par le secours de ses propres forces, briser les entraves qui la tenaient enchaînée dans les ténèbres de l'ignorance, et arriver à ce degré de développement qui a enfanté chez elle des intelligences d'élite, parmi lesquelles on compte des mécaniciens, des financiers, des médecins et des littérateurs [...] Et si aujourd'hui [les hommes de couleur] se résolvent à obtenir leurs droits en combattant avec les soldats de l'Union, ils offrent aussi, par leur conduite passée et par le degré de civilisation auquel ils sont parvenus, la garantie qu'ils n'en profiteront pas pour en user jusqu'à la licence³⁰.

Écrit en français, l'article s'adressait aux hommes de couleur et visait à souligner leurs accomplissements afin de mieux les convaincre de l'injustice de leur situation et de les inciter ainsi à s'enrôler et à se battre pour la corriger. Or, même si écrit en français, l'article s'adressait aussi aux représentants du gouvernement fédéral postés à la Nouvelle-Orléans afin de les convaincre que les nombreuses contributions des gens de couleur à l'histoire États-Unis les rendaient dignes de la pleine citoyenneté de ce pays, un pays pour lequel ils étaient prêts, encore une fois, à risquer leur vie en offrant leurs services à l'armée fédérale. L'Union avait contracté une dette envers eux et en combattant à nouveau pour la sauver, comme ils l'avaient fait en 1814-15, les leaders de couleur espéraient que cette fois elle s'en acquitterait.

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, ce fut dans le but de montrer la loyauté et le patriotisme des gens de couleur envers le drapeau de l'Union que beaucoup d'articles visaient à justifier pourquoi en 1861, ils prêtèrent d'abord main forte à la Confédération. D'après ces articles, les hommes de couleur étaient fondamentalement unionistes et leur soutien initial à la cause sécessionniste n'était dû qu'à un gros malentendu quant aux intentions des Nordistes en Louisiane. L'auteur d'une lettre anonyme écrite par un ancien soldat des *Native Guards* qui a collaboré à *L'Union* sans signer son nom va jusqu'à faire porter l'odieux de ce malentendu aux journaux sudistes blancs qui «compaiaient chaque jour» les hommes du Nord à un «ouragan furieux» et destructeur³¹. Évidemment, afin que les soldats des *Native Guards* puissent avoir la chance de faire leurs preuves sur les champs de bataille du côté des

³⁰ *L'Union*, «Un mot sur la population de couleur», le 1er octobre 1862; Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 251.

³¹ *L'Union*, «Correspondance: A Mr. le rédacteur-en-chef du journal *L'Union*», le 1er octobre 1862.

États-Unis, les collaborateurs du journal avaient intérêt à blâmer l'ennemi pour expliquer l'écart de conduite temporaire des hommes de couleur, qui n'ont jamais été véritablement contre l'Union. Pour inciter ces derniers à se battre et pour inciter les dirigeants nordistes à les laisser se battre, le journal devait donc insister sur leur patriotisme historique, voire inébranlable, même si momentanément mis à l'épreuve.

Les soldats de couleur étaient appelés à jouer un rôle important durant la guerre et à travers les pages de *L'Union*, il y avait beaucoup de mots d'encouragements destinés aux hommes engagés³². L'article intitulé «Aux Native Guards» est très évocateur à cet effet. Sous forme de prière, il s'adresse spécifiquement aux hommes des *Native Guards* qu'il bénit et exhorte au sacrifice: non seulement les soldats de couleur devaient-ils se sacrifier pour la cause de l'Union, de la justice et de la liberté, mais encore devaient-ils se montrer prêts à donner leur vie pour mettre en évidence leur courage et leur patriotisme, des valeurs indispensables pour obtenir leurs droits de citoyens. Il valait mieux mourir honorablement et donner sa vie pour une noble cause que de continuer à vivre dans l'injustice et dans la couardise:

Heureux qui aura servi la Liberté: quoi qu'il lui arrive, il aura bien vécu [...] Que Dieu et la Liberté soient avec vous! Avant de nous exposer au danger, nous devons le considérer comme formidable; mais dès qu'il survient, il faut le mépriser. Allez où le devoir vous appelle: ce sera vous montrer dignes de vos ancêtres, et Dieu sera avec vous et pour vous, puisque votre généreux dessein est la défense de l'Union, qui repose sur la Foi, l'Espérance et la Charité [...] Votre courage ne doit pas être mis en doute. Pour vous, mieux vaut l'honneur que la vie. Périssiez plutôt dans le combat que de laisser mettre votre valeur en question [...] puisse, disons-nous, Dieu ramener bientôt la paix et la concorde au milieu de tous! Soldats! Puisse-t-il vous bénir jusqu'à la dernière génération! Toutes les passions et tous les plaisirs périront avec leurs objets; conservez dans vos cœurs et par-dessus tout, l'amour et la vénération du Tout Puissant: voilà les seuls et vrais biens car ils sont immortels et divins. Dieu et la Liberté!³³

³² Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 234.

³³ *L'Union*, «Aux Native Guards», le 8 octobre 1862.

L'apologie aux hommes engagés atteint son paroxysme lorsque les soldats des *Native Guards* sont décrits comme de futurs martyrs de la liberté³⁴. Les nombreux appels à l'engagement des leaders de couleur, surtout dans les premiers mois d'existence du journal, montrent clairement que l'un de ses objectifs fondamentaux était d'inciter l'ensemble des compatriotes «à se lever et à se joindre aux armées de l'Union»³⁵.

À cet effet, attardons-nous un instant sur la très intéressante série de leçons intitulée «Le catéchisme du soldat» publiée en novembre 1862. Paraphrasant la Déclaration d'indépendance pour montrer que l'esclavage n'avait pas sa place aux États-Unis, la série illustre de manière assez percutante les contradictions de la société américaine et semble avoir voulu susciter suffisamment de colère chez les hommes de couleur face à l'injustice qui existait dans leur pays pour les inciter à porter l'uniforme bleu. Comme beaucoup d'articles et d'éditoriaux de *L'Union*, ce texte était formulé de manière à confronter le lecteur à un choix qui allait de soi: ou les hommes de couleur choisissaient de se battre pour l'armée fédérale afin d'universaliser les idéaux de la Déclaration d'indépendance, ou ils choisissaient de ne pas se battre pour elle et laisser régner ainsi l'injustice et le pouvoir abusif des esclavagistes blancs qui dépouillaient illégalement les droits inaliénable du peuple noir depuis la création du pays³⁶. Si le 1er novembre 1862, «Le catéchisme du soldat» se penchait sur la Déclaration d'indépendance pour montrer l'incompatibilité entre les idéaux de la Révolution américaine et l'esclavage, celui du 5 novembre était consacré à la constitution fédérale et avait pour but de faire ressortir le caractère anticonstitutionnel de l'institution³⁷. Dans l'œuvre qu'ils avaient entreprise, les soldats de l'Union avaient même la bénédiction de Dieu. Se battre pour l'Union signifiait autant se battre pour la liberté et la prédominance d'un gouvernement juste que de se battre pour accomplir la volonté divine:

³⁴ *L'Union*, «La liberté», 25 octobre 1862.

³⁵ *L'Union*, «La presse du Nord et "L'Union"», le 6 décembre 1862.

³⁶ *L'Union*, «Le catéchisme du soldat», le 1er novembre 1862.

³⁷ *L'Union*, «Le catéchisme du soldat», le 5 novembre 1862.

Le Catéchiste. - La Déclaration de l'Indépendance ne fut-elle pas un acte légal d'émancipation pour tous les esclaves du pays? Le Soldat. - Oui, assurément, devant la loi et la justice, et elle a rendu à tout jamais l'esclavage illégal dans le pays [...] Le Catéchiste. - Comment démontrez-vous, par la Déclaration de l'Indépendance, que combattre pour la liberté, c'est combattre pour le gouvernement? Le Soldat. - La Déclaration affirme que la liberté est l'un des droits inaliénables de tous les hommes, et que "c'est pour assurer ces droits que les gouvernements sont établis parmi les hommes;" c'est pourquoi, en combattant pour assurer la liberté à tout être humain, je défends la cause de mon gouvernement. Le Catéchiste. - Que pensez-vous alors des esclavagistes qui prétendent dépouiller les hommes de ces droits inaliénables? Le Soldat. - Ils sont nécessairement traîtres au gouvernement, quelles que soient d'ailleurs leurs prétentions d'être des citoyens loyaux. [...] Le Catéchiste. - Voudrez-vous donc détruire l'esclavage et les esclavagistes? Le Soldat. - Je veux faire de l'esclave un homme libre; je veux que son maître devienne un citoyen loyal, ou bien qu'il périsse, s'il le faut. Le Catéchiste. - C'est la volonté de Dieu. Il ne peut que sourire à l'œuvre que vous avez entreprise d'accomplir³⁸.

Rempli de formules saisissantes, ce texte visait à convaincre les gens de couleur et ce, sans ambiguïté, du bien-fondé des causes unionistes et abolitionnistes, deux causes pour lesquelles les hommes de couleur devaient se montrer prêts à mourir s'ils voulaient obtenir leurs droits civiques. Non seulement fallait-il se battre au nom de l'Union et des idéaux universels sur lesquels le pays avait été érigé, mais il fallait aussi se battre au nom de Dieu. Étant donné que l'esclavage allait à l'encontre des lois divines, il devenait encore plus important pour les hommes de couleur de contribuer à son éradication en s'engageant comme soldats de l'Union. En plus d'être condamné par la Déclaration d'indépendance et par la constitution des États-Unis, il était condamné par Dieu. La série est intéressante parce qu'elle met en évidence l'un des objectifs fondamentaux du journal qui consistait à inciter les hommes de couleur à s'enrôler et à devenir soldats de l'Union, mais elle est intéressante aussi parce qu'elle montre l'influence de la religion chez les leaders créoles. Le titre même de la série, «Le catéchisme du soldat», est très révélateur quant à l'importance de la religion chez les rédacteurs de *L'Union*. Ces derniers évoquaient souvent la raison et la connaissance rationnelle pour condamner l'esclavage, mais en même temps ils évoquaient souvent Dieu et la religion. Ils étaient influencés par les idées françaises issues des Lumières, sans sortir de la

³⁸ *L'Union*, «Le catéchisme du soldat», le 1er novembre 1862. Voir Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 234.

pensée religieuse. Pour eux, à la fois Dieu et la raison réprouvaient l'esclavage et toutes les formes d'oppressions qui en découlaient.

Dans sa lutte contre l'esclavage, *L'Union* insistait beaucoup sur la religion, sur le fait que, aux yeux de Dieu, tous les hommes étaient créés égaux et que maintenir des individus dans une condition d'infériorité uniquement parce qu'ils avaient du sang noir dans les veines constituait une offense divine passible de châtement. Il fallait se sacrifier pour l'Union et l'abolition afin d'apaiser la colère de Dieu, la guerre civile étant perçue comme une punition divine pour avoir perpétué l'esclavage. Le message était clair: les hommes de couleur devaient se battre au nom de Dieu et se battre au nom de Dieu signifiait se battre pour la liberté et donc pour l'Union. Si l'esclavage était présenté comme un crime contre l'humanité et comme une offense envers Dieu, la guerre civile était présentée comme une manifestation de la colère divine, qui ne pouvait être calmée que par l'abolition de l'esclavage. Quoi de mieux pour inciter les compatriotes à s'unifier autour des causes unionistes et abolitionnistes que d'évoquer continuellement la volonté du «Tout-Puissant»? L'esclavage était un «crime», la guerre était un «châtiment»: «Laissez la main du soldat-prêtre répandre le sang que la terre réclame. Ce n'est pas à l'homme qu'il est donné de déterminer la mesure de la réparation [...] Est-ce que Dieu a demandé aux hommes la permission de les noyer dans le déluge? S'il faut que l'incendie soit éteint par une inondation sanglante, encore une fois, taisez-vous, et dites que la volonté du Tout-Puissant soit faite!»³⁹. Les rédacteurs de *L'Union* misaient beaucoup sur l'argument religieux pour amplifier leur lutte contre l'esclavage. Prendre le parti de l'Union et de l'abolition c'était prendre le parti de Dieu et devenir soldats de l'Union c'était devenir soldats de Dieu.

Pour donner plus de poids à la cause unioniste et abolitionniste et inciter, par conséquent, à l'enrôlement, les rédacteurs du journal employaient un vocabulaire qui ne laissait planer aucune équivoque. Le langage particulier de *L'Union* était surtout l'œuvre de son éditorialiste, Paul Trévigne, mais il caractérisait aussi les autres textes du journal. Le choix offert aux lecteurs allait de soi et il fallait s'assurer qu'ils comprennent bien la nécessité morale de se ranger du côté de l'Union. Il fallait se battre pour «le progrès, la liberté et le

³⁹ *L'Union*, «L'heure du sacrifice», le 15 novembre 1862.

bonheur du genre humain» contre le «despotisme», les «ténèbres» et la «barbarie»⁴⁰. Véritable plaidoyer unioniste et abolitionniste, l'article intitulé «Fiat Lux!» défend ces deux causes avec éclat et condamne avec autant d'éclat les sécessionnistes, les esclavagistes et la Confédération, tous associés à ce qu'il y a de plus infect:

Esclavagistes! Que voulez-vous? A quelle fin prétendez-vous arriver? A établir un gouvernement caduc, au mépris de la foi jurée, à ériger un Etat dans l'Etat. Vous voulez, de vos mains impuissantes, déchirer, ô honte! Tu fermes tes yeux pudiques! Déchirer le *Pacte Fédéral*, ce monument immortel de la Nationalité Américaine, nationalité conquise à la pointe de l'épée, par les premiers Pères de la Patrie, ces nobles champions d'une juste cause! Somnambules frénétiques! Démagogues ambitieux! Ne voyez-vous donc pas que vous êtes hors la loi de la nature, hors la civilisation humaine; que le Progrès, ce marcheur infatigable, ne vous connaît pas. Soleil du dix-neuvième siècle! Tu leur a voilé ta face majestueuse. Ils errent dans les ténèbres d'un intérêt sordide et, aveugles courtiers du sang de leurs semblables, ils vont, tête baissée, aux gouffres inconnus. Ils veulent, dans leur folie, enchaîner l'Idée, garroter la Pensée, faire rétrograder l'Avenir! [...] O toi! Grand Régulateur de toutes choses! Toi qui es *Celui* qui donne et qui pardonne, toi qui tiens, dans tes mains puissantes, les destinées des faibles et des forts, illumine d'un rayon de ta gloire divine les ténèbres répandues sur cette vallée de larmes; laisse tomber sur nous un regard de ta miséricorde infinie; donne-nous l'amour du prochain; donne-nous l'oubli des offenses!⁴¹

Après avoir lu cela, comment ne pas vouloir se ranger du côté du «bon côté», c'est-à-dire du côté de l'Union et de l'abolition plutôt que du côté de la Confédération et de l'esclavage. Persuasif, le journal établissait clairement la légitimité de la cause défendue par les Nordistes et l'injustice de la cause défendue par les Sudistes. Même la neutralité était inacceptable.

En fait, ce qui est frappant en parcourant les pages de *L'Union* ce n'est pas de constater le patriotisme des gens de couleur à l'égard des États-Unis, mais bien leur surcroît de patriotisme à l'égard d'un pays et d'un gouvernement dont ils avaient d'abord répudié l'autorité. Les rédacteurs du journal se devaient d'insister sur la loyauté des gens de couleur afin de prouver que malgré leur soutien initial à la cause sécessionniste, ils étaient fondamentalement fédéralistes et ne désiraient rien de moins que de maintenir l'autorité fédérale en Louisiane. Il y avait tellement d'appels aux armes et d'articles qui visaient à montrer leur loyauté envers le drapeau de l'Union que cette loyauté pouvait sembler parfois

⁴⁰ *L'Union*, «Un pas dans l'avenir», le 6 décembre 1862.

⁴¹ *L'Union*, «Fiat Lux!», le 10 décembre 1862.

exagérée. Le nombre d'appels aux armes et d'articles pro-unionistes était tel, qu'il peut être interprété comme étant une façon de cacher que les gens de couleur avaient adhéré à la cause de l'Union seulement parce que les autorités fédérales avaient fait preuve d'ouverture à leur égard en accordant aux hommes de couleur le droit de s'enrôler dans l'armée des États-Unis et non parce que réellement acquis à cette cause. Là-dessus, les propos de Lanusse étaient très significatifs. Desdunes a d'ailleurs dit du poète «qu'il ne se flattait pas de son titre d'Américain»⁴². Le journal était donc souvent empreint d'un patriotisme démesuré pour l'Union, lequel devait servir à compenser pour le fait que, au fond, leur amour premier allait à la France et à la Louisiane plutôt qu'aux États-Unis et qu'ils avaient adhéré à la cause fédérale par pragmatisme plus que par convictions sincères.

L'Union, telle que nous l'exposons ici, était un outil de propagande unioniste qui avait été créé en automne 1862 dans le but d'inciter les hommes de couleur à s'enrôler dans l'armée fédérale. Or, même s'ils étaient écrits en français et que leurs rédacteurs s'adressaient surtout à l'ensemble des compatriotes, les articles semblaient être destinés aussi, de manière indirecte, aux représentants de Lincoln postés à la Nouvelle-Orléans durant la guerre. L'ardeur patriotique du journal devait servir à persuader une population plutôt tiède à l'égard des Nordistes de l'importance de se ranger derrière la bannière étoilée et, même dans sa version francophone, nous croyons que cette ardeur devait servir à persuader les autorités fédérales locales de la loyauté des gens de couleur pour le pays. Pour prendre part à des combats comme soldats de l'Union, notamment, il fallait que les dirigeants locaux s'assurent de la loyauté des hommes de couleur et le journal ne laissait planer aucun doute à cet effet. En plus de promouvoir la cause unioniste, *L'Union* était un outil de propagande abolitionniste qui devait servir à provoquer suffisamment de colère et d'indignation chez les hommes de couleur face à l'injustice faite aux Noirs pour les encourager à s'enrôler dans l'armée fédérale et à se battre, voire à risquer leur vie, pour la suppression de l'esclavage. Le journal regorgeait d'articles patriotiques qui exhortaient les hommes de couleur à prendre les armes pour sauver le pays tout comme il regorgeait d'articles abolitionnistes qui avaient pour but d'encourager une population longtemps pro-esclavagiste à se battre pour la libération des esclaves.

⁴² Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 28.

Un autre argument était évoqué par les leaders de couleur afin de pousser leurs compatriotes à s'enrôler et à risquer leur vie pour l'Union et l'abolition: ils répétaient constamment que seul le triomphe de ces deux causes mènerait à la disparition du préjugé racial, dont les gens de couleur étaient eux aussi victimes, même si dans une moindre mesure que les Noirs, et qui les empêchait d'accéder à la pleine citoyenneté. Pour faire disparaître ce préjugé nuisible à leur avancement, il fallait d'abord en faire disparaître la cause, l'esclavage, et pour faire disparaître l'esclavage, il fallait encourager l'Union. Tant et aussi longtemps que le préjudice de race existait, les hommes de couleur ne pouvaient aspirer à l'égalité civique.

Dans un éditorial du 25 octobre 1862, le lien entre esclavage et préjudice de race est clairement établi. Après avoir montré que l'esclavage était l'une des principales causes de la guerre civile, Trévigne explique, dans un langage explosif, que cette «institution barbare» portait en elle «le germe pernicieux» du préjugé racial et que pour l'enrayer, il fallait d'abord abolir l'esclavage. Les esclavagistes blancs ont insisté sur l'infériorité raciale de toutes les personnes d'ascendance africaine, aussi éloignée cette ascendance fut-elle, et ce faisant, ils ont indûment privé les gens de couleur de leur droits civiques. Loin de se contenter de dénoncer l'esclavage, mais sans aller jusqu'à revendiquer la franchise électorale pour les nouveaux affranchis, Trévigne demandait au moins des droits égaux pour les hommes de couleur⁴³. Il fallait abolir l'esclavage pour libérer le peuple noir de sa servitude, mais il fallait aussi l'abolir parce que le préjugé racial, son corollaire, avait des effets dommageables sur la population de couleur. Exacerbé par la discrimination dont lui et les siens étaient victimes par association, Trévigne souligne l'absurdité de leur situation:

De tous les maux qui découlent de l'esclavage, aucun n'est plus injuste ni plus cruel que l'inepte préjugé auquel il a donné naissance, et qui, comme une tache originelle frappe toute une catégorie d'hommes en les soumettant, malgré les dons heureux qu'ils ont reçus de la nature, à des distinctions humiliantes parce qu'au nombre de leurs ancêtres on compte des êtres que les besoins de la politique ont fait passer pour être d'un ordre inférieur. Quoi! Vous refusez aux hommes de couleur toute participation aux bienfaits d'un gouvernement démocratique et libre, sous le futile prétexte qu'ils descendent d'une race que vos lois ont dégradée? Vous avancez même que ces hommes, étant d'une nature inférieure à la vôtre, ne peuvent pas, ne doivent pas prétendre à exercer des droits qui n'appartiennent qu'aux blancs? Si c'est là votre seul argument, convenez qu'il est bien faible devant le fait écrasant que de cette

⁴³ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 224.

classe sont sortis les Saint-Georges, les Alexandre Dumas, les Victor Séjour et les Privat D'Anglemont, dont les hautes facultés intellectuelles réduisent à néant toutes les savantes théories que l'on a débitées sur l'infériorité de la race africaine⁴⁴.

En nommant des hommes de couleur influents qui jouissaient d'une grande notoriété, l'éditorialiste cherchait à démentir les accusations d'infériorité raciale portées à l'endroit de son peuple⁴⁵. Cet article déplore le fait que les gens de couleur aient été victimes de discrimination juste parce qu'ils avaient, comme les esclaves, une origine africaine. Selon Trévigne, les gens de couleur étaient supérieurs aux Noirs et il misait sur leurs réalisations pour s'en dissocier et revendiquer l'égalité avec les Blancs. L'article montre bien que les leaders de *L'Union* se sont solidarisés aux esclaves afin de lutter contre l'esclavage, mais il montre aussi que les premiers voulaient se dissocier des seconds pour obtenir le plus rapidement possible leurs droits civiques.

Plus loin dans ce long éditorial, Trévigne explique que le préjugé racial n'était pas un obstacle insurmontable pour les gens de couleur. Ces derniers n'ont peut-être jamais joui aux États-Unis de droits égaux à ceux des Blancs, mais l'égalité des droits était possible en Amérique et les événements qui se déroulaient dans les Antilles françaises lui donnaient confiance en l'avenir. Ainsi, après avoir dressé un bilan plutôt sombre de l'histoire des Noirs et des gens de couleur en Amérique, Trévigne évoque l'espoir d'un nouveau commencement en cette deuxième moitié du XIXe siècle et, s'inspirant de l'exemple français, il veut convaincre que l'égalité des droits était bénéfique pour la société. L'armée mixte de Napoléon III et la présence de délégués de couleur à l'Assemblée nationale montrent que la conciliation raciale était possible sans être «préjudiciable» à la population blanche. Pour que cette conciliation devienne une réalité aux États-Unis, il fallait d'abord que l'esclavage soit aboli. De là l'importance de promouvoir continuellement la cause abolitionniste et d'inciter les hommes de couleur à se battre du côté de l'Union⁴⁶.

⁴⁴ *L'Union* «De l'esclavage et du préjugé de caste», le 25 octobre 1862; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 224.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 224.

⁴⁶ *L'Union* «De l'esclavage et du préjugé de caste», le 25 octobre 1862; Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 73-74; Caryn Cossé Bell, *Ibid.*, p. 225.

Jusqu'à la fin de 1862, *L'Union* continue à dénoncer l'esclavage et l'abolitionnisme continue à être un sujet de prédilection pour l'éditorialiste. Afin d'encourager les compatriotes à s'unifier autour de cette cause, le journal leur rappelait sans cesse qu'aux États-Unis, le système esclavagiste était plus dur et plus cruel que celui de l'Antiquité, qu'il constituait une contradiction flagrante dans un pays fondé sur la liberté, qu'il perpétuait le préjugé racial et qu'il allait à l'encontre de la raison et de Dieu⁴⁷. Les rédacteurs de *L'Union* insistaient non seulement sur la barbarie et l'inhumanité du système lui-même, mais aussi sur les effets pernicioseux qu'il avait à la fois sur les esclaves et sur les gens de couleur. L'injustice subie spécifiquement par les gens de couleur fit à nouveau l'objet de critiques sévères le 30 décembre 1862, soit peu de temps après qu'un journal sudiste nommé *La Renaissance* ait accusé ces derniers de faire preuve de «vanité maladive»⁴⁸. Froissée par ce commentaire méprisant, *L'Union* répliqua en publiant deux articles particulièrement cinglants qui mettaient en évidence la haine que «l'aristocratie blanche» du Sud éprouvait envers les gens de couleur et la «condition abjecte» dans laquelle elle les avait maintenus pendant si longtemps, malgré leurs aptitudes exceptionnelles⁴⁹. Sous forme de dialogue entre un maître et son esclave, l'article intitulé «Monsieur Separaty et Silvan», notamment, dénonce de manière loufoque la situation intenable des gens de couleur. Dans ce dialogue, les propos de celui qui incarnait la voix des sécessionnistes blancs, nommé M. Separaty, étaient si absurdes et si empreints de préjugés défavorables aux gens de couleur que même sans le dire de manière explicite, nous comprenons que l'auteur voulait montrer le non-sens pour eux de soutenir la Confédération plutôt que l'Union⁵⁰. Notons de plus que dans cet article, les différences et la supériorité des gens de couleur ressortent clairement et elles sont mises en évidence par nul autre que l'esclave Silvan. Il est assez particulier qu'un esclave prenne la défense des gens de couleur avec autant de conviction et qu'en reconnaissant leur supériorité, voire leur égalité avec les Blancs, il reconnaissait implicitement sa propre infériorité. Même si, en soutenant l'Union et

⁴⁷ Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 74.

⁴⁸ *L'Union*, «Injustice», le 30 décembre 1862.

⁴⁹ *L'Union*, «Injustice», le 30 décembre 1862; *L'Union*, «Monsieur Separaty et Silvan», le 30 décembre 1862.

⁵⁰ *L'Union*, «Monsieur Separaty et Silvan», le 30 décembre 1862.

l'abolition, les gens de couleur se rapprochaient des Noirs, les différences entre les deux groupes devaient demeurer irréfutables. Deux jours avant l'entrée en vigueur de la Proclamation d'émancipation, *L'Union* voulait s'assurer que l'ensemble des compatriotes comprenne bien que l'abolition de l'esclavage n'impliquait pas l'assimilation à la majorité noire et que soutenir Union et abolition n'impliquait pas soutenir des causes qui allaient aboutir à l'effacement des différences entre les deux groupes.

Certes, *L'Union* défendait avec virulence le principe de la liberté universelle. Mais sa dénonciation de l'esclavage était empreinte d'un ton condescendant qui illustre bien la représentation péjorative que les leaders de couleur se faisaient des esclaves. Dans le journal, il y avait des allusions fréquentes à l'infériorité des Noirs, souvent dépeints comme des êtres dociles, passifs et puérils. Renvoyée de manière soutenue, cette image infantile des esclaves est mise en évidence pour la première fois en novembre 1862 et elle ressort nettement dans un article intitulé «Considérations». Après avoir expliqué que Dieu avait doté ses enfants d'une âme immortelle, indépendante du corps mortel, pour montrer qu'à ses yeux tous les hommes étaient créés égaux, l'article incite les compatriotes à se rallier aux Noirs afin de les aider à faire la transition vers la liberté. Malgré la défense des esclaves et l'appel à la mobilisation générale des gens de couleur pour leur venir en aide, l'image que le journal projetait d'eux à travers cet article est très peu flatteuse et même offensante à bien des égards:

Pleins donc de cette douce espérance, vivons éternellement ici-bas, avec nos frères dont les chaînes viennent d'être abattues, abrutis qu'ils sont par l'ignorance et l'esclavage; enseignons leur que le mot "Liberté" n'est pas le signe de l'anarchie et de la paresse. Qu'ils sachent qu'ils sont libres enfin; mais cette liberté ne leur sera utile que par le travail. Qu'ils sachent démentir les détracteurs de la liberté [...] Aidons-les à prouver qu'ils comprennent que, comme les blancs, ils ont la même organisation, ils sont capables de la même activité, des mêmes efforts, et sont également laborieux, partout où le travail conduit au bien-être et aux jouissances de la famille. Qu'ils prouvent que le travail est une source de vie, la paresse un grand destructeur, et qu'elle ne peut être excusable que dans l'homme esclave qui plante, qui cultive, sans ne pouvoir jamais récolter. Et, compatriotes, n'oublions pas d'inculquer à ces frères affranchis ce principe que la vraie liberté ne se conserve que par la pratique de toutes les vertus sociales et religieuses⁵¹.

⁵¹ *L'Union*, «Considérations», le 15 novembre 1862. À propos de la condescendance et du paternalisme à l'égard des esclaves, voir aussi l'article intitulé «La race noire», 1^{er} novembre 1862 et «À quel État devons-nous aboutir», 26 novembre 1862.

L'article présente les esclaves comme étant les frères des personnes de couleur, mais il est évident que la relation envisagée entre les deux groupes était plus paternaliste que fraternelle ou égalitaire. Libres depuis plusieurs générations, les gens de couleur devaient servir de guides aux esclaves «abrutis». *L'Union* voulait démentir la croyance répandue chez les esclavagistes blancs selon laquelle les Noirs étaient «naturellement paresseux», mais ce texte prouve que les rédacteurs du journal avaient eux-mêmes intériorisé le préjugé qui servait de justification au système esclavagiste. Le simple fait de préciser qu'il fallait enseigner aux esclaves que le travail était une vertu et que la liberté ne devait pas être associée à l'oisiveté ou à l'anarchie implique qu'ils croyaient, comme les Sudistes blancs, que leurs homologues noirs étaient paresseux et non portés à travailler sans y être contraints. Malgré sa dénonciation de l'esclavage, le journal ne dérangeait pas les présupposés raciaux de la société dominante.

Cette dénonciation condescendante de l'esclavage n'est pas sans rappeler celle des abolitionnistes du Nord comme Harriet B. Stowe. Dans *La Case de l'oncle Tom* (1852), les deux protagonistes du roman, Eliza et Tom, avaient des personnalités aux antipodes l'un de l'autre et ce qui les rendaient si différents, outre leur genre, était leur couleur: la première était métisse, le second était Noir. Loin de constituer un détail anodin dans l'histoire, la blancheur de l'héroïne avait fait d'elle un personnage courageux et vertueux, tandis que la noirceur de Tom avait fait de lui un être puéril, enfantin et simple d'esprit. Les sang-mêlé étaient pourvus de certaines aptitudes complètement déniées aux héros noirs du roman. En conformité avec Stowe, l'article «Considérations» dépeint les esclaves comme des individus passifs, incapables de survivre dans la liberté sans l'assistance bienveillante de ceux qui étaient considérés comme leurs supérieurs, à savoir les gens de couleur, anoblis par la blancheur. Au fond, *L'Union* endossait le racisme qui justifiait l'esclavage et perpétuait les stéréotypes raciaux que ses rédacteurs dénonçaient. En plus de l'image négative que les leaders de couleur véhiculaient des esclaves, la relation paternaliste qu'ils envisageaient avec eux après l'abolition de l'esclavage montre que *L'Union* avait surtout à cœur de représenter les intérêts d'un groupe qui cherchait à accroître son influence en établissant un rapport de force avec la majorité noire. Les leaders de couleur faisaient preuve d'élitisme à l'égard des esclaves et de cet élitisme est née une attitude marquée par l'ambivalence: il pouvait prendre une allure arrogante, voire méprisante, face aux esclaves comme il pouvait prendre une allure

de dévouement pour leur élévation⁵². Parallèlement à leur attitude condescendante, les leaders de couleur se sentaient investis d'une mission et d'une importante responsabilité à l'égard des esclaves.

Pour les leaders de couleur, la guerre civile était une révolution et le but ultime du journal était de voir se réaliser de manière universelle les idéaux de justice, de liberté et d'égalité. Malgré le fait que l'égalité représentait pour eux un principe fondamental, ils ne considéraient pas que les esclaves leur étaient égaux et refusaient toute identification avec eux. À l'évidence, l'égalité que les rédacteurs de *L'Union* revendiquaient impliquait l'égalité entre gens de couleur et Blancs et non entre gens de couleur et Noirs ou encore entre Noirs et Blancs. Pour ajouter à l'ambivalence de cette relation, le journal publiait parfois des annonces d'esclaves fugitifs. Paradoxe intéressant: *L'Union* décriait l'esclavage, mais en même temps elle faisait paraître des messages qui visaient à récupérer les esclaves qui fuyaient vers la liberté⁵³. Si ce genre d'annonces peut être interprété comme étant une manifestation des difficultés financières qui ont accablé le journal tout au long de son existence, il n'en demeure pas moins que leur parution dans un organe de presse qui se voulait abolitionniste était non seulement paradoxale, mais aussi réactionnaire.

L'ambiguïté du rapport que les gens de couleur avaient aux esclaves atteint son paroxysme le 5 mai 1863, lorsque Trévigne établit on ne peut plus clairement les limites de l'unité entre les deux groupes. Dans son éditorial, le rédacteur en chef corrige un journal publié à la Nouvelle-Orléans par des hommes du Nord intitulé *l'Era* qui avait fait l'erreur de confondre gens de couleur et esclaves:

Ce n'est pas que nous soyons aucunement choqué du rapprochement que fait *l'Era* entre notre estimable population qui a toujours joui de sa liberté, et le contrebande que le fouet et le carcan ont abruti et humilié; mais nous croyons devoir protester contre les injustices de ceux qui veulent quand même nous confondre avec une catégorie d'hommes que certes nous ne méprisons pas puisqu'ils sont nos ancêtres, mais que l'esclavage abrutissant dans lequel ils ont été tenus, ont empêché d'acquérir les qualités qui distinguent l'homme libre de l'esclavage. Ce n'est pas une prépondérance que nous réclamons sur nos malheureux frères, c'est une protestation contre les injustices de ceux qui, par ignorance ou par méchanceté, veulent

⁵² Willard B. Gatewood, «Aristocrats of Color: South and North the Black Elite, 1880-1920», *The Journal of Southern History*, vol. LIV, no 1, février 1988, p. 6-7.

⁵³ Pour un exemple d'annonce d'esclaves fugitifs, voir *L'Union*, «Avis», le 10 décembre 1862.

méconnaître les qualités qui nous distinguent [...] libres depuis longtemps, nous avons eu notre part aux rayons bienfaisants du grand soleil civilisateur du 19^e siècle; et, à l'égal des autres hommes, nous pouvons au nom de notre intelligence et de nos vertus civiques, revendiquer nos droits d'enfants du pays et demander à prendre rang parmi ceux qu'il a choisis jusqu'à ce jour avec une partialité de marâtre⁵⁴.

Peu familiers avec la structure socio-raciale louisianaise, les Nordistes postés à la Nouvelle-Orléans avaient tendance à amalgamer les deux collectivités. Irrité par une telle confusion, Trévigne apporte les corrections nécessaires pour éviter qu'elle ne se perpétue. Face à leur désir de se voir concéder la franchise électorale par le gouvernement de l'Union, cette confusion chez ses représentants locaux n'était guère favorable aux gens de couleur puisque si les autorités fédérales étaient prêtes à libérer les esclaves advenant une victoire du Nord, elles n'étaient certainement pas prêtes à accorder le droit de vote à de nouveaux affranchis. Trévigne avait avantage à s'assurer que la distinction entre les deux groupes se maintienne s'il voulait que les hommes de couleur deviennent électeurs et, par le fait même, citoyens à part entière. Pour obtenir leurs droits, ces derniers devaient donc résister à être relégués «au rang d'esclaves abrutis»⁵⁵. En plus de faire ressortir le désir de dissociation des leaders de couleur, cet article met en évidence la représentation peu élogieuse qu'ils se faisaient des esclaves. Même dans un journal qui se voulait progressiste comme *L'Union*, il était possible de constater qu'une attitude condescendante à l'égard des Noirs existait et cette condescendance montre que ses rédacteurs avaient assimilé les préjugés raciaux véhiculés par la majorité blanche.

L'Union était d'abord et avant tout le journal d'une minorité menacée et les deux causes qu'il défendait, Union et abolition, étaient subordonnées aux aspirations des gens de couleur. Certes, les leaders créoles avaient adhéré à ces deux causes pour des raisons humanitaires, mais ils y avaient adhéré aussi pour satisfaire leurs intérêts de groupe puisque seul le soutien de l'Union et de l'abolition pouvait leur donner accès à ce qu'ils désiraient le plus: le droit de vote. Afin d'obtenir ce droit, il fallait inciter les hommes de couleur à se

⁵⁴ *L'Union*, éditorial sans titre, le 5 mai 1863.

⁵⁵ *Ibid*; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 34-35; David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 391.

battre pour elles et il fallait inciter les autorités fédérales à les laisser se battre. Ce fut précisément dans le but de convaincre les uns et les autres que *L'Union* a vu le jour. De plus, lorsqu'il fut créé, le journal devait servir à montrer que la libération des esclaves ne signifiait pas l'égalité ou l'amalgame entre gens de couleur et Noirs. Entre les deux groupes, il y avait des différences fondamentales et *L'Union* était là pour s'assurer qu'elles soient connues, d'autant plus qu'au moment où elle fit son apparition, la Nouvelle-Orléans était submergée d'esclaves fugitifs et que les occupants du Nord semblaient avoir de la difficulté à faire les distinctions appropriées. Bien que devenu nécessaire durant la guerre, le rapprochement avec les esclaves avait des limites. La propagande abolitionniste était minimisée par l'attitude condescendante et par les intérêts de classe des leaders de couleur. Cela était d'autant plus évident que plus la guerre avançait, plus *L'Union* se concentrait sur les intérêts politiques de la très «estimable population» de couleur et plus les esclaves se voyaient écartés de ses revendications.

4.3 Proclamation d'émancipation et transition des revendications sociales (travail libre) aux revendications politiques (droits civiques)

Après avoir été annoncée le 22 septembre 1862, la Proclamation d'émancipation entra en vigueur le 1^{er} janvier 1863. Dans les faits, elle n'émancipa aucun esclave puisque là où applicable, Lincoln n'avait pas de légitimité. Mais le décret présidentiel revêtait une valeur symbolique et dès son annonce, la libération des esclaves devint un enjeu de la guerre civile. Si la Proclamation d'émancipation est devenue un symbole de l'abolitionnisme, ce fut en grande partie en raison de l'interprétation qu'en ont fait les supporters de la cause. L'interprétation qui en a été faite fut plus importante et plus efficace pour la cause abolitionniste que les dispositions légales du document et que les intentions réelles du président Lincoln qui, par elle, ne voulait pas abolir l'esclavage mais renforcer l'Union en affaiblissant la Confédération⁵⁶. À partir d'une compréhension assez libre des propos de Lincoln, l'abolition devint donc un enjeu important de la guerre civile. Malgré les limites de la proclamation, son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1863 donna un coup dur à l'esclavage. Le premier coup fut donné lors de son annonce et le second, lors de sa mise en application.

⁵⁶ J. G. Randall et David Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 384.

La prudence dont Lincoln témoignait était politiquement nécessaire pour l'Union, mais elle faisait l'objet de critiques sévères et parmi ceux qui la critiquaient se trouvaient les leaders de couleur. Entre autres, ces derniers déploraient le fait que Lincoln avait émis son décret d'émancipation pour des raisons politiques plutôt que pour des raisons humanitaires. La prudence du président était d'autant plus critiquée qu'un mois avant que n'entre en vigueur la Proclamation, Lincoln envisageait encore l'idée d'accorder une compensation financière aux maîtres qui, sur une base volontaire, consentaient à libérer graduellement leurs esclaves. En effet, dans son discours annuel au Congrès, prononcé le 1^{er} décembre 1862, il proposa d'apporter un amendement à la constitution dont le but était de rendre effectif son plan de compensation financière, applicable aux États qui acceptaient d'abolir l'esclavage et qui s'engageaient à avoir complété le processus pour l'année 1900⁵⁷. De toute évidence, la priorité de Lincoln n'était pas de libérer les esclaves, mais bien de préserver l'Union. À cette fin, il ne voulait pas imposer l'abolition pure et dure de l'esclavage et il se montrait même très conciliant envers les propriétaires d'esclaves, allant jusqu'à accepter l'institution pendant encore 37 ans. *L'Union* dénonçait «l'esprit prudent et conservateur» du président Lincoln qui, plutôt que de «prendre bravement position» contre l'esclavage, avait opté pour une approche accommodante⁵⁸. Les leaders de couleur regrettaient que Lincoln ait tenté de modifier les termes de la Proclamation d'émancipation dans son message au Congrès et que peu de temps avant son entrée en vigueur il parlait encore d'émancipation graduelle. Malgré la timidité des mesures présidentielles en ce qui concerne l'esclavage et malgré les réserves des rédacteurs de *L'Union* à cet égard, il n'en demeure pas moins que l'entrée en vigueur de la Proclamation d'émancipation en janvier 1863 représentait pour eux un pas dans la bonne direction et ils étaient confiants en ce qui concerne la cause abolitionniste.

Avec la Proclamation d'émancipation entrée en vigueur et le système de travail contractuel qui se poursuivait, la cause abolitionniste ne s'était jamais aussi bien portée en Louisiane et à partir de janvier 1863, l'optimisme des leaders de couleur s'exprimait

⁵⁷ J. G. Randall et David Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 384.

⁵⁸ *L'Union*, «Un pas dans l'avenir», le 23 décembre 1862. Sur la circonspection de Lincoln (dénoncée par le journal), voir aussi *L'Union*, «1863», le 24 février 1863 et *L'Union*, «Les nègres et leurs libérateurs», le 28 février 1863. Ce dernier article déplore que la Proclamation d'émancipation ne protégeait pas les esclaves qu'elle avait officiellement libérés dans les États de la Confédération.

clairement à travers les pages de *L'Union*. Le système de travail contractuel rémunéré, entre autre, faisait l'objet d'un enthousiasme marqué et beaucoup d'articles publiés au cours des premiers mois de la nouvelle année visaient à mettre en évidence la rentabilité des travailleurs noirs lorsque payés et traités avec plus de dignité. Ce système de travail transitoire, implanté dans les paroisses rurales occupées du sud-est de la Louisiane, ne libérait pas officiellement les esclaves puisque la Proclamation d'émancipation ne s'appliquait pas aux territoires contrôlés par l'Union. Mais dans les faits, il les plaçait dans un état de quasi-liberté dénié aux esclaves des autres régions sudistes. Instauré en automne 1862 par le général Butler, le système de travail contractuel rémunéré continua à se développer sous le règne de son successeur, le général Nathaniel Banks qui, le 17 décembre 1862, prit la relève au poste de commandant en chef du département du Golfe.

Les leaders de *L'Union* croyaient au système de travail libre et ils étaient convaincus que les Noirs pouvaient être de bons travailleurs lorsque rétribués pour leurs services. Quelques jours après la mise en application du décret présidentiel, Trévigne commenta ce système et se faisait très rassurant à propos de la libération (*de facto*) des esclaves dans le sud-est de la Louisiane. Sans surprise, les esclavagistes blancs ne partageaient pas l'enthousiasme de Trévigne quant à la nouvelle forme de travail établie par Butler. À titre d'exemple, dans son journal de plantation, William J. Minor, un riche propriétaire d'esclaves du Mississippi qui possédait trois plantations de canne à sucre en Basse-Louisiane, répétait constamment que les travailleurs quasi-libres étaient paresseux, peu fiables et malhonnêtes⁵⁹. En désaccord avec des planteurs comme Minor, Trévigne voulait démentir ce genre de présupposé négatif sur les esclaves-devenus-travailleurs-contractuels et montrer que les «grandes cultures du Sud» se prêtaient bien au travail libre. Le 6 janvier 1863, il encense le nouveau système de travail rémunéré et rejette les accusations de paresse dirigées contre les Noirs. Lorsque traités avec justice et respect, prétend Trévigne, les esclaves étaient de meilleurs travailleurs que lorsque traités comme des bêtes de somme, la dignité et la paie étant une source de motivation plus efficace que le fouet. Selon lui, il n'y avait rien de plus faux que de croire que le système de plantations du Sud était incompatible avec le travail libre:

⁵⁹ Exemple pris dans Charles Rolland, «Difficulties of Civil War Sugar Planting in Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 38, 1956, p. 43.

Malgré tout ce qui a été dit de la paresse du nègre, nous croyons [...] qu'un homme, peu importe sa couleur, qui travaille sans rétribution, pendant les jours ouvrables aussi bien que les dimanches et les fêtes, qui a à peine le temps de prendre quelques heures de repos, qui, pour la moindre faute, est fouetté jusqu'au sang [...] ne fera jamais autant de travail que l'homme libre assuré de son salaire, et qui, certain de ne plus perdre tout sentiment d'être humain, sous les coups redoublés du fouet d'un économe cruel et toujours injuste, fera tous ses efforts pour plaire au patron qui l'emploiera [...] Que les alarmistes se tranquillisent, si dans le plan que l'on adoptera pour l'organisation du travail, on évite de restreindre la liberté du travailleur au moyen de règlements cruels contre le vagabondage, comme cela a eu lieu ailleurs, les noirs travailleront sur les plantations et assureront le succès des grandes cultures; mais en même temps, ils pourront devenir eux-mêmes propriétaires, et former peu-à-peu des classes de paysans qui seront heureux et contents; il y aura là quelque chose qui vaut mieux que la prospérité, il y aura le progrès moral, le développement des intelligences et le relèvement des âmes⁶⁰.

Après avoir laissé sous-entendre un mois et demi plus tôt que les esclaves étaient paresseux et non portés à travailler à moins d'y être contraints, il est intéressant de constater que Trévigne conteste ici «tout ce qui a été dit» sur la soi-disant «paresse du nègre» et veut montrer qu'une fois libre, celui-ci ne sombrerait pas dans l'oisiveté. L'éditorialiste était confiant: les travailleurs contractuels assureraient le succès des grandes exploitations agricoles louisianaises et, par le fait même, la prospérité économique de l'État. Pour lui, la libération des esclaves aurait non seulement des bienfaits économiques, mais aussi des bienfaits sur leur développement psychique. Plus les esclaves auraient de possibilités, plus ils s'élèveraient moralement et intellectuellement. Tout ce que demandait les travailleurs noirs en échange de leur travail et de leur retour aux plantations était un traitement juste et équitable: ils voulaient être payés et avoir des heures de travail raisonnables. Pour donner plus de poids aux arguments sur les bienfaits du travail contractuel rémunéré, dans le même éditorial, Trévigne fait référence aux Antilles, anglaises cette fois, qui, depuis l'abolition de l'esclavage, étaient devenues l'un des plus riches débouchés d'Angleterre; tandis que sous le système esclavagiste, elles «marchaient à leur ruine». «Quels que soient les torts d'un certain nombre d'individus», explique-t-il, «l'ensemble des nègres libres a mérité ce témoignage

⁶⁰ *L'Union*, «Organisation du travail», le 6 janvier 1863.

rendu en 1857 par le gouverneur de Tabago: "Je nie que nos noirs de la campagne aient des habitudes de paresse. Il n'existe pas dans le monde une classe aussi industrieuse"⁶¹.

À quelques exceptions près, les numéros publiés au cours des premiers mois de 1863 n'étaient pas consacrés à dénoncer l'esclavage, comme ce fut le cas en 1862, mais plutôt à promouvoir la nouvelle forme de travail instaurée par Butler et poursuivie par Banks⁶². *L'Union* n'avait que des éloges pour le système de travail contractuel et selon ses rédacteurs, si ce système venait à échouer il faudrait s'en prendre, non pas à la «paresse du nègre», mais plutôt à la «tyrannie des planteurs» qui, malgré les ordres des autorités fédérales, continuaient à maltraiter les travailleurs en appliquant sur leurs plantations «le système exécré du fouet et du carcan»⁶³. Toutes les plantations déterminées à expérimenter honnêtement et fidèlement le nouveau système de travail seraient rentables puisque les travailleurs noirs, désormais motivés, seraient beaucoup plus productifs que sous l'esclavage: «Sur les plantations où l'on est résolu d'expérimenter sincèrement le travail libre, les résultats de chaque jour prouvent que l'ancien système est non seulement par lui-même odieux, mais encore préjudiciable aux intérêts des planteurs mêmes»⁶⁴. *L'Union* ne s'est pas contentée de dénoncer l'esclavage en insistant sur son côté abject et dégradant, elle insistait aussi sur la rentabilité et les avantages du travail libre.

Mais en quoi consistait au juste ce système de travail qui faisait l'objet de tant d'admiration dans *L'Union*? Comme l'explique l'historien Peter Ripley, le système de travail contractuel rémunéré instauré par Butler en automne 1862 consistait essentiellement à octroyer un salaire aux travailleurs noirs en échange de leurs services: les hommes recevaient un salaire de 10\$ par mois (moins 3\$ pour les vêtements), tandis que les femmes et les enfants recevaient des montants inférieurs non spécifiés. Les employés devaient travailler 10 heures par jour pour un total de 26 jours par mois et, en retour, les planteurs devaient assumer

⁶¹ *L'Union*, «Organisation du travail», le 6 janvier 1863. En ce qui concerne le travail contractuel des travailleurs noirs et ses résultats encourageants, voir aussi *L'Union*, «Le travail libre», le 16 juin 1863.

⁶² Évidemment, il y a toujours des articles qui dénoncent l'esclavage. Voir, à titre d'exemple, *L'Union* «Le libéralisme de la presse catholique dans le Sud», le 29 janvier 1863; *L'Union*, «L'Union comme elle était et l'Union comme elle doit être», le 7 avril 1863.

⁶³ *L'Union*, «L'expérience du travail libre en Louisiane», le 7 avril 1863.

⁶⁴ *Ibid.*

la responsabilité de les nourrir, de les loger, de les soigner et de leur verser un salaire. Évidemment, les châtiments corporels étaient interdits. À partir d'octobre 1862, les esclaves de la Basse-Louisiane étaient devenus des travailleurs contractuels rémunérés, à mi-chemin entre la liberté et l'esclavage, et l'armée était là pour s'assurer que le passage du travail servile au travail libre s'effectue dans l'ordre. Ce système resta sensiblement le même lorsque Banks remplaça Butler⁶⁵. Quelques modifications allaient toutefois y être apportées puisque Banks se voulait plus conciliant envers les planteurs que son prédécesseur. Se plaignant de la non-rentabilité du nouveau système de travail et convaincus que les travailleurs quasi-libres étaient moins productifs que les esclaves, les planteurs louisianais voulaient le rétablissement de l'esclavage. Ne pouvant revenir en arrière et asservir à nouveau les esclaves-devenus-travailleurs-contractuels, Banks dut continuer l'expérience du travail libre, mais il apporta certains changements au printemps de 1863. Après avoir discuté avec les planteurs et remanié le système de manière à leur plaire davantage, voici en quoi consistait le système de travail contractuel rémunéré du général Banks, un système de travail qui ne réduisait pas à nouveau en esclavage les travailleurs noirs, mais qui les soumettaient à un contrôle plus rigide. Selon ce système, les employés devaient s'engager par contrat à travailler pendant un an sur la plantation de leur employeur qui, en retour, devait s'engager à les nourrir, à les vêtir et à bien les traiter. En ce qui concerne le salaire, il était fixé à 1\$ par mois pour les femmes et les enfants, à 2\$ pour les travailleurs des champs et à 3\$ pour les employés qualifiés, ou 1/20 de la récolte payable à la fin de l'année⁶⁶. Qu'il s'agisse du système de travail de Butler ou celui de Banks, dans les deux cas, la liberté de mouvement des travailleurs était restreinte. Mais avec le système de Banks, il y avait des couvre-feux et les travailleurs étaient liés par contrat à leur employeur pendant un an. Plus que les mesures de Butler, les mesures de Banks avaient pour but d'accommoder les planteurs et de contrôler davantage les travailleurs⁶⁷.

⁶⁵ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 44-46; Charles Roland, «Difficulties of Civil War Sugar Planting in Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 42.

⁶⁶ Peter Ripley, *op. cit.*, p. 48-49. Notons qu'au moment de renouveler les contrats, Banks en profita pour peaufiner son système de travail. En janvier 1864, il mit en place un nouveau plan connu sous le nom de *General Order Number 23*. Le système de travail resta le même, mais Banks semble avoir insisté davantage sur la rigueur des travailleurs et les salaires étaient légèrement augmentés. À ce propos, voir Peter Ripley, *op. cit.*, p. 56-57 et Keith Wilson, «Education as a Vehicle of Racial Control: Major General N. P. Banks in Louisiana, 1863-64», *Journal of Negro Education*, vol., 50, no, 2, 1981, p. 157-158.

⁶⁷ Banks était effectivement plus conciliant envers les esclavagistes blancs et, par conséquent, il était

Hormis les gages et l'interdiction des châtimens corporels, le système de travail contractuel rémunéré instauré par Butler ressemblait encore beaucoup à l'esclavage, surtout après les modifications apportées par le général Banks. Selon le système Banks, les ouvriers agricoles étaient non seulement contraints de rester un an sur la plantation de leur employeur, mais ils se voyaient rarement octroyer leur maigre salaire en espèce: étant donné que les planteurs manquaient de ressources financières et que la monnaie était rare, plus souvent qu'autrement, ils payaient leurs employés en parts de récolte plutôt qu'en argent, ce qui ne convenait pas nécessairement aux travailleurs⁶⁸. Sans aller jusqu'à asservir à nouveau les travailleurs noirs, le système de Banks s'apparentait davantage à l'esclavage que le système de Butler. Plus conciliant envers les maîtres que celui qui l'avait précédé, Banks était plus aimé et donc plus en mesure d'amener les Sudistes blancs à réintégrer l'Union. Son arrivée en Louisiane quelques jours avant l'entrée en vigueur de la Proclamation d'émancipation était certainement plus favorable à la réalisation des desseins de Lincoln dont le but ultime consistait à attirer le plus grand nombre possible de Sudistes dans le camp fédéral, but difficile à réaliser avec un *Beast* Butler détesté. Malgré les limites du nouveau système de travail, les leaders de *L'Union* en faisaient l'éloge puisque, comme la Proclamation d'émancipation, il s'agissait d'un commencement encourageant pour la cause abolitionniste: en plaçant les travailleurs noirs à mi-chemin entre la liberté et l'esclavage, il était mieux que l'esclavage. Éventuellement, dans un contexte différent, ces limites seront toutefois réexaminées et elles feront l'objet de critiques sévères. Comme nous le verrons plus loin, le discours apologiste du système de travail rémunéré véhiculé dans *L'Union*, contrastera avec les propos tenus dans *La Tribune* qui, dès les premiers numéros, le dénoncera comme étant injuste pour les travailleurs et non propice à une amélioration réelle de leur sort. La défense du système se transformera en attaque virulente.

Si, pour *La Tribune*, le système de travail contractuel rémunéré du général Banks allait être condamné parce que trop conciliant envers les planteurs et pas suffisamment

plus aimé que *Beast* Butler. Dans son journal intime, Julia LeGrand explique la différence entre les deux généraux et elle exprime l'admiration du premier versus la haine du second. Julia LeGrand, *The Journal of Julia LeGrand, New Orleans, 1862-1863*, sous la dir. de Kate Mason Rowland et Mrs. Morris L. Croxall, Richmond, Everett Waddey Co., 1911, p. 54-56.

⁶⁸ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 49-51.

favorable aux travailleurs noirs, pour son prédécesseur, la nouvelle forme de travail représentait une amélioration par rapport à l'ancienne. *L'Union* embrassait le système de Banks, allant jusqu'à en faire l'éloge, et les restrictions imposées aux travailleurs étaient perçues comme un mal nécessaire pour faire la transition entre l'esclavage et la liberté. L'essentiel pour ce journal était d'encourager le nouveau système et de montrer à tous les sceptiques que les travailleurs noirs étaient aussi, sinon plus, productifs lorsque payés pour leur travail. À partir de 1863, l'abolition était presque un fait accompli pour *L'Union* et ses rédacteurs insistaient sur le succès du travail libre partout où il avait été établi. En témoigne un article paru le 7 avril 1863, tiré de l'*Era*:

Le Dante, dans le poème immortel, a représenté un damné dont le cou avait été tordu et qui, en marchant, ne pouvait plus voir que derrière lui. Tels sont les planteurs et le peuple de la Louisiane qui, poussés en avant par le courant irrésistible des événements, jettent continuellement leurs regards sur le passé, soupirant après un état de choses qui ne peut plus revenir [...] Le commandant-général de ce département a établi un système de travail pour les noirs avec compensation, et il a offert l'appui du gouvernement pour le faire exécuter. Les planteurs qui ont mis en vigueur ce système de travail ont réussi au-delà de leurs espérances, et l'expérience du travail libre des noirs qui a été faite, a été un succès [...] avec la politique éclairée et humaine du général Banks, il a été démontré qu'on peut aisément faire travailler le nègre sans le fouetter en lui donnant une compensation pour son travail, et en le traitant comme un être responsable⁶⁹.

À tous ses détracteurs et à tous ceux qui ne le croyaient pas convenable pour cultiver avec succès les riches plantations de la Louisiane, les leaders de *L'Union* voulaient montrer que le travail rémunéré était favorable au développement économique de l'État. Sans aller jusqu'à les libérer totalement, l'entrée en vigueur de la Proclamation d'émancipation combinée au système de travail contractuel rémunéré (même après les modifications de Banks) plaçaient les esclaves dans une position de quasi-liberté bien meilleure qu'avant la guerre et *L'Union* se réjouissait de cette amélioration. Sa joie et son optimisme face à l'avenir étaient palpables dans les premiers numéros de 1863.

Tandis que les rédacteurs de *L'Union* faisaient preuve d'un enthousiasme marqué face au progrès de la cause abolitionniste, ils ont commencé à exprimer leur mécontentement devant l'immobilisme de leur propre situation. Étant déjà libres, les hommes de couleur

⁶⁹ *L'Union*, «On lit dans l'*Era*», le 7 avril 1863. Voir aussi *L'Union*, «On lit dans l'*Era*», le 11 avril 1863.

auraient aimé obtenir quelque chose de plus pour eux-mêmes et ils auraient apprécié que les autorités fédérales se penchent aussi sur leur sort. Pour ne pas être oubliés dans un contexte où les Nordistes semblaient surtout préoccupés par le statut des esclaves, ils ont commencé à revendiquer de manière plus directe leurs droits civiques⁷⁰. Une transition des revendications sociales aux revendications politiques s'est effectuée dans le journal entre 1862 et 1863. Les revendications sociales ont d'abord pris la forme d'un discours qui dénonçait le système esclavagiste pour ensuite prendre la forme d'un discours qui faisait la promotion du système de travail contractuel. Au cours de l'année 1863, toutefois, la cause des esclaves comme telle fut graduellement reléguée au second plan et la priorité du journal fut de plus en plus accordée à celle des gens de couleur. Si la cause des esclaves était minimisée par la condescendance des rédacteurs de *L'Union*, à partir de 1863, elle était minimisée aussi par un contexte favorable aux demandes politiques des hommes de couleur.

Il faut dire qu'en novembre 1862, l'avocat-général de Lincoln, Edward Bates, s'était prononcé en faveur de la citoyenneté des gens de couleur. En effet, celui-ci avait mis en question le jugement exemplaire rendu en 1857 par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Dred Scott en déclarant que tous les Noirs nés libres aux États-Unis étaient automatiquement citoyens des États-Unis⁷¹. La décision d'Edward Bates était si importante pour les leaders de *L'Union* qu'ils ont cru bon de la reproduire intégralement en janvier 1863⁷². Après que l'avocat-général de Lincoln ait contesté la décision Dred Scott et qu'il ait déclaré que les Noirs libres devaient être considérés comme des citoyens américains, la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques des gens de couleur était devenue on ne peut plus appropriée⁷³. Avec cette décision, la mise en application de la Proclamation

⁷⁰ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 388-389; *L'Union*, «Le gouvernement d'État», le 11 avril 1863.

⁷¹ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 223.

⁷² *L'Union*, «Opinion de l'Avocat-General Bates», le 15 janvier 1863. Voir aussi le texte de Bates qui était publié en deux parties: *L'Union*, «Opinion de l'Avocat-Général Bates, sur le droit de citoyenneté», le 15 janvier 1863; *L'Union*, «Opinion de l'Avocat-Général Bates, sur le droit de citoyenneté (suite)», le 29 janvier 1863.

⁷³ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *op. cit.*, p. 222-223.

d'émancipation et la cause abolitionniste qui se portait bien, il devenait de plus en plus pertinent de revendiquer leurs droits à la pleine citoyenneté puisque les obstacles à leur élévation politique s'étaient de beaucoup amoindris. Par conséquent, en 1863 la lutte pour l'obtention des droits civiques des gens de couleur sera plus poussée et plus directe qu'en 1862 et elle se traduira par des actions plus concrètes. Cette lutte plus poussée et plus directe était d'autant plus nécessaire que Banks, désireux de ne pas froisser la population locale blanche, faisait preuve de très peu d'ouverture en ce qui concerne les demandes politiques des leaders de couleur. Comme le montre l'extrait suivant, ces derniers avaient compris que le contexte était devenu favorable à leurs demandes politiques:

Notre population, si respectable à plus d'un titre, et composée en grande partie de propriétaires qui, par leurs immenses contributions, aident au maintien du gouvernement de l'État et de la ville, ose aujourd'hui, encouragée par sa loyauté et son patriotisme, revendiquer ses droits trop longtemps méconnus et demander enfin une place au banquet politique que préparent en ce moment les unionistes de la Louisiane [...] Mais une chose nous frappe avec étonnement, c'est que pas une voix du sein de ces assemblées, ne s'est encore élevée pour plaider en faveur de nos droits [...] en ce moment où nous avons pour appuyer nos prétentions la remarquable plaidoirie qu'a fait en notre faveur l'avocat-général des États-Unis, n'est-il pas temps que, secouant notre indifférence coupable, nous demandions d'une voix respectueuse, mais ferme, nos droits d'hommes libres et la jouissance des privilèges et immunités attachés au titre de citoyen des États-Unis?⁷⁴

Si les rédacteurs de *L'Union* se réjouissaient de l'amélioration de la condition des esclaves, ils regrettaient que, dans la foulée de la décision favorable de Bates, la citoyenneté des gens de couleur n'ait pas fait l'objet de discussions dans les rassemblements unionistes de la ville⁷⁵. Les intérêts de classe des gens de couleur étaient bien illustrés dans cet article: au-delà de la libération des esclaves, ce qui importait était de promouvoir leurs droits civiques.

Le droit de vote était un enjeu cher aux leaders de *L'Union* et pour que les hommes de couleur puissent l'obtenir, le journal devait s'assurer qu'il n'y ait pas de confusion entre eux et la majorité noire. Conscients que le gouvernement fédéral était peu disposé à concéder ce droit à de nouveaux affranchis, les rédacteurs insistaient sur les différences entre les deux

⁷⁴ *L'Union*, «Le gouvernement d'État», le 11 avril 1863; J. C. Randall et Davis Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 213-314; David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 388-389.

⁷⁵ *Ibid*, p. 388-389.

groupes. Dans *L'Union*, beaucoup d'articles soulignaient ces différences, mais aucun ne l'a fait de manière aussi flagrante que l'éditorial sans titre publié le 5 mai 1863 auquel nous avons fait référence précédemment⁷⁶. Pour promouvoir leurs droits de citoyenneté, les rédacteurs du journal insistaient aussi sur les idées issues des mouvements révolutionnaires du XVIIIe siècle et sur celles qui étaient issues de la religion chrétienne. Il fallait accorder la pleine citoyenneté aux gens de couleur pour les mêmes raisons qu'il fallait libérer les esclaves, soit au nom de la liberté, de la justice, du progrès, de la connaissance rationnelle et de Dieu. Un autre élément important était mentionné de manière récurrente dans *L'Union* pour donner plus de légitimité aux demandes politiques de ses rédacteurs: le lieu de naissance. Les leaders du journal trouvaient injuste que des nouveaux arrivants obtiennent leurs droits de citoyens uniquement parce qu'ils étaient Blancs, tandis que les gens de couleur, nés en Amérique, en étaient privés. Ils demandaient simplement «qu'un droit qu'on accorde à un étranger nouvellement débarqué» leur soit aussi acquis, à eux, «enfants dévoués du sol»⁷⁷. D'autant plus que ces «enfants dévoués du sol» étaient souvent plus instruits et plus riches que les immigrants et qu'ils avaient contribué au développement économique du pays en plus d'avoir participé au parachèvement de son indépendance.

Pour obtenir leurs droits civiques et politiques, les hommes de couleur insistaient donc sur leurs accomplissements, leur lieu de naissance, leurs différences avec les esclaves, leur mérite et respectabilité, les enseignements de la religion chrétienne et les idéaux issus des révolutions française et américaine. À tous ces facteurs, le journal pourra en ajouter un autre à partir du printemps de 1863: la Bataille de Port Hudson à laquelle les hommes de couleur ont activement participé. Forts de cette expérience qui leur a valu beaucoup d'éloges, les rédacteurs du journal en profiteront pour pousser leur lutte politique qui se traduira par des actions plus concrètes. Jusque-là, ils avaient beaucoup misé sur la contribution de leurs pères au parachèvement de l'indépendance des États-Unis en 1814-15⁷⁸. Mais, 50 ans plus tard, ils miseront sur leur contribution au siège de Port Hudson.

⁷⁶ *L'Union*, éditorial sans titre, le 5 mai 1863.

⁷⁷ *L'Union*, «Le gouvernement d'Etat», le 16 avril 1863.

⁷⁸ *L'Union*, «Souvenir de la Louisiane», le 2 mai 1863.

4.4 «Que Blancs et Noirs suivent la noble trace du brave André Cailloux»: la campagne de Port Hudson et la naissance d'un héros

Après qu'ils aient obtenu le droit de s'enrôler dans l'armée fédérale, le 22 août 1862, les soldats des *Natives Guards* n'avaient pas encore eu la chance de faire leurs preuves sur les champs de bataille. La propagande de *L'Union* aidant, les hommes de couleur s'étaient montrés très enthousiastes à l'idée de pouvoir s'enrôler comme soldats de l'Union. Or, lorsque Butler les intégra dans son armée, ce fut surtout parce qu'il avait besoin de bras pour effectuer des travaux d'infrastructure militaire et ces bras devaient être immunisés contre la fièvre jaune qui faisait beaucoup de ravage parmi les Nordistes postés à la Nouvelle-Orléans. Une fois enrôlés, les hommes de couleur passaient le plus clair de leur temps à monter la garde, creuser des latrines, réparer des routes, construire des fortifications, ériger des barrages et couper du bois. Mais voilà qu'au printemps de 1863, ils eurent la chance de montrer leur valeur et leur courage à titre de combattants, alors que le général Banks préparait une offensive contre la ville fortifiée de Port Hudson, une ville située en bordure du Mississippi, juste au nord de Bâton-Rouge. Lors du siège de Port Hudson, la première véritable occasion de faire leurs preuves sur le champ de bataille se présenta aux soldats des *Native Guards* et ils ne déçurent pas⁷⁹.

Menée par le général Banks, la campagne de Port Hudson s'était déroulée en collaboration avec l'offensive du général Grant contre Vicksburg. Cette opération d'envergure avait pour but de contrôler le Mississippi. Le siège de Port Hudson commença le 23 mai 1863 et il dura 48 jours, soit jusqu'au 9 juillet, lorsque l'armée des États confédérés capitula suite à la perte de Vicksburg le 4 juillet 1863. La reddition de ces deux villes permit à l'Union de contrôler tout le Mississippi et d'affaiblir la Confédération en la divisant en deux. La victoire des troupes fédérales à Vicksburg et à Port Hudson au cours de l'été 1863 marque un véritable tournant dans la guerre civile, d'autant plus que, un peu avant d'avoir gagné le contrôle total du Mississippi, l'Union avait gagné une autre bataille, celle qui eut lieu à Gettysburg du 1 au 3 juillet 1863. Les victoires de l'été 1863 comptent certainement

⁷⁹ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 41. Notons que sous l'administration de Banks, les *Native Guards* étaient aussi connus sous le nom de Corps d'Afrique. Pour Butler, cette appellation avait une connotation péjorative. Benjamin F. Butler, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler*, p. 495; Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 35; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 212.

parmi les plus importantes pour la cause fédérale. L'Union avait le vent dans les voiles et les hommes de couleur avaient contribué à son succès. Port Hudson était la première grande bataille de la guerre civile à laquelle des troupes noires et de couleur participèrent. Parmi les soldats de l'Union qui avaient collaboré à l'offensive se trouvaient deux régiments des *Native Guards*, le premier et le troisième. Si le premier était composé surtout d'hommes de couleur, le troisième, quant à lui, comptait dans ses rangs un pourcentage élevé de soldats noirs⁸⁰. Les hommes noirs et de couleur qui ont participé à cette attaque ont contribué à la victoire du Nord et cette contribution leur a valu beaucoup d'éloges, même des éloges de la part du général Banks qui, au départ, était très méfiant en ce qui concerne leurs qualités de combattants. Après la bataille de Port Hudson, il avait même pris la peine d'écrire un mot au président Lincoln pour lui faire part de son enthousiasme et lui dire que n'eût été la présence de ces deux régiments, Port Hudson n'aurait jamais pu être conquise. Ils se sont «battus splendidement», dit-il à son épouse, et ont «exhibé la plus grande bravoure»⁸¹.

Parmi les soldats qui se sont distingués à Port Hudson, le plus important fut sans aucun doute le capitaine de la compagnie E du premier régiment des *Native Guards*, André Cailloux. Cet homme de couleur s'est distingué lors d'un assaut qui eut lieu le 27 mai 1863 et pour lequel il y laissa sa vie de manière héroïque. L'attaque du 27 mai fut un échec pour l'Union, mais les soldats du premier et du troisième régiment des *Native Guards* qui y ont participé, Cailloux en tête, se sont brillamment battus. D'ailleurs, après l'assaut du 27 mai, *L'Union* insistait beaucoup sur la valeur, le courage, le sens du sacrifice et les qualités de combattants des hommes de couleur, toutes des qualités incarnées en la personne d'André Cailloux. Voici un extrait d'article publié trois jours après l'attaque du 27 mai:

[...] les patriotes à qui incombe la noble tâche de sauver la république contre les desseins criminels de l'oligarchie esclavagiste, ont enfin compris qu'au nombre des moyens assurés que possède le pays pour en finir avec cette rébellion, il y a toute une population loyale dont près d'un siècle d'injustice n'a pu ni refroidir le patriotisme, ni altérer les qualités chevaleresques qui la distinguent, ni enfin détruire les

⁸⁰ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 38-39; Roland C. McConnell, «Louisiana's Black Military History, 1729-1865», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 54; James MacPherson, *Marching toward Freedom*, p. 70-71. En fait, selon Desdunes, les deux premiers régiments étaient composés des «hommes les plus marquants de l'ancienne population». Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 165.

⁸¹ Cité dans John Blassingame, *op. cit.*, p. 41-42. Notre traduction. Pour des éloges, voir aussi Roland C. McConnell, «Louisiana's Black Military History, 1729-1865», dans *op. cit.*, p. 54-55 et James McPherson, *op. cit.*, p. 72.

sentiments élevés que tout être doué de raison conserve dans son cœur pour le pays qui l'a vu naître, quelque humble que soit la place qu'il y occupe [...] Certes, il se peut que, poussés quelques fois par leur intrépidité et sans avoir égard au nombre des ennemis ni aux moyens destructeurs qu'ils possèdent, ces braves s'avancent courageusement pour prendre d'assaut quelques fortifications des rebelles et tombent victimes de leur trop de bravoure; mais alors, ils auront prouvé à leurs détracteurs qu'ils savent se battre, et dans le sol qu'aura arrosé le sang précieux de ces valeureux soldats, devra prendre racine l'arbre de la liberté sous lequel viendra s'abriter tout un peuple de quatre millions d'hommes qui, depuis deux cents ans, pleurent le malheur d'être nés⁸².

Malgré le fait que le troisième régiment comptait dans ses rangs un pourcentage élevé de Noirs et que ceux-ci ont participé à l'assaut du 27 mai, l'article ne les mentionne pas, préférant s'attarder spécifiquement au courage et à l'intrépidité des soldats de couleur, qualités qui ont eu raison d'un des leurs, André Cailloux, devenu un véritable martyr de la liberté. Dans son récit apologique des Créoles de couleur, Desdunes parle de la Bataille de Port Hudson. S'il insiste sur la «conduite héroïque du Premier Régiment» des *Native Guards* et du capitaine Cailloux, il occulte complètement la bravoure du troisième⁸³.

Comme l'explique Bell, après l'assaut du 27 mai à Port Hudson, le capitaine Cailloux a atteint une «renommée légendaire». Durant cette attaque, il s'est battu sans relâche et malgré les nombreuses blessures infligées par l'ennemi, il continua à diriger ses troupes jusqu'à ce qu'un coup fatal ait raison de lui. Lorsque son corps fut rapatrié à la Nouvelle-Orléans le 9 juillet 1863, la population de couleur a honoré sa mémoire en tenant des funérailles publiques élaborées et fastueuses, qui eurent lieu 10 jours plus tard, soit le 19 juillet. Pendant que le corps du valeureux capitaine gisait sur le champ de bataille à Port Hudson où il est resté jusqu'à la reddition de la ville, *L'Union* publia un poème intitulé «Le capitaine André Cailloux et ses compagnons d'armes», qui rend un bel hommage à ce héros légendaire de la guerre civile⁸⁴. Les gens de couleur ont fait de Cailloux un modèle pour montrer qu'ils étaient aussi loyaux, patriotiques et courageux que les Blancs. Lui et «ses compagnons d'armes» ont réussi à prouver «au monde que les hommes de couleur possèdent

⁸² *L'Union*, «Légion Frémont», le 30 mai 1863.

⁸³ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 162.

⁸⁴ *L'Union* «Le capitaine André Cailloux et ses compagnons d'armes», le 4 juillet; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana*, p. 240-242.

toutes les grandes qualités qui appartiennent à l'homme. L'honneur, la bravoure, le patriotisme, la magnanimité et un cœur chevaleresque, toutes ces vertus se trouvaient réunies en la personne du brave capitaine André Cailloux»⁸⁵. Au fond, Cailloux est mort victime de son surcroît de bravoure. Quoi de mieux pour justifier que les gens de couleur méritaient la pleine citoyenneté que de miser sur un héros militaire qui s'est remarquablement battu pour sauver son pays. Malgré les éloges qui lui ont été faites et malgré sa contribution à la cause fédérale, la veuve de Cailloux, Félicie, dut se battre pour recevoir la compensation financière promise par le gouvernement fédéral, comme ce fut le cas, d'ailleurs, pour bien des veuves de soldats noirs. Dans *L'Union*, il y avait même des annonces de collectes qui étaient organisées par la fraternité de Cailloux pour venir en aide à son épouse.

Si des hommes de couleur comme André Cailloux ont combattu l'ennemi de manière aussi héroïque, c'est qu'ils avaient beaucoup plus à prouver que les Blancs. Qu'il s'agisse des soldats de couleur ou qu'il s'agisse des soldats noirs, ceux-ci n'avaient pas droit à l'erreur: pour se montrer dignes de la liberté et de la pleine citoyenneté, ils devaient toujours faire preuve de plus de courage et de patriotisme que leurs homologues blancs. Les soldats noirs et de couleur ne se battaient pas uniquement pour sauver leur pays, ils se battaient pour briser les préjugés qui étaient véhiculés à leur endroit et pour se tailler une place de choix au sein de la république américaine. Ils avaient beaucoup plus à gagner ou à perdre que les Blancs; de là leur surcroît de courage et de patriotisme. De plus, les soldats noirs et de couleur n'avaient pas d'autres choix que de se battre jusqu'au bout comme le capitaine Cailloux puisqu'ils savaient que s'ils étaient capturés et faits prisonniers par l'ennemi, une mort certaine les attendait. Jefferson Davis avait d'ailleurs officiellement avisé les Nordistes du sort qui attendait les prisonniers noirs et de couleur quelques jours avant que n'entre en vigueur la Proclamation d'émancipation. Dans un décret qu'il avait émis le 23 décembre 1862, en réaction à la Proclamation de Lincoln qui, selon lui, encourageait l'esprit de révolte chez les esclaves de la Confédération, Davis déclara que les soldats noirs et les officiers fédéraux qui les dirigeaient seraient traités, si capturés, non pas comme des prisonniers de guerre, mais comme des criminels et que comme tels ils seraient condamnés à la peine capitale. En guise de représailles à la proclamation de son rival, Lincoln se prononça à son tour sur la

⁸⁵ *L'Union*, «Résolutions adoptées en mémoire du capitaine André Cailloux de la Compagnie E du premier régiment des Native Guards», le 16 juin 1863.

problématique des prisonniers noirs et le 30 juillet 1863 il émit une contre proclamation. Selon celle-ci, pour chaque soldat de l'Union tué, un soldat rebelle serait à son tour exécuté⁸⁶.

Notons que Lincoln avait mis du temps à réagir pour protéger les soldats noirs et de couleur et que face à l'inaction du président, *L'Union* avait manifesté son impatience en exigeant qu'un «système de représailles» soit adopté le plus rapidement possible afin de révoquer la proclamation du «sanguinaire Mississippien» qui contrevenait aux lois de la guerre: «Si le système de représailles est adopté par l'administration de Washington, nous ne donnons pas trois mois pour que Jefferson Davis se voit obligé de révoquer sa honteuse et sanglante proclamation qui outrage en même temps la religion et l'humanité»⁸⁷. Certes, Lincoln a fini par adopter la mesure réclamée par les rédacteurs de *L'Union*, mais seulement après que les soldats noirs et de couleur aient fait leurs preuves à Port Hudson. La bravoure de ces hommes sur le champ de bataille et leur contribution aux succès militaires de l'été 1863 ont certainement motivé le président à agir au mois de juillet et à émettre un décret qui visait à les protéger. Ajoutons que le 18 juillet 1863, les soldats noirs du 54^e régiment du Massachussets se sont démarqués eux aussi lors de la Bataille de Fort Wagner en Caroline du Sud. Cette bataille fut un échec, puisqu'ils n'ont pas réussi à prendre l'impénétrable fort, mais leur bravoure n'est pas passée inaperçue aux yeux des dirigeants nordistes⁸⁸.

Encouragés par leur succès militaire, qui leur a permis de s'attirer un certain respect de la part des autorités fédérales, les hommes de couleur en ont profité pour concrétiser leurs demandes de citoyenneté. En plus de leur avoir donné la confiance nécessaire pour intensifier leurs revendications politiques, cette expérience militaire leur a donné suffisamment d'aplomb pour traduire leurs revendications en gestes concrets: en novembre 1863, ils porteront leur cause devant le gouverneur militaire de la Louisiane, George Shepley, et en février 1864, ils la porteront devant le président Lincoln. Mais avant que les leaders de couleur ne s'adressent aux autorités fédérales, d'autres gestes concrets ont été posés. Au cours de l'été 1863, ils se sont associés à une importante organisation unioniste de la ville.

⁸⁶ J. C. Randall et Davis Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 394.

⁸⁷ *L'Union*, «Soldats de couleur», le 4 juin 1863.

⁸⁸ Benjamin Quarles, *The Negro in the Making of America*, troisième édition, New York, Simon & Schuster, 1996, p. 144; James McPherson, *Marching toward Freedom*, p. 72-77.

Composée de radicaux blancs et dirigée par le fouriériste Thomas Durant, cette organisation avait fait de *L'Union* son organe officiel le 5 juin 1863. Un mois après que les leaders de couleur se soient joints à l'Association unioniste de Durant, *L'Union* est devenue, le 9 juillet, un journal bilingue. Afin de s'assurer d'être bien compris par leurs nouveaux alliés anglophones ainsi que par le président Lincoln et ses représentants locaux, les leaders de couleur avaient intérêt à se doter d'un organe de presse bilingue et à adresser leurs revendications, sinon exclusivement en anglais, au moins dans les deux langues. Plus que jamais, il était devenu nécessaire et pertinent pour eux «d'exercer, par la voie de la presse, une action plus étendue». Les leaders de *L'Union* avaient compris l'importance de publier un «journal qui eût une partie anglaise, et qui pût porter devant le Président les idées de la population de couleur louisianaise»⁸⁹. Ces «idées», ils les porteront effectivement devant le président Lincoln au cours de l'hiver 1864, juste après les avoir présentées à l'un de ses représentants louisianais, le gouverneur Shepley, en novembre 1863. Fait intéressant: *L'Union* est devenue bilingue au moment où les hommes de couleur ont intensifié leur lutte politique, tandis que toute la propagande abolitionniste fut écrite en français, comme s'il était plus important de se faire comprendre lorsque leurs intérêts étaient directement en jeu.

4.5 La lutte pour l'égalité politique s'intensifie: de Shepley à Lincoln

Si dans la première moitié de 1863 les rédacteurs de *L'Union* avaient exprimé leur déception relativement au fait que de toutes les assemblées unionistes de la ville personne n'avait encore parlé de leur condition, au cours de l'été et de l'automne il en fut autrement. Des assemblées unionistes ont continué à se tenir à la Nouvelle-Orléans, mais parmi les sujets de discussions, les droits civiques des gens de couleur étaient de plus en plus abordés. Ce fut dans le cadre d'une réunion qui eut lieu le 5 novembre 1863 que les leaders de couleur (soutenus par leurs alliés blancs) ont décidé de s'adresser par pétition au gouverneur militaire de la Louisiane afin de lui demander l'autorisation de s'inscrire comme votants aux prochaines élections d'État, prévues pour le 22 février 1864⁹⁰. À l'image de ce qu'ils ont

⁸⁹ *L'Union*, «Assemblée à la Salle d'Économie», le 30 juin 1863.

⁹⁰ *L'Union*, «Our Petition in New York», le 1er décembre 1863; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 248-49.

toujours fait jusque-là, les hommes de couleur insistaient sur leurs services militaires, leur loyauté, leur instruction, leur respectabilité et leur contribution économique pour justifier leurs demandes politiques auprès du gouverneur Shepley: s'ils étaient assez «citoyens» pour payer des impôts et pour porter l'uniforme de soldat, ils étaient assez «citoyens» pour devenir électeur⁹¹. Parmi ceux qui avaient pris la parole ce jour-là, le leader de couleur François Boisdoré avait même proféré une menace contre les autorités locales, à savoir que si elles n'accordaient pas aux hommes de couleur les droits qu'ils demandaient et qu'ils méritaient, ceux-ci s'adresseraient directement au président Lincoln. Rejetant les demi-mesures, Boisdoré insistait sur l'attente qui avait assez duré⁹². Les leaders de couleur ne demandaient aucune faveur, ils ne faisaient que réclamer un droit qui leur était dû depuis longtemps. Ils soulignaient même les avantages qu'avait le gouvernement de l'Union à donner le droit de vote aux hommes de couleur puisque leur enregistrement sur les listes électorales viendrait faire augmenter le nombre de citoyens loyaux et favorables aux administrations républicaines⁹³. Partisans du suffrage limité aux hommes de couleur libres, Thomas Durant et l'Association unioniste soutenaient les leaders de couleur dans leur démarche.

Au terme de la rencontre, à laquelle avaient assisté environ 700 personnes, la pétition fut signée et envoyée à son destinataire. Incapable de prendre une décision quant aux requêtes que les hommes de couleur lui avaient présentées, Shepley s'en rapporta à Banks. En attendant une réponse de la part des autorités fédérale locales, les leaders de couleur continuaient à tenir des assemblées et à produire des articles qui avaient pour but de justifier leurs demandes politiques. Lors d'une autre de ces assemblées, qui eut lieu trois semaines plus tard, soit le 26 novembre 1863 et dont le compte-rendu fut publié dans *L'Union*, plusieurs Radicaux blancs se sont exprimés devant un auditoire composé essentiellement d'hommes de couleur. Thomas Durant était le premier d'une série d'orateurs à prendre la parole. S'adressant aux hommes de couleur en utilisant le mot «concitoyens», il commença

⁹¹ John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, p. 58-59; Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 15; *L'Union*, «Notre pétition à New York», le 1er décembre 1863; *L'Union*, «Communiqué», le 3 décembre 1863.

⁹² Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 248; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 214.

⁹³ *L'Union*, «Le droit de suffrage», le 3 décembre 1863.

son discours en parlant de la condition des esclaves⁹⁴. Selon lui, «Le plus grand crime de l'esclavage c'est celui qu'il commet contre l'âme humaine, en privant d'éducation et de la dignité d'homme à ceux qui sont les serviteurs de Dieu»⁹⁵. Après s'être prononcé contre l'institution esclavagiste, Durant aborda la question des droits civiques des gens de couleur. En raison des effets déshumanisants d'un long asservissement, il ne croyait pas que les nouveaux affranchis devaient se voir accorder immédiatement tous les droits de citoyens américains. Ayant été privés des bienfaits de l'instruction et ayant vécu «dans une condition qui ne leur permettait pas le développement de leurs aptitudes naturelles», ils n'étaient pas encore en mesure de s'en prévaloir. L'orateur ajouta toutefois que les gens de couleur, libres depuis plusieurs générations, «en général» instruits, «bien élevés et capables de gérer les affaires publiques ou privées» possédaient les qualités nécessaires pour jouir pleinement de leurs droits civiques et politiques. Il poursuivit son discours en vantant les mérites de ses «concitoyens» de couleur. Impossible, dit-il, de

trouver dans l'histoire d'aucun peuple, rien au-dessus de ces hommes sous le rapport de leur conduite sage, de leur humeur paisible et aussi de l'attitude digne et du ton modéré de leur journal par la voie duquel ils exposent modestement leurs vues et leurs réclamations en faveur des droits et privilèges qu'ils pensent devoir leur être accordés en toute justice en appuyant leur demande par des arguments propres à démontrer le bon droit de leur cause. A deux époques différentes aussi, dans l'histoire de la nation, par leur bravoure sur le champ de bataille, pendant la guerre de la Révolution, sous le Général Jackson qui n'a pas hésité à les nommer ses concitoyens, et sous le Général Butler, lorsqu'ils furent appelés à défendre leurs foyers et l'intégrité nationale, ils prouvèrent qu'ils étaient dignes de réclamer les droits attachés au titre de citoyen américain⁹⁶.

Les objectifs du journal étaient bien résumés dans le discours de Durant: dénoncer l'injustice faite aux esclaves, mais aussi l'injustice faite aux gens de couleur et réclamer pour eux la pleine citoyenneté. Dans *L'Union* de novembre et de décembre 1863, un grand nombre d'articles étaient consacrés au droit de suffrage des hommes de couleur. En fait, au cours de la deuxième moitié de l'année, beaucoup de réunions publiques tenues à la Nouvelle-Orléans

⁹⁴ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 249.

⁹⁵ *L'Union*, «Grande assemblée à l'Economie», le 28 novembre 1863.

⁹⁶ *L'Union*, «Grande assemblée à l'Economie», le 28 novembre 1863; Caryn Cossé Bell, *op. cit.*, p. 249.

avaient pour but de discuter de la condition des gens de couleur et *L'Union* publiait les comptes rendus de ces assemblées.

En plus de promouvoir leur cause dans les assemblées unionistes de la ville et dans les articles de *L'Union*, les hommes de couleur avaient approché les autorités fédérales locales, question de concrétiser leurs demandes. Mais, ne recevant aucune réponse de la part de Shepley ou de Banks, ils décidèrent de mettre à exécution la menace d'aller à Washington et de présenter leurs requêtes directement au président des États-Unis. En janvier 1864, les leaders de couleur, qui s'étaient résignés à ne pas participer aux élections de février, préparèrent une pétition pour Lincoln. Ils prirent la décision d'approcher le chef suprême du pays malgré le fait que celui-ci les ait à son tour déçus le 8 décembre 1863 lorsqu'il annonça son plan de reconstruction «dix pour cent», qui excluait les hommes de couleur de la franchise électorale. À l'exception des hauts dignitaires civils et militaires de la Confédération, ce plan d'amnistie offrait le pardon total à tous les électeurs sudistes d'avant-guerre qui prêtaient serment d'allégeance au gouvernement de l'Union et qui acceptaient l'abolition de l'esclavage. Lorsque dix pour cent des électeurs aux présidentielles de 1860 avaient prêté serment d'allégeance, un nouveau gouvernement d'État pouvait être organisé et les États-Unis s'engageaient à le reconnaître et à lui garantir tous les privilèges constitutionnels⁹⁷. Après les échecs cuisants de l'été 1863 pour la Confédération, le pardon du président avait pour but de faciliter le rapatriement des Sudistes désillusionnés et d'en finir avec l'amertume engendrée par la guerre. Les sécessionnistes blancs étaient beaucoup plus avantagés par le plan d'amnistie de Lincoln que les gens de couleur qui, pourtant, avaient contribué aux succès fédéraux de l'été 1863. Malgré cette déception, les leaders de couleur refusèrent de se résigner. Plus déterminés que jamais, ils décidèrent quand même de s'en rapporter au président et de lui adresser personnellement leurs requêtes.

Trois assemblées consécutives se sont tenues en début d'année, soit le 5 janvier, le 19 janvier et le 8 février 1864. Au cours de celles-ci, les hommes de couleur ont décidé d'envoyer une délégation à Washington chargée de les représenter auprès du président, à qui elle devait remettre une pétition, sensiblement la même que celle qui avait été adressée à

⁹⁷ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 250; John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, p. 53-54; J. C. Randall et Davis Donald, *The Civil War and Reconstruction*, p. 552; Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 18, 21.

Shepley. Cette pétition, qui demandait à Lincoln d'accorder aux hommes de couleur le droit de s'inscrire comme votants sur les listes électorales, était signée par 1000 personnes de couleur influentes de la Nouvelle-Orléans, 27 vétérans de la bataille de 1814-15 et 22 radicaux blancs, incluant Thomas Durant⁹⁸. Les leaders de couleur ne revendiquaient pas le droit de vote uniquement au nom de la justice et de l'égalité civique, ils le revendiquaient aussi au nom de leurs différences, voire de leur supériorité, par rapport aux esclaves, qu'ils s'acharnaient à mettre en évidence à travers les pages du journal. En plus du président, notons que la pétition s'adressait également aux leaders républicains du Congrès. Deux délégués avaient été choisis pour leur remettre le document: Arnold Bertonneau, un marchand de vin et un ancien officier du premier régiment des *Native Guards*, et Jean-Baptiste Roudanez, frère de Louis-Charles et co-propriétaire de *L'Union*. À la mi-février, les deux délégués étaient en route pour la capitale nationale⁹⁹. Les hommes de couleur espéraient beaucoup de Washington et de la délégation qui devait servir à les représenter. Un résumé de leur démarche a été publié dans *L'Union* en avril 1864¹⁰⁰.

Les historiens, comme Logsdon et Bell, qui insistent sur l'unité entre gens de couleur et Noirs ont interprété cette approche exclusive de la pétition et de la lutte pour l'obtention du droit de vote menée de manière générale par *L'Union* comme étant l'expression d'une grande prudence de la part des leaders de couleur; tandis que les historiens, comme Rankin, qui insistent sur les divisions entre les deux groupes l'ont plutôt interprétée comme étant l'expression d'une attitude élitiste et condescendante. Certes, il valait mieux être plus raisonnable et se contenter d'abord de demander la franchise électorale seulement pour les hommes de couleur puisque la demander aussi pour les esclaves aurait été trop audacieux pour un gouvernement qui, somme toute, était assez conservateur en ce qui concerne la question noire¹⁰¹. Mais, sans rejeter la première explication, à l'instar de Rankin, nous

⁹⁸ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 21; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 218; Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 224.

⁹⁹ *Ibid*, p. 224.

¹⁰⁰ *L'Union*, «Notre cause devant la nation», le 7 avril 1864.

¹⁰¹ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *op. cit.*, p. 224; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 251.

croyons surtout qu'ils ont agi ainsi par désir de se démarquer des affranchis: à un moment où les esclaves allaient obtenir leur liberté, les hommes de couleur voulaient obtenir le droit de vote¹⁰².

D'ailleurs, cette attitude élitiste et exclusiviste dans la lutte pour l'obtention des droits civiques est bien illustrée dans un article publié dans la foulée des élections du 22 février 1864. Même si les hommes de couleur se sont résignés à ne pas participer aux élections de février, qui opposaient le candidat de Durant, Benjamin Flanders, à celui de Banks, Michael Hahn, ils ont soutenu le premier parce qu'il préconisait une extension limitée du suffrage, tandis que le second s'y opposait totalement. Dans son désir de se dissocier des esclaves et de revendiquer le droit de vote exclusivement pour les hommes de couleur, l'auteur de l'article se montre sceptique, voire indigné, face aux propos tenus par le journal *l'Era* sur le candidat Benjamin Flanders qui, apparemment, se serait prononcé «en faveur du suffrage universel de la population noire». Le journaliste de *L'Union* défie celui de *l'Era* «de prouver son assertion quand il avance que Flanders est en faveur du suffrage des hommes que la proclamation présidentielle du 1^{er} janvier a délivrés du joug odieux de l'esclavage». Sur un ton irrité, *L'Union* précise que Flanders ne s'est pas prononcé en faveur du suffrage des Noirs, mais bien des hommes de couleur, et que *l'Era* a mal interprété ses propos, ce journal s'étant fait reprocher plusieurs fois de confondre gens de couleur et Noirs:

[...] si ce Monsieur a laissé savoir à l'éditeur de *l'Era* ses vues sur les injustes restrictions qui frappent une classe respectable qui n'a pas attendu l'établissement des écoles publiques par les fédéraux pour acquérir assez d'instruction pour ne le céder sous ce rapport à aucune autre classe, cela ne veut pas dire que Mr. Flanders soit en faveur d'accorder le droit de suffrage aux malheureux que les lois cruelles du Code noir essayaient de tenir enchaînés dans une ignorance honteuse [...] Tous ceux qui comme Mrs. Flanders et Durant ont vécu à la Nouvelle-Orléans assez de temps pour connaître la population de couleur de cette ville et l'apprécier à sa valeur, sont en faveur d'accorder à cette population les franchises électorales. Tant que *l'Era* cherchera à confondre cette population qui avant l'admission du territoire d'Orléans dans l'Union était composée de propriétaires, et par conséquent d'hommes libres, et qui depuis a concouru par son industrie à la prospérité du pays, ce journal raisonnera avec ignorance ou mauvaise foi; mais ne réussira pas à tromper personne¹⁰³.

¹⁰² David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 388.

¹⁰³ *L'Union*, «*L'Era* et le droit de vote», le 11 février 1864.

Au-delà de l'opinion de Flanders sur la question du suffrage universel masculin, ce qui nous intéresse ici est la vive réaction que son interprétation a suscitée dans *L'Union*, offensée par la confusion qu'avait faite, et qu'avait tendance à faire, l'*Era*. Cette «classe respectable, intelligente et douée de toutes les qualifications nécessaires pour faire partie du grand corps politique de la nation» n'acceptait pas d'être confondue aux «malheureux que l'on avait tenus jusqu'ici sous le joug d'un vil esclavage»¹⁰⁴. Certes, les leaders de couleur avaient exclu les esclaves de leurs demandes politiques parce qu'il était plus sage d'opter pour une approche étagée et de commencer par demander le suffrage uniquement pour des hommes déjà libres. Mais cette exclusion était attribuable aussi au fait que, se considérant différents et supérieurs aux esclaves, ils voulaient obtenir, à l'issue de la guerre, quelque chose de plus pour eux-mêmes et pouvoir continuer ainsi à se distinguer de la majorité noire.

Lorsque la délégation arriva à Washington le 10 mars 1864, un gouvernement d'État avait été élu en Louisiane le 22 février et il fut inauguré le 4 mars¹⁰⁵. Une fois dans la capitale nationale, Roudanez et Bertonneau ont d'abord rencontré le sénateur Charles Sumner du Massachusetts et le représentant William Kelley de la Pennsylvanie. Partisans du suffrage universel masculin, les congressistes radicaux ont tenté de persuader les délégués de couleur de supprimer le contenu exclusif de leur mémoire. Bien que ce contenu ne fût pas supprimé, après l'entretien, un addenda a été inclus à la fin du document, qui proposait d'étendre le suffrage aux affranchis¹⁰⁶. Deux jours plus tard, le 12 mars 1864, Roudanez et Bertonneau présentèrent leur pétition au président¹⁰⁷. Même s'il fut impressionné par les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, Lincoln les informa qu'il ne pouvait agir en leur faveur¹⁰⁸. Les deux hommes quittèrent Washington déçus de la réponse du président qui était probablement plus prudent qu'ils ne l'avaient imaginé. Mais ils ne l'auraient pas été autant

¹⁰⁴ *L'Union*, article sans titre, le 11 février 1864; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 223.

¹⁰⁵ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 30.

¹⁰⁶ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 46.

¹⁰⁷ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 252.

¹⁰⁸ Finnian Patrick Leavens, *op. cit.*, p. 46.

s'ils avaient su l'impression réelle qu'ils ont eue sur le premier magistrat. Le lendemain, celui-ci envoya une lettre au nouveau gouverneur de la Louisiane, Michael Hahn, dans laquelle il l'encourageait à considérer un élargissement limité du suffrage lors de la prochaine convention constitutionnelle, que Banks avait prévue pour le printemps de 1864 dans le but d'amender la constitution de 1852. En privé, Lincoln suggéra donc au gouverneur Hahn d'étendre le droit de vote à certains hommes de couleur «comme, par exemple, ceux qui sont les plus intelligents: particulièrement ceux qui ont vaillamment combattu dans nos rangs»¹⁰⁹. Malgré les recommandations prudentes et confidentielles de Lincoln en faveur du suffrage limité pour certaines personnes de couleur, la convention constitutionnelle, qui commença ses travaux le 6 avril 1864, refusa de le sanctionner. Les délégués de la convention ont plutôt autorisé la législature d'État à élargir, éventuellement, le suffrage. Hahn n'a pas suivi les conseils du président et la convention n'a pas donné le droit de vote aux hommes de couleur. Mais, avec l'approbation de Banks, elle donna à la législature d'État le pouvoir d'étendre le suffrage par la loi¹¹⁰.

En dépit du revers qu'ils ont essuyé à Washington et du conservatisme des délégués qui participaient à la convention constitutionnelle de 1864, les leaders de couleur avaient espoir que la nouvelle constitution louisianaise allait leur donner le droit de vote. La convention venait tout juste de commencer ses travaux, qu'ils tenaient pour acquis que les délégués aboliraient l'esclavage, ce qui n'était pas difficile à prédire au printemps de 1864, mais ils étaient aussi convaincus que ces derniers leur accorderaient la franchise électorale¹¹¹. Les hommes de couleur avaient beaucoup d'attentes face aux travaux de la convention dont *L'Union* publiait régulièrement des comptes rendus. Le cours des événements allait s'avérer à la fois décevant et encourageant: décevant pour les hommes de couleur qui n'ont pas obtenu leurs droits politiques, mais encourageant pour les esclaves qui, eux, ont obtenu la liberté. En effet, lors de sa séance du 11 mai 1864, la convention constitutionnelle a voté l'acte

¹⁰⁹ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 47. Pour un exemple de la lettre traduite en français, voir *La Tribune*, «Nouvelles additionnelles du Nord», le 28 juin 1865.

¹¹⁰ Charles Vincent, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, p. 22-23; John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, p. 64.

¹¹¹ *L'Union*, «La convention», le 12 avril 1864.

d'émancipation, en vertu duquel, l'esclavage était officiellement aboli en Louisiane. Des bals, des processions, des fêtes, des jubilé et des messes étaient organisés pour souligner l'événement et tous les rassemblements prévus dans la ville étaient annoncés en grande pompe dans *L'Union*¹¹². Évidemment, le journal se réjouissait de cette grande nouvelle, l'abolition de l'esclavage ayant été l'un de ses principaux chevaux de bataille. Mais ses rédacteurs étaient déçus que l'acte d'émancipation ne s'accompagnât pas d'une clause qui accordait le droit de vote aux hommes de couleur. La libération des esclaves était pour les leaders de *L'Union* une victoire amère puisque l'autre sujet de prédilection du journal ne s'est pas matérialisé. Ils comprenaient que les conventionnels n'aient pas voulu élargir le suffrage à des anciens esclaves dénués d'instruction et d'intelligence, mais ils ne comprenaient pas pourquoi, ces mêmes conventionnels, ne leur avaient pas octroyé, à eux, hommes intelligents, instruits et industriels, la franchise électorale¹¹³.

Le fait que l'acte d'émancipation du 11 mai n'ait pas été accompagné d'un acte qui donnait aux hommes de couleur le droit de vote s'est traduit dans *L'Union* par des critiques sévères envers les conventionnels, qui se seraient laissés aveugler par leurs propres préjugés. La colère face aux «colorophobes» de la convention était nettement perceptible dans un article du 21 mai 1864:

La majorité des membres de la Convention se laisse tellement égarer par le stupide préjugé de couleur qu'ils ne s'aperçoivent pas s'ils sont réellement sincères à l'Union, qu'en refusant de rendre justice aux hommes de couleur, en les repoussant du grand corps politique de la nation, ils ne font que s'aliéner le seul élément qui, uni aux véritables Unionistes pourrait lutter avec succès contre le danger qui résulterait "d'un changement de temps" [...] Quoi! Une population composée d'hommes énergiques offre à son pays l'intelligence, la loyauté, le patriotisme, l'industrie par laquelle elle contribue à son existence, et demande en retour le simple privilège de voter, on le lui refuse sous le futile prétexte qu'il n'est pas de la même couleur que les bohémiens hébétés qui arrivent chaque jour sur nos bords! Et ces choses-là se passent en plein dix-neuvième siècle au sein d'une république qui fait encore des

¹¹² Pour des exemples d'annonces de festivités en l'honneur de l'acte d'émancipation, voir *L'Union*, «Emancipation!! La Louisiane libre!!!», «Te Deum», «Grand bal de jubilé et d'émancipation donné en l'honneur de l'abolition de l'esclavage en Louisiane», le 14 mai 1864; *L'Union*, «Grande procession de jubilé en l'honneur de l'Acte d'Emancipation», «Grande réunion des natifs», le 17 mai 1864; *L'Union*, «Grand'messe d'actions de grâces pour l'abolition de l'esclavage et du Code noir en Louisiane», le 28 mai 1864.

¹¹³ *L'Union*, article sans titre, le 12 mai 1864.

efforts inouïs pour maintenir son existence contre la trahison d'une oligarchie esclavagiste!¹¹⁴

Les rédacteurs du journal étaient tellement préoccupés à dénoncer les préjugés raciaux prédominants au sein de la population blanche qu'ils en oubliaient leurs propres préjugés non seulement à l'égard des Noirs, mais aussi des nouveaux arrivants, définis comme des «bohémiens hébétés».

L'exclusion des gens de couleur et leur non reconnaissance par les Blancs ont été tournées en dérision dans un article intitulé «Un cas embarrassant pour les colorophobes», publié le 28 mai 1864. Ce «cas embarrassant» a donné lieu à une discussion amusante sur la question de la couleur à la Nouvelle-Orléans et le journal l'a relaté pour bien faire ressortir le ridicule du préjugé racial lorsque dirigé contre la population de couleur, dont certains membres avaient tellement de sang blanc dans les veines qu'ils pouvaient facilement se faire passer pour des Caucasiens. Cet article relate l'histoire d'une jeune femme nommée Angéline Lerieu qui porte une accusation d'assaut et de batterie contre une femme de couleur nommée Mena Johnson. Suite à une discussion enflammée entre Angelina et Mena, qui dégénéra en assault, la première porta plainte contre la seconde. La défense de Mena Johnson était basée sur le fait qu'Angéline était sa petite-fille, ce qu'Angelina ne pouvait confirmer avec certitude. Or, lorsque la fille de l'accusée fut interrogée, elle confirma qu'Angéline était sa fille et donc la petite-fille de Mena. Malgré cette confirmation, étant donné la blancheur d'Angéline, le juge ne crut pas qu'elle était liée à l'accusée et Mena Johnson fut condamnée à payer 5 dollars d'amende en guise de dédommagement à la plaignante¹¹⁵. Le racisme envers les gens de couleur de la Nouvelle-Orléans est tourné en dérision dans un autre petit article publié en juin 1864. Par l'humour, le journal voulut montrer l'absurdité de marginaliser les gens de couleur dans une ville où le croisement des races était le plus important au pays et où la confusion raciale était à son comble. Cet article raconte l'histoire d'un serveur qui se fait dire par son patron de ne pas «donner à boire à un homme de couleur». Or, il commet l'erreur de servir un «nègre» d'apparence blanche et de ne pas servir un blanc d'apparence «café au lait, mais où le café domine». Le patron réprimande le serveur qui, exaspéré, lui répond

¹¹⁴ *L'Union*, article sans titre, le 21 mai 1864.

¹¹⁵ *L'Union*, «Un cas embarrassant pour les colorophobes», le 28 mai 1864.

d'aller au «Diable»: «Vienne un blanc, vous me dites que c'est un négro; vienne un négro, vous me dites que c'est un blanc, eh caraco, que voulez-vous que je fasse!»¹¹⁶. Ces deux textes sont intéressants car ils montrent que pour les rédacteurs de *L'Union*, le préjugé racial était particulièrement aberrant lorsqu'il s'appliquait aux gens de couleur puisqu'en plus de toutes leurs qualités, ils étaient dans bien des cas presque blancs. Ils montrent l'absurdité, en fait, de considérer ces derniers différemment des Blancs.

Satisfaits en ce qui concerne la libération des Noirs, les leaders de couleur étaient déçus de ne pas avoir été reconnus comme citoyens à part entière. Les atouts sur lesquels le journal insista tout au long de son existence ne leur avaient finalement rien apporté de plus que les esclaves qui, au moins, avaient obtenu la liberté. Même que la condition des gens de couleur, à bien des égards, s'était détériorée durant la guerre. Comme l'explique Rankin, depuis l'occupation nordiste de la Nouvelle-Orléans, ces derniers ont vu leur situation se dégrader, surtout sous l'administration de Banks. Non seulement étaient-ils limités dans leur liberté de mouvement, ce qu'ils n'avaient jamais vécu auparavant, mais ils étaient aussi victimes des arrestations arbitraires effectuées par les soldats nordistes¹¹⁷. Tel qu'ordonné par le général Banks, tous les Noirs oisifs qui erraient apparemment sans but dans les rues de la ville devaient être arrêtés et placés de force sur les plantations¹¹⁸. Étant donné que les soldats fédéraux avaient souvent du mal à distinguer les Noirs des gens de couleur, ceux-ci étaient susceptibles, autant que les esclaves, de se faire arrêter pour vagabondage au moindre soupçon. Dans la foulée de ces arrestations abusives, la colère et l'indignation de *L'Union* étaient palpables dans un éditorial qui illustre clairement le désir de ses rédacteurs de ne pas être confondus à des «êtres abrutis par l'esclavage». Après avoir dénoncé les arrestations arbitraires effectuées par les «ennemis» de «notre population en particulier», le texte continue comme suit:

¹¹⁶ *L'Union*, article sans titre, le 28 juin 1864.

¹¹⁷ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 389-90.

¹¹⁸ Keith Wilson, «Education as a Vehicle of Racial Control: Major General N. P. Banks in Louisiana, 1863-64», *Journal of Negro Education*, p. 157.

On a souvent répété qu'il répugnait à la population de couleur de la Louisiane de s'assimiler à l'ancienne population esclave. Nous ne ferons aucun effort pour réfuter cette assertion aussi injuste que malicieuse de nos ennemis. Il n'est pas de sacrifices que nous ne soyons prêts à faire pour élever jusqu'aux bienfaits de l'éducation et de la civilisation nos malheureux frères que des lois injustes et barbares tenaient dans l'ignorance. Nos vœux chaque jour sont pour qu'ils viennent goûter avec nous, en commun, le bonheur que procurent la liberté et l'aisance acquise par l'industrie et le travail; mais nous ne cesserons de protester, quand sous le prétexte de les rendre nos égaux, on voudra nous faire descendre à la condition d'être abrutis par l'esclavage [...]¹¹⁹.

Si la condescendance et le désir de dissociation des gens de couleur sont demeurés tout au long de *L'Union*, voilà qu'au début du mois d'avril 1864, les leaders du journal ont commencé à faire preuve d'une plus grande ouverture à l'égard des Noirs. Un mois après leur rencontre avec le président Lincoln, qui refusa officiellement d'accéder à leurs demandes politiques, le rapprochement avec les Noirs était déjà un peu plus poussé. Pour la première fois, le 9 avril 1864, dans la version anglophone du journal, il était question d'étendre le suffrage aux affranchis¹²⁰. Ce rapprochement était encore plus clair dans un éditorial sans titre publié le 26 mai 1864. Après que leurs «faux amis, tartufes politiques» aient refusé de les reconnaître politiquement, ils ont compris l'importance d'une plus grande unité «entre tous les descendants de la race africaine». Face à l'incapacité des Nordistes à faire la différence entre gens de couleur et Noirs et face à leur difficulté à se faire accepter par les Blancs, les leaders de couleur ont commencé à voir la pertinence de se rapprocher des anciens esclaves et de pousser la solidarité avec eux¹²¹. À défaut d'avoir été reconnus par les Blancs, ils se sont rapprochés des Noirs afin d'en devenir les leaders politiques. Il était préférable pour les hommes de couleur de devenir les leaders politiques des nouveaux affranchis que de laisser les *carpetbaggers* jouer ce rôle. Les arrestations arbitraires combinées à leur non

¹¹⁹ *L'Union*, éditorial sans titre, le 28 avril 1864. Voir aussi *L'Union*, «L'Ordre du général Reynolds», le 19 avril 1864 et *L'Union*, «Bureau du Commissaire d'Enrôlements. Département du Golfe», le 23 avril 1864.

¹²⁰ *L'Union*, «The Constitutional Convention», le 9 avril 1864. David Rankin dit que la première fois que *L'Union* a parlé d'égalité politique est le 14 avril, mais il s'agit du 9 avril dans l'article publié en anglais. Voir David Rankin, «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 131.

¹²¹ *L'Union*, éditorial sans titre, le 26 mai 1864; David Rankin, «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *op. cit.*, p. 131.

reconnaissance civique ont fait en sorte que vers la fin de *L'Union*, beaucoup de colère et d'amertume se dégageait du journal à l'égard des Nordistes. Comme ce fut le cas après la bataille de 1814-15, l'homme de couleur avait toujours l'impression de n'être qu'un «objet de mépris», devant se contenter d'un statut de demi-citoyen.

Les leaders de couleur avaient à cœur la protection de leur spécificité identitaire et ils ne voulaient pas être confondus à la majorité noire. Dans *L'Union*, ils misaient beaucoup sur les différences entre les deux groupes et leur rapprochement avec les esclaves se limitait à la cause abolitionniste. À travers les pages du journal, ils insistaient sur leurs différences afin de garder leurs distances avec les Noirs et s'ils finirent par pousser l'unité, c'est que le rapprochement avec ces derniers était devenu la meilleure solution devant le refus des autorités fédérales à les reconnaître et à les accepter comme collectivité distincte en ne leur accordant pas leurs droits civiques. Quelques mois avant la fermeture de *L'Union*, cette solidarité était effectivement plus poussée et les objectifs de *La Tribune* étaient, en quelque sorte, déjà annoncés: l'unité politique s'était mise en branle un peu avant que l'imprimerie du *Mémorial politique* ne ferme ses portes. Or, malgré l'approche plus inclusive de *La Tribune* et son utilisation plus systématique du pronom «Nous», le désir de dissociation et la condescendance des leaders de couleur étaient toujours palpables dans ce journal. Si leur discours est devenu plus unificateur, ce fut en grande partie parce qu'ils ont compris que de promouvoir le droit de vote pour une poignée d'individus était dérisoire: le soutien des Noirs s'avérait essentiel s'ils voulaient réellement assurer leur influence sur le pouvoir politique en Louisiane.

*

*

*

Le 19 juillet 1864, *L'Union* publia son dernier numéro. La dissolution du journal n'impliquait toutefois pas la mort du mouvement auquel il avait donné naissance. Déterminés à poursuivre la lutte, les frères Roudanez crurent nécessaire de créer un nouvel organe de presse qui restait dans la lignée de *L'Union*, mais qui était plus radical et plus inclusif. Ils achetèrent les actions de leurs partenaires et le journal redémarra le 21 juillet sous un nouveau titre: *La Tribune de la Nouvelle-Orléans*. *L'Union* avait été créée pour mobiliser l'ensemble de la population de couleur autour des causes unionistes et abolitionnistes de même que pour défendre les droits civiques des hommes de couleur et promouvoir leurs

différences avec la majorité noire. Les leaders du journal défendaient le droit des esclaves à la liberté, mais ils refusaient de s'identifier et d'être assimilés aux affranchis.

Les demandes limitées de *L'Union* en ce qui concerne la question du suffrage s'inscrivaient dans une démarche étapiste, logique et cohérente. Au moment où elle était publiée, ses rédacteurs avaient intérêt à se montrer raisonnables et à se contenter de demander la franchise uniquement pour les hommes de couleur: si les demandes de suffrage pour ces derniers étaient considérées comme extrêmes, les demandes de suffrages pour des anciens esclaves étaient tout simplement considérées comme absurdes. Mais la situation politique et le contexte de publication de *L'Union* ne peuvent qu'en partie expliquer l'exclusion des Noirs des demandes les plus radicales du journal. Cette exclusion était due également à l'élitisme des gens de couleur et à leur désir de se dissocier des esclaves: non seulement *L'Union* acceptait-elle les distinctions entre les deux collectivités, mais elle en faisait aussi la promotion¹²². Trévigne et ses collaborateurs énuméraient constamment les contributions militaires, économiques et intellectuelles des gens de couleur pour bien illustrer leurs différences avec les Noirs, espérant que celles-ci leur permettraient d'obtenir le plus rapidement possible la pleine citoyenneté et, par le fait même, la reconnaissance des Blancs. Mais en demandant le droit de vote uniquement pour une minorité d'individus, *L'Union* réduisait l'importance du mouvement des droits civiques et dans la foulée de la convention constitutionnelle, les leaders de couleur l'ont compris. Pour que leur lutte politique aboutisse à des résultats concrets, ils devaient s'allier aux affranchis et pousser le lien de solidarité que *L'Union* avait commencé à tisser. Les erreurs de *L'Union* seront corrigées par son successeur et le mouvement des droits civiques s'en trouvera renforcé¹²³.

Les leaders de couleur avaient eu beaucoup d'attentes face au gouvernement fédéral. Mais les décisions prises par celui-ci et ses représentants locaux se sont avérées décevantes. Vers la fin de *L'Union*, ils commencèrent à se rendre compte que les autorités unionistes n'étaient pas nécessairement un allié et dans *La Tribune*, le ton face à Lincoln, à Banks et à la convention constitutionnelle (dont les travaux se sont terminés en juillet 1864) se durcit. Au

¹²² Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 49.

¹²³ *Ibid*, p. 5; Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 98.

moment où les hommes de couleur sont devenus plus critiques envers les Nordistes, ils sont devenus plus ouverts aux affranchis et leur message progressiste se radicalisa. Mais qu'il s'agisse de *L'Union* ou de *La Tribune*, derrière la lutte et le discours revendicateur des hommes de couleur se cachait un désir d'assurer leur propre avancement et de s'imposer comme leaders politiques. Même si les prétentions élitistes se sont estompées et que les demandes sont devenues plus inclusives avec *La Tribune*, le désir de dissociation et la condescendance à l'égard des affranchis sont restés. Il est évident à travers les pages de ce journal que si ces derniers étaient inclus dans les demandes pour l'obtention des droits civiques et politiques, seuls les hommes de couleur devaient occuper les postes de commande.

Progressiste, *L'Union* avait réellement à cœur l'universalisation des idéaux révolutionnaires. Sans nier la sincérité de sa démarche, nous avons voulu montrer que le désir de dissociation des hommes de couleur était palpable à travers la condescendance de leurs articles. Pour la première fois, ils dénonçaient avec véhémence la condition dégradante des esclaves, mais cette nouvelle solidarité avec les Noirs avait des limites et la défense de la cause abolitionniste et unioniste était subordonnée à bien des égards à leurs intérêts de classe. Certes, *L'Union* était pour l'essentiel le journal d'une minorité menacée de disparaître dans une masse d'affranchis et à travers ses pages, il y avait un désir de mettre en évidence les différences entre les deux groupes. Mais si ce désir de dissociation était attribuable à leur condescendance et élitisme envers les Noirs, il peut aussi être interprété comme étant l'expression d'une volonté de survivre comme groupe ethnique à part entière avec une culture et un statut social particulier. Malgré ses faiblesses, *L'Union* a eu le mérite de lancer le mouvement des droits civiques et politiques en Louisiane. Elle a permis aux leaders de couleur de raffiner leurs idées et de poursuivre leur combat politique avec plus d'adresse et d'efficacité¹²⁴. Les changements réclamés par *L'Union* étaient plus modérés que ceux réclamés par *La Tribune*, mais cette première expérience journalistique a quand même inauguré une nouvelle période d'engagement social chez les gens de couleur. De plus, précise William P. Connor, elle a permis à ses leaders d'entrer en contact avec le révolutionnaire belge Jean-Charles Houzeau qui va devenir le rédacteur en chef de *La Tribune* et qui va aider

¹²⁴ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 51.

les hommes de couleur à radicaliser leurs idées¹²⁵. Dans ce chapitre, nous avons voulu nuancer l'analyse du discours journalistique véhiculé dans *L'Union* et montrer à partir de ce journal que la relation entre gens de couleur et Noirs était marquée à la fois par l'unité et par la division. Malgré la radicalisation de *La Tribune*, ce rapport ambigu restera essentiellement le même.

¹²⁵ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 162.

CHAPITRE 5
RADICALISATION DU LEADERSHIP DE COULEUR, *LA TRIBUNE DE LA
NOUVELLE-ORLÉANS: JOURNAL POLITIQUE, PROGRESSISTE ET
COMMERCIAL*, 1864-1870

Bien qu'parc'que noirs on nous refuse/Le droit
d'suffrage, rien qu'pour ça./Espérons, car l'préjugé
s'use./Le temps triomphe et l'on rit d'ça./Et Blanc
sensé, qui connaît ça./Revient déjà d'ces bêtises-là;/Et,
tout honteux, lui-mêm's'accuse/D'avoir été si sot que
ça./Car il sait bien que tous les hommes,/Blancs, noirs,
rouges, et cetera,/Sont tous les mêm's, et que nous
sommes/Les fils d'Adam, pas moins que ça./Si
l'esclavag', le fouet, tout ça/Nous dégradaient, malgré
cela./Au champ de Mars, en gentilshommes/Nous le
vainquîmes, il sait bien ça.

Poème signé E. H., *La Tribune*, (1866)

Au cours de la convention constitutionnelle de 1864, les leaders de couleur se rendent compte que leur lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques ne pouvait être efficace qu'en s'unissant à la majorité noire. Les hommes de couleur finissent en effet par comprendre que contre l'oppression blanche, unis politiquement aux affranchis ils étaient plus forts que séparés puisque unis, ils détenaient le pouvoir du nombre. La prise de conscience de l'importance de cette alliance politique était perceptible dans le fameux cri de ralliement qui a été introduit vers la fin de *L'Union* et qui revenait de manière récurrente à travers les pages de *La Tribune*: «United, we stand! Divided, we fall!». Entre les deux journaux, il y eut une évolution vers la radicalisation et dans le présent chapitre, nous verrons qu'avec *La Tribune*, il est réellement question d'une rhétorique unificatrice et solidaire chez les leaders de couleur qui incluent désormais les Noirs dans leurs demandes d'égalité politique. Plutôt que de privilégier les intérêts d'un groupe restreint, *La Tribune* défendait les affranchis avec autant de virulence que les gens de couleur. La mission de ce journal était claire: continuer à propager les idées libérales issues des mouvements révolutionnaires du XVIIIe siècle et consolider le lien de solidarité entre tous ceux qui avaient du sang noir dans les veines. Mais à ce discours unificateur et à cet engagement plus poussé pour la défense des Noirs, il faut mettre encore une fois des bémols, deux en l'occurrence.

Premièrement, en 1862, les hommes de couleur se sont rangés du côté unioniste croyant que ce changement d'allégeance leur permettrait d'obtenir le droit de vote et d'accroître ainsi leur influence politique en Louisiane. Deux ans plus tard, ils se rendent compte que la seule véritable façon d'accroître leur influence et de contribuer aux changements de la Reconstruction était de s'allier politiquement à la majorité noire. Au fond, ce fut le rejet des Blancs qui les a poussés à s'unir aux anciens esclaves et à prendre conscience de la pertinence d'une telle unité. À défaut d'avoir été reconnus comme un groupe distinct des affranchis lors de la convention constitutionnelle de 1864, ils ont décidé de se rapprocher d'eux et d'en devenir les leaders politiques. Pour étendre leur emprise sur la scène politique louisianaise et jouer un rôle plus important durant la Reconstruction, ils ne pouvaient se contenter de demander le droit de vote uniquement pour une poignée d'individus. Il leur fallait s'unir aux affranchis et modifier leur discours de manière à les inclure dans leurs demandes d'égalité politique. Seule une alliance avec la majorité noire pouvait permettre aux hommes de couleur d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir politique de l'État et d'influencer, par conséquent, les événements de la période.

Deuxièmement, malgré le discours unificateur véhiculé dans *La Tribune*, la prééminence des gens de couleur et leur sentiment d'appartenir à un groupe distinct et supérieur aux Noirs n'ont jamais été mis en question. Certes, avec ce journal, les prétentions élitistes se sont amenuisées, mais elles n'ont jamais complètement disparu. En témoigne le ton souvent très paternaliste de ses articles. L'élitisme patent de *L'Union* et de son rédacteur en chef, Paul Trévigne, disparaît des pages de *La Tribune*, mais la condescendance à l'égard des affranchis demeure. Plutôt que d'être manifeste et explicite, comme ce fut le cas avec *L'Union*, elle prit une allure d'autorité bienveillante. Non seulement les leaders créoles parlaient-ils au nom des Noirs, mais encore croyaient-ils connaître les besoins des Noirs mieux que les Noirs eux-mêmes. Si *La Tribune* revendiquait le suffrage universel masculin, seuls les hommes de couleur étaient habilités à occuper les postes de commande et eux seuls devaient servir de guides pour les nouveaux affranchis: les premiers devaient diriger, les seconds devaient suivre. Cette forme d'élitisme reflétait la vision paternaliste de la relation entre gens de couleur et Noirs qu'avait le rédacteur en chef de *La Tribune*, Jean-Charles Houzeau, une relation qui était, non pas égalitaire, mais basée sur un rapport de force. Au-

delà des aspirations humanitaires et d'un engagement sincère pour la cause de la justice et de la liberté, la rhétorique unificatrice du journal reposait sur des arguments à la fois «pragmatiques» et «paternalistes»¹.

Le virage plus radical qu'a emprunté le leadership de couleur avec *La Tribune* était dû en grande partie au changement de rédacteur en chef. Au début, ce fut Trévigne qui assumait la direction du journal et lorsqu'il en était l'éditorialiste, *La Tribune* affichait la même condescendance que son prédécesseur. Mais une fois remplacé par Houzeau, c'est là que le journal adopta une approche plus inclusive². Ce fut avec lui que *La Tribune* s'est radicalisée et que son discours est réellement devenu solidaire et rassembleur. Afin de montrer qu'il y eut un glissement vers la radicalisation entre Trévigne et Houzeau, nous présenterons, dans un premier temps, *La Tribune* et ses deux principaux protagonistes. Après avoir décrit la mission du journal et la vision respective de ses éditorialistes, nous examinerons, dans un deuxième temps, comment s'exprimait la rhétorique unificatrice de *La Tribune* en mettant l'accent sur deux événements politiques qui illustrent bien l'engagement du journal pour la cause du suffrage universel masculin: la contestation du bill de M. Smith et la création d'une branche louisianaise de la Ligue nationale de l'égalité des droits. Dans un troisième temps, nous verrons que pour encourager la solidarité entre les deux groupes, Houzeau est allé jusqu'à créer un mythe de la race noire, lequel devait servir à inciter les hommes de couleur à embrasser leurs origines africaines. Après avoir établi que pour Houzeau, les hommes de couleur étaient les leaders naturels de la *race* noire unifiée, nous expliquerons, dans un quatrième temps, que sa vision paternaliste de la relation entre les deux groupes ne se limitait pas qu'à la sphère politique. Ce paternalisme s'exprimait aussi dans sa conception du rôle que les hommes de couleur devaient jouer dans l'élévation morale et économique des affranchis. Afin «d'élever» moralement les affranchis, le journal ajouta dans ses colonnes une rubrique intitulée «Département religieux» et afin de les «élever» économiquement, ses rédacteurs ont contribué à la création d'une organisation de

¹ David Rankin, «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 133; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 36.

² David Rankin, «The Politics of Caste», dans *op. cit.*, p. 132-133; Jean-Charles Houzeau, *op. cit.*, p. 35-36.

bienfaisance nommée «Association en Aide aux Affranchis». Malgré les efforts de rapprochement de Houzeau, le paternalisme qui se dégageait de ses articles prouve que l'élitisme des hommes de couleur, au nom de qui il parlait, n'a jamais complètement disparu, pas plus que les divisions entre les deux collectivités ne se sont véritablement effacées. En dépit d'un discours unificateur, nous montrerons, dans un dernier temps, que les antagonismes entre les deux groupes sont restés et qu'ils finirent par avoir raison du journal et de l'influence des leaders de couleur auprès des affranchis. Après les gains obtenus dans le cadre d'une autre convention constitutionnelle, celle de 1868 (qui sanctionna le principe du suffrage universel), *La Tribune* et ses collaborateurs disparaîtront de la scène politique louisianaise.

L'arrivée du révolutionnaire belge marque un tournant dans le discours journalistique des hommes de couleur, mais la radicalisation qu'il a apportée à leur leadership était teintée par l'antagonisme intrinsèque qui caractérisait sa propre vision de la relation entre les deux groupes. Ce chapitre veut montrer que de *L'Union* à *La Tribune*, il y eut une évolution et que ce fut avec le deuxième journal (surtout avec Houzeau) que le discours des leaders de couleur est devenu unificateur et inclusif. Mais derrière la défense d'idéaux démocratiques louables, se cachait chez les hommes de couleur un désir de jouer un rôle politique plus important durant la Reconstruction, un rôle pour lequel ils devaient promouvoir le suffrage universel masculin et s'illustrer comme les leaders naturels des affranchis. Entre les deux journaux, le discours s'est modifiée, soit, mais le rapport que les gens de couleur avaient aux Noirs est resté essentiellement le même et les idéaux universels qu'ils revendiquaient étaient toujours subordonnés à leurs intérêts de classe. Avec *La Tribune*, il s'agit donc plus d'une continuité que d'une rupture. Même des hommes progressistes comme Roudanez, Trévigne et Houzeau avaient intériorisé les préjugés raciaux de leur époque et semblaient absolument incapables de concevoir la relation entre gens de couleur et Noirs à partir d'une perspective égalitaire. Ils n'en n'ont pas été capables avec *L'Union*, ils ne le seront pas davantage avec *La Tribune*, malgré la radicalisation de son discours.

5.1 Les protagonistes de *La Tribune*: de Paul Trévigne à Jean-Charles Houzeau

Le 21 juillet 1864, *La Tribune* lança son premier numéro et dans celui-ci, elle exprimait clairement son intention de poursuivre le travail entamé par *L'Union*: «Sous ce titre», annonça-t-elle, «nous publions un nouveau journal consacré à la défense des principes qu'a défendus jusqu'ici *L'Union*»³. Lorsqu'elle fut dissoute, *L'Union* avait rempli sa mission, si modeste fut-elle, selon ses rédacteurs. Mais la situation politique faisait en sorte qu'un nouveau journal s'imposait à la Nouvelle-Orléans, qui devait servir à représenter équitablement les intérêts de *toutes* les classes opprimées et non plus uniquement les intérêts d'une *seule* classe opprimée: «Voilà pourquoi, ne reculant devant aucun sacrifice et comptant sur l'appui et le concours des amis de la cause du progrès et de la civilisation, nous nous sommes décidé à acheter les intérêts et le matériel du journal *L'Union*, que nous reconnaissons avoir eu sa part de mérite - quelque humble que fût cet organe d'une classe opprimée - dans les grandes réformes qui se sont accomplies depuis trois ans»⁴. En plus d'avoir acheté l'équipement de *L'Union*, les frères Roudanez ont installé le nouveau journal dans les mêmes locaux que son prédécesseur, ils ont gardé les mêmes prix et ont maintenu la même fréquence de publication.

Le bureau de *La Tribune* était situé en plein cœur du quartier créole, soit au 21 rue Conti, là où *L'Union* avait déménagé en 1863⁵. Le prix resta fixé à 5¢ la copie jusqu'au 22 septembre 1866, après quoi il en coûta 10¢ la copie. Il faut dire qu'entre 1864 et 1866, le salaire de son rédacteur en chef, Jean-Charles Houzeau, augmenta substantiellement, passant de 6 000 francs en 1864 à 14 000 francs à la fin de 1866⁶. Il faut dire aussi qu'entre ces deux dates, des améliorations importantes ont été apportées⁷. D'une part, la fréquence de diffusion

³ *La Tribune*, éditorial inaugural sans titre, le 21 juillet 1864.

⁴ *Ibid.*

⁵ Thomas J. Davis, «Louisiana», dans *The Black Press in the South, 1865-1979*, p. 156.

⁶ Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 41.

⁷ Dans le numéro du 23 décembre 1866, des explications sont fournies pour justifier l'augmentation du prix. *La Tribune*, «Improvement of our Paper», le 23 décembre 1866.

de *La Tribune* s'est accrue: publiée trois fois par semaine à ses débuts, elle devint un quotidien à partir du 4 octobre 1864. D'autre part, seulement au cours de l'année 1865, le contenu du journal augmenta deux fois, rendant très dense son format de six colonnes. Puis, finalement, une version hebdomadaire fut ajoutée en janvier 1866. Le salaire de Houzeau, combiné à l'amélioration du contenu et à l'accroissement de la fréquence de publication, expliquent donc le fait que le prix du journal ait doublé en l'espace de deux ans et demi. Le lecteur qui faisait l'acquisition d'une copie en avait toutefois plus pour son argent à partir du 21 avril 1867 puisque le contenu du journal augmenta à nouveau: de six colonnes, son format fut allongé à sept colonnes. Il est important de préciser que cette augmentation du coût et du contenu correspondait à l'apogée du journal, *La Tribune* étant devenue entre 1865 et 1867 l'organe de presse officiel de plusieurs organisations sociales et politiques de l'État. Ce fut sous la direction de Houzeau que le journal connut son point culminant et ce fut avec son départ en 1868 qu'il connut son déclin. Après une ascension fulgurante entre 1865 et 1867, *La Tribune* tomba en décadence et celle-ci était évidente par le contenu beaucoup plus fragmentaire du journal qui passa d'un format compact de sept colonnes en 1867 à un format très éparé de six colonnes en 1869.

Paraissant d'abord trois fois par semaine, comme *L'Union*, puis à tous les jours à partir du 4 octobre 1864, *La Tribune* est devenue le premier quotidien «noir» aux États-Unis. À partir de cette date, le journal était publié quotidiennement dans la ville, sauf le lundi, jusqu'à sa suspension. *La Tribune* fut suspendue le 25 avril 1868, mais elle réapparut de manière irrégulière jusqu'en 1870⁸. Si le journal est devenu un quotidien après trois mois d'existence, il était bilingue dès la parution de son premier numéro. Contrairement à *L'Union*, aussitôt créée, *La Tribune* était publiée dans les deux langues et la version anglophone était aussi, sinon plus, étoffée que la version francophone, question de ne pas répéter les mêmes erreurs que son prédécesseur et de s'assurer, dès le départ, un lectorat plus large⁹. En plus d'avoir voulu plaire à la majorité noire en misant sur les deux langues, plutôt

⁸ Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 72; William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The New Orleans Tribune in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 159.

⁹ Charles Isidore Nero, «To Develop our Manhood», p. 97-98.

que de privilégier le français, les frères Roudanez ont voulu plaire à la communauté d'affaires de la Nouvelle-Orléans en modifiant le sous-titre du journal de manière à y insérer le mot «commercial»: de *Mémorial politique, littéraire et progressiste*, il devint *Journal politique, progressiste et commercial*. La section «Affaires» occupait effectivement une place plus importante dans *La Tribune* et l'espace accordé aux annonces publicitaires s'est élargi¹⁰. Peut-être pouvons-nous voir dans ce virage plus commercial un désir d'éviter la précarité financière qui a accablé *L'Union* tout au long de son existence.

Comme en témoigne la première place occupée par le mot «politique» dans le sous-titre des deux journaux, la politique resta un thème fondamental pour les leaders de couleur. Certes, *La Tribune* luttait pour la justice sociale et pour que les travailleurs noirs puissent jouir d'une meilleure situation économique. Mais son sujet de prédilection était sans conteste le suffrage universel masculin, sujet qui exprimait le virage plus radical que ses rédacteurs avaient emprunté et que Trévigne lui-même avait annoncé au printemps de 1864, peu de temps avant la dissolution de *L'Union*. En ce qui concerne le mot «littéraire», sa suppression du titre complet de *La Tribune* reflète le désir de ses rédacteurs de sortir du cercle fermé des Créoles de couleur et d'attirer un lectorat plus large du côté de la majorité noire moins instruite et donc moins intéressée par la littérature. La suppression de ce mot n'empêcha pas toutefois la littérature d'occuper une place importante dans la version francophone du journal. Poèmes et feuilletons continuaient à être publiés régulièrement et à exprimer l'engagement social des écrivains de couleur. Si les éléments commerciaux apparaissaient autant dans les deux versions du journal, la littérature était, comme pour *L'Union*, surtout présente dans la version francophone, de manière à satisfaire les intérêts littéraires des lecteurs créoles cultivés qui restaient la clientèle de base de *La Tribune* et qui avaient un goût développé pour ce genre de divertissement.

Comme pour *L'Union*, *La Tribune* reposait sur une équipe solide composée d'hommes intelligents, rigoureux et engagés et ses influences idéologiques s'appuyaient sur les principes républicains issus des mouvements révolutionnaires du XVIII^e siècle ainsi que sur les valeurs universelles défendues par la religion chrétienne. La ligne directrice de *La Tribune* reflétait d'abord les convictions politiques de Paul Trévigne, son premier rédacteur

¹⁰ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 98-99.

en chef, qui dirigea le journal de juillet à novembre 1864. Le révolutionnaire belge Jean-Charles Houzeau prit ensuite la relève et sut rapidement imposer ses idées radicales. Le Dr Roudanez fit de Trévigne l'éditorialiste initial de *La Tribune* mais, dès le début, Houzeau avait été pressenti pour occuper le poste¹¹. Plus qu'un editorialiste, Houzeau est devenu un membre adoptif de la communauté créole de couleur et son influence sur le leadership de *La Tribune* fut absolument remarquable. Or, avant que Houzeau ne prenne les commandes du journal, celui-ci affichait essentiellement les mêmes prétentions élitistes et exclusivistes que son prédécesseur¹².

L'élitisme flagrant de *L'Union* se retrouvait en effet dans les premiers numéros de *La Tribune*, soit lorsque Trévigne occupait le poste de rédacteur en chef. Cet élitisme était particulièrement évident dans sa dénonciation de la convention constitutionnelle de 1864. À travers les pages de *La Tribune*, Trévigne n'a pas tardé à exprimer son opposition face à la constitution issue de la convention, dont les travaux se sont terminés le 25 juillet 1864 et qui avait émancipé les esclaves sans accorder le droit de vote aux hommes de couleur. Certes, l'éditorialiste se réjouissait de l'abolition de l'esclavage, mais il aurait aimé que les membres de la convention reconnaissent les droits civiques des siens et, par la même occasion, qu'ils les reconnaissent comme un groupe distinct de la majorité noire. Trois jours après la fin des travaux de la convention, Trévigne se plaignait du conservatisme des mesures qui avaient été adoptées par ses délégués et déplorait amèrement le fait que la nouvelle constitution n'ait pas rendu justice aux hommes de couleur, «l'autre portion des citoyens les plus loyaux» au pays¹³. La convention s'est terminée en juillet 1864, mais le document qui en était issu devait être approuvé par les citoyens de la Louisiane et un vote à cet effet était prévu pour le premier lundi de septembre. De juillet à septembre, Trévigne appelait donc tous les «bons hommes» de l'État à s'unifier dans l'opposition à la constitution afin qu'elle soit rejetée¹⁴. Cette

¹¹ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 99; David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, 132.

¹² Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 35-36.

¹³ *Ibid*, p. 35-36 ; *La Tribune*, éditorial sans titre, le 28 juillet 1864.

¹⁴ *La Tribune*, «Above all Things, Liberty!», le 13 août 1864; *La Tribune*, «The Citizen's Duty», le 1er septembre 1864.

opposition à la constitution demeura un thème éditorial important durant tout l'automne de 1864. En dépit de la forte objection du journal et des leaders de couleur, elle fut approuvée par les citoyens de la Louisiane et entra en vigueur le 22 septembre 1864.

Tandis que Trévigne exprimait son désaccord face à la nouvelle constitution, il continuait à dénoncer la tendance qu'avaient les Nordistes à confondre gens de couleur et Noirs. Devant cette confusion, la colère et l'indignation de l'éditorialiste étaient vraiment palpables dans un éditorial publié le 4 août 1864 intitulé «La population de couleur et les Yankees»: «[...] bien que nous soyons de la même race que les infortunés fils de l'Afrique qui ont gémi jusqu'ici sous le joug d'un cruel et abrutissant esclavage», dit-il, «on ne saurait, sans se rendre injuste, confondre avec les nouveaux affranchis notre population intelligente qui, par son industrie et son éducation s'est rendue aussi utile à la société et au pays que n'importe quelle autre classe de citoyens»¹⁵. Exaspéré par l'erreur récurrente que commettaient les occupants du Nord, décidément incapables de faire les distinctions appropriées entre les deux groupes, il apporte les précisions nécessaires pour corriger la situation, comme il le faisait avec *L'Union*. Un peu plus loin dans cet article, il semble même avoir des regrets quant à son changement d'allégeance de 1862:

De tous ceux qui ont souffert en Louisiane pour avoir montré leur dévouement à l'Union, aucune classe d'hommes n'a fait plus de sacrifices pour la cause nationale que la population de couleur. A part ses intérêts immenses qui ont été annihilés du moment qu'elle a prêté aide et appui au général Butler pour qu'il se maintint dans ce Département, elle a, par ce seul fait, perdu toute la sympathie des sécessionnistes de l'État avec lesquels elle vivait comme en famille avant l'entrée des fédéraux¹⁶.

Ce passage laisse percevoir une certaine nostalgie du passé, du temps où les gens de couleur étaient respectés et appréciés à leur juste valeur «par toute la communauté louisianaise»¹⁷. Le fait qu'un rédacteur de journal progressiste puisse suggérer qu'il regrettait la relation amicale qu'il entretenait avec les esclavagistes blancs est pour le moins étonnant, voire contradictoire. Cela s'explique toutefois: conscient d'appartenir à une collectivité distincte, ce que Trévigne

¹⁵ *La Tribune*, «La population de couleur et les Yankees», le 4 août 1864; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 35-36.

¹⁶ *La Tribune*, «La population de couleur et les Yankees», le 4 août 1864.

¹⁷ *Ibid*; Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 244-245.

regrettait surtout était l'époque où, dans la société tripartite de l'État, les Louisianais blancs reconnaissait au moins la spécificité de son peuple; tandis que les Nordistes, en plus de ne leur avoir rien donné de plus qu'aux esclaves lors de la convention constitutionnelle, les associaient continuellement à eux. Cette association, selon lui, a eu pour résultat de dégrader leur condition depuis 1862. La tendance qu'avaient les Yankees à confondre gens de couleur et Noirs a certainement contribué à pousser un homme de couleur comme Trévigne à insister sur les différences.

Trévigne s'en prenait spécifiquement à des Nordistes comme William L. Garrison et se scandalisait que même un homme de sa grande «valeur» tombât dans «les erreurs qui ont donné lieu à la révoltante partialité qui a tenu jusqu'ici notre population éloignée des bénéfices de la citoyenneté»¹⁸. Dans le même éditorial, il explique qu'en plus de s'être vu refuser le droit de vote parce que confondus aux anciens esclaves, les gens de couleur étaient devenus la cible des arrestations arbitraires. Cette confusion leur était préjudiciable non seulement parce qu'elle les empêcha d'accéder au droit de vote, mais aussi parce qu'elle les soumettait aux humiliantes arrestations ordonnées par le général Banks pour éviter l'oisiveté de la population nouvellement émancipée. Banks croyait que pour prévenir le vagabondage et le désordre social il fallait limiter la liberté des Noirs en les forçant à travailler. Par conséquent, ses soldats avaient reçu l'ordre d'arrêter tous les Noirs «oisifs» et de les mettre au service de l'armée fédérale ou de les faire travailler aux plantations¹⁹. Au moindre soupçon d'errance, hommes de couleur et Noirs étaient arrêtés indistinctement, sans même que leurs familles en soient avisées. Les arrestations arbitraires semblent avoir été systématiques surtout au cours de l'été 1864, comme en témoignent les quelques articles qui, à partir du 4 août, furent publiés dans *La Tribune* pour les dénoncer. Ce genre de phénomène mettait un bémol sur la liberté des gens de couleur et montre qu'il y avait bel et bien détérioration de leur condition sociale depuis l'éclatement des hostilités et l'arrivée des Nordistes en Louisiane. De là une certaine nostalgie pour la période *antebellum* où ils se sentaient plus respectés par la population locale blanche. Les dénonciations de Trévigne semblent avoir

¹⁸ *La Tribune*, «La population de couleur et les Yankees», le 4 août 1864.

¹⁹ Keith Wilson, «Education as a Vehicle of Racial Control: Major General N. P. Banks in Louisiana, 1863-64», *Journal of Negro Education*, p. 157.

porté leurs fruits puisqu'une fois mis au courant par *La Tribune* des arrestations de personnes dites «respectables», Banks envoya une lettre au journal dans laquelle il exprimait ses regrets face au préjudice que ses soldats avaient fait subir aux gens de couleur et promit de corriger la situation²⁰.

L'insistance de Trévigne sur les différences entre les deux groupes lui a valu de nombreuses critiques. À un point tel, qu'il s'est senti obligé à quelques reprises de répondre à ses détracteurs, c'est-à-dire à ceux qui accusaient les hommes de couleur d'avoir une attitude hostile envers les Noirs. Il l'a fait notamment dans un éditorial paru le 23 août 1864, auquel nous avons fait référence précédemment puisqu'il a d'abord été publié le 26 mai dans *L'Union*. Cet article est l'un des rares appels à l'unité aussi intenses lancés par Trévigne. Sur un ton profondément irrité, l'éditorialiste condamne les propos de tous ceux qui se «représentent la population de couleur libre, qui s'est tant sacrifiée pour la noble cause de la liberté, comme étant l'ennemie des hommes de notre race qui ont été jusqu'ici en esclavage». Pour prouver que ses critiques avaient tort, il prononça son fameux cri de ralliement: «United, we stand! Divided, we fall!»²¹. Puissant, ce slogan démontre que Trévigne comprenait l'importance d'une réelle unité entre les deux groupes. Or, même s'il semblait agacé par les accusations d'élitisme de ses détracteurs, qu'il cherchait à démentir, le seul fait qu'elles aient existé est significatif en ce qui concerne le rapport que les hommes de couleur avaient aux affranchis. Son insistance sur les différences entre les deux groupes peut effectivement être perçue comme étant de la condescendance de sa part, ou du moins comme étant un signe qu'il voulait se dissocier de la majorité noire et garder une certaine distance avec elle. Le 3 septembre 1864, l'un des journaux les plus conservateurs de la Nouvelle-Orléans, le *Picayune*, accusa même *La Tribune* d'être contrôlée par des Blancs et d'être préoccupée seulement en apparence par les intérêts des Noirs. Le lendemain, cette dernière a réagi en niant, évidemment, l'accusation²².

²⁰ À propos des arrestations arbitraires, voir *La Tribune*, «La population de couleur et les Yankees», le 4 août 1864; «Encore de l'arbitraire», le 16 août 1864; «La journée de mardi», le 18 août 1864; «Le général Banks et les arrestations», le 18 août 1864.

²¹ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 23 août 1864.

²² *The Daily Picayune*, le 3 septembre 1864; *La Tribune*, «Le *Picayune* et *La Tribune*», le 6 septembre 1864.

Trévigne était déçu par l'attitude d'un autre abolitionniste du Nord à l'égard des gens de couleur, celle du général B. Rush Plumly, qui était posté à la Nouvelle-Orléans durant la guerre et qui collabora à l'ouverture d'écoles publiques pour enfants noirs²³. La même journée que *La Tribune* dénonçait les propos du journal le *Picayune*, ce fut au tour du général Plumly d'accuser les hommes de couleur d'arborer une attitude élitiste à l'égard des affranchis. Dans une lettre adressée à Garrison et publiée dans son journal, *The Liberator*, le 6 septembre 1864, il affirme que «malgré toutes leurs admirables qualités», les gens de couleur «n'ont pas encore oublié qu'ils étaient eux-mêmes propriétaires d'esclaves»²⁴. Dans une autre lettre adressée à Garrison, le 20 octobre 1864, Plumly allait encore plus loin dans ses accusations d'élitisme: non seulement s'est-il référé à *La Tribune* comme étant «le présumé organe des Créoles de couleur libres», mais encore est-il allé jusqu'à dire que les plus grands Confédérés du Sud se trouvaient à l'intérieur de ce groupe «aristocratique» et «exclusif», «profondément hostile aux Noirs, sauf comme esclaves»²⁵. Il faut dire que, étant lui-même un abolitionniste, Plumly ne comprenait pas pourquoi les leaders de *La Tribune* rejetaient la constitution de 1864 qui abolissait l'esclavage. Cette constitution ne leur donnait peut-être pas le droit de vote, mais il leur conseillait de s'en accommoder et de l'accepter comme une mesure temporaire puisqu'en libérant les esclaves, elle avait au moins le mérite d'amener un changement et tout changement était un pas dans la bonne direction. Trévigne se défendait contre les accusations d'élitisme en répétant que le but de *La Tribune* était de représenter les intérêts de tous les opprimés et il laissait souvent sous-entendre que s'il y avait des divisions entre les deux groupes, il fallait en chercher la cause du côté de certains hommes blancs mal intentionnés comme le général Plumly²⁶. Il récusait les allégations

²³ *La Tribune*, «Réunion à la Salle d'économie», le 16 novembre 1864.

²⁴ Lettre de B. Rush Plumly à William Lloyd Garrison, le 6 septembre 1864. Cette lettre fut reproduire dans *La Tribune*, «Major B. Rush Plumly», le 12 octobre 1864. Voir aussi Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *The Louisiana Historical Quarterly*, p. 54-55. Notre traduction.

²⁵ Lettre de B. Rush Plumly à William Lloyd Garrison, le 20 octobre 1864. Cette lettre fut reproduite dans le *New Orleans Daily True Delta*, le 4 décembre 1864 et dans *La Tribune*, le 6 décembre 1864. Voir aussi Donald Everett, *loc cit.*, p. 54-55. Notre traduction.

²⁶ *La Tribune*, «Réunion à la Salle de l'économie», le 16 novembre 1864; Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *The Louisiana Historical Quarterly*,

d'élitisme en affirmant que *La Tribune* représentait les intérêts de tous les opprimés, mais ses propres préjugés à l'égard des affranchis et sa volonté de perpétuer les différences avec eux alimentaient aussi ce genre d'accusation.

À la lumière de ces remarques, force est de constater que l'attitude de Trévigne envers les Noirs était ambiguë: d'une part, il s'indignait lorsque les hommes de couleur étaient accusés d'élitisme; d'autre part, il s'offusquait lorsque les deux collectivités étaient confondues. L'éditorialiste avait compris que les nouveaux affranchis étaient des partenaires potentiels dans la lutte pour l'obtention des droits civiques et qu'une alliance avec eux était nécessaire si les hommes de couleur voulaient influencer l'orientation politique du gouvernement en Louisiane²⁷. Mais il ne pouvait s'empêcher d'exprimer sa colère et sa frustration lorsque ces derniers étaient assimilés à la majorité noire. De telle sorte que, avec Trévigne comme rédacteur en chef, *La Tribune* était toujours empreinte d'un élitisme flagrant qui limitait le rapprochement réel des deux collectivités et qui réduisait l'impact du mouvement des droits civiques et politiques que lui et ses collègues avaient déclenché à la Nouvelle-Orléans. Il a fallu attendre Houzeau pour que les leaders de couleur incluent systématiquement les Noirs dans leur lutte pour l'égalité politique et il a fallu attendre le révolutionnaire belge pour que *La Tribune* devienne un organe de presse influent et réellement inclusif. Mais qui était, au juste, Jean-Charles Houzeau et comment cet étranger en est-il venu à exercer une si grande influence à la Nouvelle-Orléans?

Issu d'une vieille famille aristocratique belge, Jean-Charles-Hippolyte-Joseph Houzeau de Lehaie a fait de brillantes études en sciences au Collège de Mons et à l'Université de Bruxelles. Contemporain de Karl Marx, ce scientifique de formation était un socialiste dans l'âme et il croyait que le progrès de la science mènerait inévitablement au progrès de l'humanité²⁸. En 1844, il travailla comme assistant-directeur à l'Observatoire royal de Belgique mais, en 1849, il perdit son poste à cause de ses idées politiques et de son implication dans la révolution de 1848 qui l'inspira à produire ses premiers textes à caractère

p. 55.

²⁷ *La Tribune*, «Our Dormant Partners», le 11 août 1864; *La Tribune*, éditorial sans titre, le 25 août 1864 (traduction française de «Our Dormant Partners»).

²⁸ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 99-100.

séditieux. Houzeau quitta la Belgique en 1849 et résida environ cinq ans à Paris pour ensuite retourner dans son pays natal en 1854. Deux ans après son retour, il fut nommé membre de l'Académie royale de Belgique mais, en 1857, il décida de quitter le Vieux Continent avec l'intention de s'établir en permanence aux États-Unis²⁹. Houzeau débarqua à la Nouvelle-Orléans en 1857 et prit le chemin de San Antonio au Texas où il resta jusqu'en 1862. À cette date, il dut fuir toutefois pour le Mexique puisque ses écrits abolitionnistes et ses prises de position ouvertement contre la Confédération avaient mis sa vie en danger. En février 1863, Houzeau rencontra Roudanez pour la première fois tandis qu'il passait par la Nouvelle-Orléans en route pour Philadelphie où il demeura jusqu'en 1864. Étant à la fois familier et impressionné par les écrits radicaux de Houzeau, Roudanez avait offert au Belge le poste d'éditorialiste de *L'Union*. Trop occupé par ses recherches scientifiques, Houzeau déclina l'offre, mais il accepta de soumettre au journal une rubrique hebdomadaire sous le pseudonyme de Cham. Alors qu'il vivait à Philadelphie, Houzeau se laissa finalement convaincre d'accepter la direction de *La Tribune*. Le 14 novembre 1864, il retourna à la Nouvelle-Orléans pour la troisième fois et, sous le pseudonyme de Dalloz, il prit en charge la rédaction du journal jusqu'en 1868³⁰.

Comme il l'explique dans ses mémoires, lors de son passage à la Nouvelle-Orléans en 1863, Houzeau s'était rapidement identifié aux hommes de couleur et à leur lutte. Pour ce militant socialiste, la cause que *L'Union* défendait aux États-Unis était universelle et elle s'apparentait à la cause de tous les opprimés, indépendamment de leur couleur et de leur nation. Le nom des victimes pouvait changer d'un pays à l'autre, mais les opprimés avaient tous en commun un déni de justice. Ils avaient beau porter le nom de «serfs en Russie, de paysans en Autriche, de Juifs en Prusse, de prolétaires en France, de parias en Inde, de Noirs aux États-Unis», tous étaient victimes d'une seule et même oppression puisque tous étaient injustement exploités par une classe dominante et privilégiée³¹. Si aux États-Unis Houzeau

²⁹ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 100.

³⁰ *Ibid*, p. 100; William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 162-163; David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 132; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 2-13.

³¹ *Ibid*, p. 75-76. Notre traduction.

put montrer pour la première fois en 1857 qu'il s'identifiait à la cause des Noirs en s'impliquant dans le mouvement abolitionniste au Texas, ce fut dans les années soixante en Louisiane qu'il eut vraiment l'occasion de mettre à contribution ses aspirations humanitaires et son engagement pour la défense de tous ceux qui étaient soumis à un pouvoir arbitraire.

Houzeau adhéraient totalement à la lutte que les hommes de couleur avaient entamée avec *L'Union* et pour cela, il accepta de collaborer avec eux au journal. Par contre, il n'approuvait pas l'idée d'exclure les Noirs de leurs revendications les plus radicales. Pour contrer l'oppression blanche, il fallait que les gens de couleur incluent les affranchis dans leurs demandes d'égalité civique et qu'une alliance politique se forge entre les deux groupes. Une telle alliance était nécessaire, selon lui, mais pour qu'elle devienne une réalité l'élitisme des hommes de couleur devait être supprimé. Les prétentions élitistes retrouvées dans *L'Union* et dans les premiers numéros de *La Tribune* devaient effectivement disparaître puisqu'elles empêchaient le rapprochement véritable des deux collectivités et constituaient un obstacle majeur dans la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques. Certes, constate-t-il dans ses mémoires, les gens de couleur étaient plus «avancés» que les Noirs et, à bien des égards, ils en étaient supérieurs. Mais le fait de s'identifier davantage aux Blancs représentait une grave erreur dans un pays où la race caucasienne exerçait son hégémonie et où la moindre goutte de sang noir était associée à la dégradation:

Many free men of color succumbed to the weakness of owning slaves themselves. They tended to separate their struggle from that of the Negroes; some believed that they would achieve their cause more quickly if they abandoned the black to his fate. In their eyes, they were nearer to the white man; they were more advanced than the slave in all respects. They believed they might be granted what, in their opinion, the black man would never possess - civil equality. A strange error in a society in which prejudice weighed equally against all those who had African blood in their veins, no matter how small the amount! A glaring error in a country where a man of the lightest skin color, even if he were free, was subjected to the Code Noir as though he were a slave on a plantation!³²

Même s'il ne tient pas compte du caractère exceptionnel de la Louisiane d'avant-guerre, son commentaire fait bien ressortir l'importance de l'unité entre tous les descendants africains dans une société où le système tripartite était appelé à disparaître et où la nuance raciale ne

³² Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 81-82.

servirait plus d'immunité à la dégradation totale. Lorsque Houzeau accepta d'occuper le poste d'éditorialiste à *La Tribune*, l'une de ses priorités était d'unifier politiquement les deux collectivités et de supprimer toute répugnance que pouvaient avoir les hommes de couleur à se rapprocher de la majorité noire.

Même si Trévigne faisait preuve d'un peu plus d'ouverture envers les affranchis à partir du printemps et de l'été 1864 et même s'il reconnut que, éventuellement, ces derniers seraient de bons alliés politiques, il n'en demeure pas moins qu'avec lui comme rédacteur en chef de *La Tribune*, l'unité entre les deux groupes avait des limites ainsi que l'efficacité du journal. Sans grande envergure à ses débuts, après l'arrivée de Houzeau le 14 novembre 1864 il finit par devenir non seulement l'organe officiel du Parti républicain de la Louisiane, mais aussi celui des cinq millions de Noirs aux États-Unis et des copies étaient même distribuées aux membres du Congrès. L'importance du journal dépassa les frontières de la Nouvelle-Orléans et le mouvement déclenché par les hommes de couleur se généralisa. Élargir la mission de *La Tribune*, tel était le but ambitieux que s'était fixé Houzeau en acceptant son poste d'éditorialiste. D'entrée de jeu, il s'était donné pour mandat de transformer un journal local qui défendait surtout les intérêts des gens de couleur en un journal national qui défendait les intérêts de tous les Noirs au pays. Voici, en ses propres termes, comment Houzeau envisageait l'avenir de *La Tribune* lorsqu'il accéda à la fonction de rédacteur en chef:

Since the *Tribune* was the newspaper of this elite corps, it became necessary to broaden its mission, to prepare for the future, by immediately making it the organ of five million black and brown-skinned men of the United States. I undertook, therefore, to transform a local newspaper into a newspaper of national importance. Rather than speaking in the name and interests of a small group, the *Tribune*, I thought, should defend the masses of the proscribed race and unite this oppressed population completely around its standard³³.

L'éditorialiste voulait élargir la mission du journal en faisant de lui l'organe de la majorité noire et en mobilisant tous les opprimés autour de ses idées. Mais pour que *La Tribune* devienne un outil de propagande utile et efficace et pour donner plus de poids à la cause défendue par les leaders de couleur, il fallait privilégier la version anglophone du journal, en

³³ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 79.

plus d'en supprimer la tendance exclusiviste. Ces deux faiblesses de *L'Union* se sont retrouvées dans les premiers numéros de *La Tribune* et ce fut Houzeau qui, les ayant clairement identifiées, prit l'initiative de les corriger de manière définitive³⁴. Avec lui à la barre de *La Tribune*, plus question de promouvoir des causes séparées pour les deux groupes: le suffrage universel masculin est devenu l'enjeu principal du journal et la rhétorique des hommes de couleur est devenue plus unificatrice et plus radicale.

L'unité politique préconisée par Houzeau n'était pas égalitaire toutefois, c'est-à-dire qu'elle était basée sur un rapport de force qui plaçait les gens de couleur dans une position de dirigeants et les affranchis dans une position de dirigés. Ce fut sous la direction du Belge que les hommes de couleur ont vraiment réussi à s'imposer comme chefs, comme guides naturels des Noirs, et ce fut à travers ses éditoriaux paternalistes qu'ils cherchaient à exercer leur influence sur les nouveaux affranchis. Pour Houzeau, l'attitude paternaliste des leaders de couleur était aussi essentielle qu'inévitable. Après tout, en plus d'avoir eu l'expérience de la liberté, ils étaient instruits et cultivés et donc bien équipés intellectuellement pour être à l'avant-garde des Noirs et occuper les postes de commande:

Here was a sort of elite; here was the vanguard of the African population of the United States. It was evident that, on the day on which abolition became a fact, [...] this nucleus of Louisiana colored men would be called upon to form the highest group of representatives, a sort of tutor to the black population of the Republic. In its favor, in effect, were education, knowledge, fortune, and experience in the practice of liberty. At a time when thousands of freedmen would be thrown onto the streets, so to speak [...] would they not look to their elders in their search for guides, to those of their race who had preceded them? And on the other hand, to whom would the liberal party, the Congress, and the government turn in order to learn the needs, the ideas, and the dangers of the population of African descent in the new order of things if not to these natural representatives, to these enlightened spokesmen for the black and colored population?³⁵

Selon Houzeau, les gens de couleur se devaient de représenter les intérêts de la majorité noire et il travailla fort pour amoindrir (sinon vaincre totalement) leurs prétentions élitistes. L'ironie du sort voulut que ce soit un étranger blanc qui contribua à rétrécir l'écart entre les

³⁴ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 79-82.

³⁵ *Ibid*, p. 78.

deux groupes et, plus ironique encore, cet étranger blanc se faisait passer pour une personne de couleur. D'ailleurs, jusqu'à ce qu'il accepte le poste d'éditorialiste à *La Tribune*, Houzeau collaborait aux deux journaux sous le pseudonyme très significatif de Cham, ancêtre biblique des Africains, père des esclaves. Avec un surnom pareil, le rôle paternaliste qu'il attribuait aux gens de couleur était assez évident et il se reflétait dans ses éditoriaux. Bref, la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques était menée de front par les hommes de couleur depuis 1862, mais avec l'arrivée de Houzeau au poste d'éditorialiste à *La Tribune*, elle devint le fruit d'une importante collaboration inter-raciale, même si le révolutionnaire belge aimait se faire passer pour une personne qui avait «du sang africain dans les veines» et qu'il parlait au nom des leaders de couleur³⁶.

Si les hommes de couleur voulaient accroître leur influence politique en Louisiane, ils avaient avantage à s'allier aux affranchis et à revendiquer le suffrage universel puisque ces derniers représentaient un potentiel électoral intéressant. Selon Houzeau, demander le droit de vote pour une poignée d'individus était aussi absurde qu'inutile. Qu'aurait pu accomplir cette poignée d'individus sans le soutien de la majorité noire? Seuls, les hommes de couleur formaient une minorité négligeable et sans influence. Par contre, en s'alliant aux affranchis et en se plaçant à leur tête, ils avaient une armée pour les soutenir et uniquement avec le soutien de cette armée pouvaient-ils espérer jouer un rôle politique prépondérant durant la Reconstruction³⁷. À travers ses articles, il est possible de constater qu'au-delà de toutes aspirations humanitaires, la radicalisation du leadership de couleur était motivée par un désir de pouvoir et que l'élitisme dénoncé par l'éditorialiste belge dans ses écrits personnels n'a jamais complètement disparu des pages de *La Tribune* puisque Houzeau, comme ceux qu'il représentait dans ses éditoriaux, avait intériorisé les préjugés raciaux de son époque. Même ce militant socialiste et égalitariste croyait que les gens de couleur étaient supérieurs aux Noirs et même avec lui, une certaine condescendance était toujours présente à travers les articles du journal. Parce que lui-même adhérait aux valeurs raciales véhiculées par la majorité blanche, il n'a jamais réussi à faire disparaître complètement ce qu'il appelait

³⁶ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, p. 24, 41.

³⁷ *Ibid*, p. 82.

«l'esprit aristocratique» des gens de couleur. Par conséquent, l'éditorialiste n'arriva pas à supprimer les divisions qui existaient entre les deux groupes et celles-ci auront raison, en 1868, de *La Tribune* et de l'influence de ses leaders auprès des affranchis.

Bien que Houzeau préconisait le suffrage universel masculin, seuls les hommes de couleur étaient appelés à occuper les postes de leadership. Pour lui, la relation entre les deux groupes reposait sur le principe de la réciprocité: les affranchis avaient besoin des gens de couleur pour défendre leurs droits et les guider dans la liberté, tandis que les gens de couleur avaient besoin des affranchis pour s'assurer un certain contrôle sur le pouvoir politique en Louisiane. Cette recherche de pouvoir chez les gens de couleur exprimait leur désir de continuer à se dissocier des Noirs et elle devait servir à combler leur besoin de compenser pour la perte de statut qu'ils avaient subie suite à l'abolition de l'esclavage en mai 1864. Si les hommes de couleur avaient adhéré à la rhétorique unificatrice de Houzeau, ce fut parce que celle-ci ne mettait pas en question leur identité distincte, allant jusqu'à renforcer leur sentiment de supériorité, auquel ils avaient besoin de se raccrocher après l'émancipation des esclaves et la non reconnaissance des Blancs. Comme pour *L'Union*, le discours véhiculé dans *La Tribune* était subordonné aux intérêts de groupe des gens de couleur et ce, même après l'accession de Houzeau au poste d'éditorialiste.

Malgré les réserves que nous avons émises sur Houzeau, il n'en demeure pas moins que ce fut sous sa direction que le mouvement entamé par les leaders de couleur connut son apogée. Son arrivée à *La Tribune* marque un moment important dans l'évolution de la relation entre gens de couleur et Noirs. Il a fallu qu'un étranger blanc s'installe à la Nouvelle-Orléans pour que le processus d'unification entre les deux groupes soit plus poussé et pour que le discours véhiculé dans la presse des leaders créoles soit plus inclusif. Après l'arrivée du révolutionnaire belge, le contexte politique était, certes, plus favorable aux demandes de suffrage universel. Mais deux autres éléments doivent être pris en considération pour comprendre la radicalisation du journal sous sa direction: la race et le statut d'étranger de Houzeau. Même s'il se faisait passer pour un homme de couleur et que son teint foncé lui donnait la possibilité de ne pas le démentir, Houzeau n'en n'était pas un et précisément en raison de cela, il pouvait envisager la lutte menée par ses collègues avec plus de pragmatisme. Le journal et le mouvement des hommes de couleur se sont radicalisés avec

Houzeau parce que sa race et son extranéité lui ont donné l'objectivité nécessaire pour examiner la situation avec plus de détachement. Houzeau était effectivement mieux placé que Trévigne pour pousser le lien de solidarité entre les deux groupes et supprimer l'élitisme flagrant de son prédécesseur. Si son identité et son statut n'étaient pas menacés, l'identité et le statut des gens de couleur l'étaient et, se sentant menacés, ces derniers ont réagi en réaffirmant leurs différences. Il est ironique mais il n'est pas tout à fait un hasard si un étranger blanc a contribué à renforcer l'unité entre les deux groupes. Houzeau fut donc une figure importante en Louisiane durant la Reconstruction et son arrivée à la direction de *La Tribune* marque une étape fondamentale dans le mouvement des droits civiques et politiques entamé par les leaders de couleur. Sans réduire à néant la contribution de Trévigne qui, avec *L'Union* et les premiers numéros de *La Tribune*, avait ouvert la voie au radicalisme de son successeur, il faut reconnaître que sous la direction du Belge, le journal connut une ascension fulgurante et qu'il est devenu un outil de propagande important pour promouvoir la cause du suffrage universel.

5.2 *La Tribune* et l'unité politique: du «*Smith Bill*» à la création de la Ligue nationale de l'égalité des droits en Louisiane

Indépendamment des différences entre les deux éditorialistes, ce fut en novembre 1864 que *La Tribune* eut réellement l'occasion de montrer son attachement pour la cause du suffrage universel, alors qu'elle prit position contre un projet de loi qui visait à élargir le droit de vote de manière limitée. Ce projet de loi fut introduit dans la législature d'État le 10 novembre 1864 par un sénateur nommé Charles Smith de la paroisse Sainte-Marie et il avait pour but d'étendre la franchise électorale uniquement aux quarterons. Le projet de loi de Charles Smith stipulait que «toute personne n'ayant qu'un quart de sang africain dans les veines» soit reconnue comme blanche et donc éligible d'exercer son droit de vote³⁸. En fait, ce que proposait le sénateur Smith était d'assouplir la définition de la race blanche afin de pouvoir y inclure les quarterons et une fois les quarterons reconnus comme Blancs, ils auraient la légitimité nécessaire pour exercer leur droit politique. En prenant position contre

³⁸ *La Tribune*, «Législature», le 10 novembre 1864; David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 134.

ce bill, *La Tribune* établit clairement son ouverture envers les Noirs ainsi que son engagement envers la cause du suffrage universel et tout cela commença lorsque Trévigne était encore le rédacteur en chef du journal. Malgré sa réticence à s'unir politiquement aux Noirs et à soutenir la cause du suffrage universel, Trévigne semble avoir saisi la chance offerte par Charles Smith pour montrer à ses détracteurs que la population de couleur n'était pas hostile aux anciens esclaves. Il exprima son opposition au projet de loi aussitôt qu'il fut présenté en Chambre le 10 novembre et lorsque que remplacé par Houzeau, quelques jours plus tard, celui-ci prit la relève. Houzeau fit son entrée comme éditorialiste à *La Tribune* au moment où survenait la controverse autour du bill de M. Smith et avec lui, le mouvement de protestation contre toute mesure qui ne visait à rien de moins que le suffrage universel masculin se poursuivit de plus belle.

L'un des premiers arguments évoqué par *La Tribune* pour exprimer son opposition au projet de loi fut de mentionner que «dans ce siècle de lumières, la révolution s'accomplit pour le bien de tous, et, dans cette république où nos frères versent à flots un sang précieux pour la défense commune, tous doivent également être reconnus les enfants d'une même patrie». L'Amérique doit se régénérer en réalisant les principes universels de la Déclaration d'indépendance «qui n'admettent pas de distinctions de race ou de couleur»³⁹. *La Tribune* accusa M. Smith de vouloir créer des distinctions injustes entre les membres «d'une même race» et elle affirma que les hommes de couleur avaient la responsabilité de protester contre l'étroitesse d'esprit du sénateur de Sainte-Marie⁴⁰. Qu'il s'agisse de Trévigne ou de Houzeau, tous deux voulaient montrer que la population de couleur formait un front fort et uni sur cette question. Selon eux, la majorité des gens de couleur s'opposait au projet de loi puisqu'elle croyait que la force se trouvait dans l'unité et non dans la séparation artificielle proposée par un législateur blanc: même ceux qui en étaient inclus rejetaient le projet de loi avec autant de vigueur que ceux qui en étaient exclus. Certes, quelques individus égoïstes étaient prêts à accepter la distinction proposée par M. Smith. Mais, assure *La Tribune*, ces individus ne représentaient qu'une infime proportion de la population de couleur⁴¹. Les leaders du journal

³⁹ *La Tribune*, «Le bill de Mr. Smith», le 10 novembre 1864.

⁴⁰ *La Tribune*, «Le Bill de M. Smith», le 12 novembre 1864.

dénonçaient le bill en évoquant qu'il était une tentative d'alimenter les divisions *intra-raciales* et leur opposition était présentée comme étant une preuve que l'unité sur la question du suffrage universel prédominait chez les gens de couleur, solidaires de leurs «frères» nouvellement émancipés⁴².

Dans sa première contribution au journal à titre de rédacteur en chef, Houzeau s'en est pris à un défenseur des quarterons nommé «Veritas» qui critiquait la position de *La Tribune* à l'égard du bill. Présument que les rédacteurs du journal avaient plus qu'un quart de sang noir dans les veines, cet individu accusa les leaders de couleur de s'opposer au projet de loi uniquement parce qu'ils en étaient exclus. Froissé, Houzeau répondit aux attaques de «Véritas» en utilisant la première personne du pluriel, comme s'il était un homme de couleur, et sa réplique cinglante laissait présager un style éditorial direct et franc: «Cet aveu échappé au maladroit défenseur des quarts blancs, loin de renverser nos arguments, leur donne au contraire plus de force et expliquerait pleinement notre opposition à la politique machiavélique qui tend à causer une division dans notre population jusqu'ici unie, si nous avons assez d'égoïsme pour faire de nos frères noirs un marche-pied pour notre élévation individuelle». Pour Houzeau, la majorité des gens de couleur rejetaient l'acte du sénateur Smith parce qu'ils considéraient que les Noirs étaient leurs «frères de sang» et qu'ils préféraient endurer la «souffrance» et les «privations avec eux» plutôt «que de jouir, pour un temps, de quelques avantages imaginaires». Le message était sans équivoque: en matière de droits civiques, pas de place à l'arbitraire⁴³. Ainsi, dès son premier éditorial, Houzeau exprima son engagement pour la cause du suffrage universel masculin en s'opposant au bill de M. Smith. Mais, dans la lutte qu'il livrait contre cet acte, nous voyons déjà le côté pragmatique du rédacteur en chef qui apporte une précision intéressante à la fin de son éditorial: «Quant à nous notre rôle est de viser à une fusion politique pour obtenir notre part d'autorité locale et ce résultat ne peut arriver que lorsqu'il y aura pour tous les hommes un

⁴¹ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 12 novembre 1864 (partie anglaise); *La Tribune*, «Le Bill de M. Smith», le 12 novembre 1864; *La Tribune*, éditorial sans titre, le 15 novembre 1864 (partie anglaise).

⁴² Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana's Historical Quarterly*, p. 55.

⁴³ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 15 novembre 1864 (partie française).

seul poids et une seule mesure dans la balance de notre pays»⁴⁴. Au-delà des principes universels, les hommes de couleur devaient s'opposer au bill, selon Houzeau, pour exercer leur influence politique en Louisiane.

Le 15 novembre 1864, en partie grâce à la forte opposition de *La Tribune*, le bill de M. Smith fut rejeté par une majorité de 20 contre 4⁴⁵. Le dévouement du journal pour la cause de l'égalité politique fit en sorte qu'il prit position contre une autre mesure législative qui avait pour but cette fois de concéder le droit de vote aux hommes de couleur dotés d'une intelligence exceptionnelle, d'un certain niveau de richesse et d'une expérience militaire⁴⁶. S'il devait y avoir des qualifications particulières pour être éligible au droit de vote, dit Houzeau, elles devaient s'appliquer équitablement à tous les électeurs et non seulement à ceux qui avaient du sang noir dans les veines. Voici ce que *La Tribune* pensait de ce nouveau projet de loi proposé, encore une fois, par le sénateur Charles Smith:

We are willing that the qualifications about age, residence and education, be applicable to us as well as to any other class of citizens. But we must confess that we cannot perceive the propriety or justice of exacting a higher intellectual status from a negro than from a white man [...] A naturalized citizen, as well as a native American, is considered competent by the laws of our State, to go to the ballot-box without any qualifications as to education and intelligence. He enjoys his political rights simply because he is a man and a citizen. He may be utterly ignorant of the principles of the Constitution of the United States; he may be a foul or a brute; he may be - and unfortunately he is sometimes - entirely illiterate, and marks a rough and huge cross when called to subscribe his name; and still he is a voter and nobody pretends to disfranchise him⁴⁷.

Cet acte fut présenté dans la législature du 16 novembre 1864 et il fut rejeté la journée même par une majorité de 15 contre 5. Au grand bonheur de *La Tribune*, le «nouveau bill de M. Smith» a subi le même sort que son prédécesseur⁴⁸. L'opposition aux actes législatifs de

⁴⁴ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 15 novembre 1864 (partie française).

⁴⁵ *La Tribune*, «Mr. Smith's Bill», le 16 novembre 1864.

⁴⁶ *La Tribune*, «Législature», le 16 novembre 1864.

⁴⁷ *La Tribune*, «The Era and the Right of Suffrage», le 18 novembre 1864.

⁴⁸ *La Tribune*, «Legislature», le 16 novembre 1864; *La Tribune*, «Le nouveau bill de M. Smith», le 19 novembre 1864.

novembre 1864, a véritablement consacré l'engagement de *La Tribune* envers le principe du suffrage universel.

Il est intéressant de constater qu'à partir des mesures législatives proposées par le sénateur de Sainte-Marie et de l'arrivée de Houzeau au journal, celui-ci n'est pratiquement plus accusé d'avoir une attitude hostile envers les affranchis, *La Tribune* étant devenue beaucoup plus ferme dans son opposition à tout ce qui constituait une entrave au suffrage universel masculin. Pour la première fois, le 10 novembre 1864, les leaders de couleur ont eu la possibilité de montrer qu'ils étaient réellement attachés à la cause de l'égalité politique et que *La Tribune* n'était pas l'organe d'une minorité, comme pouvaient le penser ses détracteurs, mais bien celui de tous les opprimés. Qu'ils aient été «noirs», «jaunes» ou «blancs», cet organe de presse représentait les intérêts de tous ceux qui étaient victimes d'injustice. *La Tribune* ne se contenta pas de dire qu'elle avait soutenu la cause de l'égalité politique en s'opposant aux actes du sénateur Smith, elle alla jusqu'à s'attribuer leur défaite. Les leaders de *La Tribune* voulaient montrer non seulement que le journal préconisait le rapprochement entre gens de couleur et Noirs, mais aussi que l'ensemble de la population de couleur formait un front fort et solide dans son objection à M. Smith. Cette vive opposition à des projets de lois qui visaient à donner le droit de vote à quelques personnes de couleur était présentée comme une preuve indéniable que les accusations d'élitisme proférées notamment par le général Plumly ne tenaient pas la route. Les seules divisions qui existaient entre descendants africains étaient celles que des hommes blancs comme B. Rush Plumly et Charles Smith essayaient de créer et dont il fallait se méfier afin qu'elles ne se réalisent pas⁴⁹.

Une autre occasion d'affirmer son engagement pour la cause du suffrage universel masculin se présenta à *La Tribune* en décembre 1864, alors que les leaders de couleur s'étaient impliqués dans la création d'une branche louisianaise de la Ligue nationale de l'Égalité des Droits (*National Equal Rights League*). Une fois que le débat sur les projets de loi de M. Smith fut mis de côté, *La Tribune* put se concentrer sur la formation d'une succursale louisianaise de la Ligue⁵⁰. En octobre 1864, 144 Noirs en provenance de 18 États,

⁴⁹ *La Tribune*, «Maj. Plumley and the Colored People», le 6 décembre 1864; *La Tribune*, «Major Plumley's Letter», le 7 décembre 1864. Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 55.

⁵⁰ *Ibid*, p. 58.

incluant 7 États esclavagistes, s'étaient réunis à Syracuse (New York) dans le cadre d'une convention nationale qui avait été initiée pour faire avancer la cause des droits civiques. Présidée par Frederick Douglass, la *National Convention of Colored Men* s'était tenue du 4 au 7 octobre 1864. Ce fut lors de cet événement que la Ligue nationale de l'Égalité des Droits fut créée. Son président, un Noir libre de la Virginie qui pratiquait le droit en Ohio, John Mercer Langston, incitait les Noirs de tous les États à former des branches locales de la Ligue. En l'espace de quatre mois, des filiales étaient organisées à New York, en Pennsylvanie, en Ohio, au Michigan, en Caroline du Nord, au Tennessee et en Louisiane⁵¹. La branche louisianaise de la Ligue fut créée au mois de décembre 1864 et *La Tribune* joua un rôle fondamental dans son organisation.

Tout au long de décembre 1864, des conventions avaient lieu à la Nouvelle-Orléans précisément dans le but de former cette branche louisianaise de la Ligue. Les conventions étaient organisées et contrôlées essentiellement par les hommes de couleur de la ville, mais des Noirs libres anglo-américains de langue et de culture y participèrent également dont le futur lieutenant-gouverneur de la Louisiane Oscar Dunn et l'abolitionniste de New York le docteur P. B. Randolph. Lors d'une assemblée qui eut lieu le 2 décembre 1864, les orateurs ont insisté sur l'unité «entre les différentes parties de la population colorée» et ont affirmé leur attachement pour la cause du suffrage universel. Il n'y avait pas de distinctions, précisaient-ils, «entre les anciens hommes libres et les affranchis»: tous réclamaient «ensemble» leurs droits politiques. Les leaders de la convention ne parlaient pas au nom de «telle ou telle teinte mêlée», mais au nom «du noir en général». À la fin de la rencontre, les hommes qui se sont exprimés et qui ont pris la parole en tant que représentant de tous les descendants africains ont adopté les actes de la Convention de Syracuse et ils se sont formellement engagés à défendre le principe du suffrage universel masculin⁵².

⁵¹ James McPherson, *The Negro's Civil War: How the American Negroes Felt and Acted during the War for the Union*, New York, Pantheon Books, p. 286-89; Elsie Lewis, «The Political Mind of the Negro, 1865-1900», *Journal of Southern History*, vol. 21, 1955, p. 189-190; *La Tribune*, «National Convention of Colored Men», le 25 octobre 1864.

⁵² *La Tribune*, «Assemblée à la Salle d'Economie», le 3 décembre 1864; *La Tribune*, «Grand Mass Meeting at Economy Hall», le 3 décembre 1864; David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 135; John Patrick Deveney, *Paschal Beverly Randolph: A Nineteenth-Century Black American Spiritualist, Rosicrucian and Sex Magician*, Albany, State University of New York Press, 1997, p. 159. Voir aussi, *La Tribune*, «Our Duty», le 16 décembre 1864.

Après avoir endossé les principes de la Convention, plusieurs leaders noirs et de couleur se sont réunis le 26 décembre 1864 dans le but d'organiser l'aile locale de la Ligue nationale de l'Égalité des Droits. Lors de cette assemblée, l'un des principaux orateurs et celui qui a été choisi vice-président de la Ligue louisianaise, le capitaine du premier régiment des *Native Guards*, James Ingraham, un mulâtre anglo-américain, a insisté sur l'importance de l'unité entre gens de couleur et Noirs: «À moins que les gens raffinés et instruits agissent pour aider les ignorants», dit-il, les droits de ceux-ci seront toujours «foulés aux pieds». Selon Ingraham, il était nécessaire d'unifier les deux collectivités et de s'opposer, comme l'a fait *La Tribune* avec les bills de M. Smith, à toute mesure qui visait à créer des dissensions. Mais dans cette unité, il était clair que seuls «les anciens hommes libres» occuperaient les postes d'influence: «Notre devoir», poursuit-il, «est d'organiser et d'instruire les affranchis»⁵³. À travers un éditorial de Houzeau, publié deux jours plus tard, *La Tribune* a réitéré les propos du capitaine Ingraham. Elle a insisté sur le besoin de solidarité et de réciprocité entre les deux groupes:

Les affranchis trouverons dans les anciens hommes libres des amis capables de les guider, de les éclairer, de les instruire de leurs droits et de leurs devoirs; pendant que les hommes libres trouverons dans les affranchis un nombre, une masse, qui - unie avec eux - doit infailliblement peser dans la balance, et assurer à leurs démarches le respect que la force commande toujours. Nous avons dans la Louisiane des avantages qui n'existent dans aucun autre État de l'Union; car, partout ailleurs, il n'y a guère que des affranchis sans guides, ou bien un petit nombre d'hommes anciennement libres, vivant dans l'isolement le plus complet, et dépourvus d'appui numérique⁵⁴.

Dans cet éditorial, Houzeau voulait montrer l'importance de pousser le lien de solidarité tout en prenant soin d'insister sur les éléments qui distinguaient les gens de couleur des affranchis. Il était nécessaire de s'unifier, selon lui, mais il ne fallait pas oublier que des différences fondamentales existaient entre les deux groupes. En Louisiane, deux groupes d'origine africaine s'étaient effectivement développés en parallèle: d'une part, il y avait la

⁵³ *La Tribune*, «Mass Meeting at the School of Liberty», le 27 décembre 1864. Notre traduction. David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 135; Eric Arnesen, *Waterfront Workers of New Orleans: Race, Class and Politics, 1863-1923*, Chicago, University of Illinois Press, 1991, p. 17.

⁵⁴ *La Tribune*, «La Ligue nationale de l'Égalité des Droits», le 28 décembre 1864; *La Tribune*, «National Equal Rights League», le 29 décembre 1864.

population de couleur libre, «assimilée aux blancs pour l'éducation et les sentiments, une population qui n'a jamais connu que la liberté, et dont la position et les droits avaient été reconnus et sauvegardés par le traité de cession de 1803»; d'autre part, il y avait la population nouvellement affranchie «pour laquelle tout est encore à faire». Malgré leurs différences, les deux collectivités étaient également victimes de l'oppression blanche et pour cela, elles avaient besoin l'une de l'autre⁵⁵. Afin de promouvoir l'unité, Houzeau avança l'idée qu'en Louisiane les hommes de couleur étaient mieux placés que les Noirs libres des autres États de l'Union pour exercer leur influence politique: dans les autres États du Sud, il n'y avait que des affranchis sans guides; tandis que dans les États du Nord, les leaders noirs étaient dépourvus d'appuis numériques. Affranchis et gens de couleur louisianais devaient donc profiter de leur situation avantageuse pour s'unir afin de mieux lutter contre l'adversité⁵⁶. Mais dans cette unité, le rôle de chacun était clairement défini: les Noirs soutiendraient les hommes de couleur et les hommes de couleur dirigerait les Noirs. Les hommes les plus «distingués par l'intelligence et l'éducation» avaient le devoir de s'occuper de «l'humble» et de «l'ignorant» qui ne pouvait se défendre seul contre ceux qui commettaient envers lui des actes d'injustice. Pour sa propre élévation, l'affranchi avait intérêt à s'associer à celui «qui connaît et qui sait apprécier la liberté». Houzeau est même allé jusqu'à dire que les Noirs ne seraient vraiment libres que lorsqu'ils seraient unis à leurs guides et protecteurs naturels. Partenaires dans une relation de réciprocité, chacune des deux parties occupait une place antithétique prédéterminée, qui reflétait les considérations à la fois pragmatiques et paternalistes de *La Tribune*.

Une convention de la Ligue était prévue pour le 9 janvier 1865 à la Nouvelle-Orléans et jusqu'à ce qu'elle ait lieu, les éditoriaux de Houzeau continuaient à insister sur l'importance de l'unité, «secret de notre influence et de notre force». Le soir du 4 janvier avait lieu l'élection des délégués qui devaient siéger à la convention. Pour cette élection, *La Tribune* suggéra de choisir les candidats les plus «intelligents», les plus «dévoués» et les plus

⁵⁵ *La Tribune*, «La Ligue nationale de l'Égalité des Droits», le 28 décembre 1864; *La Tribune*, «National Equal Rights League», le 29 décembre 1864; Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 59.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 59.

«honorables». Sans le dire explicitement, nous comprenons qu'elle faisait référence aux hommes de couleur et non aux affranchis. Le journal insistait sur la nécessité de former un front fort et unis contre l'ennemi commun. Mais, «pour assurer le succès de la Ligue», il répétait que «des qualifications particulières étaient nécessaires chez les délégués», qualifications que seuls les hommes de couleur possédaient⁵⁷. Il est assez intéressant de constater, par ailleurs, que parmi tous ses appels à la solidarité, le rédacteur en chef publia, à la veille de la convention, un éditorial dans lequel il revenait sur l'injustice que subissaient spécifiquement les gens de couleur. Dimanche le 8 janvier 1865 marqua le cinquantième anniversaire de la Bataille de la Nouvelle-Orléans et Houzeau profita de l'occasion pour rappeler à ses lecteurs que malgré tous leurs sacrifices, en un demi-siècle d'histoire les hommes de couleur n'avaient toujours pas reçu de reconnaissance politique. Alors que les Noirs avaient au moins réussi à obtenir la liberté en 1864, les hommes de couleur, eux, n'avaient rien obtenu de plus qu'en 1814-15. Des changements se produisaient, «sans que la vieille population libre en ait recueilli aucun fruit». Rien n'avait été fait pour elle, elle qui avait pourtant «donné ses fils à l'armée», qui avait «pris les armes toute entière pour défendre la ville» et qui avait «versé son sang» pour aider les Blancs autant que pour aider les Noirs. «Pour nous», dit Houzeau, «tous les sacrifices ont été perdus; tout notre dévouement, notre oubli généreux des torts et des injustices, ont été vains. Rien! rien! rien! est la réponse éternelle qu'on nous adresse»⁵⁸. À la veille de la convention, il y avait donc beaucoup d'appels à l'unité, mais en même temps nous pouvons constater qu'un certain élitisme et exclusivisme étaient toujours présents chez les leaders de couleur.

La persistance de cet élitisme au sein du leadership de couleur ne semble pas avoir empêché l'harmonie de régner lors de la convention de la Ligue qui s'est tenue à la Nouvelle-Orléans du 9 au 14 janvier 1865. Cette convention a «inauguré une nouvelle ère» de collaboration, dit Houzeau. Elle représentait la première initiative politique concrète prise par

⁵⁷ *La Tribune*, «Élection des Délégués à la Convention d'Etat», le 4 janvier 1865; *La Tribune*, «Elections for the State Convention», le 4 janvier 1864; David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 135.

⁵⁸ *La Tribune*, «Un demi-siècle», le 8 janvier 1865. Voir aussi la version anglophone publiée le 10 janvier 1865 dans un éditorial sans titre. David Rankin, *The Forgotten People*, p. 224-225.

les hommes de couleur pour s'unifier à la majorité noire. Nommée organe officiel de la Ligue, voici comment *La Tribune* a décrit le dernier jour de la convention:

There were seated side by side the rich and the poor, the literate and educated man, and the country laborer, hardly released from bondage, distinguished only by the natural gifts of the mind. There, the rich landowner, the opulent tradesman, seconded motions offered by humble mechanics and freedmen. Ministers of the gospel, officers and soldiers of the U.S. army, men who handle the sword or the pen, merchants and clerks, - all the classes of society were represented, and united in a common thought: the actual liberation from social and political bondage⁵⁹.

À l'issue de la rencontre, l'unité entre gens de couleur et Noirs s'était consolidée et elle passait par le principe du suffrage universel. Le cri de ralliement des leaders de couleur, «United, we stand! Divided we fall!», est devenu en quelque sorte la devise de la Ligue, sauf que, suite à la convention, Houzeau compléta la phrase en y faisant un ajout: «granting their rights to all»⁶⁰. Non seulement fallait-il s'unifier pour être plus forts, mais encore fallait-il s'unifier autour d'une cause bien précise, celle de l'égalité civique et politique.

Si la convention et son organe de presse, *La Tribune*, semblent avoir réussi à mobiliser l'ensemble des délégués autour du thème du suffrage universel, une minorité d'hommes de couleur continua à favoriser le suffrage limité. Malgré les nombreux avertissements de *La Tribune*, ce petit groupe de dissidents décida d'agir contre la volonté de la majorité et d'approcher la législature louisianaise avec ses propres revendications. Les défenseurs du droit de vote restreint ont formé une organisation qui portait le nom de *Grand Council* et quelques semaines après que la convention fut ajournée, ils ont envoyé une pétition à la législature d'État dans laquelle ils demandaient à ce que soit concédée la franchise électorale à certains citoyens de couleur. Après l'ajournement d'une convention qui avait insisté sur l'unité et le suffrage universel, ce genre d'initiative était, selon *La Tribune*, aussi égoïste que malavisée⁶¹. Cette polémique sur le droit de vote dura jusqu'au 21 février

⁵⁹ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 15 janvier 1865 (versions française et anglaise). Voir aussi James McPherson, *The Negro's Civil War: How the American Negroes Felt and Acted during the War for the Union*, p. 289; Eric Arnesen, *Waterfront Workers of New Orleans: Race, Class, and Politics, 1863-1923*, p. 16-17.

⁶⁰ *La Tribune*, «Union», le 18 janvier 1865.

⁶¹ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 24 janvier 1865 (version anglaise). David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p. 137. Voir aussi, *La Tribune*, éditorial sans titre, le 24 janvier 1865; *La Tribune*, «Fête d'émancipation», le 26 janvier 1865; *La Tribune*, éditorial sans titre, le 28 janvier 1865; *La*

1865, lorsque Houzeau annonça que la législature louisianaise avait rejeté la pétition du *Grand Council*: «The split in our population seems to be at an end. At least most of the men who, for some time disregarded the views of the majority and attempted to usurp the authority of our executive Board, appear to be now conscious of their error, and to feel disposed to follow the regular path of duty, as numbers of one grand and powerful association»⁶². À partir de ce moment-là, les dissidents se rallièrent à la majorité et appuyèrent la cause du suffrage universel.

Moins d'un mois après que soit entré en vigueur le Treizième Amendement constitutionnel (31 janvier 1865) et moins de deux mois avant que la guerre de Sécession ne soit officiellement terminée avec la capitulation de Lee à Appomattox (9 avril 1865), tous les hommes de couleur semblaient avoir compris qu'en matière de droits, il n'y avait pas de «demi-mesure». Ce ralliement derrière la cause du suffrage universel masculin se confirma au cours de l'année. En automne 1865, explique Rankin, les rédacteurs de *La Tribune* faisaient remarquer qu'ils n'entendirent plus jamais parler de suffrage limité: «We no longer hear of classes of colored men - some to claim the electoral franchise because they are rich, some because they are lettered, some because they bore an Uncle Sam's musket. All this was sheer aristocracy, and among those neglected there were men as good, as true, as patriotic and as intelligent as among the privileged classes». *La Tribune* avait apparemment réussi à mobiliser l'ensemble de la population de couleur autour de ses idées radicales et les demandes de suffrage basées sur la richesse, le statut, la mixité raciale et l'instruction semblaient être choses du passé⁶³. Si en début d'année il y avait dissidence dans les rangs de la population de couleur au sujet du droit de vote, vers la fin de l'année, l'union la plus complète semblait régner.

Pour en arriver à cette unité, ou à cette apparence d'unité, il aura fallu beaucoup d'efforts et beaucoup d'appels à la solidarité. En plus de ses arguments pragmatiques, pour

Tribune, «The Grand Council», le 5 février 1865; *La Tribune*, «The Secession Movement», le 15 février 1865; *La Tribune*, «The Memorial Before the Senate», le 19 février 1865.

⁶² *La Tribune*, éditorial sans titre, le 21 février 1865.

⁶³ David Rankin, «The Politics of Caste», dans *Louisiana's Black Heritage*, p.136-37; Donald Everett, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, p. 61-62; *La Tribune*, «The People and the Tribune», le 14 septembre 1865.

favoriser le rapprochement, Houzeau a même repensé le concept de la race noire de manière à créer un sentiment d'appartenance raciale chez tous les descendants africains. Pour favoriser le rapprochement, l'éditorialiste croyait que gens de couleur et Noirs devaient tous s'identifier à une origine commune. Seule une race noire unifiée et dirigée par les hommes de couleur pouvait contrer l'oppression blanche. Le 13 août 1865, Houzeau a écrit un article très intéressant à ce sujet. Nous inspirant des analyses détaillées qu'en ont faites Charles Nero et Shirley Thompson, la prochaine partie examinera le concept de la race noire tel que proposé par Houzeau. À en juger par l'harmonie *intra-raciale* qui semblait régner après sa publication, cet éditorial a sûrement eu les effets escomptés au sein de la population de couleur. Certes, l'unité autour du principe du suffrage universel semblait régner en automne 1865, mais la rhétorique unificatrice de *La Tribune* et les efforts déployés par son rédacteur en chef pour convaincre l'ensemble de la population de couleur de la nécessité de s'allier aux affranchis montrent l'ampleur des divisions qui séparait les deux groupes. Au fond, la solidarité à laquelle Houzeau faisait référence en septembre 1865 n'était que bien précaire⁶⁴.

5.3 Solidarité *raciale* et identification à une *race* commune: Houzeau et le *nationalisme noir*

Afin de convaincre l'ensemble de la population de couleur de la nécessité de s'unir aux Noirs et de se rallier derrière la cause du suffrage universel, Houzeau est allé jusqu'à créer un mythe de la race noire et de la civilisation africaine. Dans son désir d'encourager la solidarité *raciale*, il était important pour lui de miser sur l'élément commun à tous ceux qui avaient du sang noir dans les veines: l'origine africaine. À une époque où la gradation de la peau avait de moins en moins d'importance en Louisiane, la solidarité *raciale* devenait une option de plus en plus envisageable. Dans le but d'encourager les gens de couleur à s'associer aux Noirs, Houzeau a rédigé un éditorial qui insistait sur la fierté des origines africaines communes. Intitulé «The Cradle of Civilization», cet éditorial est probablement celui qui représente le mieux les efforts de Houzeau pour arriver à consolider le lien de solidarité entre les deux collectivités. Loin d'être une terre primitive composée d'êtres ignorants et incultes, l'éditorialiste présente l'Afrique comme étant le berceau de la civilisation. L'unité politique

⁶⁴ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 187.

passait par la solidarité *raciale* et celle-ci passait par la création d'un sentiment de fierté quant à l'appartenance africaine. Pour développer un tel sentiment chez les gens de couleur, il fallait corriger l'erreur courante qui consistait à croire que l'Afrique était barbare en montrant, au contraire, que la civilisation est née sur le continent africain et que ce sont les Noirs eux-mêmes qui lui ont donnée naissance⁶⁵.

D'après Houzeau, la plus grande civilisation ancienne était l'Égypte et l'Égypte était une civilisation fondée par des mulâtres, c'est-à-dire par un peuple issu «du métissage entre la race noire et caucasienne»⁶⁶. Ce fut le peuple égyptien qui a transmis aux autres peuples d'Orient le savoir scientifique, l'écriture et les beaux-arts. Or, se basant sur les écrits d'historiens de l'Antiquité comme Hérodote, l'éditorialiste montre que cette nation puissante, riche et éclairée avait reçu toutes ses connaissances d'un autre peuple africain, provenant celui-là de l'Afrique noire, à savoir le peuple éthiopien. Ce sont les Éthiopiens qui ont transmis aux Égyptiens les rudiments de l'agriculture, de l'art et du commerce. Par conséquent, dit Houzeau, les origines de la civilisation se trouvent en Éthiopie. La plus grande civilisation ancienne était l'Égypte, une nation composée de mulâtres, mais cette grande civilisation hérita des enseignements de l'Éthiopie, une nation composée de Noirs. Dans son article, Houzeau défend l'idée que l'Éthiopie était le berceau de la civilisation et que ce fut un peuple noir qui a contribué à faire de l'Égypte ancienne la puissance qu'elle est devenue. Les Égyptiens, selon l'éditorialiste:

were *only* a mixed people, and not a pure negro race. This, however, does not contradict the fact that the first important and brilliant civilization in the world has been founded by a race of color. But let us look a little closer into this matter. Who taught the Egyptians the first rudiments of useful arts and industry? We learn from Herodotus, from Diodorus and other reliable sources of ancient history, that the Egyptians or mulatto people have received the first elements of their useful knowledge from the Ethiopians - who were pure blacks. So, when we are retracing on the steps of the first civilization, and going back to the origin of trades, tools, implements of agriculture, objects of furniture, etc., we come to the black race of Ethiopia⁶⁷.

⁶⁵ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 272; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 255.

⁶⁶ *La Tribune*, «The Cradle of Civilization», le 13 août 1865. Notre traduction.

⁶⁷ *Ibid.* Notre accentuation.

Dans cet article; explique Thompson, la hiérarchie socio-raciale de la Nouvelle-Orléans est renversée puisque ce sont les Noirs qui étaient supérieurs à la fois aux métis et aux Blancs. Houzeau laisse sous-entendre ici que la pureté raciale noire avait plus de valeur que la pureté raciale blanche⁶⁸. Les Égyptiens ont réussi à créer l'une des plus grandes civilisations au monde non pas parce qu'ils avaient du sang blanc dans les veines, mais parce qu'ils partageaient avec les Éthiopiens une origine africaine noire en plus d'avoir hérité de leur impressionnant savoir. L'éditorialiste met donc en évidence les qualités de deux peuples qui avaient du sang noir dans les veines, mais ce sont les Éthiopiens qui étaient, au fond, les êtres supérieurs.

Les hommes de couleur se sont toujours identifiés davantage à la race blanche et ils étaient fiers, non pas de leur ascendance africaine, mais bien de leur ascendance européenne. Or, pour qu'ils s'unissent aux affranchis, Houzeau devait miser sur ce que les gens de couleur avaient en commun avec les Noirs, à savoir leur origine africaine, et générer autour d'elle un sentiment de fierté. Précisément à cette fin, il a inventé un mythe de la race noire: pour que les gens de couleur embrassent leur origine africaine, il fallait réhabiliter l'image de l'Afrique et rendre hommage à une race faussement accusée d'être inculte et barbare. À la lumière du texte de Houzeau, précise Nero, nous comprenons que le peuple éthiopien était une métaphore des Noirs américains et que le peuple égyptien était une métaphore des hommes de couleur de la Nouvelle-Orléans. Le message que l'éditorialiste voulait envoyer était clair: les hommes de couleur avaient intérêt à s'unir aux affranchis et à embrasser leurs origines africaines puisqu'en s'alliant aux Noirs, ils pourraient accomplir de grandes choses, comme ce fut le cas pour les Égyptiens. Comme les Égyptiens, les gens de couleur étaient prospères parce qu'ils avaient du sang noir dans les veines et comme les Égyptiens, qui ont joué un rôle important dans l'Antiquité, si les gens de couleur voulaient jouer un rôle important durant la Reconstruction, ils devaient s'allier aux affranchis⁶⁹.

Houzeau voulait créer une sorte de nationalisme noir afin de faciliter l'unité politique entre les deux groupes et pour cela, il glorifia l'Afrique et les Africains. Ce fut un Européen

⁶⁸ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 274; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 256.

⁶⁹ Charles Isidore Nero, "To Develop our Manhood", p. 161-171.

blanc qui s'est donné pour mission d'unifier la *race* noire en Louisiane et de forger un sentiment de fierté autour de l'ascendance africaine. Le but de Houzeau était de construire une solidarité de *race*, c'est-à-dire une solidarité basée sur l'appartenance biologique et non sur l'appartenance culturelle ou de classe. Il fallait amoindrir les différences et insister sur les éléments communs. Seule l'origine africaine pouvait unifier les deux collectivités et elle seule pouvait créer ce que Thompson appelle une mentalité de race, laquelle se résume à l'équation suivante: NOUS (les Noirs) vs EUX (les Blancs)⁷⁰. Afin de contrer une oppression commune, les deux collectivités devaient s'unifier autour d'une origine commune: unifiée, la *race* noire était en bien meilleure posture pour résister à la domination blanche. Houzeau avait donc compris que dans une société où les Blancs exerçaient leur hégémonie, la solidarité entre tous ceux qui partageaient une origine africaine ne pouvait avoir que des bienfaits et ce, autant pour les gens de couleur que pour les Noirs.

Dans une société hégémonique blanche où la mixité raciale était de moins en moins garante d'un statut social privilégié, les gens de couleur avaient avantage à s'unifier aux affranchis. Il fallait miser sur la «négritude» des gens de couleur, aussi pâle fut-elle, pour les sensibiliser au fait que ce trait identitaire qu'ils partageaient avec les Noirs les rendait victimes d'une seule et même injustice, une injustice qu'ils ne pouvaient combattre qu'en formant un front racial fort et uni. Houzeau avait fait beaucoup d'efforts pour rapprocher les deux groupes mais, loin d'être égalitaire, le rapprochement qu'il défendait dans *La Tribune* devait surtout permettre aux hommes de couleur d'accroître leur influence en faisant d'eux les leaders politiques d'une *race* noire unifiée. Si l'éditorialiste encourageait le nationalisme noir pour favoriser l'unité, sa vision de la relation entre gens de couleur et affranchis montre que la solidarité *raciale* qu'il proposait ne mettait pas en question la supériorité des gens de couleur. Ce fut probablement pour cette raison qu'un mois après la parution de son éditorial apologique de l'Afrique, Houzeau put annoncer fièrement que l'ensemble de la population de couleur s'était mobilisée autour du principe du suffrage universel masculin. Si en septembre 1865 l'éditorialiste semble avoir réussi à mobiliser l'ensemble des hommes de couleur autour de ce principe, c'est qu'au fond, sa stratégie raciale NOUS vs EUX, pour reprendre les mots de Thompson, n'ébranlait pas la structure de la relation entre les deux groupes.

⁷⁰ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 275.

Malgré le fait que dans son éditorial il renversa la hiérarchie raciale pour inciter les hommes de couleur à embrasser leurs racines africaines, à la lumière de ses autres articles et de ses écrits personnels, il est évident que Houzeau avait intériorisé les préjugés raciaux de son époque. En témoigne sa conception de la relation entre gens de couleur et Noirs qu'il explique dans ses mémoires en faisant une analogie militaire intéressante: «It was also necessary to form an army, and were not these intelligent and capable men of color destined to be the generals? By giving them soldiers, I was serving their hopes and legitimate ambitions in the most useful fashion»⁷¹. Unis, gens de couleur et affranchis formaient une armée et dans cette armée, la supériorité des premiers leur donnait la légitimité nécessaire pour incarner le rôle de chefs, de généraux, tandis que l'infériorité des seconds les obligeaient à se limiter à un rôle de soutien, c'est-à-dire celui de soldats. L'unité *raciale* préconisée par Houzeau n'avait pas pour but de fusionner les deux collectivités, mais de donner plus de pouvoir aux hommes de couleur qui, à eux seuls, ne disposaient d'aucune influence. Pour l'éditorialiste, ils étaient les leaders naturels des affranchis et ils étaient mieux placés que ces derniers ainsi que n'importe quel Blanc pour voir à leur bien-être et à leur élévation. Houzeau et les hommes de couleur qu'il représentait dans ses éditoriaux ont déployé de grands efforts pour promouvoir le rapprochement et répandre la cause du suffrage universel. Mais le paternalisme qui se dégageait de la rhétorique unificatrice de *La Tribune* laissait percevoir la persistance de leur élitisme à l'égard des affranchis. Dans les prochaines pages, nous verrons que l'attitude paternaliste des rédacteurs de *La Tribune* ne se limitait pas qu'à la sphère politique: elle était manifeste aussi dans leur désir de voir à l'élévation morale et économique des affranchis.

5.4 Les hommes de couleur comme leaders naturels de la *race* noire: *La Tribune* et l'élévation des affranchis

L'expression la plus concrète du paternalisme des leaders de couleur était probablement leur préoccupation pour l'élévation des affranchis. Les hommes de couleur étaient, selon *La Tribune*, les leaders naturels de la *race* noire et en bons leaders qu'ils devaient être, ils avaient la responsabilité de voir à l'élévation de ceux qu'ils cherchaient à

⁷¹ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 83.

diriger. Rien n'irritait plus les rédacteurs de *La Tribune* que quand les Yankees agissaient comme s'ils savaient mieux que les hommes de couleur ce qui était bon pour les Noirs. Afin de s'imposer comme chefs, comme leaders naturels des affranchis, les hommes de couleur devaient rejeter la tutelle des Blancs et montrer qu'eux seuls étaient aptes à guider les anciens esclaves dans la liberté. Il ne fallait pas que la domination des Sudistes blancs soit remplacée par la domination des Nordistes blancs: «We need friends, it is true; but we do not need tutors. The age of guardianship is past forever. We now think for ourselves, and we shall act for ourselves»⁷². Selon Houzeau et ses collègues de *La Tribune*, pour que l'émancipation ait un sens, pour qu'elle soit significative et réelle, les affranchis devaient se libérer de la domination blanche. Qu'il s'agisse des Sudistes ou des Nordistes, il fallait que les anciens esclaves cessent d'être sous l'emprise de la race caucasienne et qu'ils deviennent leurs propres leaders, ou plutôt qu'ils laissent les hommes de couleur le devenir:

Who can better know our interests than we do? Who is more competent to direct and to discern what is good for us than we are? We gratefully accept of the services and assistance of our white brethren. But it is for us, not for them, to decide upon our course of action. Do not let the white men believe that they can do with us what they please. We are able to think for ourselves and to act for ourselves. The more independent our course will be, the better for us⁷³.

Dans cette citation, l'utilisation de la stratégie langagière NOUS vs EUX est évidente et elle sert à rejeter la tutelle des Blancs. Moins évidente, toutefois, est l'idée que le leadership blanc devait être remplacé par un leadership de couleur et non par un leadership noir. Sans le dire explicitement, nous comprenons que ceux qui étaient mieux placés que les Blancs pour guider les Noirs dans la liberté ne se trouvaient pas au sein de la population noire elle-même, mais au sein de la population de couleur. Derrière le NOUS inclusif de Houzeau, ce sont les hommes de couleur qui étaient appelés à remplacer la tutelle blanche et à décider de ce qui était bon pour les affranchis. Non seulement les hommes de couleur savaient-ils mieux que les Blancs ce qui était bon pour les Noirs, mais encore savaient-ils mieux que les Noirs eux-mêmes ce qui était bon pour eux. Devant l'énorme tâche à accomplir, les nouveaux affranchis

⁷² *La Tribune*, éditorial sans titre, le 20 janvier 1865; Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, p. 23-24.

⁷³ *La Tribune*, éditorial sans titre, le 1er février 1865.

avaient tout avantage à rester passifs et à laisser la population de couleur éclairée et intelligente s'occuper de leur avancement d'une manière juste et équitable. Comme l'explique l'historien Ted Tunnell, les leaders de *La Tribune* s'étaient tellement appliqués à dénoncer le paternalisme des Nordistes qu'ils en oubliaient leur propre paternalisme⁷⁴.

En bons pères paternalistes qu'ils étaient, les leaders de couleur se sentaient investis d'une première mission: celle de voir à l'élévation morale et spirituelle de leurs enfants noirs. Pour assurer cette élévation, à la fin de janvier 1865 *La Tribune* ajouta dans ses colonnes une rubrique religieuse: «We have for some time contemplated to add to our paper a Religious Department, devoted to religious news and to the elucidation of religious points, in relation to moral education and improvement of the people»⁷⁵. Notons que la rubrique religieuse fut ajoutée uniquement dans la partie anglophone du journal et que ses enseignements étaient protestants, ce qui montre qu'elle s'adressait spécifiquement aux affranchis. Dans cette rubrique, il était possible de trouver des extraits de la Bible ainsi que des poèmes et des articles qui insistaient sur l'importance du mariage, du travail, de l'instruction et aussi sur l'importance d'avoir des églises dirigées par des pasteurs qualifiés⁷⁶. Respectabilité et vertu étaient au cœur des precepts prodigués par *La Tribune*: «Sigh the pledge; resolve that you will neither drink, nor swear, nor lie, nor steal; then you will be strong for duty; then your example will be good [...] Then you will grow up to be patriots, and philanthropists, and Christians, and the world around you will be better for your living in it»⁷⁷. L'inclusion d'une rubrique dont le but était l'élévation morale des affranchis et l'insistance auprès d'eux de l'importance du travail, de la famille et de l'instruction laissent sous-entendre que les leaders de *La Tribune* croyaient que leurs frères de race étaient, sans leur assistance, dénués de tout sens moral et de tout sens des responsabilités. Le simple fait de penser que les Noirs avaient

⁷⁴ Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, p. 24.

⁷⁵ *La Tribune*, «Appeal to the Friends of Religious Instruction of the Colored People», le 21 janvier 1865.

⁷⁶ Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865 to 1868*, p. 57; Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, p. 25; *La Tribune*, «Religious Department», le 17 février 1865, le 17 mars 1865 et le 7 mai 1865.

⁷⁷ *La Tribune*, «Religious Department», le 17 mars 1865.

besoin d'être «élevés» moralement montre que, même si plus subtil que dans *L'Union*, l'élitisme des leaders de couleur était toujours présent dans *La Tribune*. Bref, derrière cet enseignement religieux et moral dispensé spécifiquement aux affranchis, nous pouvons continuer de percevoir une certaine condescendance à leur égard chez les leaders de couleur.

En bons pères paternalistes qu'ils étaient, les hommes de couleur se sentaient investis d'une autre mission: celle de voir à l'élévation économique des affranchis, laquelle avait pour but de transformer le simple travailleur de plantation en petit fermier autonome. Si les occupants du Nord s'étaient alliés aux planteurs du Sud pour instaurer un système de travail qui devait servir à maintenir les ouvriers agricoles dans un état de quasi-servitude; *La Tribune* croyait, en revanche, que les hommes de couleur avaient la responsabilité de s'allier aux affranchis pour s'assurer que ceux-ci puissent jouir de conditions de travail convenables et, surtout, pour qu'ils puissent atteindre l'indépendance économique, sans quoi, l'émancipation n'avait aucune signification. Selon les rédacteurs du journal, seuls les hommes de couleur pouvaient aider les travailleurs noirs à atteindre l'indépendance économique et eux seuls pouvaient les aider à se sortir de l'état de servitude dans lequel les Blancs voulaient les maintenir. *La Tribune* préconisait donc l'alliance économique entre gens de couleur et Noirs, mais pour que les hommes de couleur puissent s'imposer comme les leaders naturels de la race noire, ils devaient discréditer le travail des Nordistes en Louisiane et montrer que ceux-ci n'étaient pas à la hauteur pour s'occuper des affranchis. Les Nordistes n'étaient pas à la hauteur puisqu'ils voulaient garder les affranchis sous la domination économique des planteurs sudistes, tandis que les leaders de *La Tribune* voulaient les libérer de cette domination en proposant un nouvel ordre économique qui consistait à renverser le pouvoir qu'exerçait toujours en Louisiane l'ancienne oligarchie esclavagiste.

Dès ses premiers éditoriaux, Houzeau était formel à ce propos: seule une alliance entre gens de couleur et Noirs pouvait assurer la prospérité économique des affranchis. «Il ne s'agit plus», comme le croyaient les Blancs, «de diriger les Noirs pour en tirer le plus grand montant possible de travail mécanique. Il faut que des affranchis on fasse des hommes»⁷⁸. Selon *La Tribune*, les gens de couleur avaient la responsabilité de rendre dignes du nom d'hommes les anciens esclaves en les aidant à devenir autonomes. Sans leur assistance

⁷⁸ *La Tribune*, «La terre, le travail et l'intelligence», le 20 novembre 1864.

économique, insinuait Houzeau, les affranchis étaient condamnés à être de perpétuels enfants incapables de se sortir par eux-mêmes du cercle vicieux de la dépendance dans lequel les Blancs voulaient les maintenir. En liant son avenir à «la prospérité déjà établie de la population libre», l'éditorialiste assurait que «non seulement l'affranchi s'élèverait en peu de temps à la connaissance et à la jouissance de ses droits, qui en feront un homme, mais il acquerrait peu à peu la connaissance et la science des affaires»⁷⁹. Dans ses articles, Houzeau mettait en évidence le caractère paternaliste de cette unité économique. Il y a, forcément, une certaine condescendance derrière l'idée de croire que l'élévation des affranchis passait par les hommes de couleur. Les Noirs eux-mêmes ne pouvaient y arriver seuls puisque dénués d'«intelligence», tandis que les Blancs ne pensaient qu'à continuer à exploiter leur force de travail.

Au centre des critiques formulées par *La Tribune* se trouvait le système de travail contractuel du général Banks qui, selon elle, était de l'esclavage déguisé puisqu'il ne favorisait pas l'émancipation économique des travailleurs noirs. Au contraire, il les maintenait dans un état de dépendance perpétuelle envers les Blancs. Face à des autorités fédérales dont la priorité n'était pas d'assurer la prospérité économique des affranchis, mais plutôt celle des planteurs sudistes, *La Tribune* avait conçu son propre système de travail et proposait sa propre solution économique. Essentiellement, la solution proposée par les leaders du journal consistait à abolir la classe des grands propriétaires fonciers et de la remplacer par des associations volontaires de travailleurs qui permettraient aux affranchis d'être eux-mêmes les propriétaires de la terre qu'ils cultivaient. Autrement dit, ils proposaient de réorganiser le système d'exploitation agricole louisianais de manière à redistribuer la terre entre les mains de ceux qui la cultivaient et de créer sur les plantations morcelées des colonies de travail auto-suffisantes qui donneraient la possibilité aux affranchis de s'approprier leur travail et de miner, par conséquent, la domination des planteurs blancs. L'élaboration de ce plan économique n'est pas sans faire penser au phalanstère du socialiste utopiste français, Charles Fourier, qui proposait de diviser la société en coopératives de travail dans lesquelles chaque travailleur était un associé et chaque associé devait être rémunéré par des dividendes et non par un salaire. Les idées de Fourier s'appliquaient bien,

⁷⁹ *La Tribune*, «La terre, le travail et l'intelligence», le 20 novembre 1864.

selon William Connor, à la Louisiane d'après-guerre puisque sa «société harmonieuse» était «presque entièrement agricole»⁸⁰.

Ce fut dans cet esprit d'association, que les leaders de couleur ont contribué à la création de la *Freedmen's Aid Association*. Certes, le sujet de prédilection de *La Tribune* était le suffrage universel, mais le droit de vote n'était rien sans l'indépendance économique: pour que l'émancipation ait un sens, les affranchis devaient devenir à la fois électeurs et travailleurs indépendants. L'élévation économique était donc un enjeu fondamental et à cette fin, fut créé l'Association en Aide aux Affranchis qui a vu le jour le 22 février 1865⁸¹. Peu de temps avant la création du Bureau des affranchis, les leaders de couleur ont joué un rôle important dans la formation d'une organisation de bienveillance qui visait à offrir une aide directe et immédiate aux travailleurs noirs afin d'en faire de petits agriculteurs autonomes. Cette organisation, qui cherchait à appliquer l'idéal utopique de Fourier au système de plantations louisianaises, avait pour but de rendre l'ouvrier agricole indépendant des Blancs en créant une alliance économique entre gens de couleur et Noirs. Comme l'explique Gilles Vandal, il s'agissait de réorganiser le système de plantations pour que les anciens esclaves puissent contrôler leur propre travail et pour qu'ils puissent assumer le rôle de capitalistes⁸². Dans cette nouvelle alliance économique, les hommes de couleur devaient donner les moyens aux affranchis d'arriver à l'autonomie en leur fournissant des terres et de l'argent. L'Association proposait d'acheter des terres au gouvernement fédéral pour ensuite les louer à des associations volontaires de travailleurs et à ceux-ci, elle avancerait de l'argent afin qu'ils puissent se procurer le matériel nécessaire au bon fonctionnement de leurs exploitations agricoles⁸³.

⁸⁰ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p.174-175. Notre traduction. Voir aussi Gilles Vandal, «Black Utopia in Early Reconstruction New Orleans: The People's Bakery as a Case-Study», *Louisiana History*, vol. 38, no 4, 1997, p. 440, 442-443 et Caryn Cossé Bell, «Une chimère: The Freedmen's Bureau in Creole New Orleans», dans *The Freedmen's Bureau and Reconstruction: Reconsiderations*, sous la direction de Paul Cimbala, New York, Fordham University Press, 1999, p. 148.

⁸¹ *La Tribune*, «Association en Aide des Affranchis», le 23 février 1865.

⁸² Gilles Vandal, *loc cit.*, p. 442-443.

⁸³ *La Tribune*, «Association en Aide des Affranchis», le 23 février 1865; *La Tribune*, annonce de l'Association, le 19 avril 1865; Caryn Cossé Bell, «Une chimère», dans *op. cit.*, p. 148.

Le but de l'Association en Aide aux Affranchis était de lier économiquement les deux collectivités et de créer une sorte de phalange noire dans laquelle les hommes de couleur étaient appelés à jouer les rôles de direction. Cette association leur permettait de s'affirmer comme leaders et de montrer concrètement que les hommes de couleur pouvaient faire mieux pour les affranchis que n'importe quels Blancs puisque, contrairement à ces derniers, ils ne voulaient pas exploiter les travailleurs noirs, mais les aider à atteindre l'indépendance. Cet «effort substantiel des hommes de couleur pour le bien-être des affranchis» a été remarqué par un certain «Junius, Not a Rich Creole» dans une lettre qu'il a fait parvenir à *La Tribune* et qui fut publiée le 31 mars 1865: «I am sure it is a well known fact, and that too, beyond successful controversy, that the old free colored people of this city and State have done and are doing all that is in their power to morally and physically improve the condition of the new freedmen»⁸⁴.

Précisons que, avant l'arrivée de Houzeau, Trévigne avait déjà pris la défense des travailleurs noirs en dénonçant avec vigueur le système de travail contractuel du général Banks parce qu'il limitait la mobilité des affranchis et qu'il les obligeait à rester sur la plantation de leur employeur pendant au moins un an. Initialement, Trévigne et ses collègues avaient réagi favorablement au système de travail instauré par Banks, reconnaissant qu'un certain contrôle était nécessaire pour restaurer l'ordre et l'économie en Louisiane. Mais après l'avoir accepté comme étant une mesure nécessaire pour faire la transition entre l'esclavage et la liberté, à partir de l'automne 1864, l'attitude du rédacteur en chef changea. Se rendant compte que le système n'était pas suffisamment favorable à l'élévation des affranchis, un an et demi après son implantation, Trévigne se mit à le critiquer sévèrement⁸⁵. Comme le démontre un éditorial publié le 10 septembre 1864, *La Tribune* prit formellement position contre les politiques de redressement économiques implantées par les Nordistes. Dans cet éditorial, Trévigne ne faisait pas que condamner le système de Banks, il proposait ses propres solutions pour améliorer le sort des affranchis. Entre autres, l'éditorialiste dénonçait le salaire dérisoire des travailleurs, il déplorait le fait que les esclaves soient devenus des «serfs

⁸⁴ *La Tribune*, article sans titre, le 31 mars 1865. Notre traduction. Voir aussi Ted Tunnell, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, p. 25.

⁸⁵ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 73.

enchaînés au sol» et il s'insurgeait contre un système de travail «libre» qui empêchait les affranchis de choisir leurs employeurs et de circuler librement. Telle était, disait ironiquement Trévigne, la liberté que les Noirs avaient obtenue grâce aux Yankees. Après avoir critiqué le système de Banks, il y alla de ses propres recommandations, suggérant que les plantations auraient dû être divisées en petits lots territoriaux et que ceux-ci auraient dû être distribués aux travailleurs⁸⁶. Déjà, sous la direction de Trévigne, *La Tribune* proposait d'abolir la classe des grands propriétaires fonciers et de créer avec les affranchis une nouvelle classe de petits fermiers: «The land tillers are entitled by a paramount right to the possession of the soil they have so long cultivated [...] Another plantation-system is absolutely required»⁸⁷. Dans un autre éditorial qui reprenait essentiellement les mêmes idées, il va jusqu'à qualifier «d'échec total» le système de travail du général Banks⁸⁸. L'idée de redistribuer les terres aux travailleurs noirs fut introduite par Trévigne dès septembre 1864 et en octobre, il avança même l'idée d'une coopérative de travail. Après avoir qualifié le système de travail contractuel de Banks d'échec total, il proposa une alternative plus radicale: la création d'une association qui représenterait les intérêts des ouvriers agricoles⁸⁹.

Si Trévigne avait commencé à dénoncer la condition des travailleurs noirs en Louisiane, ce fut sous la direction de Houzeau que les leaders de couleur ont posé des gestes concrets pour remédier aux limites du plan de redressement économique des Nordistes. Parmi ces gestes, se trouvait la création de l'Association en Aide aux Affranchis. Avec Houzeau, la critique se transforma en action et avec lui, les hommes de *La Tribune* ont contribué à mettre sur pied un programme d'aide économique directe aux affranchis. Depuis le début, cependant, l'Association était aux prises avec de graves problèmes financiers et elle fut gênée dans ses activités par des autorités fédérales réticentes à laisser les affranchis utiliser les

⁸⁶ *La Tribune*, «Division of Property», le 10 septembre 1864; Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 73-74.

⁸⁷ *La Tribune*, «Division of Property», le 10 septembre 1864; *La Tribune*, «The Plantation System», le 24 septembre 1864; Peter Ripley, *op. cit.*, p. 74.

⁸⁸ *La Tribune*, «The Plantation System», le 24 septembre 1864; Peter Ripley, *op. cit.*, p. 73.

⁸⁹ *La Tribune*, «Radicalism», le 4 octobre 1864; Laura Rouzan, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, p. 95-96.

terres abandonnées. Ces problèmes l'ont empêchée de connaître un succès à grande échelle⁹⁰. La fin de la guerre et le retour des anciens maîtres à leurs plantations ainsi que la création, en mars 1865, du Bureau des Affranchis sont d'autres facteurs qui ont contribué à miner le travail de l'Association. Entre sa formation et la fin des hostilités, elle a néanmoins réussi à établir quatre plantations dirigées par des affranchis pour des affranchis et, sans être précis, Peter Ripley estime que jusqu'en juillet 1865, au moins «plusieurs plantations» étaient sous ses auspices⁹¹. Malgré un succès limité, elle a contribué à rapprocher les deux collectivités et à montrer qu'avec l'assistance des hommes de couleur, les affranchis pouvaient travailler indépendamment des Blancs.

À partir de l'automne 1865, le travail des fouriéristes en milieu rural se transporta à la Nouvelle-Orléans. Convaincue que le système d'associations pouvait être implanté dans les usines de la ville, *La Tribune* proposa d'aller plus loin que le phalanstère de Fourier, dont la société harmonieuse était presque exclusivement agricole, en avançant l'idée d'appliquer les coopératives de travail à la production industrielle. Si le concept d'associations et de partage des profits appliqué au travail agricole était, selon Connor, unique dans l'Amérique du XIXe, son application à la production industrielle était, selon Vandal, révolutionnaire. L'Association commerciale des Travailleurs de la Louisiane, mieux connue sous le nom de Boulangerie populaire, représentait la première tentative d'appliquer une coopérative de travail à la production industrielle des Noirs à la Nouvelle-Orléans⁹². Mais, comme pour l'Association en Aide aux Affranchis, la Boulangerie populaire ne fut pas une grande réussite. Formellement constituée à la mi-décembre 1865, elle ne réussit jamais à aller au-delà du stade expérimental et un an après son organisation, soit en automne 1866, l'entreprise sombra dans l'oubli.

Dans le cas des deux associations, les Noirs étaient exclus des Conseils d'administration. Si la A.A.A. était administrée par des hommes de couleur et leurs alliés

⁹⁰ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p.177; Gilles Vandal, «Black Utopia in Early Reconstruction New Orleans: The People's Bakery as a Case-Study», *Louisiana History*, p. 443.

⁹¹ Peter Ripley, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, p. 82.

⁹² William P. Connor, *loc. cit.*, p.173; Gilles Vandal, *loc. cit.*, p. 444, 446.

radicaux blancs, dont Houzeau et Durant, la Boulangerie populaire, quant à elle, était administrée exclusivement par des hommes de couleur. À l'exception d'un seul membre issu de la communauté noire anglophone, Oscar Dunn, aucun affranchi n'était représenté au Conseil. D'ailleurs, Gilles Vandal attribue en partie l'échec de la boulangerie aux divisions qui existaient entre la direction, assumée par les hommes de couleur, et les ouvriers, qui étaient des affranchis. Selon lui, les travailleurs noirs auraient perçu l'entreprise comme étant un moyen pour les hommes de couleur de les contrôler, voire de les exploiter. Par conséquent, les affranchis ont manifesté peu d'intérêt pour la boulangerie et en raison des tensions grandissantes entre les deux groupes, les hommes de couleur ont fini par abandonner le projet en 1866⁹³. Malgré un succès mitigé, la création de l'Association en Aide aux Affranchis et de l'Association commerciale des Travailleurs de la Louisiane a permis de montrer qu'en plus d'un discours unificateur, les hommes de couleur se sont rapprochés des Noirs en posant des gestes concrets dont le but était de les aider à devenir des travailleurs plus efficaces et plus autonomes. L'existence de ces deux associations vient aussi confirmer l'idée que l'unité préconisée par Houzeau et *La Tribune* était basée sur un rapport de force qui plaçait toujours les hommes de couleur dans une position de domination. Qu'il s'agisse du programme politique ou du programme économique présenté par *La Tribune*, dans les deux cas, les hommes de couleur étaient appelés à occuper les postes de commande. Derrière leur dévouement pour le bien-être moral et économique des affranchis, dont nous ne cherchons pas à nier la sincérité, se cachait aussi un désir de montrer que les leaders naturels de la *race* noire ne se trouvaient pas au sein de la population noire elle-même ni chez les Yankees, mais bien chez les hommes de couleur. Afin de jouer un rôle politique plus grand durant la Reconstruction, ils devaient s'illustrer comme les leaders naturels des anciens esclaves et prouver qu'ils connaissaient leurs besoins mieux que n'importe qui d'autre. Bref, Houzeau voulait montrer que les hommes de couleur étaient les individus les mieux placés pour guider les affranchis dans la liberté: en plus de partager avec eux des traits biologiques particuliers, ils étaient instruits, intelligents et ils avaient à cœur l'élévation de leurs frères de race.

⁹³ Gilles Vandal, «Black Utopia in Early Reconstruction New Orleans: The People's Bakery as a Case-Study», *Louisiana History*, p. 451.

Houzeau a fait beaucoup d'efforts pour rapprocher les deux collectivités et sa rhétorique unificatrice a eu des effets palpables au cours de l'année 1865. À un point tel, que même des étrangers avaient constaté le rapprochement. Les remarques d'un voyageur nordiste, le journaliste républicain Whitelaw Reid, de passage à la Nouvelle-Orléans après la guerre, sont très significatives à ce propos. Citant les paroles d'une personne de couleur qu'il avait rencontrée lors de son séjour dans la ville, il relate l'évolution de la relation:

Hitherto they [the people of color] have held themselves aloof from the slaves, and particularly from the plantation negroes; have plumed themselves upon their French descent, and thus isolated from both races, have transferred to Paris an allegiance that was rejected at Washington. "But now," as one of them very frankly said during the evening, "we see that our future is indissolubly bound up with that of the negro race in this country; and we have resolved to make common cause, and rise or fall with them. We have no rights which we can reckon safe while the same are denied to the fieldhands on the sugar plantations."⁹⁴

Or, malgré le rapprochement et le discours unificateur de *La Tribune*, l'élitisme était toujours présent chez les Créoles de couleur, comme en témoigne les observations d'un autre voyageur nordiste de passage à la Nouvelle-Orléans durant la Reconstruction, Nathan Willey: «These people have little to do with the Freedmen's Bureau, and do not recognize it as having any application to themselves. They object to being placed in the same class with the freedmen just released from bondage, and seem to feel that they are a superior race, in the enjoyment of advantages which their less fortunate neighbors never obtained»⁹⁵. La persistance de cet élitisme montre que Houzeau n'a jamais réussi à enrayer les divisions entre les deux groupes. Comme elles ont eu raison de la Boulangerie populaire à la fin de 1866, elles auront raison de l'unité entre les deux groupes et de l'influence des hommes de couleur auprès des affranchis qui vont finir par se choisir des leaders politiques parmi les Yankees anglophones. Les divisions dont parle Vandal pour expliquer la chute de la boulangerie expliquent plus généralement la perte d'influence des hommes de couleur et de *La Tribune* en 1868, après avoir connu leur apogée entre 1865 et 1867. En dépit de cette perte d'influence,

⁹⁴ Whitelaw Reid, *After the War: A Tour of the Southern States, 1865-1866*, sous la direction de C. Vann Woodward, New York, Harper & Row, 1965, p. 243-244.

⁹⁵ Nathan Willey, «Education of the Colored Population of Louisiana», *Harper's New Monthly Magazine*, volume 33, no 194, juillet 1866, p. 246-247.

survenue dès la première occasion que les affranchis ont eu de voter pour leurs représentants politiques, il n'en demeure pas moins que pendant une période d'environ deux ans, Houzeau semble avoir réussi à étouffer les divisions en mobilisant l'ensemble des gens de couleur autour de ses idées radicales et en misant sur le fait que ceux-ci étaient les leaders politiques naturels des Noirs.

5.5 L'ascension et le déclin de *La Tribune*

5.5.1 De la *Friends of Universal Suffrage* au Parti républicain de la Louisiane

Même s'ils continuaient à arborer une attitude condescendante à l'égard des affranchis, à partir de février 1865 les hommes de couleur ont fait preuve d'une «unité remarquable dans la lutte pour l'égalité politique». Après que la Législature d'État ait rejeté les demandes de suffrage limité du *Grand Council*, il semble effectivement y avoir un consensus autour du principe du suffrage universel et l'engagement de *La Tribune* envers ce principe, qui commença en automne 1864, se poursuivit de plus belle après la défaite de la Confédération le 9 avril 1865⁹⁶. Il faut dire que, immédiatement avant et après la capitulation de Lee à Appomattox, la situation sociale et politique n'inaugurait rien de bon pour les nouveau affranchis et cela nécessitait une intervention de plus en plus musclée de la part des leaders du journal. Trois événements ont poussé les hommes de couleur à intensifier leur lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques des Noirs en Louisiane à partir du printemps de 1865: l'entrée en fonction d'un gouverneur réactionnaire, l'assassinat du président Lincoln et le retour au bercail des anciens soldats confédérés hostiles aux nouveaux affranchis. Malgré la victoire du Nord, le contexte social et politique était inquiétant pour l'avenir des Noirs en Louisiane. Dans un tel contexte, les leaders de couleur devaient agir assez vite pour protéger les affranchis et éviter que l'ancienne oligarchie esclavagiste ne s'empare à nouveau du pouvoir. L'inscription des Noirs sur les listes électorales était donc devenue urgente et les activités qui visaient à l'encourager se sont multipliées dès le milieu de 1865.

La situation des nouveaux affranchis commença à devenir vraiment préoccupante depuis que le 4 mars 1865, la Louisiane était dirigée par un gouverneur d'État très conciliant

⁹⁶ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 241.

envers l'élément confédéré: James Madison Wells. Wells avait remplacé Michael Hahn au poste de gouverneur de la Louisiane au moment où celui-ci démissionna pour poursuivre sa carrière politique à Washington. Le nouveau chef d'État était un ancien propriétaire d'esclaves blanc resté fidèle à l'Union durant la guerre et lorsqu'il fut «appelé à remplir la vacance» laissée par Hahn, il se façonna une administration conservatrice défavorable aux droits civiques des Noirs, une administration dominée par des unionistes réactionnaires et des anciens soldats rebelles non repentants⁹⁷. Grâce à ses politiques conciliantes, les anciens Confédérés réintégraient les fonctions officielles de l'État et graduellement après la guerre, ils reprenaient le contrôle du gouvernement en Louisiane (conseils municipaux, police, affaires judiciaires). Le sort des Noirs reposait littéralement entre les mains de leurs ennemis. Son inauguration n'annonçait rien d'encourageant pour l'avancement des affranchis en Louisiane. En plus d'un gouverneur qui accordait une place politique importante aux sympathisants de la cause sécessionniste et esclavagiste, à partir du 15 avril 1865 le pays était dirigé par un président démocrate du Tennessee tout aussi accommodant envers les anciens Confédérés: Andrew Johnson, qui avait assuré son soutien indéfectible au gouverneur réactionnaire de la Louisiane⁹⁸. Dès qu'il entra en fonction, Johnson reconnut plusieurs gouvernements sudistes issus du plan de Reconstruction «dix pour cent» que Lincoln avait mis en place le 8 décembre 1863 et il se montra très indulgent envers les leaders de la Confédération dont beaucoup se sont vu accorder un pardon spécial de la part du président⁹⁹. En Louisiane seulement, estime John Rose Ficklen, entre 1865 et 1867 Johnson aurait accordé son pardon à plus de 300 dirigeants rebelles¹⁰⁰.

À un contexte politique décourageant pour les Noirs en raison de l'arrivée au pouvoir de dirigeants locaux et nationaux peu favorables à l'obtention de leurs droits civiques, il faut

⁹⁷ *La Tribune*, «4 mars 1865: inauguration du gouverneur J. M. Wells», le 5 mars 1865; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 255.

⁹⁸ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 67-68.

⁹⁹ Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865 to 1868*, p. 55; Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 62.

¹⁰⁰ Pour être plus exact, 350 habitants de la Louisiane qui ont joué un rôle important dans la rébellion du Sud ont obtenu un pardon spécial de la part du président Johnson. Voir John Rose Ficklen, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, p. 101.

ajouter un contexte social hostile avec le retour à la maison des anciens soldats confédérés. Le retour des rebelles s'est accompagné non seulement de leur réintégration graduelle aux postes de commande en Louisiane, mais aussi d'une vague de violence sans précédent contre les nouveaux affranchis. Dans un contexte de plus en plus violent, voire dangereux pour les Noirs, surtout dans les paroisses rurales de l'État, leur inscription sur les listes électorales devenait urgente, protection et droit de vote allant de pair. Avec ce droit, ils pouvaient se choisir des représentants politiques sensibles à leur sort qui ne laisseraient pas impunis les actes de brutalité commis par les Blancs¹⁰¹. En plus de dénoncer avec virulence la violence perpétrée contre les affranchis après la guerre par des Sudistes déçus qui revenaient du front et qui reprenaient le contrôle de l'État, les rédacteurs de *La Tribune* ont intensifié leur implication dans les activités politiques de la période afin que les Noirs puissent avoir la chance de s'inscrire sur les listes électorales le plus rapidement possible. Les hommes de couleur ont donc poussé la lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques à partir du printemps de 1865, faisant preuve de leadership à une époque où leur leadership était essentiel.

Dans le contexte d'une administration d'État réactionnaire comme celle de Wells, où l'extension de la franchise électorale était aussi improbable que nécessaire, les leaders de couleur ont contribué à l'élaboration d'une autre formation politique qui avait pour but de promouvoir le suffrage universel. En effet, ces derniers ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation des loyalistes radicaux de la ville en une coalition politique inter-raciale: la *Friends of Universal Suffrage*¹⁰². Sous l'égide de la Ligue nationale pour l'Égalité des droits, des meetings avaient été tenus en juin 1865 à la Nouvelle-Orléans et ce fut au cours de l'un de ces meetings que l'organisation radicale a vu le jour¹⁰³. Plus spécifiquement, la *F.U.S.* a

¹⁰¹ Le retour des anciens soldats sudistes s'est accompagné d'une vague de violence contre les Noirs et celle-ci semble avoir été particulièrement importante au cours de l'été 1865 dans les paroisses rurales. Voir, par exemple, *La Tribune*, «The Temper of New Orleans», le 22 mars 1865; «Slavery Is not Dead», le 14 juillet 1865; «Black Soldiers for the Country Parishes», le 18 juillet 1865; «L'assassinat du Capt. M. Guillory», le 26 juillet 1865; «The Reign of Terror in Opelousas», le 28 juillet 1865; «News from Terrebonne Parish», le 2 août 1865; «La terreur blanche», le 3 août 1865; «Freedmen's Courts», le 23 août 1865.

¹⁰² F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, vol. 14, no 1, hiver 1973, p. 22; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 255-256; *La Tribune*, «The Duty of the Hour», le 25 mai 1865.

¹⁰³ Charles Vincent, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, p. 39.

été créée le 10 juin 1865 et les officiers de son Comité central exécutif ont été élus entre le 16 et le 18 juin. Ayant joué un rôle fondamental dans l'organisation de cette coalition politique bi-raciale, *La Tribune* en devint l'organe officiel et Thomas Durant en devint le président¹⁰⁴. Au fond, la *F.U.S.* était une alliance entre les membres de la *N.E.R.L.*, qui étaient tous d'origine africaine, et les unionistes blancs de la Nouvelle-Orléans et elle avait pour but d'empêcher les anciens Confédérés de reprendre le pouvoir politique en Louisiane en demandant le droit de vote aux Noirs¹⁰⁵.

Des élections d'État étaient prévues pour le 6 novembre 1865 et l'un des premiers gestes que la *F.U.S.* posa immédiatement après sa création fut de présenter une requête de suffrage universel au gouverneur de la Louisiane. Pour s'assurer que lesdites élections ne soient pas dominées par «l'élément déloyal», en juillet 1865, le Comité central exécutif de l'organisation approcha le gouverneur Wells avec une pétition dans laquelle il demandait «le droit de suffrage pour tous les citoyens loyaux, sans distinction d'origine»¹⁰⁶. La requête fut remise à Wells le 6 juillet 1865 et une semaine plus tard, le gouverneur donna sa réponse. Celui-ci rejeta catégoriquement la demande formulée par la *F.U.S.* et refusa de signer le document qu'elle lui avait soumis. La fin de non-recevoir du gouverneur de la Louisiane fit l'objet de critiques sévères dans *La Tribune* qui, au fond, se disait peu étonnée de l'attitude hostile d'un homme d'État dont les arguments avaient été empruntés à la doctrine esclavagiste¹⁰⁷. Suite à la réponse défavorable de Wells, les Amis du Suffrage universel ont répliqué en planifiant une «élection volontaire» non officielle parallèlement à l'élection

¹⁰⁴ Comme l'explique F. Wayne Binning, une liste des 24 officiers de l'organisation (de son Comité central exécutif) fut publiée le 17 juin 1865 dans un article de *La Tribune* intitulé «Universal Suffrage». Voir aussi *La Tribune*, «The Friends of Universal Suffrage», le 18 juin 1865; «Partisans du suffrage universel», le 20 juin 1865; «The Friends of Universal Suffrage», le 23 juin 1865. F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 23; Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 70-71.

¹⁰⁵ James Hollandsworth, *The Louisiana Native Guards: The Black Military Experience during the Civil War*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1998, p. 104.

¹⁰⁶ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 242; *La Tribune*, «Suffrage universel», le 30 juin 1865; «Le discours de M. Covode», le 1er juillet 1865.

¹⁰⁷ *La Tribune*, «Suffrage universel», le 7 juillet 1865; «Correspondance entre le Comité central et le gouverneur», le 12 juillet 1865; «Governor Wells on Registration», le 12 juillet 1865 (lettre du Comité et réponse du gouverneur); Charles Vincent, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, p. 40.

officielle qui devait se tenir en automne 1865¹⁰⁸. En vue de ce scrutin parallèle, une convention d'État soigneusement préparée était prévue pour le 25 septembre 1865. La convention avait pour but de nommer un «candidat territorial» qui représenterait les affranchis au Congrès après que ceux-ci aient massivement voté pour lui lors de «l'élection volontaire» du 6 novembre¹⁰⁹. En tenant une élection non officielle le même jour que l'élection officielle, les Radicaux espéraient amener aux urnes un nombre impressionnant d'électeurs noirs afin de montrer «au Président», «au Congrès» et «au pays tout entier» leur force numérique: «La population loyale de la Louisiane n'est pas celle qui gouverne l'État, mais au contraire celle qui est tenue en tutelle et foulée sous les pieds»¹¹⁰. Ils voulaient montrer qu'avec le suffrage universel, unionistes et loyalistes étaient majoritaires en Louisiane. Bref, l'élection parallèle devait servir à prouver qu'en accordant la franchise électorale aux Noirs, le «vote loyal» était numériquement supérieur au «vote officiel des sympathisants rebelles»¹¹¹.

Lorsque la convention s'est réunie entre le 25 et le 29 septembre 1865, ses délégués ont immédiatement procédé à la fusion de la *F.U.S.* avec le Parti républicain national. À partir de cette fusion, la *F.U.S.* est devenue le Parti républicain de la Louisiane. Selon le président de la convention, Thomas Durant, l'assimilation des Amis aux Républicains était nécessaire pour sortir les Radicaux de l'isolement et accroître leur influence politique dans le reste du pays. «We are isolated», a-t-il proclamé,

¹⁰⁸ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 257. Comme l'explique Gilles Vandal, l'expression «élection volontaire» était utilisée par les Radicaux pour définir leur propre élection, à laquelle les Noirs avaient le droit de participer, et la distinguer de l'élection officielle, à laquelle uniquement les Blancs avaient le droit de participer. Les deux élections devaient se tenir en même temps, le 6 novembre 1865, mais la différence était que les Noirs avaient le droit de voter lors l'élection volontaire. De plus, les Radicaux ont choisi de ne pas présenter de ticket pour le poste de gouverneur et de lieutenant-gouverneur de la Louisiane, mais seulement un candidat pour représenter la Louisiane comme territoire au Congrès. Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 79.

¹⁰⁹ *La Tribune*, «State Convention of the Friends of Universal Suffrage», le 22 août 1865; «Convention des Partisans du suffrage universel», le 23 août 1865; «Convention of the Friends of Universal Suffrage», le 1er septembre 1865.

¹¹⁰ *La Tribune*, «Convention des partisans du suffrage universel», le 23 août 1865; «Enregistrement», le 2 septembre 1865; «Registration», le 2 septembre 1865. F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 24.

¹¹¹ *La Tribune*, «Contributions Needed», le 13 juillet 1865.

we began our labors all alone, in the heart of a southern state. It is necessary above all to establish connections, to ally ourselves with the great liberal party of the country - the party which in the United States is called the Republican party. We must henceforth abandon our name of Friends of Universal Suffrage and call ourselves the Republicans of Louisiana. We shall inscribe on our flag all the great principles which the northern liberals have determined to defend, and we shall ask the national Republican party to help us to obtain equal rights¹¹².

Les hommes de *La Tribune*, comme d'autres membres de la convention, s'opposèrent initialement à la proposition de Durant. S'ils étaient en faveur d'une solidarité ou d'une alliance politique entre les Amis et les Républicains nationaux, ils s'opposèrent à cette fusion parce qu'ils craignaient que la cause première de la *F.U.S.*, le suffrage universel, ne soit reléguée au second plan. Le journal avait émis des réserves sur «la convenance de se déclarer "républicains"» et «d'abdiquer l'individualité propre des champions du Suffrage Universel, dans la Louisiane, pour devenir membres d'un parti dont le programme est encore une page blanche» sur cette question. *La Tribune* reconnaissait que le Parti républicain avait «rendu» de grands «services» à la «cause du progrès» et pour cela, elle croyait que les Radicaux de la Louisiane avaient avantage à s'en rapprocher. Mais le but de la *F.U.S.* «était incontestablement plus élevé et plus étendu que celui du parti républicain proprement dit». Cette fusion représentait donc un «pas rétrograde» pour les rédacteurs du journal¹¹³. Malgré leurs appréhensions initiales, *La Tribune* et les autres opposants de la fusion, finirent par accepter la proposition de Durant après que la convention eut résolu que le suffrage universel serait la pierre angulaire de la plate-forme du Parti républicain¹¹⁴. Avant que la convention ne termine ses travaux, l'organe officiel des Amis du Suffrage universel devint, dès le 28 septembre, l'organe officiel du Parti républicain de la Louisiane. La crainte exprimée entre le 24 et le 27 septembre s'est même vite transformé en enthousiasme, comme le démontre un éditorial publié au début du mois d'octobre: «The Committee is now empowered by the

¹¹² Cité dans Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 114-115.

¹¹³ *La Tribune*, «La Convention d'État des partisans du suffrage universel», le 24 septembre 1865; «The Universal Suffrage State Convention», le 24 septembre 1865; bref article sans titre, le 26 septembre 1865 (partie anglaise); éditorial sans titre, le 27 septembre 1865 (partie française).

¹¹⁴ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 258-259.

Convention to act in the name of the great party that inscribed on their platform "true republicanism and universal suffrage." In the past, the Executive Committee was nothing more than a voluntary association of citizens, who met in a particular view with a particular object. Today it is the official agent of the great party whose political view the last Convention was the popular expression»¹¹⁵. Après la formation du Parti républicain de la Louisiane, les délégués de la convention ont procédé à la nomination de leur «candidat territorial» pour l'élection volontaire du 6 novembre. Comme représentant des affranchis au Congrès, ils ont choisi un ancien soldat unioniste modéré qui s'était établi en Louisiane durant la guerre: le *carpetbagger*, Henry Clay Warmoth. Malgré le caractère non officiel de leur candidat, les Républicains de l'État avaient espoir que le Congrès lui donnerait un siège¹¹⁶.

En vue de l'élection parallèle du 6 novembre, les leaders de couleur ont mené une campagne agressive auprès des affranchis afin d'en inciter le plus grand nombre possible à exercer leur «droit» de vote. Beaucoup d'articles publiés dans *La Tribune* en automne 1865 visaient à sensibiliser les Noirs à l'importance d'aller voter en masse le jour du scrutin volontaire¹¹⁷. Il fallait stimuler la participation électorale puisque la force numérique des votants noirs était le «seul moyen de donner à l'élection volontaire» une certaine légitimité aux yeux du Congrès. Certes, les Républicains de la Louisiane espéraient que Washington reconnaisse leur représentant. Mais, «quelle que soit la décision du Congrès sur les titres de notre délégué», disait Houzeau, «la question du nombre aura une [plus] grande influence sur notre avenir politique. Il faut montrer que nous avons le désir d'être investis de nos droits»¹¹⁸. Pour s'assurer que le plus grand nombre possible de Noirs se rendent aux urnes le jour du

¹¹⁵ *La Tribune*, «The Central Committee», le 5 octobre 1865.

¹¹⁶ Pour plus de détails sur les 111 délégués qui se sont assemblés le 25 septembre 1865 à la Salle d'Économie et qui ont été élus le 16 septembre par des Noirs et des Blancs lors d'une élection organisée par la F.U.S., voir Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 75-78. Ces délégués, précise-t-il, étaient surtout des Blancs et des hommes de couleur. Voir aussi le document qui résume leur démarche, *Proceedings of the Convention of the Republican Party of Louisiana [...] and of the Central Executive Committee of the Friends of Universal Suffrage of Louisiana, Now, The Central Executive Committee of the Republican Party of Louisiana*, New Orleans, printed at the *New Orleans Tribune* office, 1865, p. 1-31.

¹¹⁷ *La Tribune*, «Les paroisses», le 7 octobre 1865; «Missions in the Parishes», le 14 octobre 1865.

¹¹⁸ *La Tribune*, «Aux citoyens privés de la franchise», le 6 novembre 1865.

scrutin, un numéro spécial de *La Tribune* avait été publié le lundi 6 novembre. Les efforts des leaders de couleur pour convaincre les affranchis d'aller voter furent couronnés de succès puisque la journée des élections, Warmoth a récolté 19 000 voix au scrutin volontaire en plus des 2 500 voix qu'il a reçues de la part d'électeurs blancs qui participaient au scrutin légal et qui ont inscrit son nom sur leur bulletin de vote. Le nombre total de voix pour lui n'était que légèrement inférieur au nombre total de voix reçu par Wells, le candidat démocrate au poste de gouverneur. Celui-ci remporta facilement l'élection officielle avec 22 312 voix contre 5 497 voix pour un candidat absent, Henry Watkins Allen, qui avait fui au Mexique. Peu de temps après son «élection», le délégué territorial quitta la Louisiane pour la capitale nationale afin de plaider en faveur du parti qu'il représentait et de sa cause. Il y resta jusqu'au mois de mars 1866, après quoi, il retourna en Louisiane. Même si le Congrès n'a jamais offert de siège à Warmoth, son «élection» a fait de lui un véritable héros aux yeux des affranchis qui le percevaient comme le défenseur de leurs droits civiques¹¹⁹.

En plus d'avoir envoyé Warmoth à Washington pour représenter les Noirs et promouvoir la cause du suffrage universel masculin, la stratégie des Républicains de la Louisiane consistait à envoyer régulièrement au Congrès des copies de *La Tribune*, question de s'assurer qu'il soit bien informé des outrages auxquels les unionistes blancs et noirs étaient exposés en Louisiane. Tout acte d'injustice et de violence était non seulement rapporté par *La Tribune*, mais il faisait aussi l'objet de critiques cinglantes dans les éditoriaux du journal. Ces actes d'injustice et de violence minutieusement transmis par Houzeau au Congrès devaient servir à alarmer ses représentants sur la situation politique qui prédominait dans l'État et de les sensibiliser ainsi sur l'importance d'accorder le droit de vote aux affranchis: dans un pays aux fonctions officielles électives, disait-il, toute classe de citoyens privée de la franchise était nécessairement «sacrifiée» et privée de protection. À l'évidence, les leaders de couleur croyaient que les outrages dénoncés dans *La Tribune* et rapportés au Congrès avaient un plus grand pouvoir de persuasion que n'importe quel autre argument fondé sur la justice¹²⁰.

¹¹⁹ F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 24-25; James G. Hollandsworth, *An Absolute Massacre: The New Orleans Race Riot of July 30, 1866*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2001, p. 33-34.

¹²⁰ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 108; Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New*

5.5.2 L'émeute de 1866 et l'apogée de *La Tribune*

Après l'élection, les leaders de couleur et leurs alliés blancs étaient de plus en plus exaspérés par le gouvernement réactionnaire de Wells. Il faut dire que, dès la fin novembre 1865, la Législature d'État, dominée par des anciens Confédérés, travaillait à la rédaction d'un nouveau Code noir qui visait à réduire les affranchis à un état de quasi servitude¹²¹. Irrité par cette initiative législative, Houzeau publia une série de trois éditoriaux dans lesquels il dénonça vigoureusement les lois injustes que les officiers d'État voulaient mettre en place pour assurer un plus grand contrôle des travailleurs noirs en Louisiane¹²². Dans un contexte politique devenu intenable, certains Républicains ont avancé l'idée de reconvoquer la convention constitutionnelle de 1864 afin de combattre le pouvoir toujours grandissant des anciens Confédérés à l'aide d'une nouvelle constitution d'État qui concéderait cette fois le droit de vote aux Noirs. Étant donné que le Congrès avait refusé de donner un siège à Warmoth et qu'il était hésitant à se prononcer sur le principe du suffrage universel, les Républicains de la Louisiane ne voulaient plus miser uniquement sur ce Corps législatif pour obtenir l'égalité politique. À la fin mars, avec le retour de Warmoth en Louisiane, un plan d'action qui visait à reprendre la convention constitutionnelle de 1864 fut mis de l'avant et présenté au Comité central exécutif du Parti républicain. Préférant attendre que le Congrès se prononce sur le sujet, le Comité du parti s'opposa à la proposition. Il est important de préciser que le Parti républicain de la Louisiane (comme le Parti républicain national) était divisé en deux factions: les Modérés et les Radicaux. Étrangement, ceux qui soutenaient la convocation d'une nouvelle convention constitutionnelle dans le but de donner le droit de vote aux Noirs étaient les Républicains modérés, représentés par Warmoth; tandis que les Républicains radicaux, représentés par Durant et *La Tribune*, s'y opposaient parce qu'ils doutaient de la légitimité d'une telle démarche et craignaient que sans l'aval du gouvernement fédéral la

Orleans Tribune, p. 121.

¹²¹ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 242-243; Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 102-103; *La Tribune*, «Our Legislature vs. Free Labor», le 28 novembre 1865.

¹²² Gilles Vandal, *op. cit.*, p. 104; *La Tribune*, «The Code of Labor in Louisiana», le 15 décembre 1865; «The Three Codes of Labor», le 20, 21 et 22 décembre 1865.

tentative d'accorder le droit de vote aux Noirs ne mène à un «conflit ouvert» entre les deux races¹²³. L'histoire leur donna raison, comme en témoignent les événements qui suivent.

Malgré l'opposition des Radicaux et celle du Comité central exécutif du Parti républicain, la convention constitutionnelle de 1864 s'est réunie de nouveau et elle provoqua un véritable sentiment d'indignation chez les Sudistes blancs qui ont décidé d'utiliser la force pour empêcher la tenue de l'événement. S'ensuivit l'un des pires massacre de l'histoire de la Louisiane: l'émeute de 1866. Lorsque la convention s'est réunie le lundi 30 juillet 1866 au *Mechanics Institute* de la Nouvelle-Orléans, une violence sans précédent éclata dans la ville. Tout commença vers midi, alors qu'un groupe de blancs en colère avec à sa tête le maire Monroe s'est mis à tirer sur une procession d'environ deux cents manifestants non armés qui se dirigeaient pacifiquement vers la salle où la convention avait lieu. Après avoir réussi à passer à travers les manifestants, les émeutiers se sont précipités à l'intérieur de l'institut¹²⁴. Houzeau, qui se trouvait sur les lieux de la convention pour faire son travail de journaliste et qui, bien malgré lui, fut témoin de toute cette violence, compara le massacre des Noirs de 1866 à la Nouvelle-Orléans au massacre des protestants de 1572 à Paris: cette émeute était, selon lui, une «nouvelle Saint-Barthélemy»¹²⁵. Dans une lettre qu'il rédigea à son frère Auguste quelques jours après le massacre, il retraça les événements du 30 juillet. À en juger par la brutalité de sa description, Houzeau a eu beaucoup de chance de s'en sortir indemne, d'autant plus que, étant le directeur de *La Tribune*, un grand nombre de Sudistes blancs devaient vouloir sa peau:

The people in the streets were being beaten and shot at pointblank range; they were chased into houses to the accompaniment of wild shouts. The heads of the wounded lying on the ground were crushed. The houses next to the hall where the convention was held were attacked and captured; all their inhabitants without distinction were killed. Policemen in a frenzy stopped [horsedrawn] buses and killed any blacks found on them, including children¹²⁶.

¹²³ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 260-261; Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 65; Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 124.

¹²⁴ Caryn Cossé Bell, *op. cit.*, p. 261; Jean-Charles Houzeau, *op. cit.*, p. 127-128.

¹²⁵ *Ibid*, p. 128.

¹²⁶ Lettre de Jean-Charles Houzeau à Auguste Houzeau, le 5 août 1866. Cité dans Jean-Charles Houzeau, *op. cit.*, p. 158-160.

L'émeute dura jusqu'à 15h30, soit jusqu'à ce qu'il n'y ait plus «personne à tuer», et le bilan des victimes était assez lourd: 48 personnes furent tuées, 166 furent blessées. Sur le nombre total de morts, seulement quatre Blancs ont perdu la vie dont trois unionistes et un émeutier¹²⁷. Si le Rapport officiel de l'émeute a dénombré 48 morts, Houzeau, pour sa part, en a dénombré 130¹²⁸. Dans son désir de sensibiliser, voire d'alarmer le Congrès et l'opinion du Nord, peut-être a-t-il exagéré quelque peu son bilan des victimes. Étant conscient des effets que pouvaient avoir ce massacre, immédiatement après avoir fui la zone névralgique Houzeau se rendit dans les locaux de *La Tribune* et prépara une édition spéciale du journal dans laquelle il exposa en détail les événements dont il avait été témoin. Ce numéro spécial fut envoyé à Washington et après l'avoir reçu, le Congrès décida d'ouvrir une enquête¹²⁹.

Ironiquement, le massacre qui avait pour but d'empêcher les Noirs d'obtenir le droit de vote a eu pour effet d'initier la Reconstruction radicale qui va leur concéder ce droit moins d'un an plus tard. Les Nordistes furent tellement outrés par la brutalité de l'émeute que lors des élections fédérales de l'automne 1866, ils ont élu un plus grand nombre de Républicains radicaux au Congrès, ce qui leur a permis de mettre un terme au plan de Reconstruction accommodant du président Johnson et d'ouvrir la voie à un plan de Reconstruction beaucoup plus sévère à l'égard des Sudistes. Une fois la majorité remportée dans les deux Chambres en novembre 1866, les Radicaux ont pu commencer à implanter leur programme de Reconstruction en mars 1867. Selon ce plan, connu sous le nom de *Reconstruction Acts*, le Sud était mis sous tutelle: il fut divisé en cinq régions militaires, chacune placée sous le régime de la loi martiale et sous l'autorité d'un commandant général. La Louisiane faisait partie de la cinquième région dont les commandes étaient assumées par le général Philip H. Sheridan. Dès son entrée en fonction, Sheridan s'empessa de destituer tous les officiers municipaux impliqués dans le massacre, y compris le maire Monroe. Ayant reçu l'ordre de préparer la Louisiane à réintégrer l'Union, il a ensuite procédé à l'inscription de tous les

¹²⁷ Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866*, p. 181; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 262.

¹²⁸ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 131; Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 67.

¹²⁹ *Ibid*, p. 67. Pour une étude détaillée du massacre et du contexte politique qui l'a provoqué, voir Gilles Vandal, *The New Orleans Riot of 1866: Anatomy of a Tragedy*.

hommes, Blancs et Noirs, sur les listes électorales, à l'exception de certains anciens Confédérés¹³⁰. Dans son plan de Reconstruction radicale, le Congrès a accordé le droit de vote aux Noirs et comme condition de réadmission dans l'Union, il obligea les États sudistes à ratifier le XIV^e Amendement et à produire une nouvelle constitution dans laquelle il fallait enchâsser le principe du suffrage universel. La convention qui devait servir à produire cette nouvelle constitution et à réintégrer la Louisiane dans l'Union était prévue pour novembre 1867. Selon Connor, le massacre de la Nouvelle-Orléans, surtout grâce au compte rendu qu'en a fait Houzeau, et le succès électoral des Républicains radicaux qu'il a engendré en automne 1866 marquent le moment où l'influence de *La Tribune* a atteint son paroxysme. Dès le mois de mars 1867, la Reconstruction radicale était bien enclenchée et en avril, l'organe des hommes de couleur était devenu le «Journal officiel du gouvernement des États-Unis». Après le massacre de 1866, le succès de *La Tribune* avait donné un nouvel espoir à son éditorialiste: «On the day when it took its place among the official organs of the nation, every black man throughout the Republic realized that the barriers between the two races were forever sundered. Fusion between races would not result immediately. Nor would homogeneity be established in a day. But the impetus had been given. The forward movement had begun, and who could stop it now?»¹³¹.

5.5.3 Offensive des *carpetbaggers* et perte d'influence de *La Tribune*

Tandis que tout semblait aller bon train pour les Radicaux de couleur, des problèmes commençaient à surgir au sein du Parti républicain de la Louisiane, causant une division grandissante entre ces derniers et leurs alliés modérés blancs. Les problèmes entre les deux factions ont émergé au printemps de 1867, alors que les Modérés mettaient à exécution une série de coups bien rodés qui allaient leur permettre de prendre le contrôle du parti et de

¹³⁰ Finnian Patrick Leavens, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, p. 70; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 264; Justin Nystrom *New Orleans after the Civil War*, p. 68, 71.

¹³¹ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 177-178; Finnian Patrick Leavens, *op. cit.*, p. 70; *La Tribune*, entête du numéro, «Journal officiel du gouvernement des États-Unis», le 11 avril 1867; Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 139-141.

marginaliser Roudanez et sa clique de Radicaux¹³². En ayant assez du radicalisme qui prédominait au sein du Parti républicain, immédiatement après l'implantation du Premier Acte de Reconstruction en avril 1867, les Modérés ont initié leur attaque contre les Radicaux en fondant une organisation politique connue sous le nom de *Ben Butler Clubs*. La stratégie adoptée par les membres de ces clubs politiques pour évincer les Radicaux du parti consistait essentiellement à rejeter la légitimité de son Comité central exécutif, dominé jusque-là par la faction radicale Durant-*La Tribune*. Pour miner la crédibilité du Comité, les membres des *Ben Butler Clubs* insistaient sur le fait qu'il fut fondé en septembre 1865 dans le cadre d'une convention des Amis du Suffrage universel à une époque où les délégués de couleur n'avaient pas encore le droit de voter. Une fois la légitimité du conseil radical du Parti républicain contestée, les Modérés proposaient de le remplacer par leur propre comité central exécutif, c'est-à-dire un comité plus conservateur et plus blanc. *La Tribune* n'a pas tardé à dénoncer cette démarche. Selon le journal, «aucun républicain n'a le droit de mettre en question la légitimité et le pouvoir de la Convention d'État de 1865 pour la simple raison qu'elle était surtout composée d'hommes d'origine africaine»¹³³.

Malgré les critiques de *La Tribune*, le projet de marginaliser les Radicaux initié par les *Ben Bulter Clubs* se réalisa en juin 1867 lors de la convention d'État du Parti républicain de la Louisiane, exacerbant ainsi l'antagonisme entre Radicaux et Modérés. Désireux d'accroître la base électorale blanche du parti, les délégués modérés ne se sont pas contentés de mettre en question la légitimité du trop radical Comité central exécutif; ils ont décidé de le réorganiser en manipulant son membership, un membership dans lequel des noms furent ajoutés qui n'avaient pas été approuvés préalablement par un vote. Jusque-là dominé par des Radicaux blancs et de couleur, l'effectif du Comité central exécutif fut modifié dans des circonstances douteuses de manière à ce qu'il soit dominé par des Modérés et des *carpetbaggers* blancs. Le coup avait été orchestré par le président du Comité de

¹³² F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 26; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 268-269.

¹³³ *Ibid*, p. 268-269; F. Wayne Binning, *loc. cit.*, p. 26; *La Tribune*, «Let us Be United», le 10 avril 1867; «What Has Made the Colored Man a Man?», le 25 avril 1867; «The Ben Butler Clubs Again», le 28 avril 1867; «Where the Difference Lies», le 11 mai 1867; «Political Appellations», le 18 mai 1867. Notre traduction.

réorganisation de la convention, Joseph Hale Sypher. En plus d'avoir écarté les Radicaux, Sypher viola l'article 14 de la plateforme adoptée par le Conseil radical du parti qui consistait à attribuer la moitié des sièges à des officiers noirs et de couleur. Résultat: le nouveau Comité était composé de 46 Blancs et de 33 Noirs¹³⁴. Parmi les Blancs se trouvaient des *carpetbaggers* et des hommes qui, de manière générale, ne semblaient pas trop se préoccuper de la condition des affranchis. Travaillant dans les coulisses, Warmoth a joué un rôle fondamental dans toute cette machination qui visait à évincer le vieux Comité ainsi qu'à marginaliser les Radicaux et les hommes de couleur au sein du Parti républicain. Son journal, le *Republican*, qui a fait son apparition sur la scène journalistique orléanaise le 10 avril 1867, défendait les *Ben Butler Clubs* que *La Tribune* condamnait¹³⁵. Bref, les Modérés avaient compris que l'élargissement de la base électorale blanche du Parti républicain passait par l'adoption d'une approche plus centriste de ses politiques et par le blanchiment des membres de son Comité central exécutif. S'étant rendu compte du plan machiavélique dont les Radicaux avaient été victimes après l'ajournement de la convention, les leaders de *La Tribune* dénoncèrent le coup et tous ceux qui avaient été impliqué, y compris Warmoth. À travers une série d'articles publiés dans les semaines qui ont suivi la convention, *La Tribune* se lança dans une véritable croisade contre le nouveau Comité et la majorité blanche qui le composait. Les Radicaux de couleur ont essayé de sauver le vieux Conseil du parti en contestant la légitimité du nouveau, mais en vain¹³⁶.

À partir de la convention d'État du Parti républicain, qui s'est tenue à la mi-juin, *La Tribune* adressait des reproches de plus en plus sévères aux Modérés blancs et la ligne de démarcation qu'elle traçait était de plus en plus claire entre ces derniers, qu'elle qualifiait de

¹³⁴ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 270-271; F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 27-28; *La Tribune*, «Has the Time Come to Drop the Words "White" and "Black"?», le 18 juin 1865; «The New State Committee», le 18 juin 1865; «Plateforme adoptée par la Convention du Parti radical républicain de l'État de la Louisiane», le 18 juin 1867; «Programme du Parti radical de la Louisiane. Adopté à la dernière convention», le 4 juillet 1867; «Platform of the Radical Republican Party of Louisiana. Adopted in Convention», le 4 juillet 1867.

¹³⁵ Caryn Cossé Bell, *op. cit.*, p. 270-271; F. Wayne Binning, *loc. cit.*, p. 27-28; Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 68-69; *La Tribune*, bref article non titré, le 11 avril 1867.

¹³⁶ Caryn Cossé Bell, *op. cit.*, p. 270-271.

faux Républicains, et les Radicaux, qu'elle qualifiait de vrais Républicains¹³⁷. Tout au long des mois de juin et juillet, Houzeau mettait les Noirs en garde contre les Modérés, qui ont permis l'admission de membres «douteux» au sein du nouveau Comité. Pour la première fois, en juin 1867, il mentionna même le nom de Warmoth comme personne dont il fallait se méfier¹³⁸. En vue de la convention constitutionnelle, prévue pour novembre, l'éditorialiste exprimait son inquiétude quant au risque de confier le leadership républicain à des libéraux peu crédibles¹³⁹.

Pour que l'égalité des droits soit une réalité universelle, les leaders de *La Tribune* soutenaient non seulement l'extension du suffrage aux Noirs, mais aussi le principe de la parité raciale dans les nominations aux fonctions publiques. La lutte pour l'égalité dans l'admissibilité des fonctions publiques était devenue aussi importante que la lutte pour le suffrage universel. Or, avec un Comité qui lui-même ne respectait la parité raciale au sein du Parti républicain, cette lutte pour l'égalité des droits risquait d'être compromise:

We are struggling for equal rights and cannot hope to carry out that principle by following a committee so unwisely composed that the cause of equal rights may at any moment be placed in jeopardy. We cannot accept as president and chief-leader a citizen who is openly against two planks of the platform erected by the Convention themselves. These planks are precisely those which guaranty equal right to eligibility. Should these clauses be erased or ignored, we will see but former voters in office and in power¹⁴⁰.

Dans son éditorial, Houzeau fait référence aux articles 13 et 14 de la plate-forme en 15 points du Parti républicain adoptée avant la création du nouveau Comité modéré. Conformément à l'article 13, le parti s'était engagé à ne pas soutenir «ceux qui n'assureront pas ouvertement une égale distribution de blancs et d'hommes de couleur pour l'occupation des divers emplois auxquels ils auront droit d'être nommés»; conformément à l'article 14, le parti garantissait

¹³⁷ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 178; *La Tribune*, «Accession not Always Strength», le 11 juin 1865.

¹³⁸ F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 30.

¹³⁹ *Ibid*, p. 28; William P. Connor, *loc. cit.*, p. 178; *La Tribune*, «A Mistake», le 20 juin 1867; «What Right the Tribune Claims», le 3 juillet 1867.

¹⁴⁰ *La Tribune*, «The Radical Republican Party», le 13 juillet 1867.

«que les citoyens qui ont nouvellement obtenu leurs franchises constituant une majorité du parti, que, au moins la moitié des candidats aux places, aussi bien que la moitié des nominations aux places, seront faites dans le sein de cette classe, que les candidats ou officiers nommés soient nés libres ou non pourvu qu'ils soient loyaux, capables et honnêtes»¹⁴¹. Les hommes de *La Tribune* tenaient à ces deux articles pour la simple raison que si les candidats étaient choisis uniquement en fonction de leurs compétences, les non-Blancs seraient toujours désavantagés. Au début, à tout le moins, il était nécessaire de tenir compte de la couleur dans les nominations publiques et de «choisir des noirs», disait Houzeau, juste «parce qu'ils étaient noirs»¹⁴². L'éditorialiste alla jusqu'à affirmer que si les Modérés ne soutenaient pas la cause de «l'éligibilité égale», c'était par désir de satisfaire leurs propres ambitions politiques, l'accessibilité des non-Blancs aux fonctions officielles étant un obstacle à leur avancement personnel: «they do not really wish to confer equal rights to all, but only to secure privileges and offices for themselves»¹⁴³.

Des élections devaient se tenir les 27 et 28 septembre 1867 pour le choix des délégués qui allaient siéger à la convention constitutionnelle de novembre. Plus ces élections approchaient, plus les mises en garde de *La Tribune* contre les Modérés étaient sévères. Sur un ton paternaliste, beaucoup d'éditoriaux étaient consacrés à expliquer aux Noirs ce qu'ils devaient faire et ne pas faire le jour du scrutin. De manière générale, Houzeau leur conseillait d'éviter de se laisser manipuler par de faux Républicains et de rester fidèles aux Radicaux. Plus spécifiquement, il leur conseillait de voter pour des candidats dévoués au principe de la parité raciale dans les désignations aux charges officielles ainsi que pour des candidats partisans de l'intégration dans les écoles publiques de l'État, un autre cheval de bataille de *La Tribune*¹⁴⁴.

¹⁴¹ *La Tribune*, «Programme du Parti radical de la Louisiane. Adopté à la dernière convention», le 4 juillet 1867; «Platform of the Radical Republican Party of Louisiana. Adopted in Convention», le 4 juillet 1867.

¹⁴² Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 147-148; *La Tribune*, «Has the Time Come to Drop the Words "White" and Black"?», le 18 juin 1867.

¹⁴³ *La Tribune*, «The Reason why the Tribune Has Enemies», le 20 juillet 1867.

¹⁴⁴ *La Tribune*, «The Two Tests», le 31 juillet 1867. F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 30.

Le résultat de l'élection ne décevra pas les leaders de couleur, au contraire: d'une part, les Républicains ont obtenu la majorité, d'autre part, la parité raciale a été atteinte. Sur les 98 candidats élus, 86 étaient des Républicains et 49 étaient des non-Blanc. Ce résultat leur a donné un nouvel espoir. Ils ont ressenti une grande satisfaction sachant que, lors de la convention, les Radicaux blancs et non-blancs ensemble formeraient une majorité. Les critiques à l'endroit des Modérés étaient toujours acrimonieuses, mais Houzeau semblait rassuré et se faisait encourageant¹⁴⁵. En témoigne un éditorial publié après l'élection: «There will be, at the Convention, two parties, the pure Radicals and the compromising Republicans. Efforts will be made, by parties outside of the Convention, to secure the ascendancy to the compromising section. But such efforts are doomed to fail»¹⁴⁶. Comme l'explique Thomas Daccord, les «Radicaux purs», soutenus par *La Tribune*, représentaient les délégués pour qui l'application universelle du principe de l'égalité des droits était une priorité. Cette faction incluait les hommes de couleur qui constituaient la majorité des délégués «noirs» (plus de 80 pour cent). Dans une lettre qu'il adressa à sa mère le 3 décembre 1867, Houzeau explique que sur les 98 membres de la convention, il y avait 49 noirs et que sur ce nombre, il y avait 9 «noirs purs» et 40 «mulâtres de diverses teintes, mais clairs pour la plupart». De plus, la majorité des délégués «noirs» étaient des Radicaux, mais certains d'entre eux avaient «été élus comme conservateurs». Ce fut le cas notamment de P.B.S. Pinchback, un mulâtre anglophone natif du Mississippi qui s'était opposé ouvertement à Roudanez et à *La Tribune*¹⁴⁷. Les «Compromisiers», quant à eux, représentaient les délégués modérés pour qui l'application universelle du principe de l'égalité des droits n'était pas une priorité. Cette faction incluait les *carpetbaggers*¹⁴⁸.

¹⁴⁵ William P. Connor, «Reconstruction Rebels: The *New Orleans Tribune* in Post-War Louisiana», *Louisiana History*, p. 178; F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 31; *La Tribune*, «United we Stand, Divided we Fall», le 27 octobre 1867; «The White Man Party and the Radical Party», le 30 octobre 1867.

¹⁴⁶ *La Tribune*, «The Coming Convention», le 23 octobre 1867.

¹⁴⁷ Lettre de Jean-Charles Houzeau à sa mère, le 3 décembre 1867, dans *Jean-Charles Houzeau: lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, p. 424-425; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 51.

¹⁴⁸ Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865 to 1868*, p. 80-82.

L'enthousiasme des rédacteurs de *La Tribune* suite au résultat des élections de septembre était palpable dans un autre éditorial publié en octobre. Cet éditorial continuait à critiquer les Modérés blancs, mais il faisait preuve d'optimisme en ce qui concerne l'avenir des Noirs en Louisiane:

We hold the vote; we may elect whom we please. Is it necessary for us to elect white magnates, whose children are too good to go to school with ours, and to depend upon these dispensations of offices for a few crumbs? Not at all. Since we have the vote, let us elect our own men, directly and immediately. We do not need to owe anything to others; we are in a situation to help ourselves [...] We now have to ballot to use it on our own behalf. We have more than the ballot; we compose a majority in the State, and with the help of our Radical friends, we compose a majority in the Convention. We are, therefore, able to make the law; we have not to receive it from anybody [...] Everything depends on the colored vote [...] White men who are really with us, are Radicals, not snakes. They do not contend to build up a class party, a white man party; they do not work to divide us; but they go with us hand in hand - knowing well that distinctions of classes, races and colors, are no longer of the essence of our Government¹⁴⁹.

Ce genre d'article de *La Tribune*, qui soulignait le pouvoir politique que pouvaient exercer les non-Blancs dans l'État, combiné à l'attachement de ses rédacteurs pour le principe de la parité raciale, a fait dire à Warmoth que ceux-ci voulaient faire de la Louisiane un «État noir» dominé par des hommes de couleur. Dans ses mémoires, il a affirmé que le but des Radicaux de couleur était d'africaniser la Louisiane et que leur campagne d'africanisation commença en automne 1867: «At this time there were two distinct factions in the State Republican Party in the State of Louisiana. One of them called itself the "Pure Radicals" and was led by three San Domingo negroes who owned and published the *New Orleans Tribune*, and who urged the negroes of Louisiana to assert themselves and follow Hayti, San Domingo, and Liberia, and to make Louisiana an African State»¹⁵⁰. Warmoth n'était pas le seul à croire que les leaders de *La Tribune* voulaient africaniser l'État. Au cours des semaines qui ont suivi les élections de septembre, ce genre d'accusation revenait de manière récurrente dans les journaux de la ville. Pour les faire taire, *La Tribune* publia plusieurs articles dans lesquels elle

¹⁴⁹ *La Tribune*, «The White Man Party and the Radical Party», le 30 octobre 1867.

¹⁵⁰ Henry Clay Warmoth, *War, Politics and Reconstruction: Stormy Days in Louisiana*, New York, Macmillan Company, 1930, p. 32 et 51-53; Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865 to 1868*, p. 78-79.

expliquait que le spectre de l'africanisation de l'État était tout simplement insensé. Selon Tunnell, pour dissiper cette croyance, Houzeau serait allé jusqu'à mentir sur le nombre de délégués élus à la convention dans un éditorial daté du 23 octobre 1867 dans lequel il déclara que les Blancs formaient une «légère majorité»¹⁵¹.

Le 23 novembre 1867, la convention d'État s'était assemblée et elle dura jusqu'au 9 mars 1868. Au-delà de toute espérance, les Radicaux avaient réussi à faire adopter une constitution totalement libérale, la plus libérale du Sud. Celle-ci fut ratifiée les 16 et 17 avril 1868 et le 25 juin, le Congrès réadmit la Louisiane dans l'Union. Même s'ils n'ont pas réussi à obtenir gain de cause en ce qui concerne, par exemple, leurs demandes de redistribution des terres, de manière générale, les propositions soumises par les Radicaux ont été approuvées: non seulement le principe du suffrage universel était-il enchâssé dans le nouveau document, mais celui-ci reconnaissait aussi le principe de l'intégration raciale dans les lieux publics. Notons que, parallèlement à sa lutte pour l'égalité politique et pour l'amélioration de la situation économique des affranchis, *La Tribune* s'était aussi battue pour la déségrégation dans les transports et dans les institutions d'enseignement. La constitution a même aboli le nouveau Code noir que la Législature réactionnaire de Wells avait mis en place entre novembre et décembre 1865. «Cette convention», dit Houzeau dans ses mémoires, a produit «une constitution d'État magnifique pour ses principes libéraux». *La Tribune* a gagné pratiquement toute ses batailles et son éditorialiste était fier d'avoir joué un rôle important dans les événements de la période: «It shall always be a great satisfaction to me to have played a part in the rehabilitation of five million men. From the point of view of philanthropy as well as that of social progress, this was without doubt the greatest event of our times»¹⁵². Si la rédaction de la constitution s'était déroulée dans le calme et qu'elle n'a pas causé trop de tensions entre les «pure Radicals», menés par les leaders de couleur, et les «Compromisers», menés par les *carpetbaggers*, il en fut autrement pour ce qui concerne le

¹⁵¹ *La Tribune*, «The Coming Convention», le 23 octobre 1867; «The Bugbear of a Black Government», le 7 novembre 1867. Voir Thomas Daccord, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865 to 1868*, p. 81 et Ted Tunnell, *Crucible of Reconstruction: War, Radicalism and Race in Louisiana, 1862-1877*, p. 113-115.

¹⁵² Charles Vincent, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, p. 60-62, 66; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 251-252; Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 143, 145. Notre traduction.

choix du journal de la convention; les premiers ayant préféré *La Tribune*, les seconds, le *Republican*. Par un vote serré de 45 contre 46, *La Tribune* fut choisie le 26 novembre 1867 comme organe officiel de la convention¹⁵³. Certes, le choix du journal a alimenté les tensions entre Radicaux et Modérés. Mais la confrontation a véritablement atteint son paroxysme lorsqu'est venu le temps de choisir un ticket en vue des élections au poste de gouverneur prévues pour le printemps de 1868.

Une fois que la constitution fut écrite, il fallait élire un nouveau gouvernement d'État. Avant même que la convention ne termine ses travaux, en janvier 1868 les membres du Parti républicain furent convoqués dans le but de choisir un candidat pour les élections au poste de gouverneur qui devaient se tenir à la mi-avril. Le choix du ticket fut très difficile. Les Radicaux et *La Tribune* ont proposé comme candidat un homme de couleur respecté et un ancien propriétaire d'esclaves louisianais, Francis E. Dumas; tandis que les Modérés ont proposé comme candidat le *carpetbagger* blanc, Henry C. Warmoth. Dumas a mené au premier tour de scrutin par un vote de 41 contre 37, mais ce fut Warmoth qui, au deuxième tour, a gagné la nomination avec un faible écart de 45 contre 43. Dumas fut ensuite choisi comme candidat au poste de lieutenant-gouverneur mais, selon Warmoth, les leaders de *La Tribune* étaient tellement déçus de ne pas avoir réussi à «nommer un homme de couleur au poste de gouverneur» qu'ils l'ont «forcé à décliner» la nomination. Ce fut Oscar Dunn, un ancien esclave noir instruit de langue et de culture anglo-américaines, qui fut choisi à sa place¹⁵⁴. Roudanez était furieux du résultat. Accusant Warmoth de fraude électorale, il refusa de soutenir le ticket du *carpetbagger*. Persuadé que le vote était illégal et que le principe de l'égalité des droits n'était pas la préoccupation principale de Warmoth, Roudanez proposa un ticket alternatif formé par le juge James Taliaferro, un unioniste louisianais blanc et un ancien propriétaire d'esclaves qui était aussi le président de la convention constitutionnelle, et par

¹⁵³ F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 32; *La Tribune*, «The Printer's Election», le 27 novembre 1867.

¹⁵⁴ F. Wayne Binning, *loc. cit.*, p. 34; Henry Clay Warmoth, *War, Politics and Reconstruction: Stormy Days in Louisiana*, p. 54-55, 58. Notre traduction.

Francis E. Dumas¹⁵⁵. En plus d'avoir causé une dissension entre Roudanez et Houzeau, cette stratégie de former un ticket indépendant a mené les Radicaux à leur perte.

Autant que Roudanez, Houzeau se méfiait de Warmoth et il s'opposait à sa nomination au poste de gouverneur de la Louisiane. Mais l'éditorialiste belge n'était pas d'accord avec l'idée de former un ticket indépendant puisque, selon lui, ce ticket risquait de diviser le vote républicain et de favoriser la victoire des Démocrates aux élections du mois d'avril. Même si les Radicaux n'aimaient pas les *carpetbaggers*, Houzeau croyait qu'il était plus sage pour eux de suivre la ligne du parti et de soutenir la nomination de Warmoth¹⁵⁶. Jugeant peu judicieuse la stratégie de Roudanez, il décida de se ranger ouvertement contre le ticket indépendant. Malgré le désaccord entre les deux hommes, Houzeau reçut l'autorisation de s'exprimer librement dans ses éditoriaux. Aussi intéressante que pouvait être cette offre de liberté éditoriale, il la déclina. N'étant plus sur la même longueur d'onde que ses «amis de couleur», l'éditorialiste croyait avoir perdu la légitimité de se battre pour leur cause: «My colored friends and I could only walk together if we chose the same road. It was not my place to force on them, despite themselves, a plan of action for the defense of their own cause. I was, of course, honored by their confidence, but various considerations led me to decline their offer. I declared, therefore, that I would stay out of the struggle». Non seulement Houzeau décida-t-il de se ranger contre le ticket proposé par Roudanez, mais il décida aussi de démissionner et de quitter le pays. Après trois ans à la direction du journal, il renonça à son poste d'éditorialiste le 18 janvier 1868 et retourna dans sa Belgique natale où il poursuivit sa carrière scientifique. Un mois plus tard, *La Tribune* fut retirée de la liste des journaux officiels du gouvernement des États-Unis et ce retrait lui fit perdre beaucoup en prestige et en financement. Elle fut aussi répudiée par le Parti républicain de la Louisiane qui la remplaça par son rival pro-Warmoth, le *Republican*. Discréditée aux yeux de ses anciens supporters et privée d'importantes sources de financement, *La Tribune* cessa de paraître le 25 avril 1868, soit une semaine après l'élection au poste de gouverneur et la victoire écrasante du ticket Warmoth-Dunn. Elle disparut de la scène journalistique orléanaise après avoir

¹⁵⁵ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 253; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 274.

¹⁵⁶ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 150.

réalisé son objectif principal, le suffrage universel, et dans ses mémoires, Houzeau semble avoir ressenti une grande satisfaction sachant que le journal a vécu assez longtemps pour voir triompher la cause de l'égalité des droits, en théorie à tout le moins¹⁵⁷.

Le processus d'évincement des Radicaux au sein du Parti républicain a commencé en avril 1867 et il s'est achevé avec la prise de contrôle des *carpetbaggers* et le triomphe électoral de leur ticket en avril 1868. La victoire de Warmoth a assuré la domination des Modérés en Louisiane et avec eux au pouvoir, explique Bell, la perspective de transformation sociale envisagée par *La Tribune* était loin d'être un fait accompli en ce début de Reconstruction radicale¹⁵⁸. Warmoth fut inauguré le 13 juillet 1868 et son règne confirma les appréhensions de Roudanez: en tant que gouverneur d'État, le *carpetbagger* a opposé son veto à deux bills sur les droits civiques et il résista au principe de l'intégration dans les écoles publiques. De plus, l'administration de Warmoth est considérée comme l'une des plus corrompues de l'histoire de la Louisiane. Cette administration était si corrompue que Roudanez a décidé de faire renaître *La Tribune* en 1869 afin de dénoncer le gouverneur¹⁵⁹. Le journal réapparut de manière irrégulière entre 1869 et 1870 spécifiquement pour discréditer Warmoth, «l'ami déloyal» des Noirs dont il fallait se méfier. Voici un exemple d'article anti-Warmoth qu'il était possible de retrouver dans la nouvelle *Tribune*:

¹⁵⁷ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 150-152.

¹⁵⁸ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 275.

¹⁵⁹ Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 56; Henry Clay Warmoth, *War, Politics and Reconstruction*, p. 59. Dépeint par les historiens de la Reconstruction comme un opportuniste qui ne pensait qu'à satisfaire ses ambitions personnelles au détriment de la collectivité, Warmoth l'était. Mais dans une étude récente, Nystrom apporte une vision plus nuancée de l'infâme *carpetbagger*, le dépeignant, soit, comme un homme aux ambitions démesurées, mais aussi comme un pragmatique plutôt qu'un idéologue. Centriste, pour créer une «coalition politique viable en Louisiane» il dut faire des compromis entre deux extrêmes, les Démocrates réactionnaires et les Républicains radicaux. Voir Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 82-87.

Mr. Warmoth has proved unfaithful to the principles upon which he was elected. His many acts prove it, and there can no longer exist any reason to believe that Mr. Warmoth is true to the Republican party or a friend of the colored population. His veto of the Public Rights Bill is a sufficient standing proof of the veracity of our statement [...] the colored man must be himself the guardian of his liberties, for the man whom he has given that sacred trust, has proved to be his enemy instead of his friend¹⁶⁰.

Certes, le règne de Warmoth confirma les appréhensions de Roudanez. Mais une fois que le *carpetbagger* prit le pouvoir et qu'il prouva que le Créole avait vu juste à son sujet, il était trop tard et tout espoir de jouer à nouveau un rôle politique important durant la Reconstruction était perdu: la renaissance de *La Tribune* ne fut que temporaire et son niveau n'égala jamais en qualité et en rigueur celui de l'époque où Houzeau en assumait la direction.

5.5.4 Les leaders de couleur «trop français» vs les affranchis «très-partisans du Nord»

Nous avons décrit les étapes qui ont mené au succès puis à l'évincement des Radicaux au sein du Parti républicain dans le but de montrer que les différences entre gens de couleur et Noirs ont fini par avoir raison de l'influence des premiers auprès des seconds et par favoriser la montée des Yankees en Louisiane. Malgré le discours unificateur de *La Tribune*, les antagonismes entre les deux groupes sont toujours restés et après quatre années de lutte pour l'égalité des droits, ils ont eu pour effet d'isoler le journal et de tuer son influence auprès des affranchis. Les *carpetbaggers* ont triomphé aux élections d'avril 1868 en grande partie grâce au vote des Noirs et avec le triomphe des *carpetbaggers* en Louisiane, l'espoir des hommes de couleur de devenir les leaders politiques d'une *race* noire unifiée s'est effondré à jamais. Selon Houzeau, cet espoir s'est effondré à cause d'une différence fondamentale entre les hommes de couleur et ceux qu'ils cherchaient à diriger, à savoir leur allégeance plus grande pour la Louisiane et la culture franco-créole que pour les États-Unis et la culture anglo-américaine. Si les hommes de couleur francophones s'identifiaient plus à leur État qu'à leur pays, il en était autrement pour les affranchis anglophones qui s'identifiaient plus à leur pays qu'à leur État. Ces différences entre les deux groupes étaient particulièrement

¹⁶⁰ *La Tribune*, «Be Watchful, Colred Men!», le 7 janvier 1869; «Vigilence», le 8 janvier 1869.

évidentes lors des élections de 1868 pour lesquelles les hommes de couleur ont préféré soutenir un ticket local, tandis que les Noirs ont préféré se ranger du côté des *carpetbaggers*.

Dans une lettre datée du 2 mars 1868 adressée à ses parents en Belgique, Houzeau explique que ses «amis de couleur» avaient fait une grave erreur en s'opposant aux *carpetbaggers* puisque les affranchis avaient une grande admiration pour les Nordistes qu'ils associaient à leur libération. L'erreur des hommes de *La Tribune* fut de sous-estimer l'admiration des Noirs pour ceux qui les avaient libérés en même temps qu'ils sous-estimèrent les affinités culturelles entre ces deux collectivités anglophones dont l'allégeance première était nationale plutôt que régionale. Comme l'explique Rankin, le révolutionnaire belge attribuait l'opposition aux *carpetbaggers* à la haine que ressentaient les hommes de couleur à leur égard et qui s'expliquait par le fait que beaucoup de Nordistes étaient des aventuriers opportunistes venus s'établir en Louisiane pour s'enrichir et pour satisfaire leurs ambitions personnelles en se servant des affranchis. Mais au-delà de ce sentiment de haine, Houzeau croyait que le rejet des Yankees par ses «amis de couleur» était dû à une vision autonomiste du Sud inculquée aux Louisianais dès leur enfance et surtout très forte chez les Créoles de couleur: «Il y a un parti parmi eux qui ne veut à aucun prix des hommes du Nord, parce que ceux qui sont ici, et qui sont venus dans les bagages de l'armée fédérale, ne sont pas à l'abri du reproche. Ceci est cependant l'occasion plutôt que la cause de cette opposition intempestive et maladroite. C'est un souffle du sentiment de l'indépendance du sud que l'éducation a fait passer dans les âmes de l'homme de couleur lui-même, et particulièrement de ceux qui parlent français»¹⁶¹.

Au fond, explique Houzeau, les hommes de couleur se sont opposés à Warmoth et à ses compatriotes du Nord parce qu'ils ne pouvaient concevoir l'idée que leur État soit dominé par des étrangers du Nord anglophones. Selon l'éditorialiste, ils auraient dû troquer leur allégeance louisianaise pour une allégeance nationale et accepter que la Louisiane puisse être dirigée au moins un certain temps par des Nordistes, d'autant plus que les Noirs étaient «très-partisans du Nord»¹⁶². Mais leur répugnance envers les Yankees anglo-saxons était telle

¹⁶¹ Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 48-49; Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents, le 2 mars 1868, dans *Jean-Charles Houzeau: lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, p. 427.

¹⁶² Jean-Charles Houzeau, *op. cit.*, p. 49; Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents, le 2 avril 1868,

qu'ils sont allés jusqu'à proposer un ticket indépendant composé de deux anciens propriétaires d'esclaves dont l'un, Taliaferro, s'était initialement opposé au XVIII^e Amendement et l'autre, Dumas, était apparemment incapable de s'exprimer en anglais, la langue des affranchis. Les hommes de *La Tribune* ont préféré soutenir un ticket formé par des anciens esclavagistes louisianais plutôt que d'encourager un Nordiste à prendre le pouvoir de leur État. Ce ticket indépendant montre que les Radicaux de couleur ignoraient ou ont choisi d'ignorer les affinités qui existaient entre Noirs et Yankees et cela a eu des effets désastreux pour eux aux élections d'avril 1868: le ticket Taliaferro-Dumas soutenu par *La Tribune* reçut 38 046 votes, tandis que le ticket Warmoth-Dunn soutenu par les *carpetbaggers* en reçut 64 941. Les affranchis, dont la participation électorale a grandement contribué à la victoire de Warmoth, ont préféré voter pour un ticket composé de deux anglophones avec qui ils partageaient une identité culturelle plutôt que de voter pour un ticket local formé de deux anciens esclavagistes dont l'un ne parlait même pas leur langue. Houzeau avait prédit que ses «amis trop français en Amérique» allaient être «battus aux élections» et que leurs choix politiques allaient tuer «leur influence à jamais». La suite des événements lui donna raison. Les différences socio-culturelles entre les deux groupes expliquent donc en grande partie la perte d'influence des hommes de couleur et de *La Tribune* auprès des affranchis¹⁶³. Malgré leur discours unificateur et leur soutien indéfectible pour la cause du suffrage universel, à un moment crucial où ils auraient pu asseoir leur influence sur les Noirs, les leaders de *La Tribune* ont été incapables d'exercer un attrait sur eux comme électeurs¹⁶⁴.

L'opposition des hommes de couleur aux Yankees et leur attachement plus grand pour la Louisiane que pour les États-Unis ont eu pour effet de les isoler au sein du Parti républicain et de leur faire perdre toute crédibilité aux yeux des affranchis. En plus de leur «sentiment de l'indépendance du sud», Houzeau explique que «l'esprit aristocratique» des hommes de couleur a également contribué à creuser l'écart qu'il avait réussi à faire

dans Jean-Charles Houzeau: *lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, p. 428.

¹⁶³ Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 48-49, 55; Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents, le 2 mars 1868, dans *op. cit.*, p. 427-428; Henry Clay Warmoth, *War, Politics and Reconstruction*, p. 59.

¹⁶⁴ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. 292.

disparaître entre gens de couleur et Noirs. Dans une lettre datée du 2 avril 1868, il attribue clairement la perte d'influence de *La Tribune* à la persistance de l'élitisme chez les leaders de couleur: après avoir «travaillé trois ans» pour le supprimer, explique-t-il à ses parents, «le vieil esprit aristocratique du mulâtre s'est réveillé», vouant «naturellement» ce dernier «à une chute certaine»¹⁶⁵. Comme il a eu raison de blâmer les différences socio-culturelles, Houzeau a eu raison de blâmer l'élitisme des leaders de couleur à l'égard de la majorité noire pour expliquer leur perte d'influence auprès d'elle, élitisme qui est resté malgré la rhétorique unificatrice de *La Tribune* et dont les affranchis ont fini par se lasser.

Mais avant d'adresser des reproches uniquement à ses «amis de couleur» pour expliquer la perte d'influence du journal, il aurait dû prêter attention à ses propres éditoriaux empreints de paternalisme qui perpétuaient une image peu élogieuse des Noirs, ceux-ci étant dépeints par le Belge comme des êtres infantiles, incapables de survivre dans la liberté sans l'assistance bienveillante de leur leaders naturels: les hommes de couleur. Qu'il s'agisse des hommes de couleur ou qu'il s'agisse de Houzeau, les collaborateurs de *La Tribune* avaient tous intériorisé les préjugés raciaux de leur époque et cela était manifeste à travers les éditoriaux à la fois pragmatiques et paternalistes du journal. Loin d'être égalitaire, le discours unificateur véhiculé dans *La Tribune* avait pour but de donner plus de pouvoir aux hommes de couleur en faisant d'eux les leaders politiques de la majorité noire. Même un penseur progressiste comme Houzeau qui se battait pour l'égalité des droits et qui prônait l'unité entre gens de couleur et Noirs était incapable de concevoir cette unité de manière égalitaire. Basé sur un rapport de force, le rapprochement qu'il préconisait plaçait les hommes de couleur dans une position de domination. Contrairement à ce qu'il laisse entendre dans sa lettre, Houzeau n'a donc pas fait disparaître «l'esprit aristocratique» des pages de *La Tribune* et si cet élitisme a contribué à la perte d'influence du journal, comme il le prétend, l'éditorialiste belge en était tout aussi responsable que ses «amis de couleur».

Certes, Houzeau a fait disparaître l'élitisme le plus flagrant des pages de *La Tribune* et à partir de 1865 il semble même avoir réussi à mobiliser l'ensemble de la population de

¹⁶⁵ Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents, le 2 avril 1868, dans *Jean-Charles Houzeau: lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, p. 428-429; Jean-Charles Houzeau, «Introduction», dans *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 50.

couleur autour du principe du suffrage universel. Mais les prétentions élitistes qu'il s'était donné pour objectif de faire disparaître n'ont jamais complètement disparu du journal puisque ni Houzeau ni les hommes qu'il représentait dans ses éditoriaux ne croyaient en l'égalité des Noirs. Cet élitisme a persisté malgré le fait qu'il pensait l'avoir enrayé après son accession à la direction du journal. Si Houzeau réussit ou semble avoir réussi à mobiliser l'ensemble de la population de couleur autour de ses idées radicales et à créer un sentiment de solidarité entre les deux groupes pour des fins politiques, ce fut précisément parce que sa rhétorique unificatrice n'ébranlait pas les présupposés raciaux de l'époque et que ses éditoriaux ne mettaient pas en question les différences, voire la supériorité des hommes de couleur à l'égard des affranchis. Les hommes de couleur ont fini par s'unir aux Noirs dans leur lutte pour l'obtention des droits civiques et politiques non seulement parce qu'ils étaient «assez intelligents pour comprendre la nécessité d'une telle alliance», dit Houzeau, mais aussi parce que son discours unificateur leur attribuait un rôle de leadership important durant la Reconstruction et qu'il ne plaçait pas les deux groupes sur un pied d'égalité¹⁶⁶.

Sans nier que Houzeau a réussi à mobiliser l'ensemble de la population de couleur autour de la cause du suffrage universel, peut-être, comme le fait Rankin, pouvons-nous lui reprocher d'avoir exagéré quelque peu l'unité qu'il a réussi à créer entre les deux groupes lorsqu'il était à la tête du journal. En exagérant ce lien de solidarité dans ses éditoriaux, le Belge donnait plus de poids à la cause qu'il défendait et il amplifiait aussi sa réussite comme éditorialiste. Les nombreux appels à la solidarité lancés par Houzeau et ses efforts considérables pour inciter la population de couleur à se rapprocher des Noirs montrent à quel point les divisions étaient profondes¹⁶⁷. Son effort ultime pour encourager l'unité *raciale* fut sans doute d'être allé jusqu'à construire un mythe de la race noire afin que les gens de couleur puissent embrasser leurs origines africaines. L'unité autour du suffrage universel semblait régner à partir de février et surtout de septembre 1865, comme en témoignent les éditoriaux de Houzeau. Mais les efforts considérables qu'il a dû déployer pour convaincre l'ensemble de la population de couleur de la nécessité de s'allier aux affranchis peuvent être

¹⁶⁶ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 82. Notre Traduction.

¹⁶⁷ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 260.

interprétés comme étant une manifestation de l'ampleur des divisions qui séparaient les deux groupes et peuvent signifier qu'au fond, la solidarité à laquelle Houzeau faisait référence dans ses éditoriaux n'était que bien précaire.

Malgré les difficultés, il n'en demeure pas moins que Houzeau a réussi à créer une unité, ou une apparence d'unité, entre les deux groupes: il semble avoir réussi à vaincre la réticence des hommes de couleur à s'associer aux Noirs et à vaincre la suspicion des Noirs à l'égard des hommes de couleur. Que l'éditorialiste belge ait exagéré ou non le lien de solidarité qu'il a réussi à créer entre les deux groupes, une chose est sûre, en 1868 lorsque les leaders du journal ont eu la possibilité de consolider leur influence auprès des affranchis, ils ont été incapables de les attirer dans leur camp comme électeurs. La méfiance des Noirs a refait surface après que Houzeau ait fini par «vaincre toutes» leurs «préventions» à l'égard des hommes de couleur et ce fut cette méfiance qui a contribué à la perte d'influence de *La Tribune*. Dans sa lettre du 2 avril 1868, Houzeau attribue la résurgence de la méfiance des Noirs à la résurgence de l'élitisme des hommes de couleur. Si, dans sa lettre, il impute la méfiance des Noirs à l'élitisme des hommes de couleur, dans ses mémoires, il l'impute à leur manque d'intelligence et à leur naïveté à l'égard des Nordistes¹⁶⁸. Évidemment, il était plus facile pour Houzeau de blâmer l'ignorance des affranchis et l'élitisme des hommes de couleur pour expliquer la perte d'influence de *La Tribune* plutôt que de se questionner sur ses éditoriaux empreints de la même condescendance qu'il reprochait aux hommes de couleur. Houzeau aurait eu intérêt, encore une fois, à revoir sa propre rhétorique, qui dépeignait les affranchis comme des êtres ignorants, naïfs et absolument incapables de jouer un rôle actif dans leur élévation, une rhétorique dont ils se sont lassés au bout du trois ans. Comme il attribuait la perte d'influence de *La Tribune* aux différences socio-culturelles entre les deux groupes, Houzeau l'attribuait aussi aux prétentions élitistes des hommes de couleur, deux éléments qu'il s'était donné pour objectif d'enrayer dès son entrée en fonction au journal. Ces éléments, que l'éditorialiste avait voulu corriger, il les a amoindris en privilégiant la version anglophone de *La Tribune* et en la débarrassant de son élitisme le plus flagrant. Mais il ne les a jamais fait disparaître complètement et en les dénonçant comme étant responsables de la

¹⁶⁸ Jean-Charles Houzeau, *My Passage at the New Orleans Tribune*, p. 82; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 262.

perte d'influence de *La Tribune*, il dénonçait en quelque sorte son incapacité à les enrayer et indirectement il soulignait sa part de responsabilité dans la débâcle du journal.

En plus des facteurs intrinsèques à la communauté non-blanche orléanaise, la méfiance des Noirs à l'égard des hommes de couleur a été alimentée par des facteurs extrinsèques, c'est-à-dire par la propagande anti-*Tribune* véhiculée par les Nordistes installés en Louisiane durant la guerre, qui ne sont pas restés passifs devant les attaques cinglantes des leaders créoles. Les hommes du Nord ont riposté aux propos hostiles qui leur étaient adressés via *La Tribune* en se dotant d'organes de presse qui visaient à promouvoir leur travail auprès des affranchis. Au moment où les leaders de couleur adressaient leurs critiques les plus virulentes contre le système de travail contractuel instauré par Banks, celui-ci réagit en finançant la création d'un journal hebdomadaire pro-Nord intitulé *The Black Republican*. Publié à la Nouvelle-Orléans du mois d'avril au mois d'août 1865 et apparemment dirigé, à quelques exceptions près, par des Noirs américains dont la plupart étaient des anciens esclaves, y compris le rédacteur en chef, S. W. Rogers, le *Black Republican* avait pour but de rivaliser avec *La Tribune* et de désamorcer ses attaques contre les Nordistes. Son arrivée sur la scène journalistique orléanaise devait servir à convaincre les Noirs que les Yankees étaient leurs vrais alliés et que le général Banks avait à cœur l'amélioration de leur condition. Pour mieux promouvoir le travail des Nordistes en Louisiane, le journal avait besoin d'un lectorat noir fidèle et nombreux et à cette fin, les rédacteurs misaient sur leurs affinités ethno-culturelles avec les affranchis. Entre autres, le *Black Republican* insistait sur le fait qu'il était publié par des Noirs anglophones pro-Américains plutôt que par des Créoles de couleur francophones anti-Américains. En insistant sur ses affinités ethno-culturelles avec les affranchis, le *Black Republican* visait non seulement à attirer des lecteurs noirs anglophones afin de promouvoir le travail des Nordistes en Louisiane, mais il visait aussi à mettre en évidence les divisions entre les hommes de *La Tribune* et les Noirs afin de montrer que les premiers n'étaient pas, contrairement à ce qu'ils prétendaient, les leaders naturels des seconds¹⁶⁹.

¹⁶⁹ Thomas J. Davis, «Louisiana», dans *The Black Press in the South, 1865-1979*, p. 157-158; Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 238-239; *The Black Republican*, «The Editor's Address. The Black Republican», le 15 avril 1865.

Dès son article d'introduction, le journal pro-Nord précisait qu'il était écrit en anglais, la langue de ceux qui ont donné la liberté aux esclaves, qu'il était dirigé par des Noirs pour des Noirs et qu'il était le véritable organe des affranchis en Louisiane: «It will be conducted by American colored men. It will be printed in the English tongue, the tongue that brought us freedom [...] It will be the true organ of the American colored people of Louisiana. Through this paper the poor as well as the rich, the freedmen as well as the freemen will be heard»¹⁷⁰. Évidemment, le mot «colored» était utilisé ici dans son sens américain plutôt que louisianais et donc comme synonyme et non comme euphémisme de «noir». En misant sur les similitudes entre les rédacteurs du journal et les affranchis, cet article s'adressait indirectement aux leaders de couleur et faisait un clin-d'œil à l'attachement de *La Tribune* pour la culture franco-créole. Voici un autre exemple d'article tiré du *Black Republican* qui, cette-fois, vantait les mérites du général Banks et qui mettait en évidence les différences socio-économiques entre gens de couleur et Noirs, les premiers étant «riches», les seconds étant «pauvres»: «Here it is where Gen. Banks is strong and here it is where the hearts of our people grow larger and warmer toward him every day. Those of our people who are rich have never had occasion to experience much of the General's benevolence, but the poor, who are nine-tenths of the whole colored population, are rising rapidly each day under the beneficent and humane policy instituted by him for their good»¹⁷¹. Sans exagérer l'importance de ce genre de message partisan et son impact sur la relation entre gens de couleur et Noirs, les propos anti-*Tribune* des Nordistes sont certainement venus exacerber les divisions qui ont mené à la débâcle du journal créole et à la perte d'influence de ses leaders. Tout en exacerbant les divisions déjà existantes, il est également probable que la propagande pro-Nord a eu pour effet de renforcer l'admiration des Noirs pour les Nordistes. Cette propagande anti-*Tribune* et pro-Nord, combinée aux différences socio-culturelles entre les deux groupes ainsi qu'à la condescendance des hommes de couleur à l'égard des affranchis, expliquent donc la perte d'influence de *La Tribune* auprès des anciens esclaves qui, à la première occasion, ont traduit leur admiration pour les Nordistes en gestes concrets.

¹⁷⁰ *The Black Republican*, «Prospectus of the Black Republican», le 15 avril 1865.

¹⁷¹ *The Black Republican*, «Gen. Banks's Labor and School Systems», le 13 mai 1865.

Les rédacteurs de *La Tribune* ont tout mis en œuvre pour montrer la pertinence d'un rapprochement politique entre gens de couleur et Noirs et pour montrer que les premiers étaient les leaders naturels des seconds. Afin de s'illustrer comme tels, Houzeau et ses collègues ont insisté sur le fait que les hommes de couleur étaient mieux placés que quiconque pour guider les Noirs dans la liberté, surtout mieux placés que les Nordistes blancs dont l'admiration des affranchis représentait une menace au leadership que les hommes de couleur cherchaient à établir sur une *race* noire politiquement unifiée. Étant donné que cette admiration constituait une menace, le travail des Yankees en Louisiane faisait souvent l'objet de critiques sévères dans le journal créole. Les attaques de *La Tribune* n'ont toutefois pas empêché les Noirs de se ranger du côté des Yankees lorsque le temps est venu pour eux de se choisir des représentants politiques. Même si *La Tribune* a dénoncé avec virulence Warmoth et les «Compromisiers», lorsque l'occasion de voter pour leurs représentants politiques s'est présentée, les affranchis ont exprimé leur préférence pour les Nordistes anglophones. L'ironie du sort voulut que des hommes qui s'étaient battus pour le suffrage des Noirs n'aient pas réussi à rallier ces derniers derrière eux une fois qu'ils sont devenus électeurs. Au moment où le vote des affranchis aurait pu permettre aux hommes de couleur d'occuper des postes politiques importants et d'accroître concrètement leur pouvoir en Louisiane, leur influence auprès de ceux qu'ils cherchaient à diriger déclina. Plus ironique encore, le rejet des *carpetbaggers* ainsi que la loyauté plus grande pour la Louisiane que pour les États-Unis ont éloignés les hommes de couleur des Républicains et les ont rapprochés des Démocrates. Ce rapprochement n'est d'ailleurs pas passé inaperçu. Au cours de la campagne électorale du printemps de 1868, les journaux républicains de la ville se sont lancés dans une véritable croisade contre *La Tribune*, les Républicains pro-Warmoth accusant Roudanez et sa bande de vouloir détruire le Parti républicain et d'agir en collusion avec les Démocrates. Le médecin créole s'est même fait accuser de préférer la France aux États-Unis¹⁷².

Au premier coup d'œil, Démocrates et Républicains radicaux étaient diamétralement opposés. S'ils étaient effectivement aux antipodes en ce qui concerne la question raciale, ils faisaient front commun en ce qui concerne leur haine pour les *carpetbaggers*, leur loyauté

¹⁷² F. Wayne Binning, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, p. 38.

régionale plutôt que nationale et leur opposition à ce que la Reconstruction de la Louisiane soit laissée entre les mains d'étrangers. Ce front commun a atteint un point culminant en 1873 lorsque des leaders radicaux comme Louis-Charles Roudanez se sont alliés à d'autres Louisianais, dont l'ancien général de la Confédération, P. G. T. Beauregard, dans le but de chasser les Nordistes qui dominaient le gouvernement républicain en Louisiane et de reprendre le contrôle politique de l'État. Après s'être battu pendant plus de cinq ans contre les Sudistes blancs, voilà qu'en 1873 Roudanez se joint à une figure importante de la Confédération et du Parti démocrate pour mettre un terme à la domination des Nordistes en Louisiane. Après que *La Tribune* et ses leaders aient lutté contre le pouvoir oligarchique du Sud et après qu'ils aient déployé des efforts herculéens pour promouvoir l'unité entre gens de couleur et Noirs, leur haine envers les *carpetbaggers* et leur engagement envers l'autonomie de la Louisiane les ont rapprochés des Sudistes blancs avec qui ils s'identifiaient avant la guerre et les ont éloignés des affranchis avec qui ils avaient réussi à créer une unité ou une apparence d'unité pendant la guerre. Autrement dit, leur identité louisianaise plutôt qu'américaine les a rapprochés des Sudistes blancs partisans du *home rule* et elle les a éloignés des Noirs partisans du *carpetbag rule*.

Ne pouvant accepter que des étrangers soient responsables de l'avenir de la Louisiane et préférant que les Louisianais eux-mêmes prennent en charge la reconstruction de l'État, Roudanez intégra en 1873 une organisation politique connue sous le nom de *Unification Mouvement* qui misait sur le fait que seule l'unification des Louisianais - blancs et noirs - pouvait libérer la Louisiane de la domination nordiste. «Remarquablement radical», selon Nystrom, ce mouvement préconisait l'égalité civique de tous les habitants de l'État et proposait d'unifier les deux races en un seul et même corps politique afin de créer une opposition assez forte pour contrer le gouvernement républicain formé de *carpetbaggers* et soutenu par la masse d'affranchis¹⁷³. En plus de représenter le moment où l'allégeance des leaders de couleur pour la Louisiane plutôt que pour les États-Unis atteint son point

¹⁷³ T. Harry Williams, «The Louisiana Unification Mouvement», *Journal of Southern History*, vol. 11, no 3, août 1945, p. 350; Justin Nystrom, *New Orleans after the War*, p. 150-154. Voir l'interview de Roudanez publiée dans le *New Orleans Times* en mai 1873. L'interview est anonyme, mais il y a de fortes chances qu'il s'agisse du Dr Roudanez. D'ailleurs, Williams affirme qu'il s'agit bel et bien de lui. *New Orleans Times*, «The Situation», le 28 mai 1873.

culminant, leur adhésion au Mouvement d'Unification montre leur opposition à ce que la Reconstruction de la Louisiane soit contrôlée par des Nordistes et leur engagement envers l'autonomie de l'État. Or, leur vision autonomiste de la Louisiane les opposait à la majorité noire qui soutenait et appréciait les Yankees-républicains. Comme ce fut le cas pour les élections au poste de gouverneur du printemps de 1868, le Mouvement d'Unification auquel s'est joint Roudanez en 1873 illustre bien le fossé qui séparait les leaders de *La Tribune* des affranchis ainsi que la précarité du changement d'allégeance des hommes de couleur après la capture de la Nouvelle-Orléans en 1862. Non seulement ces élections et ce mouvement mettaient-ils en doute la sincérité de leur adhésion à la cause de l'Union, mais ils mettaient aussi en évidence le côté pragmatique et circonstanciel de leur union temporaire avec les Nordistes, union dont le but ultime était de satisfaire leurs intérêts de groupe.

Les raisons qui ont rapproché les hommes de couleur aux Sudistes blancs entre 1868 et 1873 sont essentiellement les mêmes que celles que nous avons mentionnées pour expliquer pourquoi au début de la guerre ils se sont d'abord rangés du côté de la Confédération: au-delà des considérations économiques qui les unissaient aux sécessionnistes blancs de l'État, il y avait des considérations identitaires. Le sentiment anti-américain des hommes de couleur et la vision autonomiste qu'ils avaient de la Louisiane et qu'ils partageaient avec l'ensemble des Louisianais blancs (surtout les Créoles) étaient attribuables en grande partie à leur peur de disparaître comme collectivité distincte. Plus Français et Louisianais qu'Américains, les hommes de couleur craignaient effectivement qu'avec la domination des Yankees anglo-saxons, la Louisiane ne s'américanise et que cette américanisation ne fasse disparaître les spécificités ethno-culturelles qui les distinguaient des affranchis, lesquelles étaient devenues d'autant plus importantes avec le remplacement du système tripartite louisianais par le système bi-racial américain et l'absorption imminente de leur catégorie sociale par la catégorie «Noir». Même les leaders de couleur progressistes de *La Tribune* voulaient préserver leur spécificité afin de pouvoir continuer à se dissocier des Noirs car même ces leaders progressistes se considéraient supérieurs à eux. Mais, outre le sentiment de supériorité à l'égard des affranchis, leur désir de se dissocier de la majorité noire était attribuable aussi à une volonté de survivre comme groupe ethnique à part entière. Pour préserver les spécificités de l'État, il fallait donc chasser les Nordistes de la Louisiane

puisque ces derniers étaient perçus comme des assimilateurs qui cherchaient à absorber toute variété culturelle à la nation anglo-saxonne dominante.

*

*

*

Jusqu'en 1868, les leaders de couleur ont su imposer leurs idées radicales grâce à leur talent d'agitateurs et grâce à un outil de propagande efficace comme *La Tribune*. Après la victoire de Warmoth, toutefois, ils n'ont plus été capables d'exercer un rôle politique influent en raison d'une erreur stratégique qui leur a coûté leur crédibilité auprès des affranchis et du Parti républicain. Hormis les réapparitions sporadiques de *La Tribune* jusqu'en 1870 qui visaient essentiellement à dénoncer le travail du gouverneur nordiste en Louisiane, leur implication dans sa destitution en 1872 et leur participation dans le Mouvement d'Unification de 1873, les Radicaux de couleur se sont graduellement effacés de la scène politique louisianaise et jusqu'à la fin de la Reconstruction en 1877 leur rôle politique fut plutôt discret. Il faudra attendre les années 1890 et une nouvelle génération de militants de couleur pour voir se rallumer le flambeau du radicalisme de *La Tribune* en Louisiane. L'instigateur et le principal acteur de cette nouvelle résistance créole sera Rodolphe-Lucien Desdunes, son organe de propagande sera le *Crusader* et son lieu de prédilection pour faire respecter les droits civiques des Noirs sera la cour de justice.

Si, comme l'expliquent Logsdon et Bell, il est exagéré d'affirmer que les divisions entre gens de couleur et Noirs furent responsables de l'échec de la Reconstruction en Louisiane, nous pouvons néanmoins affirmer qu'elles furent responsables de la perte d'influence d'un organe de presse qui aurait pu continuer à agiter pour la cause de la justice précisément au moment où les droits constitutionnels des Noirs allaient être mis à l'épreuve¹⁷⁴. En 1868, pratiquement tous les objectifs de *La Tribune* se sont réalisés, du moins en théorie. Mais dans un Sud réactionnaire résistant au changement et déterminé à miner les droits des nouveaux affranchis au nom de la suprématie blanche, il restait encore beaucoup à faire en ce qui concerne l'application des lois. En ce sens, le journal aurait pu continuer son précieux travail d'agitateur. Comme ce travail a contribué à la rédaction de

¹⁷⁴ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 251.

l'une des constitutions les plus libérales de la Reconstruction, il aurait certainement pu être utile pour s'assurer que les gains constitutionnels des Noirs ne restent pas lettre morte. D'autant plus que, dans les années 1870, les Nordistes et le Parti républicain étaient de plus en plus las de la Reconstruction et que, craignant une reprise des hostilités, ils étaient de plus en plus réticents à intervenir pour protéger les Noirs. Tandis que le Nord se lassait de sa croisade protectrice des Noirs, les groupes hégémoniques blancs, eux, étaient plus décidés que jamais à reprendre le contrôle politique en Louisiane. Grâce à des moyens extra-légaux et violents, ils espéraient en finir avec la Reconstruction et redevenir maîtres chez eux. Au milieu des années 1870, une véritable campagne de terreur était perpétrée dans l'État par des racistes blancs qui, à l'aide de nouvelles organisations paramilitaires comme la *White League*, voulaient rétablir leur domination locale en éloignant les Républicains du pouvoir et en empêchant les Noirs d'exercer leur droit de vote.

Ce climat guerrier qui régnait en Louisiane s'étendait à l'ensemble du territoire sudiste et il a profondément affecté les politiques de Reconstruction. Dans un tel contexte, impossible d'instaurer une paix réelle et durable. Face à son incapacité à transformer un Sud sans remords et craignant qu'une situation aussi tendue ne débouche sur une autre guerre, le Nord décida d'adopter une politique de laissez-faire: il s'est détourné de sa mission protectrice des Noirs pour se concentrer sur la «réconciliation nationale»¹⁷⁵. Cette décision du Nord de ne plus intervenir pour repousser la violence permit aux Démocrates blancs de reprendre le contrôle politique en Louisiane. L'élection controversée de 1876 fut un triomphe pour l'hégémonie blanche: les Sudistes ont accepté la présidence du Républicain Rutherford Hayes en échange de quoi, les Nordistes se sont engagés à retirer les troupes fédérales du Sud, marquant ainsi la fin de la Reconstruction. Avec le retrait des troupes nordistes du Sud et le retour au pouvoir des Démocrates blancs en Louisiane, la suppression des droits que les Noirs avaient acquis au début de la Reconstruction radicale n'allait pas tarder à se produire. En Louisiane, comme partout ailleurs dans le Sud, la législature d'État va rapidement mettre en place une structure légale discriminatoire qui aura pour but de priver les Noirs de leurs

¹⁷⁵ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 279.

droits politiques et de sanctionner la ségrégation raciale (les moyens légaux d'exclusion remplaceront les moyens paramilitaires).

Selon Tunnell, la Reconstruction fut un échec parce que les Nordistes croyaient moins en la cause des droits de l'homme que les Sudistes croyaient en la cause de la suprématie blanche¹⁷⁶. Les Noirs ont payé cher la politique de laissez-faire adoptée par leurs alliés du Nord, qui ont fini par les abandonner. Si *La Tribune* avait continué à exercer son influence tout au long de la Reconstruction radicale, elle n'aurait certainement pas empêché le résultat final de se produire, mais ses leaders n'auraient jamais laissé tomber les affranchis. À une époque où les gains constitutionnels des Noirs allaient être testés sur le terrain, *La Tribune* aurait été fort utile pour dénoncer la résistance violente des Sudistes blancs et pour rappeler aux Nordistes leur mission protectrice. Les divisions entre les deux groupes ne peuvent peut-être pas expliquer l'échec de la Reconstruction en Louisiane, mais elles peuvent expliquer la débâcle d'un journal qui, malgré la condescendance de ses leaders à l'égard des Noirs, était totalement dévoué à la cause des droits de l'homme et qui aurait pu continuer à influencer le Nord pour qu'il ne se détourne pas de sa responsabilité envers les anciens esclaves. Au fond, dans une société raciste du Nord au Sud, il ne faut pas s'étonner du fait que les Nordistes aient fini par laisser tomber les Noirs pour se concentrer sur la réconciliation nationale. *La Tribune* avait raison de croire que contre le racisme des Blancs, unis politiquement, gens de couleur et Noirs étaient plus forts que séparés: «United, we stand! Divided, we fall!», disait-elle de manière récurrente. En effet, l'unité entre les deux groupes préconisée par le journal radical les a menés à la victoire, la division les a menés à la défaite.

Dans ce volet journalistique, nous avons voulu corriger une négligence de l'historiographie qui a souligné la radicalisation de *La Tribune* aux dépens d'une pleine reconnaissance de *L'Union*. À partir de l'analyse détaillée des deux journaux, nous avons pu montrer que de l'un à l'autre, il y eut une évolution vers la radicalisation et que celle-ci était attribuable à un contexte favorable ainsi qu'à la collaboration du révolutionnaire belge Jean-Charles Houzeau. Avec lui comme éditorialiste, il n'y eut pas que le discours des leaders de

¹⁷⁶ Ted Tunnell, *Crucible of Reconstruction: War, Radicalism and Race in Louisiana, 1862-1877*, p. 213, 217.

couleur qui fut plus unificateur et plus inclusif: à en croire ses propres mots, peu de temps après son arrivée au journal, l'ensemble des compatriotes faisait front commun dans la lutte pour le suffrage universel. Si Houzeau semble effectivement avoir réussi à convaincre les gens de couleur de la nécessité d'une alliance politique avec les Noirs, ce fut parce que son discours unificateur ne mettait pas en question leur identité distincte, allant jusqu'à renforcer leur sentiment de supériorité auquel ils avaient besoin de se raccrocher après l'émancipation des esclaves. L'unité *raciale* qu'il préconisait dans ses éditoriaux avait pour but ultime de placer les hommes de couleur dans une position de pouvoir. Au-delà des idéaux de justice, derrière l'inclusion des affranchis dans la lutte pour l'obtention des droits civiques de *La Tribune*, se cachait chez les rédacteurs du journal un désir de jouer un rôle politique plus grand durant la Reconstruction, lequel devait servir à compenser pour leur perte de statut d'après-guerre. La solidarité *raciale* préconisée par *La Tribune* ne faisait que les conforter dans leur sentiment de supériorité. Cette condescendance des hommes de couleur à l'égard des affranchis, combinée aux différences ethno-culturelles entre les deux groupes, expliquent en grande partie la perte d'influence des premiers auprès des seconds. Certes, la faillite des Radicaux de Roudanez était attribuable à une trahison de la part de leurs alliés modérés blancs, mais elle était attribuable aussi à une erreur stratégique qui reflétait les divisions entre gens de couleur et Noirs et que même la rhétorique unificatrice de *La Tribune* n'a jamais pu enrayer. Bien que le discours se soit ajusté d'un journal à l'autre, le rapport que les hommes de couleur avaient aux affranchis est resté essentiellement le même. Après avoir analysé la relation entre les deux groupes à partir d'un discours journalistique stimulé à la fois par les aspirations progressistes et les intérêts de groupe de ses rédacteurs, nous l'analyserons maintenant en dressant un portrait social de la population de couleur afin de montrer comment s'exprimait plus concrètement son désir de rester distincte.

PARTIE III
ANALYSE SOCIALE ET JUDICIAIRE

CHAPITRE 6

DIVISIONS SOCIALES ET STRATÉGIES DE RÉSISTANCE À L'ASSIMILATION AUX AFFRANCHIS, 1860-1880

Le présent chapitre, qui entame le troisième volet de la thèse, a pour but d'établir un pont entre journalisme et comportement social. À partir d'un corpus de sources varié qui permettra de dresser un portrait plus global des gens de couleur et de leur rapport aux affranchis, il s'agira de montrer que malgré un discours journalistique qui finit par préconiser l'unité politique entre les deux groupes, les premiers voulaient maintenir une distance sociale avec les seconds. L'élitisme retrouvé dans la rhétorique unificatrice de *La Tribune* était en fait un continuum de l'élitisme qui caractérisait les relations sociales que les gens de couleur entretenaient avec la majorité noire. Autrement dit, «l'esprit aristocratique» que Houzeau reprochait aux leaders de couleur n'était que le reflet d'une attitude générale à l'égard des anciens esclaves et bien enracinée dans la mentalité des Créoles de couleur. Ces derniers ont fini par accepter de s'allier politiquement à des individus qu'ils considéraient socialement inférieurs parce que cette alliance, qui visait à accroître leur influence en Louisiane, renforçait leur sentiment de supériorité. Mais là s'arrêtait l'unité: unité politique n'impliquait pas unité sociale. Les gens de couleur pouvaient accepter de s'unir aux Noirs dans leur lutte pour l'égalité civique et politique, ce qui ne signifie pas qu'ils voulaient cultiver de relations sociales avec eux ou qu'ils voulaient les inclure dans leurs familles, communautés et lieux de sociabilité. En dépit d'un rapprochement politique nécessaire entre les deux groupes durant la guerre et la Reconstruction, nous verrons à travers les pages de ce sixième chapitre qu'il y avait chez les gens de couleur un désir de rester socialement distincts et distants des affranchis. Comme ce fut le cas pour l'unité politique et la position de pouvoir qu'elle leur conférait, la distance sociale que les gens de couleur souhaitaient maintenir avec les Noirs devait leur permettre de réaffirmer leurs différences identitaires et de compenser ainsi pour la perte de statut subie suite à l'abolition de l'esclavage. Cette distance sociale reflétait la condescendance des premiers à l'égard des seconds, mais elle reflétait aussi leur volonté de préserver une individualité de plus en plus menacée après la guerre de Sécession.

Ce chapitre est divisé en deux parties. La première partie explore l'impact conjugué de l'américanisation et du «noircissement» de la Nouvelle-Orléans entre 1862 et 1880, deux phénomènes qui battaient leur plein dans la seconde moitié du XIXe siècle et auxquels les Créoles de couleur ont dû s'ajuster afin de survivre comme collectivité distincte. La deuxième partie du chapitre est consacrée à l'analyse de trois stratégies de résistance à l'assimilation aux affranchis: changement de dénomination, comportement endogame et regroupement géographique. Ces stratégies de résistance avaient pour but d'isoler les gens de couleur et d'assurer la pérennité de leur bagage ethnique et culturel différent. Pour éviter d'être engloutis par la majorité noire anglophone et pour mettre en évidence leur identité distincte, ils se sont approprié le titre de «Créoles» après la guerre de Sécession et ont limité leur sociabilité en se mariant entre eux et en formant de petites communautés séparées, à part des affranchis. La négation de leur spécificité par rapport à ces derniers après la guerre ne les a pas empêchés de prendre les moyens pour continuer à s'en dissocier. Afin de développer ces deux parties, nous procéderons à l'analyse nominative du recensement de 1880, qui sera complétée par une analyse de sources textuelles et cartographiques. La méthodologie proposée ici est à la fois qualitative et quantitative. Il y a donc un glissement du journalisme au recensement et d'une approche purement qualitative à une approche mixte qui allie récits, démographie et géographie.

De la période *antebellum* à la période *postbellum*, les Créoles de couleur se sont toujours considérés comme différents et supérieurs aux Noirs. N'acceptant pas la polarisation raciale de la Louisiane qui, après la guerre, ne les reconnaissait plus comme un groupe distinct des affranchis, ils se sont organisés pour pouvoir continuer à s'en dissocier. Les Blancs et le système juridique louisianais ne les reconnaissaient plus comme distincts, soit, mais les Créoles de couleur avaient besoin, eux, de préserver leur identité et de continuer à croire qu'ils étaient supérieurs aux anciens esclaves. Ainsi, pour assurer la survie du groupe, dans une société de plus en plus hostile, les Créoles de couleur ont dû résister à l'envahissement noir et anglo-saxon de la Nouvelle-Orléans et insister sur leur spécificité identitaire, c'est-à-dire sur leur mixité raciale et sur leur culture francophone. La perte d'influence auprès des anciens esclaves en 1868 n'a pas interrompu cette démarche, qui va durer bien au-delà du XIXe siècle.

Avant d'aller plus loin, précisons que l'utilisation du recensement fédéral de 1880 pour appréhender le comportement conjugal et résidentiel des Créoles de couleur, comme nous proposons de le faire ici, soulève des problèmes méthodologiques qu'il faut mentionner, le premier étant relié au fait que la catégorie «Créole de couleur» de notre recherche est analysée à partir de la catégorie «mulâtre» du recensement (plus large et plus inclusive). Il y a aussi le problème de la classification raciale des personnes recensées qui pouvait être sujette à l'arbitraire des recenseurs et celui de savoir si les couples «mariés» l'étaient réellement¹. Malgré les réserves, nous avons persisté à vouloir utiliser ce document parce qu'il est riche en informations démographiques et sociales et qu'il permet de répondre aux questions que nous posons sur les Créoles de couleur, notamment sur leurs *patterns* conjugaux et résidentiels. Comme n'importe quel autre type de source, le recensement de 1880 ne donne pas accès à la réalité «pure» et il va de soi qu'une certaine prudence s'impose aux historiens qui en font l'analyse. Si notre démarche qui consiste à examiner la situation sociale des Créoles de couleur à partir d'un recensement fédéral a ses limites, auxquelles nous reviendrons sporadiquement dans le chapitre, elle offre néanmoins la possibilité de dégager des renseignements intéressants à la fois sur la Nouvelle-Orléans et sur la population étudiée.

6.1 Transformation du contexte social, 1860-1880

6.1.1 Américanisation de la Nouvelle-Orléans

Nous analyserons ici le processus d'américanisation de la Nouvelle-Orléans entre 1860 et 1880 en insistant sur ses moments forts, à savoir l'arrivée des Nordistes en 1862 et la rédaction des constitutions de 1864, 1868 et 1879. Les deux premières constitutions abolissaient le caractère officiel de la langue française en Louisiane, tandis que la troisième formalisait la polarisation raciale en sanctionnant la ségrégation. En fait, dans cette partie, nous proposons des repères chronologiques à un processus que les historiens ont reconnu mais qu'ils n'ont pas clairement périodisé. De plus, étant donné que le phénomène de l'américanisation de la Nouvelle-Orléans est bien documenté dans les récits des visiteurs étrangers et ceux des Créoles blancs, nous l'examinerons aussi à partir des observations faites par ces contemporains. Avant d'aller plus loin, toutefois, il serait bon de prendre un moment

¹ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 91, 202.

pour rappeler certains éléments concernant la «spécificité du contexte louisianais», qui a longtemps permis aux gens de couleur de se définir comme un groupe à part de la majorité noire et que l'américanisation mettait en péril².

Contrairement aux autres États sudistes, dans la Louisiane d'avant-guerre, le système de classification raciale n'était pas de type binaire, c'est-à-dire que les relations entre les races ne pouvaient être comprises dans une logique de rapport dialectique Blanc-Noir. En Louisiane, il prévalait une structure raciale tripartite basée sur une conception flexible de la race, tandis que dans les autres États de l'Union, il prévalait un système racial à deux niveaux basé sur une conception rigide de la race. Presque toutes les sociétés esclavagistes du Nouveau-Monde ont développé un ordre social à trois niveaux à l'intérieur duquel un groupe d'origine mixte a pu prospérer et jouir de nombreux avantages. Dès la période coloniale, la Nouvelle-Orléans a reproduit ce type de société plus flexible, alors que dans le reste des États-Unis, il s'est érigé une structure raciale rigide qui traçait une seule ligne de démarcation entre Blancs et Noirs. En ce qui concerne les relations socio-raciales, la Nouvelle-Orléans s'apparentait donc plus à l'Amérique latine qu'à l'Amérique anglo-saxonne et dans cette société raciale à trois niveaux, les gens de couleur ont fini par se forger une identité distincte qui reflétait leur statut intermédiaire privilégié et légalement reconnu. Il a fallu une guerre civile pour voir disparaître la triple stratification qui caractérisait la Louisiane et voir apparaître à sa place une société divisée en deux grands pôles raciaux à l'image des autres États sudistes³. L'écroulement de la société tripartite mettait fin au caractère distinctif de l'ancienne colonie française et avec cet écroulement, s'évaporait aussi la reconnaissance légale qui, durant toute la période esclavagiste, avait conféré aux gens de couleur un statut intermédiaire privilégié.

Particulièrement vigoureuse à partir de mai 1862 avec l'occupation d'étrangers nordistes qui méconnaissaient les spécificités louisianaises par rapport au reste du pays, l'américanisation de la Nouvelle-Orléans entraîna avec elle le remplacement graduel du système de classification raciale à trois niveaux de type «sud-américain» par le système de

² Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens: tourisme et identité en Louisiane*, Paris, Belin, 1999, p. 101.

³ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «Introduction to Part III», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 189-190; Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», p. 211-212.

classification raciale à deux niveaux de type «nord-américain». À l'américanisation, il faut ajouter un autre phénomène important pour expliquer l'écroulement de la société tripartite à la Nouvelle-Orléans: l'abolition de l'esclavage, qui est survenue en Louisiane au printemps de 1864 et qui ne s'est pas accompagnée d'une reconnaissance spéciale pour les gens de couleur. D'une part, le processus d'américanisation mettait fin à un système de classification basé sur une notion flexible de la race et qui tenait compte de la mixité raciale des individus (blanc/noir/mixte); d'autre part, l'abolition de l'esclavage mettait fin à un système de classification basé sur l'état civique des individus (liberté/esclavage). Après la guerre, ces deux phénomènes combinés donnèrent un coup dur à la structure sociale tripartite - qui reposait à la fois sur l'état civique et sur la mixité raciale des individus - et du coup tous deux ont arraché à la Louisiane sa spécificité et aux gens de couleur, leur statut privilégié. Ce fut comme si l'abolition de l'esclavage avait permis aux valeurs socio-raciales anglo-américaines de mieux s'imposer en Louisiane. Même si les historiens ne donnent pas de dates précises pour marquer la fin de la société tripartite, il y a un consensus historiographique implicite autour du fait que la guerre de Sécession l'a ébranlée et qu'elle fut supprimée de manière officielle avec la mise en place du système ségrégationniste dans les années 1880 pour disparaître totalement en 1896 avec le procès d'Homère Plessy. L'écroulement de la société tripartite est difficile à dater précisément parce qu'il s'agit d'un processus complexe qui s'échelonnait sur plusieurs années et qui était attribuable au double phénomène que nous venons d'expliquer. Malgré le manque d'exactitude chronologique, il est clair qu'avant la fin de la guerre les gens de couleur commençaient déjà à perdre leur statut privilégié et qu'avec l'arrivée des lois dites *Jim Crow* à la fin du XIXe siècle, la reconnaissance légale de la mixité raciale était bel et bien chose du passé en Louisiane.

Avec la suppression du système esclavagiste, la liberté des gens de couleur ne pouvait plus les distinguer des Noirs et avec l'américanisation de la Louisiane, leur métissage ne comptait plus comme critère de démarcation. Le seul fait que l'abolition de l'esclavage ne se soit pas accompagnée d'une reconnaissance particulière pour les gens de couleur montre effectivement que l'État créole s'américanisait. De plus en plus à partir de 1862, gens de couleur et Noirs formaient donc un bloc monolithique aux yeux des Blancs: alors qu'avant la guerre la mixité raciale comptait à la Nouvelle-Orléans, après la guerre il suffisait d'une goutte de sang noir pour être inclus dans la catégorie «Noir». En grande partie responsable de

leur perte de statut, l'américanisation de la ville ne se voyait pas uniquement dans les rapports raciaux qui tendaient à se rigidifier, elle se voyait également dans la substitution d'une culture anglophone à une culture francophone. L'anglicisation de la francophonie est aussi difficile à dater que la fin de la société tripartite car il s'agissait, là encore, d'un processus qui s'étalait sur plusieurs années. Mais nous avons tenté de contourner l'obstacle en mesurant le phénomène à l'aide de l'évolution du statut de la langue française en Louisiane qui, à partir de 1864, était en chute libre, comme la société tripartite.

À partir de la guerre et de la Reconstruction, le système de classification raciale louisianais se conformait de plus en plus à celui qui prédominait dans le reste du pays et la culture francophone était graduellement remplacée par la culture anglo-saxonne dominante. Soixante ans après l'achat de la Louisiane, la guerre civile constitue une nouvelle étape dans le processus d'américanisation de la Nouvelle-Orléans et comme «francophones d'ascendance africaine» les Créoles de couleur se trouvaient particulièrement désavantagés par les changements reliés à l'influence américaine⁴. Il ne faut pas s'étonner si leur résistance à l'américanisation fut plus acharnée que celle des Créoles blancs puisqu'ils avaient intérêt à préserver les spécificités louisianaises s'ils voulaient continuer à se dissocier des Noirs. En effet, après la guerre, les gens de couleur se sont américanisés moins rapidement que leurs homologues blancs puisqu'ils ont insisté sur leur mixité raciale et bagage culturel franco-créole afin de continuer à se dissocier des affranchis qui étaient surtout noirs et de culture anglo-américaine. Un peu plus loin dans ce chapitre, nous aborderons les stratégies adoptées par les gens de couleur pour résister à l'assimilation aux affranchis et à la domination anglo-saxonne. Mais, étant donné que nous avons établi un lien entre résistance à l'assimilation aux Noirs et résistance à l'américanisation, avant de les examiner, il est important de souligner que ce fut la période de guerre civile et d'après-guerre civile qui a donné le coup de grâce aux spécificités louisianaises jusque-là si avantageuses pour la population de couleur.

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, l'achat de la Louisiane en 1803 et l'arrivée massive d'immigrants irlandais en 1840 représentent des moments forts dans le processus d'américanisation et d'anglicisation de la Nouvelle-Orléans. Cependant, la période comprise entre 1862 et 1880 représente sans doute le moment où il atteint son point culminant. Deux

⁴ Shirley Thompson, *The Passing of a People*, p. xv.

faits survenus au cours de cette période montrent à quel point la Louisiane s'américanisait, autant du point de vue de la culture que du point de vue des relations raciales, le premier étant la disparition du caractère officiel de la langue française en 1864; le second, la mise en place du système ségrégationniste en 1879.

La guerre civile et la victoire de l'Union marquent la fin de la francophonie officielle en Louisiane. Les constitutions imposées par le Nord en 1864 puis en 1868 abolissent effectivement le statut officiel de la langue française et rendent obligatoire l'usage de l'anglais dans presque toutes les sphères d'activités publiques: enseignement, tribunaux, textes de lois et procès-verbaux des Assemblées législatives. Depuis que la Louisiane intégra les rangs de l'Union en 1812, le français avait toujours été reconnu comme seconde langue officielle dans l'État, à l'égal de l'anglais⁵. Mais à partir de 1864, et surtout 1868, le bilinguisme qui avait prédominé jusqu'à la guerre civile fit place à l'hégémonie de l'anglais: la Louisiane devint officiellement unilingue anglophone. Pour la première fois, en 1864, une constitution louisianaise prévoyait que l'enseignement primaire devait être donné en anglais. À l'anglicisation de l'enseignement, il faut ajouter l'anglicisation des domaines du droit et de la justice: à partir de 1864, les documents officiels, les délibérations législatives et les lois devaient être promulgués en anglais et, à partir de 1868, cette langue devait être utilisée pour ouvrir les procédures judiciaires⁶. La constitution de 1864 avait ébranlé la société tripartite en abolissant l'esclavage sans accorder de reconnaissance spéciale aux gens de couleur et, combinée à celle de 1868, elle a contribué à la disparition (officielle) du fait français en Louisiane. De plus, en ce qui concerne la constitution de 1868, il est intéressant de noter qu'elle octroyait des droits importants et chers aux gens de couleur, dont la franchise électorale et l'intégration dans les lieux publics mais, en bannissant le français, elle bannissait aussi un trait fondamental de leur identité et auquel ils tenaient tout autant.

La guerre de Sécession donna un coup dur à la francophonie louisianaise: l'évolution vers la domination absolue de l'anglais fut amorcée en 1864 et la victoire du Nord porta le

⁵ Patrick Griolet, *Cadjins et Créoles en Louisiane: histoire et survivance d'une francophonie*, p. 61, 80; John Smith-Thibodeaux, *Les francophones de Louisiane*, p. 33.

⁶ John Smith-Thibodeaux, *op. cit.*, p. 36; Patrick Griolet, *op. cit.*, p. 80. Voir articles 109 et 138 de la constitution louisianaise de 1868, disponible en ligne à l'adresse suivante: <<http://www.archive.org/stream/constitutionadop1868loui#page/n3/mode/2up>>.

coup fatal⁷. Après 15 ans d'occupation yankee, l'intégration des francophones au *melting pot* américain était presque un fait accompli. En 1879, soit deux ans après le départ des troupes nordistes, les Louisianais se sont dotés d'une nouvelle constitution et celle-ci restitua certaines mesures aux francophones, qui ont subsisté jusqu'au début du XXe siècle. Entre autres, elle rétablit la *possibilité* et non l'*obligation* de publier les textes de lois dans les deux langues et, tout en exigeant l'anglais dans les écoles primaires, elle autorisait l'enseignement en français là où il y avait une forte concentration de francophones, à condition de n'entraîner aucune dépense additionnelle⁸. Malgré les mesures prévues dans la constitution de 1879, incluses aussi dans celle de 1898, le français ne retrouva plus jamais son statut de langue officielle. La constitution de 1921, qui n'y faisait absolument aucune allusion, assura sa disparition complète. Faut-il interpréter l'imposition de l'anglais par les occupants du Nord comme une mesure punitive envers les Créoles qui s'étaient alliés au camp sécessionniste en 1861? Les représailles anti-françaises des Yankees en Louisiane avaient certainement pour but de réprimer une population qui voulut briser le pays, mais elles avaient aussi pour but d'unifier une nation divisée en assimilant les différences culturelles à l'élément anglo-saxon dominant⁹. Il s'agissait en quelque sorte d'homogénéiser le pays afin de centraliser les allégeances. À part quelques intellectuels, les Créoles blancs, eux-mêmes de plus en plus américanisés, étaient davantage complices de cet anéantissement linguistique qu'ils n'y ont résisté.

En plus de se voir dans la reconnaissance officielle de l'unilinguisme anglophone à partir de 1864, l'américanisation de la Nouvelle-Orléans se voyait aussi dans la reconnaissance officielle du système de relations raciales bipartite avec l'imposition, en Louisiane, d'une ségrégation qui s'institutionnalisait à partir de 1877. De retour au pouvoir, les Démocrates blancs n'ont pas tardé à matérialiser leur vision discriminatoire et désormais

⁷ John Smith-Thibodeaux, *Les francophones de Louisiane*, p. 37; Patrick Griolet, *Cadjins et Créoles en Louisiane*, p. 84.

⁸ John Smith-Thibodeaux, *op. cit.*, p. 36-37; Patrick Griolet, *op. cit.*, p. 80. Voir articles 154 et 226 de la constitution louisianaise de 1879, disponible en ligne à l'adresse suivante: <<http://www.archive.org/stream/constitutionsta00louigoog#page/n5/mode/2up>>. Voir aussi «La fin de la francophonie officielle», dans *Histoire linguistique de la Louisiane*, disponible en ligne à l'adresse suivante: <<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amnord/louisiane-2historique.htm>>.

⁹ Patrick Griolet, *op. cit.*, p. 84; John Smith-Thibodeaux, *op. cit.*, p. 36-37.

binaire de la société louisianaise, qu'ils ont formalisée dans la constitution dite *rédemptrice* de 1879. Sans l'exprimer de manière explicite, la constitution de 1879 sanctionnait la ségrégation dans les écoles et les établissements publics de l'État. Hormis l'article 231 qui autorisait la fondation d'une université noire séparée, la ségrégation ne fut pas codifiée comme telle, mais en vertu de ce document, le gouvernement louisianais n'assurait plus son soutien au principe de l'intégration¹⁰. Notons que la création d'une université séparée pour les Noirs a suscité une grande controverse au sein du leadership noir et de couleur: tandis que des leaders noirs comme P.B.S. Pinchback s'engageaient à accepter la nouvelle constitution et la ségrégation qu'elle sanctionnait en échange de la fondation d'une université noire; des leaders de couleur comme Aristide Mary s'y opposaient ardemment, rejetant cette reconnaissance formelle du paradigme binaire blanc/noir et son ascension en Louisiane¹¹. Le contentieux au sujet de l'université, qui n'est pas sans faire penser à l'antagonisme entre Booker T. Washington et W.E.B. Dubois, met en évidence les différences entre les deux groupes ainsi que la résistance des gens de couleur au système de relations raciales binaire¹². Ces derniers ont résisté à la ségrégation et à la polarisation raciale qu'elle impliquait et qui se mettaient véritablement en place à partir de 1877.

L'américanisation de la Louisiane se voyait donc dans l'instauration du système ségrégationniste d'après-guerre qui reniait l'existence d'une structure sociale tripartite au profit d'une société où la race, «érigée en valeur souveraine», était devenue plus importante que la culture¹³. À une époque où le moindre soupçon de sang noir obligeait la plus illustre des familles à se soumettre à la ségrégation, il n'est pas surprenant que les Créoles blancs se

¹⁰ Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 194; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 266; Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 280; Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 252-253. Voir article 231 de la constitution louisianaise de 1879, disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.archive.org/stream/constitutionsta00louigoog#page/n5/mode/2up>.

¹¹ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *op. cit.*, p. 252-253; Arnold R. Hirsch, «Fade to Black: Hurricane Katrina and the Disappearance of Creole New Orleans», *Journal of American History*, vol. 94, décembre 2007, p. 758.

¹² Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *op. cit.*, p. 253.

¹³ Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 101-102.

soient américanisés plus rapidement que les Créoles de couleur. L'appartenance raciale devenue déterminante, les premiers avaient intérêt à éviter tout rapprochement possible avec les seconds: ils avaient intérêt à miser sur leur blancheur et à se rapprocher des Américains blancs, tout comme ils avaient intérêt à se détacher de la culture francophone et à s'éloigner des Créoles de couleur. L'américanisation de la Louisiane pouvait vraiment être palpable à partir du moment où les Créoles blancs faisaient le choix d'associer leur identité à un héritage biologique (race blanche) plutôt que culturel (culture francophone)¹⁴. Alors qu'après la guerre, la Nouvelle-Orléans blanche assimilait rapidement la culture et les valeurs raciales de la société dominante, les Créoles de couleur, eux, y résistaient. En s'opposant à l'américanisation, ces derniers ont certainement contribué à retarder l'annihilation définitive des spécificités louisianaises, mais le processus était bel et bien enclenché et s'il pouvait être retardé, plus rien ne pouvait l'arrêter. Cette américanisation que nous avons tenté de saisir à l'aide des constitutions louisianaises de 1864, 1868 et 1879 est aussi documentée dans les récits de contemporains. Ce qui est documenté, en fait, dans ces sources narratives est surtout l'américanisation culturelle de la Nouvelle-Orléans plus que l'américanisation de ses valeurs raciales.

Le phénomène de l'américanisation de la Nouvelle-Orléans était tel, qu'il a fait l'objet de plusieurs observations intéressantes dans les récits de voyage des visiteurs étrangers qui ont séjourné en Louisiane au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Déjà à la fin de la période *antebellum* des observateurs perspicaces sentaient venir la disparition de la culture francophone. Ce fut le cas notamment du journaliste français Louis-Xavier Eyma qui se trouvait à la Nouvelle-Orléans peu de temps avant l'éclatement des hostilités. Dans ses notes de voyage, Eyma faisait preuve d'un grand pessimisme en ce qui concerne l'avenir de l'élément français en Louisiane: «De son embouchure à sa source, les rives du Mississippi sont pleines de souvenirs où le nom et l'esprit français sont mêlés. Presque à son embouchure s'élève une grande et puissante cité, la Nouvelle-Orléans, qui est un témoin et une preuve de nos héroïques luttes dans ces contrées, bien qu'aujourd'hui la tradition française, déjà oubliée, tende à s'y effacer complètement d'heure en heure»¹⁵. Un autre voyageur

¹⁴ Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 101-102; Joseph Logdon et Caryn Cossé Bell, «Introduction to Part III», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 190.

¹⁵ Xavier Louis Eyma, *La vie aux États-Unis: notes de voyage*, Paris, E. Plon et cie, 1876, p. 26. Pour

francophone - et non le moindre - a constaté le déclin de la culture française à la Nouvelle-Orléans avant, pendant et après la guerre de Sécession: Jean-Charles Houzeau. Voici ce que pensait Houzeau de l'état du quartier français et de la culture francophone en Louisiane lors de son premier passage à la Nouvelle-Orléans en 1858, en route vers le Texas: «Au reste, quand on dit quartier français, il faut bien chercher pour y découvrir une enseigne qui ne soit pas en langue anglaise. Mais il y a quelques boutiques à la française, ou plutôt à l'européenne, et l'on entend çà et là un nègre parler créole»¹⁶. Dans une lettre datée de 1863, il revient sur l'influence anglo-américaine et semble s'inquiéter de sa progression à la Nouvelle-Orléans: «New Orleans se transforme grandement; l'élément anglo-saxon renouvelle la face du midi, partout où il peut pénétrer [...] Mais si quelque chose m'effraie dans l'avenir c'est la puissance irrésistible de l'élément anglo-saxon américain lorsqu'il sera sorti triomphant de cette lutte terrible»¹⁷. Devenu fataliste en 1866, il prédit à ses parents que la population francophone de la Nouvelle-Orléans va «nécessairement disparaître» sous peu «devant la race anglo-saxonne»¹⁸.

Beaucoup de voyageurs qui ont séjourné en Louisiane après la guerre civile décrivent l'aspect physique de la Nouvelle-Orléans de manière très peu reluisante, comme étant une ville délabrée et mal entretenue, voire sale et répulsive à bien des égards. Le délabrement du quartier français en particulier est un thème récurrent dans les récits de voyageurs et il peut être interprété comme une métaphore du déclin de la culture créole en Louisiane dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. La détérioration à la fois physique et culturelle de la Louisiane francophone fut constatée avec chagrin par un autre observateur éclairé qui resta dix ans dans la ville créole et à qui revient, par ailleurs, la création du mythe de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire une ville détendue où les mœurs sexuelles sont relâchées et où règne la sensualité: Lafcadio Hearn. Arrivé aux États-Unis en 1869 à l'âge de 19 ans, cet Européen

plus d'informations sur L.-X. Eyma et ses publications, voir Edward Larocque Tinker, *Les écrits de langue française en Louisiane au XIX^e siècle*, p. 189-196 et Frank Monaghan, *French Travellers in the United States, 1765-1932*, New York, The New York Public Library, 1933, p. 39.

¹⁶ Lettre de Jean-Charles Houzeau datée du 23 janvier 1858, dans *Jean-Charles Houzeau: lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, p. 108.

¹⁷ Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents datée du 18 juin 1863, dans *op. cit.*, p. 312.

¹⁸ Lettre de Jean-Charles Houzeau à ses parents datée du 22 juillet 1866, dans *op. cit.*, p. 394.

d'origine gréco-britannique s'établit d'abord à Cincinnati puis, en 1878, il quitta l'Ohio pour la Louisiane et ce fut à la Nouvelle-Orléans qu'il élit domicile jusqu'en 1888. Grand admirateur de la culture créole, Hearn était en revanche très critique à l'égard de la culture anglo-saxonne et il regrettait profondément le déclin de la première au profit de la seconde en Louisiane¹⁹. Dans une description qu'il fait de la Nouvelle-Orléans en janvier 1878, il exprime sa grande déception face à la disparition imminente du quartier français dont l'exotisme charmant de sa population et de sa culture tombait en désuétude devant les avancées de la modernité anglo-américaine. Nous comprenons, dans l'extrait suivant, que Hearn était non seulement déçu du déclin physique et culturel de la Louisiane créole, mais déçu également de la détérioration d'un quartier dont l'architecture et le mode de vie «pittoresques» étaient remplacés de plus en plus par une architecture et un mode de vie «hideux», à savoir anglo-saxon, moderne et capitaliste:

I have spoken with enthusiasm of the beauty of New Orleans; I must speak with pain of her decay. The city is fading, mouldering, crumbling - slowly but certainly [...] Many of her noblest buildings are sinking into ruin; those dear old French houses, so quaintly picturesque with their green verandas, and peaked gables and dormer windows, are falling into dilapidation and are but too often being removed to make place for hideous modern structures. The charming French Opera-house on Bourbon street, where the Creoles supported opera for nearly half a century, is dark and dead and silent [...] The new generation who live in new fashioned dwellings and patronize new fashioned theaters, will tell you the French quarter is 'ugly and unendurable' [...] And the last survivors of the old regime, - the old Creole gentlemen who persistently live in the quaint houses amidst a certain quaint poverty, often, alas, vainly striving to keep out the dampness and to 'maintain appearances,' - are disappearing one by one from the life of the mouldering city, and are being filed away, like dusty documents, in the marble pigeon-holes of the cemeteries²⁰.

Le journaliste français Paul Marc Sauvalle, qui s'est établi au Canada dans les années 1880 après avoir vécu en Louisiane et au Mexique, met en évidence, lui aussi, la détérioration physique du quartier français suite à la guerre de Sécession: «Prenons une des grandes rues, par exemple, la rue Royale: elle est étroite comme les rues françaises, mal pavée, avec des trottoirs impossibles, sur lesquels on ne peut marcher en temps de boue. À chaque pas une

¹⁹ Pour des informations biographiques sur Lafcadio Hearn, voir Lafcadio Hearn, «Introduction: The Man Who Invented New Orleans», dans *Inventing New Orleans: Writings of Lafcadio Hearn*, sous la direction de S. Frederick Starr, Jackson, University Press of Mississippi, 2001 p. xi-xxvii.

²⁰ Lafcadio Hearn, «New Orleans Letter: New Orleans, January 5, 1878», dans *op. cit.*, p. 45-47.

dalle se dérange et retombe en éclaboussant d'une façon souvent indiscrete votre voisin ou votre voisine»²¹. Thérèse Bentzon confirme les propos de Hearn et de Sauvalle en ce qui concerne le délabrement de la Nouvelle-Orléans et surtout du quartier français. De passage en Louisiane au début des années 1890, cette romancière française critique sévèrement l'état de la ville après qu'elle fut dépouillée de son appareil de carnaval:

Durant les jours qui suivent, il semble qu'un feu d'artifice se soit éteint: la ville entière ressemble à cette filleule de fée qui sur le coup de minuit voit ses diamants se changer en guenilles et son carrosse redevenir citrouille. On s'aperçoit alors que les rues sont fort sales, entrecoupées d'horribles égouts où tout ce qui ailleurs se cache est lamentablement visible; les maisons, dépouillées de leurs tentures de fête, montrent souvent une façade lépreuse aux peintures écaillées; les balcons de fer forgé qui s'avançaient la nuit comme à l'affût d'une sérénade sont, au soleil, chargés de rouille. Je parle ici surtout du vieux quartier français, séparé de la nouvelle ville par une grande voie populeuse, Canal Street, à laquelle, quoi qu'on fasse, on aboutit toujours²².

Se trouvant à la Nouvelle-Orléans durant la même période que Bentzon, le voyageur français Jean d'Albrey fait également ressortir la décrépitude du vieux quartier latin. Alors qu'il décrit l'ancienne ville (le quartier français) comme étant déclinante et disgracieuse, il décrit la nouvelle ville (le quartier américain) comme étant belle et moderne. Ses impressions contradictoires du quartier français et américain (tous deux séparés par la rue Canal) sont représentatives, dans un sens figuré, du déclin de la culture créole et de l'essor de la culture américaine à la Nouvelle-Orléans:

Quand on arrive par le Sud, comme c'est notre cas, l'aspect n'est guère flatteur. Des abords de la gare un omnibus cahotant nous transporte à notre hôtel, rue Royale, à travers la vieille ville qui est l'ancienne ville française. Les rues sont droites mais à cette qualité près, quelle laideur de tout l'ensemble! Sol boueux, devanture minable des magasins, façades grises et décrépies des maisons [...] Cela, par un ciel fuligineux et une atmosphère humide qui ne contribuent pas à étayer le tableau. Mais ce n'est ici, heureusement, qu'une partie, et la moindre, de l'ancienne capitale de la Louisiane. À côté de la vieille cité d'où le mouvement et la vie se retirent, et qu'on laisse telle qu'elle fut bâtie dans la première moitié du XVIII^e siècle, on a édifié une

²¹ Paul Marc Sauvalle, *Louisiane, Mexique, Canada: aventures cosmopolites*, Montréal, Desaulniers et Leblanc, 1891, p. 224.

²² Thérèse Bentzon, *Les Américaines chez elles: notes de voyage*, Paris, Calmann Lévy, 1896, p. 369-370. Thérèse Bentzon est le pseudonyme de Marie Thérèse De Solms Blanc. Pour plus d'informations sur Th. Bentzon, voir Yetta Blaze De Bury, «Madame Blanc Bentzon as a Romance Writer», dans *French Literature of Today: A Study of the Principal Romancers and Essayists*, Boston, Houghton, Mifflin and Company, The Riverside Press, 1898, p. 239-262.

ville américaine dans le style moderne, où nous retrouvons ces grands immeubles et cette largeur de voies qui devient un besoin sitôt qu'on en a goûté les avantages. Les deux villes sont séparées l'une de l'autre par la large rue Canal, principale artère, incessamment parcourue par ces cars à trolley. Ici l'impression devient meilleure²³.

Si le déclin de la culture francophone en Louisiane était évident dans la deuxième moitié du XIXe siècle à travers les récits de voyageurs, ce déclin était tout aussi évident à travers les récits écrits par des Créoles blancs qui s'inquiétaient de l'américanisation de leur peuple et de leur État. L'annihilation de l'élément français semblait à ce point inévitable après la guerre que des écrivains créoles comme Alfred Mercier en ont fait un véritable cheval de bataille. En plus de s'exprimer dans son pamphlet *Du Panlatinisme*, publié en 1862, la préoccupation de ce Créole blanc pour la sauvegarde de sa langue et de sa culture est perceptible dans un roman qu'il a publié en 1881 intitulé *L'habitation Saint-Ybars*. Dans son roman, l'auteur fait preuve d'un grand pessimisme quant à l'avenir de la culture créole en Louisiane et ce pessimisme se reflète dans la mort de tous les membres de la famille Saint-Ybars après la guerre de Sécession. La destruction de cette grande famille créole blanche doit être interprétée dans un sens métaphorique, c'est-à-dire comme étant une représentation de la disparition de la spécificité culturelle louisianaise au profit des valeurs anglo-américaines dominantes. Au fond, les Saint-Ybars représentaient un microcosme du peuple créole blanc et la fatalité de cette famille représentait la fatalité de la culture francophone en Louisiane. Comme l'explique l'un des seuls personnages de l'habitation que Mercier a fait survivre, l'enseignant français nommé Pélasge, un exilé de la révolution de 1848 qui s'est établi en Louisiane où il a vécu avec la famille Saint-Ybars jusqu'à ce qu'il quitte l'État après la guerre civile pour retourner en Europe: «Ma bonne Lagniape, dit-il, nous voici bien seuls! De cette nombreuse et brillante famille des Saint-Ybars, il ne reste plus personne; maîtres, enfants, domestiques, tous morts ou dispersés. Pour parler d'eux il n'y a plus que vous et moi, une ancienne esclave et un étranger»²⁴. Dans son récit, Mercier ne laisse «poindre aucun espoir» pour ce qui est de la survie des francophones en Louisiane et au cours des années

²³ Jean d'Albrey, *Du Tonkin au Havre: Chine, Japon, Îles Hawaii, Amérique*, Paris, E. Plon, 1898, p. 244-245.

²⁴ Alfred Mercier, *L'habitation Saint-Ybars: ou maîtres et esclaves en Louisiane*, sous la direction de Réginald Hamel, Montréal, Guérin Littérature, 1989, c1881, p. 302.

1890, le pessimisme de l'auteur ayant atteint son paroxysme, il prédit que vers le milieu du XXe siècle le français en Louisiane serait chose du passé, que plus personne dans cet État ne parlerait sa langue maternelle: «Il faut être aveugle et sourd», dit-il en 1891, «pour ne pas saisir l'invasion de la langue anglaise en Louisiane; elle domine déjà dans la politique, les tribunaux, la presse et le commerce [...] Tous les hommes de langue française sont obligés de parler la langue anglaise, tandis que pas un homme de langue anglaise n'est obligé d'apprendre le français pour la conduite de ses affaires»²⁵. Non seulement la langue anglaise dominait-elle dans les affaires publiques, l'instruction et les tribunaux mais, selon l'écrivain créole, elle dominait aussi dans le domaine de la presse et du commerce. À en croire les propos de Mercier, l'américanisation de la Louisiane était pratiquement un fait accompli à la fin du XIXe siècle.

La culture française était bel et bien moribonde après la guerre de Sécession et son agonie était perceptible à travers les récits de l'époque, qu'ils aient été écrits par des étrangers ou par des Louisianais. Dans le contexte d'américanisation d'après-guerre où la culture anglophone se substituait à la culture francophone et où les relations raciales rigides du système binaire se substituaient aux relations raciales flexibles du système tripartite, les Créoles de couleur étaient les grands perdants puisqu'il s'avérait de plus en plus difficile pour eux de continuer à survivre comme collectivité distincte des affranchis. Alors que les Créoles blancs, au grand dam de Mercier, assimilaient la culture et les valeurs raciales de la société dominante et qu'ils délaissaient leur identité culturelle au profit d'une identité raciale pour éviter tout rapprochement possible avec les Créoles de couleur; les Créoles de couleur, eux, résistaient à l'invasion anglo-américaine en misant sur leur mixité et sur la culture francophone pour continuer à se dissocier de la majorité noire anglophone. Dans une société d'apparence où le système de relations raciales se rigidifiait, l'identification raciale blanche offrait des avantages aux Créoles blancs que l'identification raciale noire n'offrait pas aux Créoles de couleur. Par conséquent, l'américanisation de ces derniers fut plus lente²⁶. Au

²⁵ Alfred Mercier, «Introduction», dans *L'habitation Saint-Ybars: ou maîtres et esclaves en Louisiane*, p. 28. Citation prise dans Edward Larocque Tinker, *Les écrits de langue française en Louisiane au XIXe siècle*, p. 358-359.

²⁶ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «Introduction to Part III», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 191.

fond, entre 1862 et 1880, seuls les Créoles de couleur avaient un intérêt réel à résister à l'américanisation de la Louisiane puisque seule cette résistance leur permettait d'éviter l'assimilation aux affranchis, d'autant plus que durant et après la guerre civile, le nombre de ceux-ci augmenta substantiellement à la Nouvelle-Orléans avec l'arrivée massive de travailleurs noirs en provenance des plantations environnantes. Afin de ne pas disparaître dans un monde qui s'homogénéisait et où il n'y avait plus de place pour la nuance raciale, les Créoles de couleur avaient intérêt à réaffirmer leur spécificité phénotypique et culturelle. Pour survivre comme collectivité distincte, ils devaient, certes, s'ajuster à l'américanisation, mais aussi à l'augmentation du nombre de Noirs anglophones à la Nouvelle-Orléans.

6.1.2 «Noircissement» de la Nouvelle-Orléans

Si les années 1860-1880 ont été déterminantes en ce qui concerne l'américanisation de la Nouvelle-Orléans, elles l'ont été tout autant en ce qui concerne le «noircissement» de la ville. En effet, ces années correspondent à une période où le nombre de Noirs s'est considérablement accru. Grâce à l'arrivée des milliers de travailleurs noirs en provenance des plantations environnantes, en l'espace de vingt ans, la population non-blanche de la Nouvelle-Orléans a plus que doublé. Comme le montre le tableau 3, elle passa de 25 423 en 1860 à 50 495 en 1870 et à 57 647 en 1880. Le nombre total d'habitants étant respectivement de 170 024, de 191 418 et de 216 506, cela signifie que la proportion de résidents non-blancs passa de 15 pour cent en 1860 à 26 pour cent en 1870 et à 27 pour cent en 1880. Si, en vingt ans, la population non-blanche a plus que doublé à la Nouvelle-Orléans en nombre et presque doublé en pourcentage, la proportion de la population blanche a, quant à elle, diminué de 12 points: elle passa de 85 pour cent en 1860 à 74 pour cent en 1870 et à 73 pour cent en 1880. Ces chiffres sont significatifs puisqu'ils mettent en évidence l'impact démographique qu'a eu l'afflux de travailleurs ruraux noirs à la Nouvelle-Orléans, afflux responsable du «noircissement» de population orléanaise entre 1860 et 1880. En ce qui concerne la population blanche, il est intéressant de noter un recul en chiffres absolus entre 1860 et 1870, dû aux conséquences de la guerre, et au contraire une augmentation entre 1870 et 1880. Cette augmentation en nombre (sinon en proportion) s'explique par le changement des limites frontalières de la ville qui s'est effectué au cours des années 1870, alors que les anciennes

municipalités de Jefferson, Algiers et Carrollton furent annexées à la Nouvelle-Orléans²⁷. En faisant augmenter la superficie de la ville, l'incorporation de ces anciennes municipalités après la guerre a fait augmenter aussi sa population, notamment sa population blanche, entre 1870 et 1880. L'immigration ne semble pas avoir joué un rôle majeur pour expliquer la hausse de la population blanche, la proportion d'immigrants par rapport à la population totale entre 1860 et 1880 ayant baissé considérablement: presque 40 pour cent en 1860, elle décrut à environ 25 pour cent en 1870 et à moins de 20 pour cent en 1880²⁸.

Tableau 3²⁹
Population de la Nouvelle-Orléans, 1860-1880

Années	Population blanche (%)	Population non-blanche (%)	Totaux
1860	144 601 (85)	25 423 (15)	170 024
1870	140 923 (74)	50 495 (26)	191 418
1880	158 859 (73)	57 647 (27)	216 506

Le mouvement d'exode rural des travailleurs noirs, qui commença en 1862 avec l'arrivée des Nordistes à la Nouvelle-Orléans, se poursuivit jusqu'à la fin de la Reconstruction en 1877 et il posa de sérieux problèmes à la population de couleur de la ville puisqu'il les plaça dans une position encore plus minoritaire que jamais. Avant la guerre, le recensement fédéral de 1860 indique que les gens de couleur libres comptaient dans leurs rangs 10 939 individus, représentant 6,4 pour cent de la population orléanaise totale et 43 pour cent de la population non-blanche. En ce qui concerne les esclaves, ces derniers comptaient parmi eux 14 484 individus en 1860, représentant 8,5 pour cent de la population

²⁷ Pour l'évolution géographique de la Nouvelle-Orléans, voir <<http://nutrias.org/facts/wards.htm>>.

²⁸ Elizabeth Fussell, «Constructing New Orleans, Constructing Race: A Population History of New Orleans», *The Journal of American History*, vol. 94, no 3, décembre 2007, p. 847.

²⁹ Les chiffres de 1860 ont été pris dans Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanization of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 206; tandis que les chiffres de 1870 et 1880 ont été pris dans John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 221.

totale de la ville et 57 pour cent de la population non-blanche³⁰. Dix et vingt ans plus tard, il n'existe pas de compilation statistique qui permettrait de montrer l'évolution démographique de ces deux groupes séparés, la catégorie «gens de couleur libres» ayant disparu du recensement après la guerre. Il aurait été intéressant de comparer le nombre total de gens de couleur au nombre total de Noirs entre 1860 et 1880 afin de montrer qu'effectivement en l'espace de vingt ans la proportion des premiers avait diminué par rapport aux seconds en raison du mouvement migratoire des Noirs ruraux à la Nouvelle-Orléans. Mais ces compilations statistiques ne sont disponibles que pour 1860 (et antérieurement). Les recensements numériques de 1870 et de 1880 incorporent les deux catégories sociales sous la même dénomination, à savoir «*colored persons*». Seuls les recensements nominatifs de 1870 et de 1880 continuent de reconnaître en quelque sorte les deux collectivités puisqu'ils recensent séparément les «Noirs» et les «mulâtres». Statistiquement, la catégorie dans laquelle étaient inclus les Créoles de couleur a donc été supprimée après la guerre, mais par la catégorie «mulâtre» du recensement nominatif, il est possible d'identifier le groupe de manière indirecte.

Comme il n'existe pas de recensements numériques qui comptabilisent séparément gens de couleur et Noirs après la guerre de Sécession, nous avons fait une compilation statistique à partir du recensement nominatif de 1880 (analysé en détail pour le présent chapitre) en utilisant la catégorie «mulâtre» afin de montrer que la proportion des premiers a bel et bien baissé relativement aux seconds entre 1860 et 1880. Pour cette compilation, nous avons comptabilisé la population de la Nouvelle-Orléans de 1880 qui était concentrée uniquement dans les 11 premiers arrondissements de la ville (sur un total de 17). Cela nous a permis d'avoir, non pas la population globale de la ville en 1880 (216 506), mais 85 pour cent de cette population (184 958), une proportion forte qui devrait être suffisamment représentative de la population totale de la Nouvelle-Orléans en 1880. Mais surtout, nous avons retenu les 11 premiers arrondissements et non l'ensemble des 17 arrondissements qui composaient la ville en 1880 parce que, en 1860, la Nouvelle-Orléans était composée uniquement de ces mêmes 11 premiers arrondissements, les six autres ayant été ajoutés après la guerre au cours des années 1870 grâce à l'incorporation des anciennes villes de Jefferson

³⁰ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanization of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 206.

(12, 13, 14), Algiers (15) et Carrollton (16, 17)³¹. Ainsi, le 85 pour cent de la population de 1880 que nous avons comptabilisée correspond à 100 pour cent de la population de la ville en 1860. À des fins de comparaison plus juste et plus précise, nous avons donc comparé le même territoire en 1860 qu'en 1880.

En 1860, nous avons vu que la proportion des gens de couleur libres par rapport à la population totale de la ville était de 6,4 pour cent et que par rapport à la population non-blanche, elle était de 43 pour cent. Vingt ans plus tard, le tableau 4 montre que la proportion des gens de couleur (la catégorie «mulâtre» du recensement) par rapport à la population totale de la ville était de 9 pour cent et que par rapport à la population non-blanche, elle était de 38 pour cent. En ce qui concerne la population noire, si en 1860 elle représentait 8,5 pour cent de la population totale de la ville et 57 pour cent de la population non-blanche, en 1880, elle constituait 16 pour cent de la population totale orléanaise et 62 pour cent de la population non-blanche. Relativement à la population totale de la Nouvelle-Orléans, la proportion de la population de couleur augmenta de 3 pour cent, mais relativement à la population non-blanche, elle baissa de 5 pour cent. Quant à la proportion des Noirs, par rapport à la population totale, elle doubla et par rapport à la population non-blanche, elle augmenta de 5 pour cent. Certes, entre 1860 et 1880, la population de couleur s'accrût, passant de 10 000 à 17 000, mais elle ne s'accrût pas au même rythme que la population noire qui, elle, se multiplia par deux, passant de 14 000 à presque 29 000. En plus d'avoir été incorporés statistiquement aux Noirs après la guerre, les gens de couleur ont vu leur proportion baisser considérablement par rapport à eux et cette baisse les plaça dans une position démographique très précaire qui les incita à prendre les moyens pour continuer à se distinguer d'une majorité noire plus forte que jamais.

La méthode proposée pour comptabiliser séparément gens de couleur et Noirs en 1880 permet ainsi de montrer que la proportion des premiers relativement aux seconds a beaucoup diminué entre 1860 et 1880 (de 43,03 à 37,65 pour cent) tout comme elle permet de montrer que leur statut s'est, d'un point de vue démographique, fragilisé. De là l'importance pour eux de réaffirmer leur spécificité ethnique et culturelle: s'ils ne voulaient pas être engloutis par des Noirs anglophones de plus en plus nombreux entre 1860 et 1880, les

³¹ Pour l'évolution géographique de la Nouvelle-Orléans, voir <<http://nutrias.org/facts/wards.htm>>.

Créoles de couleur devaient se séparer et insister sur leurs différences. Que ce soit à cause de la proportion faible, de la règle du «one-drop» ou de la suppression de leur catégorie sociale, après la guerre, le statut des Créoles de couleur était plus vulnérable que jamais et il n'en tenait désormais qu'à eux de s'affirmer comme collectivité distincte.

Tableau 4³²
Population de la Nouvelle-Orléans, Blancs, personnes de couleur (mulâtres), Noirs, 1860 et 1880

Années	Pop. blanche (%)	Pop. noire (%)	Pop. couleur (%)	Totaux	Proportion pop. couleur vs pop. non-blanche
1860	144 601 (85)	14 484 (8,5)	10 939 (6,4)	170 024	43,03%
1880	138 636 (75)	28 880 (15,6)	17 442 (9,4)	184 958	37,65%
% Année/Année (1880/1860)	96%	199%	159%	109%	-5,38%

Étant donné que dans le recensement nominatif de 1880 la catégorie «Créoles (ou personnes) de couleur» n'existait pas, nous avons dû saisir cette population de manière indirecte, soit en passant par la catégorie «mulâtre» qui, elle, existait. Or, il est important de préciser que dans la catégorie «mulâtre» de 1880, nous retrouvions aussi des affranchis de langue et de culture anglo-américaines, c'est-à-dire que ce n'était pas tous les «mulâtres» recensés en 1880 qui étaient des Créoles de couleur. Par conséquent, la baisse que nous avons relevée dans leur proportion par rapport à la population non-blanche entre 1860 et 1880 serait encore plus marquée si nous avions isolé les «mulâtres» de langue et de culture francophones. Notre méthode a ses limites, soit, mais elle permet quand même de dégager des tendances et de tirer des conclusions. À propos de la catégorie «mulâtre», notons également qu'elle fut temporairement supprimée du recensement nominatif en 1900. Combinée à la décision de la Cour suprême de 1896, cette suppression renforçait la classification raciale binaire Blanc/Noir et elle témoignait de l'engagement du gouvernement fédéral envers la règle de

³² Compilation faite à partir du recensement nominatif de 1880 pour la population des 11 premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans. Précisons que pour cette compilation, les 97 Indiens et Chinois dénombrés, qui représentaient les deux autres catégories raciales du recensement, ne sont pas inclus dans le total de 1880 et que les institutions (asiles, hôpitaux, prisons) le sont.

l'unique goutte de sang. L'effacement de la catégorie «mulâtre» en 1900 montre que les classifications d'un recensement ne sont jamais totalement objectives et que malgré la neutralité scientifique à laquelle prétendent les statisticiens qui les définissent, elles reflètent toujours les contextes sociaux et politiques dans lesquels elles sont élaborées³³.

Dans un contexte qui déniait «l'existence d'une société louisianaise tripartite»³⁴, se dissocier de la majorité noire était devenu de plus en plus difficile pour les Créoles de couleur, quoique de plus en plus nécessaire afin de survivre comme collectivité distincte. Le refus des Blancs de les reconnaître indépendamment des affranchis après la guerre ne les a pas empêchés de vouloir continuer à se séparer et à préserver leur individualité. Au-delà de leur élitisme, le processus de distanciation sociale des gens de couleur était attribuable à un désir de survivre comme groupe ethnique à part entière et de protéger un patrimoine identitaire menacé dans le contexte d'après-guerre. À notre avis, les historiens n'ont pas suffisamment insisté sur la conscience ethnique des Créoles de couleur comme facteur déterminant dans leur volonté de se distinguer des Noirs. S'étant forgée tout au long du XIXe siècle, leur identité a franchi un seuil important dans son processus de maturation durant la période *antebellum*. Mais, entre 1860 et 1880, cette même identité fut confrontée à des défis redoutables et ils ont dû prendre les moyens pour la protéger en empruntant des stratégies de survie identitaire dont le but était de réaffirmer leur bagage ethnique et phénotypique différent. Que ce soit par condescendance ou par désir de préserver une identité menacée, les raisons qui expliquent pourquoi les Créoles de couleur voulaient résister à l'assimilation aux affranchis impliquaient toutes une résistance à l'américanisation de la Nouvelle-Orléans, laquelle fut renforcée par l'afflux des travailleurs noirs anglophones dans la ville créole entre 1860 et 1880. Nous verrons maintenant comment ils s'y prenaient pour y arriver et quelles étaient exactement les stratégies de résistance adoptées. Leur désir de rester distincts a eu pour effet qu'ils se sont approprié le titre de Créoles après la guerre de Sécession, qu'ils ont eu recours à des alliances de type endogame et qu'ils ont formé des communautés à part, séparées des Noirs.

³³ Jennifer L. Hochschild et Brenna M. Powell, «Racial Reorganization and the United States Census 1850-1930: Mulattoes, Half-Breeds, Mixed Parentage, Hindoos, and the Mexican Race», *Studies in American Political Development*, vol. 22, no 1, 2008 [en ligne]: <http://scholar.harvard.edu/jlhochschild/publications/racial-reorganization-and-united-states-census-1850-1930-mulattoes-half-br#_edn27>, consulté le 28 septembre 2012.

³⁴ Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 101.

6.2 Stratégies de résistance

6.2.1 Changement de dénomination: de «gens de couleur libres» à «Créoles de couleur»

Afin de mettre en évidence leurs distinctions face à la majorité noire, les gens de couleur libres ont changé de dénomination après que la guerre civile ait éradiqué leur statut intermédiaire particulier. Pour la population francophone libre de sang-mêlé et de religion catholique, l'appellation *gens de couleur libres* fut employée jusqu'à l'abolition de l'esclavage, après quoi, elle est tombée en désuétude et ces derniers, refusant de devenir «Noirs», sont devenus les *Créoles de couleur*³⁵. Ce changement de dénomination peut être interprété comme étant un signe de résistance à l'américanisation et à l'amalgame avec anciens esclaves. En effet, par leur appellation même, les gens de couleur libres voulaient faire ressortir à la fois leur différence phénotypique et leur spécificité ethno-culturelle: dans l'expression «Créoles de couleur», le mot «Créole» montre qu'ils étaient de culture et de langue francophones, tandis que la majorité noire était de culture et de langue anglo-américaines; le mot «couleur» montre (comme ce fut le cas avant la guerre) qu'ils étaient de sang mêlé, tandis que les affranchis étaient surtout noirs. Ils ont choisi de se nommer Créoles de couleur afin de souligner leur spécificité identitaire au moment où l'écroulement de la structure raciale tripartite supprimait leur distinction légale avec les nouveaux affranchis³⁶. Les gens de couleur se sont approprié l'appellation «créole» à un moment spécifique de leur histoire, soit lorsque la créolité était l'un des derniers atouts dont ils disposaient pour leur permettre de se dissocier des affranchis. Ce changement de vocable reflétait, certes, leur désir d'affirmer leurs différences avec les Noirs, mais il reflétait aussi leur prise de conscience identitaire dans le contexte d'américanisation d'après-guerre, un contexte qui menaçait la pérennité de leur identité distincte à la fois comme francophones et comme métis. Autrement dit, les gens de couleur libres ont résisté à leur perte de statut et à leur amalgame social avec les affranchis en s'identifiant ouvertement comme Créoles puisque leur ancienne appellation, outre le fait d'être tombée en désuétude, n'était plus valable pour mettre en évidence

³⁵ James Cowan, *La Marseillaise noire*, p. 10-12; Sara Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 100; Mary Gehman, *The Free People of Color*, p. 2, 80; Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 96.

³⁶ Sara Le Menestrel, *op. cit.*, p. 100.

l'identité ethnique sur laquelle ils insistaient davantage pour se distinguer des Noirs et pour survivre comme collectivité distincte³⁷.

L'expression «Créole de couleur» fut adoptée par les gens de couleur au même moment où le mot «créole» faisait l'objet d'une redéfinition³⁸. Les principaux responsables de cette redéfinition étaient des Créoles blancs qui, après la guerre civile, ont décidé de ne plus partager leur identité ethnique avec les personnes de couleur. L'incontestable hégémonie blanche qui régnait en Louisiane, comme dans les autres États sudistes, avant la guerre de Sécession avait permis une alliance créole «pan- raciale» entre gens de couleur et Blancs, c'est-à-dire qu'elle avait permis le partage d'une identité commune entre deux collectivités de langue et de culture francophones dont les origines louisianaises remontaient à l'époque coloniale. Mais avec la chute de la Confédération et la montée du pouvoir politique noir durant la Reconstruction, les Blancs en général ont développé un nouveau sentiment d'hostilité envers les Noirs, quelle que fut leur teinte, quelle que fut leur ethnicité, et les Créoles blancs en particulier, craignant que l'identité ethnique qu'ils partageaient avec les gens de couleur ne fasse monter la suspicion quant à la pureté de leur sang, ont commencé à proclamer haut et fort l'impossibilité qu'un Créole puisse être autre chose qu'une personne strictement blanche³⁹. Après la guerre, les Créoles blancs étaient déterminés à affirmer l'intégrité de leur race en déniaient l'appellation «Créole» aux gens de couleur.

L'un des instigateurs de cette vision toute blanche de la créolité fut le Dr J. W. Durel. À travers les pages d'un journal satirique francophone intitulé *Le Carillon*, qu'il fonda en 1869, il défendait la pureté raciale des Créoles blancs et exprimait avec beaucoup d'éclat son intolérance face à l'ambiguïté raciale des gens de couleur, souvent tournés en dérision dans ses articles. Ce journal hebdomadaire, publié jusqu'en 1875, a redéfini l'identité créole de manière à exclure tous les mulâtres qui s'en réclamaient, c'est-à-dire qu'il a dépouillé les gens de couleur de leur créolité pour réserver le titre de «créole» uniquement aux Blancs. Niant la société tripartite louisianaise, Durel publia un article en juillet 1873 qui ne laissait

³⁷ Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 96.

³⁸ Sara Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 100.

³⁹ Richard Campanella, *Geographies of New Orleans: Urban Fabrics Before the Storm*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, 2006, p. 207; Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 172-173.

planer aucune équivoque quant à son désir d'imposer une définition rigide du mot «créole» auprès d'un lectorat francophone de plus en plus réceptif face à ce genre de rhétorique polarisée:

Ce que veulent les fils de la Louisiane, le moment de le dire est venu: Il faut être BLANC OU NOIR, que chacun se décide. Deux races sont en présence: l'une supérieure, l'autre inférieure [...] leur séparation est nécessaire *absolument*. Séparons donc, et dès aujourd'hui, en deux Partis bien tranchés: le PARTI BLANC et le PARTI NOIR. La position alors sera nette: La Louisiane blanche ou la Louisiane noire. Le Carillon arbore le drapeau des blancs, avec la conviction profonde que ce n'est que sous ses plis que l'on peut sauver la Louisiane⁴⁰.

Non seulement pouvons-nous voir dans l'extrait sélectionné un engagement du *Carillon* pour la cause de l'hégémonie blanche et pour une interprétation de la créolité qui excluait la nuance raciale, mais nous pouvons voir aussi un désaveu total du statut intermédiaire des gens de couleur. À une époque où les relations raciales se rigidifiaient, Durel voulait s'assurer que lui et ses compatriotes créoles blancs soient du bon côté de la nouvelle ligne de démarcation raciale qui se traçait en Louisiane après la guerre de Sécession. D'autant plus que le climat social et politique était à la violence, comme en témoigne par exemple le soulèvement qui eut lieu en septembre 1874 connu sous le nom de *Battle of Liberty Place* qui opposa la *White League* à la Police métropolitaine intégrée de la Nouvelle-Orléans pour le contrôle du gouvernement en Louisiane. Après avoir défait les officiers de la ville, la *White League* s'empara temporairement du siège de la Législature d'État. Sa victoire ne fut que de courte durée, toutefois, puisqu'avec l'aide de l'armée fédérale, en moins d'une semaine le gouvernement républicain de William Pitt Kellogg fut restauré. Même si l'organisation paramilitaire du Parti démocrate n'a pas réussi à renverser le gouvernement de Kellogg, sa tentative de coup d'État marque un moment important dans le processus de polarisation raciale de la Louisiane et de consolidation de ses citoyens caucasiens⁴¹. Influencée par la radicalisation de la période, la propagande haineuse de Durel l'a aussi encouragée dans une large mesure en rejetant l'existence d'une société tripartite louisianaise et en incitant les siens à embrasser une définition absolue de la créolité.

⁴⁰ Cité dans Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 137.

⁴¹ *Ibid*, p. 136-137; Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 154, 171-177; Edward Larocque Tinker, *Creole City*, p. 171-177; Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 132, 171-172.

Dans le contexte de tensions raciales et de violence anti-noire qui régnait en Louisiane durant la Reconstruction, surtout dans les années 1870, et auquel les Créoles blancs eux-mêmes contribuèrent, ces derniers avaient intérêt à imposer une définition purement blanche de la créolité s'ils voulaient éviter d'être associés de près ou de loin à la race dite «dégradée». Au fond, pour échapper à une telle association, ils ont intériorisé le système de relations raciales binaire et l'ont appliqué à l'identité créole qui, du coup, fut dépouillé de son sens nuancé. Résultat: au moment où les gens de couleur ont adopté l'appellation créole, ils se sont vus refuser par les Créoles blancs leur héritage latin. Sans nécessairement se *désigner* comme créoles avant la guerre de Sécession, les gens de couleur se sont toujours *identifiés* (et ont toujours été *identifiés*) comme tels. Mais après la guerre, alors qu'ils s'approprièrent le titre de créole pour se distinguer des Noirs, leurs homologues blancs ont redéfini le terme afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de confusion possible entre eux et les personnes de couleur.

Le point culminant de cette campagne de redéfinition strictement blanche de la créolité fut atteint dans les années 1880 lorsque le romancier orléanais George Washington Cable sema le doute quant à la pureté raciale des Créoles blancs qu'il accusa, par ses sous-entendus littéraire, d'avoir tous du sang noir dans les veines. Une lutte enflammée et quasi-obsessionnelle s'ensuivit pour faire reconnaître la pureté raciale des Créoles blancs. Dans le but d'étouffer les accusations de mixité raciale qui pesaient contre eux, ceux-ci ne se sont pas contentés d'imposer une définition purement blanche de la créolité, ils ont créé un véritable mythe autour de l'identité créole. Comme le remarque l'ethnologue Sarah Le Menestrel, évincés par les Louisianais anglophones qui s'emparaient de plus en plus du pouvoir politique, économique et social de la Louisiane après la guerre de Sécession et fortement soupçonnés d'avoir du sang noir dans les veines, les «Créoles blancs convertissent leur sentiment de mise en péril en une mythologie créole»⁴². Il s'agissait non seulement d'insister sur la pureté raciale des Créoles blancs, mais d'insister aussi sur un passé glorieux et chevaleresque.

Dans le cadre du remaniement identitaire créole d'après-guerre, aucune personne ayant la moindre goutte de sang noir dans les veines ne pouvait se qualifier de Créole, peu

⁴² Sara Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 100.

importe son ascendance, sa culture et sa langue⁴³. Or, à partir de cette redéfinition exclusivement blanche du mot «créole», comment expliquer qu'il était utilisé avant la guerre et qu'il continuait à être utilisé après pour identifier les personnes de couleur? Inévitablement, explique l'historien Joseph Tregle, les tenants d'une créolité purement blanche ont dû se justifier quant à l'utilisation plus large du mot «créole» s'ils voulaient réhabiliter l'image du peuple dont ils se réclamaient à une époque où cette image était trop souvent souillée, selon eux, par des accusations de métissage. Afin d'esquiver les difficultés liées à un usage plus inclusif du terme «créole», qui risquaient de nuire aux thèses de pureté raciale avancées par les Créoles blancs au cours et de la deuxième moitié du XIXe siècle, ces derniers maintenaient que lorsque le mot était utilisé pour désigner une personne de couleur il signifiait, non pas que cette personne appartenait au peuple créole, mais uniquement qu'elle provenait de la Louisiane. Dans un tel cas, «créole» devait être saisi dans son sens colonial, c'est-à-dire comme un simple vocable utilisé pour qualifier une provenance locale sans impliquer d'appartenance au groupe. Selon la logique du remaniement identitaire créole d'après-guerre, il semble que ce soit spécifiquement l'association de l'identité créole à toute personne d'ascendance africaine qui était erronée et cette association abusive résultait d'une confusion entre l'emploi du terme comme un *adjectif* et son emploi comme un *nom commun*⁴⁴. Pour remédier au fait que, avant comme après la guerre de Sécession, le mot était employé pour désigner à la fois des Blancs et des non-Blancs, les défenseurs du mythe affirmaient que dans son sens inclusif, le terme s'employait comme un adjectif et lorsqu'il devait servir à qualifier le peuple, les Créoles, son sens devenait exclusif et s'employait comme un nom commun avec un «C» majuscule. Le nom «Créole» ne pouvait servir qu'à qualifier les Louisianais blancs d'ascendance française et/ou espagnole; tandis que l'adjectif pouvait servir à qualifier tout ce qui provenait de la Louisiane, même les personnes non-blanches⁴⁵. À partir du renouveau identitaire créole d'après-guerre, et selon la mythologie qui

⁴³ Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 133.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 133.

⁴⁵ Edward Larocque Tinker, *Toucoute*, New York, Dodd, Mead & Company, 1928, p. 8; Charles Gayarré, *The Creoles of History and the Creoles of Romance: A Lecture Delivered in the Hall of the Tulane University, New Orleans*, p. 3; Charles Barthélemy Roussève, *The Negro in Louisiana: Aspects of his History and his Literature*, p. 22, 24; Helene Allain, *Souvenirs d'Amérique et de France, par une Créole*, Paris, Bourguet-

s'ensuivit, l'appropriation du titre de «Créole» par les gens de couleur était donc un non-sens puisqu'un Créole ne pouvait être métissé: aucun individu ayant le moindre soupçon de sang noir dans les veines ne pouvait se prévaloir d'une appartenance au peuple créole.

Les nuances linguistiques du mot «créole» sont importantes à mentionner parce qu'elles expriment des réalités historiques particulières et montrent comment une identité peut être manipulée pour répondre à des besoins qui varient selon les contextes sociaux et politiques. Le mot change, il évolue à des moments précis de l'histoire louisianaise et ces changements reflètent les enjeux de l'époque où ils s'inscrivent. De simple vocable qui impliquait, durant toute la période coloniale, une naissance ou une provenance locale, sa signification se modifia au cours du XIXe siècle. Lorsque la Louisiane fut vendue aux États-Unis, le mot conserva son sens «autochtone», sauf que dorénavant il allait servir à faire la distinction entre *l'ancienne population louisianaise* et les *nouveaux arrivants américains*. Graduellement, à partir de 1803, il commença à recouvrir un sens identitaire et à renvoyer à des particularités culturelles qui permettaient à ceux qui s'en prévalaient de se distinguer des Anglo-Américains⁴⁶. Un clivage ethnique apparut donc et, dès lors, les «Créole» s'identifiaient comme étant les descendants des premiers colons nés dans la Louisiane française et/ou espagnole par opposition aux «Américains», les nouveaux maîtres de la région, qui étaient de plus en plus nombreux et de plus en plus en rivalité avec les anciens habitants pour le contrôle du territoire. Jusqu'à la guerre de Sécession, les Créoles blancs ont accepté de partager une identité commune avec les gens de couleur libres francophones, de religion catholique et issus eux aussi des premiers colons français et/ou espagnols. Il y avait une sorte d'alliance ethnique entre tous les descendants des premiers habitants d'origine européenne nés dans la colonie pour faire contrepoids aux Américains qui, à partir de 1803, prenaient de plus en plus de place dans la société louisianaise. Au cours du XIXe siècle esclavagiste, rien n'excluait les gens de couleur de l'identité créole. Par contre, après la guerre, la polarisation ethnique qui avait prédominé jusque-là se transforma en polarisation raciale et ces derniers allaient se voir dépossédés de leur créolité par des Créoles blancs devenus obsédés par la notion de race.

Calas, 1883, p. 132; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 14-15.

⁴⁶ Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 100.

Comme précédemment mentionné, le point culminant du remaniement identitaire créole d'après-guerre fut atteint dans les années 1880 alors que les écrits satiriques de George Washington Cable ont déclenché une vague de contestations chez les Créoles blancs. Écrivain et critique social, Cable a beaucoup travaillé sur les Créoles de la Nouvelle-Orléans. Lui-même n'en était pas un, mais il est né et a grandi dans cette ville. Le romancier a donc écrit sur un peuple qu'il avait observé depuis son enfance et ses récits littéraires étaient inspirés de la réalité quotidienne. Parmi les publications qui ont fait scandale, notons le recueil de nouvelles *Old Creole Days* (1879) et le roman *The Grandissimes* (1880)⁴⁷. En plus de se moquer des coutumes et d'exagérer certains traits caractéristiques des Créoles, l'auteur les présente comme un peuple métissé et laisse planer beaucoup d'incertitude quant à la pureté de leur sang. S'ensuivit une campagne acharnée de protestations menée de front par des Créoles blancs outrés qui avait pour but de discréditer les écrits de Cable et de restituer la réputation d'une communauté dont l'honneur fut entaché par les accusations de métissage. En tête de liste de ce mouvement contestataire se trouvait l'historien créole blanc Charles Gayarré. Dans un discours marquant qu'il prononça en 1885, Gayarré s'est fait le défenseur de la pureté raciale blanche des Créoles et il dénonça avec véhémence l'image dénaturée de ces derniers telle que dépeinte par le romancier. Voici un extrait du fameux discours que Gayarré a tenu à l'Université Tulane intitulé «The Creoles of History and the Creoles of Romance»:

The word *creole*, in the course of time, was so extended as to apply, not merely to children born of *European parents*, but also to animals, vegetables and fruits, and to everything produced or manufactured in Louisiana. There were creole horses, creole cattle, creole eggs, creole corn, creole cottonade, etc. The negroes born within her limits were *creoles* to distinguish them from the imported Africans, and from those who, long after, were brought from the United States [...] The labor necessary to gratify curiosity on that point might be profitless, and the fullest investigation might not, after all, solve the problem. But it is important to correct the error itself, whatever may be the difficulty [...] It has become high time to demonstrate that the Creoles of Louisiana, whose number today may approximately be estimated at 250000 souls, have not, because of the name they bear, a particle of African blood in their veins, and this is what I believe to have clearly established⁴⁸.

⁴⁷ George Washington Cable, *The Grandissimes: A Story of Creole Life*, préface de Suzanne Jones, Athens, University of Georgia Press, 1988, c1880; *Old Creole Days*, New York, The Limited Editions Club, 1943, c1879. Voir Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 100-101.

⁴⁸ Charles Gayarré, *The Creoles of History and the Creoles of Romance*, p. 3. Pour une critique particulièrement mordante de G. W. Cable et de son roman *The Grandissimes*, voir Adrien Rouquette, *Critical*

Selon Gayarré, ne pouvaient être Créoles que les Louisianais purement blancs, descendants des colons français et/ou espagnols qui sont venus d'Europe coloniser le Nouveau Monde⁴⁹. Dans cet important discours, qui est plus une apologie qu'une analyse historique, Gayarré revient constamment sur la pureté raciale blanche des Créoles; il justifie le sens élargi du mot lorsqu'utilisé comme un adjectif et précise que ce fut cette signification qui donna lieu à une association abusive entre «créole» et origine africaine; il glorifie le passé des Créoles en insistant sur leur ascendance héroïque et aristocratique et il souligne leurs nombreuses contributions à l'histoire de la Louisiane. Afin de discréditer les propos de Cable, Gayarré exagère à son tour dans sa glorification du passé des Créoles. Il va même jusqu'à mentir lorsqu'il affirme que depuis la période coloniale, une ligne de démarcation «infranchissable» a toujours existé entre «le peuple noir ou de couleur» et les Créoles et que rien de moins que des «sommets alpins» séparaient les deux groupes⁵⁰. À partir de ce discours, une véritable mythologie créole est née⁵¹.

Indignés par les écrits de Cable, les Créoles blancs se sont lancés dans une lutte féroce pour montrer que leur sang était à la fois pur et noble. La nuance raciale tolérée durant tout le XIXe siècle esclavagiste disparaît donc après la guerre de Sécession. Malgré le combat désespéré pour promouvoir la pureté raciale blanche des Créoles, les gens de couleur ont continué non seulement à s'identifier comme tels, mais ils se sont aussi appropriés le titre, un titre précise Cable peu de temps avant le discours de Gayarré qui «fut adopté par - non concédé aux - natifs de sang-mêlé»⁵². À la rigueur, Tregle souligne que les défenseurs du mythe pouvaient accepter à contrecœur l'expression «créoles de couleur», qui commença à

Dialogue Between Aboo and Caboo on a New Book, or a Grandissime Ascension, New Orleans, Great Publishing House of Sam Allspice, 1880.

⁴⁹ Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 132.

⁵⁰ Charles Gayarré, *The Creoles of History and the Creoles of Romance*, p. 2, 6; Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *op. cit.*, p. 180-181; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 143-144. Notre traduction.

⁵¹ Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *op. cit.*, p. 180.

⁵² George Washington Cable, *The Creoles of Louisiana*, New York, Charles Scribner's Sons, 1884, p. 41; George Washington Cable, «Louisiana, New Orleans», dans *Report on the Social Statistics of Cities: Part II, the Southern and the Western States*, p. 218; Richard Campanella, *Geographies of New Orleans*, p. 207. Notre traduction.

être utilisée après la guerre civile. Mais cette expression devait être utilisée comme un tout indissociable, le nom «créole» employé seul ne pouvant s'appliquer qu'aux Blancs⁵³.

Le remaniement de l'identité créole chez les Blancs n'a pas empêché Rodolphe-Lucien Desdunes de s'en réclamer et de se désigner lui-même comme un Créole, une appellation qu'il avait fait sienne et qu'il utilisait indistinctement de l'expression «Créole de couleur». Dans son ouvrage intitulé *Nos hommes et notre histoire* (1911), il proposait une définition plus large et plus inclusive de la créolité. En fait, sans le dire explicitement, nous comprenons à la lumière de son récit que pour lui les sang-mêlé de religion catholique et de langue française pouvaient, comme leurs homologues caucasiens, se prévaloir du nom et de l'identité créole. Telle est la façon dont l'éditeur montréalais de l'ouvrage, L. Martin, a interprété les propos de Desdunes lorsqu'il dit dans sa préface:

J'aime le Créole de couleur. Je l'aime surtout quand il parle ma langue. Il est alors un peu mon cousin. Qu'importe la teinte de sa peau? [...] Non, je ne veux pas, comme le terre à terre anglo-saxon ou le protestant étroit, prétendre que mon sang latin se soit corrompu en se mêlant dans ses veines au sang de l'Africain. Français, je retrouve chez lui ma mentalité et sens vibrer tous mes sentiments à l'unisson des siens; catholique, je m'incline devant le Noir œuvre du Créateur, et confesse que ma part des mérites de la passion du Christ n'est pas plus large que la sienne [...] Il tenait à nous faire connaître les Créoles, ses frères, convaincu que c'était nous les faire estimer⁵⁴.

Tout en faisant l'éloge des Créoles de couleur, Desdunes insistait sur leur liberté d'avant-guerre, leur mixité raciale et leur héritage latin, trois marqueurs identitaires fondamentaux. Si, dans leur révisionnisme d'après la guerre, les Créoles blancs refusaient d'admettre parmi les leurs toute personne ayant le moindre soupçon de sang noir dans les veines, les gens de couleur, eux, adhéraient à l'idée qu'un Créole puisse avoir du sang noir dans les veines, sauf que sa négritude ne devait pas être trop apparente. La notion d'hybridité était importante pour les Créoles de couleur, en particulier pour Desdunes. Bref, selon lui, le titre de Créole employé seul avait une signification plus large et il incluait les Blancs qui s'en réclamaient ainsi que le peuple d'origine mixte qui correspondait de manière générale aux gens de

⁵³ Joseph Tregle, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 133, 139.

⁵⁴ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 3-4.

couleur libres avant la guerre; tandis que le titre de Créole de couleur, par opposition à Créole blanc, avait une signification plus précise et il incluait uniquement les gens de couleur libres avant la guerre de Sécession. L'écrivaine Alice Dunbar-Nelson résume bien la situation dans un article publié en 1916 intitulé «People of Color in Louisiana»: «The native white Louisianian will tell you that a Creole is a white man, whose ancestors contain some French or Spanish blood in their veins [...] The Caucasian will shudder with horror at the idea of including a person of color in the definition, and the person of color will retort with his definition that a Creole is a native of Louisiana, in whose blood runs strains of everything un-American, with the African strain slightly apparent»⁵⁵.

La définition toute blanche de l'identité créole n'a peut-être pas empêché les gens de couleur de s'approprier le titre de «Créoles» et de continuer à s'identifier comme tels, mais elle montrait clairement que les valeurs raciales anglo-américaines rigides s'imposaient en Louisiane et que les Créoles blancs les assimilaient de plus en plus après la guerre de Sécession. Leur tentative de déposséder les gens de couleur de l'identité créole montrait effectivement que les Créoles blancs s'américanisaient puisque la race comme trait identitaire commençait à supplanter l'ethnicité. L'importance de la blancheur chez ces derniers après la guerre était telle, qu'elle a ouvert la voie à un rapprochement entre tous les Louisianais caucasiens, maintenant engagés à défendre une cause commune, celle de la suprématie blanche. Ce rapprochement marquait véritablement la fin d'une longue rivalité entre Américains et Créoles pour qui les personnes de couleur, jadis alliées ethniques des Créoles blancs, étaient devenues un ennemi commun au même titre que les Noirs. La dichotomie ethnique Créoles/Américains fut remplacée par la dichotomie raciale Blancs/Noirs⁵⁶. Désormais, toute personne ayant du sang noir dans les veines était perçue comme l'ennemie des Blancs, les Créoles autant que les Américains.

À partir du moment où les Créoles blancs ont commencé à insister sur la race blanche pour se distinguer des gens de couleur, le processus de l'américanisation était bel et bien

⁵⁵ Alice-Dunbar-Nelson, «People of Color in Louisiana, Part 1», *Journal of Negro History*, vol. 1, no 3, July 1916, p. 367; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, p. 13. Voir aussi Susan Dollar, *White, Black or Indifferent*, p. 44-45.

⁵⁶ Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, «Introduction to part II», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 98.

enclenché. La nouvelle obsession des premiers pour la blancheur a non seulement tué leur alliance ethnique avec les seconds, mais elle a aussi entraîné leur propre assimilation. La race blanche (et non plus la culture française) était devenue pour les Créoles blancs l'ultime trait identitaire. Dans un contexte de polarisation raciale (et non plus ethnique), il était plus sécuritaire et plus avantageux pour eux de miser sur leur blancheur et de s'allier aux Américains blancs plutôt que de continuer à miser sur une ethnicité qui les rapprochait des gens de couleur et donc de la race «dégradée». Malgré le mythe du Créole blanc, encore trop d'ambiguïté subsistait autour de l'identité créole, d'autant plus que les créateurs du mythe n'ont pas empêché les gens de couleur de s'en réclamer. Tant et si bien que, les Créoles blancs désormais hantés par la blancheur ont fini par se détourner de leur identité ethnique créole pour se concentrer sur leur identité raciale blanche. Ils se sont distanciés d'une identité qui prêtait trop souvent à confusion pour se rapprocher d'une identité sûre et éliminer ainsi tout doute possible quant à leur pureté raciale blanche. Par-dessus tout, ce que craignaient les Créoles blancs était de se retrouver du mauvais côté de la frontière raciale telle que définie par les Anglo-Américains toujours de plus en plus nombreux et influents en Louisiane. Cette appréhension a eu pour effet qu'ils ont dû mettre de côté leur mépris envers les Américains et s'en faire des alliés⁵⁷. D'ailleurs, le rapprochement entre Créoles blancs et Américains fut constaté par un autre défenseur de l'identité créole blanche, beaucoup moins virulent celui-ci que Gayarré, le juge Félix P. Poché. Dans un discours qu'il a prononcé lors de l'exposition américaine de 1886 à la Nouvelle-Orléans, il dénonça d'abord subtilement la confusion autour des origines créoles dans les termes suivants: «Mais quelque simple que nous paraisse cette origine, il est aussi étrange que vrai, qu'elle n'est pas généralement comprise, et qu'une des humiliations des Créoles a toujours été, et est encore, de se voir calomniés dans leurs origines, leur caractère, leurs mœurs et leurs coutumes». Puis, un peu plus loin dans son discours, il précisa à plusieurs reprises que les Créoles (blancs) étaient fiers d'être Américains et que rien de moins des «liens de fraternité» les unissaient «à leurs amis d'origine anglo-saxonne»⁵⁸.

⁵⁷ Richard Campanella, *Geographies of New Orleans*, p. 208; Ann Holder, *Making the Body Politics: Narratives of Race, Sexuality and Citizenship in the United States, 1864-1909*, thèse de doctorat (histoire), Boston College, 1999, p. 452.

⁵⁸ Félix P. Poché, *Discours de l'honorable F. P. Poché de la Cour Suprême de la Louisiane, sur les Créoles de la Louisiane prononcé le 7 février 1886, jour des Créoles à l'exposition américaine*, trad. de l'anglais

Les Créoles blancs se sont laissé assimiler aux valeurs raciales anglo-américaines pour éviter le rapprochement avec leurs homologues de couleur et ceux-ci ont résisté à l'américanisation pour éviter l'amalgame avec les affranchis. La polarisation raciale d'après-guerre a nécessité des ajustements autant chez les Créoles blancs qui, par peur de se retrouver du mauvais côté de la barrière, ont dû miser sur leur identité raciale et délaisser leur identité ethnique, que chez les Créoles de couleur qui, par peur d'être confondus aux Noirs, ont dû miser sur leur identité créole et espérer que cette identité distincte puisse les préserver du danger d'être amalgamés aux nouveaux affranchis. Si les premiers ont fini par adopter la conception américaine plus rigide de la race, tel ne fut pas le cas pour les seconds qui, au contraire, y ont résisté en se raccrochant à leur identité ethnique créole. Leur peur d'être confondus aux Noirs, combinée à leur conscience identitaire et à leur désir de survivre comme groupe ethnique à part entière, ont eu pour effet que les gens de couleur, les Créoles de couleur, ont résisté avec plus d'acharnement que les Créoles blancs à l'américanisation de la Louisiane. L'une des manifestations de cette résistance fut leur appropriation du titre «Créole».

Craignant que la polarisation raciale de la Louisiane, institutionnalisée en 1879 avec l'entrée en vigueur d'une constitution qui sanctionnait la ségrégation et renforcée en 1896 avec la reconnaissance de la ségrégation par la Cour suprême des États-Unis, ne marque véritablement la fin de la classification raciale flexible qui maintenait l'identité distincte de son peuple, Desdunes a publié un pamphlet en 1907 intitulé *A Few Words to Dr. Dubois with Malice Toward None*. Dans ce pamphlet, qui était une sorte d'étude préparatoire à son ouvrage subséquent, il s'inscrit en faux contre l'éminent intellectuel du Nord puisque sa vision monolithique des Noirs du Sud ne tenait pas compte du «caractère exceptionnel» des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans⁵⁹. À la Nouvelle-Orléans, précise Desdunes, il y avait des «Noirs latins» et des «Noirs anglo-saxons», les premiers étaient «philosophiques», les seconds étaient «pratiques»: «As little as we may surmise about it, there are two distinct schools of politics among the Negroes. The Latin Negro differs radically from the Anglo-

par l'honorable J. K. Gaudet, Nouvelle-Orléans, Imprimerie du Croissant, 1886, p. 1-2, 8, 20, 21, 22; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 145.

⁵⁹ Nathalie Dessens, *From St-Domingue to New Orleans*, p. 127.

Saxon in aspiration and in method. One hopes, the other doubts [...] One will forget that he is a Negro in order to think that he is a man; the other will forget that he is a man in order to think that he is a Negro»⁶⁰. Quelques années plus tard, dans *Nos hommes et notre histoire*, il recense les accomplissements de son peuple, les Créoles de couleur, qu'il dépeint comme un groupe distinct et, sans le dire explicitement, supérieur aux Noirs. Le but de cet ouvrage était de «nous faire connaître» les Créoles de couleur afin de «nous les faire estimer»⁶¹. Son insistance sur les réalisations, l'identité créole et le métissage des gens de couleur témoigne d'un refus de se soumettre à la dichotomie raciale clairement établie par la ségrégation, surtout après 1896, un refus qui passait par la perpétuation des différences avec les affranchis.

Étrangement, dans son pamphlet, Desdunes utilise beaucoup le mot «Negro» pour qualifier les Créoles de couleur, minimisant ainsi l'importance de la mixité raciale comme marqueur identitaire, ce qu'il corrige dans son ouvrage subséquent. Mais qu'il s'agisse de son pamphlet ou de son ouvrage, à la lumière de ces deux textes, il est clair que pour Desdunes des différences fondamentales existaient au sein de la population non-blanche orléanaise et il voulait les diffuser. Dans la société polarisée qu'était devenue la Louisiane à l'époque où il y vivait, Desdunes devait sûrement trouver réconfortante l'idée de perpétuer les différences entre gens de couleur et Noirs puisque celles-ci lui permettaient de trouver, sinon une protection réelle, au moins une protection psychologique en se raccrochant à l'illusion qu'elles continuaient à faire de lui et de ses compatriotes des êtres différents et supérieurs à la majorité noire.

Ainsi, l'américanisation de la Louisiane fut repoussée plus longtemps et avec plus d'acharnement par les Créoles de couleur qui, en plus d'avoir continué à s'identifier comme des Créoles, se sont appropriés le titre après la guerre de Sécession. Ces derniers devaient résister à l'envahissement anglo-saxon de leur État s'ils voulaient continuer à se dissocier des Noirs dans une société qui se conformait de plus en plus au reste du pays. Leur résistance à l'américanisation a eu pour effet que les traditions françaises ont subsisté à la Nouvelle-

⁶⁰ Rodolphe-Lucien Desdunes, *A Few Words to Dr. Dubois with Malice Toward None*, Nouvelle-Orléans, 1907, Alexander Pierre Tureaud Papers, 1909-1972 (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans), p. 13.

⁶¹ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 4.

Orléans au moins jusqu'au début du XXe siècle, comme en témoigne l'extrait suivant écrit par un rédacteur du journal *The Crisis* en 1916: «A Creole, therefore, may be a pure white man, but as this class in Louisiana has been largely assimilated with the immigrant from the North, the task of preserving Creole traditions has been left mainly to those members of the French speaking Roman Catholic population whose color or personal inclination makes it unnecessary for them to resort to the parish records or the courts in order to establish their racial identity»⁶². Étant donné que les Blancs ont délaissé leur identité créole à la fin du XIXe siècle, avec le temps, explique Richard Campanella, le mot «Créole» a fini par signifier uniquement un Louisianais catholique, de race mixte, portant un nom francophone⁶³.

6.2.2 Endogamie conjugale des Créoles de couleur

Si la culture créole a survécu jusqu'au XXe siècle chez les gens de couleur, ce fut en grande partie parce que, après la guerre civile, ils ont adopté un comportement endogame strict qui leur a permis de transmettre aux générations futures l'identité spécifique dont ils ont commencé à se réclamer ouvertement après la guerre de Sécession. Afin de continuer à se dissocier des Noirs et de préserver leur culture distincte, les gens de couleur ont eu effectivement recours à des alliances de type endogame qui pouvaient aller jusqu'à impliquer des unions entre cousins germains⁶⁴. Par le jeu des alliances, notre intention est de montrer que la sociabilité du groupe était limitée à l'égard des affranchis et que le but ultime des Créoles de couleur était de protéger un patrimoine culturel en danger d'extinction dans le contexte d'américanisation d'après-guerre. En plus de leur permettre de léguer un héritage culturel latin, les stratégies matrimoniales adoptées devaient servir aussi à transmettre des traits phénotypiques particuliers. Cette transmission phénotypique était importante «dans un monde d'apparences» et elle s'inscrivait dans une «gestion sociale de la couleur»⁶⁵. Comme

⁶² Jose Clarana, «The Colored Creoles of Louisiana», *The Crisis*, février 1916, p. 192-193. Voir aussi Ann Holder, *Making the Body Politics*, p. 451.

⁶³ Richard Campanella, *Geographies of New Orleans*, p. 208.

⁶⁴ Carl Brasseaux *et al.*, *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 97; Sara Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 102.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 102.

pour l'appropriation du titre de «Créole», l'endogamie chez les gens de couleur était autant une manifestation de leur désir de continuer à se séparer des Noirs et de survivre comme groupe ethnique à part entière, qu'un moyen utilisé pour parvenir à cette (double) fin après la guerre de Sécession.

Utiliser le mot endogamie pour définir le comportement matrimonial d'un groupe de mulâtres qui existait grâce à des unions au départ exogames, peut paraître inadéquat si nous ne tenons pas compte de la transition qui s'est effectuée au sein de la société orléanaise entre la période coloniale et la période *antebellum*. D'une société qui fut d'abord marquée par son «ouverture raciale», la Nouvelle-Orléans devint une société fermée dont les membres des différentes composantes raciales ont fini par adopter un «comportement de caste»⁶⁶. Les Créoles de couleur doivent leur existence même aux premières relations sexuelles qui ont eu lieu entre hommes blancs et femmes en esclavage. Dès la période coloniale française un ordre social tripartite complexe a surgi de ces relations inter-raciales et l'émergence du groupe intermédiaire de sang-mêlé était le résultat de l'émancipation des enfants issus des rapports sexuels entre les colons européens et leurs esclaves noires⁶⁷. Si les premières relations inter-raciales qui ont eu lieu durant la période coloniale française représentent la genèse du groupe, ce fut la pratique du «plaçage» qui, à partir de la période espagnole, a vraiment consolidé son identité ethnique et phénotypique. Ce fut cette forme de cohabitation entre un Créole blanc et une femme de couleur libre qui a renforcé la spécificité culturelle des gens de couleur et qui a contribué au blanchiment de leur peau. Mais «l'ouverture raciale» qui a eu pour effet la création puis la consolidation du groupe intermédiaire de sang-mêlé va finir par céder sa place, au cours de la période *antebellum*, à un comportement de plus en plus endogame et de plus en plus fermé aux relations entre les races. Certes, les unions inter-raciales ont continué à exister jusqu'à la guerre de Sécession, mais plus nous avançons dans le XIXe siècle, plus le comportement conjugal des deux catégories sociales qui pouvaient légalement se marier, les

⁶⁶ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 212.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 213; Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 23-24; Joan Martin, «Plaçage and the Louisiana Gens de Couleur Libre», dans *Creole: The History and Legacy of Louisiana's Free People of Color*, p. 57.

gens de couleur libres et les Blancs, devenait endogame et donc plus il se conformait au système légal qui interdisait les mariages entre les races⁶⁸.

Rappelons que des facteurs démographiques expliquent ce glissement vers l'endogamie durant la période *antebellum*. Mais il y avait aussi, selon Paul Lachance, des facteurs reliés à un changement de comportement chez les Blancs et chez les gens de couleur qui, avec le temps, ont développé une attitude plus critique envers les relations raciales mixtes. Chez les Louisianais blancs, le déclin des unions exogames durant la période *antebellum* s'explique par l'influence des valeurs raciales anglo-américaines de plus en plus importantes après 1803. Cette influence va atteindre son point culminant après la guerre de Sécession, mais elle était déjà évidente avant l'éclatement des hostilités. Chez les gens de couleur libres, le déclin des relations inter-raciales durant la période *antebellum* s'explique par la maturation ethnique du groupe, c'est-à-dire par une prise de conscience de plus en plus forte qu'ils formaient une enclave ethnique distincte à l'intérieur de la communauté francophone louisianaise, et par un désir de plus en plus grand des femmes d'avoir des relations conjugales et des enfants légitimes⁶⁹. Si à partir d'une analyse de sources testamentaires Lachance démontre que le comportement endogame des gens de couleur a commencé à s'intensifier durant la période *antebellum*, nous démontrerons à l'aide du recensement de 1880 que ce comportement endogame s'est maintenu après la guerre. Il s'est maintenu par désir de préserver et de transmettre une identité particulière dont ils ont commencé à prendre conscience durant la période *antebellum*, comme l'explique Lachance, mais aussi par désir de préserver et de transmettre les différences phénotypiques et culturelles qui les distinguaient de la majorité noire.

Pour montrer que les gens de couleur pratiquaient l'endogamie après la guerre de Sécession, nous avons fait appel au recensement nominatif de 1880. Ce document est intéressant puisque pour la première fois, un recensement fédéral indique la relation de chaque individu énuméré au chef de famille ainsi que son état civil, deux éléments essentiels qui, en plus de la race, permettent d'identifier avec précision les familles et de déterminer avec autant de précision le comportement conjugal des couples. Blassingame est l'un des

⁶⁸ Paul Lachance, «The Formation of a Three-Caste Society», *Social Science History*, p. 212.

⁶⁹ *Ibid*, p. 212-213, 233-235.

rares historiens à avoir utilisé le recensement de 1880 pour analyser la famille noire orléanaise. Malheureusement, il classe les mulâtres et les Noirs dans une seule et même catégorie raciale et ses conclusions, qui ne contredisent pas nécessairement les nôtres, manquent parfois de nuance et de précision, ce que notre analyse séparée des deux groupes a pour but de corriger⁷⁰. Étant donné que nous nous intéressons spécifiquement aux Créoles de couleur et à leur comportement conjugal, nous avons retenu pour 1880 tous les mariages qui comprenaient la catégorie «mulâtre» du recensement, à savoir les mariages mulâtres-mulâtres, les mariages mulâtres-noirs et les mariages mulâtres-blancs. Pour les fins de notre analyse, nous nous sommes limités aux sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans, à partir desquels nous avons réussi à identifier plus de 2 000 mariages qui impliquaient un ou une «mulâtre». Comme l'indique le tableau 5, sur un total de 2 483 mariages identifiés, nous avons 1 962 mariages mulâtres-mulâtres, 392 mariages mulâtres-noirs et 128 mariages mulâtres-blancs. Soulignons que nous n'avons trouvé qu'un seul mariage mulâtre-indien et aucun mariage mulâtre-chinois, les Indiens et les Chinois étant les deux autres catégories raciales incluses dans le recensement en plus des Blancs, des Noirs et des mulâtres. Encore une fois, comme nous travaillons sur les Créoles de couleur, ce fut essentiellement le comportement conjugal de la catégorie «mulâtre» du recensement qui nous intéressait et ce furent essentiellement les mariages qui incluaient cette catégorie raciale que nous avons retenus. Mais, en plus d'avoir relevé tous les mariages qui impliquaient des mulâtres, nous avons aussi relevé tous les mariages exogames que nous avons rencontrés au cours de notre dépouillement. Cette information additionnelle nous semblait pertinente puisqu'elle permet d'avoir une idée générale du comportement conjugal des Blancs et des Noirs sans nécessairement dénombrer tous les mariages qui impliquaient ces deux catégories raciales. Pour les sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans, nous avons dénombré en tout 32 mariages blancs-noirs et 5 mariages blancs-chinois.

⁷⁰ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 200-210.

Tableau 5
Données totales des mariages qui impliquaient un(e) mulâtre, arrondissements 1 à 7,
Nouvelle-Orléans, 1880

Types de mariages	Nombre de mariages	Proportion de mariages (%)
Mulâtre-Mulâtre	1 962	79%
Mulâtre-Noir	392	16%
Mulâtre-Blanc	128	5%
Mulâtre-Chinois	0	0%
Mulâtre-Indien	1	0%
Blanc-Noir*	32	--
Autres (B-I, B-C, N-I, N-C, I-C)*	5 (B-C)	--
Total	2 483	100%

* Non inclus dans le total.

Les données de 1880 montrent sans équivoque la tendance endogame chez les gens de couleur, la catégorie «mulâtre» du recensement, après la guerre de Sécession. Le comportement endogame qu'ils ont commencé à adopter durant la période *antebellum*, selon Lachance, se poursuit clairement après la guerre. Pour les sept premiers arrondissements que nous avons dépouillés, l'endogamie prédomine donc à la Nouvelle-Orléans en 1880 chez les Créoles de couleur avec une proportion convaincante de 79 pour cent. Malgré un rapport de masculinité de 74 chez les mulâtres, rapport plutôt favorable à l'exogamie, ils ont eu recours la plupart du temps à des alliances contractées à l'intérieur même de leur collectivité. Le rapport de masculinité est une variable importante dont il faut tenir compte lorsque nous analysons le comportement matrimonial d'un groupe ciblé. Chez les mulâtres, le déséquilibre des sexes était dû notamment à un fort taux de mortalité masculine, comme peut en témoigner le nombre élevé de veuves au sein de cette population par rapport au nombre de veufs: 1 476 contre 142, ce qui donne un rapport de masculinité de 10. Le faible rapport de masculinité chez les veufs vient gonfler la proportion de femmes au sein de la population mulâtre totale. Si dans notre analyse du comportement conjugal des Créoles de couleur nous

excluons la catégorie des veuves et des veufs, c'est-à-dire la catégorie du recensement où le déséquilibre des sexes est particulièrement élevé, nous avons un rapport de masculinité de 87 au sein de la population mulâtre totale et donc un plus grand équilibre entre le nombre d'hommes et de femmes. Le rapport de masculinité de 87 nous permet de mieux comprendre d'un point de vue strictement démographique le si haut taux d'endogamie chez les mulâtres. En excluant les veuves et les veufs de la population mulâtre totale, le déséquilibre des sexes est moindre et le fort taux d'endogamie s'explique mieux. Mais il y a plus que des facteurs démographiques pour comprendre le comportement matrimonial des gens de couleur: pour le comprendre dans sa totalité, il faut tenir compte de facteurs plus abstraits dont la volonté de protéger et de transmettre un patrimoine identitaire en perdition dans le contexte d'après-guerre. Cette volonté a fait en sorte que le sexe excédentaire, avec ou sans les veufs, est rarement allé voir ailleurs pour se trouver un partenaire avec qui former un couple. Le taux élevé de mortalité chez les hommes de couleur a eu un impact sur la famille mulâtre puisque beaucoup d'entre elles avaient pour chef une femme veuve. Mais, de manière générale, il ne semble pas avoir eu un impact très important sur le comportement conjugal des gens de couleur et sur leur désir de s'isoler, comme en témoigne le fort taux d'endogamie⁷¹.

Dans le cas des unions exogames, ce sont les mariages mulâtres-noirs qui prédominaient avec une proportion de 16 pour cent contre seulement 5 pour cent pour les mariages mulâtres-blancs. Ces chiffres peuvent paraître étonnants pour une population que nous décrivons comme étant plutôt déterminée à vouloir se dissocier des Noirs, mais plusieurs raisons les justifient. Si, avant la guerre, les relations inter-raciales stables semblaient surtout être l'affaire des gens de couleur libres et des Blancs, après la guerre, les mulâtres au comportement conjugal exogame se mariaient surtout avec des Noirs. Le rapport de masculinité de 93 chez les Blancs a certainement joué un rôle important dans cette transition. Il n'y avait pas en 1880 de déséquilibre des sexes inversement proportionnel entre Blancs et Créoles de couleur comme ce fut le cas avant la guerre (et surtout avant 1830) pour favoriser l'exogamie raciale entre ces deux groupes. Étant donné que les femmes blanches étaient légèrement excédentaires en 1880, les hommes blancs pouvaient facilement se trouver une partenaire à l'intérieur de leur propre race. Mais au-delà du simple rapport de

⁷¹ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 103-104.

masculinité, la raison qui peut le mieux expliquer cette transition est le racisme de plus en plus virulent des Blancs après la guerre de Sécession, les valeurs raciales anglo-américaines étant désormais bien implantées dans la société orléanaise blanche en 1880. Malgré le fait que de 1870 à 1894 les mariages inter-raciaux étaient devenus légaux en Louisiane, peu de mulâtres et de Blancs ont profité de ce droit pour se marier entre eux⁷². Un nombre très restreint de mulâtres et de Blancs se sont mariés entre eux parce que le sexe excédentaire chez les premiers allait rarement voir ailleurs, mais aussi parce qu'il était rarement sollicité par les seconds pour des raisons démographiques et des raisons reliées au racisme grandissant. Les motifs qui ont poussé les Blancs à se marier à l'intérieur de leur propre catégorie raciale s'appliquent aussi aux relations conjugales blancs-noirs. En témoignent les 32 mariages que nous avons relevés entre ces deux groupes. En tout, pour les sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans, il y avait seulement 160 mariages entre Blancs et non-Blancs et sur tous les cas identifiés, la majorité des Blancs étaient des étrangers. Le système légal ne semble donc pas avoir joué un rôle fondamental dans le comportement conjugal à la Nouvelle-Orléans: le racisme de la population locale blanche, combiné aux facteurs démographiques, semble avoir agi davantage. La fermeture des Blancs aux unions inter-raciales explique le peu de mariages entre ces derniers et les mulâtres en 1880, mais il ne faut pas sous-estimer la volonté d'isolement des Créoles de couleur, leur détermination à restreindre la sociabilité des membres du groupe au groupe⁷³. En ce qui concerne les mariages exogames mulâtres-noirs, nous y reviendrons un peu plus loin. Pour l'instant retenons simplement l'idée que le rejet des Blancs explique en partie le taux plus élevé de mariages

⁷² Il serait plus juste de dire que de 1870 à 1894, il n'y avait pas d'interdiction statutaire sur les mariages inter-raciaux en Louisiane. En 1870, la législature d'État, alors dominée par des *carpetbaggers* et des non-Blancs, avait permis l'abrogation des lois contre la miscégenation telles que stipulées dans le Code civil louisianais, qui interdisait le mariage entre les trois groupes sociaux légalement reconnus avant la guerre sans interdire formellement le concubinage inter-racial. Mais à la toute fin du XIXe siècle, la situation changea. Avec le retour au pouvoir des Sudistes blancs, les mariages inter-raciaux (Blancs/Noirs) sont redevenus illégaux en 1894. Préoccupés par le croisement des races et conscients que la simple interdiction du mariage ne l'empêcherait pas, les législateurs blancs ont décidé de proscrire toute forme de contact entre les races. Donc, au début du XXe siècle le concubinage inter-racial est devenu lui aussi formellement interdit. En 1908, les législateurs ont voté une loi qui interdisait le concubinage entre les races et cette loi fut renforcée en 1910. Virginia Dominguez, *White by Definition*, p. 27-32.

⁷³ James Dormon, «Louisiana's Creoles of Color: Ethnicity, Marginality and Identity», *Social Science Quarterly*, vol. 73, no 3, septembre 1992, p. 619.

mulâtres-noirs que de mariages mulâtres-blancs (16 pour cent contre 5 pour cent); le premier type de métissage n'étant pas régulé ou réprouvé socialement comme le second.

Si avant la guerre, les femmes de couleur surtout se mettaient en ménage avec des hommes d'une autre catégorie raciale, en l'occurrence des Blancs, après la guerre ce sont toujours les femmes mulâtres qui, plus que leurs homologues masculins, contractaient un mariage exogame. Dans le cas des mariages mulâtres-noirs, 60 pour cent (234/392) de ces unions étaient composées d'un homme noir et d'une femme mulâtre; dans le cas des mariages mulâtres-blancs, 92 pour cent (118/128) de ces unions étaient composées d'un homme blanc et d'une femme mulâtre. Ces dernières étaient plus exogames que leurs homologues masculins, ce qui n'est pas surprenant d'un point de vue démographique puisqu'elles représentaient le sexe excédentaire. Pour ce qui est des 32 mariages blancs-noirs que nous avons identifiés, il est intéressant de souligner que les résultats sont similaires aux mariages mulâtres-blancs, c'est-à-dire que dans 88 pour cent des cas (28/32) l'homme était blanc et la femme était noire. En fait, lorsque nous fusionnons les deux groupes d'origine africaine, nous constatons qu'une écrasante majorité d'alliances contractées entre Blancs et non-Blancs avait pour chef un homme appartenant à la race caucasienne. Les chiffres du recensement de 1880 montrent donc qu'il y a continuité avec la période d'avant-guerre car ce sont toujours les femmes non-blanches qui, étant en surnombre par rapport aux hommes de leur catégorie raciale, se mettaient en ménage avec un homme blanc et rarement le contraire.

Encore une fois, pour bien comprendre ce phénomène, il faut aller au-delà du simple fait que les non-Blanches représentaient le sexe excédentaire. Si le recensement de 1880 montre qu'il y avait beaucoup plus de mariages entre une femme mulâtre (ou noire) et un homme blanc qu'entre une femme blanche et un homme mulâtre (ou noir), ce fut parce que le premier type de mariage était mieux accepté par la société dominante que le second. Le nombre restreint d'unions maritales entre un homme non-blanc et une femme blanche reflétait l'opposition à de telles liaisons de la part des hommes blancs qui, craignant le soi-disant appétit sexuel des hommes d'origine africaine, s'étaient donné pour mission de protéger les femmes blanches contre eux. Il fallait protéger la pureté des femmes blanches afin de préserver la pureté de la race caucasienne, comme si la pureté raciale blanche passait uniquement par la femme. Les femmes blanches qui se choisissaient un partenaire mulâtre (ou noir) risquaient non seulement d'être frappées d'ostracisme, explique Blassingame, mais

encore risquaient-elles de voir leur partenaire non-blanc se faire attaquer, et même lyncher, pour avoir transgressé l'ultime tabou de la société sudiste⁷⁴. Malgré la violence et l'hostilité, certaines femmes blanches choisissaient de se marier avec des hommes mulâtres (ou noirs) et vice-versa. Selon le recensement de 1880, 8 pour cent des mariages mulâtres/blancs était composé d'une femme blanche et d'un homme mulâtre (10/128) et 12 pour cent des 32 mariages blancs-noirs était composé d'une femme blanche et d'un homme noir (4/32). Pour les raisons que nous venons de mentionner, ce genre de relation était rare aussi durant tout le XIXe siècle esclavagiste.

Les hommes blancs surtout mariaient des femmes non-blanches et parmi ceux-ci, la majorité était des étrangers. En ce qui concerne les mariages mulâtres-blancs, dans 57 pour cent des cas (73/128) les Blancs venaient de l'extérieur et sur les 73 étrangers qui mariaient des mulâtres, 71 étaient des hommes: 97 pour cent (71/73) des étrangers qui épousaient des mulâtres étaient des hommes. Autrement dit, 60 pour cent des hommes blancs qui mariaient des femmes mulâtres étaient des étrangers (71/118). Les résultats sont à peu près les mêmes pour les 32 mariages blancs-noirs. En effet, dans 53 pour cent des cas (17/32), les Blancs étaient d'origine étrangère et sur les 17 étrangers qui mariaient des Noirs, 16 étaient des hommes: 94 pour cent (16/17) des étrangers qui épousaient des Noirs étaient des hommes. Autrement dit, 57 pour cent des hommes blancs qui mariaient des femmes noires étaient des étrangers (16/28). Si les étrangers mariaient des personnes non-blanches dans une plus forte proportion que les natifs du pays, ce fut parce qu'ils avaient beaucoup moins de répugnance envers les non-Blancs et qu'ils n'avaient pas encore intériorisé les préjugés raciaux prédominants dans leur pays d'accueil⁷⁵. Étant moins antipathiques aux personnes non-blanches, les immigrants étaient plus ouverts à l'idée d'avoir des relations sexuelles et de se marier avec des non-Blancs que la population locale blanche. Dans le cas des mariages exogames mulâtres-blancs (ou blancs-noirs), nous pouvons donc affirmer que les hommes blancs surtout mariaient des femmes non-blanches et que les hommes blancs qui mariaient des femmes non-blanches étaient pour la plupart des étrangers.

⁷⁴ John Blassingame, *Black New Orleans*, p. 206-207.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 208-209.

Le racisme des Blancs explique en grande partie le peu de mariages exogames mulâtres-blancs, mais il explique aussi la forte endogamie chez les Créoles de couleur qui, dans un contexte de plus en plus oppressif après la guerre de Sécession, se sont repliés sur leur communauté et sur leur identité distincte. L'hostilité grandissante dont ils étaient victimes après la guerre les a incités à s'isoler et cet isolement s'exprimait dans leur comportement matrimonial endogame. Si, avant la guerre (et surtout avant la période *antebellum*), les relations entre femmes de couleur et hommes blancs étaient habituelles à la Nouvelle-Orléans; après la guerre, écrit l'historien créole blanc Charles Gayarré en 1877, elles étaient devenues rarissimes et même condamnables: «[white] Gentlemen of culture, and even filling the first offices of the State, associated with the female part of those families [...] Nothing of the kind any longer exists. A gentleman living conjugally with a colored woman, or even indulging in flitting amours, would be tabooed, and the woman would be repudiated by those of her class»⁷⁶. Ses observations sont confirmées trois ans plus tard par le recensement de 1880. Certes, les Blancs étaient responsables de la faible proportion des mariages mulâtres-blancs, mais celle-ci était attribuable également aux mulâtres eux-mêmes qui désiraient se distancier de leurs oppresseurs. D'ailleurs, dans les cas où il y eut exogamie entre les deux groupes, les Blancs étaient souvent des étrangers parce que ceux-ci n'avaient pas encore intériorisé les préjugés raciaux des natifs du pays, mais aussi parce que pour les Créoles de couleur ils représentaient moins un ennemi que la population locale blanche. Ce fut au cours d'une période d'intolérance raciale sans précédent en Louisiane que les gens de couleur se sont repliés sur eux-mêmes et qu'ils sont véritablement devenus un cercle fermé. Comme l'explique avec justesse l'historienne Arthé Agnes Anthony, qui s'est basée sur des entretiens avec les membres de la communauté nés entre 1885 et 1915: «Precisely because of this lack of exemption from total oppression - which had not been the case with their *antebellum* free ancestors - the Creole community withdrew further into itself, creating a Creole world over which they alone had a certain degree of control»⁷⁷.

⁷⁶ David Ranking, *The Forgotten People*, p. 283; Charles Gayarré, «The Southern Question», *The North American Review*, vol.125, no 259, 1877, p. 487.

⁷⁷ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920: An Oral History*, thèse de doctorat (culture comparée), University of California, Irvine, 1978, p. 44.

Dans un contexte contraignant, selon Rankin, les Créoles de couleur ont «cherché refuge à l'intérieur de leur propre communauté», une communauté «où ni les Blancs ni les Noirs n'étaient admis»⁷⁸. La forte endogamie chez les gens de couleur montre leur désir de se séparer de l'opprimeur blanc (et surtout de la population locale blanche), mais elle montre aussi leur désir de se séparer de la race «proscrite». En même temps qu'ils voulaient se distancier des Blancs qui les opprimaient, ils voulaient se distancier des Noirs envers qui ils affichaient de la condescendance. Les observations de Gayarré écrites en 1877 sont, encore une fois, éloquentes: «the hybrid is more anxious than the white man to keep himself aloof from the negro, and has more repugnance for association in good faith with him, on a footing of equality, than ever was entertained by the haughtiest Caucasian [...]»⁷⁹. Nous avons expliqué pourquoi il y avait peu de mariages exogames entre mulâtres et Blancs, voyons maintenant pourquoi il y avait 16 pour cent de mariages mulâtres-noirs. Cette proportion est faible lorsque comparée au 79 pour cent de mariages endogames mulâtres-mulâtres, mais elle nous semble quand même importante lorsque nous prenons en considération le désir des Créoles de couleur de se dissocier des affranchis.

La raison qui explique probablement le mieux le 16 pour cent de mariages exogames mulâtres-noirs est que la catégorie «mulâtre» du recensement incluait aussi des affranchis métissés qui n'étaient pas des Créoles de couleur et qui, forcément, n'avaient pas la même attitude distante à l'égard des Noirs ni le même comportement conjugal. Étant donné que dans le recensement de 1880 la catégorie «Créoles de couleur» n'existait pas, nous avons dû saisir cette population de manière indirecte, c'est-à-dire en passant par la catégorie «mulâtre» qui, elle, existait et qui incorporait aussi les métis de langue et de culture anglo-américaines dont des affranchis. Classés «mulâtres», les anglophones de sang-mêlé viennent donc biaiser les données des mariages pour les Créoles de couleur et ils font gonfler notamment le nombre de mariages exogames entre ces derniers, que nous avons examinés à travers la catégorie «mulâtres», et les Noirs. Or, si nous séparons les «mulâtres» de langue et de culture francophones des «mulâtres» de langue et de culture anglophones, les résultats de notre analyse des mariages devraient être plus convaincants et plus à même de faire ressortir le

⁷⁸ David Rankin, *The Forgotten People*, p. 283.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 283; Charles Gayarré, «The Southern Question», *The North American Review*, p. 490-491.

désir des gens de couleur de se séparer des Noirs par leur comportement matrimonial. Puisque la proportion de 16 pour cent ne met pas assez en valeur ce désir de séparation, nous avons fait une distinction entre les mulâtres francophones et les mulâtres anglophones en considérant que les mulâtres au nom à consonance française (et/ou hispanique) étaient des Créoles de couleur et que les mulâtres au nom à consonance anglaise (et/ou germanique et/ou irlandaise) étaient des affranchis métissés. À partir de cette distinction ethnique chez les mulâtres, la proportion des mariages exogames entre personnes de couleur et Noirs devrait diminuer et la distance sociale que les premiers souhaitent maintenir par le mariage avec les seconds devrait être encore plus évidente. Ainsi, nous verrons dans les prochains paragraphes qu'il y a un lien à faire entre l'ethnicité chez les «mulâtres» et leur comportement conjugal, les anglophones parmi ceux-ci étant plus ouverts aux Noirs que les francophones.

La méthode qui est proposée ici et qui consiste à déterminer l'ethnicité par les noms comporte plusieurs limites dont celle qui est reliée au fait que les individus recensés pouvaient parfois modifier leurs noms en les francisant ou en les anglicisant. Il y a aussi une limite reliée aux erreurs d'épellation et à la mauvaise qualité d'écriture de certains recenseurs. D'ailleurs, beaucoup de noms ont été impossibles à déchiffrer, soit parce qu'ils étaient mal écrits, soit parce qu'ils étaient mal épelés, soit parce qu'ils étaient à la fois mal écrits et mal épelés. Certains noms ont même été difficiles à classer parce qu'ils étaient tout simplement étranges. Le premier critère retenu pour déterminer l'ethnicité chez les mulâtres est la consonance des noms, mais nous avons également retenu les lieux de naissance des individus recensés, et parfois même ceux de leurs parents, puisque cette information est disponible dans le recensement de 1880. De plus, il est important de préciser que nous avons considéré comme «créoles» certains noms reconnus comme tels, même si leur consonance n'est ni française ni hispanique (tel est le cas, par exemple, des noms Snaer et Macarty). Peu importe les critères retenus, il y a toujours des lacunes méthodologiques associées à l'approche qui consiste à déterminer l'ethnicité par le nom des individus et de ces lacunes, il faut en être conscient⁸⁰. Mais, faute d'une meilleure technique pour définir avec exactitude l'ethnicité à

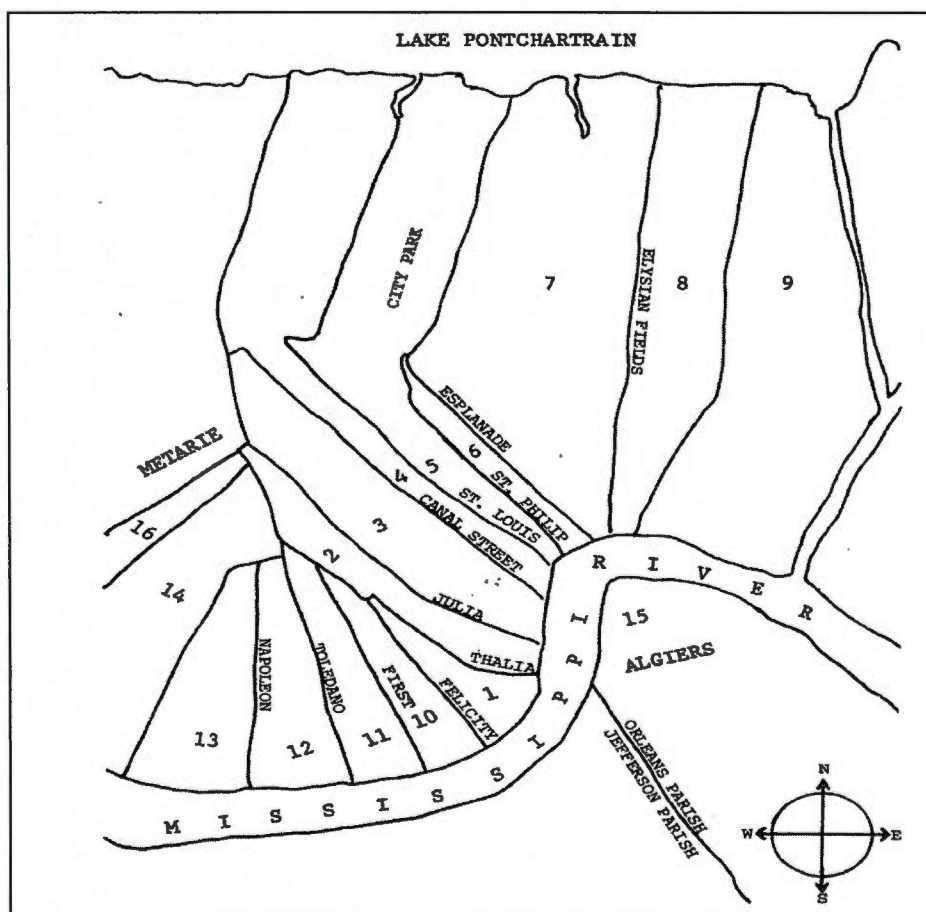
⁸⁰ Malgré ses limites, Richard Campanella utilise également la méthode des noms pour établir l'ethnicité. Richard Campanella, *Geographies of New Orleans*, p. 209; Richard Campanella, *Time and Place in New Orleans: Past Geographies in the Present Day*, Gretna, Pelican Publishing Company, 2002, p. 118. Précisons que nous nous sommes beaucoup inspirés des noms des Créoles de couleur retrouvés dans l'ouvrage de Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*.

partir d'un recensement, l'essentiel pour les fins de notre analyse est de dégager des tendances générales et la méthode proposée ici, malgré ses problèmes, nous permet de le faire. Les mulâtres aux noms à résonnance française et/ou hispanique ont donc été classés «créoles»; tandis que les mulâtres aux noms à résonnance anglo-saxonne et/ou germanique et/ou irlandaise ont été classés «anglophones»⁸¹. Étant donné que nous n'avons pu identifier tous les noms et que certains d'entre eux ont été impossibles à insérer dans une catégorie ethnique, ils ont été classés comme «incertains». Nous avons envisagé la méthode des noms surtout pour analyser les mariages mulâtres-noirs, mais elle permet aussi de tirer des conclusions pertinentes et d'établir des corrélations intéressantes sur les autres types de mariages, que nous dégagerons au fur et à mesure de notre analyse.

Pour cette partie, la démonstration sera faite à l'aide d'un échantillonnage constitué à partir de tous les noms de chefs de familles mulâtres que nous avons retenus pour les sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans en 1880. Pour ces sept arrondissements, un total de 4 022 chefs de familles mulâtres ont été identifiés dont les 1 962 chefs de familles qui provenaient des mariages mulâtres-mulâtres; les 158 chefs qui provenaient des mariages mulâtres-noirs; les 10 chefs qui provenaient des mariages mulâtres-blancs et le chef de famille mulâtre qui provenait du seul mariage mulâtre-indien recensé. Nous avons élargi notre échantillon de noms en ajoutant aux 2 131 chefs de familles bi-parentales mulâtres, les chefs de familles monoparentales mulâtres qui étaient très nombreux et parmi lesquels nous retrouvions les veufs et les veuves ainsi que les divorcé(e)s et les personnes mariées dont le conjoint ne vivait pas sous le même toit. Toujours pour les sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans, nous avons identifié 229 veufs et/ou divorcés et/ou mariés avec conjointe absente et 1 662 veuves et/ou divorcées et/ou mariées avec conjoint absent. Ce fut précisément cet échantillon de 4 022 noms de chefs de familles mulâtres que nous avons classés selon leur consonance ethnique et ce fut cet échantillon de noms qui nous a permis de constater qu'il y avait une corrélation entre l'ethnicité chez les mulâtres et leur comportement conjugal puisque dans les arrondissements où il y avait un grand nombre de noms anglophones, l'ouverture aux Noirs était plus grande que dans les arrondissements où il y

⁸¹ Dans la catégorie mulâtres «anglophones», nous avons aussi inclus les noms de famille à consonance italienne et russe. Bref, nous avons inclus dans cette catégorie tous les noms qui n'avaient pas de consonance française et/ou hispanique.

avait un grand nombre de noms francophones et que les anglophones parmi les mulâtres étaient plus enclins à marier des Noirs que les francophones. En d'autres termes, à partir de la méthode des noms et de l'ethnicité chez les mulâtres, nous avons pu établir que dans les arrondissements où la population mulâtre anglophone était la plus élevée, en l'occurrence les arrondissements 1, 2 et 3, les mariages exogames mulâtres-noirs étaient les plus élevés; tandis que dans les arrondissements où la population mulâtre francophone était la plus élevée, en l'occurrence les arrondissements 4, 5, 6 et 7, les mariages exogames mulâtres-noirs étaient les moins élevés. Notons aussi que dans les arrondissements 1, 2 et 3, les mariages endogames mulâtres-mulâtres et exogames mulâtres-blancs étaient les moins élevés; tandis que dans les arrondissements 4, 5, 6 et 7 ces mêmes types de mariages étaient les plus élevés.

Carte 1⁸² Arrondissements de la Nouvelle-Orléans, 1880

Dans les arrondissements dits américains de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire 1, 2 et 3 situés au sud de la rue Canal (Faubourg Ste-Marie) où les mulâtres anglophones représentaient 86 pour cent de la population mulâtre échantillonnée, le tableau 4 montre que les mariages exogames mulâtres-noirs représentaient 25 pour cent des mariages qui impliquaient des mulâtres et que 73 pour cent de ces mariages étaient endogames mulâtres-mulâtres; tandis que dans les arrondissements dits créoles de la ville, c'est-à-dire 4, 5, 6 et 7 situés au nord de la rue Canal (Vieux Carré et Faubourg Marigny) où les mulâtres francophones représentaient 67 pour cent de la population mulâtre échantillonnée, le même tableau montre que les mariages exogames mulâtres-noirs représentaient 10 pour cent des

⁸² Carte prise dans Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 142.

mariages qui impliquaient des mulâtres et que 83 pour cent de ces mariages étaient endogames mulâtres-mulâtres. Soulignons que sans le 4^e arrondissement, qui était en quelque sorte un arrondissement transitoire entre le quartier américain et le quartier créole et qui contenait 61 pour cent de mulâtres anglophones contre 34 pour cent de mulâtres francophones (5 pour cent d'incertains), les proportions pour la population mulâtre sont plus convaincantes: pour les arrondissements 5, 6 et 7 les mulâtres créoles représentaient 71 pour cent de la population mulâtre échantillonnée et les mulâtres anglophones, 24 pour cent. Qu'ils aient été francophones ou anglophones, les chiffres indiquent que l'endogamie prédominait chez les mulâtres et cette prédominance prouve que même au sein de la population mulâtre anglophone il y avait un désir de préserver, sinon une culture particulière, au moins un phénotype particulier. Mais les mulâtres anglophones étaient quand même plus ouverts aux Noirs que les mulâtres francophones. Telle est la conclusion que nous pouvons tirer à partir des données sur les mariages des mulâtres analysées en fonction de leur répartition ethnique dans la ville. Ces données et les corrélations qu'elles permettent d'établir entre l'ethnicité des mulâtres et leur comportement conjugal révèlent qu'il y avait une volonté de maintenir une certaine blancheur même chez les mulâtres anglophones, mais que ceux-ci étaient plus portés à aller vers les Noirs que leurs homologues créoles. Les chiffres du recensement sont intéressants parce qu'ils permettent de confirmer le portrait qu'a brossé l'historiographie sur le sujet, c'est-à-dire qu'ils permettent de démontrer ce que les historiens se contentent bien souvent de mentionner⁸³. Par conséquent, ils font avancer la réflexion sur les Créoles de couleur et sur leur relation avec les affranchis.

⁸³ Voir par exemple Carl Brasseaux *et al.*, *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 97; David Rankin, *The Forgotten People*, p. 267-268; James Dormon, «Louisiana's Creoles of Color: Ethnicity, Marginality and Identity», *Social Science Quarterly*, p. 619. L'ethnologue Sarah Le Menestrel ne fait que mentionner, elle aussi, que les Créoles de couleur se mariaient entre eux, *La voie des Cadiens*, p. 102.

Tableau 6

Données totales des mariages qui impliquaient un(e) mulâtre réparties géographiquement selon l'ethnicité, arrondissements 1 à 3 vs arrondissements 4 à 7, Nouvelle-Orléans, 1880

Types de mariages, arrondissements américains (1, 2, 3)	Nombre de mariages	Proportion de mariages (%)
Mulâtre-Mulâtre	682	73%
Mulâtre-Noir	233	25%
Mulâtre-Blanc	20	2%
Mulâtre-Chinois	0	0%
Mulâtre-Indien	0	0%
Blanc-Noir*	8	--
Autres (B-I, B-C, N-I, N-C, I-C)*	0	--
Total (arrondissements 1, 2, 3)	935	100%
Types de mariages, arrondissements créoles (4, 5, 6, 7)	Nombre de mariages	Proportion de mariages (%)
Mulâtre-Mulâtre	1 280	83%
Mulâtre-Noir	159	10%
Mulâtre-Blanc	108	7%
Mulâtre-Chinois	0	0%
Mulâtre-Indien	1	0%
Blanc-Noir*	24	--
Autres (B-I, B-C, N-I, N-C, I-C)*	5 (B-C)	--
Total (arrondissements 4, 5, 6, 7)	1 548	100%
Total (arrondissements 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7)	2 483	100%

* Non inclus dans le total.

Le tableau 4 indique aussi que dans les arrondissements 1, 2 et 3 les mariages exogames mulâtres-blancs étaient moins élevés que dans les arrondissements 4, 5, 6 et 7: une proportion de 2 pour cent contre 7 pour cent, respectivement. Comme précédemment mentionné, les mulâtres mariaient peu souvent des Blancs, mais dans la mesure où ils le faisaient, les mulâtres francophones s'unissaient davantage aux Blancs que les mulâtres anglophones. Ce qui montre que les francophones avaient plus tendance à aller vers les Blancs que les anglophones et que les Blancs qui mariaient des non-Blancs préféraient les Créoles de couleur, libres depuis plusieurs générations et souvent d'apparence très pâle, à des anciens esclaves qu'ils aient été métissés ou noirs. En ce qui concerne l'ethnicité des Blancs qui mariaient des gens de couleur, outre les immigrants, il est fort probable que les Créoles le faisaient dans une plus large mesure que les Anglo-Américains puisque ce fut dans le quartier français que nous retrouvions le plus grand nombre de mariages mulâtres/blancs. Cette hypothèse reste à confirmer, quoique la proximité culturelle entre Créoles blancs et Créoles de couleur la rende tout à fait plausible. Malgré le racisme grandissant chez les Créoles blancs après la guerre de Sécession, des vestiges de «l'ouverture raciale» qui caractérisa longtemps la Nouvelle-Orléans étaient sûrement encore visibles en 1880, chez certains d'entre eux à tout le moins. Le fait qu'il y ait eu plus de mariages blancs/noirs dans le quartier français peut aussi être interprété comme étant un signe que les Créoles blancs étaient toujours plus ouverts aux non-Blancs que leurs homologues anglo-américains, même s'ils l'étaient dans une moindre mesure qu'avant la guerre.

Si nous isolons les arrondissements 1 et 7 qui sont aux antipodes géographiquement et qui représentent les deux arrondissements les plus extrêmes pour ce qui est des chiffres, la corrélation que nous avons établie entre l'ethnicité chez les mulâtres et leur comportement conjugal est encore plus concluante. Dans l'arrondissement 1, où les mulâtres anglophones représentaient 88 pour cent de la population mulâtre échantillonnée, la proportion de mariages endogames mulâtres-mulâtres était de 51 pour cent et la proportion de mariages exogames mulâtres-noirs était de 47 pour cent; tandis que dans l'arrondissement 7, où les mulâtres francophones représentaient 75 pour cent de la population mulâtre échantillonnée, la proportion de mariages endogames mulâtres-mulâtres était de 87 pour cent et la proportion de mariages exogames mulâtres-noirs était de 9 pour cent. Pour ces mêmes arrondissements, la proportion de mariages exogames mulâtres-blancs était respectivement de 1 pour cent et de 4

pour cent. De manière générale, l'endogamie prédominait donc chez les mulâtres, toutes ethnicités confondues, mais en séparant les mulâtres anglophones des mulâtres francophones nous avons pu constater que les premiers étaient plus ouverts aux Noirs que les seconds. Même dans l'arrondissement 1, où les mulâtres anglophones étaient de beaucoup supérieurs en nombre aux mulâtres francophones, l'endogamie prédominait avec 51 pour cent, mais dans ce même arrondissement, les mariages exogames mulâtres-noirs étaient aussi très élevés, représentant près de la moitié (47 pour cent) des mariages qui impliquaient des mulâtres.

Ce comportement conjugal à prédominance endogame chez les mulâtres montre que, indépendamment de leur ethnicité, ils désiraient préserver au moins un phénotype particulier pour se distinguer de la majorité noire. Malgré la plus grande ouverture aux Noirs des mulâtres anglophones, il y avait quand même chez ces derniers une tendance à l'isolement, mais cette tendance était beaucoup plus évidente chez les francophones qui, en plus d'avoir voulu protéger un phénotype particulier, ont voulu préserver une identité culturelle en perdition après la guerre de Sécession. Certes, le phénotype était important pour les mulâtres francophones, mais à leur métissage comme trait distinctif des Noirs il faut ajouter leur culture. La distinction phénotypique des Créoles de couleur se doublait d'une distinction culturelle et seule l'endogamie leur permettait de protéger et de transmettre ces deux éléments identitaires. Être Créole pour les gens de couleur ne signifiait pas uniquement être un hybride: être Créole signifiait aussi appartenir à un groupe culturel particulier, libre depuis plusieurs générations, instruit, de classe moyenne et dont la négritude n'était pas trop apparente. Ces traits identitaires étaient essentiels dans le choix des partenaires sexuels.

Le recensement de 1880 met en évidence le comportement endogame des gens de couleur et le comportement endogame de ces derniers met en évidence leur désir de préserver une identité sur laquelle ils misaient pour se définir et qui leur permettaient de continuer à se distinguer de la majorité noire dans un contexte où il était de plus en plus difficile de le faire. Le comportement endogame que les gens de couleur ont commencé à adopter de manière plus systématique au cours de la période *antebellum*, selon l'analyse des sources testamentaires de Paul Lachance, se poursuit définitivement après la guerre, selon notre analyse du recensement de 1880. Même les quelques leaders de couleur progressistes que nous avons réussi à repérer dans le recensement et dont l'identité est indéniable avaient tous

épousé des femmes au nom francophone appartenant à la catégorie «mulâtre»: ce fut le cas notamment de Louis-Charles Roudanez, Paul Trévigne et Rodolphe-Lucien Desdunes. L'apparence physique et l'appartenance culturelle étaient donc des éléments essentiels dans la définition de l'identité des Créoles de couleur ainsi que dans le choix de leurs conjoints. Respectabilité et moralité représentaient aussi des facteurs importants dans ce choix, mais la culture et la couleur de la peau semblaient l'être davantage. En fait, ces deux derniers critères étaient intimement liés aux deux premiers et les parents s'efforçaient très tôt de les imposer à leur progéniture. Dès leur jeune âge, les Créoles de couleur étaient conditionnés à côtoyer d'autres Créoles de couleur et à éviter autant que possible les Noirs. À l'exception de quelques enfants blancs, les parents exigeaient que leurs enfants se lient d'amitié surtout avec des membres de la communauté et afin de s'en assurer, certains d'entre eux prenaient les mesures nécessaires⁸⁴.

À titre d'exemple, les familles qui en avaient les moyens envoyaient leurs enfants dans des écoles catholiques privées comme la St. Mary's Academy for Young Ladies of Color. Incorporée en 1880, cette école prestigieuse pour filles située en plein cœur du quartier français desservait une clientèle essentiellement créole. En y envoyant leurs enfants, les parents s'assuraient qu'ils bénéficieraient d'une excellente instruction en plus de s'assurer qu'ils resteraient parmi les leurs. En ce qui concerne les familles qui n'avaient pas les ressources financières pour envoyer leurs enfants dans une école comme St. Mary, ou son équivalent masculin, l'école St. Louis, elles devaient se contenter de les envoyer dans des écoles publiques ségréguées. Parmi les parents qui étaient contraints d'inscrire leurs enfants dans de telles institutions scolaires, il est fort probable que plusieurs d'entre eux aient privilégié des écoles comme Bayou Road qui filtrait les élèves selon la couleur de leur peau, excluant autant que possible tous ceux qui étaient considérés trop noirs⁸⁵. Dans un récit publié en 1977, mais qui relate les événements de sa jeunesse dans les années 1930-40, Aline St. Julien explique que même à l'Académie St. Mary, qu'elle avait fréquentée, les élèves les plus pâles et dont les cheveux étaient les plus lisses jouissaient d'un traitement de faveur

⁸⁴ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 125-127.

⁸⁵ Willard B. Gatewood, *Aristocrats of Color: The Black Elite, 1880-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, p. 85.

relativement aux autres élèves⁸⁶. Si à l'école publique il était généralement plus difficile pour les parents d'exercer un contrôle serré sur les accointances de leurs enfants, c'est-à-dire plus difficile pour eux de les empêcher de se faire des amis noirs, à partir des témoignages de personnes qu'elle a interviewées, Anthony explique qu'à la maison, pas question d'admettre de tels amis: sous le toit familial n'étaient admis que leurs semblables⁸⁷. St. Julien confirme les témoignages utilisés par Anthony lorsqu'elle affirme ceci: «Most of us knew better than to bring a dark friend home from school. We were told to be nice to 'them' but always choose friends you bring home, which meant Creoles. We got in trouble with our parents more in public schools because we had more dark children to be friendly with, but the situation was different at Catholic school»⁸⁸. Avec la ségrégation, il était donc impossible pour les Créoles de couleur de s'isoler complètement des Noirs de certains lieux publics comme les écoles, mais lorsqu'ils pouvaient contrôler la situation, ils le faisaient. En ce qui concerne une institution comme l'Église, notons simplement que la séparation avec les Noirs devait être plus facile puisque les affranchis étaient surtout de confession protestante, tandis que les Créoles de couleur étaient surtout catholiques.

Selon les déclarations des contemporains interviewés par Anthony, les jeunes adultes étaient également contraints de socialiser avec les leurs et de fréquenter des endroits où il y avait d'autres Créoles de couleur comme, par exemple, les lieux de danses exclusifs tenus par des associations créoles dont les Francs Amis et les Jeunes Amis⁸⁹. Encore une fois, ces témoignages sont confirmés par les propos de St. Julien. L'endoctrinement des jeunes, précise-t-elle, se poursuivait de plus belle au moment où les Créoles de couleur atteignaient l'âge de se marier et de fonder une famille. Lorsque ce moment fatidique arrivait, les partenaires potentiels devaient répondre à des critères stricts imposés par la famille et la communauté et les meilleurs endroits pour les rencontrer étaient, en plus des églises catholiques, les clubs sociaux exclusifs. Les jeunes créoles qui fréquentaient ces clubs étaient assurés de rencontrer la «bonne» personne puisque les associations qui en étaient

⁸⁶ Aline St. Julien, *Colored Creole: Color Conflict and Confusion in New Orleans*, p. 3-4.

⁸⁷ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 134.

⁸⁸ Aline St. Julien, *op. cit.*, p. 4.

⁸⁹ Arthé Agnes Anthony, *op. cit.*, p. 125-127.

responsables avaient élaboré des stratégies de filtration infaillibles, parmi lesquelles, le fameux «test du sac de papier brun», c'est-à-dire que la couleur d'un sac de papier brun servait de référence pour filtrer les individus selon la teinte de leur peau:

By the time we reached the social age, with such continual indoctrination, we were ready to choose a spouse who met all the requirements of the typical Creole family. Usually parents would have to know the family 'pedigree' of your intended. His Spanish or French name would bring the first signs of approval. Most parents felt that the best place to meet the ideal partner was in church or at church functions, especially at Corpus Christi where the most 'beautiful Creoles' worshipped. One of my brothers looked forward to Sunday Mass at Corpus Christi. It is located in the Seventh Ward ('Creole Land') about three blocks from one of the most exclusive Creole social clubs of my day, the Autocrat Club. For most Creoles in that area, social life was between Corpus Christi and the Autocrat [...] For those Creoles who preferred dancing at the exclusive clubs, there was a choice of the Le Chon Se Me (Young Friends) or the Roof Garden. Like the Autocrat Social and Pleasure Club, they too did not allow dark people. One had to be light enough to pass the 'brown paper bag test'⁹⁰.

L'ascendance latine et la clarté de la peau étaient des attributs importants dans le choix des partenaires sexuels et à ces attributs identitaires, St. Julien ajoute la texture des cheveux: «But the worse thing a person could call me was 'nappy head.' That really hit the weak spot. We were so ashamed of our kinky hair that we would use a hot comb secretly and would never admit straightening our hair. The children with 'good hair' would tell us that they were glad they didn't have to 'fry' their hair»⁹¹. Chez les Créoles de couleur, tout était organisé pour limiter la sociabilité des membres du groupe au groupe et si par malheur l'un des leurs mariait un Noir, il risquait, sinon le bannissement total de la communauté, le bannissement de certains événements sociaux ou familiaux⁹². Comme le démontre leur comportement à prédominance endogame, ils faisaient partie d'un cercle fermé et replié autour de son identité. L'appartenance à la collectivité était basée sur un héritage culturel et phénotypique particulier, héritage que les Créoles de couleur voulaient transmettre à leur progéniture en se mariant entre eux pour pouvoir continuer à se distinguer des Noirs, mais aussi pour survivre comme groupe ethnique à part entière. Ce désir de se séparer et de rester

⁹⁰ Aline St. Julien, *Colored Creole*, p. 4-5; Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 103.

⁹¹ Aline St. Julien, *op. cit.*, p. 3.

⁹² *Ibid*, p. 5.

distincts par le mariage s'est maintenu jusqu'au début et même jusqu'au milieu du XXe siècle, comme en témoignent le récit d'Aline St. Julien et les entretiens avec les membres de la communauté menés par Arthé Agnes Anthony. Il aurait été intéressant d'avoir accès à des témoignages aussi convaincants et révélateurs venant des Créoles de couleur eux-mêmes pour la période comprise entre 1860 et 1880. Malheureusement, il n'y en n'a pas et pour étoffer notre analyse quantitative nous avons dû faire appel à des témoignages qui dépassaient un peu le cadre chronologique fixé par cette thèse.

6.2.3 Distribution ethnique de la Nouvelle-Orléans et identification géographique: *Uptown vs Downtown*

Le désir des Créoles de couleur de s'isoler des Noirs et de continuer à se démarquer d'eux était perceptible non seulement dans le choix de leurs partenaires sexuels, mais aussi dans le choix de leurs lieux d'habitation. En plus de s'exprimer dans leurs comportements matrimoniaux, la sociabilité limitée des premiers à l'égard des seconds s'exprimait également dans leurs comportements résidentiels. Dans cette partie, nous verrons effectivement que la volonté des gens de couleur de se séparer des Noirs ainsi que leur sentiment d'appartenir à un groupe distinct étaient renforcés par et se reflétaient dans leurs *patterns* de résidence. L'élément géographique a joué un rôle fondamental dans la définition de l'identité des Créoles de couleur qui est devenue étroitement associée au centre-ville de la Nouvelle-Orléans: alors que les Créoles de couleur s'identifiaient et étaient identifiés au *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire la partie européenne de la ville qui correspondait aux arrondissements 4, 5, 6 et 7 situés au nord de la rue Canal (Vieux Carré et Faubourg Marigny); les Noirs, eux, s'identifiaient et étaient identifiés au *Uptown*, c'est-à-dire la partie américaine de la ville qui correspondait aux arrondissements 1, 2 et 3 situés au sud de la rue Canal (Faubourg Ste-Marie)⁹³. Cette identification géographique des Créoles de couleur et des Noirs à deux quartiers distincts de la Nouvelle-Orléans était en grande partie le résultat des *patterns* résidentiels créés par les antagonismes culturels qui sont nés entre les Américains et les Créoles blancs suite à l'achat de la Louisiane par les États-Unis en 1803. À partir de cette date, les Américains ont commencé à arriver en grand nombre à la Nouvelle-Orléans et ils ont choisi de s'installer, avec leurs esclaves, en amont de la ville originale,

⁹³ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 139.

fixant leur quartier résidentiel dans le *Uptown*, qui est devenu aussi le secteur des affaires de la Nouvelle-Orléans. Pendant que le secteur des affaires se développait au sud-ouest de la rue Canal et que le Faubourg Ste-Marie s'imposait comme quartier américain entre 1800 et 1830, le Quartier français (arrondissements 4, 5 et 6) et le Faubourg Marigny (arrondissement 7), qui représentaient le centre-ville de la Nouvelle-Orléans, consolidaient leur identité de quartier créole et s'affirmaient comme sections européennes. La rue Canal, qui séparait les deux quartiers, était une sorte de Rubicon, une frontière culturelle entre les Américains et les Créoles. Étant donné que les Créoles de couleur s'identifiaient davantage à la culture européenne qu'à la culture américaine, ils se sont fixés surtout dans le *Downtown*, en aval de la rue Canal, une rue très large dont la vocation, par ailleurs, est devenue essentiellement commerciale à partir des années 1840⁹⁴. La carte 1 permet de visualiser les 7 premiers arrondissements et les deux grands quartiers de la Nouvelle-Orléans.

Les *patterns* résidentiels adoptés par les Créoles de couleur au cours du XIXe siècle les ont aidés à se définir et à se démarquer: plus précisément, ils reflétaient en même temps qu'ils renforçaient leur sentiment d'appartenir à un groupe distinct de la majorité noire. Ces *patterns* mettaient en évidence leur désir de garder une distance sociale avec les affranchis⁹⁵. Séparés par la rue Canal des Noirs anglophones du *Uptown*, au même titre que l'étaient les Américains et les Créoles blancs, les gens de couleur du *Downtown* se percevaient comme supérieurs aux Noirs du *Uptown*⁹⁶. La dénomination *Downtown* est devenue un trait identitaire fondamental qui les caractérisa au moins jusqu'au milieu du XXe siècle: *Downtown* et identité créole sont pratiquement devenus indissociables. Entre les deux groupes, il y avait donc des divisions reliées à la couleur de la peau (peaux brunes vs peaux noires), des divisions reliées à la langue (langue française vs langue anglaise), des divisions reliées à la religion (religion catholique vs religion protestante) et des divisions reliées à la géographie (*Downtown* vs *Uptown*). La dichotomie était ethnique et phénotypique, mais elle était aussi géographique.

⁹⁴ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 139; Samuel Wilson, Jr., «Early History», dans *New Orleans Architecture, volume 4: The Creole Faubourgs*, sous la dir. de Samuel Wilson, Jr. et al, Gretna, Pelican Pub. Co., 1974, p. 9-10; Richard Campanella, *Time and Place in New Orleans*, p. 116-117, 122, 124.

⁹⁵ Arthé Agnes Anthony, *op. cit.*, p. 139-140.

⁹⁶ *Ibid*, p. 140-141.

Durant la période *antebellum*, la majorité des Créoles de couleur était concentrée dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans. Les *patterns* résidentiels qu'ils ont commencés à adopter au début du XIX^e siècle se sont consolidés au cours de cette période. En 1860, Rankin estime que plus de 80 pour cent des gens de couleur libres vivaient dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, soit dans le quartier créole de la ville; tandis que plus de la moitié de la population esclave vivait dans le *Uptown*, soit dans le quartier américain⁹⁷. Plus spécifiquement, Sally Evans estime que durant cette période les gens de couleur libres s'étaient agglutinés surtout dans le Faubourg Marigny (là où se trouvait le 7^e arrondissement). Evans a évalué qu'entre 1807 et 1860, 75 pour cent des lots territoriaux contenus à l'intérieur de ce territoire avaient appartenu au moins une fois à des membres du groupe⁹⁸. Comme en témoignent les résultats que nous avons obtenus à l'aide, encore une fois, du recensement de 1880, les *patterns* résidentiels qui prédominaient chez les gens de couleur avant la guerre de Sécession se sont maintenus après la guerre. À partir de ce document, il est possible de constater qu'après les hostilités, les Créoles de couleur ont continué à se concentrer géographiquement dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, suivant les *patterns* résidentiels qui ont été établis par leurs prédécesseurs. Ils sont restés fidèles à cette section de la ville par tradition, mais aussi par condescendance à l'égard des Noirs du *Uptown*⁹⁹. Afin de le démontrer, nous avons repris essentiellement la même méthodologie que celle à laquelle nous avons eu recours pour la partie précédente, c'est-à-dire qu'ici aussi nous nous sommes limité aux 7 premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans et nous avons analysé le comportement résidentiel des Créoles de couleur à partir des résultats obtenus pour la

⁹⁷ David Rankin, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, p. 383; Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 140. Sans donner de proportion exacte, les propos de Richard Campanella vont dans le même sens que ceux de Rankin. Voir Richard Campanella, «An Ethnic Geography of New Orleans», *The Journal of American History*, décembre 2007, vol. 94, no 3, p. 705-706.

⁹⁸ Sally K. Evans, «Free Persons of Color», dans *New Orleans Architecture, volume 4: The Creole Faubourgs*, p. 26-27; Arthé Agnes Anthony, *op. cit.*, p. 140. Se basant sur le recensement de 1850, les données d'Amy Sumpter corroborent les propos de Rankin et d'Evans ainsi que ceux d'Anthony, à savoir que durant la période *antebellum*, les gens de couleur libres étaient surtout concentrés dans les sections créoles de la Nouvelle-Orléans. Il semble d'ailleurs y avoir un consensus historiographique à cet effet. Amy R. Sumpter, «Segregation of the Free People of Color and the Construction of Race in Antebellum New Orleans», *Southeastern Geographer*, vol. 48, no 1, mai, 2008, p. 19, 25-30, 35.

⁹⁹ Arthé Agnes Anthony, *op. cit.*, p. 140-141.

catégorie «mulâtre» du recensement. Précisons que toute la population de ces arrondissements a été comptabilisée: les Blancs, les Noirs et les Créoles de couleur, que nous avons saisis en passant toujours par la catégorie «mulâtre». Comme l'indique le tableau 7, en tout, pour les 7 premiers arrondissements, il y avait à la Nouvelle-Orléans en 1880 un total de 86 931 Blancs, 19 983 Noirs et 15 082 mulâtres.

Tableau 7
Population de la Nouvelle-Orléans pour les 7 premiers arrondissements, Blancs, Noirs et mulâtres, 1880

Arr. (1 à 7)	Blancs	% Blancs	Noirs	% Noirs	Mul.	% Mul.	Autres	% autres
1	11 606	13%	1 914	10%	893	6%	1 (I)	1%
2	13 444	15%	2 858	14%	712	5%	2 (C)	2%
3	18 159	21%	4 512	23%	3 293	22%	20 (C, I)	22%
Totaux (1, 2, 3)	43 209	50%	9 284	46%	4 898	32%	23 (C, I)	25%
4	8 981	10%	2 340	12%	1 278	8%	19 (C, I)	21%
5	13 201	15%	2 763	14%	3 263	22%	24 (C)	26%
6	9 179	11%	1 798	9%	1 687	11%	21 (C)	23%
7	12 361	14%	3 798	19%	3 956	26%	4 (C, I)	4%
Totaux (4, 5, 6, 7)	43 722	50%	10 699	54%	10 184	68%	68 (C, I)	75%
Totaux (1 à 7)	86 931	100%	19 983	100%	15 082	100%	91 (C, I)	100%

Lorsque Rankin estime qu'en 1860, 83 pour cent des gens de couleur libres étaient concentrés dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans et que plus de la moitié des Noirs étaient concentrés dans le *Uptown*, il ne précise pas ce qu'il entend au juste par *Downtown* et par *Uptown*. Or, même sans le formuler clairement, nous tenons pour acquis qu'il inclut les arrondissements 1 à 3 lorsqu'il fait référence au *Uptown* et les arrondissements 4 à 7 lorsqu'il fait référence au *Downtown*. Si nous reprenons ces mêmes arrondissements pour 1880, les résultats du recensement que nous avons dépouillé révèlent que 46 pour cent des Noirs

vivaient dans le *Uptown*, contre 54 pour cent dans le *Downtown*; tandis que 68 pour cent des mulâtres vivaient dans le *Downtown* contre 32 pour cent dans le *Uptown*. Les résultats du recensement de 1880 montrent qu'en l'espace de vingt ans, la population de couleur, soit la catégorie «mulâtre» du recensement, a fait preuve d'une stabilité remarquable dans ses *patterns* résidentiels, une forte proportion de celle-ci habitant toujours au centre-ville de la Nouvelle-Orléans. Nous devons reconnaître toutefois qu'il y eut, entre 1860 et 1880, pour ce secteur de la ville, une baisse de 15 pour cent, ce qui signifie qu'en deux décennies, les Créoles de couleur se sont dispersés davantage à travers la ville. Peut-être pouvons-nous expliquer cette dissémination par le fait qu'en 1880 plus de Noirs vivaient dans le *Downtown* qu'en 1860. Une chose est sûre, outre la baisse de 15 pour cent, il n'y eut pas de renversement de tendance dans le comportement résidentiel des gens de couleur, comme ce fut le cas pour les Noirs. En ce qui concerne ces derniers, sans parler de changement majeur, un peu plus de la moitié d'entre eux était concentrée dans le centre-ville créole en 1880, tandis qu'avant la guerre, le contraire était vrai, selon l'estimation de Rankin, une estimation un peu vague, soit, mais qui permet tout de même de faire des comparaisons dans le temps. Elle permet notamment d'avancer l'idée que le phénomène du «noircissement» de la Nouvelle-Orléans, qui s'est produit entre 1860 et 1880, était en fait un «noircissement» de son centre-ville. En 1880, les Créoles de couleur continuaient donc à se concentrer surtout dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans mais, contrairement à l'avant-guerre, désormais, ils partageaient leur espace urbain avec un plus grand nombre de Noirs. Malgré les limites de notre comparaison chronologique dues au manque de précision pour la période *antebellum*, elle permet néanmoins de tirer des conclusions intéressantes sur le comportement résidentiel des gens de couleur et d'établir que, en 1860 comme en 1880, ils avaient tendance à se congutiner dans le quartier créole de la Nouvelle-Orléans. Dans une étude subséquente, il serait intéressant et même très pertinent de faire l'analyse détaillée de leurs *patterns* résidentiels spécifiquement pour l'avant-guerre puisque cela permettrait d'étoffer les propos de Rankin, l'un des rares historiens à avoir donné au moins quelques données sur le sujet¹⁰⁰.

¹⁰⁰ Amy Sumpter propose une étude quantitative plus poussée sur la répartition géographique des gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans pour l'année 1850. Selon ses données, environ 88 pour cent d'entre eux vivaient dans les sections dites européennes de la ville en 1850. Elle ne donne pas de proportion pour les Noirs. Amy R. Sumpter, «Segregation of the Free People of Color and the Construction of Race in Antebellum New Orleans», *Southeastern Geographer*, p. 26.

Après la guerre, les Créoles de couleur continuaient à se concentrer dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans et plus particulièrement dans les arrondissements 5, 6 et 7. Vingt-deux pour cent des Créoles de couleur vivaient dans le 5^e arrondissement, 11 pour cent vivaient dans le 6^e arrondissement et 26 pour cent d'entre eux vivaient dans le 7^e arrondissement; tandis que partout ailleurs, leur proportion était inférieure à 8 pour cent, sauf dans l'arrondissement 3 où elle était aussi de 22 pour cent, mais nous y reviendrons un peu plus loin. Comme notre échantillon de 4 022 noms a permis de le démontrer, ce fut dans les mêmes trois arrondissements créoles que la population mulâtre francophone était aussi la plus élevée avec une proportion de 71 pour cent, c'est-à-dire que 71 pour cent de la population mulâtre totale circonscrite à l'intérieur de ces trois arrondissements était francophone: dans l'arrondissement 5, la population mulâtre francophone était de 68 pour cent; dans l'arrondissement 6, elle était de 69 pour cent et dans l'arrondissement 7, elle était de 75 pour cent. Ce dernier était sans contredit l'arrondissement des Créoles de couleur: en plus d'y avoir la plus forte concentration de mulâtres, il y avait la plus forte concentration de mulâtres francophones. Si Evans a mis en évidence l'attrait des Créoles de couleur pour l'arrondissement 7 avant la guerre de Sécession, le recensement de 1880 montre que cet attrait se poursuit après la guerre. Il faut dire que l'arrondissement 7 de la Nouvelle-Orléans était un prolongement du Vieux Carré et qu'il faisait partie du Faubourg Marigny, première banlieue créole de la ville, dont le développement et l'aménagement ont commencé au début du XIX^e siècle, plus exactement en 1805¹⁰¹.

Certes, il y avait une importante concentration de Créoles de couleur dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, mais les données du recensement de 1880 révèlent aussi que beaucoup de Noirs vivaient dans cette section de la ville. Même que si nous examinons les chiffres absolus qui figurent au tableau 7, nous constatons qu'un peu plus de Noirs vivaient dans le *Downtown* que de mulâtres: 10 699 Noirs contre 10 184 mulâtres. Non seulement plus de la moitié de la population noire était-elle concentrée dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans en 1880, mais il y avait aussi dans cette section de la ville un peu plus de Noirs que de mulâtres. Ainsi, là où il y avait beaucoup de mulâtres, en l'occurrence dans le

¹⁰¹ Sally K. Evans, «Free Persons of Color», dans *New Orleans Architecture, volume 4: The Creole Faubourgs*, p. 26-27; Samuel Wilson, Jr., «Early History», dans *New Orleans Architecture, volume 4: The Creole Faubourgs*, p. 3.

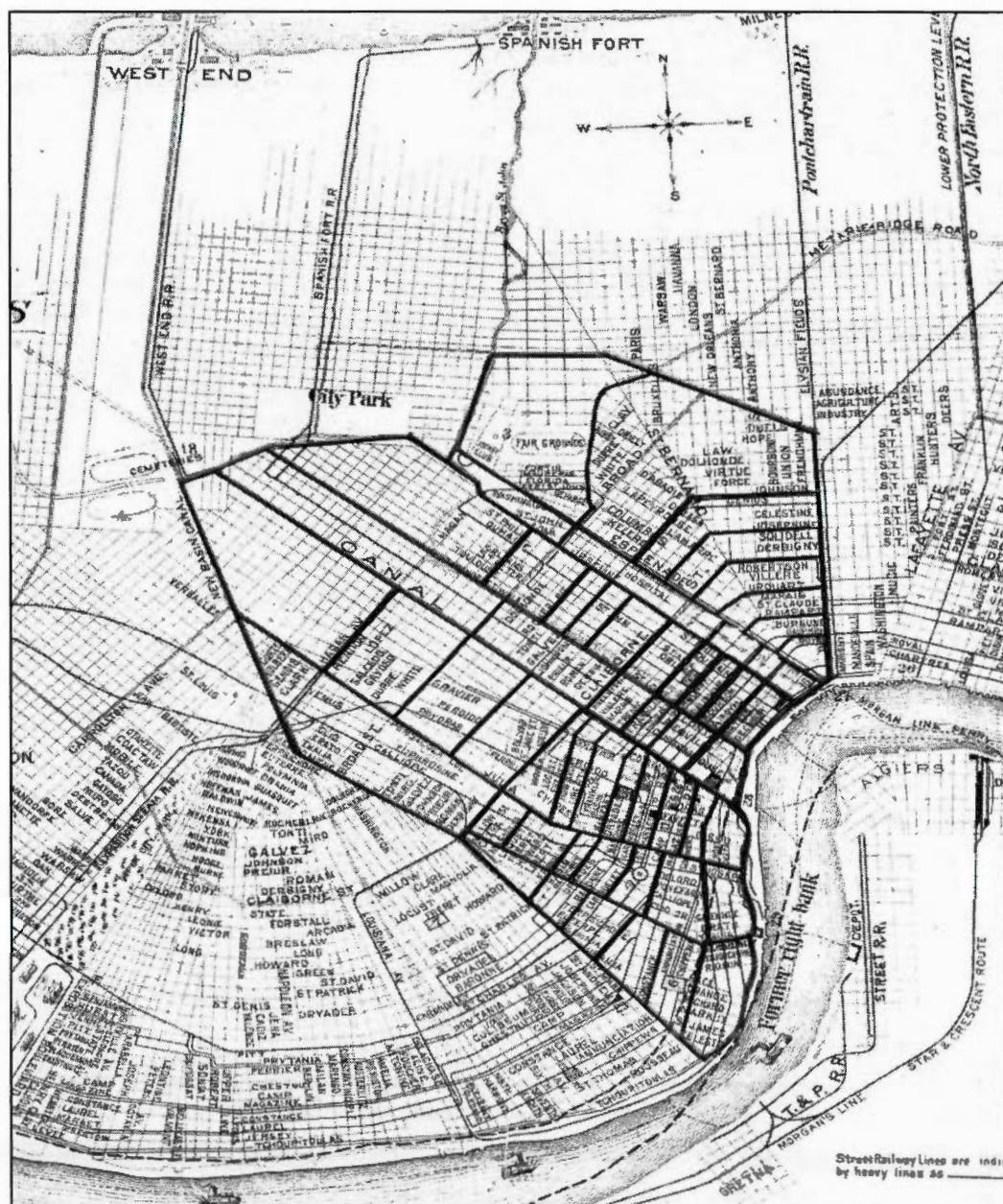
Downtown, il y avait également beaucoup de Noirs et là où les mulâtres prédominaient, en l'occurrence dans les arrondissements 5 et 7, ils ne représentaient jamais une majorité écrasante par rapport aux Noirs (54 pour cent contre 46 pour cent dans l'arrondissement 5 et 51 pour cent contre 49 pour cent dans l'arrondissement 7). Lorsque située dans son contexte politique et social, cette réalité démographique se comprend mieux: elle s'explique notamment par le racisme grandissant des Blancs après la guerre de Sécession et par la ségrégation qui se mettait en place après la Reconstruction, deux phénomènes qui obligeaient les Créoles de couleur à partager de plus en plus leur espace avec les affranchis.

Notre analyse du recensement de 1880 par arrondissement a permis de constater que les gens de couleur se concentraient dans une section particulière de la Nouvelle-Orléans, mais qu'ils ne pouvaient s'isoler totalement des Noirs. Même là où ils avaient une majorité démographique par rapport à ces derniers, elle n'était jamais très forte. Or, l'analyse à échelle plus restreinte de la Nouvelle-Orléans que nous proposons à partir de maintenant, permettra de constater que dans certains voisinages de la ville, les Créoles de couleur prédominaient et que leur prédominance relativement à la population noire était parfois même imposante. Plus imposante du moins que lorsque considérée uniquement à grande échelle. L'approche locale développée ici nous donnera la possibilité de démontrer de manière plus convaincante que les Créoles de couleur voulaient se séparer des Noirs par leurs *patterns* de résidence. Il vaut donc la peine d'examiner le comportement résidentiel de cette population sous un angle microscopique. Si nous avons pu faire une analyse à échelle réduite de la Nouvelle-Orléans, ce fut parce que dans le recensement de 1880, chaque arrondissement était subdivisé en *enumeration districts*. Le recensement de 1880 est intéressant pour cette autre raison que, pour la première fois, un recensement fédéral subdivisait les arrondissements en petits voisinages, des voisinages que nous avons reconstitués pour les sept premiers arrondissements et qui nous ont permis de situer plus précisément sur une carte géographique la population de couleur et de tirer de meilleures conclusions quant à son comportement résidentiel. Notons que les *enumeration districts* n'avaient pas de valeur officielle: ils ont été créés strictement pour les fins du recensement et nous avons décidé de nous en servir pour analyser de manière plus détaillée les *patterns* résidentiels des gens de couleur. Notons également que pour les arrondissements 1 à 7 il y avait en tout 55 *enumeration districts* et que ceux-ci étaient répartis comme suit: l'arrondissement 1 contenait les districts 1 à 6;

l'arrondissement 2, les districts 7 à 14; l'arrondissement 3, les districts 15 à 26; l'arrondissement 4, les districts 27 à 32; l'arrondissement 5, les districts 33 à 42; l'arrondissement 6, les districts 43 à 47 et l'arrondissement 7, les districts 48 à 55. La carte 2 permet de visualiser ces 55 voisinages¹⁰².

¹⁰² Les *enumeration districts* ont été reconstitués à partir du recensement nominatif de 1880 et du *Robinson's Atlas of the City of New Orleans, 1883*, disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Robinson%27s_Atlas_of_the_City_of_New_Orleans,_1883>. Nous nous sommes servis également de la carte géographique contenue dans l'ouvrage de George Washington Cable, *Historical Sketch Book and Guide to New Orleans and Environs*, New York, Will H. Coleman, 1885.

Carte 2¹⁰³ Voisinages de la Nouvelle-Orléans pour les 7 premiers arrondissements, 1880

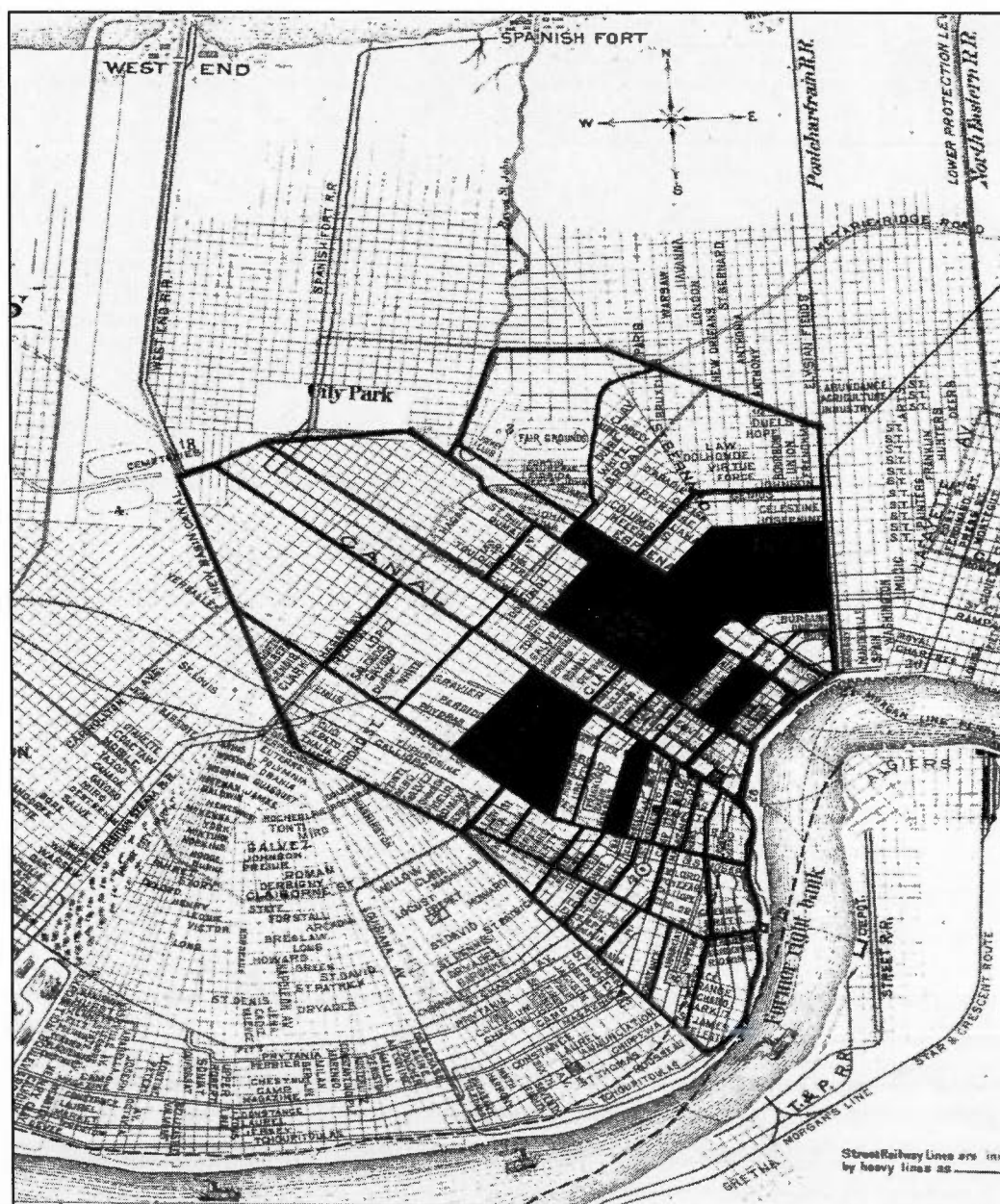


¹⁰³ Cette carte provient de l'ouvrage de George Washington Cable, *Historical Sketch Book and Guide to New Orleans and Environs*, mais nous l'avons retravaillée en traçant les limites des 7 premiers arrondissements et des 55 premiers *enumeration districts* de la Nouvelle-Orléans.

Si nous prenons le 5^e arrondissement, où les mulâtres représentaient 54 pour cent de la population non-blanche, ils prédominaient dans 7 *enumeration districts* sur 10 et dans certains districts, cette prédominance était de beaucoup supérieure à celle de l'arrondissement et donc supérieure à 54 pour cent. Les mulâtres surpassaient les Noirs en nombre notamment dans la section de la ville connue sous le nom de Tremé qui représentait le cœur du 5^e arrondissement et qui était composée de 3 *enumeration districts*. Tremé était l'une des sous-sections les plus anciennes de la Nouvelle-Orléans et les Créoles de couleur y avaient des attaches profondes. En fait, le Faubourg Trémé était la deuxième banlieue créole de la Nouvelle-Orléans (après Marigny) et il fut développé lui aussi au début du XIX^e siècle, soit en 1810¹⁰⁴. Dans la portion Tremé de l'arrondissement 5, les mulâtres avaient la majorité dans tous les districts qui la composaient: dans le district 36, ils représentaient 54 pour cent de la population non-blanche contre 46 pour cent pour les Noirs; dans le district 37, ils représentaient 61 pour cent de la population non-blanche contre 39 pour cent pour les Noirs et dans le district 38, les proportions étaient respectivement de 52 pour cent contre 48 pour cent. Les mulâtres dominaient également dans les 3 districts qui étaient adjacents au Faubourg Trémé et que nous pouvons considérer comme un prolongement de celui-ci: dans le district 39, les proportions étaient de 61 pour cent contre 39 pour cent; dans le district 40, elles étaient de 53 pour cent contre 47 pour cent et dans le district 41, elles étaient de 67 pour cent contre 33 pour cent. Finalement, dans le *enumeration district* 34, les proportions étaient de 57 pour cent pour les mulâtres contre 43 pour cent pour les Noirs. Ce dernier district où les mulâtres prédominaient et où les gens de couleur avaient aussi des attaches profondes faisait partie du Vieux Carré qui constituait la ville originale de la Nouvelle-Orléans, fondée en 1718 par Jean-Baptiste Le Moyne, Sieur de Bienville. Bref, dans la plupart des districts du 5^e arrondissement, la population mulâtre dominait relativement à la population noire et, sans jamais parler de majorité écrasante, dans les districts 34, 37, 39 et 41 la majorité qu'ils avaient était assez convaincante: 57 pour cent, 61 pour cent, 61 pour cent et 67 pour cent. La carte 3 permet de visualiser ces concentrations démographiques et la carte 4 permet de visualiser l'emplacement du Faubourg Trémé (en pâle) et du Vieux Carré (en foncé).

¹⁰⁴ Roulhac Toledano *et al.*, *New Orleans Architecture: Faubourg Tremé and the Bayou Road* (vol. 6), Gretna, Pelican Publishing, 2003, c1980, p. xi.

Carte 3¹⁰⁵ Concentrations géographiques des Créoles de couleur, Nouvelle-Orléans, 1880



¹⁰⁵ Comme pour la carte 2, la carte 3 provient de l'ouvrage de George Washington Cable, *Historical Sketch Book and Guide to New Orleans and Environs*, mais nous l'avons retravaillée afin de mettre en évidence les concentrations géographiques des Créoles de couleur.

Comme nous parlons ici de dominance et/ou de concentration ethnique, il serait important de préciser que l'historien Olivier Zunz notamment s'est intéressé au phénomène pour certains groupes d'habitants qui vivaient, ceux-là, dans la ville de Détroit au tournant du XIXe siècle, son but étant de comprendre comment ils se partageaient l'espace urbain¹⁰⁷. Étonnamment, aucune étude du genre n'a été produite pour la Nouvelle-Orléans, terreau pourtant fertile à ce type de recherche puisque très cosmopolite et très distinctive en ce qui concerne les relations raciales. Dans cette partie du chapitre, au fond, nous offrons une ébauche de réflexion à partir de l'exemple des Créoles de couleur, mais surtout nous proposons avec les *enumeration districts* une approche méthodologique qui pourrait précisément servir à l'élaboration d'une enquête plus poussée sur le sujet, c'est-à-dire sur le partage ethnique et racial de l'espace urbain à la Nouvelle-Orléans. Qu'il s'agisse de la Nouvelle-Orléans ou d'une autre ville américaine, à notre connaissance, aucun historien, pas même Zunz, ne s'est servi des *enumeration districts* comme procédé d'analyse. Cela est d'autant plus regrettable que nous avons pu constater, pour les avoir utilisés, qu'ils constituent un outil de travail très utile et très efficace.

Si nous prenons maintenant l'arrondissement 6, où les mulâtres représentaient 48 pour cent de la population non-blanche contre 52 pour cent pour les Noirs, ils ont réussi à avoir la majorité avec 52 pour cent dans le district numéro 46 qui faisait partie, lui aussi, de la sous-section Tremé de la ville, laquelle s'étendait sur plusieurs arrondissements. Malgré le fait qu'ils aient été minoritaires dans l'arrondissement 6 relativement aux Noirs, les mulâtres avaient la majorité dans son *enumeration district* le plus important pour ce qui est de la superficie et de la population. Quant à l'autre arrondissement où les mulâtres avaient la majorité par rapport aux Noirs avec 51 pour cent contre 49 pour cent, soit l'arrondissement 7, dans seulement deux *enumeration districts* sur huit avaient-ils plus de poids démographique que les Noirs: les districts numéro 50 et 52 avec une proportion de 67 pour cent contre 33 pour cent et 51 pour cent contre 49 pour cent, respectivement. Entre ces deux districts, c'est-à-dire dans le district numéro 51, il y avait égalité entre les deux groupes avec, cependant, une légère majorité en chiffres absolus pour les mulâtres (1 165 contre 1 154). Le 67 pour cent du district numéro 50 représente une proportion impressionnante puisqu'elle était

¹⁰⁷ Olivier Zunz, *Naissance de l'Amérique industrielle: Détroit, 1880-1920*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1983.

beaucoup plus élevée que la proportion des mulâtres à l'échelle de l'arrondissement. Malgré la quasi-parité entre les deux groupes pour l'ensemble de l'arrondissement 7, les mulâtres ont réussi à avoir une majorité importante dans au moins un district avec 67 pour cent; tandis que les Noirs, qui avaient la majorité dans 5 *enumeration districts* sur huit, n'ont jamais eu une majorité qui excédait 58 pour cent. Ce qui montre que les Créoles de couleur étaient plus concentrés dans une sous-section du 7^e arrondissement, tandis que les Noirs étaient plus éparpillés à travers ce territoire.

Comme l'indiquent les cartes 3 et 4, les trois districts de l'arrondissement 7 où les mulâtres dominaient en nombre sur les Noirs étaient tous situés vis-à-vis le Faubourg Trémé. La plus forte concentration de mulâtres dans trois districts situés au cœur du 7^e arrondissement (les districts 50, 51 et 52), comme ce fut le cas d'ailleurs pour les deux autres arrondissements, reflète une tendance qui traduit bien leur volonté de se regrouper entre eux dans des voisinages particuliers situés au centre du *Downtown*, des voisinages qui semblaient moins sujets aux inondations et autres nuisances naturelles que ceux qui étaient situés en périphérie où les Noirs prédominaient¹⁰⁸. Fait intéressant: ces communautés qui se sont agglutinées au cœur du quartier européen de la Nouvelle-Orléans, se sont en fait développées autour de l'église Sainte-Augustine, l'une des institutions les plus caractéristiques, voire emblématique, du Faubourg Trémé qui fut fondée en 1841 par des Créoles de couleur pour des Créoles de couleur. Cette église catholique était située au coin des rues Barrack et St-Claude dans le district numéro 45 de l'arrondissement 6, à la limite du district numéro 50 de l'arrondissement 7 où les mulâtres représentaient 67 pour cent de la population non-blanche. Qu'il s'agisse de l'arrondissement 5, 6 ou 7, notre analyse microscopique du *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, où les Créoles de couleur étaient plus concentrés, a permis de constater qu'ils étaient surtout groupés dans le centre et non dans les extrémités de la ville, constatation qu'une analyse plus globale ne nous aurait jamais permis de faire.

À partir du tableau 7, nous avons vu qu'une forte proportion de mulâtres était concentrée dans l'arrondissement 3, avec 22 pour cent: 22 pour cent de la population mulâtre des sept premiers arrondissements de la Nouvelle-Orléans était concentrée dans le 3^e, soit la même proportion que dans l'arrondissement 5, avec cependant une légère majorité en chiffres

¹⁰⁸ Richard Campanella, «An Ethnic Geography of New Orleans», *The Journal of American History*, p. 706-707.

absolus pour le premier (3 293 contre 3 263). L'arrondissement 3 était composé de douze *enumeration districts* et dans trois districts sur douze, les mulâtres avaient la majorité par rapport aux Noirs. Ils avaient la majorité dans les *enumeration districts* 19 et 22 avec une proportion de 55 pour cent dans les deux cas et dans le district numéro 23, ils dominaient numériquement avec rien de moins qu'une proportion de 100 pour cent (pour visualiser, voir carte 3). Alors que dans le district numéro 23 les mulâtres dominaient totalement par rapport aux Noirs, dans le district numéro 25, ce sont les Noirs qui, à leur tour, dominaient totalement par rapport aux mulâtres avec une proportion de 100 pour cent. Dans aucun autre arrondissement les mulâtres n'ont réussi à dominer entièrement un district relativement aux Noirs et vice-versa. Pourquoi en était-il ainsi dans l'arrondissement 3? Celui-ci était-il atypique? Il est important de mentionner que dans l'arrondissement 3, situé dans le *Uptown* anglo-américain, 85 pour cent de la population mulâtre était anglophone, ce qui signifie, d'une part, que la majorité des mulâtres concentrés dans cet arrondissement n'était pas de culture créole. Les nombreux mulâtres concentrés dans l'arrondissement 3 étaient pour la plupart des affranchis métissés de langue et de culture anglo-américaines, ce qui signifie, d'autre part, qu'une sorte de ségrégation géographique se pratiquait aussi chez les mulâtres non créoles à l'égard des Noirs. Telle est la conclusion que nous pouvons établir à partir d'une analyse de leurs *patterns* résidentiels et de leur très forte concentration dans le district numéro 23 de l'arrondissement 3. Les mulâtres ont réussi à monopoliser totalement une sous-section de cet arrondissement tout comme ils ont réussi à éviter totalement le district numéro 25 que les Noirs monopolisaient à 100 pour cent. L'arrondissement 3 ne représentait donc pas un arrondissement atypique puisque la forte proportion de mulâtres qui habitaient le territoire n'était pas de culture créole. Mais il montre que même chez les mulâtres anglophones, il y avait un désir de se séparer des Noirs et celui-ci était perceptible dans leurs *patterns* résidentiels. Malgré le fait qu'ils représentaient 42 pour cent de la population non-blanche de l'arrondissement contre 58 pour cent pour les Noirs, les mulâtres ont réussi à s'appropriier une sous-section entière de l'arrondissement 3 et à dominer avec 55 pour cent dans deux autres sous-sections, ce qui met en évidence le désir des mulâtres même anglophones de se regrouper entre eux et de se séparer des Noirs. Leur absence totale du district numéro 25 peut aussi être interprétée comme étant une manifestation de leur désir de

séparation, c'est-à-dire comme étant un signe qu'ils voulaient éviter totalement un territoire où il y avait une forte concentration de Noirs.

Nous ne pouvons aborder l'arrondissement 3 sans mentionner qu'il était le secteur des affaires de la Nouvelle-Orléans et que de tous les arrondissements du *Uptown*, il était celui où la population mulâtre et noire combinée était la plus élevée: alors que dans les arrondissements 1 et 2 les Blancs représentaient une proportion de 81 pour cent et de 79 pour cent par rapport à la population non-blanche, dans l'arrondissement 3 ils représentaient une proportion de 70 pour cent. Notre analyse à échelle réduite de la Nouvelle-Orléans a permis de constater que dans l'arrondissement 3, les Blancs se concentraient surtout dans les districts numéro 15 à 19, soit le cœur du secteur des affaires de la Nouvelle-Orléans où était situé notamment le *Cotton Exchange*, et qu'à partir du district numéro 20, leur proportion commençait à décliner, allant jusqu'à 49 pour cent dans le *enumeration district* 26. La raison la plus probable pour laquelle la proportion des Blancs était surtout importante dans les districts numéros 15 à 19 est qu'une grande portion du 3^e arrondissement, soit la partie la plus éloignée du fleuve connue sous le nom de *Back of Town*, était une zone marécageuse infestée de moustiques et ce fut précisément dans cette section très pauvre que Noirs et mulâtres étaient surtout concentrés. Certes, cette section marécageuse aux infrastructures rudimentaires était sujette aux catastrophes naturelles, mais elle avait aussi l'avantage d'offrir beaucoup de travail à une population non instruite et non qualifiée comme les anciens esclaves, qu'ils aient été noirs ou métissés: excavation de canaux, construction de chemin de fer, etc¹⁰⁹. Ce fut dans cette section pauvre et nuisible de l'arrondissement 3 que Noirs et mulâtres se sont agglutinés, mais dans cette section il y avait aussi un effort de la part des mulâtres du *Uptown* de se séparer des Noirs.

Nous avons beaucoup insisté, chiffres à l'appui, sur le fait que les Créoles de couleur étaient concentrés surtout dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire dans la section européenne de la ville qui est située au nord de la rue Canal et qui englobe les arrondissements 4, 5, 6 et 7. Le problème avec cette affirmation est que, dès le premier arrondissement créole après Canal, à savoir l'arrondissement 4, la proportion de mulâtres était la plus basse du *Downtown* relativement à celle des Noirs (35 pour cent vs 65 pour cent)

¹⁰⁹ Richard Campanella, «An Ethnic Geography of New Orleans», *The Journal of American History*, p. 706-707.

et dans cet arrondissement, les mulâtres ne dominaient dans aucun des six *enumeration district* qui le composaient, pas même ceux qui faisaient partie du Faubourg Trémé, lequel s'étendait du quatrième au sixième arrondissement. De plus, si nous revenons à notre échantillon de 4 022 noms, seulement 34 pour cent des mulâtres qui vivaient dans l'arrondissement 4 étaient de culture créole, tandis que dans l'arrondissement 5, la proportion était de 68 pour cent, dans l'arrondissement 6, elle était de 69 pour cent et dans l'arrondissement 7, la proportion était de 75 pour cent. Devant de tels résultats, force est de constater que l'arrondissement 4 était atypique par rapport à l'ensemble du *Downtown* et il serait plus juste, à notre avis, de le qualifier d'arrondissement transitoire - plutôt que strictement créole - puisqu'il servait en quelque sorte de tampon entre le quartier américain et le quartier européen. Nos chiffres pour les Créoles de couleur confirment les propos du géographe Richard Campanella qui démontre de manière assez convaincante que la «vraie» ligne de démarcation entre les deux grandes sections de la Nouvelle-Orléans était, non pas Canal, mais bien Saint-Louis, c'est-à-dire la rue qui séparait l'arrondissement 4 de l'arrondissement 5. Les arrondissements 5, 6 et 7 étaient donc les «vrais» arrondissements des Créoles de couleur puisque ce fut dans ces mêmes trois arrondissements qu'ils étaient surtout concentrés et où ils avaient des petites majorités démographiques relativement aux Noirs. Bernard Marigny, celui à qui appartenaient les terres du faubourg qui porte son nom, a affirmé en 1822 que Saint-Louis et non Canal était la véritable frontière entre le *Uptown* et le *Downtown* et en 1895 Henry C. Castellanos, un observateur perspicace de la Nouvelle-Orléans, abonde dans le même sens¹¹⁰.

Notre analyse du recensement de 1880 a révélé que les Créoles de couleur étaient concentrés surtout dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans, mais que dans ce quartier se concentrait aussi une forte proportion de Noirs. En effet, là où il y avait beaucoup de Créoles de couleur il y avait également beaucoup de Noirs et il ne pouvait en être autrement puisque les premiers étaient trop minoritaires pour monopoliser une section entière de la ville; ils étaient trop restreints en nombre pour représenter une majorité écrasante par rapport aux seconds et ce, même dans le quartier créole auquel ils s'identifiaient et auquel ils étaient identifiés. Les gens de couleur n'ont peut-être pas réussi à s'isoler totalement des Noirs

¹¹⁰ Richard Campanella, *Time and Place in New Orleans*, p. 118-119.

même dans le quartier créole où ils étaient massivement concentrés, mais ils ont réussi néanmoins à former des majorités importantes dans quelques-uns de ses voisinages. Si leur nombre réduit faisait en sorte qu'ils ne pouvaient monopoliser le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, notre analyse à petite échelle a montré qu'il y avait d'importantes majorités de Créoles de couleur dans certaines sous-sections du centre-ville et le fait qu'ils aient parfois réussi à former des majorités fortes par rapport aux Noirs, allant jusqu'à 67 pour cent, met en évidence leur désir de se regrouper et de rester entre eux. Le simple fait qu'ils aient parfois réussi à former de petites enclaves ethniques dans certains arrondissements, malgré les circonstances démographiques défavorables, est remarquable en soi et reflète encore mieux leur désir de se cloisonner. En d'autres termes, même s'il leur était impossible de s'isoler totalement des Noirs et même si dans les arrondissements où ils avaient la majorité ils n'avaient pas de majorité forte, une analyse à échelle restreinte comme celle que nous avons proposée a permis de constater que dans certains blocs, ils prédominaient et cette prédominance par rapport à la population noire, sans jamais être écrasante, était parfois impressionnante. Elle était d'autant plus impressionnante compte tenu de leur petit nombre et du nombre très élevé de Noirs qui, ne l'oublions pas, sont arrivés massivement dans la ville entre 1862 et 1880. Étant trop minimes pour former une enclave ethnique totalement isolée de la majorité noire dans le *Downtown* où ils étaient massivement concentrés, les Créoles de couleur ont quand même réussi à former des majorités importantes, sinon écrasantes, dans certains voisinages du quartier créole, des majorités que nous avons pu constater grâce à un découpage plus menu de la Nouvelle-Orléans.

En plus de leur nombre restreint, la situation socio-politique d'après-guerre empêchait les Créoles de couleur de s'isoler entièrement des affranchis. S'il y avait beaucoup de Noirs parmi eux dans le *Downtown*, ce fut parce que le racisme grandissant des Blancs et la ségrégation qui se mettait en place après la Reconstruction, les condamnaient à partager leur territoire avec la majorité noire. Dans leur désir de séparation, ils se heurtaient à un contexte hostile qui les obligeait à s'accommoder des Noirs: les Créoles de couleur avaient beau vouloir se distancier des affranchis, mais l'hostilité blanche d'après-guerre, combinée à leur nombre restreint, les empêchait de le faire. Certes, il y avait une concentration de gens de couleur dans la section créole de la ville, mais cette section ils devaient la partager avec beaucoup de Noirs car la réalité de la période ne permettait pas aux premiers de se séparer

complètement des seconds. Les affranchis qui sont arrivés massivement à la Nouvelle-Orléans à partir de 1862 n'étaient certainement pas les bienvenus dans les beaux quartiers résidentiels des Américains blancs du *Uptown*: beaucoup d'entre eux se sont donc établis dans le *Back of Town* de l'arrondissement 3 ainsi que dans le *Downtown* créole, une section de la ville où, par ailleurs, il y avait aussi beaucoup d'immigrants¹¹¹. Le racisme des Blancs et le nombre élevé d'affranchis ont empêché les gens de couleur de s'isoler complètement des Noirs dans le centre-ville de la Nouvelle-Orléans, mais le fait qu'ils aient réussi à former des majorités importantes dans certains de ses voisinages, malgré leur petit nombre, montre à quel point leur désir de séparation était fort. Analysés à petite échelle, les *patterns* résidentiels des gens de couleur reflétaient mieux leur volonté de maintenir une distance sociale avec les affranchis qu'analysés à grande échelle. Il y avait beaucoup de Noirs parmi eux, dans le quartier créole de la ville, ce qui ne signifie pas que les Noirs étaient admis dans leurs secteurs, leurs associations ou leurs familles. En se regroupant entre eux géographiquement dans leurs petites communautés, ils résistaient à être absorbés par la majorité noire.

À la lumière des chiffres que nous a révélé le recensement de 1880, nous avons pu constater qu'après la guerre de Sécession au sein de la population non-blanche de la Nouvelle-Orléans, la dichotomie *Uptown-Downtown* était plus une dichotomie culturelle et psychologique qu'une dichotomie démographique puisque beaucoup de Noirs vivaient dans le *Downtown*, parmi les Créoles de couleur. Le fait que beaucoup d'affranchis aient vécu au nord de la rue Canal montre que cette rue n'était pas une frontière infranchissable pour les Noirs anglophones. Malgré l'incursion noire en territoire créole après la guerre et malgré la présence d'un grand nombre d'affranchis dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans, l'identification des gens de couleur avec cette section de la ville et l'identification des Noirs avec la section américaine sont restées ancrées dans les mentalités et ce, jusqu'au milieu du XXe siècle. À ce sujet, les propos d'un musicien créole nommé Paul Dominguez, issu du centre-ville de la Nouvelle-Orléans et interviewé dans les années 1940 par Alan Lomax dans le but de rédiger un ouvrage sur Jelly Roll Morton, «inventeur du Jazz», sont éloquentes:

¹¹¹ Richard Campanella, «An Ethnic Geography of New Orleans», *The Journal of American History*, p. 708-709; Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 140.

'You see, we Downtown people, we try to be intelligent. Everybody learn a trade, like my daddy was a cigarmaker and so was I. All us people try to get an easy job that our education qualifies us for. We try to bar jail ... Uptown, cross Canal yonder, they *used* to jail,' he chuckled with real malice. 'There's a vast difference here in this town. Uptown folk all ruffians, cut up in the face and live on the river. All they know is - get out on the levee and truck cotton - be longshoremen, screwmen. And me, I ain't never been on the river a *day in my life*.' Paul's heart was in this. Canal Street had been the dividing line between two worlds in Negro New Orleans. As long as you stayed on the Downtown side, you were 'not just another Negro,' but if you crossed Canal you 'carried brickbats and all forms of ammunition.' The line was felt to divide¹¹².

Cette citation illustre bien les préjugés et la condescendance des Créoles de couleur à l'égard des Noirs du *Uptown* qui, selon Dominguez, n'étaient rien de moins que des voyous non-instruits portés à faire du grabuge et habitués à faire de la prison; tandis que les Créoles de couleur du *Downtown* étaient instruits, intelligents, qualifiés et plutôt portés à se tenir loin des prisons. Même si dans les faits, la rue Canal n'était pas une frontière infranchissable, nous voyons qu'elle servait de référence symbolique pour faire la démarcation entre les deux groupes. Les propos de deux femmes interviewées dans les années 1970 par Arthé Agnes Anthony mettent également en évidence l'identification géographique des gens de couleur avec le centre-ville de la Nouvelle-Orléans et leur condescendance à l'égard des Noirs du *Uptown*, «ces gens», qu'elles considéraient inférieurs aux Créoles et auxquels il ne fallait pas se mêler:

Canal Street was the dividing line. People who lived north of Canal Street called themselves Creoles, they were somewhat of a different type of Negro. South of Canal Street, uptown, there seemed to be a different class of Negroes [...] they didn't mix up with the people uptown ... They did have people who wanted to say that there were Creoles and free people of color who lived uptown, but you just didn't mix with those people. You just didn't cross that boundary¹¹³.

Uptown-Downtown, cette division plus psychologique que réelle s'est donc maintenue au-delà du XIXe siècle et elle exprimait clairement le désir des gens de couleur de maintenir une

¹¹² Cité dans David Rankin, *The Forgotten People*, p. 286; Alan Lomax, *Mister Jelly Roll: The Fortunes of Jelly Roll Morton, New Orleans Creole and "Inventor of Jazz"*, New York, The Universal Library, 1950, p. 83.

¹¹³ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 141.

distance sociale avec la majorité noire. Elle servait d'abord et avant tout de symbole qui devait leur permettre de se représenter l'écart entre les deux groupes.

Nous avons surtout insisté dans cette partie sur le fait que les Créoles de couleur se regroupaient entre eux selon leur ethnicité, mais il serait intéressant d'ajouter une dimension économique à l'analyse afin de voir s'il y avait aussi des regroupements selon la classe. Une analyse de classe serait pertinente également afin de voir si le profil socio-professionnel exerçait une influence quelconque dans le choix des partenaires sexuels. Au-delà des facteurs reliés à l'identité, sur lesquels nous avons insisté, les considérations économiques avaient-elles une incidence sur les *patterns* matrimoniaux et résidentiels des Créoles de couleur? Terminons avec une citation d'Aline St. Julien qui est assez évocatrice à cet effet et qui offre au moins un début de réponse lorsque, dans son récit, elle explique le processus de sélection des époux: «Of course economics and good character was considered, but appearance took priority for most of us»¹¹⁴.

*

*

*

Dans ce chapitre, le but était de dresser le portrait social dans lequel les Créoles de couleur ont évolué entre 1860 et 1880. Ce contexte social, nous l'avons vu, a été difficile pour eux parce qu'il les a forcés à faire face à une nouvelle réalité qui mettait en péril leur existence même comme groupe ethnique à part entière. L'abolition de l'esclavage a libéré des milliers d'esclaves d'un statut dégradant, mais en même temps elle a détruit le statut intermédiaire qui a longtemps permis aux gens de couleur de se distinguer de la majorité noire et de se définir comme supérieurs à elle. En plus de l'abolition de l'esclavage, l'américanisation de la Louisiane, qui allait en s'accéléralant après la guerre de Sécession, représentait aussi un danger pour leur identité distincte car elle mettait fin petit à petit à la spécificité louisianaise. Elle le faisait essentiellement de deux façons: en amenant le remplacement d'une notion flexible de la race par une notion rigide Blanc-Noir et en amenant le remplacement d'une culture francophone par la culture anglophone dominante. Étant francophones et de sang-mêlé, les Créoles de couleur étaient les grands perdants de cette nouvelle réalité sociale d'après-guerre qui faisait de la Louisiane un État de plus en plus à

¹¹⁴ Aline St. Julien, *Colored Creole*, p. 5.

l'image des autres États américains et qui contraignait les gens de couleur, même les plus pâles d'entre eux, à se soumettre au même traitement que n'importe quel noir. La polarisation raciale et l'anglicisation de la Nouvelle-Orléans ont placé les Créoles de couleur dans une position d'égalité avec la majorité noire et il était désormais très difficile pour eux de se distinguer des anciens esclaves. Pour continuer à se démarquer d'un groupe qu'ils considéraient inférieur et auquel ils étaient désormais amalgamés aux yeux des Blancs, ils ont dû réaffirmer leur bagage ethnique et culturel différent et pour ce faire, ils ont dû résister à l'américanisation de la Nouvelle-Orléans. Leur résistance à l'assimilation aux affranchis passait par une résistance à l'américanisation, une résistance qui se complexifia avec l'afflux des milliers de travailleurs noirs anglophones en provenance des milieux ruraux environnants. Ce mouvement migratoire vers la Nouvelle-Orléans posait de sérieux problèmes à la population de couleur puisqu'il la plaça dans une position encore plus minoritaire que jamais. Pour survivre comme collectivité distincte et éviter d'être amalgamés aux nouveaux affranchis, les Créoles de couleur ont été obligés de résister à l'envahissement noir et anglo-saxon de la Nouvelle-Orléans et cette résistance, ils devaient la mener en insistant sur leurs spécificités ethniques et culturelles.

Ils ont résisté à l'assimilation essentiellement de trois façons. Ces trois façons reflétaient leur sentiment de supériorité à l'égard des Noirs en même temps qu'elles visaient à protéger une identité distincte en perdition dans le contexte d'américanisation d'après-guerre. Dans un premier temps, nous avons vu qu'après la guerre de Sécession, les gens de couleur ont changé de dénomination. De gens de couleur libres, ils sont devenus les Créoles de couleur, c'est-à-dire qu'ils se sont appropriés le titre de «créole» afin de mettre en évidence, par leur appellation même, les différences à la fois ethniques et phénotypiques avec les Noirs: le mot «créole» faisait référence à leur appartenance à la francophonie, tandis que le mot «couleur» continuait à servir d'euphémisme de noir et à faire référence à leur métissage. L'autre façon de résister à l'assimilation aux affranchis fut de limiter leur sociabilité aux membres de la collectivité en ayant recours à des alliances de type endogame qui avaient pour but de protéger leur patrimoine ethnique et culturel différent. La dernière stratégie de résistance à l'assimilation aux Noirs sur laquelle nous avons insisté dans ce chapitre était d'ordre géographique. Les Créoles de couleur voulaient maintenir une distance sociale avec les Noirs en se regroupant entre eux dans leurs familles, mais aussi en formant de petites

enclaves ethniques dans le *Downtown* de la Nouvelle-Orléans auquel ils s'identifiaient. Même s'il y avait beaucoup de Noirs parmi eux au nord de la rue Canal, ils ont réussi à s'approprier certains voisinages et à former de petites communautés à part. Dans un contexte raciste où la ségrégation se mettait en place, ils ont dû s'accommoder d'une forte présence noire parmi eux. Mais, en dépit de leur petit nombre relativement à la masse d'affranchis, ils sont parvenus à s'emparer de certains voisinages du centre-ville. Ces stratégies de résistance à l'assimilation leur ont permis de survivre comme collectivité distincte au moins jusqu'au milieu du XXe siècle et même si dans les faits les distinctions qu'ils alimentaient ne se sont jamais accompagnées d'une reconnaissance spéciale qui auraient pu les exempter des lois ségrégationnistes, elles leur permettaient au moins à eux de continuer à se considérer comme différents et supérieurs aux Noirs.

Pour conclure ce chapitre, citons les paroles d'un autre musicien interviewé par Lomax, Johnny St. Cyr, qui montrent bien la condescendance des Créoles de couleur à l'égard des Noirs et leur désir de rester distincts:

As the mulatto group had been forced down, it's caste préjudice had mounted. 'The mulattoes were actually more prejudiced than the white people at that time,' dark-skinned Johnny St. Cyr somberly remarked, and his comment was conformed every time a Creole opened his mouth [...] they just wouldn't affiliate with dark people. Wouldn't intermarry. They were actually more prejudiced than many white people back in that time¹¹⁵.

Au moment où St. Cyr prononça ces paroles, la société tripartite avait disparu depuis longtemps en Louisiane, mais de toute évidence les Créoles de couleur n'ont jamais cessé de croire en leurs différences avec les anciens esclaves et ils ont continué à entretenir une position intermédiaire qui n'avait plus aucune signification, sauf pour eux-mêmes¹¹⁶.

¹¹⁵ Alan Lomax, *Mister Jelly Roll*, p. 80, 103.

¹¹⁶ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 165.

CHAPITRE 7

SÉPARÉS ET NON-ÉGAUX: LE PROCÈS D'HOMÈRE PLESSY ET L'IDENTITÉ DES CRÉOLES DE COULEUR, 1890-1896

Nous croyons qu'il est plus noble et plus digne de lutter quand même, que de se montrer passif et résigné. La soumission absolue augmente la puissance de l'opresseur et fait douter du sentiment de l'opprimé.

Rodolphe-Lucien Desdunes, 1911¹.

Le procès d'Homère Plessy et la décision de la Cour suprême en 1896 servent d'épilogue à la quête identitaire des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans qui a été retracée dans la présente thèse. Nous terminons avec ce procès car il représente la tentative ultime des Créoles de couleur de préserver la spécificité raciale louisianaise et de sauvegarder, par le fait même, leur position intermédiaire avantageuse. Au-delà de la lutte pour la justice, il y avait dans la poursuite judiciaire intentée par Plessy et ses supporters la question de l'identité des Créoles de couleur puisqu'en protestant contre la ségrégation, ils protestaient aussi contre la dichotomie raciale qu'elle impliquait et la règle de l'unique goutte de sang qu'elle sanctionnait. Ces derniers ont instigué le procès au nom des principes universels auxquels ils continuaient de croire fermement dans les années 1890, mais au cœur du litige se trouvait leur identité raciale mixte que le système ségrégationniste ne reconnaissait pas. Le but de ce chapitre est donc de montrer que derrière leur combat contre la ségrégation, les Créoles de couleur désiraient par-dessus tout résister au paradigme binaire blanc/noir qui s'imposait en Louisiane et à la nature arbitraire de la désignation raciale qu'elle entraînait lors de sa mise en application.

Étant donné qu'Homère Plessy s'est fait passer pour un Blanc lorsqu'il a fait l'acquisition de son billet de transport, nous examinerons, premièrement, le phénomène de l'usurpation identitaire et l'importance de sa blancheur pour contester la ségrégation en Louisiane. Deuxièmement, nous verrons qu'avec ce procès, la démarche protestataire des leaders de couleur a glissé du journalisme aux poursuites judiciaires. Troisièmement, à partir

¹ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 192.

de la plaidoirie d'Albion Tourgée, l'avocat *pro bono* de Plessy, nous analyserons le procès comme tel et sa signification pour les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans qui l'ont initié. Dans ce chapitre, il est surtout important de comprendre qu'en intentant un procès contre la ségrégation, ces derniers voulaient, certes, lutter pour la justice universelle, mais ils voulaient aussi saisir une occasion favorable pour réaffirmer leur position intermédiaire privilégiée et souligner le caractère exceptionnel de la communauté de couleur orléanaise. Avec la poursuite judiciaire d'Homère Plessy, ce fut à l'imposition des valeurs raciales anglo-saxonnes que les Créoles de couleur résistaient et ce fut pour leur survie identitaire qu'ils luttèrent. Or, malgré les efforts associés à un coup minutieusement préparé, nous verrons que les leaders de couleur ont échoué lamentablement dans cette affaire: non seulement la décision de 1896 a-t-elle confirmé le principe de la ségrégation, mais elle a aussi parachevé la dissolution du système de classification raciale flexible qui avait longtemps caractérisé la Louisiane et maintenu l'identité distincte des Créoles de couleur.

7.1 Les *passés blancs* et la blancheur d'Homère Plessy

L'ultime stratégie de résistance à l'assimilation aux affranchis adoptée par les Créoles de couleur après la guerre était le déni total de leur noirceur. Pour certains d'entre eux, l'appartenance imposée au peuple noir était trop difficile à accepter et plutôt que de se contenter d'affirmer leurs différences ethniques et phénotypiques afin de continuer à se distinguer, ils ont carrément choisi de se faire passer pour des Blancs. Ils ont usurpé l'identité raciale blanche afin d'éviter d'être associés de près ou de loin à la race «dégradée» et souvent, l'appropriation de cette identité se faisait à l'insu des époux et des enfants. Évidemment, seuls les gens de couleur au teint suffisamment pâle étaient en mesure de franchir la frontière de la couleur et ceux-ci vivaient toujours dans la peur que leur secret ne soit un jour dévoilé. Pour éviter la détection, les *passés blancs* pouvaient décider de quitter la Nouvelle-Orléans ou, s'ils prenaient la chance de rester, ils pouvaient aller jusqu'à tronquer et même détruire les documents d'archives qui prouvaient leur ascendance africaine².

² Voir l'exemple du marchand de vin désespéré et pathétique relaté par E. L. Tinker. Se faisant passer pour un Blanc, ce marchand de couleur s'était donné beaucoup de mal pour que sa fille «blanche» ne marie pas un «nègre» et pour qu'elle échappe à l'humiliation liée à la ségrégation. Edward Larocque Tinker, *Creole City: Its Past and its People*, p. 270-276. Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 104-105.

Après la guerre, l'usurpation identitaire avait pour but de permettre aux Créoles de couleur d'échapper à la ségrégation et, de manière générale, à la discrimination grandissante dont ils étaient victimes au même titre que les affranchis. Probablement que dans le recensement de 1880, un certain nombre d'individus inclus dans la catégorie «Blanc» étaient en fait des personnes de couleur qui auraient dû être incluses dans la catégorie «mulâtre», mais qui ont menti aux recenseurs en empruntant l'identité la plus favorable. Dans une société qui se polarisait et où les avantages à être métissé disparaissaient, la transgression raciale était un moyen pour les Créoles de couleur les plus pâles d'éviter le racisme et de saisir la chance réservée aux Blancs. L'effort suprême que les gens de couleur ont fait pour se séparer de leurs homologues noirs était donc de franchir la frontière de la couleur et de s'approprier l'identité de la race «dominante»³.

Si la plupart des Créoles de couleur usurpaient leur identité pour des raisons individuelles, au moins l'une d'entre elles l'a fait pour le bien de la collectivité: Homère Plessy. Plessy était un octavon de la Nouvelle-Orléans qui s'est fait passer pour un Blanc en juin 1892 afin de se procurer un ticket qui lui donnait accès à un compartiment de train réservé aux Blancs. Une fois installé dans le train, le contrôleur fut informé de sa «couleur», après quoi, il a immédiatement demandé à Plessy de bien vouloir se déplacer pour prendre place dans le compartiment destiné aux Noirs. Refusant d'acquiescer à cette demande, il fut expulsé du train puis arrêté. Plessy a volontairement enfreint une loi ségrégationniste promulguée par la législature d'État deux ans auparavant pour pouvoir porter la cause devant les tribunaux. D'apparence blanche, il a été approché par son ami et militant de couleur Rodolphe-Lucien Desdunes dans le but d'organiser un coup qui devait servir à invalider l'Acte 111 de 1890, mieux connu sous le nom de *Separate Car Act*. En vertu de cette loi, la première vraie loi ségrégationniste de la Louisiane, les compagnies ferroviaires devaient offrir des places «séparées mais égales» à leurs passagers noirs et blancs⁴. Desdunes était

³ Arthe A. Anthony, «Lost Boundaries: Racial Passing and Poverty in Segregated New Orleans», dans *Creole: The History and Legacy of Louisiana's Free People of Color*, sous la dir. de Sybil Kein, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000, p. 301-302; Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 104-105. Sur les *passés blancs*, voir également Justin Nystrom, «Racial Identity and Reconstruction: New Orleans's Free People of Color and the Dilemma of Emancipation», dans *The Great Task Remaining Before us: Reconstruction as America's Continuing Civil War*, sous la dir. de Paul A. Cimbala et Randall M. Miller, Fordham University Press, 2010, p. 122-138; Shirley E. Thompson, *Exiles at Home*, p. 24-110.

⁴ «Preamble of Act No. 111, the Law of Louisiana, July 10, 1890», dans *The Thin Disguise: Turning Point in Negro History, Plessy v. Ferguson a Documentary Presentation (1864-1896)*, sous la dir. de Otto Olsen,

membre-fondateur du Comité des Citoyens créé en septembre 1891 à la Nouvelle-Orléans par des Créoles de couleur pour contester la ségrégation qui se mettait en place dans les transports publics louisianais⁵. De connivence avec le Comité, Plessy a donc temporairement usurpé son identité et il a volontairement accepté d'enfreindre la loi pour tester la constitutionnalité de la ségrégation dans les transports publics de l'État. À partir de là, lui et ses collaborateurs espéraient mettre en cause le principe de la ségrégation dans son ensemble. Parmi ces collaborateurs se trouvait l'avocat blanc et grand défenseur des droits de l'homme, Albion Tourgée, qui a accepté sans rémunération de représenter Plessy.

Desdunes condamnait amèrement les membres de sa communauté qui pratiquaient l'usurpation identitaire, les considérant comme des traîtres à la fois indignes et lâches: «Nombreux hélas! Sont ceux qui ont troqué leur dignité pour une tolérance simulée, au lieu de prendre courageusement leur juste part des misères communes! Ils ont préféré trahir l'honneur et le sang, au lieu de s'écrier avec Périclès que 'le bonheur se trouve dans la liberté, et la liberté dans le courage'»⁶. S'il critiquait sévèrement les Créoles de couleur qui transgressaient la frontière raciale pour des raisons égoïstes, il a néanmoins encouragé Plessy à le faire pour des raisons de justice sociale, utilisant la blancheur de son ami octavon afin d'assurer l'avancement de cette cause. La blancheur d'Homère Plessy n'est pas un détail anodin dans ce qui deviendra «l'Affaire Plessy» puisqu'elle avait précisément pour but de tester les limites de la loi dans son application, non pas avec les Noirs comme tels, mais bien avec les personnes qui avaient une apparence raciale incertaine. En plus d'avoir voulu montrer qu'elle était anticonstitutionnelle et qu'elle violait les XIII^e et XIV^e Amendements, le Comité des Citoyens a délibérément choisi un octavon d'apparence caucasienne car il voulait montrer que la loi ségrégationniste de 1890 était difficilement applicable en ce qui concerne notamment les mulâtres. Or, avant que Plessy ne passe à l'histoire pour avoir tenté

New York, Humanities Press, 1967, p. 54. Pour une étude détaillée sur l'Affaire Plessy, voir Charles A. Lofgren, *The Plessy Case: A Legal-Historical Interpretation*, New York, Oxford University Press, 1987.

⁵ Toute leur démarche est expliquée dans un rapport publié et distribué par le Comité des Citoyens après le procès, *Report of the Proceeding of the Citizen's Committee for the Annulment of Act no 111 Commonly Known as the Separate Car Law*, 1897, Charles B. Rousseau Papers, 1836-1993 (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans).

⁶ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 24.

de faire cette démonstration, Desdunes avait initialement offert le rôle à son propre fils octavon, Daniel.

Précisons que la contestation judiciaire de la loi 111 par le Comité des Citoyens s'était faite en deux temps. Celui-ci a d'abord voulu tester son caractère *inter-étatique*. À cette fin, les services de Daniel Desdunes furent retenus. D'apparence blanche, Desdunes fils correspondait au profil recherché par les militants de couleur⁷. Conformément aux plans du Comité, en février 1892 il prit place à bord d'un train en partance de la Nouvelle-Orléans à destination de Mobile en Alabama et enfreignit volontairement la loi en s'installant dans la section réservée aux Blancs pour pouvoir se faire arrêter et porter l'affaire devant les tribunaux. À peine commencé, son procès fut toutefois interrompu lorsqu'en mai 1892 la Cour suprême de la Louisiane rendait une décision reliée à une autre poursuite judiciaire dont la cause était similaire et qui fut intentée par un groupe de Noirs non relié au Comité. Selon cette décision, la Cour jugea qu'en vertu de la clause commerciale de la constitution fédérale, la loi ségrégationniste de 1890 ne pouvait s'appliquer qu'au transport intra-étatique. Par conséquent, les personnes qui voyageaient à l'extérieur de l'État en étaient exemptées. L'arrêt du 25 mai 1892 a déterminé favorablement l'issue du procès de Desdunes et la poursuite fut abandonnée⁸. Même si un peu malgré eux, les militants de couleur ont réussi dans ce premier effort de judiciarisation de leur démarche protestataire, la Cour suprême de la Louisiane ayant statué que la loi 111 était incompatible avec la constitution fédérale puisqu'elle «portait préjudice aux droits de commerce entre les États»⁹. Encouragé par cette première victoire contre la ségrégation, le Comité a ensuite approché Plessy afin de pousser la lutte qui restait encore inachevée puisque la loi 111 n'avait pas été invalidée, elle avait seulement été déclarée inadmissible dans le cas du transport entre les États. De plus, le cœur du problème pour les leaders de couleur, celui de la présomption raciale inhérente à la loi, restait entier.

⁷ Otto Olsen, «Introduction», dans *The Thin Disguise*, p. 12-13; Thomas J. Davis, «More than Segregation, Racial Identity: The Neglected Question in Plessy v. Ferguson», *Washington and Lee Journal of Civil Rights and Social Justice*, vol. 10, no 1, 2004, p. 22; Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, 107-108.

⁸ Cheryl L. Harris, «In the Shadow of Plessy», *Journal of Constitutional Law*, vol. 7, no 3, 2005, p. 880-890; Otto Olsen, «Introduction», dans *op. cit.*, p. 13; Thomas J. Davis, *loc. cit.*, p. 22-26.

⁹ Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 188.

Qui avait l'autorité de déterminer l'identité des voyageurs? Telle était la question. Afin d'y répondre, il fallait un autre procès et un autre mulâtre d'apparence blanche.

En effet, pour aller au bout de sa démarche, le Comité avait besoin d'intenter une nouvelle poursuite judiciaire et celle-ci devait servir non seulement à tester le caractère *intra-étatique* de la loi 111, mais aussi à susciter un débat sur son implication identitaire lorsqu'il s'agissait de l'appliquer aux personnes de race mixte¹⁰. À cette fin, furent sollicités les services d'Homère Plessy dont la mission consistait à monter à bord d'un train en partance de la Nouvelle-Orléans à destination de Covington. Dans ce deuxième effort, les militants de couleur ont pu réaliser leurs objectifs et discuter de la question identitaire devant les tribunaux. Mais, au terme d'un long processus judiciaire, ils ont totalement échoué, la Cour suprême de la Louisiane, puis celle des États-Unis, s'étant toutes deux prononcées en défaveur du plaignant. La Cour suprême de la Louisiane a confirmé la constitutionnalité de la loi ségrégationniste lorsqu'elle s'appliquait au transport des voyageurs qui ne franchissaient pas les limites frontalières de l'État. Suite à cette défaite, le Comité en appela de la décision et se rendit en Cour suprême des États-Unis. Mais celle-ci, en accord avec la décision de la Cour louisianaise, affirma à son tour la constitutionnalité de la loi et du principe «séparés mais égaux». Elle confirma également la règle de l'unique goutte de sang, règle selon laquelle une seule goutte de sang noir suffisait pour considérer une personne noire¹¹. Cette défaite, dit Desdunes, «était la consécration de l'odieux principe de la *ségrégation des races*»¹². Elle était aussi la consécration du paradigme racial blanc/noir contre lequel il avait tenté de résister avec Plessy et le Comité des Citoyens. Ébranlée depuis l'abolition de l'esclavage, la société tripartite louisianaise fut officiellement annihilée par la décision de 1896 qui ne reconnaissait pas la mixité raciale des Créoles de couleur. La blancheur de ces derniers ne leur offrait plus aucune immunité. Ironiquement, fait remarquer Aslakson, l'État qui a produit *Adelle v. Beauregard* en 1810 et qui a reconnu l'importance du métissage

¹⁰ Thomas J. Davis, «More than Segregation, Racial Identity: The Neglected Question in Plessy v. Ferguson», *Washington and Lee Journal of Civil Rights and Social Justice*, p. 24-25.

¹¹ Sur la «one drop rule», voir F. James Davis, *Who is Black? One Nation's Definition*, deuxième édition, University Park, Pennsylvania State University Press, 2001, c1991.

¹² Rodolphe-Lucien Desdunes, *Nos hommes et notre histoire*, p. 188 (en italique dans le texte); Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 108; Otto Olsen, «Introduction», dans *The Thin Disguise*, p. 13-15; Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 101.

comme preuve de différence entre gens de couleur libres et esclaves noirs a produit également *Plessy v. Ferguson* en 1896 qui a reconnu le principe de l'unique goutte de sang¹³. Si au début du siècle la blancheur d'Adelle protégea les Créoles de couleur de l'esclavage, à fin du siècle la blancheur de Plessy ne les protégea pas de la ségrégation.

La décision de la Cour suprême des États-Unis, rendue en mai 1896, a sanctionné un système de ségrégation raciale qui allait durer plus de cinquante ans et qui devait contribuer à intensifier l'oppression de tous ceux qui avaient la moindre goutte de sang noir dans les veines. D'abord introduites dans les transports publics et les écoles, les lois ségrégationnistes ont fini par s'infiltrer dans toutes les sphères d'activités et dans tous les lieux publics: bibliothèques, restaurants, parcs, prisons, hôpitaux, toilettes, fontaines et cimetières. Même les cabines téléphoniques, les ascenseurs et les bibles pour témoins étaient ségrégués. En 1898, une nouvelle constitution d'État fut rédigée en Louisiane et en vertu de ce document, plus spécifiquement de la clause grand-père, les Noirs étaient privés de leur droit de vote¹⁴. Avant la fin du XIXe siècle, la population non-blanche dans son ensemble était donc reléguée au rang de citoyen de seconde zone et avec le concours de la plus haute instance judiciaire au pays, les législateurs louisianais étaient là pour veiller à ce que la dénegation des droits qu'elle avait dûment acquis durant la Reconstruction soit la plus complète possible. En ce qui concerne les personnes de couleur, la période dite *Jim Crow* était sans aucun doute l'un des pires moments de leur histoire.

7.2 Du journalisme aux poursuites judiciaires

Au-delà de son impact à l'échelle nationale, l'Affaire Plessy est intéressante en raison du fait que la lutte de Desdunes et du Comité des Citoyens s'inscrit dans la continuité de celle qui avait été menée entre 1860 et 1870 par le Dr Louis-Charles Roudanez et sa clique de radicaux, c'est-à-dire qu'elle illustre le radicalisme des hommes de couleur et met en évidence leur appel à l'unité avec les Noirs pour combattre l'oppression blanche et universaliser les idéaux révolutionnaires. Après la dissolution de *La Tribune*, les leaders de

¹³ Kenneth Aslakson, *Making Race*, p. 89.

¹⁴ Caryn Cossé Bell, *Revolution, Romanticism and the Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, p. 281-82; Otto Olsen, «Introduction», dans *The Thin Desguise*, p. 17.

couleur se sont graduellement effacés de la scène politique louisianaise et jusqu'aux années 1890, leur rôle d'agitateurs fut plutôt discret. Il faudra attendre une nouvelle décennie et une nouvelle génération de militants pour voir se rallumer le flambeau du radicalisme de *La Tribune* en Louisiane. L'instigateur et le principal acteur de cette deuxième vague de résistance créole était Rodolphe-Lucien Desdunes et son organe de propagande pour faire respecter les droits civiques de tous les descendants africains était le *Crusader*. Desdunes se percevait comme un leader radical dans la lignée de ses prédécesseurs de la Reconstruction et, comme eux, il défendait la justice universelle au nom des principes révolutionnaires du XVIII^e siècle¹⁵. Ces principes, Desdunes les revendiquait dans des éditoriaux enflammés qu'il écrivait pour le *Crusader*, auquel contribuait régulièrement un Paul Trévigne vieillissant, mais toujours combatif. Publié en français et en anglais par les hommes de couleur de la Nouvelle-Orléans entre 1889 et 1896, le *Crusader* était le journal radical du Comité des Citoyens et, comme le Comité, son cheval de bataille était la lutte contre la loi ségrégationniste dans les transports publics de l'État. À la fin du XIX^e siècle, les hommes de couleur étaient donc toujours à l'avant-garde de la majorité noire et du mouvement de revendications progressistes de la Nouvelle-Orléans.

L'appel à la solidarité avec les Noirs pour lutter contre la ségrégation est particulièrement évident dans un éditorial intitulé «To Be or Not To Be» publié en juillet 1891: «Among the many schemes devised by the Southern statesmen to divide the races, none is so audacious and so insulting as the one which provided separate cars for black and white people on the railroads running through the State. It is like a slap in the face of every member of the black race, whether he has the full measure or only one-eighth of that blood»¹⁶. Selon Desdunes, la loi ségrégationniste de 1890 témoignait du mépris autant pour les Noirs que pour les Créoles de couleur et en la contestant, il souhaitait redresser les torts qu'elle causait indistinctement aux deux groupes. «L'union doit être notre devise», disait-il en terminant son article¹⁷. Un mois et demi plus tard, il lançait un dernier appel à l'unité

¹⁵ Joseph Logsdon et Caryn Cossé Bell, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, p. 254-255.

¹⁶ Rodolphe-Lucien Desdunes, «To Be or Not To Be», *The Crusader*, le 4 juillet 1891.

¹⁷ *Ibid.* Notre traduction.

avant la création du Comité. Véritable plaidoyer contre l'apathie, l'article «Forlorn Hope and Noble Despair», invitait tous les opprimés à se rallier derrière le *Crusader* et à se battre avec lui contre l'injustice plutôt que de la subir passivement¹⁸. Dans ses éditoriaux, Desdunes revenait souvent sur l'importance de faire preuve de courage et d'unité devant l'adversité. Les appels à la bravoure et à la mobilisation s'adressaient notamment aux *passés blancs*, ces traîtres qui s'étaient détournés des leurs «pour chercher à se confondre avec ceux qui leur [avaient] inculqué le mépris d'eux-mêmes»¹⁹. Il fallait en finir avec l'indifférence et l'égoïsme qui minaient la solidarité et donc l'efficacité du mouvement. Toutes les personnes qui avaient du sang noir dans les veines, les plus foncées comme les plus pâles, étaient conviées à se joindre au journal et aux militants de couleur dans leur croisade contre la ségrégation: «Assez d'inertie; plus de cohésion. Formez la phalange macédonnienne de la solidarité autour du journal qui depuis six ans qu'il porte son beau nom a conduit sans jamais de défaillance ni surtout de compromis la croisade de vos droits»²⁰. Nous pouvons constater ici l'ironie de Desdunes qui était très critique des *passés blancs*, mais qui a fait appel à l'un d'eux, Plessy, pour tester la loi.

Comme dans les années 1860, au cours des années 1890 la presse a joué un rôle de propagande fondamental pour les leaders de couleur et comme ce fut le cas avec *L'Union* et *La Tribune*, ils se sont servi du journal *The Crusader* pour faire circuler leurs idées radicales. Trente ans après la dissolution de *La Tribune*, la presse continuait à jouer un rôle de premier plan pour les militants de couleur, mais la lutte du Comité avait ceci de différent avec celle des années 1860: ses membres pouvaient recourir aux tribunaux pour contester la ségrégation et faire respecter les droits constitutionnels que les non-Blancs avaient acquis durant la Reconstruction grâce aux radicaux de Roudanez. L'action du Comité se développa surtout sur le plan judiciaire. Avec lui, nous assistons à un début de tradition contestataire dont le lieu de prédilection pour combattre la discrimination raciale était la cour de justice. La *NAACP*, qui sera créée en 1909, ne fera que cela et les avocats deviendront de véritables figures de proue

¹⁸ Ann Holder, *Making the Body Politics: Narratives of Race, Sexuality and Citizenship in the United States, 1864-1909*, p. 479; Rodolphe-Lucien Desdunes, «Forlorn Hope and Noble Despair», *The Crusader*, le 15 août 1891.

¹⁹ Adamas, «Solidarité parmi les opprimés», *The Crusader*, le 19 mai 1894.

²⁰ *Ibid.*

dans la lutte contre la ségrégation. En Louisiane, cette figure de proue fut Alexandre-Pierre Tureaud, un autre Créole de couleur, qui, dans les années 1920, s'est joint à la branche locale de l'organisation. Le *Crusader* et le Comité des Citoyens ont été démantelés peu de temps après l'Affaire Plessy, mais leur travail de poursuites judiciaires dans le but de faire respecter les droits constitutionnels acquis durant la Reconstruction s'est poursuivi tout au long du XXe siècle avec la *NAACP* qui avait, elle aussi, son organe de presse, *The Crisis*. Nous pouvons dire que la démarche journalistique était devenue indissociable de la démarche judiciaire.

Si la démarche judiciaire pour contester la ségrégation a pu se greffer au journalisme, ce fut parce que, depuis 1868, les hommes de couleur disposaient de moyens légaux qui leur permettaient de recourir aux tribunaux lorsque leurs droits étaient brimés. Ils disposaient effectivement d'une constitution d'État qui rendait illégale la discrimination raciale dans les lieux publics et d'un XIVe Amendement qui étendait la citoyenneté nationale aux descendants africains. À partir de 1868, soit à partir du moment où ils avaient des droits civiques à défendre, l'option judiciaire était devenue envisageable pour les Créoles de couleur qui pouvaient contester la ségrégation en se basant non plus seulement sur des considérations morales, mais aussi sur des considérations légales. D'ailleurs, au cours des années 1870, plusieurs d'entre eux ont fait appel au système de justice pour redresser les torts dont ils avaient été victimes dans un lieu public en raison de leur couleur. La tradition contestataire de la ségrégation par les tribunaux qui eut une résonnance nationale avec l'Affaire Plessy avait donc commencé quelques années auparavant, c'est-à-dire que dans sa poursuite contre la loi ségrégationniste de 1890 le Comité des Citoyens a pu bénéficier de plusieurs précédents judiciaires qui lui ont préparé le terrain et qui lui ont permis de mieux s'organiser.

En effet, avant Plessy, des procès ont été intentés par les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans pour contester la ségrégation dans les lieux publics de la ville, une ségrégation qui, précisons-le, n'était pas encore *de jure*, mais plutôt *de facto* et arbitraire. Il suffit de penser au procès de Charles Sauvinet qui, en 1871, a contesté la ségrégation dans un café ou encore au procès de Joséphine Decuir qui, en 1872, a contesté la ségrégation dans le transport maritime, le premier s'étant vu refuser le droit de se faire servir à boire; la seconde, celui d'accéder à une cabine réservée aux Blancs. L'issue de ces deux procès, intentés durant

la Reconstruction, fut victorieuse pour les plaignants de couleur puisque la Cour suprême de la Louisiane a tranché en leur faveur. Nous ne pouvons en dire autant, cependant, des procès de Paul Trévigne et d'Ursin Dellande qui, en 1877 et 1878, ont poursuivi en vain le Conseil scolaire de la Nouvelle-Orléans afin de contester devant les tribunaux la ségrégation dont leurs fils avaient été victimes dans des écoles publiques de la ville. Après la Reconstruction et le retour au pouvoir des Sudistes blancs, qui ont tôt fait de reprendre le contrôle de la Louisiane, le résultat de ces deux poursuites ne pouvait être que désolant pour les plaignants de couleur puisqu'ils s'attaquaient à un Conseil de plus en plus dominé par des membres de la *White League*. Mais, que les contestations aient été favorables ou non aux Créoles de couleur, elles leur ont permis d'acquérir une expérience judiciaire qui a facilité la formation du Comité ainsi que la préparation du procès d'Homère Plessy²¹. Notons que, jusqu'à ce procès phare, le recours aux tribunaux comme moyen de résistance à la ségrégation n'était pas organisé en mouvement de contestation sociale et il ne reposait pas sur les épaules d'un leadership qui se battait pour un principe universel: même dans le cas de Trévigne, il semblait surtout être l'affaire de certains individus qui protestaient au nom de leur dignité personnelle et non pour le bien de la collectivité. Mais ces poursuites «individuelles» furent importantes dans la mesure où elles ont ouvert la voie à l'élaboration d'un procès d'envergure comme celui de Plessy qui visait à contester la première vraie loi ségrégationniste de l'État. Ce fut donc sur la base de Plessy et de ses précédents judiciaires que nous pouvons parler d'une tradition contestataire de la ségrégation par les tribunaux. Les leaders de couleur ont judiciarisé leur démarche, soit, mais la Cour de justice n'a pas remplacé les journaux: avec Desdunes et le Comité les deux approches existaient simultanément, l'une n'excluant pas l'autre.

²¹ Pour des détails sur ces poursuites judiciaires, voir S. Belden, *State of Louisiana Ex. Rel. Ursin Dellande v. New Orleans School Board, Brief for Relator*, New Orleans, 1880, Alexander Pierre Tureaud Papers, 1909-1972 (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans); Justin Nystrom, *New Orleans after the Civil War*, p. 94-98; Shirley Thompson, *Exiles at Home*, 264-266 et *The Passing of a People*, p. 296-297; J. Morgan Kousser, «Before Plessy, Before Brown: The Development of the Law of Racial Integration in Louisiana and Kansas», dans *Toward A Usable Past: Liberty under State Governments*, sous la dir. de Paul Finkelman et Stephen C. Gottlieb, Athens, University of Georgia Press, 1991, p. 227-231; Cheryl L. Harris, «In the Shadow of Plessy», *Journal of Constitutional Law*, p. 873-874.

7.3 Un Créole de couleur en Cour suprême des États-Unis

L’Affaire Plessy est aussi intéressante car en plus d’illustrer la volonté des hommes de couleur de lutter pour les idéaux révolutionnaires, elle fait ressortir leur volonté de se distinguer des Noirs. Les premiers se sont unis aux seconds pour combattre une oppression commune, la ségrégation, mais parallèlement, ils se sont servis de la blancheur de Plessy pour résister à la polarisation raciale de la Louisiane et à l’imposition du système binaire américain qui les assimilait aux affranchis. L’Affaire Plessy traduit bien l’ambiguïté du rapport qui existait entre les deux groupes: d’une part, elle met en évidence l’appel à l’unité autour de la justice comme principe universel; d’autre part, elle exprime clairement le désir des gens de couleur de se distinguer des Noirs en se raccrochant à la nuance raciale d’Homère Plessy. En même temps qu’ils appelaient à l’unité, dans leur contestation de la loi ségrégationniste, les leaders de couleur voulaient souligner les différences entre les deux groupes. Ce procès, tel que nous l’interprétons ici, représentait véritablement l’effort ultime des Créoles de couleur de résister au système de classification raciale rigide blanc/noir.

D’ailleurs, dans un discours qu’il a prononcé en juillet 1890, peu de temps avant que la loi 111 n’entre en vigueur et qui fut publié dans le *Crusader*, le sénateur de couleur Henry Demas lança un dernier appel désespéré pour son abrogation, non pas parce qu’elle était fondamentalement injuste envers tous ceux qui devaient s’y soumettre, mais bien parce qu’elle devait s’appliquer indistinctement aux Créoles de couleur et aux Noirs. S’adressant au président de l’assemblée législative, il fit valoir son point de vue: «Mr. President, the bill which we now have under consideration is one that, in my opinion, has not been properly framed. This is obvious to all who will read it carefully over. It places the entire Negro race upon common level and makes no distinction between the ignorant and the illiterate, and those who, by education, refinement and culture have raised themselves above the standard of their race»²². Le sénateur reprochait surtout à la loi d’avoir été mal conçue car elle ne faisait pas de distinctions entre Créoles de couleur et Noirs, les premiers étant décrits comme raffinés et cultivés; les seconds, comme ignorants et illettrés. Demas continue son discours comme suit: «Would it not be unjust, I ask, to relegate this class to a coach occupied by those

²² Henry Demas, «Speech of Hon. Henry Demas, on the Separate Car Bill, Delivered in the Senate, at Baton Rouge, La., July 8, '90», *The Crusader*, le 19 juillet 1890.

much inferior to them in life, and by thus doing humiliate a people accustomed to better surroundings. It would be forcing them to associate with the worst class of the Negro element, and would be an unmerited rebuke upon the colored man of finer sensibilities»²³. Malgré ce cri du cœur contre la loi, elle fut promulguée deux jours plus tard. La préoccupation du sénateur Demas face au caractère englobant de la loi 111 revenait de manière récurrente dans les articles du *Crusader*. Certes, le journal appelait à la solidarité parmi les opprimés, mais ce que les leaders de couleur contestaient par-dessus tout était que cette loi ne faisait absolument aucune distinction entre les descendants d'Africains. La ségrégation était ignoble pour tous, nul doute là-dessus. Mais n'était-elle pas plus injuste lorsque des illustres personnages comme Thomy Lafon devaient s'y soumettre au même titre que n'importe quel affranchi? Trévigne posa cette question dans un article qu'il écrivit au moment où la Législature d'État discutait de la possibilité d'ériger un buste à l'effigie de ce richissime philanthrope de couleur cinq mois après sa mort²⁴.

Par le procès de Plessy, ce que les hommes de couleur ont surtout voulu montrer était l'absurdité d'une classification raciale binaire lorsqu'il s'agissait d'appliquer la loi ségrégationniste aux personnes de sang-mêlé. Dans l'application de la loi, comment classer un mulâtre comme Plessy et qui avait l'autorité de déterminer son appartenance raciale? En vertu de l'Acte 111, un contrôleur de train avait le pouvoir d'assigner la place des passagers selon la couleur de leur peau et il avait le pouvoir de rejeter tous ceux qui refusaient d'occuper le compartiment qui leur avait été attribué²⁵. Dès le départ, le but du Comité était de débattre de tout cela devant la plus haute instance judiciaire au pays. Lorsque la Cour louisianaise a tranché contre Plessy, les leaders de couleur se sont réjouis de ce jugement défavorable car il leur a permis de réclamer sa réformation en Cour suprême des États-Unis, qui était le forum visé pour discuter de leur préoccupation principale, soit la question de l'identité raciale dans l'application de la loi 111²⁶.

²³ Henry Demas, «Speech of Hon. Henry Demas, on the Separate Car Bill, Delivered in the Senate, at Baton Rouge, La., July 8, '90», *The Crusader*, le 19 juillet 1890.

²⁴ Paul Trévigne, «La Législature», *The Crusader*, le 19 mai 1894.

²⁵ «Preamble of Act No. 111, the Laws of Louisiana, July 10, 1890», dans *The Thin Disguise*, p. 54.

²⁶ Thomas J. Davis, «More than Segregation, Racial Identity», *Washington and Lee Journal of Civil Rights and Social Justice*, p. 29.

Parmi les arguments les plus importants avancés par Tourgée dans sa défense de Plessy, nous retrouvons celui de l'apparence raciale ambiguë de son client qui est présentée comme un obstacle majeur dans l'application de la loi ségrégationniste. Tourgée voulait montrer qu'il était difficile, voire impossible dans le cas d'un grand nombre d'individus, d'apposer une étiquette raciale précise qui permettait à un contrôleur de train de déterminer hors de tout doute la place de ses passagers dans un compartiment plutôt qu'un autre:

The Court will take notice of the fact that, in all parts of the country, race-intermixture has proceeded to such an extent that there are great numbers of citizens in whom the preponderance of the blood of one race or another, is impossible of ascertainment, except by careful scrutiny of the pedigree [...] But even if it were possible to determine preponderance of blood and so determine racial character in certain cases, what should be said of those cases in which the race admixture is equal. Are they white or colored? There is no law of the United States, or of the State of Louisiana defining the limits of race [...] It may be said that all those should be classed as colored in whom appears a visible admixture of colored blood. By what law? With what justice? Why not count every one as white in whom is visible any trace of white blood? There is but one reason to wit, the domination of the white race²⁷.

L'avocat a insisté sur la problématique d'une classification raciale rigide dans l'application de la loi, dont le but consistait à séparer la population selon la binarité blanc/noir. Il contestait la ségrégation en mettant en question le principe sur lequel elle reposait: la séparation dichotomique des races. Non seulement a-t-il fait ressortir la difficulté de définir une race et de faire des catégories raciales rigides, mais il a aussi souligné le problème du vide juridique en la matière, du manque de définitions légales claires qui laissait trop de place à l'arbitraire. Au fond, Tourgée et les hommes qu'il représentait à travers la défense de Plessy s'attaquaient à la ségrégation en contestant la capacité de l'appliquer dans le cas spécifique des mulâtres, c'est-à-dire dans le cas où la séparation binaire des races était difficile, et ils contestaient l'autorité d'un contrôleur de train de le faire. La ségrégation et la classification raciale qu'elle entraînait étaient donc absurdes, surtout dans des communautés où le degré de métissage avait atteint des proportions extrêmes, comme à la Nouvelle-Orléans²⁸.

²⁷ Albion Tourgée, «Brief for Homer A. Plessy by Albion Tourgée, File Copies of Briefs 1895, VIII (October term, 1895)», dans *The Thin Disguise*, p. 84-85.

²⁸ Paul Trévigne notamment avait relevé cette absurdité. Voir Paul Trévigne, «The World will Move», *The Crusader*, le 19 juillet 1890.

Plus que la ségrégation comme telle, ce fut le système de classification raciale rigide que Tourgée dénonçait et pour pousser son argument, il a insisté sur le fait que la blancheur de son client aurait dû être considérée comme une forme de propriété avantageuse. Si la blancheur était avantageuse pour les Blancs, pourquoi ne pouvait-elle pas l'être pour des personnes en partie blanches?

We shall ... contend that, in any mixed community, the reputation of belonging to the dominant race, in this instance the white race, is *property*, in the same sense that a right of action or of inheritance is *property*; and that the provisions of the act in question which authorize an officer of a railroad company to assign a person to a car set apart for a particular race, enables such officer to deprive him, to a certain extent at least, of this property - this reputation which has an actual pecuniary value - 'without due process of law,' and are, therefore, in violation of the Second restrictive clause of the first section of the XIVth Amendment of the Constitution of the United States. There is no question that the law which puts it in the power of a railway conductor, at his own discretion, to require a man to ride in a 'Jim Crow' car [...] confers upon such conductor the power to deprive one of the reputation of being a white man, or at least to impair that reputation. The man who rides in a car set apart for the colored race, will inevitably be regarded as a colored man or at least be suspected of being one. How much would it be worth to a young man entering upon the practice of law, to be regarded as a *white* man rather than a colored one? [...] Probably most white persons if given a choice, would prefer death to life in the United States *as colored persons*. Under these conditions, is it possible to conclude that the *reputation of being white* is not property? Indeed, is it not the most valuable sort of property, being the master-key that unlocks the golden door of opportunity?²⁹

Un peu plus loin dans son texte de plaidoirie, l'avocat continue ainsi: «The crime, then, for which he became liable to imprisonment so far as the court can ascertain, was that a person of seven-eighths Caucasian blood insisted in sitting peacefully and quietly in a car the state of Louisiana had commanded the company to set aside exclusively for the white race. Where on earth should he have gone? Will the court hold that a single drop of African blood is sufficient to color a whole ocean of Caucasian whiteness?»³⁰. Tourgée s'attaquait à la ségrégation en mettant en question le pouvoir d'un contrôleur de train de déterminer

²⁹ Albion Tourgée, «Brief for Homer A. Plessy by Albion Tourgée, File Copies of Briefs 1895, VIII (October term, 1895)», dans *The Thin Disguise*, p. 83. En italiques dans le texte. Pour une étude sur la blancheur, voir David Roediger, *The Wages of Whiteness: Race and the Making of the American Working Class*, deuxième édition, New York, Verso, 2007, c1991.

³⁰ Albion Tourgée, «Brief for Homer A. Plessy by Albion Tourgée, File Copies of Briefs 1895, VIII (October term, 1895)», dans *op. cit.* p. 98; Carl Brasseaux et al., *Creoles of Color in the Bayou Country*, p. 108.

l'appartenance raciale des passagers alors qu'il n'y avait pas de lois ni au niveau fédéral, ni au niveau étatique qui donnait une définition claire de la race. Ce faisant, il mettait également en question son pouvoir de priver un homme de couleur comme Plessy, qui *possédait* 7/8 de sang blanc, d'un droit fondamental de propriété: son héritage caucasien³¹. Pour Tourgée, un homme de sang-mêlé devait être en mesure de se servir de sa blancheur comme un bien de propriété avantageux. Plessy aurait dû pouvoir jouir des bienfaits d'avoir eu une apparence blanche et il aurait dû pouvoir affirmer ce droit contre la décision d'un contrôleur de train qui, pour quelque raison que ce soit, voulait jeter sur lui «l'indignité d'appartenir à la race noire»³². Plus que la ségrégation comme telle, ce fut la dichotomie raciale sur laquelle elle reposait qui avait brimé Plessy d'un droit fondamental de citoyen, à savoir le droit de se servir de sa blancheur comme un bien de propriété avantageux.

Si ce droit de propriété particulier avait été concédé, il aurait incité toutes les personnes de sang-mêlé à le réclamer et aurait, par conséquent, miné la ségrégation en compliquant son application. Tourgée voulait montrer que la ségrégation était un système difficile à implanter en se servant d'un mulâtre comme Plessy. Mais en même temps, il ne faisait que défendre les intérêts des sang-mêlé et non ceux de la majorité noire. Même si tel n'était pas le but escompté, au fond, son insistance sur l'absurdité de la ségrégation lorsqu'appliquée au cas spécifique des personnes issues d'un mélange racial et son insistance sur la blancheur de Plessy comme bien de propriété avantageux protégeaient uniquement les droits des sang-mêlé, au détriment de leurs homologues noirs. Ce que l'avocat *contestait* était la classification des mulâtres comme Noirs et ce qu'il *défendait* était le droit d'utiliser leur blancheur comme un atout. Par-dessus tout, Tourgée mettait en question la dichotomie raciale inhérente à la ségrégation et le droit d'étiqueter simplement un citoyen comme blanc et un autre comme noir alors que la réalité était infiniment plus complexe: «The question is not as to the *equality* of the privileges enjoyed, but *the right of the State to label one citizen as white and another as colored* in the common enjoyment of a public highway as this court has often decided a railway to be»³³. En posant la question, «est-ce qu'une goutte de sang noir est

³¹ Otto Olsen, «Introduction», dans *The Thin Disguise*, p. 20.

³² Albion Tourgée, «Brief for Homer A. Plessy by Albion Tourgée, File Copies of Briefs 1895, VIII (October term, 1895)», dans *The Thin Disguise*, p. 94. Notre traduction.

³³ *Ibid*, p. 98. En italiques dans le texte.

suffisante pour noircir un océan de blancheur?», Tourgée répondait implicitement par la négative, mais la Cour suprême, dans son verdict, répondit exactement le contraire. L’Affaire Plessy et la décision qui s’ensuivit en 1896 ont renforcé la polarisation raciale de la Louisiane, en cours depuis l’abolition de l’esclavage, et elles ont institué la règle de l’unique goutte de sang contre laquelle les leaders de couleur s’étaient battus³⁴. À partir de là, la législature louisianaise fixa légalement la définition d’une personne noire à la capacité de retracer un ancêtre africain en 1910 et à 1/32e de sang noir en 1970. D’abord tributaire d’une notion vague puis d’une équation mathématique précise, ce n’est qu’un siècle après l’Affaire Plessy que l’identification raciale fut laissée à la discrétion des individus. En effet, il faudra attendre 1983 pour que soit décrété, en Louisiane, le principe de l’auto-définition³⁵.

*

*

*

Dans son argument sur la blancheur de Plessy, Tourgée a présenté celle-ci comme un objet de grande valeur, tandis qu’il a présenté la noirceur comme son contraire, c’est-à-dire un objet d’«indignité» qui évoquait la négation de propriété. Selon cet argument, le fait que Plessy ait été traité comme un Noir a eu pour effet de déprécier la valeur de sa propriété et d’entacher sa réputation d’homme blanc. Tourgée voulait miner la ségrégation en prouvant, à l’aide d’un mulâtre, que la loi de 1890 était difficilement applicable étant donné son caractère dichotomique. Mais en insistant sur la blancheur de son client, ce qu’il a réussi à faire fut de mettre en évidence l’absurdité de la loi uniquement lorsqu’appliquée aux personnes d’apparence blanche comme Plessy et non lorsqu’appliquée aux Noirs. Aussi nobles qu’aient pu être les intentions et les objectifs de cet ardent défenseur des droits de l’homme, son argument qui consistait à présenter la blancheur comme une plus-value montre que Tourgée n’échappait pas aux préjugés raciaux prédominants de son époque. Du moins, il ne les mettait pas fondamentalement en question. Autrement dit, ce partisan d’une «justice aveugle», à savoir d’une justice sans discrimination raciale (*color-blind justice*), s’est servi de la blancheur de son client pour montrer qu’il avait un avantage sur les Noirs et que cet avantage

³⁴ Pour plus de détails sur la décision comme telle, voir Lawrence Goldstone, *Inherently Unequal: The Betrayal of Equal Rights by the Supreme Court, 1865-1903*, New York, Walker & Company, 2011, p. 152-170.

³⁵ Sarah Le Menestrel, *La voie des Cadiens*, p. 101; William Ivy Hair, *The Kingfish and His Realm: The Life and Times of Huey P. Long*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1996, p. 70-71, 341 (note 57).

devait servir à l'exempter de la ségrégation. Malgré toute l'ironie dont l'avocat a pu faire preuve dans son passage sur la blancheur de Plessy, il n'en demeure pas moins qu'à travers sa plaidoirie, Tourgée véhiculait l'idée que la race blanche était supérieure à la race noire. Au fond, sa défense de Plessy était à l'image de ceux qu'il représentait, les Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans, un groupe de mulâtres francophones nostalgiques de l'époque où ils occupaient une place intermédiaire privilégiée en Louisiane et qui espéraient, en intentant le procès, revenir à une classification raciale flexible qui reconnaissait leur identité distincte, voire leur supériorité face à la majorité noire. Avec cette décision, la polarisation raciale en Louisiane fut confirmée et le sort des Créoles de couleur fut scellé. Craignant, dans un tel contexte, que son peuple ne disparaisse dans une masse noire anglophone ou qu'il ne soit oublié, Desdunes a publié en 1907 son pamphlet intitulé *A Few Words to Dr. Dubois with Malice Toward None* et en 1911, son hommage aux Créoles de couleur intitulé *Nos hommes et notre histoire*.

Le procès d'Homère Plessy montre que 35 ans après le début de la guerre de Sécession, les Créoles de couleur cherchaient encore à affirmer leur identité distincte et revendiquaient le privilège de la blancheur. Il sert à conclure notre thèse car ce sont les hommes de couleur de la Nouvelle-Orléans qui l'ont initié et qui, ce faisant, ont offert l'occasion d'institutionnaliser le système de classification raciale binaire en Louisiane et de consacrer le principe de la ségrégation. Dans leur désir de résister à la polarisation raciale de leur État, ils ont entrepris l'un des procès les plus importants de l'histoire des États-Unis, lequel a eu pour effet de sanctionner la règle de l'unique goutte de sang ainsi que d'entériner la doctrine illusoire «séparés mais égaux». Ce procès vient boucler la boucle de notre thèse car il représente l'effort ultime des Créoles de couleur de se distinguer des Noirs en même temps qu'il représente leur effort ultime de revendiquer la justice comme principe universel. Comme ce fut le cas avec Houzeau et les hommes de couleur au nom de qui il parlait dans ses éditoriaux de *La Tribune*, avec Tourgée et les hommes de couleur au nom de qui il parlait dans sa défense de Plessy, nous pouvons constater que malgré l'inclusion des Noirs dans leur lutte contre la ségrégation, les premiers continuaient à vouloir se dissocier des seconds. Que ce soit par condescendance, par désir de survivre comme groupe ethnique à part entière ou les deux, les Créoles de couleur refusaient d'être assimilés aux Noirs. Le procès et la plaidoirie de Tourgée montrent bien que la relation entre les deux groupes était toujours marquée par

l'ambiguïté. Il y avait une volonté d'enrayer la ségrégation car elle était préjudiciable autant pour les affranchis que pour les Créoles de couleur, mais derrière cette quête de justice universelle, il y avait aussi un désir de résister à l'assimilation aux Noirs.

CONCLUSION

Dans cette thèse, nous avons voulu montrer que de 1860 à 1896 la relation entre Créoles de couleur et Noirs était marquée par la solidarité, mais que celle-ci était mitigée par un processus de distanciation sociale attribuable autant à l'élitisme des premiers qu'à leur désir de survivre comme collectivité distincte. Sur une période critique de 36 ans où les esclaves faisaient la transition vers la liberté, il s'agissait de mettre en évidence la complexité de la relation entre les deux collectivités en considérant davantage les Créoles de couleur comme un groupe ethnique à part entière et en nuancant les adéquations binaires reliées à leur identification raciale. À partir de ces postulats de départ et d'un corpus de sources assez varié, alliant récits, journalisme, recensement et poursuites judiciaires, plusieurs conclusions ont pu être dégagées. La première conclusion est que les Créoles de couleur avaient à la fois une identité de classe et une identité ethnique, c'est-à-dire une identité qui reposait sur des considérations sociales et économiques (éducation, statut, richesse) ainsi qu'une identité qui reposait sur des considérations phénotypiques et culturelles (pâleur, francophonie, catholicisme).

La deuxième conclusion que nous pouvons dégager est que l'identité distincte des Créoles de couleur a vu le jour très tôt durant la période coloniale louisianaise et qu'elle s'est consolidée au cours du XIX^e siècle esclavagiste grâce, entre autres, à un allié de taille: la Cour suprême de la Louisiane. Or, cette instance judiciaire qui, entre 1803 et 1860, leur a donné les moyens de prospérer et de consolider leur statut intermédiaire dans la société tripartite de l'État, les a laissés tomber au cours des années 1890 puisqu'en reconnaissant la ségrégation et la règle de l'unique goutte de sang, elle officialisait la polarisation raciale de la Louisiane. En parachevant la dissolution du système de classification raciale flexible qui avait longtemps caractérisé la Louisiane, elle s'inscrivait en faux contre des décisions qui, avant la guerre de Sécession, avaient contribué à maintenir la spécificité des Créoles de couleur. La décision rendue par la Cour suprême louisianaise dans l'Affaire Plessy, confirmée par la Cour suprême des États-Unis, prouve que le processus d'américanisation était pratiquement un fait accompli en Louisiane à la fin du XIX^e siècle et que le métissage

ne comptait plus comme critère de démarcation entre métis et Noirs. Longtemps considérée comme une plus-value, en 1896 la mixité raciale ne garantissait plus de privilèges spéciaux.

La troisième conclusion que nous pouvons tirer est que les Créoles de couleur ne se sont jamais identifiés aux Noirs, que ce soit avant ou après la guerre de Sécession. Pour la première fois, à partir des années 1860, il y eut un rapprochement entre les deux collectivités puisque les Créoles de couleur ont saisi l'occasion provoquée par la guerre pour entamer un mouvement de revendications progressistes qui incluait la majorité noire, mais cette nouvelle solidarité ne doit pas être interprétée comme étant un signe qu'ils s'identifiaient désormais aux affranchis: malgré l'unité dans la lutte pour la liberté, pour le droit de vote et pour empêcher la mise en place des lois ségrégationnistes, les Créoles de couleur voulaient continuer à se dissocier des Noirs. Ils avaient intériorisé les préjugés raciaux de leur époque mais, de plus, ils étaient conscients de leurs différences identitaires et voulaient survivre comme groupe ethnique à part entière dans une société qui s'américanisait rapidement à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Au cours de cette période, ils ont lutté pour la justice sociale et pour la mise en application des idéaux révolutionnaires auxquels ils adhéraient, mais ils ont lutté aussi pour ne pas devenir un «peuple oublié» dans une masse d'affranchis après la disparition de la société tripartite en Louisiane.

Leur combat était double: ils se battaient pour répandre des idéaux universels et pour protéger une identité singulière. Bien que la présente thèse ait porté sur la relation entre Créoles de couleur et Noirs, elle nous a permis de tirer des conclusions intéressantes sur l'identité des premiers et la conclusion ultime que nous pouvons dégager est que le rapport qu'ils avaient aux affranchis reflétait le rapport qu'ils avaient à leur propre négritude, une négritude dont ils voulaient se distancier pour pouvoir se définir comme mulâtres et comme créoles. Mais leur survie identitaire comme Créoles de couleur était compromise au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle avec l'abolition de l'esclavage et le processus d'américanisation de la Louisiane. Dans une société qui ne les reconnaissait plus comme un peuple distinct, c'était à eux de s'imposer comme tel et de prendre les moyens pour préserver leur individualité. Ils ont voulu la préserver en empruntant des stratégies de survie identitaire dont le but était de réaffirmer leurs différences et leurs critères de démarcation, mais elle était évidente aussi à travers leur rhétorique progressiste et unificatrice.

Une dernière conclusion que nous pouvons tirer à partir de l'analyse de notre corpus de sources est que dans leur désir de rester distincts, les Créoles de couleur ont alimenté le racisme des Blancs puisqu'ils croyaient être supérieurs aux Noirs précisément parce qu'ils avaient du sang blanc dans les veines. Dans les faits, la croyance en leur différence avec les affranchis et les stratégies qu'ils ont adoptées pour l'alimenter ne leur ont pas été utiles puisqu'aux yeux des Blancs, après la guerre civile, ils étaient considérés comme des Noirs et donc sujets au même traitement qu'eux. Mais elles leur ont permis de se créer un monde à part où eux-seuls avaient le contrôle. Ce monde fut important pour les gens de couleur puisqu'il leur a donné la possibilité de survivre psychologiquement autant qu'il leur a donné la possibilité de survivre comme groupe ethnique distinct. Après la guerre, leur condition sociale s'était détériorée: tout ce qui leur restait était le souvenir d'une époque antérieure où ils avaient des privilèges et tout ce qu'ils pouvaient faire était d'essayer de s'en rapprocher en se raccrochant à leurs différences et à l'illusion qu'ils étaient toujours supérieurs aux Noirs¹. L'exemple des gens de couleur montre à quel point le racisme était fort aux États-Unis et jusqu'où des individus étaient prêts à aller pour éviter d'en être victimes. Pour l'éviter, les gens de couleur se sont rendus complices d'un phénomène qui leur fut aussi nuisible qu'aux Noirs. Leur attitude à l'égard de ces derniers prouve qu'ils avaient intériorisé les préjugés raciaux de leur époque, soit, mais elle prouve aussi qu'ils essayaient désespérément d'y échapper. En revendiquant le privilège de la blancheur, les Créoles de couleur alimentaient le racisme qu'ils dénonçaient et, par conséquent, n'ont jamais réussi à le renverser.

Au fond, les Créoles de couleur représentaient une communauté distincte avant la guerre de Sécession dans le système racial tripartite de l'État et nous avons voulu montrer comment, après la guerre, ils ont résisté aux pressions sociales, politiques et légales pour préserver leur identité particulière et ne pas être amalgamés aux nouveaux affranchis. Le désir de rester distinct des Créoles de couleur était basé sur des considérations reliées à une conscience identitaire ainsi que sur des considérations reliées aux préjugés. En faisant la part entre les notions associées à l'identité et celles qui découlaient des préjugés, nous avons pu constater à quel point leur processus de distinction sociale était complexe. À notre question initiale qui consistait à savoir si la relation entre Créoles de couleur et Noirs était marquée par

¹ Arthé Agnes Anthony, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920*, p. 57.

la solidarité ou par la division, nous avons répondu que malgré des moments de solidarité, ce fut précisément ce processus complexe de distinction et de distanciation sociale qui prédominait. Face au risque d'une invisibilité croissante dans la métropole de la Louisiane qui se noircissait dans les années *postbellum* et dans un contexte d'américanisation qui les assimilaient de plus en plus aux affranchis, les Créoles de couleur ont choisi de résister en optant tantôt pour des alliances idéologiques et politiques avec les Noirs, tantôt pour un replis sur eux-mêmes, en se mariant entre eux et en préservant des enclaves résidentielles, ou encore en réaffirmant leur identité distincte dans la presse et devant les tribunaux.

Au terme de cette thèse, notre contribution à l'avancement des connaissances vient surtout de l'analyse sociale et spatiale du comportement résidentiel des Créoles de couleur à partir du recensement de 1880 qui complète l'analyse journalistique de *L'Union* et de *La Tribune* pour les décennies précédentes. Si d'autres historiens ont dépouillé partiellement ou globalement ces deux journaux bien connus pour la Nouvelle-Orléans des années 1860, ce que nous avons choisi de faire est d'analyser à la fois le discours journalistique des leaders de couleur et la réalité sociale de leur communauté dans l'espace urbain. Quoique la lecture détaillée de *L'Union* et de *La Tribune* a permis de confirmer l'argument de l'ambiguïté du discours journalistique des Créoles de couleur et de montrer que leur message progressiste et solidaire était teinté par leurs préjugés à l'égard des affranchis ainsi que par leur désir de demeurer distincts, ce qui rend notre démarche différente des autres n'est pas tant d'avoir dépouillé ces deux journaux, mais plutôt le fait que notre travail ne se soit pas arrêté là. Et c'est ce travail d'analyse des données démographiques qui donne une autre dimension à notre contribution à la discipline historique.

Notre thèse se devait au départ de porter sur «les relations» entre Créoles de couleur et Noirs. Mais, au bout d'un long travail de recherche, elle est devenue aussi une thèse sur la quête identitaire des Créoles de couleur et les «relations» entre les deux groupes ont été appréhendées essentiellement à partir de leur perspective. Bien que notre but n'ait pas été d'occulter le point de vue des affranchis, nos sources nous ont amené à privilégier le point de vue de leurs homologues de couleur. Cette thèse a donc conduit à une exploration de l'identité des Créoles de couleur et du rapport qu'ils avaient aux affranchis. Dans une étude subséquente, il serait intéressant et fort pertinent de compléter cette perspective avec celle des affranchis, à condition, évidemment, que les sources le permettent.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

FONDS D'ARCHIVES

Alexander Pierre Tureaud Papers, 1909-1972, (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans).

Charles B. Roussève Papers, 1836-1993 (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans).

DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

Recensement nominatif fédéral, paroisse d'Orléans, Louisiane, 1880 (microfilm), Record Group 29.

Recensements numériques fédéraux, paroisse d'Orléans, Louisiane, 1820-1860 [en ligne], <<http://mapserver.lib.virginia.edu/>>.

JOURNAUX

La Tribune de la Nouvelle-Orléans: journal politique, progressiste et commercial, 1864-1870.

L'Union: mémorial politique, littéraire et progressiste, 1862-1864.

The Black Republican, 1865.

The Crusader, 1889-1896.

SOURCES IMPRIMÉES

ALLAIN, Helene, *Souvenirs d'Amérique et de France, par une Créole*, Paris, Bourguet-Calas, 1883, 386 pages.

BENTZON, Thérèse, *Les Américaines chez elles: notes de voyage*, Paris, Calmann Lévy, 1896, 414 pages.

BUTLER, Benjamin F., *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 1, April 1860-June 1862, Norwood, Massachusetts, Plimpton Press 1917, 669 pages.

BUTLER, Benjamin F., *Private and Official Correspondence of General Benjamin F. Butler during the Period of the Civil War*, vol. 2, June 1862-February 1863, Norwood, Massachusetts, Plimpton Press, 1917, 629 pages.

_____, *Autobiography and Personal Reminiscences of Major-General Benjamin F. Butler: Butler's Book*, Boston, A. M. Thayer, 1892, 1154 pages.

CABLE, George Washington, *Historical Sketch Book and Guide to New Orleans and Environs, with Map*, New York, Will H. Coleman, 1885, 324 pages.

_____, «Café des exilés», dans *Old Creole Days*, New York, Charles Scribner's Sons, 1893, 85-117.

_____, «Louisiana, New Orleans», dans *Report on the Social Statistics of Cities: Part II, The Southern and the Western States*, sous la dir. de George E. Waring, New York, Arno Press and the New York Times, 1970, c1887, 295 pages.

_____, *The Grandissimes: A Story of Creole Life*, préface de Suzanne Jones, Athens, University of Georgia Press, 1988, c1880, 448 pages.

CATTERALL, Helen Tunnicliff (dir.), *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro: Cases from the Courts of Georgia, Florida, Alabama, Mississippi, and Louisiana*, New York, Octagon Books Inc., 1968, vol. 3.

CLARANA, Jose, «The Colored Creoles of Louisiana», *The Crisis*, février, 1916, 192-193.

D'ALBREY, Jean, *Du Tonkin au Havre: Chine, Japon, Îles Hawaii, Amérique*, Paris, E. Plon, 1898, 307 pages.

DENISON, George Stanton, «Some Letters of George Stanton Denison, 1854-1866: Observations of a Yankee on Conditions in Louisiana and Texas», *Louisiana Historical Quarterly*, sous la direction de James Padgett, vol. 23, no 4, octobre, 1940, 1132-1240.

DESDUNES, Rodolphe-Lucien, *A Few Words to Dr. Dubois: With Malice Toward None*, Nouvelle-Orléans, 1907, Alexander Pierre Tureaud Papers, 1909-1972 (Amistad Research Center, Tulane University, New Orleans), 14 pages.

_____, *Nos hommes et notre histoire: notices biographiques accompagnées de réflexions et de souvenirs personnels*, Montréal, Arbour & Dupont, 1911, 196 pages.

DUNBAR-NELSON, Alice, «People of Color in Louisiana, Part 1», *Journal of Negro History*, vol. 1, no 3, 1916, 361-376.

DUNBAR-NELSON, Alice, «People of Color in Louisiana, Part 2», *Journal of Negro History*, vol. 2, no 1, 1917, 51-78.

EYMA, Xavier Louis, *La vie aux États-Unis: notes de voyage*, Paris, E. Plon et cie, 1876.

GAYARRÉ, Charles, *The Creoles of History and the Creoles of Romance: A Lecture Delivered in the Hall of the Tulane University, New Orleans*, New Orleans, C. H. Hopkins, 1885, 32 pages.

_____, «The Southern Question», *The North American Review*, vol. 125, no 259, 1877, 472-499.

HEARN, Lafacadio, *Inventing New Orleans: Writings of Lafcadio Hearn*, sous la direction de S. Frederick Starr, Jackson, University Press of Mississippi, 2001, 230 pages.

HOUZEAU, Jean-Charles, *My Passage at the New Orleans Tribune: A Memoir of the Civil War Era*, sous la dir. de David Rankin, trad. du français par Gérard Denault, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1984, 168 pages.

_____, *Lettres adressées des États-Unis à sa famille, 1857-1868*, sous la direction de Hossam Elkhadem, Annette Félix et Liliane Wellens-De Donder, Bruxelles, Centre national d'histoire des sciences, 1994, 458 pages.

KING, Grace, *New Orleans: The Place and the People*, New York, Negro University Press, 1968, c1895, 404 pages.

LEGRAND, Julia, *The Journal of Julia LeGrand, New Orleans, 1862-1863*, sous la dir. de Kate Mason Rowland et Morris L. Croxall, Richmond, Everett Waddey Co., 1911, 354 pages.

LOMAX, Alan, *Mister Jelly Roll: The Fortunes of Jelly Roll Morton, New Orleans Creole and "Inventor of Jazz"*, New York, The Universal Library, 1950, 318 pages.

MARTINEAU, Harriet, *Society in America*, New York, Garden City, 1962, c1837, 357 pages.

MERCIER, Alfred, *L'habitation Saint-Ybars: ou maîtres et esclaves en Louisiane*, sous la dir. de Réginald Hamel, Montréal, Guérin littérature, 1989, c1881, 421 pages.

_____, *Du Panlatinisme: nécessité d'une alliance entre la France et la Confédération du Sud*, Paris, Librairie centrale, 1862, 31 pages.

OLSEN, Otto (dir.), *The Thin Disguise: Turning Point in Negro History, Plessy v. Ferguson, a Documentary Presentation (1864-1896)*, New York, Published for A.I.M.S. by Humanities Press, 1967, 132 pages.

OLMSTED, Frederick Law, *A Journey in the Seaboard Slave States, with Remarks on their Economy*, New York, Dix & Edwards, 1856, 723 pages.

POCHÉ, Félix Pierre, *Discours de l'honorable F. P. Poché de la Cour suprême de la Louisiane sur les Créoles de la Louisiane prononcé le 7 février 1886, jour des Créoles à l'exposition américaine*, trad. de l'anglais par l'honorable J. K. Gaudet, Nouvelle-Orléans, Imprimerie du Croissant, 1886, 24 pages.

REID, Whitelaw, *After the War: A Tour of the Southern States, 1865-1866*, sous la dir. de C. Vann Woodward, New York, Harper & Row, 1965, 589 pages.

ROBINSON, Elisha et R. H. PIDGEON, *Atlas of the City of New Orleans, Louisiana*, New York, E. Robinson, 1883.

ROUQUETTE, Adrien, *Critical Dialogue Between Aboo and Caboo on a New Book, or a Grandissime Ascension*, New Orleans, Great Publishing House of Sam Allspice, 1880, 24 pages.

ROUSSEVE, Charles, *The Negro in Louisiana: Aspects of his History and his Literature*, deuxième édition, New Orleans, Xavier University Press, 1970, c1937, 212 pages.

SAUVALLE, Paul Marc, *Louisiane, Mexique, Canada: aventures cosmopolites*, Montréal, Desaulniers et Leblanc, 1891, 308 pages.

SAXON, Lyle, *Fabulous New Orleans*, New York, The Century Co., 1928, 330 pages.

ST. JULIEN, Aline, *Colored Creole: Color Conflict and Confusion in New Orleans*, New Orleans, Ahidiana-Habari, 1977, 10 pages.

STONE, Kate, *Brokenburn: The Journal of Kate Stone, 1861-1868*, sous la direction de John Q. Anderson, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1972, 400 pages.

TINKER, Edward Larocque, *Creole City: Its Past and its People*, New York, Longsmans, Green Co., 1953, 359 pages.

_____, *Bibliography of the French Newspapers and Periodicals of Louisiana*, Worcester, Massachusetts, American Antiquarian Society, 1933, 126 pages.

_____, Edward Larocque, *Les écrits de langue française en Louisiane au XIXe siècle: essais biographiques et bibliographiques*, Genève, Statkine Reprints, 1975, c1932, 502 pages.

_____, *Toucoutou*, New York, Dodd, Mead & Company, 1928, 312 pages.

WARMOTH, Henry Clay, *War, Politics and Reconstruction: Stormy Days in Louisiana*, New York, MacMillan Company, 1930, 285 pages.

WILLEY, Nathan, «Education of the Colored Population of Louisiana», *Harper's New Monthly Magazine*, volume 33, no 194, juillet 1866, 544-550.

ARTICLES

ASLAKSON, Kenneth, «The Quadroon-Plaçage Myth of Antebellum New Orleans: Anglo-American (Mis)interpretation of a French-Caribbean Phenomenon», *Journal of Social History*, vol. 45, no 3, 2012, 709-734.

BELL, Caryn Cossé, «Une chimère: The Freedmen's Bureau in Creole New Orleans», dans *The Freedmen's Bureau and Reconstruction: Reconsiderations*, sous la dir. de Paul Cimbala, New York, Fordham University Press, 140-160.

BINNING, F. Wayne, «Carpetbaggers' Triumph: The Louisiana State Election of 1868», *Louisiana History*, vol. 14, no 1, hiver 1973, 21-39.

BLACKBURN, George et Sherman RICARDS, «The Mother-Headed Family among Free Negroes in Charleston, South Carolina, 1850-1860», *Phylon*, vol. XLII, no 1, printemps 1981, 11-25.

CAMPANELLA, Richard, «An Ethnic Geography of New Orleans», *The Journal of American History*, vol. 94, no 3, décembre 2007, 704-715.

CLERMONT, Guy, «Les réfugiés de Saint-Domingue à la Nouvelle-Orléans: 1791-1820», dans *Mémoires francophones: la Louisiane*, sous la dir. de Guy Clermont et al., Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2006, 67-86.

CONNOR, William, «Reconstruction Rebels: The New Orleans Tribune in Post Civil War Louisiana», *Louisiana History*, vol. 21, no 2, 1980, 159-181.

DAVIS, Thomas J., «Louisiana», dans *The Black Press in the South, 1865-1979*, sous la dir. de Henry Lewis Suggs, Wesport, Greenwood Press, 1983, 151-176.

DAVIS, Thomas J., «More than Segregation, Racial Identity: The Neglected Question in Plessy v. Ferguson», *Washington and Lee Journal of Civil Rights and Social Justice*, vol. 10, no 1, 2004, 1-41.

DITCHY, Jay K., «Early Census Tables of Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 13, 1930.

DORMON, James H., «Louisiana's "Creoles of Color": Ethnicity, Marginality, and Identity», *Social Science History*, vol. 73, no 3, 1992, 615-626.

- DORMON, James H., «Ethnic Groups and "Ethnicity": Some Theoretical Considerations», *The Journal of Ethnic Studies*, vol. 7, no 4, 23-36.
- ELLIOTT, Mark, «Race, Color Blindness and the Democratic Public: Albion W. Tourgée's Radical Principles in *Plessy v. Ferguson*», *The Journal of Southern History*, vol. 67, no 2, 2001, 287-330.
- EVERETT, Donald, «Demands of the New Orleans Free Colored Population for Political Equality, 1862-1865», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 38, no 2, 1955, 43-64.
- _____, «Free Persons of Color in Colonial Louisiana», *Louisiana History*, vol. 7, no 1, 1966, 21-50.
- FABRE, Michel, «Une émulation sans envie: la presse et la littérature des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans au dix-neuvième siècle», dans *Creoles and Cajuns: French Louisiana*, sous la dir. de Wolfgang Binder, New York, Peter Lang, 1998, 185-207.
- FONER, Laura, «The Free People of Color in Louisiana and St. Domingue: A Comparative Portrait of Two Three-Caste Slave Societies», *Journal of Social History*, vol. 3, no 4, 1970, 406-430.
- FUSSELL, Elizabeth, «Constructing New Orleans, Constructing Race: A Population History of New Orleans», *The Journal of American History*, vol. 94, no 3, 2007, 846-855.
- GATEWOOD, Willard B., «Aristocrats of Color: South and North the Black Elite, 1880-1920», *The Journal of Southern History*, vol. LIV, no 1, février 1988, 3-20.
- GOULD, Virginia, «Urban Slavery-Urban Freedom: The Manumission of Jacqueline Lemelle», dans *More than Chattel: Black Women and Slavery in the Americas*, sous la dir. de David Barry Gaspar et Darlene Clark Hine, Indianapolis, Indiana University Press, 1996, 298-314.
- HANGER, Kimberly, «The Fortunes of Women in America: Spanish New Orleans's Free Women of African Descent and their Relations with Slave Women», dans *Discovering the Women in Slavery: Emancipating Perspectives on the American Past*, sous la dir. de Patricia Morton, Athens, University of Georgia Press, 1996, 153-178.
- HARRIS, Cheryl I., «In the Shadow of *Plessy*», *Journal of Constitutional Law*, vol. 7, no 3, 2005, 867-901.
- HIRSCH, Arnold R., «Fade to Black: Hurricane Katrina and the Disappearance of Creole New Orleans», *Journal of American History*, vol. 94, décembre 2007, 752-761.
- INGERSOLL, Thomas, «Free Blacks in a Slave Society: New Orleans, 1718-1812», *William and Mary Quarterly*, vol. 48, no 2, 1991, 173-200.

KENDALL, John, «New Orleans' Peculiar Institution», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. 23, no 3, 1940, p. 864-887.

LACHANCE, Paul, «The Formation of a Three-Caste Society: Evidence from Wills in Antebellum New Orleans», *Social Science History*, vol. 18, no 2, 1994, 211-242.

_____, «The Foreign French», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 101-130.

LEWIS, Elsie, «The Political Mind of the Negro, 1865-1900», *Journal of Southern History*, vol. 21, 1955, 189-202.

LOGSDON, Joseph, «Americans and Creoles in New Orleans: The Origins of Black Citizenship in the United States», *American Studies*, vol. 34, no 2, 1989, 187-202.

LOGSDON, Joseph et Caryn Cossé BELL, «The Americanisation of Black New Orleans, 1850-1900», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 201-261.

McCONNELL, Roland, «Louisiana's Black Military History», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert Macdonald *et al.*, New Orleans, Tulane State Museum, 1979, 32-62.

NACOUZI, Salwa, «Les Créoles louisianais défendent la cause du Sud à Paris (1861-1865): latinisme contre anglosaxonisme», *Transatlantica: revue d'études américaines*, vol. 1, 2002 [en ligne], mis en ligne le 23 mars 2006, consulté le 28 septembre 2012: <<http://transatlantica.revues.org/451>>.

NYSTROM, Justin A., «Racial Identity and Reconstruction: New Orleans's Free People of Color and the Dilemma of Emancipation», dans *The Great Task Remaining Before us: Reconstruction as America's Continuing Civil War*, sous la dir. de Paul A. Cimbala et Randall M. Miller, Fordham University Press, 2010, 122-138.

RANKIN, David, «The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans», *Perspectives in American History*, vol. 11, 1978, 379-414.

_____, «The Origins of Black Leadership in New Orleans during Reconstruction», *Journal of Southern History*, vol. 40, no 3, 1974, 417-440.

_____, «The Politics of Caste: Free Colored Leadership in New Orleans during the Civil War», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert MacDonald *et al.*, New Orleans, Tulane State Museum, 1979, 107-146.

- RODRIGUE, John, «Black Agency after Slavery», dans *Reconstructions: New Perspectives on the Postbellum United States*, sous la dir. de Thomas J. Brown, New York, Oxford University Press, 2006, 40-65.
- ROLAND, Charles, «Difficulties of Civil War Sugar Planting in Louisiana», *Louisiana Historical Quarterly*, vol. XXXVIII, 1956, 40-52.
- SCHWENINGER, Loren, «Antebellum Free Persons of Color in Postbellum Louisiana», *Louisiana History*, vol. 30, no 3, 1989, 345-364.
- SCOTT, Rebecca, «Paper Thin: Freedom and Re-enslavement in the Diaspora of the Haitian Revolution», *Law and History Review*, 2011, vol. 29, no 4, 1062-1087.
- SUMPTER, Amy R., «Segregation of the Free People of Color and the Construction of Race in Antebellum New Orleans», *Southeastern Geographer*, vol. 48, no 1, mai, 2008, 19-37.
- THOMPSON, Shirley, «Ah Toucoutou, ye Conin vous: History and Memory in Creole New Orleans», *American Quarterly*, vol. 53, no 2, juin 2001, 232-266.
- TREGLE, Joseph, Jr., «Creoles and Americans», dans *Creole New Orleans: Race and Americanisation*, sous la direction de Arnold Hirsh et Joseph Logsdon, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 131-185.
- TUNNELL, Ted, «Free Negroes and the Freedmen: Black Politics in New Orleans during the Civil War», *Southern Studies*, vol. 19, no 1, 1980, 5-28.
- VANDAL, Gilles, «Black Utopia in Early Reconstruction New Orleans: The People's Bakery as a Case Study», *Louisiana History*, vol. 38, no 4, 1997, 437-452.
- VINCENT, Charles, «Negro Leadership and Programs in the Louisiana Constitutional Convention of 1868», *Louisiana History*, vol. 10, 1969, 339-351.
- _____, «Black Louisianians during the Civil War and Reconstruction: Aspects of their Struggles and Achievements», dans *Louisiana's Black Heritage*, sous la direction de Robert Macdonald *et al.*, New Orleans, Tulane State Museum, 1979, 85-106.
- WILLIAMS, T. Harry, «The Louisiana Unification Mouvement», *Journal of Southern History*, vol. 11, no 3, 1945, p. 349-369.
- WILSON, Keith, «Education as a Vehicle of Racial Control: Major General N. P. Banks in Louisiana, 1863-1864», *Journal of Negro Education*, vol. 50, no 2, 1981, 156-170.
- WOODWARD, C. Vann, «Plessy v. Ferguson: The Birth of Jim Crow», *American Heritage*, vol. 15, no 3, 1964, 52-103.

MONOGRAPHS

- ARNESEN, Eric, *Waterfront Workers of New Orleans: Race, Class and Politics, 1863-1923*, Chicago, University of Illinois Press, 1991, 253 pages.
- BELL, Caryn Cossé, *Revolution, Romanticism and Afro-Creole Protest Tradition in Louisiana, 1718-1868*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1997, 325 pages.
- BLASSINGAME, John, *Black New Orleans, 1860-1880*, Chicago, University of Chicago Press, 1973, 300 pages.
- BRASSEAU, Carl et al, *Creoles of Color in the Bayou Country*, Jackson, University Press of Mississippi, 1994, 174 pages.
- CAMPANELLA, Richard, *Geographies of New Orleans: Urban Fabrics Before the Storm*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, 2006, 433 pages.
- _____, *Time and Place in New Orleans: Past Geographies in the Present Day*, Gretna, Pelican Publishing Company, 2002, 204 pages.
- CLARK, Emily, *The Strange History of the American Quadroon: Free Women of Color in the Revolutionary Atlantic World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, 296 pages.
- COWAN, James L. (dir.), *La Marseillaise noire et autres poèmes des Créoles de couleur de la Nouvelle-Orléans (1862-1869)*, Lyon, Éditions du Cosmogone, 2001, 136 pages.
- DESSENS, Nathalie, *From Saint-Domingue to New Orleans: Migration and Influences*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2007, 257 pages.
- DOMINGUEZ, Virginia, *White by Definition: Social Classification in Creole Louisiana*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1986, 325 pages.
- ELLIOTT, Mark, *Color-blind Justice: Albion Tourgée and the Quest for Racial Equality from the Civil War to Plessy v. Ferguson*, New York, Oxford University Press, 2006, 388 pages.
- FICKLEN, John Rose, *History of Reconstruction in Louisiana (through 1868)*, New York, Books for Libraries Press, 1971, 234 pages.
- FOUCAULT, Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris Gallimard, 1971, 82 pages.
- FRANKEL, Noralee, *Freedom's Women: Black Women and Families in Civil War Era Mississippi*, Indianapolis, Indiana University Press, 1999, 270 pages.

- GEHMAN, Mary, *The Free People of Color of New Orleans: An Introduction*, New Orleans, Margaret Media, 1994, 152 pages.
- GOLDSTONE, Lawrence, *Inherently Unequal: The Betrayal of Equal Rights by the Supreme Court, 1865-1903*, New York, Walker & Company, 2011, 242 pages.
- GRIOLET, Patrick, *Cadjins et Créoles en Louisiane: histoire et survivance d'une francophonie*, Paris, Payot, 1986, 387 pages.
- HANGER, Kimberly, *Bounded Lives, Bounded Places: Free Black Society in Colonial New Orleans, 1769-1803*, deuxième édition, Durham, Duke University Press, 2002, c1997, 248 pages.
- HALL, Gwendolyn Midlo, *Africans in Colonial Louisiana: The Development of Afro-Creole Culture in the 18th Century*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 434 pages.
- HASKINS, James, *The Creoles of Color of New Orleans*, New York, Thomas Y. Crowell Company, 1975, 140 pages.
- HOLLANDSWORTH, James, *The Louisiana Native Guards: The Black Military Experience during the Civil War*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1998, 140 pages.
- _____, *An Absolute Massacre: The New Orleans Race Riot of July 30, 1866*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2001, 168 pages.
- INGERSOLL, Thomas, *Mammon and Manon in Early New Orleans: The First Slave Society in the Deep South, 1718-1819*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1999, 490 pages.
- KEIN, Sybil (dir.), *Creole: The History and Legacy of Louisiana's Free People of Color*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000, 344 pages.
- KOLCHIN, Peter, *American Slavery, 1619-1877*, New York, Hill and Wang, 1993, 304 pages.
- LE MENESTREL, Sara, *La voie des Cadiens: tourisme et identité en Louisiane*, Paris, Belin, 1999, 431 pages.
- McPHERSON, James, *Marching Toward Freedom: Blacks in the Civil War, 1861-1865*, New York, Facts on File, 1991, 142 pages.
- MILLS, Gary, *The Forgotten People: Cane Rive's Creoles of Color*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1977, 274 pages.

- NYSTROM, Justin A., *New Orleans after the Civil War: Race, Politics and a New Birth of Freedom*, Baltimore, John Hopkins Press, 2010, 324 pages.
- RANDALL, J. C. et David DONALD, *The Civil War and Reconstruction*, deuxième édition, Boston, Little, Brown and Company, 1969, 866 pages.
- RANSOM, Roger, *Conflict and Compromise: The Political Economy of Slavery, Emancipation, and the American Civil War*, New York, Cambridge University Press, 1993, 317 pages.
- RIPLEY, Peter, *Slaves and Freedmen in Civil War Louisiana*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1976, 237 pages.
- SCHAFER, Judith Kelleher, *Slavery, the Civil Law, and the Supreme Court of Louisiana*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1994, 389 pages.
- SMITH-THIBODEAUX, John, *Les francophones de Louisiane*, Paris, Éditions Entente, 1977, 134 pages.
- SPEAR, Jennifer, *Race, Sex and Social Order in Early New Orleans*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2009, 335 pages.
- TAYLOR, Joe Gray, *Louisiana Reconstructed, 1863-1877*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1974, 552 pages.
- THOMPSON, Shirley Elizabeth, *Exiles at Home: The Struggle to Become American in Creole New Orleans*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 362 pages.
- TUNNELL, Ted, *Crucible of Reconstruction: War, Radicalism and Race in Louisiana, 1862-1877*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992, 257 pages.
- VANDAL, Gilles, *The New Orleans Riot of 1866: Anatomy of a Tragedy*, Lafayette, Center for Louisiana Studies, University of Southwestern Louisiana, 1983, 238 pages.
- VINCENT, Charles, *Black Legislators in Louisiana during Reconstruction*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1976, 262 pages.
- WOODWARD, C. Vann, *American Counterpoint: Slavery and Racism in the North-South Dialogue*, Boston, Little, Brown and Company, 1971, 301 pages.

MÉMOIRES ET THÈSES

- ALCINDOR, Christian, *Les gens de couleur libres de la Nouvelle-Orléans, 1803-1865: leur rang social dans la société esclavagiste*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1995, 156 pages.

- ANTHONY, Arthé Agnes, *The Negro Creole Community in New Orleans, 1880-1920: An Oral History*, thèse de doctorat (culture comparée), University of California, Irvine, 1978, 175 pages.
- ASLAKSON, Kenneth Randolph, *Making Race: The Role of Free Blacks in the Development of New Orleans' Three-Caste Society, 1791-1812*, thèse de doctorat (histoire), University of Texas, 2007, 205 pages.
- DACCORD, Thomas, *Black Political Leadership in Louisiana during the Early Years of Reconstruction, 1865-1868*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1988, 114 pages.
- DOLLAR, Susan E., *Black, White or Indifferent: Race, Identity and Americanisation in Creole Louisiana*, thèse de doctorat (histoire), University of Arkansas, 2004, 248 pages.
- EVERETT, Donald, *Free People of Color in New Orleans, 1803-1865*, thèse de doctorat (histoire), Tulane University, 1952, 378 pages.
- GUILLORY, Monique, *Some Enchanted Evening on the Auction Block: The Cultural Legacy of the New Orleans Quadroon Balls*, thèse de doctorat (littérature comparée), New York University, 1999, 247 pages.
- HOLDER, Ann, *Making the Body Politics: Narratives of Race, Sexuality and Citizenship in the United States, 1864-1909*, thèse de doctorat (histoire), Boston College, 1999, 558 pages.
- LEAVENS, Finnian Patrick, *L'Union and the New Orleans Tribune and Louisiana Reconstruction*, mémoire de maîtrise (histoire), Louisiana State University, 1966, 82 pages.
- NERO, Charles Isidore, *To Develop our Manhood: Free Black Leadership and the Rhetoric of the New Orleans Tribune*, thèse de doctorat (communication), Indiana University, 1991, 273 pages.
- RANKIN, David, *The Forgotten People: Free People of Color in New Orleans, 1850-1870*, thèse de doctorat (histoire), John Hopkins University, 1976, 334 pages.
- ROUZAN, Laura Velina, *A Rhetorical Analysis of Editorials in L'Union and the New Orleans Tribune*, thèse de doctorat (communication), Florida State University, 1989, 218 pages.
- THOMPSON, Shirley Elizabeth, *The Passing of a People: Creoles of Color in Mid-Nineteenth Century New Orleans*, thèse de doctorat (histoire), Harvard University, 2001, 321 pages.